



©rcfotostock - stock.adobe.com



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**
**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bulletin officiel

Conventions collectives



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

2021-07

27 février 2021

Bulletin officiel

Conventions collectives

Fascicule n° 2021-07 du 27 février 2021

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion	3
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	[*]

[*] Aucun texte du ministère de l'agriculture et de l'alimentation dans le *BO* n° 2021-07.

Conventions collectives

Sommaire du fascicule n° 2021-07 du 27 février 2021

Conventions, avenants et accords

	Pages
Assistants maternels (particulier employeur) : accord du 9 décembre 2020 relatif à l'interprétation de l'article 18 f de la convention collective	5
Bâtiment (Île-de-France hors Seine-et-Marne [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : avenant n° 4 du 14 décembre 2020 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1 ^{er} janvier 2021 (Île-de-France hors Seine-et-Marne)	8
Bâtiment (Île-de-France hors Seine-et-Marne [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : avenant n° 4 du 14 décembre 2020 relatif aux salaires minimaux 1 ^{er} janvier 2021 (Île-de-France hors Seine-et-Marne)	10
Bâtiment (Île-de-France hors Seine-et-Marne [ETAM]) : avenant n° 12 du 9 décembre 2020 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2021 (Île-de-France hors Seine-et-Marne)	12
Bâtiment et travaux publics (prévoyance) : avenant n° 32 du 16 décembre 2020 à l'accord collectif du 1 ^{er} octobre 2001 relatif à BTP- <i>Prévoyance</i>	14
Carrières et matériaux et fabrication de la chaux (industries [ouvriers, ETAM, cadres]) : accord du 20 novembre 2020 relatif à la création d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI)	252
Carrières et matériaux et fabrication de la chaux (industries [ouvriers, ETAM, cadres]) : accord du 20 novembre 2020 relatif aux rôles et missions de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP)	264
Enseignement privé non lucratif (EPNL) : avenant n° 2020-01 du 13 octobre 2020 à l'accord n° 2018-4 du 6 juillet 2018 relatif à la méthode adoptée en vue de la détermination de stipulations communes aux salariés	271
Enseignement privé non lucratif (EPNL) : avenant n° 2020-02 du 13 octobre 2020 relatif à la création de dispositions annexes transitoires à la convention collective sécurisant le contenu des anciennes conventions collectives fusionnées	278
Enseignement privé non lucratif (EPNL) : avenant n° 2020-03 du 13 octobre 2020 relatif à l'architecture de la convention collective et à l'insertion de stipulations communes après fusion	281
Entreprises de transport et services maritimes (personnels navigants officiers) : accord du 9 décembre 2020 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation	402

Optique-lunetterie de détail : avenant du 17 décembre 2020 à l'accord du 23 janvier 2020 relatif à la révision de l'accord du 26 mai 2016, et transformant le CQP « opti-vision » en diplôme « opticien spécialisé »	409
Pharmaceutique (industrie) : avenant du 7 janvier 2021 à l'accord collectif du 9 juillet 2015 relatif au régime de prévoyance des salariés (maladie, chirurgie, maternité – décès, incapacité, invalidité).....	411
Sanitaire, social et médico-social (établissements et services à but non lucratif) : accord du 7 décembre 2020 relatif à la promotion et reconversion par alternance (Pro-A)	413
Spectacle vivant (secteur privé) : avenant du 24 novembre 2020 à l'avenant du 6 septembre 2017 relatif à la révision de la convention collective (article 7.3)	425
Travail temporaire (entreprises) : accord du 22 janvier 2021 relatif à la période de reconversion ou promotion par alternance dite « Pro-A » pour les salariés intérimaires en contrat à durée indéterminée	427
Viandes (industrie et commerce en gros) : accord du 2 décembre 2020 relatif aux parcours professionnels individualisés	449

Accord du 9 décembre 2020
relatif à l'interprétation de l'article 18 f de la convention collective

NOR : ASET2150177M

IDCC : 2395

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEPEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT CSD ;

SPAMAF ;

FESSAD UNSA ;

CSAFAM,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Propos introductif

La CGT, par courrier en date du 24 septembre 2020, a saisi la CPPNI « Assistants maternels » en vue de l'interprétation des dispositions de l'article 18 f de la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur.

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la « Covid-19 », une indemnisation exceptionnelle, inspirée du chômage partiel, a été mise en place pour le secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile (ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020).

Il est demandé à la CPPNI de définir l'assiette de calcul à retenir afin de déterminer le montant de l'indemnité due en cas de rupture du contrat de travail dès lors que le salarié a bénéficié du dispositif d'indemnisation exceptionnelle inspiré du chômage partiel.

Principe : exclusion de l'indemnisation exceptionnelle de l'assiette de calcul de l'indemnité de rupture

Les partenaires sociaux réaffirment que les assistants maternels bénéficient d'une indemnité de rupture dérogatoire au droit commun, dont les modalités sont fixées dans la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004.

En effet, l'article 18 *f* prévoit qu'« en cas de rupture du contrat, par retrait de l'enfant, à l'initiative de l'employeur, celui-ci verse, sauf en cas de faute grave, une indemnité de rupture au salarié ayant au moins 1 an d'ancienneté avec lui.

Cette indemnité sera égale à 1/120 du total des salaires nets perçus pendant la durée du contrat.

Cette indemnité n'a pas le caractère de salaire. Elle est exonérée de cotisations et d'impôt sur le revenu dans les limites fixées par la loi ».

Cet article doit être interprété comme suit : seuls sont pris en compte dans l'assiette de calcul de l'indemnité de rupture les salaires perçus par l'assistant maternel en contrepartie du travail effectué, à l'exclusion des indemnités de toute nature.

N'est donc pas prise en compte dans l'assiette de calcul de l'indemnité de rupture l'indemnisation exceptionnelle destinée à compenser une partie de la perte de salaire au titre des heures de travail non réalisées du fait de la crise sanitaire liée à la « Covid-19 », cette indemnisation exceptionnelle n'ayant pas le caractère de salaire.

Exception liée à la situation exceptionnelle de la « Covid-19 »

L'ampleur de la pandémie liée à la « Covid-19 » et sa durée incitent les partenaires sociaux à prendre une position exceptionnelle, afin de limiter, pour les salariés concernés, les conséquences financières de la crise sanitaire, étant rappelé que les particuliers employeurs sont également durement touchés par cette crise.

Décision : par exception aux dispositions de l'article 18 *f* de la convention collective des assistants maternels du particulier employeur et exclusivement dans le contexte actuel lié à la « Covid-19 », les partenaires sociaux décident que la période durant laquelle les salariés ont bénéficié de l'indemnisation exceptionnelle en vertu des dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020, est prise en compte dans l'assiette de calcul de l'indemnité de rupture.

Aussi, pour calculer l'indemnité de rupture pour les ruptures de contrat de travail intervenant à compter du 16 décembre 2020, les particuliers employeurs doivent prendre en compte, les salaires qu'aurait dû percevoir l'assistant maternel s'il avait travaillé pendant la période d'indemnisation exceptionnelle.

Application de la décision dans le temps

Une décision paritaire ne peut produire d'effets rétroactifs.

De ce fait, cette décision ne porte que sur les heures non travaillées en raison de la crise sanitaire liée à la « Covid-19 », indemnisées dans les conditions prévues aux termes de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020. Les effets de la présente décision ne portent qu'à compter du 16 décembre 2020, pour les ruptures notifiées à compter de cette date (la date d'envoi du courrier notifiant la rupture est retenue).

Ainsi, pour les contrats de travail dont la rupture est intervenue entre l'activation du dispositif d'indemnisation exceptionnelle, à effet du 12 mars 2020, et le 15 décembre 2020, il ne saurait être reproché au particulier employeur de ne pas avoir reconstitué le salaire pour déterminer l'indemnité de rupture. En effet, il ne peut lui être reproché de ne pas avoir appliqué une décision exceptionnelle des partenaires sociaux dès lors que celle-ci a été prise postérieurement à la rupture.

Ce procès-verbal est établi conformément à la décision prise lors de la CPPNI AM réunie dans le cadre de sa mission d'interprétation, le 9 décembre 2020, étant précisé que la présente déci-

sion est prise indépendamment des négociations actuellement en cours relatives à la convergence des branches.

Fait à Paris, le 9 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Avenant n° 4 du 14 décembre 2020

relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} janvier 2021
(Île-de-France hors Seine-et-Marne)

NOR : ASET2150178M

IDCC : 1596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB Île-de-France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UFIC UNSA ;

URCB CFDT Île-de-France,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minima salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article I-3 des conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1^{er}

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) à :

10,40 € à compter du 1^{er} janvier 2021

Article 2

Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises des branches du bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent avenant sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 14 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Avenant n° 4 du 14 décembre 2020

relatif aux salaires minimaux 1^{er} janvier 2021
(Île-de-France hors Seine-et-Marne)

NOR : ASET2150179M

IDCC : 1596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB Île-de-France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT Île-de-France,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minima salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Dans ce cadre, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au plan national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article I-4 des conventions collectives nationales mentionnées ci-dessus.

Article 1^{er}

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021.

Catégories professionnelles	Coefficients	Salaire mensuel minimum pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 585 €
– position 2	170	1 595 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 655 €
Niveau III		
Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 794 €
– position 2	230	1 935 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	2 056 €
– position 2	270	2 253 €

Article 2

Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises des branches du bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent avenant sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 14 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609 | **ETAM**

Avenant n° 12 du 9 décembre 2020

relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2021
(Île-de-France hors Seine-et-Marne)

NOR : ASET2150180M

IDCC : 2609

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB Île-de-France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC BTP ;

URCB CFDT Île-de-France,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minima salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au plan national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minima applicables aux employés, techniciens et agents de maîtrise applicables dans la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article 3.2.2 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du 12 juillet 2006.

Article 1^{er}

Pour la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé, à compter du 1^{er} janvier 2021, pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures

par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minima des ETAM comme suit :

Niveau A	1 585 €
Niveau B	1 660 €
Niveau C	1 770 €
Niveau D	1 966 €
Niveau E	2 142 €
Niveau F	2 545 €
Niveau G	2 802 €
Niveau H	3 019 €

Article 2

Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent avenant sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 9 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Accords collectifs nationaux

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Avenant n° 32 du 16 décembre 2020

à l'accord collectif du 1^{er} octobre 2001
relatif à BTP-Prévoyance

NOR : ASET2150176M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB ;

FNTP ;

SCOP BTP ;

FFB ;

FFIE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

FNCB CFDT ;

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Titre I^{er} Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au
titre du RNPO**

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au
titre du RNPO » :

(Voir page suivante.)

I. Le tableau de ventilation du taux de cotisation figurant dans le sous-article 4.3 « Taux » est intégralement modifié comme suit :

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Base	2,29 %	1,54 %
Dont au titre :	1,49 %	0,82 %
– des garanties en cas de décès	0,55 %	0,33 %
– des indemnités journalières > 90 jours	0,48 %	0,24 %
– des rentes d'invalidité	0,40 %	0,22 %
– des forfaits parentalité et accouchement	0,04 %	0,02 %
– de l'hospitalisation chirurgicale	0,02 %	0,01 %
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59 %	0,59 %
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20 %	0,12 %
Dont au titre des indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01 %	0,01 %
Surbase obligatoire	0,30 %	0,18 %
Dont au titre :		
– des garanties en cas de décès	0,07 %	0,042 %
– des indemnités journalières > 90 jours	0,14 %	0,084 %
– des rentes d'invalidité	0,09 %	0,054 %
Total	2,59 %	1,72 %

II. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

III. Le texte du sous-article 8.2 « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail » est intégralement modifié comme suit :

« 8.2. Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (total ou partiel) ou perception d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'entreprise, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant assuré aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ouvriers en activité.

Il en est de même en cas de congés liés à une maternité ou à une adoption.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 4.1.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire (donc hors situations d'activité partielle), les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation, pendant les 30 premiers jours de la suspension (dans la limite de 90 jours par exercice civil, toutes périodes de suspension confondues). Au-delà, les garanties sont interrompues. »

IV. Le 2^e paragraphe du sous-article 18.5 « Rente en cas de décès de l'ouvrier suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle » est modifié comme suit :

« Pour le calcul du montant annuel de la rente, il sera tenu compte des versements de la sécurité sociale au conjoint et aux enfants à charge et, le cas échéant, du total de la pension versée au titre du régime de retraite AGIRC-ARRCO. »

V. Le texte du sous-article 20.1 *a* « Indemnités journalières > 90 jours » est intégralement modifié comme suit :

« 20.1. – a) Indemnités journalières > 90 jours

L'indemnisation est versée à compter du 91^e jour de l'interruption de travail.

Toutefois, si l'ouvrier ne peut plus prétendre au maintien de la rémunération par l'employeur telle qu'elle est prévue par les conventions et accords collectifs nationaux concernant les ouvriers du bâtiment et des travaux publics, l'indemnité est versée au lendemain du dernier jour indemnisé par l'employeur.

Concernant les prestations d'indemnités de fin de carrière, les conséquences du terme de l'adhésion sont définies à l'article 26.3 du présent règlement. »

VI. Le 1^{er} paragraphe du sous-article 20.2 « Montant de l'indemnité journalière » est modifié comme suit :

« Le montant de l'indemnité journalière est égal à :

- maladie ou accident non professionnel : 75 % de SB (y compris les indemnités journalières versées par la sécurité sociale), sans pouvoir être inférieur à SB/2 000 ou à SR ;
- maladie ou accident couvert par la législation des accidents du travail ou des maladies professionnelles : SB/4 000 (sans pouvoir être inférieur à SR). »

VII. Le dernier paragraphe du sous-article 26.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

- « L'entreprise adhérente est informée :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

VIII. Le texte du sous-article 27.2 « Modalités de fonctionnement du fonds des indemnités de fin de carrière » est intégralement modifié comme suit :

- « 27.2. Modalités de fonctionnement du fonds des indemnités de fin de carrière**
- Le "fonds des indemnités de fin de carrière des ouvriers" est crédité par :
- la fraction relative aux indemnités de fin de carrière dans la cotisation fixée à l'article 4.3 ;
 - les produits financiers nets résultant de la gestion du fonds, ces produits nets ne pouvant être négatifs ;
 - toute alimentation exceptionnelle décidée par la commission paritaire extraordinaire.
- Le fonds est débité des éléments suivants :
- les indemnités de fin de carrière dues aux bénéficiaires définis à l'article 24.1, en application des règles fixées aux articles 24.2 à 24.4 ;
 - les cotisations et contributions sociales afférentes ;
 - les frais de gestion afférents, sur la base du taux défini au c des charges visées à l'article 30.1.
- Chaque année, le conseil d'administration de BTP-Prévoyance est informé des éléments suivants :
- le montant du fonds des indemnités de fin de carrière ;
 - l'évaluation de l'engagement des entreprises lié aux indemnités légales de départ ou de mise à la retraite. Cette évaluation est réalisée conformément aux normes comptables applicables en France pour l'évaluation des passifs sociaux des entreprises adhérentes ;

- une projection à 5 ans de l'engagement des entreprises lié aux indemnités légales de départ ou de mise à la retraite, comparé au montant du fonds des indemnités de fin de carrière.

La commission paritaire extraordinaire sera saisie dans les 6 mois suivant la remise au conseil d'administration de BTP-Prévoyance de projections à 5 ans dans lesquelles le montant du fonds devient inférieur à l'engagement des entreprises lié aux indemnités légales de départ ou de mise à la retraite ; elle sera invitée à prendre toute mesure permettant d'éviter la survenance d'une situation d'insuffisance du fonds des indemnités de fin de carrière.

À défaut, dans l'hypothèse où, à une date donnée, le montant du fonds des indemnités de fin de carrière venait à être inférieur à l'engagement des entreprises lié aux indemnités légales de départ ou de mise à la retraite, le fonds serait affecté en priorité à la couverture de l'engagement des entreprises.

Les indemnités légales définies à l'article 24 du présent règlement continueront à être servies par BTP-Prévoyance au fur et à mesure des départs, aussi longtemps que le montant du fonds reste positif. »

Titre II Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » :

I. Le tableau de ventilation du taux de cotisation figurant dans le sous-article 4.3 « Taux » est intégralement modifié comme suit :

RNPE	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58 %	0,58 %
Au titre des autres garanties	1,27 %	0,67 %
Dont indemnités journalières > 90 jours	0,52 %	0,26 %
Dont rentes d'invalidité	0,65 %	0,36 %
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,08 %	0,04 %
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02 %	0,01 %
Total	1,85 %	1,25 %

II. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

Le texte du sous-article 8.2 « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail est intégralement modifié comme suit » :

« 8.2. Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (total ou partiel) ou perception d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'entreprise, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant assuré aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ETAM en activité.

Il en est de même en cas de congés liés à une maternité ou à une adoption.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 4.1.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire (donc hors situations d'activité partielle), les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation, pendant les 30 premiers jours de la suspension (dans la limite de 90 jours par exercice civil, toutes périodes de suspension confondues). Au-delà, les garanties sont interrompues. »

III. Le dernier paragraphe du sous-article 25.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'entreprise adhérente est informée :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection

sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;

- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre III Règlement du régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics » :

I. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

II. Le texte du sous-article 7.2 « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail est intégralement modifié comme suit » :

« 7.2 Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (total ou partiel) ou perception d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'entreprise, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant assuré aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux cadres ou assimilés en activité.

Il en est de même en cas de congés liés à une maternité ou à une adoption.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant

calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 4.1.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire (donc hors situations d'activité partielle), les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation, pendant les 30 premiers jours de la suspension (dans la limite de 90 jours par exercice civil, toutes périodes de suspension confondues). Au-delà, les garanties sont interrompues. »

III. Le texte de l'article 15 « Garantie capital décès » :

« Le versement d'un capital est garanti au décès du participant.

Le capital garanti en cas de décès est payé aux bénéficiaires sur production :

- de l'avis de l'entreprise signalant le décès, précisant la date initiale de l'arrêt de travail qui a éventuellement précédé le décès et justifiant des éléments de rémunération à prendre en considération ;
- d'un certificat médical précisant l'origine du décès ;
- d'un extrait d'acte de naissance comportant toutes les mentions marginales, et plus généralement de toute autre pièce justificative qui serait jugée nécessaire par BTP-Prévoyance. »,

est remplacé par :

« Le versement d'un capital est garanti au décès du participant. »

IV. L'intitulé du sous-article 15.1 « Cas de décès qu'elle qu'en soit la cause » est intégralement modifié comme suit :

« 15.1 Décès qu'elle qu'en soit la cause »

V. Le dernier paragraphe du sous-article 26.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'entreprise adhérente est informée :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre IV Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers » :

I. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

II. Le dernier paragraphe du sous-article 19.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'entreprise adhérente est informée :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre V Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des ETAM

Les modifications suivantes sont apportées au « Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » :

I. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

II. Le dernier paragraphe du sous-article 19.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'entreprise adhérente est informée :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre VI Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM » :

- I. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« Article 7 | Versement des cotisations »

L'adhérent, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que l'adhésion n'est pas dénoncée.

Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné par mois.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent. »

- II. Le dernier paragraphe du sous-article 13.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'adhérent est informé :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre VII Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des cadres

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de prévoyance supplémentaire des cadres » :

- I. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

II. Le dernier paragraphe du sous-article 19.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

- « L'entreprise adhérente est informée :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre VIII Règlement du régime de GAT

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime de GAT » :

I. Le texte de l'article 1^{er} « Conditions générales » :

- « La couverture GAT transfère à BTP-Prévoyance :
- le coût de l'obligation de maintien de salaire qui incombe à l'employeur en cas d'arrêt de travail de ses salariés en vertu de la loi de mensualisation ainsi que des dispositions des conventions collectives du bâtiment et des travaux publics ;
 - le coût des cotisations patronales correspondantes. »,

est remplacé par :

- « La couverture GAT transfère à BTP-Prévoyance :
- le coût de l'obligation de maintien de salaire qui incombe à l'employeur en cas d'arrêt de travail de ses salariés en vertu des dispositions de l'article L. 1226-1 du code

- du travail (et des articles qui s'y rattachent) ainsi que des dispositions des conventions collectives du bâtiment et des travaux publics ;
- le coût des cotisations patronales correspondantes. »

II. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

III. Le 1^{er} paragraphe du sous-article 5.2 « Prestations en cours au terme de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« Pour tout arrêt de travail dont le fait générateur est antérieur au terme de l'adhésion, BTP-Prévoyance continue à couvrir l'obligation de maintien de salaire et les charges patronales correspondantes jusqu'à la fin de la période qui engage l'employeur, en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail (et des articles qui s'y rattachent) et de la convention collective applicable. »

IV. Le 1^{er} paragraphe du sous-article 6.1 « Conditions d'ouverture des droits » est intégralement modifié comme suit :

« Les droits prévus par le présent règlement portent sur tout membre participant qui, à la date du fait générateur :

- est présent dans une entreprise adhérente au présent règlement (ou est en période indemnisée par la caisse de congés payés du BTP dont relève ladite entreprise) ;
- appartient au collège d'adhésion de l'entreprise au présent règlement ;
- remplit les conditions – d'ancienneté et de durée maximale de l'arrêt de travail – donnant droit à maintien de salaire par l'employeur en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail (et des articles qui s'y rattachent) et/ou de la convention collective applicable. »

V. Le 1^{er} paragraphe du sous-article 8.1 « Base de calcul de la prestation de GAT » est intégralement modifié comme suit :

« Concernant les options qui assurent un maintien du salaire plafonné au niveau des obligations conventionnelles, l'indemnisation est calculée conformément aux dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail (et des articles qui s'y rattachent) et

dans les conventions collectives nationales des ouvriers, des ETAM et des cadres du bâtiment et des travaux publics. »

VI. Le 3^e paragraphe du sous-article 8.2 « Montant de la prestation GAT » est intégralement modifié comme suit :

« Lorsque l'indemnisation est versée à l'entreprise, le montant brut de la prestation est majoré d'un forfait de 30 % destiné à couvrir les cotisations sociales à charge de l'employeur. »

VII. Le 2^d paragraphe du sous-article 9.3 « Terme du paiement » est intégralement modifié comme suit :

« Cette date limite de versement des prestations ne peut en aucun cas être postérieure à la date à laquelle l'employeur n'est plus tenu à l'obligation de maintien de salaire en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail et des articles qui s'y rattachent et/ou des conventions et accords collectifs nationaux du bâtiment et des travaux publics. »

VIII. Le dernier paragraphe du sous-article 11.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

- « L'entreprise adhérente est informée :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre IX Règlement du régime d'OCALD

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement du régime OCALD » :

I. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au

jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

II. Le dernier paragraphe du sous-article 12.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

« L'entreprise adhérente est informée :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

III. Le texte du sous-article 12.3 « Protection des données personnelles » :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :

- (i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture santé ;
- (ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, e-mail, SMS et MMS) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe PRO BTP, sauf opposition des

bénéficiaires à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance, »,

est remplacé par :

« Ces données ainsi collectées ont vocation à être traitées par BTP-Prévoyance à des fins :

(i) D'adhésion, gestion et exécution de la couverture santé ;

(ii) De réalisation d'enquêtes de satisfaction, enregistrement des appels pour le contrôle de qualité, formation de ses collaborateurs, preuve de la conclusion des adhésions le cas échéant, réalisation d'études statistiques et actuarielles, évaluation ou prédiction des situations (score d'appétence), prospection commerciale (par courrier postal, téléphone, e-mail, SMS et MMS) pour des produits ou services analogues à ceux déjà souscrits, par les entités du groupe PRO BTP, sauf opposition des salariés à tout moment, évaluation des risques, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, prévention et lutte contre la fraude à l'assurance, gestion des réclamations, recouvrements et contentieux, et ce, dans le cadre des intérêts légitimes et des obligations légales de BTP-Prévoyance, »

Titre X Règlement des couvertures individuelles de capital décès

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » :

I. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations » est intégralement modifié comme suit :

« Article 7 | Versement des cotisations »

L'adhérent, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que l'adhésion n'est pas dénoncée. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné mensuellement (*).

(*) Pour certaines adhésions intervenues avant le 31 décembre 2019, les cotisations sont appelées par échéances trimestrielles.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent. »

II. Il est créé un article 14 « Exclusions » ainsi rédigé :

« Article 14 | Exclusions »

En application de l'article L. 932-23 du code de la sécurité sociale, le capital visé à l'article 12 n'est pas dû :

- lorsque le décès résulte du suicide de l'adhérent au cours de la 1^{re} année d'adhésion ;
- en cas de condamnation du bénéficiaire pour avoir donné volontairement la mort à l'adhérent. »

III. Le dernier paragraphe du sous-article 21.1 « Information lors de l'adhésion » est modifié comme suit :

« L'adhérent est informé :

- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
- soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;

- soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XI Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre de la prévoyance des cabinets d'économistes de la construction (régime des non-cadres)

Les modifications suivantes sont apportées au « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre de la prévoyance des cabinets d'économistes de la construction (régime des non-cadres) » :

I. Le texte du sous-article 4.2 « Période de cotisation » :

« Pour tout salarié affilié, les cotisations sont dues par l'entreprise aussi longtemps qu'il y a versement du salaire ou d'indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 4.1, et tant que le contrat de travail n'est pas rompu, y compris en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle entre le 12 mars et le 31 mai 2020 inclus, les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation. »,

est remplacé par :

« Pour tout salarié affilié, les cotisations sont dues par l'entreprise aussi longtemps qu'il y a versement du salaire ou d'indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 4.1, et tant que le contrat de travail n'est pas rompu, y compris en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident. »

II. Le texte du sous-article 5.1 c « Terme de l'adhésion suite à procédure collective ou cessation d'activité sans reprise de contrat de travail » :

« L'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des contrats. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre le contrat ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, le présent contrat sera alors résilié de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre le présent contrat soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »,

est remplacé par :

« Dans ce cadre, l'institution peut mettre en demeure l'organe compétent de se prononcer sur la poursuite des adhésions. Si l'organe administrateur indique sa volonté de ne pas poursuivre l'adhésion ou en cas d'absence de réponse dans le délai de 30 jours suivant la mise en demeure, l'adhésion sera alors résiliée de plein droit soit au jour de la notification à l'institution, par l'organe compétent, du refus de poursuivre

l'adhésion soit, en cas d'absence de réponse de l'organe compétent, au terme du délai de 30 jours rappelé ci-avant. En l'absence de mise en demeure, l'institution se réserve néanmoins la possibilité de demander à faire prononcer judiciairement la résiliation de la présente adhésion. »

III. Le dernier paragraphe du sous-article 9.1 « Information lors de l'adhésion » est intégralement modifié comme suit :

- « L'entreprise adhérente est informée :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l'entreprise peut préalablement s'adresser par écrit à l'intercesseur de PRO BTP, à l'adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l'intercesseur de PRO BTP n'ont pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XII Règlement des « régimes de frais médicaux collectifs »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement des « régimes de frais médicaux collectifs » :

I. Le titre du sous-article 6.3 « Gratuité temporaire de cotisations à l'adhésion » est remplacé par :

« 6.3. Gratuité temporaire de cotisations »

II. À la fin du sous-article 6.3 « Gratuité temporaire de cotisations », le paragraphe suivant est ajouté :

« En complément, certaines entreprises peuvent bénéficier de dispositifs temporaires de mois gratuits de cotisation, en particulier à l'adhésion. Le cadre général dans lequel ces mois gratuits de cotisations s'inscrivent est défini par le conseil d'administration. »

III. Le texte suivant du sous-article 8.1 *a* « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » :

« Par exception, la résiliation peut prendre effet le dernier jour du mois civil suivant la date de réception de la demande écrite (ou le dernier du trimestre civil suivant cette date lorsque les cotisations de l'entreprise sont exigibles trimestriellement), si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a été informée d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement en faveur de ses salariés affiliés, et a formulé sa demande dans les 60 jours qui s'ensuivent ;
- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce ;
- la résiliation intervient après expiration d'un délai de 1 an à compter de la première adhésion (dans ce cas, l'entreprise peut opter pour une prise d'effet de la résiliation dans le délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification). »,

est remplacé par :

« Par exception, la résiliation peut prendre effet le dernier jour du mois civil suivant la date de réception de la demande écrite (ou le dernier du trimestre civil suivant cette date lorsque les cotisations de l'entreprise sont exigibles trimestriellement), si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a été informée d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement en faveur de ses salariés affiliés, et a formulé sa demande dans les 60 jours qui s'ensuivent ;
- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce.

Pour une résiliation effectuée dans le cadre du 1^{er} alinéa de l'article L. 932-12-1 du code de la sécurité sociale, la résiliation intervient après expiration d'un délai de 1 an à compter de la première adhésion. Dans ce cas, la prise d'effet de la résiliation intervient :

- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'entreprise, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

IV. Le texte du sous-article 11.3 « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail » est intégralement remplacé par :

« En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (total ou partiel), ou perception d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'entreprise adhérente, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant assuré aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux salariés affiliés de la catégorie correspondante dans l'entreprise. Il en est de même en cas de congé lié à une maternité, à une paternité ou à une adoption.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 6.1.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire (donc hors situations d'activité partielle), les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation pendant les 30 premiers jours de la suspension (dans la limite de 90 jours

par exercice civil, toutes périodes de suspension confondues). Au-delà, les garanties sont interrompues.

Par exception, en cas de suspension du contrat de travail et lorsque le salarié affilié bénéficie d'une rente d'invalidité complémentaire au titre du régime conventionnel de prévoyance du BTP dont il relève, les garanties sont maintenues sans contrepartie de cotisation, pendant la période où il perçoit cette rente. »

V. Le texte suivant du sous-article 12.1 « Dispositions générales relatives aux prestations » :

« Il est ainsi précisé :

– que les garanties prennent en charge :

- le “ticket modérateur” : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- les équipements dits “100 % santé” : équipements d'optique, aides auditives (à compter du 1^{er} janvier 2021) et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »,

est remplacé par :

« Il est ainsi précisé :

– que les garanties prennent en charge :

- le “ticket modérateur” : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- les équipements dits “100 % santé” : équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), ».

VI. L'alinéa suivant du sous-article 12.3 « Dispositions spécifiques aux garanties dentaires » :

« Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à “honoraires maîtrisés” sont également prises en charge sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit (dans la limite de facturation prévue par la réglementation). »,

est remplacé par :

« Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à “honoraires maîtrisés” sont également prises en charge sans reste à charge (dans la limite de facturation prévue par la réglementation). »

VII. Il est créé un sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux garanties audioprothétiques » ainsi rédigé :

« Pour les prothèses auditives relevant du “100 % santé”, le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d'assurer

une prise en charge intégrale du coût de l'équipement, sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit.

Pour les autres prothèses auditives, à partir du module P2, le remboursement est majoré lorsque son acquisition intervient chez un audioprothésiste ayant signé une convention avec le réseau de soins Sévéane. »

VIII. Le titre du sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical » est remplacé par :

« 12.5. Autres dispositions concernant la prise en charge des prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical »

IX. Le titre du sous-article 12.5 « Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires » est remplacé par :

« 12.6. Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires »

X. L'alinéa suivant de l'article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

XI. Le texte suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

« Au terme de leur affiliation, tel que défini à l'article 11 :
– le salarié affilié et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
– dans l'hypothèse où le salarié affilié et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées, ou à précompter ces sommes sur d'autres prestations dues par BTP-Prévoyance. »,

est remplacé par :

« Au terme de leur affiliation, tel que défini à l'article 11 :
– le salarié affilié et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
– dans l'hypothèse où le salarié affilié et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée :
– à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées ;
– ou à précompter ces sommes sur tous autres montants dus par BTP-Prévoyance (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues). »

XII. Le texte suivant du sous-article 21.1 « Information lors de l'adhésion » :

« L'entreprise adhérente est informée :
– qu'après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations, en cas de désaccord persistant, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
– ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :

- soit à l’adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
- soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- l’entreprise peut préalablement s’adresser par écrit à l’intercesseur de PRO BTP, à l’adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
- que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l’intercesseur de PRO BTP n’ont pas compétence pour répondre à des demandes d’information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l’autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »,

est remplacé par :

- « L’entreprise adhérente est informée :
- qu’après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne leur satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - ses salariés affiliés ou elle-même peuvent s’adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l’adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - l’entreprise peut préalablement s’adresser par écrit à l’intercesseur de PRO BTP, à l’adresse suivante : Intercession PRO BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu’aucune procédure judiciaire n’ait été engagée, ou soit sur le point de l’être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) ou l’intercesseur de PRO BTP n’ont pas compétence pour répondre à des demandes d’information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l’autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XIII Annexe « Dispositions spécifiques aux groupes fermés non-cadres, cadres et ETAM »

Les modifications suivantes sont apportées à l’annexe « Dispositions spécifiques aux groupes fermés non-cadres, cadres et ETAM » :

I. À l’article 2 « Adhésion des entreprises », l’alinéa suivant du a « Si l’entreprise était précédemment adhérente au “Règlement du régime de frais médicaux collectifs des non-cadres (groupe fermé)” » :

« Par exception, les entreprises qui, avant le 31 octobre 2016, avaient choisi de couvrir leurs salariés dans le cadre d’une “option régionale” en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer pour cette même catégorie de salariés aux options PCE1, PCE2 ou PCE3 jusqu’au 31 décembre 2020. »,

est remplacé par :

« Par exception, les entreprises qui, avant le 31 octobre 2016, avaient choisi de couvrir leurs salariés dans le cadre d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer pour cette même catégorie de salariés aux options PCE1, PCE2 ou PCE3 jusqu'au 31 décembre 2021. »

II. À l'article 2 « Adhésion des entreprises », l'alinéa suivant du *b* « Si l'entreprise était précédemment adhérente au "Règlement du régime de frais médicaux collectifs des cadres (groupe fermé)" » :

« Par exception, les entreprises qui, avant le 31 octobre 2016, avaient choisi de couvrir leurs salariés dans le cadre d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer pour cette même catégorie de salariés aux options PCE1, PCE2 ou PCE3 jusqu'au 31 décembre 2020. »,

est remplacé par :

« Par exception, les entreprises qui, avant le 31 octobre 2016, avaient choisi de couvrir leurs salariés dans le cadre d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer pour cette même catégorie de salariés aux options PCE1, PCE2 ou PCE3 jusqu'au 31 décembre 2021. »

Titre XIV Règlement des compléments collectifs « renfort dépassements d'honoraires »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement des compléments collectifs « renfort dépassements d'honoraires » :

I. Le texte suivant du sous-article 8.1 *a* « Résiliation à l'initiative de l'entreprise » :

« Par exception, la résiliation peut prendre effet le dernier jour du mois civil suivant la date de réception de la demande écrite (ou le dernier du trimestre civil suivant cette date lorsque les cotisations de l'entreprise sont exigibles trimestriellement), si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a été informée d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement en faveur de ses salariés affiliés, et a formulé sa demande dans les 60 jours qui s'ensuivent ;
- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce ;
- la résiliation intervient après expiration d'un délai de 1 an à compter de la première adhésion (dans ce cas, l'entreprise peut opter pour une prise d'effet de la résiliation dans le délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification). »,

est remplacé par :

« Par exception, la résiliation peut prendre effet le dernier jour du mois civil suivant la date de réception de la demande écrite (ou le dernier du trimestre civil suivant cette date lorsque les cotisations de l'entreprise sont exigibles trimestriellement), si l'entreprise relève d'une des situations suivantes :

- l'entreprise a été informée d'une augmentation de sa cotisation ou d'une diminution des droits nés du présent règlement en faveur de ses salariés affiliés, et a formulé sa demande dans les 60 jours qui s'ensuivent ;
- l'entreprise a changé de secteur d'activité et ne relève plus du champ du bâtiment et des travaux publics ;
- en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire a exercé le droit dont il dispose légalement de résilier l'adhésion conformément aux dispositions du code de commerce.

Pour une résiliation effectuée dans le cadre du 1^{er} alinéa de l'article L. 932-12-1 du code de la sécurité sociale, la résiliation intervient après expiration d'un délai de 1 an à compter de la première adhésion. Dans ce cas, la prise d'effet de la résiliation intervient :

- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'entreprise, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

II. Le texte du sous-article 11.3 « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail » est intégralement remplacé par :

« En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (total ou partiel) ou perception d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'entreprise adhérente, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant assuré aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux salariés affiliés de la catégorie correspondante dans l'entreprise.

Il en est de même en cas de congé lié à une maternité, à une paternité ou à une adoption.

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations définie à l'article 6.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire (donc hors situations d'activité partielle), les garanties sont interrompues. »

III. L'alinéa suivant de l'article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une "Garantie résultante" est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une "Garantie résultante" est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

IV. Le paragraphe suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

« La garantie "Renfort dépassement d'honoraires" complétant les remboursements d'honoraires servis par le "Socle responsable", les dispositions du dernier paragraphe de l'article 15 du "règlement des régimes de frais médicaux collectifs" commençant par "au terme de leur affiliation" et se terminant par "sur d'autres prestations dues par BTP-Prévoyance" s'appliquent à l'identique pour le présent règlement. »,

est remplacé par :

« La garantie "Renfort dépassement d'honoraires" complétant les remboursements d'honoraires servis par le "Socle responsable", les dispositions du dernier paragraphe de l'article 15 du "règlement des régimes de frais médicaux collectifs" commençant par "au terme de leur affiliation" et se terminant par " (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues)" s'appliquent à l'identique pour le présent règlement. »

Titre XV Régime de surcomplémentaires « Amplitude » : règlement des « compléments individuels de frais médicaux »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement des « compléments individuels de frais médicaux » :

I. Le texte suivant de l'article 2 « Accès aux compléments individuels de frais médicaux » :

- « Par exception :
- les niveaux de couverture S5P6 et S6P6 des régimes de frais médicaux collectifs n'ouvrent pas de possibilité aux salariés de compléter leur socle collectif par un complément individuel ;
 - l'adhésion au complément individuel PCE1 n'est possible, jusqu'au 31 décembre 2020, que pour les salariés qui, avant le 31 octobre 2016, bénéficiaient d'une surcomplémentaire "RS2-tranquillité" dans le cadre de la coassurance avec la MBTPSE ;
 - l'adhésion au complément individuel PCE2 n'est possible, jusqu'au 31 décembre 2020, que pour les salariés dont les entreprises adhèrent à l'option PCE1, ou qui, avant le 31 octobre 2016, bénéficiaient d'une surcomplémentaire "RS3 – Sérénité" dans le cadre de la coassurance avec la MBTPSE ;
 - les salariés ayant atteint l'âge défini au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale et pouvant bénéficier, à leur initiative, d'une dispense d'adhésion ne peuvent adhérer au présent règlement. »

est remplacé par :

- « Par exception :
- les niveaux de couverture S5P6 et S6P6 des régimes de frais médicaux collectifs n'ouvrent pas de possibilité aux salariés de compléter leur socle collectif par un complément individuel ;
 - l'adhésion au complément individuel PCE1 n'est possible, jusqu'au 31 décembre 2021, que pour les salariés qui, avant le 31 octobre 2016, bénéficiaient d'une surcomplémentaire "RS2-tranquillité" dans le cadre de la coassurance avec la MBTPSE ;
 - l'adhésion au complément individuel PCE2 n'est possible, jusqu'au 31 décembre 2021, que pour les salariés dont les entreprises adhèrent à l'option PCE1, ou qui, avant le 31 octobre 2016, bénéficiaient d'une surcomplémentaire "RS3-sérénité" dans le cadre de la coassurance avec la MBTPSE ;
 - les salariés ayant atteint l'âge défini au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale et pouvant bénéficier, à leur initiative, d'une dispense d'adhésion ne peuvent adhérer au présent règlement. »

II. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations » est intégralement remplacé par :

« Le salarié, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que son adhésion au dispositif de couverture santé à étages n'est pas dénoncée. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné par mois.

Les éventuels frais d'impayés sur prélèvement pourront être imputés à l'adhérent. »

III. Le texte suivant du sous-article 8.1 a « Terme de l'adhésion à l'initiative de l'adhérent » :

« Dans les situations 1 à 3, la résiliation anticipée prend effet :

- un mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur choix exprès de l'adhérent, au dernier jour du mois si la notification de la résiliation a été réceptionnée au plus tard le 15 du mois, à défaut, au dernier jour du mois suivant. »,

est remplacé par :

« Dans les situations 1 à 3, la résiliation anticipée prend effet :

- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'adhérent, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

IV. Le texte suivant du sous-article 12.1 « Dispositions générales relatives aux prestations » :

« Il est ainsi précisé :

- que les garanties prennent en charge :
 - le “ticket modérateur” : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - les équipements dits “100 % santé” : équipements d'optique, aides auditives (à compter du 1^{er} janvier 2021) et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »,

est remplacé par :

« Il est ainsi précisé :

- que les garanties prennent en charge :
 - le “ticket modérateur” : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - les équipements dits “100 % santé” : équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »

V. Les paragraphes suivants du sous-article 12.3 « Dispositions spécifiques aux garanties dentaires » :

« Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à "honoraires maîtrisés" sont également prises en charge sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l'implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »,

sont remplacés par :

« Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à "honoraires maîtrisés" sont également prises en charge sans reste à charge (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l'implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »

VI. Il est créé un sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux garanties audioprothétiques » ainsi rédigé :

« Pour les prothèses auditives relevant du "100 % santé", le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d'assurer une prise en charge intégrale du coût de l'équipement, sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit.

Pour les autres prothèses auditives, à partir du module P2, le remboursement est majoré lorsque son acquisition intervient chez un audioprothésiste ayant signé une convention avec le réseau de soins Sévéane. »

VII. Le titre du sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical » est remplacé par :

« 12.5. Autres dispositions concernant la prise en charge des prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical »

VIII. Le titre du sous-article 12.5 « Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires » est remplacé par :

« 12.6. Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires »

IX. L'alinéa suivant de l'article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

X. Le texte suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

« Au terme de leur affiliation, tel que défini à l'article 8 :

– l'adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;

- dans l’hypothèse où l’adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée à exiger d’eux le remboursement des sommes indûment avancées, ou à précompter ces sommes sur d’autres prestations dues par BTP-Prévoyance. »

est remplacé par :

- « Au terme de leur affiliation, tel que défini à l’article 8 :
- l’adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
- dans l’hypothèse où l’adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée :
 - à exiger d’eux le remboursement des sommes indûment avancées ;
 - ou à précompter ces sommes sur tous autres montants dus par BTP-Prévoyance (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues). »

XI. À la fin de l’article 16 « Délai de stage et de carence », le paragraphe suivant est ajouté :

- « En outre, lorsque l’adhérent a résilié son adhésion à un régime de frais médicaux individuels de l’institution au titre des dispositions de l’article L. 932-12-1 du code de la sécurité sociale, puis qu’il a adhéré au présent règlement dans les 6 mois qui s’ensuivent, les remboursements sont plafonnés aux garanties des niveaux S3 et P3 au cours des 12 premiers mois de cette nouvelle adhésion. »

XII. Le texte suivant du sous-article 21.1 « Information lors de l’adhésion » :

- « L’adhérent est informé :
- qu’après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations et en cas de désaccord persistant, il peut s’adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - soit à l’adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n’a pas compétence pour répondre à des demandes d’information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l’autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »,

est remplacé par :

- « L’adhérent est informé :
- qu’après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire, il peut s’adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l’adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu’aucune procédure judiciaire n’ait été engagée,

- ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XVI Régime de surcomplémentaires « Amplitude » : règlement des « options individuelles d'extension familiale de frais médicaux »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement des « options individuelles d'extension familiale de frais médicaux » :

I. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations » est intégralement remplacé par :

« L'entreprise adhérente au socle collectif ne peut être tenue pour responsable du paiement de la cotisation qui correspond à l'option individuelle d'extension familiale de frais médicaux.

Le salarié, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant qu'il n'a pas été mis de terme à la couverture découlant du présent règlement. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné par mois.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent. »

II. Le texte suivant du sous-article 8.1 a « Résiliation à l'initiative de l'adhérent » :

« Dans les situations 1 à 5, la résiliation anticipée prend effet :

- un mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur choix exprès de l'adhérent, au dernier jour du mois si la notification de la résiliation a été réceptionnée au plus tard le 15 du mois, à défaut, au dernier jour du mois suivant. »,

est remplacé par :

« Dans les situations 1 à 5, la résiliation anticipée prend effet :

- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'adhérent, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

III. Le texte suivant du sous-article 12.1 « Dispositions générales relatives aux prestations » :

« Il est ainsi précisé :

- que les garanties prennent en charge :
 - le "ticket modérateur" : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - les équipements dits "100 % santé" : équipements d'optique, aides auditives (à compter du 1^{er} janvier 2021) et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les mai-

sons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »,

est remplacé par :

« Il est ainsi précisé :

– que les garanties prennent en charge :

- le “ticket modérateur” : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- les équipements dits “100 % santé” : équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »

IV. Les paragraphes suivants du sous-article 12.3 « Dispositions spécifiques aux garanties dentaires » :

« Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à “honoraires maîtrisés” sont également prises en charge sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l'entreprise a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l'implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »,

sont remplacés par :

« Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à “honoraires maîtrisés” sont également prises en charge sans reste à charge (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l'implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »

V. Il est créé un sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux garanties audioprothétiques » ainsi rédigé :

« Pour les prothèses auditives relevant du “100 % santé” , le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d'assurer une prise en charge intégrale du coût de l'équipement, sans reste à charge pour le salarié ou son ayant droit.

Pour les autres prothèses auditives, à partir du module P2, le remboursement est majoré lorsque son acquisition intervient chez un audioprothésiste ayant signé une convention avec le réseau de soins Sévéane. »

VI. Le titre du sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical » est remplacé par :

« 12.5. Autres dispositions concernant la prise en charge des prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical »

VII. Le titre du sous-article 12.5 « Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires » est remplacé par :

« 12.6. Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires »

VIII. L'alinéa suivant de l'article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

IX. Le texte suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

« Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :

- l'adhérent et ses ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
- dans l'hypothèse où l'adhérent et ses ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées, ou à précompter ces sommes sur d'autres prestations dues par BTP-Prévoyance. »,

est remplacé par :

« Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :

- l'adhérent et ses ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
- dans l'hypothèse où l'adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée :
 - à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées ;
 - ou à précompter ces sommes sur tous autres montants dus par BTP-Prévoyance (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues). »

X. Le texte suivant du sous-article 21.1 « Information lors de l'adhésion » :

« L'adhérent est informé :

- qu'après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations et en cas de désaccord persistant, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/ mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »,

est remplacé par :

- « L'adhérent est informé :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XVII Règlement des « frais médicaux individuels des retraités »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement des « frais médicaux individuels des retraités » :

I. L'alinéa suivant de l'article 2 « Adhérents » :

« Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2020, aux options PCE1 ou PCE2. Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTP du Nord peuvent adhérer jusqu'au 31 décembre 2020, à l'option PNPC. »,

est remplacé par :

« Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2021, aux options PCE1 ou PCE2. Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTP du Nord peuvent adhérer jusqu'au 31 décembre 2021, à l'option PNPC. »

II. À la fin du sous-article 6.4 « Autres remises de cotisations », le paragraphe suivant est ajouté :

« En complément, certains ensembles d'anciens salariés issus d'entreprises ou de groupes du BTP peuvent bénéficier de dispositifs spécifiques de réductions de cotisations, notamment lors de leur adhésion. Le cadre général dans lequel ces réductions de cotisations s'inscrivent est défini par le conseil d'administration. »

III. Le texte du sous-article 6.6 a « Dispositions générales relatives aux réductions sociales » est intégralement remplacé par :

« Dans le cadre de la politique d'action sociale santé mise en œuvre par BTP-Prévoyance, les adhérents peuvent bénéficier d'une réduction sociale sur leur cotisation. »

Ces réductions sont liées à la situation de l'adhérent et/ou de son conjoint :

- bénéficiaire de l'APA ("réduction dépendance") ;
- à défaut, bénéficiaire d'une pension de retraite AGIRC-ARRCO exonérée de CSG-CRDS ;
- à défaut, ancienneté d'au moins 30 ans dans le BTP (ancienneté définie à partir de la durée d'affiliation à BTP-Prévoyance en tant que salarié) ;
- à défaut, bénéficiaire de l'ACS (chèque santé) auprès de BTP-Prévoyance à la date du 31 décembre 2015.

Pour les personnes qui ont adhéré au présent règlement après l'âge prévu au 3^e alinéa de l'article 6.1 et qui sont à ce titre sujettes à une majoration de cotisations, ces différents droits à réduction ne sont ouverts qu'à compter du 1^{er} janvier de la 3^e année suivant la date d'adhésion.

Les montants des réductions mises en œuvre sont détaillés dans l'annexe "Sociale" jointe au présent règlement. »

IV. Au sous-article 6.6 *b* « Dispositions spécifiques à la "réduction dépendance" » :

Le texte suivant :

« Une réduction de cotisation est octroyée aux adhérents et à leur conjoint qui bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2020. Cette réduction de cotisation est appelée "réduction dépendance". »,

est remplacé par :

« Une réduction de cotisation est octroyée aux adhérents et à leur conjoint qui bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) en 2021. Cette réduction de cotisation est appelée "réduction dépendance". »

Le texte suivant :

« La "réduction dépendance" est applicable :

- à compter de la date d'octroi de l'APA par le conseil général (à la condition que cette date intervienne avant le 31 décembre 2020) ;
- à la condition que la demande de réduction ait été adressée à l'institution (accompagnée des pièces justificatives correspondantes) avant le 31 décembre de 3^e année suivant la date d'octroi de l'APA. »,

est remplacé par :

« La "réduction dépendance" est applicable :

- à compter de la date d'octroi de l'APA par le conseil général (à la condition que cette date intervienne avant le 31 décembre 2021) ;
- à la condition que la demande de réduction ait été adressée à l'institution (accompagnée des pièces justificatives correspondantes) avant le 31 décembre de la 3^e année suivant la date d'octroi de l'APA. »

Et le texte suivant :

« Pour les personnes reconnues bénéficiaires de l'APA avant le 31 décembre 2020 :

- le droit à "réduction dépendance" est acquis : ces personnes bénéficient d'un droit à réduction sur leur cotisation santé aussi longtemps qu'elles seront bénéficiaires de l'APA. De même, toute aggravation future de leur situation de dépendance (évolution du niveau de GIR si le bénéficiaire de l'APA réside à domicile, ou installa-

tion dans un EHPAD) donnera lieu à une augmentation de la "réduction dépendance" en application du barème défini dans l'annexe "Sociale" jointe au présent règlement ; »,

est remplacé par :

- « Pour les personnes reconnues bénéficiaires de l'APA avant le 31 décembre 2021 :
- le droit à "réduction dépendance" est acquis : ces personnes bénéficient d'un droit à réduction sur leur cotisation santé aussi longtemps qu'elles seront bénéficiaires de l'APA. De même, toute aggravation future de leur situation de dépendance (évolution du niveau de GIR si le bénéficiaire de l'APA réside à domicile, ou installation dans un EHPAD) donnera lieu à une augmentation de la "réduction dépendance" en application du barème défini dans l'annexe "Sociale" jointe au présent règlement ; »

V. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations » est intégralement remplacé par :

« L'adhérent, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que l'adhésion n'est pas dénoncée. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné mensuellement (*).

(*) Pour certaines adhésions intervenues avant le 31 décembre 2018, les cotisations sont appelées par échéances trimestrielles.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent. »

VI. Le texte suivant du sous-article 8.1 *a* « Résiliation à l'initiative de l'adhérent » :

- « Dans les situations 1 à 4, la résiliation anticipée prend effet :
- un mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur choix exprès de l'adhérent, au dernier jour du mois si la notification de la résiliation a été réceptionnée au plus tard le 15 du mois, à défaut, au dernier jour du mois suivant. »,

est remplacé par :

- « Dans les situations 1 à 4, la résiliation anticipée prend effet :
- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'adhérent, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

VII. Le texte suivant du sous-article 12.1 « Dispositions générales relatives aux prestations » :

- « Il est ainsi précisé :
- que les garanties prennent en charge :
- le "ticket modérateur" : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- les équipements dits "100 % santé" : équipements d'optique, aides auditives (à compter du 1^{er} janvier 2021) et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »,

est remplacé par :

« Il est ainsi précisé :

– que les garanties prennent en charge :

- le “ticket modérateur” : l’intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l’article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- les équipements dits “100 % santé” : équipements d’optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l’article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l’article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d’accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d’hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »

VIII. Le texte du sous-article 12.3 « Dispositions spécifiques aux garanties dentaires » est intégralement remplacé par :

« Pour les prothèses dentaires relevant du “100 % santé”, le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d’assurer une prise en charge intégrale du coût de l’équipement, sans reste à charge pour l’adhérent ou son ayant droit.

Lorsque l’adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à “honoraires maîtrisés” sont également prises en charge sans reste à charge (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l’adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l’implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »

IX. Il est créé un sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux garanties audioprothétiques » ainsi rédigé :

« Pour les prothèses auditives relevant du “100 % santé”, le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d’assurer une prise en charge intégrale du coût de l’équipement, sans reste à charge pour l’adhérent ou son ayant droit.

Pour les autres prothèses auditives, à partir du module P2, le remboursement est majoré lorsque son acquisition intervient chez un audioprothésiste ayant signé une convention avec le réseau de soins Sévéane. »

X. Le titre du sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical » est remplacé par :

« 12.5. Autres dispositions concernant la prise en charge des prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical »

XI. Le titre du sous-article 12.5 « Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d’honoraires » est remplacé par :

« 12.6. Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d’honoraires »

XII. L’alinéa suivant de l’article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d’une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s’effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

XIII. Le texte suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

- « Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :
- l'adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
 - dans l'hypothèse où l'adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées, ou à précompter ces sommes sur d'autres prestations dues par BTP-Prévoyance. »,

est remplacé par :

- « Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :
- l'adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
 - dans l'hypothèse où l'adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée :
 - à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées ;
 - ou à précompter ces sommes sur tous autres montants dus par BTP-Prévoyance (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues). »

XIV. À la fin de l'article 16 « Délai de stage et de carence », le paragraphe suivant est ajouté :

« En outre, lorsque l'adhérent a résilié son adhésion à un régime de frais médicaux individuels de l'institution au titre des dispositions de l'article L. 932-12-1 du code de la sécurité sociale, puis qu'il a adhéré au présent règlement dans les 6 mois qui s'ensuivent, les remboursements sont plafonnés aux garanties des niveaux S3 et P3 au cours des 12 premiers mois de cette nouvelle adhésion. »

XV. Le texte suivant du sous-article 21.1 « Information lors de l'adhésion » :

- « L'adhérent est informé :
- qu'après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations et en cas de désaccord persistant, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »,

est remplacé par :

- « L'adhérent est informé :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
- soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
- soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
- que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XVIII Règlement du « régime de frais médicaux individuels des actifs »

Les modifications suivantes sont apportées au règlement du « régime de frais médicaux individuels des actifs » :

I. L'alinéa suivant de l'article 2 « Adhérents » :

« Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2020, aux options PCE1 ou PCE2. Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTP du Nord peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2020, à l'option PNPC. »,

est remplacé par :

« Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTPSE peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2021, aux options PCE1 ou PCE2. Seules les personnes qui, avant le 31 octobre 2016, relevaient d'une "option régionale" en coassurance avec la MBTP du Nord peuvent adhérer, jusqu'au 31 décembre 2021, à l'option PNPC. »

II. Il est créé un sous-article 6.4 « Autres remises de cotisations à l'adhésion » ainsi rédigé :

« En complément, certains ensembles d'anciens salariés issus d'entreprises ou de groupes du BTP peuvent bénéficier de dispositifs spécifiques de réductions de cotisations, notamment lors de leur adhésion. Le cadre général dans lequel ces réductions de cotisations s'inscrivent est défini par le conseil d'administration. »

III. Le titre du sous-article 6.4 « Gratuité temporaire à l'adhésion d'un ayant droit, en cas de décès de l'ancien adhérent principal », est remplacé par :

« 6.5. Gratuité temporaire à l'adhésion d'un ayant droit, en cas de décès de l'ancien adhérent principal »

IV. Le titre du sous-article 6.5 « Réductions sociales », est remplacé par :

« 6.6. Réductions sociales »

V. Le texte de l'article 7 « Versement des cotisations », est intégralement remplacé par :

« L'adhérent, par la signature du bulletin d'adhésion, s'engage au paiement d'une cotisation à échéance annuelle, et ce tant que l'adhésion n'est pas dénoncée. Cette cotisation est payable d'avance ; son paiement est fractionné mensuellement (*).

(*) Pour certaines adhésions intervenues avant le 31 décembre 2018, les cotisations sont appelées par échéances trimestrielles.

Les éventuels frais d'impayés peuvent être imputés à l'adhérent. »

VI. Le texte suivant du sous-article 8.1 a « Résiliation à l'initiative de l'adhérent » :

« Dans les situations 1 à 4, la résiliation anticipée prend effet :

- un mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur choix exprès de l'adhérent, au dernier jour du mois si la notification de la résiliation a été réceptionnée au plus tard le 15 du mois, à défaut, au dernier jour du mois suivant. »,

est remplacé par :

« Dans les situations 1 à 4, la résiliation anticipée prend effet :

- par défaut, à l'expiration du délai de 1 mois après que BTP-Prévoyance en a reçu notification ;
- ou, sur demande expresse de l'adhérent, au dernier jour du mois suivant celui au cours duquel BTP-Prévoyance a reçu notification de la résiliation. »

VII. Le texte suivant du sous-article 12.1 « Dispositions générales relatives aux prestations » :

« Il est ainsi précisé :

- que les garanties prennent en charge :
 - le "ticket modérateur" : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - les équipements dits "100 % santé" : équipements d'optique, aides auditives (à compter du 1^{er} janvier 2021) et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »,

est remplacé par :

« Il est ainsi précisé :

- que les garanties prennent en charge :
 - le "ticket modérateur" : l'intégralité de la participation des assurés, dans les conditions définies au 1° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - les équipements dits "100 % santé" : équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires, dans les conditions définies aux 3°, 4° et 5° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
 - le forfait journalier en établissements hospitaliers, dans les conditions définies au 6° de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale (en application de cet article, les forfaits journaliers dans les établissements de longue durée, les mai-

sons d'accueil spécialisées (MAS) ou les établissements d'hébergement pour personnes dépendantes (EHPAD) ne sont pas pris en compte), »

VIII. Le texte du sous-article 12.3 « Dispositions spécifiques aux garanties dentaires » est intégralement remplacé par :

« Pour les prothèses dentaires relevant du "100 % santé", le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d'assurer une prise en charge intégrale du coût de l'équipement, sans reste à charge pour l'adhérent ou son ayant droit.

Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3+, les prothèses dentaires dites à "honoraires maîtrisés" sont également prises en charge sans reste à charge (dans la limite de facturation prévue par la réglementation).

Lorsque l'adhérent a opté pour un module supérieur ou égal au niveau P3, le remboursement de l'implant est majoré lorsque sa pose est réalisée par un chirurgien-dentiste ayant signé une convention spécifique avec le réseau de soins Sévéane. »

IX. Il est créé un sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux garanties audioprothétiques » ainsi rédigé :

« Pour les prothèses auditives relevant du "100 % santé", le forfait de remboursement de BTP-Prévoyance complète le remboursement de la sécurité sociale afin d'assurer une prise en charge intégrale du coût de l'équipement, sans reste à charge pour l'adhérent ou son ayant droit.

Pour les autres prothèses auditives, à partir du module P2, le remboursement est majoré lorsque son acquisition intervient chez un audioprothésiste ayant signé une convention avec le réseau de soins Sévéane. »

X. Le titre du sous-article 12.4 « Dispositions spécifiques aux prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical » est remplacé par :

« 12.5. Autres dispositions concernant la prise en charge des prothèses dentaires, prothèses auditives et matériel médical ».

XI. Le titre du sous-article 12.5 « Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires » est remplacé par :

« 12.6. Dispositions spécifiques relatives à la prise en charge des dépassements d'honoraires ».

XII. L'alinéa suivant de l'article 14 « Plancher de versement de la prestation » :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2020. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »,

est remplacé par :

« Toute somme due à un bénéficiaire au titre d'une prestation est provisionnée à son compte. Le versement effectif a lieu lorsque la somme due est égale ou supérieure à 2 €, valeur au 1^{er} janvier 2021. Ce paiement s'effectue par virement bancaire. »

XIII. Le texte suivant de l'article 15 « Tiers payant » :

« Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :

- l'adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
- dans l'hypothèse où l'adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée à exiger d'eux le

remboursement des sommes indûment avancées, ou à précompter ces sommes sur d'autres prestations dues par BTP-Prévoyance. »,

est remplacé par :

- « Au terme de leur adhésion, tel que défini à l'article 8 :
- l'adhérent et ses éventuels ayants droit doivent retourner leurs cartes de tiers payant aux services gestionnaires de BTP-Prévoyance ;
 - dans l'hypothèse où l'adhérent et ses éventuels ayants droit continueraient à faire usage de leur carte de tiers payant, BTP-Prévoyance est fondée :
 - à exiger d'eux le remboursement des sommes indûment avancées ;
 - ou à précompter ces sommes sur tous autres montants dus par BTP-Prévoyance (au titre de versements de prestations ou de remboursements de cotisations trop perçues). »

XIV. À la fin de l'article 16 « Délai de stage et de carence », le paragraphe suivant est ajouté :

« En outre, lorsque l'adhérent a résilié son adhésion à un régime de frais médicaux individuels de l'institution au titre des dispositions de l'article L. 932-12-1 du code de la sécurité sociale, puis qu'il a adhéré au présent règlement dans les 6 mois qui s'ensuivent, les remboursements sont plafonnés aux garanties des niveaux S3 et P3 au cours des 12 premiers mois de cette nouvelle adhésion. »

XVI. Le texte suivant du sous-article 21.1 « Information lors de l'adhésion » :

- « L'adhérent est informé :
- qu'après échanges avec le service en charge du traitement des réclamations et en cas de désaccord persistant, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) pour le règlement de litige extrajudiciaire :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - que le médiateur de la protection sociale (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
 - que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »,

est remplacé par :

- « L'adhérent est informé :
- qu'après avoir échangé avec le service en charge du traitement des réclamations et que la réponse apportée ne le satisfait pas, et pour le règlement de litige extrajudiciaire, il peut s'adresser par écrit au médiateur de la protection sociale (CTIP) :
 - soit à l'adresse suivante : Médiateur de la protection sociale (CTIP), 10, rue Cambacérès, 75008 Paris ;
 - soit en déposant une demande sur le site internet www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip ;
 - que la saisine du médiateur de la protection sociale (CTIP) est gratuite, confidentielle et impartiale ; elle suppose qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée, ou soit sur le point de l'être. Il est précisé que le médiateur de la protection sociale

- (CTIP) n'a pas compétence pour répondre à des demandes d'information sur les droits et obligations nés du présent règlement ;
- que BTP-Prévoyance et le présent règlement sont soumis au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, située au 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. »

Titre XIX Transformation au 1^{er} janvier 2021 de couvertures gérées en groupes fermés en 2020

Au 1^{er} janvier 2021 :

- les garanties et cotisations applicables aux adhérents relevant du régime général couverts par l'option 2 « Cadres » de l'ancienne gamme de frais médicaux individuels des actifs en formule « Adulte », sont alignés sur les garanties et cotisations de l'option S2P2 du régime des frais médicaux individuels des retraités ;
- les garanties et cotisations applicables aux adhérents relevant du régime général couverts par l'option 3 « ETAM » de l'ancienne gamme de frais médicaux individuels des actifs en formule « Adulte », sont alignés sur les garanties et cotisations de l'option S3P3 du régime des frais médicaux individuels des retraités ;
- les garanties et cotisations applicables aux adhérents couverts par l'option « Santé retraite » sont alignés sur les garanties et cotisations de l'option S3P2 du régime des frais médicaux individuels des retraités.

Titre XX Décisions se traduisant par une imputation sur les provisions pour participation aux excédents (PPAE) des régimes de prévoyance

La commission paritaire extraordinaire prend les décisions suivantes :

■ Décisions se traduisant dans les comptes sociaux de l'institution au 31 décembre 2020 :

Imputation sur les PPAE constituées au titre des sections financières suivantes : « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO », « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE », « Régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics » et « Régimes de prévoyance supplémentaire » :

De la charge résultant d'une diminution des taux techniques des provisions mathématiques vie, en plafonnant ces taux à 1,20 %.

■ Décisions avec prise d'effet en 2021 :

Prélèvement sur les PPAE constituées au titre des sections financières suivantes : « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO », « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE », « Régime national de prévoyance des cadres du bâtiment et des travaux publics » et « Régimes de prévoyance supplémentaire », « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » :

D'un abondement destiné à compenser les effets de la revalorisation « post-mortem » du capital décès, lorsque le taux réglementaire applicable est négatif.

Titre XXI

La commission paritaire extraordinaire de BTP-Prévoyance décide de ratifier :

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 1 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 2 du présent avenant.

L'annexe « Barème IFC en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPO » telle qu'elle figure en annexe 3 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » telle qu'elle figure en annexe 4 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE » telle qu'elle figure en annexe 5 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPC » telle qu'elle figure en annexe 6 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPC » telle qu'elle figure en annexe 7 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers » telle qu'elle figure en annexe 8 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des ouvriers » telle qu'elle figure en annexe 9 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 10 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 11 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des cadres » telle qu'elle figure en annexe 12 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Régime de prévoyance supplémentaire des cadres » telle qu'elle figure en annexe 13 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 14 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM » telle qu'elle figure en annexe 15 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement du régime de GAT » telle qu'elle figure en annexe 16 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement du régime de GAT » telle qu'elle figure en annexe 17 du présent avenant.

L'annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement du régime d'OCALD » telle qu'elle figure en annexe 18 du présent avenant.

L'annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » telle qu'elle figure en annexe 19 du présent avenant.

L'annexe « Tarifs en vigueur » du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès » telle qu'elle figure en annexe 20 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement du régime de frais médicaux collectifs et des groupes fermés des non-cadres, cadres et ETAM » telles qu'elles figurent en annexe 21 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement des compléments collectifs « Renfort dépassements d'honoraires » » telles qu'elles figurent en annexe 22 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement des compléments individuels de frais médicaux » telles qu'elles figurent en annexe 23 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux » telles qu'elles figurent en annexe 24 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement des frais médicaux individuels des retraités » telles qu'elles figurent en annexe 25 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » du « Règlement des frais médicaux individuels des actifs » telles qu'elles figurent en annexe 26 du présent avenant.

Les annexes des « Garanties » et les annexes de « Cotisations » des « Contrats frais médicaux gammes fermées collectives et individuelles » telles qu'elles figurent en annexe 27 du présent avenant.

Titre XXII **Prise d'effet**

À l'exception des spécifications expresses figurant au titre XX, les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2021.

Titre XXIII **Dépôt**

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants aux services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 16 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe N°1

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO

Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
RÉGIME DE PREVOYANCE DE BASE	2,29%	1,54%
Dont au titre :	1,49%	0,82%
- des garanties en cas de décès	0,55%	0,33%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,48%	0,24%
- des rentes d'invalidité	0,40%	0,22%
- des forfaits parentalité et accouchement	0,04%	0,02%
- de l'hospitalisation chirurgicale	0,02%	0,01%
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59%	0,59%
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20%	0,12%
Dont au titre des indemnités journalières <90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01%	0,01%
SURBASE obligatoire	0,30%	0,18%
Dont au titre :		
- des garanties en cas de décès	0,07%	0,042%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,14%	0,084%
- des rentes d'invalidité	0,09%	0,054%
TOTAL	2,59%	1,72%

Annexe N°2

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021

RNPO	Base Obligatoire + Surbase Obligatoire
------	--

> Capital-Décès	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé	
Capital de base : décès toutes causes	750 SR
Complément de capital décès suite décès AT/MP (1)	+ 100% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+ 1000 SR
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants à charge et plus	+ 2000 SR
Participant avec conjoint	
Capital de base décès toutes causes	3500 SR (5)
Complément de capital décès suite décès AT/MP (1)	+ 100% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+ 1000 SR
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants à charge et plus	+ 2000 SR
Capital complémentaire : "Capital Orphelin" (2)	
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, pour chaque enfant à charge	+ 250 SR
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	non
Conversion du capital en rente	oui

> Rente Décès	
Rente au conjoint survivant pour décès suite à maladie (3)(4) (hors accident du travail et maladie professionnelle)	12% SB
Rente au conjoint survivant pour décès suite à AT/MP (1) (4)	
Sans enfant	60% SB - rente SS
Avec un enfant	80% SB - rente SS
Avec deux enfants ou plus	100% SB - rente SS
Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	10% SB (3)
Orphelin de ses deux parents	20% SB (3)
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	-
Orphelin de ses deux parents	10% SB (3)

(1) Cette garantie relève de la "surbase obligatoire".

(2) Enfant à charge à la date du décès du salarié.

(3) SB ne peut être inférieur à 4 000 SR.

(4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversion des régimes de retraite complémentaire.

(5) En cas de décès simultanés de l'Ouvrier et de son conjoint (c'est-à-dire lorsque les deux décès interviennent le même jour), le capital de base versé au(x) bénéficiaire(s) correspond à celui défini pour l'Ouvrier avec conjoint.

SB : Salaire de base

RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des 12 derniers mois

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

SS : Sécurité Sociale

SR : Salaire de référence (5,90 € au 1er juillet 2020)

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021

RNPO	Base Obligatoire + Surbase Obligatoire
-------------	---

> Indemnités Journalières

Arrêt suite à maladie ou accident de droit commun (hors accident du travail et maladie professionnelle)	75% SB (1)(2)(3)
Arrêt suite à AT/MP	SB / 4000 par jour (5)

> Rente d'Invalidité

Rente d'invalidité de droit commun	
Invalidité de 1ère catégorie	-
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge	-
Invalidité de 2ème catégorie	10% SB (6)
Majoration par enfant à charge	+5% SB (7)
Invalidité de 3ème catégorie	10% SB (6)
Majoration par enfant à charge	+5% SB (7)
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (1)	
26% ≤ T ≤ 50%	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS
T > 50%	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS

> Forfait Parentalité et Accouchement

Forfait parentalité	8% du PMSS
Forfait accouchement	2,6% du PASS

> Prestation hospitalisation Chirurgicale

Frais de chambre particulière pour le participant	Oui (8)
--	---------

- ✓ (1) Cette garantie relève de la "surbase obligatoire".
- ✓ (2) Le montant de l'indemnité journalière ne peut être inférieur à S/2000 ou à SR.
- ✓ (3) Y compris les indemnités journalières ou rentes d'invalidité / incapacité versées par la Sécurité Sociale.
- ✓ (5) Le montant de l'indemnité journalière est égal à SB/4000 en cas de maladie ou accident couvert par la législation des AT/MP sans que le ratio puisse être inférieur à SR.
- ✓ (6) Le montant de la prestation ne peut être inférieur à 400 SR (régime de base compris).
- ✓ (7) Le montant de la prestation ne peut-être inférieur à 200 SR (régime de base compris).
- ✓ (8) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion au titre du RNPO

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale
SR : Salaire de référence (5,90 € au 1er juillet 2020)
SB : Salaire de base
SS : Sécurité Sociale
AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle
T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Annexe N°3

Annexe « Barème IFC en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO
Annexe « Barème IFC » en vigueur pour toute résiliation
prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2021

Le "Barème IFC" s'applique dans le cadre des dispositions des articles 27.3 et 27.4 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO.

Durée d'affiliation de l'Ouvrier au RNPO	Valeur de base (V _{ouv})* par Ouvrier
1 an	32 €
2 ans	63 €
3 ans	95 €
4 ans	126 €
5 ans	158 €
6 ans	189 €
7 ans	221 €
8 ans	252 €
9 ans	284 €
10 ans	316 €
11 ans	437 €
12 ans	558 €
13 ans	679 €
14 ans	800 €
15 ans	921 €
16 ans	1 043 €
17 ans	1 164 €
18 ans	1 285 €
19 ans	1 406 €
20 ans	1 527 €
21 ans	1 737 €
22 ans	1 947 €
23 ans	2 157 €
24 ans	2 367 €
25 ans	2 577 €
26 ans	2 810 €
27 ans	3 043 €
28 ans	3 276 €
29 ans	3 509 €
30 ans	3 741 €
31 ans	4 009 €
32 ans	4 277 €
33 ans	4 545 €
34 ans	4 812 €
35 ans	5 080 €
36 ans	5 348 €
37 ans	5 615 €
38 ans	5 883 €
39 ans	6 151 €
40 ans	6 419 €
41 ans	6 686 €
42 ans	6 954 €
43 ans et plus	7 351 €

* S V_{ouv} = V_{ent}

Annexe N°4

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE »

Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE

Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

RNPE	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58%	0,58%
Au titre des autres garanties	1,27%	0,67%
Dont Indemnités journalières > 90 jours	0,52%	0,26%
Dont rentes d'invalidité	0,65%	0,36%
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,08%	0,04%
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02%	0,01%
Total	1,85%	1,25%

Annexe N°5

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE »

<p align="center">Régime National de Prévoyance des ETAM PRESTATIONS EN VIGUEUR au 1er janvier 2021</p>

RNPE	Prestations Conventionnelles
-------------	---

> Capital-Décès	
Participant Célibataire, veuf ou divorcé	
Capital de base : décès toutes causes	6 000 €
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (1)	
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 100 % SB
Complément de capital décès suite décès AT/MP (2)	+200 % SB
Participant avec conjoint	
Majoration du capital de base décès toutes causes	200 % SB (3)
Complément de capital décès suite décès AT/MP	+ 200 % SB
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (1)	
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 50 % SB
Capital complémentaire : "Capital Orphelin"	
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge	+ 125 % SB
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	oui
Conversion du capital en rente	oui

> Rente Décès	
Rente de conjoint invalide	15 % SB (4)
Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	15% SB Mini. 12% PASS
Orphelin de ses deux parents	30% SB Mini. 25% PASS
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	5% SB
Orphelin de ses deux parents	35% SB (5) Mini. 30% PASS

- (1) Enfant à charge à la date du décès du salarié.
- (2) Complément de capital réparti à part égale entre les enfants à charge
- (3) Montant de la prestation y compris celui du montant du Capital décès toutes causes
- (4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.
- (5) Par enfant, y compris la rente versée par la Sécurité Sociale.

SB : Salaire de base

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

Régime National de Prévoyance des ETAM
PRESTATIONS EN VIGUEUR au 1er janvier 2021

RNPE	Prestations Conventionnelles
-------------	---

> Indemnité Journalière	
Maladie ou accident de droit commun (6)	
Prestation de base	84% SB
AT/MP (6)	
Montant de la prestation	85% SB

> Rente d'Invalidité	
Rente d'invalidité de droit commun (6)	
Invalidité de 1ère catégorie	40 % SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge	+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie	75% SB
Majoration par enfant à charge	+6% SB
Invalidité de 3ème catégorie	85% SB
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (6)	
26% ≤ T ≤ 50%	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS
T > 50%	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS

> Forfait Parentalité et Accouchement	
Forfait parentalité	8 % du PMSS
Forfait accouchement	2,6 % de PASS

> Prestation Hospitalisation Chirurgicale	
Frais de chambre particulière pour le participant	Oui (7)

(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .

(7) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion au titre du RNPE

SB : Salaire de base

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

SS : Sécurité Sociale

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

Annexe N°6

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPC »

Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021
--

Régime conventionnel

RNPC Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics	Taux de cotisation	
	Tranches de salaire	
	Jusqu'à 1 PSS	De 1 à 4 PSS
Capital Décès	0,61% S	0,61% S
Rente éducation	0,15% S	0,15% S
Indemnités Journalières	0,27% S	0,57% S
Invalidité	0,32% S	0,92% S
Forfaits Parentalité, Accouchement	0,03% S	0,03% S
Frais de chirurgie	0,12% S	0,12% S
Total	1,50% S	2,40% S

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

Annexe N°7

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPC »

<p align="center">Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics</p> <p align="center">Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021</p>

RNPC	Prestations conventionnelles
-------------	-------------------------------------

> Capital-Décès

Participant Célibataire, veuf ou divorcé:	
Capital de base : décès toutes causes (3)	200% SB
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (1)	+100% SB
Capital supplémentaire en cas de décès suite AT/MP	+300% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+40% SB /enft à chg
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB / enft à chg
Participant avec conjoint	
Capital de base décès toutes causes (3)	250% SB
Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (1)	+100% SB
Capital supplémentaire en cas de décès suite AT/MP	+300% RA
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (2)	
Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s) à charge	+40% SB
Majoration du capital de base décès toutes causes, par enfant à compter du 3e	+60% SB
Capital complémentaire : "Capital Orphelin"	
Capital décès complémentaire orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge	+ 125% SB par enfant à charge
Versement anticipé du capital-décès	
Si invalidité totale et permanente	oui
Conversion du capital en rente	
	oui

> Rente Décès

Rente d'éducation (par enfant à charge)	
En cas de décès non consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	10% SB Mini. : 10% PASS
Orphelin de ses deux parents	Doublement de la rente
En cas de décès consécutif à AT/MP	
Orphelin du parent participant	-
Orphelin de ses deux parents	-

(1) Accident quelle qu'en soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.

(2) Enfant à charge à la date du décès du salarié

(3) Le capital décès ne peut être inférieur à 1,3 fois le plafond mensuel de la Sécurité sociale en vigueur à la date du décès du participant

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

SB : Salaire de Base jusqu' à 4 fois le plafond de la Sécurité sociale

RA : Rémunération Annuelle

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

RNPC		Prestations conventionnelles
> Indemnités Journalières		
Maladie ou accident de droit commun (4)		
Prestation de base		70% SB
Majoration par enfant à charge		+3 % 1/3 SB
AT/MP (4)		
Montant de la prestation		85% SB
> Rente d'Invalidité		
Rente d'invalidité de droit commun (4)		
Invalidité de 1ère catégorie		39% SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie		65% SB
Majoration par enfant à charge		+5% SB
Invalidité de 3ème catégorie		85% SB
Majoration par enfant à charge		-
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP (4)		
26% ≤ T ≤ 50%		[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS
T > 50%		[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS
> Forfait Parentalité et Accouchement		
Forfait parentalité		8 % du PMSS
Forfait accouchement		2,6 % de PASS
> Prestation Hospitalisation Chirurgicale		
Frais de chambre particulière pour le participant		Oui (5)

(4) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité).

(5) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics.

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base jusqu' à 4 fois le plafond de la Sécurité sociale

SS : Sécurité Sociale

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Annexe N°8

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021	
<div> <div>RNPO</div> <div>Pour mémoire Régime de Base *</div> </div>	Options supplémentaires des Ouvriers Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Ouvriers
<div> <div> <div>> Capital-Décès</div> <div> <div>Participant Célibataire, veuf ou divorcé:</div> <div>Capital de base : décès toutes causes</div> <div>Complément de capital décès suite décès AT/MP (1) (2)</div> <div>Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (3)</div> <div> <div>→ En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (4)</div> <div>Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s)</div> <div>Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants et plus</div> <div>Majoration complémentaire de capital décès versé aux enfants en cas de décès d'un participant célibataire, veuf ou divorcé</div> <div>Complément de capital décès versé aux enfants en cas de décès accidentel du participant (3)bis</div> </div> </div> </div> <div> <div>Participant avec conjoint</div> <div>Capital de base décès toutes causes</div> <div>Complément de capital décès suite décès AT/MP (1)</div> <div>Complément de capital en cas de décès accidentel du participant (3)</div> <div> <div>→ En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé : (4)</div> <div>Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 1 ou 2 enfant(s)</div> <div>Majoration du capital de base décès toutes causes, pour 3 enfants et plus</div> <div>Complément de capital décès versé aux enfants en cas de décès accidentel du participant (3)bis</div> </div> </div> <div> <div>Capital complémentaire : "Capital Orphelin" (4)</div> <div>Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, à chaque enfant à charge</div> </div> <div> <div>Versement anticipé du capital-décès</div> <div>Si invalidité totale et permanente</div> </div> <div> <div>Conversion du capital en rente</div> </div> </div>	<div> <div>> Capital-Décès</div> <div> <div>N 1</div> <div>6 000 €</div> <div>+ 100% RA</div> <div>-</div> <div>+ 1000 SR /entf</div> <div>-</div> <div>-</div> <div>+ 100% RA</div> <div>130% SB</div> <div>+ 100% RA</div> <div>-</div> <div>+ 1000 SR /entf</div> <div>-</div> <div>-</div> <div>+ 250 SR</div> <div>non</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 2</div> <div>6 000 €</div> <div>+ 100% RA</div> <div>-</div> <div>+ 35% SB /entf</div> <div>+ 35% SB /entf</div> <div>-</div> <div>+ 200% RA</div> <div>165% SB</div> <div>+ 200% RA</div> <div>-</div> <div>+ 35% SB /entf</div> <div>-</div> <div>-</div> <div>+ 250 SR</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 3</div> <div>6 000 €</div> <div>+ 100% RA</div> <div>-</div> <div>+ 50% SB /entf</div> <div>+ 50% SB /entf</div> <div>-</div> <div>+ 200% SB</div> <div>200 % SB</div> <div>+ 200% SB</div> <div>-</div> <div>+ 50% SB /entf</div> <div>-</div> <div>-</div> <div>+ 125% SB</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 4</div> <div>200% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+100% SB</div> <div>+50% SB/entf (5)</div> <div>+50% SB /entf</div> <div>-</div> <div>+300% RA</div> <div>250% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+100% SB</div> <div>+50% SB/entf (5)</div> <div>-</div> <div>+ 125% SB</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 5</div> <div>200% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+100% SB</div> <div>+50% SB/entf (5)</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>-</div> <div>+300% RA</div> <div>250% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+200% SB</div> <div>+50% SB/entf (5)</div> <div>+50% SB /entf</div> <div>-</div> <div>+ 125% SB</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 6</div> <div>200% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+100% SB</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>+250% RA</div> <div>350% SB</div> <div>+250% RA</div> <div>+200% SB</div> <div>+50% SB /entf</div> <div>+50% SB /entf</div> <div>+ 125% SB</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> <div> <div>N 7</div> <div>200% SB</div> <div>+300% RA</div> <div>+100% SB</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>+50% SB /entf (6)</div> <div>OU</div> <div>+200% RA</div> <div>450% SB</div> <div>+200% RA</div> <div>+200% SB</div> <div>+50% SB /entf (5)</div> <div>+50% SB /entf</div> <div>+ 125% SB</div> <div>oui</div> <div>oui</div> </div> </div>
<div> <div>> Rente Décès</div> <div> <div>Rente au conjoint survivant pour décès suite à maladie (7) (8)</div> <div>(hors accident du travail et maladie professionnelle)</div> <div>Rente au conjoint survivant pour décès suite à AT/MP (1) (8)</div> <div>Sans enfant</div> <div>Avec un enfant</div> <div>Avec deux enfants ou plus</div> <div>En cas de décès non consécutif à AT/MP</div> <div>Enfant du parent participant</div> <div>Orphelin de ses deux parents</div> <div>En cas de décès consécutif à AT/MP</div> <div>Orphelin du parent participant</div> <div>Orphelin de ses deux parents</div> </div> </div>	<div> <div>N 1</div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div> <div> <div>N 2</div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div> <div> <div>N 3</div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div> <div> <div>N 4</div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>

Allocation supplémentaire décès	Allocation supplémentaire décès
Forfait au décès du conjoint (9)	12,5% du PASS
Forfait au décès d'un enfant à charge (9)	3,2% du PASS

- (1) Cette garantie relève de la "surbase obligatoire".
- (2) Complément de capital décès suite à AT/MP versé lorsque le participant n'a pas d'enfant à charge.
- (3) Accident quelle qu'en soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.
- (3)bis Accident quelle qu'en soit la cause, sauf exclusion réglementaire.
- (4) Enfant à charge à la date du décès du salarié.
- (5) Lorsque la famille est composée de plus de 4 enfants à charge, la majoration du capital décès est portée à +60%SS par enfant à charge à compter du 5e enfant.
- (6) En cas de décès accidentel, c'est le complément le plus favorable qui est versé.
- (7) SS ne peut être inférieur à 4 000 SR.
- (8) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.
- (9) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties. Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 10 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RMPQ

SB : Salaire de base
 RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des 12 derniers mois
 AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle
 SS : Sécurité Sociale
 PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SR : Salaire de référence (5 90 € au 1er juillet 2020)
 ent : Entier
 Mini : Minimum

Equivalent aux prestations du RNPE
 Equivalent aux prestations du RNPC

PMSS : Pliand Mensuel de la Sécurité Sociale
 PASS : Pliand Annuel de la Sécurité Sociale
 SB : Salaire de base
 SS : Sécurité Sociale
 ATMP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle
 T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité Sociale

Options supplémentaires des Ouvriers
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021

		Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
> Garantie Décès Invalidité Accidentels						
Garantie 1						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	T = 100 %	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Garantie 2						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	15% < T ≤ 100 %	T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB	T x 500% SB
Garantie 3						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	66% < T 15% < T ≤ 66 %	100% SB 100% SB x T / 66 %	200% SB 200% SB x T / 66 %	300% SB 300% SB x T / 66 %	400% SB 400% SB x T / 66 %	500% SB 500% SB x T / 66 %

(1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle
(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle
SB : Salaire de base
T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentels

Annexe N°9

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Ouvriers Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

1) Régime de prévoyance supplémentaire :

1.1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

OPTIONS SUPPLÉMENTAIRES DES OUVRIERS								
En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Taux de Cotisation							
	N 1	N 2	N 3	N 4	N 4bis	N 5	N 6	N 7
Capital Décès	+ 0,22 %	+ 0,50 %	+ 0,60 %	+ 0,80 %		+ 1,25 %	+ 1,35 %	+ 1,65 %
Rentes Décès	+ 0,12 %	+ 0,20 %	+ 0,23 %	+ 0,41 %				
Allocation supplémentaire décès	+ 0,05 %							
Indemnités Journalières		+ 0,06 %	+ 0,13 %	+ 0,20 %	+ 0,25 %	+ 0,30 %		
Invalidité	+ 0,50 %	+ 0,75 %	+ 1,10 %	+ 1,15 %		+ 1,55 %		
Forfait naissance	Option 1	Option 2						
	+ 0,16 % (1)	+ 0,32 % (1)						
Chirurgie des Non Cadres	+ 0,25 % (1)(2)							
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5			
Garantie 1	+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,30 %	+ 0,40 %	+ 0,50 %			
Garantie 2	+ 0,18 %	+ 0,36 %	+ 0,54 %	+ 0,72 %	+ 0,90 %			
Garantie 3	+ 0,26 %	+ 0,52 %	+ 0,78 %	+ 1,04 %	+ 1,30 %			

Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base.

(1) Dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égal au plafond de la Sécurité sociale

(2) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion.

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

PSS : Plafond de la Sécurité sociale

1.2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

2) Régime conventionnel :

RNPO	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
BASE	2,29%	1,54%
Dont au titre :	1,49%	0,82%
- des garanties en cas de décès	0,55%	0,33%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,48%	0,24%
- des rentes d'invalidité	0,40%	0,22%
- des forfaits parentalité et accouchement	0,04%	0,02%
- de l'hospitalisation chirurgicale	0,02%	0,01%
Dont au titre des indemnités de fin de carrière :	0,59%	0,59%
Dont au titre du fonds d'action sociale :	0,20%	0,12%
Dont au titre des indemnités journalières < 90 jours (maintien de salaire incombant à l'employeur)	0,01%	0,01%
SURBASE obligatoire	0,30%	0,18%
Dont au titre :		
- des garanties en cas de décès	0,07%	0,042%
- des indemnités journalières > 90 jours	0,14%	0,084%
- des rentes d'invalidité	0,09%	0,054%
TOTAL	2,59%	1,72%

Annexe N°10

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM »

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021

	Prestations Conventionnelles	Options supplémentaires des ETAM Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des ETAM
--	---------------------------------	---

> Capital-Décès					
		N 4	N 5	N 6	N 7
Participant Célibataire, veuf ou divorcé					
Capital de base : décès toutes causes	6 000 €	200% SB	200% SB	200% SB	200% SB
Complément de capital décès suite décès AT/MP, du participant célibataire, veuf ou divorcé, sans enfant à charge.	-	+300% RA	+300% RA	+300% RA	+300% RA
Complément de capital en cas décès accidentel du participant	-	+100% SB	+100% SB	+100% SB	+100% SB
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (1)					
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 100 % SB	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% (3)
Majoration complémentaire de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès d'un participant célibataire, veuf ou divorcé.	-	+50% SB	+50% SB	+50% SB	+50% SB
	OU	OU	OU	OU
Complément de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès accidentel du participant	-	-	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)
Complément de capital décès suite décès AT/MP (2)	+200 % SB	+300% RA	+300% RA	+250% RA	+200% RA
Participant avec conjoint					
Majoration du capital de base décès toutes causes	200 % SB (2)bis	250% SB	250% SB	350% SB	450% SB
Complément de capital décès suite décès AT/MP	+ 200 % SB	+300% RA	+300% RA	+250% RA	+200% RA
Complément du capital en cas décès accidentel	-	+100% SB	+200% SB	+200% SB	+200% SB
-> En présence d'enfant(s) à charge, il est accordé: (1)					
Complément de capital décès toutes causes, par enfant à charge	+ 50 % SB	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB/entf (3)
Complément de capital décès versé par enfant à charge en cas de décès accidentel du participant	-	-	+50% SB (3)	+50% SB (3)	+50% SB (3)
Capital complémentaire : "Capital Orphelin"					
Complément de capital décès si orphelin de père et de mère, pour chaque enfant à charge	+ 125 % SB	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB	+ 125% SB
Versement anticipé du capital-décès					
Si invalidité totale et permanente	oui	oui	oui	oui	oui
Conversion du capital en rente	oui	oui	oui	oui	oui

> Rente Décès					
		N 4			
Rente de conjoint invalide	15 % SB (4)				
Rente d'éducation (par enfant à charge)					
En cas de décès non consécutif à AT/MP					
Orphelin du parent participant	15% SB Mini. 12% PASS	15% SB Mini. 15% PASS			
Orphelin de ses deux parents	30% SB Mini. 25% PASS	Doublement de la rente			
En cas de décès consécutif à AT/MP					
Orphelin du parent participant	5% SB	15% SB Mini. 15% PASS			
Orphelin de ses deux parents	35% SB (5) Mini. 30% PASS	Doublement de la rente			

> Allocation supplémentaire décès					
Forfait au décès du conjoint (6)		12,5% du PASS			
Forfait au décès d'un enfant à charge (6)		3,2% du PASS			

- (1) Enfant à charge à la date du décès du salarié.
(2) Complément de capital réparti à part égale entre les enfants à charge
(2) bis Montant de la prestation y compris celui du montant du Capital décès toutes causes
(3) Lorsque la famille est composée de plus de 4 enfants à charge, la majoration ou le complément du capital décès est porté à +60%SB par enfant à charge à compter du 5e enfant.
(4) Le montant de la rente comprend le montant des pensions de reversions des régimes de retraite complémentaire.
(5) Par enfant à charge, y compris la rente versée par la Sécurité sociale.
(6) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties.
Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 10 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base

Mini : Minimum

RA : Rémunération annuelle brute perçue au cours des douze derniers mois

Equivalant aux prestations du RNPC

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM				
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021				
		Prestations Conventionnelles	Options supplémentaires des ETAM Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des ETAM	
> Indemnité Journalière				
Maladie ou accident de droit commun (6)				
Prestation de base		84% SB		
AT/MP (6)				
Montant de la prestation		85% SB		
> Rente d'Invalidité				
Rente d'invalidité de droit commun (6)			N 4	N 5
Invalidité de 1ère catégorie		40 % SB	48% SB	51% SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB	+5% SB	+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie		75% SB	80% SB	85% SB
Majoration par enfant à charge		+6% SB	+5% SB	-
Invalidité de 3ème catégorie		85% SB	85% SB	85% SB
Rente d'incapacité permanente suite à AT/MP				
26% ≤ T ≤ 50%		[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	
T > 50%		[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	
> Naissance				
Forfait parentalité		8 % du PMSS	Option 1	Option 2
Forfait accouchement		2,6 % de PASS		
Forfait Naissance (7)		-	24% du PMSS	39,2% du PMSS
> Prestation Hospitalisation Chirurgicale				
Frais de chambre particulière		47 €/jour (8)(9)	Frais réels (10)	
Frais de lit accompagnant enfant		25 €/jour (8)	Frais réels (10)	
Autres garanties du module chirurgie		-	Oui (10)(11)	
(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .				
(7) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 22 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE				
(8) Dans les limites définies à l'article 23.2 du règlement d'adhésion à BTP-Prévoyance au titre du RNPE				
(9) Prise en charge des frais des bénéficiaires tels que définis à l'article 23.1 du règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE				
(10) Prise en charge des frais de chirurgie pour les bénéficiaires et dans les limites définies à l'article 15 du Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM de BTP-PRÉVOYANCE.				
(11) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement du Régime de prévoyance supplémentaire des ETAM de BTP-PRÉVOYANCE.				
ATMP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle			Equivalent aux prestations du RNPC	
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale				
SB : Salaire de Base				
PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité sociale				
SS : Sécurité sociale				
T : Taux d'incapacité permanente défini par la Sécurité sociale				

Equivalent aux prestations du RNPC

Options supplémentaires des ETAM Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021					
> Garantie Décès Invalidité Accidentels		Option 1	Option 2	Option 3	Option 4
Garantie 1					Option 5
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB
Capital en cas d'invalidité (2) T = 100 %		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB
Garantie 2					
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB
Capital en cas d'invalidité (2) 15% < T ≤ 100 %		T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB
Garantie 3					
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB
Capital en cas d'invalidité (2) 66% < T		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB
15% < T ≤ 66 %		100% SB x T / 66 %	200% SB x T / 66 %	300% SB x T / 66 %	400% SB x T / 66 %

(1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle

(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle

SB : Salaire de base

T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentel

Annexe N°11

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM »

Régime de Prévoyance supplémentaire des ETAM

Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

1) Régime collectif de prévoyance supplémentaire :

1.1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE)

OPTIONS SUPPLÉMENTAIRES DES ETAM					
En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Taux de Cotisation				
	N 4	N 5	N 6	N 7	
Capital Décès	+0,20 %	+0,35 %	+0,50 %	+0,70 %	
Rentes Décès	+0,05 %				
Allocation supplémentaire décès	+0,05 %				
Invalidité	+0,20 %	+0,30 %			
Forfait Naissance	N 1	N 2			
	+ 0,10 % (1)	+ 0,20 % (1)			
Chirurgie des Non Cadres	+ 0,25 % (1)(2)				
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
Garantie 1	+ 0,05 %	+ 0,11 %	+ 0,17 %	+ 0,22 %	+ 0,28 %
Garantie 2	+ 0,09 %	+ 0,18 %	+ 0,27 %	+ 0,36 %	+ 0,45 %
Garantie 3	+ 0,12 %	+ 0,25 %	+ 0,37 %	+ 0,50 %	+ 0,62 %

Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base.

(1) Dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égal au plafond de la Sécurité Sociale

(2) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion.

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

1.2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

2) Régime conventionnel :

Régime National de Prévoyance des ETAM (RNPE)	Taux de cotisation	Dont cotisation employeur
Au titre des garanties liées au décès	0,58%	0,58%
Au titre des autres garanties	1,27%	0,67%
Dont Indemnités journalières > 90 jours	0,52%	0,26%
Dont rentes d'invalidité	0,65%	0,36%
Dont forfaits parentalité et accouchement	0,08%	0,04%
Dont hospitalisations chirurgicales	0,02%	0,01%
Total	1,85%	1,25%

Annexe N°12

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres »

(1) Pour chaque option, le montant global du capital décès (capital de base + majorations applicables) ne peut jamais être inférieur au montant du capital décès qui résulterait de l'application des garanties du régime de base.

(2) Accident quelle qu'en soit la cause ou maladie professionnelle, sauf exclusion réglementaire.

(3) Enfant à charge à la date du décès du salarié.

(4) Accident quelle qu'en soit la cause, sauf exclusion réglementaire.

(5) Lorsque la famille est composée de plus de 4 enfants à charge, la majoration du capital décès est portée à +60%SB par enfant à charge à compter du 5e enfant.

(6) Par enfant à charge, y compris la rente versée par la Sécurité sociale.

(7) Ce module peut être souscrit en complément des autres garanties. Il prévoit le versement de forfaits au participant, en cas de décès de son conjoint ou d'un enfant à charge, tels que définis à l'article 9 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base jusqu'à 4PSS (Plafond de la Sécurité sociale)

RA : Rémunération annuelle brute (jusqu'à 4PSS) perçue au cours des douze derniers mois

TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)

Equivalent aux prestations du RNPE

Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021									
		RNPC	Options supplémentaires des Cadres Toutes les prestations s'entendent y compris les prestations du Régime National de Prévoyance des Cadres						Option Tranche C
> Indemnités Journalières									
Maladie ou accident de droit commun (6)			N 1	N 2	N 3	N 4	N 5	N 6	Option Tranche C
Prestation de base		70% SB	75% SB ^(A)	77,5% SB	80% SB	82,5% SB	85% SB	90% SB	80% TC
Majoration par enfant à charge		+3 % 1/3 SB							-
AT/MP (6)									85% TC
Montant de la prestation		85% SB							
> Rente d'invalidité (6)									
Maladie ou accident de droit commun (6)			N 1	N 2	N 3	N 4	N 5		Option Tranche C
Invalidité de 1ère catégorie		39% SB		40% SB	40% SB	48% SB	51% SB		42% TC
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB		+5% SB	+5% SB	+5% SB			-
Invalidité de 2ème catégorie		65% SB		70% SB	75% SB	80% SB	85% SB		70% TC
Majoration par enfant à charge		+5% SB		+5% SB	+6% SB	+5% SB	-		-
Invalidité de 3ème catégorie		85% SB		85% SB	85% SB	85% SB			70% TC
AT/MP (6)									
26% ≤ T ≤ 50%		[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x SB – rente SS	[(1,9 x T) – 35%] x 70% TC
T > 50%		[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x SB – rente SS	[(0,7 x T) + 30%] x 70% TC	
> Naissance									
Forfait Parentalité		8 % du PMSS	24% du PMSS		39,2% du PMSS				
Forfait accouchement		2,6 % du PASS							
Forfait Naissance (7)									
> Chirurgie									
Frais de chirurgie		Oui (8)							
(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité)									
(7) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.									
(8) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement des Régimes de prévoyance collective des Cadres.									
Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.									
TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)									
PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale									
PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale									
SB : Salaire de Base jusqu' à 4 fois le PSS (Plafond de la Sécurité sociale)									
ATMP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle									
T : Taux d'incapacité permanente défini par la S.S.									
<div><div></div><div></div><div></div></div> <div>Equivalent aux Prestations RNPO Equivalent aux Prestations du RNPE (A) Identique à la prestation RNPO , à l'exception de la majoration enfant.</div>									

(6) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité / incapacité).

(7) Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.

(8) Frais de Chirurgie - Prise en charge des honoraires en cas d'hospitalisation chirurgicale dans les conditions et limites définies au titre du règlement des Régimes de prévoyance collective des Cadres.

Ces garanties s'entendent y compris les forfaits parentalité et accouchement prévus à l'article 21 du Règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics.

TC : Salaire de base en tranche C (de 4 PSS à 8 PSS)

PASS : Plafond Annuel de la Sécurité Sociale

PMSS : Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale

SB : Salaire de Base jusqu'à 4 fois le PSS (Plafond de la Sécurité sociale)

AT/MP : Accident du Travail ou Maladie Professionnelle

T : Taux d'incapacité permanente défini par la S.S.

Equivalent aux Prestations RNPO
Equivalent aux Prestations du RNPE

(A) Identique à la prestation RNPO, à l'exception de la migration enfant.

Options supplémentaires des Cadres
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021

		Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5
> Garantie Décès Invalidité Accidentels						
Garantie 1						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	T = 100 %	100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Garantie 2						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	15% < T ≤ 100 %	T x 100% SB	T x 200% SB	T x 300% SB	T x 400% SB	T x 500% SB
Garantie 3						
Capital en cas de décès (1)		100% SB	200% SB	300% SB	400% SB	500% SB
Capital en cas d'invalidité (2)	66% < T 15% < T ≤ 66 %	100% SB 100% SB x T / 66 % 100% SB x T / 66 %	200% SB 200% SB x T / 66 % 200% SB x T / 66 %	300% SB 300% SB x T / 66 % 300% SB x T / 66 %	400% SB 400% SB x T / 66 % 400% SB x T / 66 %	500% SB 500% SB x T / 66 % 500% SB x T / 66 %

(1) Décès accidentel (toutes causes) ou décès pour maladie professionnelle
(2) Invalidité accidentelle (toutes causes) ou invalidité pour maladie professionnelle

SB : Salaire de base
T : Taux d'incapacité défini selon le barème d'incapacité de la Garantie Décès Invalidité Accidentels

Annexe N°13

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres »

Régime de Prévoyance supplémentaire des Cadres
Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

1) Régime de prévoyance supplémentaire :

1.1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4.4 du Règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux publics)

Garanties	En % de la tranche de salaire	Taux de cotisation des Options supplémentaires des Cadres							Option Tranche C
		N 1	N 2	N 3	N 4	N 5	N 6	N 7	
Capital Décès	Jusqu'à 1 PSS					+ 0,07 %	+ 0,25 %	+ 0,45 %	+ 3,60 %
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS					+ 0,07 %	+ 0,25 %	+ 0,45 %	
Rentes Décès	Jusqu'à 1 PSS		+ 0,03 %	+ 0,07 %	+ 0,15 %				
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS		+ 0,03 %	+ 0,07 %	+ 0,15 %				
Allocation supplémentaire décès	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,03 %							
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	+ 0,03 %							
Indemnités Journalières	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,07 %	+ 0,11 %	+ 0,15 %	+ 0,19 %	+ 0,22 %	+ 0,32 %		
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	+ 0,07 %	+ 0,11 %	+ 0,15 %	+ 0,19 %	+ 0,22 %	+ 0,32 %		
Invalidité	Jusqu'à 1 PSS		+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,35 %	+ 0,50 %			
	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS		+ 0,10 %	+ 0,20 %	+ 0,35 %	+ 0,50 %			
Forfait Naissance	Jusqu'à 1 PSS	+ 0,10 %	+ 0,20 %						
Garantie Décès Invalidité Accidentels	Tranche de salaire	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Option 5			
Garantie 1		+ 0,05 %	+ 0,11 %	+ 0,17 %	+ 0,22 %	+ 0,28 %			
Garantie 2	Jusqu'à 4 PSS	+ 0,09 %	+ 0,18 %	+ 0,27 %	+ 0,36 %	+ 0,45 %			
Garantie 3		+ 0,12 %	+ 0,25 %	+ 0,37 %	+ 0,50 %	+ 0,62 %			

Les taux des options ci-dessus sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du régime de base.

PSS: Plafond de la Sécurité sociale

1.2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

2) Régime conventionnel :

RNPC Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics	Taux de cotisation	
	En % de la tranche de salaire	
	Jusqu'à 1 PSS	Entre 1 et jusqu'à 4 PSS
Capital Décès	0,61% S	0,61% S
Rente éducation	0,15% S	0,15% S
Indemnités Journalières	0,27% S	0,57% S
Invalidité	0,32% S	0,92% S
Forfaits Parentalité, Accouchement	0,03% S	0,03% S
Frais de chirurgie	0,12% S	0,12% S
Total	1,50% S	2,40% S

Annexe N°14

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM »

Régime des Compléments Individuels des ETAM Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021
--

> Capital-Décès		
	Première Option	Seconde Option
Participant Célibataire, veuf ou divorcé		
Capital de base : décès toutes causes	110 % SB	110 % SB
Complément de capital en cas décès accidentel du participant	+ 100 % SB	+ 100 % SB
-> Pour enfant unique à charge, il est accordé: (1)		
Complément de capital décès toutes causes de l'enfant unique à charge	+ 40 % SB	+ 40 % SB
Participant avec conjoint		
Complément du capital en cas décès accidentel	+ 100 % SB	+ 100 % SB
> Indemnité Journalière		
Maladie ou accident de droit commun (2)		
Prestation de base	85% SB	85% SB
> Rente d'Invalidité		
Rente d'invalidité de droit commun (2)		
Invalidité de 1ère catégorie		48 % SB
Majoration si 1 ou plusieurs enfant(s) à charge		+5% SB
Invalidité de 2ème catégorie		80% SB
Majoration par enfant à charge		+5% SB
Invalidité de 3ème catégorie		-

(1) Montant de la prestation y compris celui du montant du capital décès toutes causes

(2) Y compris les prestations versées par la Sécurité Sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité) .

SB : Salaire de base

Annexe N°15

Annexe « des Tarifs en vigueur » **du « Règlement des compléments individuels de prévoyance des ETAM »**

Régime des Compléments Individuels des ETAM Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021
--

Compléments de prévoyance individuelle des ETAM :

COMPLÉMENTS INDIVIDUELS DE PRÉVOYANCE DES ETAM	
Tarifs mensuels TTC	
Première Option	13 €
Seconde Option	18 €

Annexe N°16

Annexe « des Garanties en vigueur » du « Règlement du Régime de GAT »

Régime de Mensualisation					
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021					
(Options couvrant tout ou partie des obligations de l'employeur en cas d'arrêt de travail)					
				Les prestations applicables au titre de la stricte couverture des obligations conventionnelles sont rappelées ci-après à titre indicatif. Seules les dispositions détaillées relatives aux garanties prévues par les textes des Conventions Collectives du Bâtiment et des Travaux publics font référence.	
Toutes les prestations s'entendent y compris celles versées par la Sécurité Sociale		Couverture partielle des obligations conventionnelles		Couverture des obligations conventionnelles	
		Option 1	Option 3	Option 2	Option 5
Cause de l'arrêt de travail	Collège de couverture	Ouvrier		Ouvrier	
		Etam	Etam		Etam
		Cadre	Cadre		Cadre
MALADIE	Carence	15 jours	3 jours	3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour
	Garantie	100 % Conventionnel (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (jusqu'au 48e jour d'arrêt) (2) 75% SB (du 49e au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
ACCIDENT DU TRAVAIL ou MALADIE PROFESSIONNELLE	Carence	15 jours	3 jours	0 jour	0 jour
	Garantie	100 % Conventionnel (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	Arrêt ≤ 30 jours : 90% SB (du 1er au 15e jour d'arrêt) 100% SB (du 16e au 30e jour d'arrêt) Arrêt > 30 jours : 100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
ACCIDENT DE TRAJET	Carence	15 jours	3 jours	3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour
	Garantie	100 % SB (du 16e jour au 90e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e jour au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt) (2)	100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)
MATERNITE	Carence	15 jours	3 jours	0 jour	0 jour
	Garantie	100 % SB (du 16e au 112e jour d'arrêt)	100 % SB (du 4e au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)

(1) Pour les Travaux Publics: application de 3 jours de carence si moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise, sinon pas de carence.

(2) L'indemnisation débute au 1er jour qui suit le délai de carence applicable à l'ouvrier

SB : Salaire de base

Régime de Mensualisation - Ouvriers						
Annexe des Garanties en vigueur au 1er Janvier 2021						
(Garanties au-delà des obligations de l'employeur en cas d'arrêt de travail)						
Toutes les prestations s'entendent y compris celles versées par la Sécurité Sociale			Couverture au-delà des obligations conventionnelles			
			Option 3	Option 4	Option 5	
Collège de couverture			Ouvrier	Ouvrier	Ouvrier	
Cause de l'arrêt de travail						
MALADIE	Carence		3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1)	0 jour	0 jour	
	Garantie		100% SB (jusqu'au 90e jour d'arrêt) (2)	100 % SB (du 1er au 45e jour d'arrêt) 75% SB (du 46e au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
ACCIDENT DU TRAVAIL ou MALADIE PROFESSIONNELLE	Carence		0 jour	0 jour	0 jour	
	Garantie		100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	Arrêt ≤ 30 jours : 90% SB (du 1er au 15e jour d'arrêt) 100% SB (du 16e au 30e jour d'arrêt) Arrêt > 30 jours : 100% SB (du 1er au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
ACCIDENT DE TRAJET	Carence		Arrêt ≤ 30 jours : 3 jours (Bâtiment) 0 ou 3 jours (Travaux Publics) (1) Arrêt > 30 jours : 0 jours	0 jour	0 jour	
	Garantie		100% SB (jusqu'au 90e jour d'arrêt) (2)	100 % SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	100% SB (du 1 ^{er} au 90e jour d'arrêt)	
MATERNITE	Carence		0 jour	0 jour	0 jour	
	Garantie		100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	100% SB (du 1er au 112e jour d'arrêt)	

(1) Pour les Travaux Publics: application de 3 jours de carence si moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise, sinon pas de carence.

(2) L'indemnisation débute au 1er jour qui suit le délai de carence applicable à l'ouvrier

SB : Salaire de base

Annexe N°17

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement du Régime de GAT »

Régime de Mensualisation - Collège Ouvriers Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021
--

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Option 1	Option 2 Obligations conventionnelles	Option 3	Option 4	Option 5
- Bâtiment (1 à 10 salariés)					
En-deçà du conventionnel	1,35 %	2,15 %			
Conventionnel			0,50 %	1,30 %	1,40 %
Au-delà du conventionnel *					
Taux global :	1,35 %	2,15 %	2,65 %	3,45 %	3,55 %
- Bâtiment (11 salariés et plus)					
En-deçà du conventionnel	1,35 %	2,35 %			
Conventionnel			0,50 %	1,30 %	1,40 %
Au-delà du conventionnel *					
Taux global :	1,35 %	2,35 %	2,85 %	3,65 %	3,75 %
- Travaux Publics					
En-deçà du conventionnel	1,35 %	2,80 %			
Conventionnel			0,25 %	0,10 %	0,35 %
Au-delà du conventionnel *					
Taux global :	1,35 %	2,80 %	3,05 %	2,90 %	3,15 %

* Les taux des garanties allant au-delà du conventionnel sont exprimés en taux additionnel, en complément du taux du niveau conventionnel. Les règles sociales s'appliquant à ce supplément de cotisation sont différentes de celles s'appliquant à la part conventionnelle.

Régime de Mensualisation - Collège ETAM (groupe fermé) Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPE)

En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS	Option 1	Option 3	Option 5 Obligations conventionnelles
- Taux de Cotisation	1,00 %	1,55 %	1,90 %

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Régime de Mensualisation - Collège CADRES (groupe fermé) Annexe Tarifaire en vigueur au 1er Janvier 2021

1 - Entreprises relevant du "mode direct" :

(cf. article 4 du règlement du Régime National de Prévoyance des Cadres du Bâtiment et des Travaux Publics)

En % de la tranche de salaire dans la limite de 4 PSS	Option 1	Option 3	Option 5 Obligations conventionnelles
- Taux de Cotisation			
Jusqu'à 1 PSS	0,80 %	1,35 %	1,70 %
Entre 1 et jusqu'à 4 PSS	0,80 %	1,35 %	1,70 %

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Annexe N°18

Annexe « des Tarifs en vigueur » du « Règlement du Régime d'OCALD »

Régime de l'Option Charges sur Arrêts de Travail de Longue Durée (OCALD) - Collège Ouvriers

Annexe Tarifaire en vigueur au 1^{er} Janvier 2021

1 - Entreprises relevant du mode "direct" :

(cf. article 4 dans le Règlement d'adhésion à BTP-PRÉVOYANCE au titre du RNPO)

Niveau de couverture à la Garantie Indemnités Journalières	Taux de la Garantie *
Si adhésion couplée avec le contrat GAT "Tous Collèges"	0,15%
Si adhésion non couplée avec le contrat "GAT Tous Collèges"	0,30%

* En % de la tranche de salaire dans la limite de 3 PSS

Pour les adhésions au régime OCALD intervenues jusqu'au 31 décembre 2019, les taux sont les suivants :

- Couverture conventionnelle (RNPO) : 0,25%
- Couverture conventionnelle (RNPO) + Couverture additionnelle : 0,35%

2 - Entreprises relevant du mode "déclaratif" :

Les taux de cotisation sont déterminés par les services gestionnaires de l'institution en divisant par 1,14 les taux figurant ci-dessus pour la garantie et pour l'option correspondantes.

Annexe N°19

Annexe des « Garanties en vigueur » du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès »

Régime des couvertures individuelles de capital décès Annexes des garanties au 1^{er} janvier 2021

Annexe des garanties

Montant de capital versé en cas de décès en 2021 :

	Capital décès
Niveau 1	1 500 €
Niveau 2	3 000 €
Niveau 3	5 000 €

Annexe N°20

Annexe des « Tarifs en vigueur » du « Règlement des couvertures individuelles de capital décès »

Régime des couvertures individuelles de capital décès Annexes des tarifs au 1^{er} janvier 2021

Annexe tarifaire

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ en 2021 :

a) pour les adhésions antérieures au 1^{er} janvier 2021

Capital Décès	Cotisation mensuelle TTC
Niveau 1	7,50 €
Niveau 2	15,00 €
Niveau 3	25,00 €

b) pour les adhésions à compter du 1^{er} janvier 2021

Capital Décès	Adhésion en 2021				
	Cotisation mensuelle TTC en fonction de l'âge à l'adhésion :				
	≤ 60 ans	de 61 à 65 ans	de 66 à 70 ans	de 71 à 75 ans	de 76 à 90 ans*
Niveau 1	5,50 €	7,00 €	11,00 €	15,00 €	20,00 €
Niveau 2	11,00 €	14,00 €	22,00 €	30,00 €	40,00 €
Niveau 3	18,00 €	23,00 €	36,50 €	50,00 €	66,50 €

* Exclusivement pour les personnes ayant adhéré avant le 31 décembre de l'année des 75 ans

Réduction en cas de cumul d'une adhésion au présent régime avec une adhésion au régime des Frais Médicaux Individuels des Retraités :

Lorsque l'adhésion au présent régime se cumule avec une adhésion au régime des Frais Médicaux Individuels des Retraités de BTP-PREVOYANCE, une réduction sur la cotisation mensuelle s'applique dans les conditions prévues à l'article 6.4 du règlement.

Capital Décès	Réduction sur la cotisation mensuelle TTC en 2021
Niveau 1	-1,00 €
Niveau 2	-2,00 €
Niveau 3	-3,00 €

(1) Tarif TTC et HT du fait que cette garantie est non soumise à la taxe TSA. Le conseil d'administration se réserve le droit de proposer à la Commission Paritaire de répercuter toutes taxes éventuelles applicables en cours d'exercice suite à des modifications législatives ou réglementaires conduisant à de nouvelles obligations pour l'institution.

Annexe N° 21

Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du

*« Règlement des Régimes de frais médicaux collectifs
et des groupes fermés des Non-cadres, Cadres et ETAM »*

Régime de frais médicaux collectifs
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L. 1111-15 du code de la santé publique.

Options de la gamme nationale									
Bloc S		Part S.S. RG ⁽¹⁾	S1 ^A	S2	S3	S3+	S4	S5 / S6	
Soins Courants	Honoraires médicaux								
	Consultations et visites (généralistes et spécialistes)	70%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Actes techniques médicaux							(Frais réels si OPTAM)	
	Radiologie	60% à 70%			100%	160%	200%		
	Soins externes				(160% si OPTAM)	(200% si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)		
	Honoraires paramédicaux								
	Auxiliaires médicaux, soins infirmiers	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Transport	65%							
	Analyses et examens de laboratoires	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Médicaments								
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
		30%	30%						
		15%	15%						
	Vaccins non remboursés par S.S. ⁽¹⁾	-	-	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Tous vaccins 60 €	Tous vaccins 60 €	
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	-	-	30€ / an / bénéficiaire	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire	80€ / an / bénéficiaire	
	Matériel médical ⁽²⁾								
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	100%	250%	350%	500%	550%	650%	
	Honoraires								
	Honoraires, Frais de séjour ⁽³⁾	80%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
					(160% si OPTAM)	(200% si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)	
Optique	Chambre particulière ⁽³⁾	-	-	-	45 € / jour	60 € / jour	75 € / jour	100 € / jour	
	Lit accompagnant pour enfants de moins de 12 ans ⁽³⁾	-	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	
	ou bénéficiaires de plus de 70 ans ⁽³⁾								
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	- 1 forfait	-	-	-	-	-	-		
	Forfait journalier hospitalier ⁽³⁾⁽⁴⁾	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui	
Bloc P		Part S.S. RG ⁽¹⁾	P1	P2	P3	P3+	P4	P5	P6
Optique	Equipeur optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ⁽⁴⁾	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autre équipement optique (verres et monture)								
	- Equipement combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ⁽⁴⁾	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- Equipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾								
	Equipeur à verres unifocaux								
	Dans Séviane		100 €	175 €	200 €	300 €	350 €	400 €	420 €
	Hors Séviane		(50 € si < 16 ans)	125 €	150 €	200 €	250 €	300 €	350 €
	Equipeur à verres progressifs ⁽⁹⁾	60% ⁽⁴⁾							
	Dans Séviane		200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 € ⁽¹⁰⁾	700 € ⁽¹⁰⁾
	Hors Séviane			200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 €
Dentaire	Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+ 50 € / verre unifocal si ≥ 16 ans ⁽¹⁰⁾	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ⁽¹⁰⁾
	Lentilles ⁽¹²⁾								
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100%	100% + 120 €	100% + 120 €	100% + 150 €	100% + 200 €	100% + 200 €	100% + 250 €
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	-	-	80 €	125 €	150 €	175 €	250 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾	-	-	-	200 € / œil	300 € / œil	400 € / œil	500 € / œil	600 € / œil
	Soins et Prothèses dentaires 100% Santé ⁽¹⁴⁾⁽¹⁵⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires								
	Inlay / onlay (par acte)	70%	100%	100%	125%	150%	200%	250%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Parodontologie non pris en charge par la S.S. (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾	-	-	-	200 €	250 €	300 €	350 €	400 €
Aides auditives	Prothèses dentaires ⁽¹²⁾								
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :	70%							
	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾		125%	250%	350%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	- Autres prothèses		125%	250%	350%	450%	500%	550%	600%
	Orthodontie								
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	125%	200%	200%	250%	300%	400%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la S.S. (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Implants (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾								
	Dans Séviane	-	-	-	400 €	600 €	800 €	1 000 €	1 200 €
	Hors Séviane	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
Prestations complémentaires	Equipeurs auditifs 100% Santé ⁽¹⁸⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽¹⁹⁾⁽¹⁸⁾								
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans								
	Dans Séviane	60%	400 €	1 000 €	1 100 €	1 200 €	1 350 €	1 500 €	1 700 €
	Hors Séviane		950 €	950 €	950 €	1 100 €	1 100 €	1 100 €	1 300 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 700 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	-	-	2 x 40 €	3 x 40 €	4 x 40 €	4 x 50 €	4 x 60 €
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues								
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	65%	100% + 100 €	100% + 150 €	100% + 150 €	100% + 300 €	100% + 300 €	100% + 300 €
Module additionnel facultatif		-	en option	en option	en option	en option	en option	en option	Inclus

Régime de frais médicaux collectifs des Groupes fermés Non-Cadres et Cadres

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Options régionales PCE 1, PCE 2 et PCE 3

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les
- À l'exclusion des participations forfaitaires et
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors)
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18^e de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du code de la santé publique.

Options régionales					
réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89 selon les modalités définies à l'article 2 de l'annexe des « Dispositions spécifiques aux groupes fermés »					
Bloc S		Part S.S. RG*	PCE 1	PCE 2	PCE 3
Soins courants	Honoraires médicaux				
	Consultations, visites (généralistes, spécialistes)	70%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Actes techniques médicaux				
	Radiologie		160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Soins externes	60% à 70%	100%	100%	160%
	Honoraires paramédicaux				
	Auxiliaires médicaux, analyses, soins infirmiers	60%	100%	100%	160%
	Transports	65%			
	Analyses et examens de laboratoire	60%	100%	100%	160%
	Médicaments				
	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% / 30% 15%	100%	100%	100%
	Vaccins non remboursés par la S.S. ⁽¹⁾	-	Vaccin anti-grippe : 15 €	Tous vaccins : 60 €	Tous vaccins : 60 €
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire	80€ / an / bénéficiaire
	Matériel médical ⁽²⁾				
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	300%	550%	550%
Hospitalisation	Honoraires				
	Honoraires, frais de séjour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	80%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Chambre particulière dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽³⁰⁾		70 € / jour	90 € / jour	100 € / jour
	Lit accompagnant ⁽³⁰⁾	-	23 € / jour ⁽³⁾ pour les enfants de -15 ans	23 € / jour ⁽³⁾ pour les enfants de -15 ans	100 €/j limité à 15j / hospitalisation ⁽³¹⁾ pour les enfants de -16 ans ou pour les personnes de +70 ans
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100 % - 1 forfait	100%		100%
	Forfait journalier hospitalier dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽³⁰⁾	-	oui	oui	oui
	Divers : TV - Téléphone si hospitalisation > 15 jours	-	-	-	8 € / jour ⁽³²⁾
Bloc P		Part S.S. RG*	PCE 1	PCE 2	PCE 3
Optique	Equipelement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ⁽⁴⁾	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres équipement optique (verres et monture)				
	- équipement mixte combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ⁽⁴⁾	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- équipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾				
	a) 1 équipement Monture et / ou verres unifocaux - dont pour la monture	60% ^(c)	300 € 100 €	420 € 100 €	420 € 100 €
	b) 1 équipement Monture et / ou verres progressifs ⁽⁹⁾ - dont pour la monture		400 € 100 €	600 € ⁽¹⁰⁾ 100 €	700 € ⁽¹⁰⁾ 100 €
	* Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+50 € / verre	+50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ⁽⁶⁾
	Lentilles ⁽¹²⁾				
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100% + 150€ ⁽³³⁾	100% + 200 € ⁽³³⁾	300 € / an / bénéficiaire
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	135 €	150 €	
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾⁽¹⁴⁾	-	450 €	450 €	500 €
Dentaire	Soins et prothèses dentaires 100% Santé ⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires				
	Inlay / Onlay (par acte)		150%	200%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾	70%	100%	140%	300%
	Parodontologie non prise en charge par la SS (par an par bénéf) ⁽¹²⁾	-	200 €	300 €	350 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾				
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. : - Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾ - Autres prothèses	70%	400% 400%	Frais réels 450%	Frais réels 500%
	Orthodontie				
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	250%	400%	430%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la SS (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	300 €	600 €
	Implants ⁽¹²⁾	-	300 €	400 €	600 €
Aides auditives	Equipelements auditifs 100% Santé ⁽²³⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾				
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans	60%	950 €	1 100 €	1 200 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%	100%
Prestations complémentaires	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	3 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond 240 € / an / famille)	4 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond : 320 € / an / famille)	4 x 50 € / an / bénéficiaire (Plafond à 450 € / an / famille)
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues, podologue, pédicure				
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% TM + 200 €	100% + 360 €	100% + 350 €
	Sevrage tabagiste ⁽¹²⁾	-	-	-	55 € / an / bénéficiaire
	Complément équipement post cancer ⁽²⁵⁾	-	-	-	1 000 € / an / bénéficiaire
Module additionnel facultatif	Services d'assistance	-	en option	en option	en option

Régime de frais médicaux collectifs

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Gamme Nationale

Notes communes à l'ensemble des options

- (1) Vaccin prescrit ayant reçu une autorisation de mise sur le marché. Montant en euros : plafond par an et par bénéficiaire.
- (2) Le remboursement annuel des prestations est plafonné par bénéficiaire suivant les modalités définies dans l'article 12.5 du règlement. Au-delà de ce plafond, le remboursement est limité au montant du ticket modérateur, sauf pour les "Soins et Prothèses dentaires 100% Santé".
- (3) Sans limitation de durée.
- (4) Prise en charge suivant les dispositions de l'article L. 174-4 du code de la Sécurité sociale.
- (5) Equipement 100% Santé "Classe A", pris en charge dans les conditions définies par l'arrêté du 3 Décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13) portant modification des modalités de prise en charge de dispositifs médicaux et prestations associées pour la prise en charge d'optique médicale au chapitre 2 du titre II de la liste prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la Sécurité sociale, dans la limite des prix limites de vente définis par la réglementation.
Est également remboursée selon les mêmes conditions, la prestation d'appairage pour des verres d'indices de réfraction différents, la prestation d'adaptation visuelle et le supplément applicable pour les verres avec filtre (selon les conditions prévues à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale).
Pour les équipements combinant des verres « 100% Santé » et une monture libre, le remboursement des verres se réalise selon les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
La prestation d'adaptation visuelle est remboursée à hauteur du ticket modérateur.
- (6) Renouvellement :
 - pour les bénéficiaires de 16 ans et plus : après une période minimale de 24 mois après la dernière prise en charge,
 - pour les bénéficiaires de moins de 16 ans : après une période minimale de 12 mois après le dernier remboursement d'un équipement.
 Par dérogation, le renouvellement anticipé de ces équipements est possible dans les conditions prévues l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
- (7) Dans le respect des minimums prévus par le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 et dans la limite de prix fixés en application de l'article L. 165-3 du code de la Sécurité sociale. Le remboursement de la monture se fait dans la limite des frais réellement engagés et dans la limite de 100 €.
- (8) Avec monture libre ou monture 100% Santé. Le remboursement de la monture libre est limité à 100 € par équipement.
- (9) Il s'agit d'un équipement remboursé par la Sécurité sociale comportant des verres progressifs ou multifocaux.
- (10) En cas de présence d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal dans un même équipement optique, le remboursement total par BTP-PRÉVOYANCE et le Régime de base ne peut excéder :
 - 560 €, si l'équipement comporte un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 610 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal, mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 700 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal, tous deux mentionnés au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 750 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 Ces montants s'entendent y compris les suppléments fortes corrections.
- (11) Dispositions applicables pour tous verres optiques sauf les verres des catégories suivantes :
 - les verres unifocaux listés dans le a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - et les verres multifocaux ou progressifs suivants et listés dans le c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 :
 - 1) verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre - 4,00 et + 4,00 dioptries ;
 - 2) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre - 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries
 - 3) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.
- (12) Montant en euros : forfait par an et par bénéficiaire.
- (13) Montant en euros : par œil, par bénéficiaire et par an.
- (14) Soins et prothèses dentaires relevant du «100% Santé », définis par la réglementation, dans la limite des honoraires de facturation fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
- (15) Les soins dentaires s'entendent par les actes codés AXI, END, SDE et TDS des codes de regroupement de la CCAM Dentaire.
- (16) Prothèses hors «100% Santé », auxquelles s'appliquent des honoraires limites de facturation.
Dans la limite des honoraires de facturation (LHF) fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.

A partir du niveau P3+, les prothèses à « honoraires maîtrisés » sont prises en charge à hauteur des frais réellement engagés, dans la limite des honoraires de facturation définis par la réglementation.

- (17) Prise en charge limitée à 6 semestres consécutifs.
- (18) Limité à un appareil par oreille par période de quatre ans, par bénéficiaire et selon les conditions précisées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
- (19) S'entendent comme pris en charge par la Sécurité sociale, les accessoires suivants :
- ❖ Ecouteur,
 - ❖ Microphone,
 - ❖ Embout auriculaire pour :
 - bénéficiaire de moins 2 ans => 4 embouts / an / appareil
 - bénéficiaire de plus de 2 ans => 1 embout /an / appareil
 - ❖ Pile sans mercure.
- (20) Les médecines complémentaires et alternatives agréées comprennent les spécialités suivantes :
- Ostéopathes titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Chiropracteurs diplômés par une école en France et membre de l'AFC ;
 - Acupuncteurs inscrits au conseil de l'ordre des médecins ;
 - Etiopathes inscrits au Registre National des Etiopathes auprès du Ministère chargé de la santé ;
 - Diététiciens titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Psychologues titulaire d'un diplôme universitaire de psychologie.
- Les soins doivent être effectués en France métropolitaine.
- (21) S'entend par bénéficiaire, en montant maximum par séance et dans la limite du nombre de séances indiquées par an et dans la limite d'un plafond annuel par famille. Remboursement sur la base de factures acquittées.
- Les plafonds annuels par famille par niveau :
- P3 : 160 € / an
 - P3+ : 240 € / an
 - P4 : 320 € / an
 - P5 : 450 € / an
 - P6 : 480 € / an
- (22) Montant en euros : limité à une cure par an et par bénéficiaire
- (23) Prothèses auditives relevant du "100% Santé", définies par la réglementation, dans la limite des prix limites de vente (PLV) fixés par l'avis du 28 novembre 2018 relatif à la tarification des aides auditives visées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale. Remboursement d'un équipement par période de quatre ans.
- a) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du Prix Limite de Vente (PLV)
- b) Pour les verres : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du PLV ;
Pour la monture : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 €.
- c) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 € par verre et à 0,05 € pour la monture
- d) +75 € / verre unifocal si bénéficiaire âgé de moins de 16 ans
- e) + 140 € / verre unifocal

* Prise en charge de la Sécurité sociale Régime Général

Δ Module non ouvert en gamme du Régime de frais médicaux collectifs des ETAM (groupe fermé)

OPTAM : le praticien est reconnu en catégorie Option Pratique Tarifaire Maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

Notes spécifiques aux options régionales PCE 1, PCE 2 et PCE 3

- (30) A l'exclusion des prestations dites hôtelières (boissons, téléphone, TV, kit de nuit, blanchisserie, ...).
- (31) Comprend Lit + Repas lors de l'hospitalisation d'une personne de moins de 16 ans ou de plus de 70 ans.
- (32) Remboursement si hospitalisation ≥ 15 jours, dès le 15^e jour, limité à 900 € / an / bénéficiaire.
- (33) Le remboursement ne peut pas être inférieur à 85% des frais réels (moins le remboursement de la Sécurité sociale).
- (34) Prise en charge limitée à certains actes - contacter nos services pour plus d'informations.
- (35) Remboursement sur facture nominative : complément sur prothèse capillaire ou mammaire, lingerie post mastectomie.

Régime des frais médicaux collectifs

Annexe - Services Assistance

En complément de son adhésion au présent règlement, l'entreprise peut opter pour une garantie supplémentaire optionnelle d'assistance.

Les prestations correspondantes d'assistance sont mises en œuvre par Mondial Assistance (AWP France SAS), société par actions simplifiée au capital de 7 584 076,86 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le n° 490 381 753 et inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 026 669, dont le siège social est situé au 7 rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen.

La nature des services d'assistance, les conditions d'accès à ces derniers, leurs modalités de mise en œuvre et les exclusions sont précisées dans la convention d'assistance remise à l'entreprise qui est tenue de la transmettre aux salariés affiliés.

La garantie d'assistance est accordée sous réserve :

- du versement des cotisations correspondantes :
 - telles que définies dans l'ANNEXE TARIFAIRE,
 - sauf lorsque l'adhésion porte sur le niveau P6 du module Bloc P « Optique, Dentaire, Aide auditive et Prestations complémentaires », auquel cas les services d'assistance sont offerts gratuitement.
- du respect des dispositions prévues dans la convention d'assistance.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation - Régime Général

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	2,15%				S1	1,90%			
S2	2,30%				S2	2,03%			
S3	2,60%				S3	2,30%			
S3+	3,05%				S3+	2,69%			
S4	3,40%				S4	3,00%			
S5	3,75%				S5	3,31%			
S6	3,75%				S6	3,31%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,55%				P1	0,49%			
P2	0,95%	0,95%			P2	0,84%	0,84%		
P3	1,35%	1,40%	1,45%		P3	1,19%	1,24%	1,28%	
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%
P6	6,00%	6,00%	6,25%	6,45%	P6	5,30%	5,30%	5,52%	5,69%

Cotisation - Régime Alsace - Moselle

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	0,60%				S1	0,53%			
S2	0,70%				S2	0,62%			
S3	1,05%				S3	0,93%			
S3+	1,30%				S3+	1,15%			
S4	1,45%				S4	1,28%			
S5	1,65%				S5	1,46%			
S6	1,65%				S6	1,46%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,55%				P1	0,49%			
P2	0,95%	0,95%			P2	0,84%	0,84%		
P3	1,35%	1,40%	1,45%		P3	1,19%	1,24%	1,28%	
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%
P6	6,00%	6,00%	6,15%	6,25%	P6	5,30%	5,30%	5,43%	5,52%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct

(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,20%			
S2	1,35%			
S3	1,60%			
S3+	1,75%			
S4	1,95%			
S5	2,45%			
S6	2,45%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,40%			
P2	0,60%	0,60%		
P3	0,90%	0,95%	0,95%	
P3+	1,55%	1,60%	1,65%	1,65%
P4	2,20%	2,25%	2,35%	2,35%
P5	2,85%	2,95%	3,00%	3,05%
P6	4,35%	4,35%	4,55%	4,70%

Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	2,30%			
S2	2,50%			
S3	2,85%			
S3+	3,25%			
S4	3,65%			
S5	4,20%			
S6	4,20%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,65%			
P2	1,05%	1,05%		
P3	1,60%	1,65%	1,70%	
P3+	2,55%	2,65%	2,70%	2,75%
P4	3,65%	3,80%	3,85%	3,90%
P5	4,70%	4,85%	5,00%	5,05%
P6	7,10%	7,10%	7,40%	7,60%

Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,06%			
S2	1,19%			
S3	1,41%			
S3+	1,54%			
S4	1,72%			
S5	2,16%			
S6	2,16%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,35%			
P2	0,53%	0,53%		
P3	0,79%	0,84%	0,84%	
P3+	1,37%	1,41%	1,46%	1,46%
P4	1,94%	1,99%	2,07%	2,07%
P5	2,52%	2,60%	2,65%	2,69%
P6	3,84%	3,84%	4,02%	4,15%

Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	2,03%			
S2	2,21%			
S3	2,52%			
S3+	2,87%			
S4	3,22%			
S5	3,71%			
S6	3,71%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,57%			
P2	0,93%	0,93%		
P3	1,41%	1,46%	1,50%	
P3+	2,25%	2,34%	2,38%	2,43%
P4	3,22%	3,35%	3,40%	3,44%
P5	4,15%	4,28%	4,41%	4,46%
P6	6,27%	6,27%	6,53%	6,71%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace - Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,40%			
S2	0,45%			
S3	0,60%			
S3+	0,80%			
S4	0,90%			
S5	1,10%			
S6	1,10%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,40%			
P2	0,60%	0,60%		
P3	0,90%	0,95%	0,95%	
P3+	1,55%	1,60%	1,65%	1,65%
P4	2,20%	2,25%	2,35%	2,35%
P5	2,85%	2,95%	3,00%	3,05%
P6	4,35%	4,35%	4,50%	4,55%

Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,75%			
S2	0,85%			
S3	1,15%			
S3+	1,45%			
S4	1,70%			
S5	2,05%			
S6	2,05%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,65%			
P2	1,05%	1,05%		
P3	1,60%	1,65%	1,70%	
P3+	2,55%	2,65%	2,70%	2,75%
P4	3,65%	3,80%	3,85%	3,90%
P5	4,70%	4,85%	5,00%	5,05%
P6	7,10%	7,10%	7,40%	7,60%

Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,35%			
S2	0,40%			
S3	0,53%			
S3+	0,71%			
S4	0,79%			
S5	0,97%			
S6	0,97%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,35%			
P2	0,53%	0,53%		
P3	0,79%	0,84%	0,84%	
P3+	1,37%	1,41%	1,46%	1,46%
P4	1,94%	1,99%	2,07%	2,07%
P5	2,52%	2,60%	2,65%	2,69%
P6	3,84%	3,84%	3,97%	4,02%

Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,66%			
S2	0,75%			
S3	1,02%			
S3+	1,28%			
S4	1,50%			
S5	1,81%			
S6	1,81%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,57%			
P2	0,93%	0,93%		
P3	1,41%	1,46%	1,50%	
P3+	2,25%	2,34%	2,38%	2,43%
P4	3,22%	3,35%	3,40%	3,44%
P5	4,15%	4,28%	4,41%	4,46%
P6	6,27%	6,27%	6,53%	6,71%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation pour l'Adulte				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,05%			
S2	1,15%			
S3	1,30%			
S3+	1,55%			
S4	1,70%			
S5	1,95%			
S6	1,95%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%		
P3	0,70%	0,75%	0,75%	
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

Cotisation pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,70%			
S2	0,75%			
S3	0,85%			
S3+	0,95%			
S4	1,05%			
S5	1,15%			
S6	1,15%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,45%	0,45%	0,45%	
P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	0,95%	1,00%	1,00%	1,00%
P5	1,05%	1,05%	1,10%	1,15%
P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,70%

Cotisation pour l'Adulte				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,93%			
S2	1,02%			
S3	1,15%			
S3+	1,37%			
S4	1,50%			
S5	1,72%			
S6	1,72%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,62%	0,66%	0,66%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

Cotisation pour l'Enfant				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,62%			
S2	0,66%			
S3	0,75%			
S3+	0,84%			
S4	0,93%			
S5	1,02%			
S6	1,02%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,35%	0,35%		
P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	0,84%	0,88%	0,88%	0,88%
P5	0,93%	0,93%	0,97%	1,02%
P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,50%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Adulte / Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation pour l'Adulte					Cotisation pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S					Bloc S			
S1	0,35%				S1	0,20%			
S2	0,40%				S2	0,25%			
S3	0,45%				S3	0,35%			
S3+	0,55%				S3+	0,40%			
S4	0,70%				S4	0,45%			
S5	0,85%				S5	0,50%			
S6	0,85%				S6	0,50%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%				P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%			P2	0,40%	0,40%		
P3	0,70%	0,70%	0,70%		P3	0,45%	0,45%		
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%	P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%	P4	0,95%	0,95%	0,95%	1,00%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%	P5	1,05%	1,05%	1,05%	1,05%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%	P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,65%

Cotisation pour l'Adulte					Cotisation pour l'Enfant				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S					Bloc S			
S1	0,31%				S1	0,18%			
S2	0,35%				S2	0,22%			
S3	0,40%				S3	0,31%			
S3+	0,49%				S3+	0,35%			
S4	0,62%				S4	0,40%			
S5	0,75%				S5	0,44%			
S6	0,75%				S6	0,44%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%				P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%			P2	0,35%	0,35%		
P3	0,62%	0,62%	0,62%		P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%	P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%	P4	0,84%	0,84%	0,84%	0,88%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%	P5	0,93%	0,93%	0,93%	0,93%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%	P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,46%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général / Cotisation pour la formulation Isolé - Duo - Famille
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation mensuelle TTC⁽¹⁾ au 1^{er} janvier 2021

a) Cotisation Isolé (le salarié)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	1,05%	P1	0,30%			
S2	1,15%	P2	0,45%	0,45%		
S3	1,30%	P3	0,70%	0,75%	0,75%	
S3+	1,55%	P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
S4	1,70%	P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
S5	1,95%	P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
S6	1,95%	P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	1,95%	P1	0,55%			
S2	2,10%	P2	0,85%	0,85%		
S3	2,40%	P3	1,30%	1,35%	1,40%	
S3+	2,85%	P3+	2,10%	2,15%	2,20%	2,25%
S4	3,15%	P4	3,05%	3,15%	3,25%	3,30%
S5	3,60%	P5	3,80%	3,95%	4,05%	4,10%
S6	3,60%	P6	5,65%	5,65%	5,85%	6,05%

c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	3,50%	P1	0,75%			
S2	3,55%	P2	1,65%	1,65%		
S3	3,65%	P3	1,95%	2,00%	2,00%	
S3+	4,30%	P3+	2,85%	2,95%	3,00%	3,00%
S4	4,40%	P4	4,30%	4,35%	4,45%	4,50%
S5	4,55%	P5	5,10%	5,20%	5,25%	5,50%
S6	4,55%	P6	7,70%	7,70%	7,80%	7,85%

Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021

a) Cotisation Isolé (le salarié)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,93%	P1	0,26%			
S2	1,02%	P2	0,40%	0,40%		
S3	1,15%	P3	0,62%	0,66%	0,66%	
S3+	1,37%	P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
S4	1,50%	P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
S5	1,72%	P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
S6	1,72%	P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	1,72%	P1	0,49%			
S2	1,85%	P2	0,75%	0,75%		
S3	2,12%	P3	1,15%	1,19%	1,24%	
S3+	2,52%	P3+	1,85%	1,90%	1,94%	1,99%
S4	2,78%	P4	2,69%	2,78%	2,87%	2,91%
S5	3,18%	P5	3,35%	3,49%	3,58%	3,62%
S6	3,18%	P6	4,99%	4,99%	5,16%	5,34%

c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	3,09%	P1	0,66%			
S2	3,13%	P2	1,46%	1,46%		
S3	3,22%	P3	1,72%	1,77%	1,77%	
S3+	3,80%	P3+	2,52%	2,60%	2,65%	2,65%
S4	3,88%	P4	3,80%	3,84%	3,93%	3,97%
S5	4,02%	P5	4,50%	4,59%	4,63%	4,86%
S6	4,02%	P6	6,80%	6,80%	6,89%	6,93%

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace - Moselle / Cotisation pour la formulation Isolé - Duo - Famille
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation mensuelle TTC⁽¹⁾ au 1^{er} janvier 2021

a) Cotisation Isolé (le salarié)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,35%	P1	0,30%			
S2	0,40%	P2	0,45%	0,45%		
S3	0,45%	P3	0,70%	0,70%	0,70%	
S3+	0,55%	P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
S4	0,70%	P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
S5	0,85%	P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
S6	0,85%	P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,65%	P1	0,55%			
S2	0,75%	P2	0,85%	0,85%		
S3	0,85%	P3	1,30%	1,35%	1,40%	
S3+	1,00%	P3+	2,10%	2,15%	2,20%	2,25%
S4	1,30%	P4	3,05%	3,15%	3,25%	3,30%
S5	1,55%	P5	3,80%	3,95%	4,05%	4,10%
S6	1,55%	P6	5,65%	5,65%	5,85%	6,05%

c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,90%	P1	0,75%			
S2	0,95%	P2	1,65%	1,65%		
S3	1,05%	P3	1,95%	2,00%	2,00%	
S3+	1,25%	P3+	2,85%	2,95%	3,00%	3,00%
S4	1,90%	P4	4,30%	4,35%	4,45%	4,50%
S5	2,00%	P5	5,10%	5,20%	5,25%	5,50%
S6	2,00%	P6	7,70%	7,70%	7,80%	7,85%

Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021

a) Cotisation Isolé (le salarié)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,31%	P1	0,26%			
S2	0,35%	P2	0,40%	0,40%		
S3	0,40%	P3	0,62%	0,62%	0,62%	
S3+	0,49%	P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
S4	0,62%	P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
S5	0,75%	P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
S6	0,75%	P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,57%	P1	0,49%			
S2	0,66%	P2	0,75%	0,75%		
S3	0,75%	P3	1,15%	1,19%	1,24%	
S3+	0,88%	P3+	1,85%	1,90%	1,94%	1,99%
S4	1,15%	P4	2,69%	2,78%	2,87%	2,91%
S5	1,37%	P5	3,35%	3,49%	3,58%	3,62%
S6	1,37%	P6	4,99%	4,99%	5,16%	5,34%

c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	0,79%	P1	0,66%			
S2	0,84%	P2	1,46%	1,46%		
S3	0,93%	P3	1,72%	1,77%	1,77%	
S3+	1,10%	P3+	2,52%	2,60%	2,65%	2,65%
S4	1,68%	P4	3,80%	3,84%	3,93%	3,97%
S5	1,77%	P5	4,50%	4,59%	4,63%	4,86%
S6	1,77%	P6	6,80%	6,80%	6,89%	6,93%

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel

Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général / Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	38,00 €			
S2	45,00 €			
S3	50,00 €			
S3+	58,00 €			
S4	66,00 €			
S5	81,00 €			
S6	81,00 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €			
P2	18,00 €	18,00 €		
P3	26,00 €	27,00 €	27,50 €	
P3+	53,00 €	55,00 €	56,00 €	57,00 €
P4	73,00 €	75,50 €	77,50 €	78,50 €
P5	96,00 €	99,50 €	102,00 €	103,00 €
P6	169,00 €	169,00 €	179,00 €	181,50 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	38,00 €			
S2	45,00 €			
S3	55,00 €			
S3+	64,00 €			
S4	73,00 €			
S5	89,00 €			
S6	89,00 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €			
P2	18,00 €	18,00 €		
P3	29,00 €	29,50 €		
P3+	58,00 €	60,50 €	61,50 €	62,50 €
P4	80,00 €	83,00 €	85,50 €	86,50 €
P5	106,00 €	109,50 €	112,00 €	113,50 €
P6	186,00 €	186,00 €	197,00 €	199,50 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	33,55 €			
S2	39,73 €			
S3	44,14 €			
S3+	51,21 €			
S4	58,27 €			
S5	71,51 €			
S6	71,51 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	8,83 €			
P2	15,89 €	15,89 €		
P3	22,95 €	23,84 €	24,28 €	
P3+	46,79 €	48,56 €	49,44 €	50,32 €
P4	64,45 €	66,65 €	68,42 €	69,30 €
P5	84,75 €	87,84 €	90,05 €	90,93 €
P6	149,20 €	149,20 €	158,03 €	160,24 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	33,55 €			
S2	39,73 €			
S3	48,56 €			
S3+	56,50 €			
S4	64,45 €			
S5	78,57 €			
S6	78,57 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	8,83 €			
P2	15,89 €	15,89 €		
P3	25,60 €	26,04 €	26,93 €	
P3+	51,21 €	53,41 €	54,30 €	55,18 €
P4	70,63 €	73,28 €	75,48 €	76,37 €
P5	93,58 €	96,67 €	98,88 €	100,20 €
P6	164,21 €	164,21 €	173,92 €	176,13 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle / Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	10,50 €			
S2	14,00 €			
S3	18,00 €			
S3+	23,00 €			
S4	30,00 €			
S5	44,00 €			
S6	44,00 €			
Bloc P				
P1	10,00 €			
P2	18,00 €	18,00 €		
P3	26,00 €	27,00 €	27,50 €	
P3+	53,00 €	55,00 €	56,00 €	57,00 €
P4	73,00 €	75,50 €	77,50 €	78,50 €
P5	96,00 €	99,50 €	102,00 €	103,00 €
P6	169,00 €	169,00 €	179,00 €	181,50 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	10,50 €			
S2	14,00 €			
S3	20,00 €			
S3+	25,00 €			
S4	33,00 €			
S5	48,00 €			
S6	48,00 €			
Bloc P				
P1	10,00 €			
P2	18,00 €	18,00 €		
P3	29,00 €	29,50 €	30,50 €	
P3+	58,00 €	60,50 €	61,50 €	62,50 €
P4	80,00 €	83,00 €	85,50 €	86,50 €
P5	106,00 €	109,50 €	112,00 €	113,50 €
P6	186,00 €	186,00 €	197,00 €	199,50 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	9,27 €			
S2	12,36 €			
S3	15,89 €			
S3+	20,31 €			
S4	26,49 €			
S5	38,85 €			
S6	38,85 €			
Bloc P				
P1	8,83 €			
P2	15,89 €	15,89 €		
P3	22,95 €	23,84 €	24,28 €	
P3+	46,79 €	48,56 €	49,44 €	50,32 €
P4	64,45 €	66,65 €	68,42 €	69,30 €
P5	84,75 €	87,84 €	90,05 €	90,93 €
P6	149,20 €	149,20 €	158,03 €	160,24 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	9,27 €			
S2	12,36 €			
S3	17,66 €			
S3+	22,07 €			
S4	29,13 €			
S5	42,38 €			
S6	42,38 €			
Bloc P				
P1	8,83 €			
P2	15,89 €	15,89 €		
P3	25,60 €	26,04 €	26,93 €	
P3+	51,21 €	53,41 €	54,30 €	55,18 €
P4	70,63 €	73,28 €	75,48 €	76,37 €
P5	93,58 €	96,67 €	98,88 €	100,20 €
P6	164,21 €	164,21 €	173,92 €	176,13 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace -Moselle	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général / Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés											
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021											
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	28,00 €	P1	7,00 €								
S2	30,00 €	P2	12,00 €	12,00 €							
S3	34,00 €	P3	17,00 €	17,50 €	18,00 €						
S3+	37,00 €	P3+	34,00 €	35,00 €	36,00 €	36,50 €					
S4	42,00 €	P4	48,00 €	49,50 €	51,00 €	51,50 €					
S5	53,00 €	P5	66,00 €	68,50 €	70,00 €	71,00 €					
S6	53,00 €	P6	114,00 €	114,00 €	121,00 €	122,50 €					
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	46,00 €	P1	13,00 €								
S2	50,00 €	P2	21,00 €	21,00 €							
S3	59,00 €	P3	29,00 €	30,00 €	30,50 €						
S3+	68,00 €	P3+	58,00 €	60,00 €	61,50 €	62,50 €					
S4	74,00 €	P4	86,00 €	89,00 €	91,00 €	92,50 €					
S5	90,00 €	P5	118,00 €	122,00 €	125,00 €	127,00 €					
S6	90,00 €	P6	196,00 €	196,00 €	208,00 €	210,50 €					

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*											
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021											
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	28,00 €	P1	7,00 €								
S2	30,00 €	P2	12,00 €	12,00 €							
S3	37,00 €	P3	19,00 €	21,00 €	21,00 €						
S3+	41,00 €	P3+	37,00 €	40,50 €	40,50 €	40,50 €					
S4	46,00 €	P4	53,00 €	56,50 €	58,50 €	58,50 €					
S5	58,00 €	P5	73,00 €	80,50 €	80,50 €	80,50 €					
S6	58,00 €	P6	125,00 €	125,00 €	133,00 €	134,50 €					
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	46,00 €	P1	13,00 €								
S2	50,00 €	P2	21,00 €	21,00 €							
S3	65,00 €	P3	32,00 €	33,00 €	33,50 €						
S3+	75,00 €	P3+	64,00 €	66,00 €	67,50 €	69,00 €					
S4	81,00 €	P4	95,00 €	98,00 €	100,00 €	102,00 €					
S5	99,00 €	P5	130,00 €	134,00 €	137,50 €	139,50 €					
S6	99,00 €	P6	216,00 €	216,00 €	229,00 €	231,50 €					

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés											
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021											
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	24,72 €	P1	6,18 €								
S2	26,49 €	P2	10,59 €	10,59 €							
S3	30,02 €	P3	15,01 €	15,45 €	15,89 €						
S3+	32,67 €	P3+	30,02 €	30,90 €	31,78 €	32,22 €					
S4	37,08 €	P4	42,38 €	43,70 €	45,03 €	45,47 €					
S5	46,79 €	P5	58,27 €	60,48 €	61,80 €	62,68 €					
S6	46,79 €	P6	100,64 €	100,64 €	106,82 €	108,15 €					
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	40,61 €	P1	11,48 €								
S2	44,14 €	P2	18,54 €	18,54 €							
S3	52,09 €	P3	25,60 €	26,49 €	26,93 €						
S3+	60,03 €	P3+	51,21 €	52,97 €	54,30 €	55,18 €					
S4	65,33 €	P4	75,92 €	78,57 €	80,34 €	81,66 €					
S5	79,46 €	P5	104,18 €	107,71 €	110,36 €	112,12 €					
S6	79,46 €	P6	173,04 €	173,04 €	183,63 €	185,84 €					

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*											
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021											
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	24,72 €	P1	6,18 €								
S2	26,49 €	P2	10,59 €	10,59 €							
S3	32,67 €	P3	16,77 €	18,54 €	18,54 €						
S3+	36,20 €	P3+	32,67 €	35,76 €	35,76 €	35,76 €					
S4	40,61 €	P4	46,79 €	49,88 €	51,65 €	51,65 €					
S5	51,21 €	P5	64,45 €	71,07 €	71,07 €	71,07 €					
S6	51,21 €	P6	110,36 €	110,36 €	117,42 €	118,74 €					
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint											
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible					
S1	40,61 €	P1	11,48 €								
S2	44,14 €	P2	18,54 €	18,54 €							
S3	57,39 €	P3	28,25 €	29,13 €	29,58 €						
S3+	66,21 €	P3+	56,50 €	58,27 €	59,59 €	60,92 €					
S4	71,51 €	P4	83,87 €	86,52 €	88,28 €	90,05 €					
S5	87,40 €	P5	114,77 €	118,30 €	121,39 €	123,16 €					
S6	87,40 €	P6	190,69 €	190,69 €	202,17 €	204,38 €					

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace - Moselle / Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*					
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants						a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	8,00 €	P1	7,00 €			S1	8,00 €	P1	7,00 €		
S2	9,00 €	P2	12,00 €	12,00 €		S2	9,00 €	P2	12,00 €	12,00 €	
S3	11,00 €	P3	17,00 €	17,50 €	18,00 €	S3	12,00 €	P3	19,00 €	21,00 €	
S3+	13,00 €	P3+	34,00 €	35,00 €	36,00 €	S3+	14,50 €	P3+	37,00 €	38,50 €	40,50 €
S4	17,00 €	P4	48,00 €	49,50 €	51,00 €	S4	18,50 €	P4	53,00 €	56,50 €	58,50 €
S5	25,00 €	P5	66,00 €	68,50 €	70,00 €	S5	27,50 €	P5	73,00 €	80,50 €	80,50 €
S6	25,00 €	P6	114,00 €	114,00 €	121,00 €	S6	27,50 €	P6	125,00 €	125,00 €	133,00 €
											134,50 €
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint						b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	12,50 €	P1	13,00 €			S1	12,50 €	P1	13,00 €		
S2	14,50 €	P2	21,00 €	21,00 €		S2	14,50 €	P2	21,00 €	21,00 €	
S3	19,50 €	P3	29,00 €	30,00 €	30,50 €	S3	21,50 €	P3	32,00 €	33,00 €	33,50 €
S3+	25,00 €	P3+	58,00 €	60,00 €	61,50 €	S3+	28,00 €	P3+	64,00 €	66,00 €	67,50 €
S4	32,00 €	P4	86,00 €	89,00 €	91,00 €	S4	35,00 €	P4	95,00 €	98,00 €	100,00 €
S5	46,00 €	P5	118,00 €	122,00 €	125,00 €	S5	51,00 €	P5	130,00 €	134,00 €	137,50 €
S6	46,00 €	P6	196,00 €	196,00 €	208,00 €	S6	51,00 €	P6	216,00 €	216,00 €	229,00 €
											231,50 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*					
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					
a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants						a) Cotisation "CDI" : Salarié + Enfants					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	7,06 €	P1	6,18 €			S1	7,06 €	P1	6,18 €		
S2	7,95 €	P2	10,59 €	10,59 €		S2	7,95 €	P2	10,59 €	10,59 €	
S3	9,71 €	P3	15,01 €	15,45 €	15,89 €	S3	10,59 €	P3	16,77 €	18,54 €	
S3+	11,48 €	P3+	30,02 €	30,90 €	31,78 €	S3+	12,80 €	P3+	32,67 €	33,99 €	35,76 €
S4	15,01 €	P4	42,38 €	43,70 €	45,03 €	S4	16,33 €	P4	46,79 €	49,88 €	51,65 €
S5	22,07 €	P5	58,27 €	60,48 €	61,80 €	S5	24,28 €	P5	64,45 €	71,07 €	71,07 €
S6	22,07 €	P6	100,64 €	100,64 €	106,82 €	S6	24,28 €	P6	110,36 €	110,36 €	117,42 €
											118,74 €
b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint						b) Cotisation "CDC" : Salarié + Enfants + Conjoint					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	11,04 €	P1	11,48 €			S1	11,04 €	P1	11,48 €		
S2	12,80 €	P2	18,54 €	18,54 €		S2	12,80 €	P2	18,54 €	18,54 €	
S3	17,22 €	P3	25,60 €	26,49 €	26,93 €	S3	18,98 €	P3	28,25 €	29,13 €	29,58 €
S3+	22,07 €	P3+	51,21 €	52,97 €	54,30 €	S3+	24,72 €	P3+	56,50 €	58,27 €	59,59 €
S4	28,25 €	P4	75,92 €	78,57 €	80,34 €	S4	30,90 €	P4	83,87 €	86,52 €	88,28 €
S5	40,61 €	P5	104,18 €	107,71 €	110,36 €	S5	45,03 €	P5	114,77 €	118,30 €	121,39 €
S6	40,61 €	P6	173,04 €	173,04 €	183,63 €	S6	45,03 €	P6	190,69 €	190,69 €	202,17 €
											204,38 €

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace -Moselle	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général / Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés							Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021							Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte							a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	17,50 €	P1	5,50 €				S1	17,50 €	P1	5,50 €			
S2	21,00 €	P2	8,00 €	8,00 €			S2	21,00 €	P2	8,00 €	8,00 €		
S3	25,00 €	P3	14,00 €	14,50 €	15,00 €		S3	26,50 €	P3	15,00 €	16,00 €	16,50 €	
S3+	29,00 €	P3+	27,00 €	28,00 €	28,50 €	29,00 €	S3+	32,00 €	P3+	30,00 €	31,00 €	31,50 €	32,00 €
S4	35,00 €	P4	36,00 €	37,50 €	38,00 €	38,50 €	S4	39,00 €	P4	40,00 €	41,50 €	42,00 €	42,50 €
S5	43,00 €	P5	49,00 €	50,50 €	52,00 €	52,50 €	S5	47,00 €	P5	54,00 €	55,50 €	57,00 €	58,00 €
S6	43,00 €	P6	87,00 €	87,00 €	90,50 €	93,50 €	S6	47,00 €	P6	96,00 €	96,00 €	100,50 €	103,00 €
b) Cotisation Enfant							b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	12,50 €	P1	4,00 €				S1	12,50 €	P1	4,00 €			
S2	14,50 €	P2	6,00 €	6,00 €			S2	14,50 €	P2	6,00 €	6,00 €		
S3	16,00 €	P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €		S3	16,00 €	P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
S3+	17,00 €	P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €	S3+	17,00 €	P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
S4	20,00 €	P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €	S4	20,00 €	P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
S5	23,00 €	P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €	S5	23,00 €	P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
S6	23,00 €	P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €	S6	23,00 €	P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés							Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021							Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte							a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	15,45 €	P1	4,86 €				S1	15,45 €	P1	4,86 €			
S2	18,54 €	P2	7,06 €	7,06 €			S2	18,54 €	P2	7,06 €	7,06 €		
S3	22,07 €	P3	12,36 €	12,80 €	13,24 €		S3	23,40 €	P3	13,24 €	14,13 €	14,57 €	
S3+	25,60 €	P3+	23,84 €	24,72 €	25,16 €	25,60 €	S3+	28,25 €	P3+	26,49 €	27,37 €	27,81 €	28,25 €
S4	30,90 €	P4	31,78 €	33,11 €	33,55 €	33,99 €	S4	34,43 €	P4	35,31 €	36,64 €	37,08 €	37,52 €
S5	37,96 €	P5	43,26 €	44,58 €	45,91 €	46,35 €	S5	41,49 €	P5	47,67 €	49,00 €	50,32 €	51,21 €
S6	37,96 €	P6	76,81 €	76,81 €	79,90 €	82,55 €	S6	41,49 €	P6	84,75 €	84,75 €	88,73 €	90,93 €
b) Cotisation Enfant							b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	11,04 €	P1	3,53 €				S1	11,04 €	P1	3,53 €			
S2	12,80 €	P2	5,30 €	5,30 €			S2	12,80 €	P2	5,30 €	5,30 €		
S3	14,13 €	P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €		S3	14,13 €	P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
S3+	15,01 €	P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €	S3+	15,01 €	P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
S4	17,66 €	P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €	S4	17,66 €	P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
S5	20,31 €	P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €	S5	20,31 €	P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
S6	20,31 €	P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €	S6	20,31 €	P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle / Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,50 €	P1	5,50 €			
S2	7,00 €	P2	8,00 €	8,00 €		
S3	9,00 €	P3	14,00 €	14,50 €	15,00 €	
S3+	11,00 €	P3+	27,00 €	28,00 €	28,50 €	29,00 €
S4	15,00 €	P4	36,00 €	37,50 €	38,00 €	38,50 €
S5	20,00 €	P5	49,00 €	50,50 €	52,00 €	52,50 €
S6	20,00 €	P6	87,00 €	87,00 €	90,50 €	93,50 €
b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,00 €	P1	4,00 €			
S2	6,50 €	P2	6,00 €	6,00 €		
S3	8,50 €	P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
S3+	9,50 €	P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
S4	11,00 €	P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
S5	14,50 €	P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
S6	14,50 €	P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mnsuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,50 €	P1	5,50 €			
S2	7,00 €	P2	8,00 €	8,00 €		
S3	10,00 €	P3	15,00 €	16,00 €	16,50 €	
S3+	12,00 €	P3+	30,00 €	31,00 €	31,50 €	32,00 €
S4	17,00 €	P4	40,00 €	41,50 €	42,00 €	42,50 €
S5	22,00 €	P5	54,00 €	55,50 €	57,00 €	58,00 €
S6	22,00 €	P6	96,00 €	96,00 €	100,50 €	103,00 €
b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,00 €	P1	4,00 €			
S2	6,50 €	P2	6,00 €	6,00 €		
S3	8,50 €	P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
S3+	9,50 €	P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
S4	11,00 €	P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
S5	14,50 €	P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
S6	14,50 €	P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,86 €	P1	4,86 €			
S2	6,18 €	P2	7,06 €	7,06 €		
S3	7,95 €	P3	12,36 €	12,80 €	13,24 €	
S3+	9,71 €	P3+	23,84 €	24,72 €	25,16 €	25,60 €
S4	13,24 €	P4	31,78 €	33,11 €	33,55 €	33,99 €
S5	17,66 €	P5	43,26 €	44,58 €	45,91 €	46,35 €
S6	17,66 €	P6	76,81 €	76,81 €	79,90 €	82,55 €
b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,41 €	P1	3,53 €			
S2	5,74 €	P2	5,30 €	5,30 €		
S3	7,50 €	P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
S3+	8,39 €	P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
S4	9,71 €	P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
S5	12,80 €	P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
S6	12,80 €	P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Adulte						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,86 €	P1	4,86 €			
S2	6,18 €	P2	7,06 €	7,06 €		
S3	8,83 €	P3	13,24 €	14,13 €	14,57 €	
S3+	10,59 €	P3+	26,49 €	27,37 €	27,81 €	28,25 €
S4	15,01 €	P4	35,31 €	36,64 €	37,08 €	37,52 €
S5	19,42 €	P5	47,67 €	49,00 €	50,32 €	51,21 €
S6	19,42 €	P6	84,75 €	84,75 €	88,73 €	90,93 €
b) Cotisation Enfant						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,41 €	P1	3,53 €			
S2	5,74 €	P2	5,30 €	5,30 €		
S3	7,50 €	P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
S3+	8,39 €	P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
S4	9,71 €	P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
S5	12,80 €	P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
S6	12,80 €	P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Général / Cotisation pour la formulation Isolé - Duo - Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*					
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					
a) Cotisation Isolé (le salarié)						a) Cotisation Isolé (le salarié)					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	17,50 €	P1	5,50 €	8,00 €		S1	17,50 €	P1	5,50 €	8,00 €	
S2	21,00 €	P2	8,00 €	14,50 €	15,00 €	S2	21,00 €	P2	8,00 €	16,00 €	16,50 €
S3	25,00 €	P3	14,00 €	28,00 €	28,50 €	S3	26,50 €	P3	15,00 €	31,00 €	31,50 €
S3+	29,00 €	P3+	27,00 €	37,50 €	38,00 €	S3+	32,00 €	P3+	30,00 €	41,50 €	42,00 €
S4	35,00 €	P4	36,00 €	50,50 €	52,00 €	S4	39,00 €	P4	40,00 €	55,50 €	57,00 €
S5	43,00 €	P5	49,00 €	87,00 €	90,50 €	S5	47,00 €	P5	54,00 €	96,00 €	100,50 €
S6	43,00 €	P6	87,00 €			S6	47,00 €	P6	96,00 €		
b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)						b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	32,00 €	P1	10,00 €	15,00 €		S1	32,00 €	P1	10,00 €	15,00 €	
S2	38,50 €	P2	15,00 €	27,00 €	28,00 €	S2	38,50 €	P2	15,00 €	29,50 €	31,00 €
S3	46,00 €	P3	26,00 €	51,00 €	52,00 €	S3	51,00 €	P3	29,00 €	56,00 €	57,00 €
S3+	53,00 €	P3+	49,50 €	71,50 €	73,50 €	S3+	58,00 €	P3+	55,00 €	75,00 €	77,00 €
S4	64,00 €	P4	66,00 €	93,00 €	95,00 €	S4	70,00 €	P4	73,00 €	102,50 €	104,50 €
S5	78,00 €	P5	90,00 €	160,00 €	169,50 €	S5	86,00 €	P5	99,00 €	176,00 €	185,50 €
S6	78,00 €	P6	160,00 €			S6	86,00 €	P6	176,00 €		
c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)						c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)					
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible		Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible
S1	58,50 €	P1	13,50 €	28,00 €		S1	58,50 €	P1	13,50 €	28,00 €	
S2	62,00 €	P2	28,00 €	41,50 €	42,50 €	S2	62,00 €	P2	28,00 €	44,00 €	45,50 €
S3	69,00 €	P3	40,00 €	71,50 €	73,50 €	S3	76,00 €	P3	44,00 €	76,00 €	78,50 €
S3+	80,00 €	P3+	69,00 €	98,50 €	100,50 €	S3+	88,00 €	P3+	76,00 €	105,00 €	108,50 €
S4	86,00 €	P4	95,00 €	127,50 €	130,50 €	S4	95,00 €	P4	105,00 €	140,50 €	143,50 €
S5	95,00 €	P5	123,00 €	216,00 €	222,50 €	S5	105,00 €	P5	135,00 €	238,00 €	245,00 €
S6	95,00 €	P6	216,00 €			S6	105,00 €	P6	238,00 €		

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle / Cotisation pour la formulation Isolé - Duo - Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Isolé (le salarié)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,50 €	P1	5,50 €			
S2	7,00 €	P2	8,00 €	8,00 €		
S3	9,00 €	P3	14,00 €	14,50 €	15,00 €	
S3+	11,00 €	P3+	27,00 €	28,00 €	28,50 €	29,00 €
S4	15,00 €	P4	36,00 €	37,50 €	38,00 €	38,50 €
S5	20,00 €	P5	49,00 €	50,50 €	52,00 €	52,50 €
S6	20,00 €	P6	87,00 €	87,00 €	90,50 €	93,50 €
b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	10,00 €	P1	10,00 €			
S2	13,00 €	P2	15,00 €	15,00 €		
S3	16,50 €	P3	26,00 €	27,00 €	28,00 €	
S3+	20,00 €	P3+	49,50 €	51,00 €	52,00 €	53,00 €
S4	28,00 €	P4	66,00 €	68,00 €	70,00 €	71,00 €
S5	38,00 €	P5	90,00 €	93,00 €	95,00 €	97,00 €
S6	38,00 €	P6	160,00 €	160,00 €	169,50 €	172,00 €
c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de sa famille)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	16,50 €	P1	13,50 €			
S2	18,00 €	P2	28,00 €	28,00 €		
S3	24,00 €	P3	40,00 €	41,50 €	42,50 €	
S3+	30,00 €	P3+	69,00 €	71,50 €	73,50 €	74,50 €
S4	38,00 €	P4	95,00 €	98,50 €	100,50 €	102,50 €
S5	44,00 €	P5	123,00 €	127,50 €	130,50 €	132,50 €
S6	44,00 €	P6	216,00 €	216,00 €	221,50 €	227,50 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Isolé (le salarié)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	5,50 €	P1	5,50 €			
S2	7,00 €	P2	8,00 €	8,00 €		
S3	10,00 €	P3	15,00 €	16,00 €	16,50 €	
S3+	12,00 €	P3+	30,00 €	31,00 €	31,50 €	32,00 €
S4	17,00 €	P4	40,00 €	41,50 €	42,00 €	42,50 €
S5	22,00 €	P5	54,00 €	55,50 €	57,00 €	58,00 €
S6	22,00 €	P6	96,00 €	96,00 €	100,50 €	103,00 €
b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	10,00 €	P1	10,00 €			
S2	13,00 €	P2	15,00 €	15,00 €		
S3	18,00 €	P3	29,00 €	29,50 €	31,00 €	
S3+	22,00 €	P3+	55,00 €	56,00 €	57,00 €	58,50 €
S4	31,00 €	P4	73,00 €	75,00 €	77,00 €	78,00 €
S5	42,00 €	P5	99,00 €	102,50 €	104,50 €	106,50 €
S6	42,00 €	P6	176,00 €	176,00 €	185,50 €	189,00 €
c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de sa famille)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	16,50 €	P1	13,50 €			
S2	18,00 €	P2	28,00 €	28,00 €		
S3	26,00 €	P3	44,00 €	45,50 €	46,00 €	
S3+	33,00 €	P3+	76,00 €	78,50 €	81,00 €	82,00 €
S4	42,00 €	P4	105,00 €	108,50 €	110,50 €	113,00 €
S5	48,00 €	P5	135,00 €	140,50 €	143,50 €	146,00 €
S6	48,00 €	P6	238,00 €	238,00 €	243,00 €	250,50 €

Cotisation Non-cadres et Cadres & assimilés						
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Isolé (le salarié)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,86 €	P1	4,86 €			
S2	6,18 €	P2	7,06 €	7,06 €		
S3	7,95 €	P3	12,36 €	12,80 €	13,24 €	
S3+	9,71 €	P3+	23,84 €	24,72 €	25,16 €	25,60 €
S4	13,24 €	P4	31,78 €	33,11 €	33,55 €	33,99 €
S5	17,66 €	P5	43,26 €	44,58 €	45,91 €	46,35 €
S6	17,66 €	P6	76,81 €	76,81 €	79,90 €	82,55 €
b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	8,83 €	P1	8,83 €			
S2	11,48 €	P2	13,24 €	13,24 €		
S3	14,57 €	P3	22,95 €	23,84 €	24,72 €	
S3+	17,66 €	P3+	43,70 €	45,03 €	45,91 €	46,79 €
S4	24,72 €	P4	58,27 €	60,03 €	61,80 €	62,68 €
S5	33,55 €	P5	79,46 €	82,10 €	83,87 €	85,64 €
S6	33,55 €	P6	141,26 €	141,26 €	149,64 €	151,85 €
c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de sa famille)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	14,57 €	P1	11,92 €			
S2	15,89 €	P2	24,72 €	24,72 €		
S3	21,19 €	P3	35,31 €	36,64 €	37,52 €	
S3+	26,49 €	P3+	60,92 €	63,12 €	64,89 €	65,77 €
S4	33,55 €	P4	83,87 €	86,96 €	88,73 €	90,49 €
S5	38,85 €	P5	108,59 €	112,56 €	115,21 €	116,98 €
S6	38,85 €	P6	190,69 €	190,69 €	195,55 €	200,85 €

Cotisation spécifique pour les Cadres* & assimilés*						
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021						
a) Cotisation Isolé (le salarié)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	4,86 €	P1	4,86 €			
S2	6,18 €	P2	7,06 €	7,06 €		
S3	8,83 €	P3	13,24 €	14,13 €	14,57 €	
S3+	10,59 €	P3+	26,49 €	27,37 €	27,81 €	28,25 €
S4	15,01 €	P4	35,31 €	36,64 €	37,08 €	37,52 €
S5	19,42 €	P5	47,67 €	49,00 €	50,32 €	51,21 €
S6	19,42 €	P6	84,75 €	84,75 €	88,73 €	90,93 €
b) Cotisation Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	8,83 €	P1	8,83 €			
S2	11,48 €	P2	13,24 €	13,24 €		
S3	15,89 €	P3	25,60 €	26,04 €	27,37 €	
S3+	19,42 €	P3+	48,56 €	49,44 €	50,32 €	51,65 €
S4	27,37 €	P4	64,45 €	66,21 €	67,98 €	68,86 €
S5	37,08 €	P5	87,40 €	90,49 €	92,26 €	94,02 €
S6	37,08 €	P6	155,38 €	155,38 €	163,77 €	166,86 €
c) Cotisation Famille (le salarié + 2 ou plus membres de sa famille)						
	Bloc S		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
S1	14,57 €	P1	11,92 €			
S2	15,89 €	P2	24,72 €	24,72 €		
S3	22,95 €	P3	38,85 €	40,17 €	40,61 €	
S3+	29,13 €	P3+	67,10 €	69,30 €	71,51 €	72,39 €
S4	37,08 €	P4	92,70 €	95,79 €	97,55 €	99,76 €
S5	42,38 €	P5	119,18 €	124,04 €	126,69 €	128,90 €
S6	42,38 €	P6	210,12 €	210,12 €	214,53 €	221,15 €

S = Modules Soins et Hospitalisation P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

* La cotisation spécifique pour les Cadres et assimilés est applicable en cas de couverture différente entre les Cadres et assimilés et les Non-cadres, et également en cas d'absence d'adhésion au présent règlement pour les salariés Non-cadres ou en l'absence de salariés Non-cadres dans l'entreprise

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régimes des Frais Médicaux Collectifs - Cotisations des affaires nouvelles conclues en 2020, avec adhésion prenant effet au 1^{er} janvier 2021
--

Pour les entreprises qui ont adhéré au règlement des régimes de frais médicaux collectifs entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} novembre 2020, avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2021, les cotisations applicables en 2021 sont celles définies dans l'Annexe N°1 de l'Avenant n°29 du 16 octobre 2019.

Pour les entreprises qui ont adhéré au règlement des régimes de frais médicaux collectifs entre le 2 novembre et le 31 décembre 2020, avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2021, les cotisations applicables en 2021 sont celles définies dans la présente Annexe.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) - Régime Général

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021																																																																																				
<table><tr><td colspan="2">Bloc S</td></tr><tr><td>S1</td><td>2,15%</td></tr><tr><td>S2</td><td>2,30%</td></tr><tr><td>S3</td><td>2,60%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>3,05%</td></tr><tr><td>S4</td><td>3,40%</td></tr><tr><td>S5</td><td>3,75%</td></tr><tr><td>S6</td><td>3,75%</td></tr></table>					Bloc S		S1	2,15%	S2	2,30%	S3	2,60%	S3+	3,05%	S4	3,40%	S5	3,75%	S6	3,75%	<table><tr><td colspan="2">Bloc S</td></tr><tr><td>S1</td><td>1,90%</td></tr><tr><td>S2</td><td>2,03%</td></tr><tr><td>S3</td><td>2,30%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>2,69%</td></tr><tr><td>S4</td><td>3,00%</td></tr><tr><td>S5</td><td>3,31%</td></tr><tr><td>S6</td><td>3,31%</td></tr></table>					Bloc S		S1	1,90%	S2	2,03%	S3	2,30%	S3+	2,69%	S4	3,00%	S5	3,31%	S6	3,31%																																																
Bloc S																																																																																									
S1	2,15%																																																																																								
S2	2,30%																																																																																								
S3	2,60%																																																																																								
S3+	3,05%																																																																																								
S4	3,40%																																																																																								
S5	3,75%																																																																																								
S6	3,75%																																																																																								
Bloc S																																																																																									
S1	1,90%																																																																																								
S2	2,03%																																																																																								
S3	2,30%																																																																																								
S3+	2,69%																																																																																								
S4	3,00%																																																																																								
S5	3,31%																																																																																								
S6	3,31%																																																																																								
<table><tr><td colspan="2">Bloc P</td><td>Px+1 Cible</td><td>Px+2 Cible</td><td>Px+3 Cible</td></tr><tr><td>P1</td><td>0,55%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,95%</td><td>0,95%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,35%</td><td>1,40%</td><td>1,45%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>2,25%</td><td>2,35%</td><td>2,40%</td><td>2,40%</td></tr><tr><td>P4</td><td>3,25%</td><td>3,35%</td><td>3,45%</td><td>3,50%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,95%</td><td>4,10%</td><td>4,20%</td><td>4,25%</td></tr><tr><td>P6</td><td>6,00%</td><td>6,00%</td><td>6,25%</td><td>6,45%</td></tr></table>					Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,55%				P2	0,95%	0,95%			P3	1,35%	1,40%	1,45%		P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P6	6,00%	6,00%	6,25%	6,45%	<table><tr><td colspan="2">Bloc P</td><td>Px+1 Cible</td><td>Px+2 Cible</td><td>Px+3 Cible</td></tr><tr><td>P1</td><td>0,49%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,84%</td><td>0,84%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,19%</td><td>1,24%</td><td>1,28%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>1,99%</td><td>2,07%</td><td>2,12%</td><td>2,12%</td></tr><tr><td>P4</td><td>2,87%</td><td>2,96%</td><td>3,05%</td><td>3,09%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,49%</td><td>3,62%</td><td>3,71%</td><td>3,75%</td></tr><tr><td>P6</td><td>5,30%</td><td>5,30%</td><td>5,52%</td><td>5,69%</td></tr></table>					Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,49%				P2	0,84%	0,84%			P3	1,19%	1,24%	1,28%		P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%	P6	5,30%	5,30%	5,52%	5,69%
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,55%																																																																																								
P2	0,95%	0,95%																																																																																							
P3	1,35%	1,40%	1,45%																																																																																						
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%																																																																																					
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%																																																																																					
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%																																																																																					
P6	6,00%	6,00%	6,25%	6,45%																																																																																					
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,49%																																																																																								
P2	0,84%	0,84%																																																																																							
P3	1,19%	1,24%	1,28%																																																																																						
P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%																																																																																					
P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%																																																																																					
P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%																																																																																					
P6	5,30%	5,30%	5,52%	5,69%																																																																																					

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) - Régime Alsace-Moselle

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	0,60%				S1	0,53%			
S2	0,70%				S2	0,62%			
S3	1,05%				S3	0,93%			
S3+	1,30%				S3+	1,15%			
S4	1,45%				S4	1,28%			
S5	1,65%				S5	1,46%			
S6	1,65%				S6	1,46%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,55%				P1	0,49%			
P2	0,95%	0,95%			P2	0,84%	0,84%		
P3	1,35%	1,40%	1,45%		P3	1,19%	1,24%	1,28%	
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%
P6	6,00%	6,00%	6,15%	6,25%	P6	5,30%	5,30%	5,43%	5,52%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) - Régime Général

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	38,00 €				S1	33,55 €			
S2	45,00 €				S2	39,73 €			
S3	48,50 €				S3	42,82 €			
S3+	56,50 €				S3+	49,88 €			
S4	65,00 €				S4	57,39 €			
S5	75,00 €				S5	66,21 €			
S6	75,00 €				S6	66,21 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €	18,00 €			P2	15,89 €	15,89 €		
P3	26,00 €	27,00 €	27,50 €		P3	22,95 €	23,84 €	24,28 €	
P3+	53,00 €	55,00 €	56,00 €	57,00 €	P3+	46,79 €	48,56 €	49,44 €	50,32 €
P4	71,00 €	73,50 €	75,50 €	76,50 €	P4	62,68 €	64,89 €	66,65 €	67,54 €
P5	91,00 €	94,00 €	96,50 €	98,00 €	P5	80,34 €	82,99 €	85,19 €	86,52 €
P6	169,00 €	169,00 €	174,50 €	179,50 €	P6	149,20 €	149,20 €	154,06 €	158,47 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) - Régime Alsace-Moselle

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	10,50 €				S1	9,27 €			
S2	14,00 €				S2	12,36 €			
S3	17,00 €				S3	15,01 €			
S3+	23,00 €				S3+	20,31 €			
S4	29,00 €				S4	25,60 €			
S5	38,00 €				S5	33,55 €			
S6	38,00 €				S6	33,55 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €	18,00 €			P2	15,89 €	15,89 €		
P3	26,00 €	27,00 €	27,50 €		P3	22,95 €	23,84 €	24,28 €	
P3+	53,00 €	55,00 €	56,00 €	57,00 €	P3+	46,79 €	48,56 €	49,44 €	50,32 €
P4	71,00 €	73,50 €	75,50 €	76,50 €	P4	62,68 €	64,89 €	66,65 €	67,54 €
P5	91,00 €	94,00 €	96,50 €	98,00 €	P5	80,34 €	82,99 €	85,19 €	86,52 €
P6	169,00 €	169,00 €	174,50 €	179,50 €	P6	149,20 €	149,20 €	154,06 €	158,47 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Non-Cadres Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3

*réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement*

Cotisation pour la formulation Global Famille

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation Global famille	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	4,65%	4,11%
PCE 2	5,40%	4,77%
PCE 3	5,95%	5,25%

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,04%

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle Global famille	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	84,00 €	74,16 €
PCE 2	121,00 €	106,82 €
PCE 3	122,00 €	107,71 €

Module additionnel	
	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,20%			
S2	1,35%			
S3	1,60%			
S3+	1,75%			
S4	1,95%			
S5	2,45%			
S6	2,45%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,40%			
P2	0,60%	0,60%		
P3	0,90%	0,95%	0,95%	
P3+	1,55%	1,60%	1,65%	1,65%
P4	2,20%	2,25%	2,35%	2,35%
P5	2,85%	2,95%	3,00%	3,05%
P6	4,35%	4,35%	4,55%	4,70%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	2,30%			
S2	2,50%			
S3	2,85%			
S3+	3,25%			
S4	3,65%			
S5	4,20%			
S6	4,20%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,65%			
P2	1,05%	1,05%		
P3	1,60%	1,65%	1,70%	
P3+	2,55%	2,65%	2,70%	2,75%
P4	3,65%	3,80%	3,85%	3,90%
P5	4,70%	4,85%	5,00%	5,05%
P6	7,10%	7,10%	7,40%	7,60%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,06%			
S2	1,19%			
S3	1,41%			
S3+	1,54%			
S4	1,72%			
S5	2,16%			
S6	2,16%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,35%			
P2	0,53%	0,53%		
P3	0,79%	0,84%	0,84%	
P3+	1,37%	1,41%	1,46%	1,46%
P4	1,94%	1,99%	2,07%	2,07%
P5	2,52%	2,60%	2,65%	2,69%
P6	3,84%	3,84%	4,02%	4,15%
Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	2,03%			
S2	2,21%			
S3	2,52%			
S3+	2,87%			
S4	3,22%			
S5	3,71%			
S6	3,71%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,57%			
P2	0,93%	0,93%		
P3	1,41%	1,46%	1,50%	
P3+	2,25%	2,34%	2,38%	2,43%
P4	3,22%	3,35%	3,40%	3,44%
P5	4,15%	4,28%	4,41%	4,46%
P6	6,27%	6,27%	6,53%	6,71%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,40%			
S2	0,45%			
S3	0,60%			
S3+	0,80%			
S4	0,90%			
S5	1,10%			
S6	1,10%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,40%			
P2	0,60%	0,60%		
P3	0,90%	0,95%	0,95%	
P3+	1,55%	1,60%	1,65%	1,65%
P4	2,20%	2,25%	2,35%	2,35%
P5	2,85%	2,95%	3,00%	3,05%
P6	4,35%	4,35%	4,50%	4,55%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,75%			
S2	0,85%			
S3	1,15%			
S3+	1,45%			
S4	1,70%			
S5	2,05%			
S6	2,05%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,65%			
P2	1,05%	1,05%		
P3	1,60%	1,65%	1,70%	
P3+	2,55%	2,65%	2,70%	2,75%
P4	3,65%	3,80%	3,85%	3,90%
P5	4,70%	4,85%	5,00%	5,05%
P6	7,10%	7,10%	7,40%	7,60%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,35%			
S2	0,40%			
S3	0,53%			
S3+	0,71%			
S4	0,79%			
S5	0,97%			
S6	0,97%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,35%			
P2	0,53%	0,53%		
P3	0,79%	0,84%	0,84%	
P3+	1,37%	1,41%	1,46%	1,46%
P4	1,94%	1,99%	2,07%	2,07%
P5	2,52%	2,60%	2,65%	2,69%
P6	3,84%	3,84%	3,97%	4,02%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,66%			
S2	0,75%			
S3	1,02%			
S3+	1,28%			
S4	1,50%			
S5	1,81%			
S6	1,81%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,57%			
P2	0,93%	0,93%		
P3	1,41%	1,46%	1,50%	
P3+	2,25%	2,34%	2,38%	2,43%
P4	3,22%	3,35%	3,40%	3,44%
P5	4,15%	4,28%	4,41%	4,46%
P6	6,27%	6,27%	6,53%	6,71%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	28,00 €				S1	46,00 €			
S2	30,00 €				S2	50,00 €			
S3	32,50 €				S3	59,00 €			
S3+	37,00 €				S3+	68,00 €			
S4	42,00 €				S4	74,00 €			
S5	50,00 €				S5	88,00 €			
S6	50,00 €				S6	88,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,00 €				P1	13,00 €			
P2	12,00 €	12,00 €			P2	21,00 €	21,00 €		
P3	17,00 €	17,50 €	18,00 €		P3	28,00 €	29,00 €	29,50 €	
P3+	32,00 €	33,00 €	34,00 €	34,50 €	P3+	57,00 €	59,00 €	60,50 €	61,50 €
P4	47,00 €	48,50 €	50,00 €	50,50 €	P4	85,00 €	88,00 €	90,00 €	91,50 €
P5	63,50 €	65,50 €	67,50 €	68,50 €	P5	113,00 €	117,00 €	120,00 €	121,50 €
P6	111,50 €	111,50 €	116,50 €	120,00 €	P6	196,00 €	196,00 €	205,50 €	210,50 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	24,72 €				S1	40,61 €			
S2	26,49 €				S2	44,14 €			
S3	28,69 €				S3	52,09 €			
S3+	32,67 €				S3+	60,03 €			
S4	37,08 €				S4	65,33 €			
S5	44,14 €				S5	77,69 €			
S6	44,14 €				S6	77,69 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	6,18 €				P1	11,48 €			
P2	10,59 €	10,59 €			P2	18,54 €	18,54 €		
P3	15,01 €	15,45 €	15,89 €		P3	24,72 €	25,60 €	26,04 €	
P3+	28,25 €	29,13 €	30,02 €	30,46 €	P3+	50,32 €	52,09 €	53,41 €	54,30 €
P4	41,49 €	42,82 €	44,14 €	44,58 €	P4	75,04 €	77,69 €	79,46 €	80,78 €
P5	56,06 €	57,83 €	59,59 €	60,48 €	P5	99,76 €	103,29 €	105,94 €	107,27 €
P6	98,44 €	98,44 €	102,85 €	105,94 €	P6	173,04 €	173,04 €	181,42 €	185,84 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	8,00 €			
S2	9,00 €			
S3	11,00 €			
S3+	13,00 €			
S4	17,00 €			
S5	23,00 €			
S6	23,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,00 €			
P2	12,00 €	12,00 €		
P3	17,00 €	17,50 €	18,00 €	
P3+	32,00 €	33,00 €	34,00 €	34,50 €
P4	47,00 €	48,50 €	50,00 €	50,50 €
P5	63,50 €	65,50 €	67,50 €	68,50 €
P6	111,50 €	111,50 €	116,50 €	120,00 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	12,50 €			
S2	14,50 €			
S3	19,50 €			
S3+	25,00 €			
S4	32,00 €			
S5	43,00 €			
S6	43,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	13,00 €			
P2	21,00 €	21,00 €		
P3	28,00 €	29,00 €	29,50 €	
P3+	57,00 €	59,00 €	60,50 €	61,50 €
P4	85,00 €	88,00 €	90,00 €	91,50 €
P5	113,00 €	117,00 €	120,00 €	121,50 €
P6	196,00 €	196,00 €	205,50 €	210,50 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	7,06 €			
S2	7,95 €			
S3	9,71 €			
S3+	11,48 €			
S4	15,01 €			
S5	20,31 €			
S6	20,31 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	6,18 €			
P2	10,59 €	10,59 €		
P3	15,01 €	15,45 €	15,89 €	
P3+	28,25 €	29,13 €	30,02 €	30,46 €
P4	41,49 €	42,82 €	44,14 €	44,58 €
P5	56,06 €	57,83 €	59,59 €	60,48 €
P6	98,44 €	98,44 €	102,85 €	105,94 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	11,04 €			
S2	12,80 €			
S3	17,22 €			
S3+	22,07 €			
S4	28,25 €			
S5	37,96 €			
S6	37,96 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	11,48 €			
P2	18,54 €	18,54 €		
P3	24,72 €	25,60 €	26,04 €	
P3+	50,32 €	52,09 €	53,41 €	54,30 €
P4	75,04 €	77,69 €	79,46 €	80,78 €
P5	99,76 €	103,29 €	105,94 €	107,27 €
P6	173,04 €	173,04 €	181,42 €	185,84 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Non-Cadres Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3

*réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement*

Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants		Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	3,50%	3,09%	5,60%	4,94%
PCE 2	4,05%	3,58%	6,50%	5,74%
PCE 3	4,45%	3,93%	7,10%	6,27%

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,04%

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle "CDI" = Salarié + Enfants		Cotisation mensuelle "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	58,00 €	51,21 €	96,00 €	84,75 €
PCE 2	85,00 €	75,04 €	139,00 €	122,72 €
PCE 3	86,00 €	75,92 €	140,00 €	123,60 €

Module additionnel	
	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,05%			
S2	1,15%			
S3	1,30%			
S3+	1,55%			
S4	1,70%			
S5	1,95%			
S6	1,95%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%		
P3	0,70%	0,75%	0,75%	
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,70%			
S2	0,75%			
S3	0,85%			
S3+	0,95%			
S4	1,05%			
S5	1,15%			
S6	1,15%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,45%	0,45%	0,45%	
P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	0,95%	1,00%	1,00%	1,00%
P5	1,05%	1,05%	1,10%	1,15%
P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,70%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,93%			
S2	1,02%			
S3	1,15%			
S3+	1,37%			
S4	1,50%			
S5	1,72%			
S6	1,72%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,62%	0,66%	0,66%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,62%			
S2	0,66%			
S3	0,75%			
S3+	0,84%			
S4	0,93%			
S5	1,02%			
S6	1,02%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,35%	0,35%		
P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	0,84%	0,88%	0,88%	0,88%
P5	0,93%	0,93%	0,97%	1,02%
P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,50%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,35%			
S2	0,40%			
S3	0,45%			
S3+	0,55%			
S4	0,70%			
S5	0,85%			
S6	0,85%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%		
P3	0,70%	0,70%	0,70%	
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,20%			
S2	0,25%			
S3	0,35%			
S3+	0,40%			
S4	0,45%			
S5	0,50%			
S6	0,50%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,45%	0,45%	0,45%	
P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	0,95%	0,95%	0,95%	1,00%
P5	1,05%	1,05%	1,05%	1,05%
P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,65%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,31%			
S2	0,35%			
S3	0,40%			
S3+	0,49%			
S4	0,62%			
S5	0,75%			
S6	0,75%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,62%	0,62%	0,62%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	0,18%			
S2	0,22%			
S3	0,31%			
S3+	0,35%			
S4	0,40%			
S5	0,44%			
S6	0,44%			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,35%	0,35%		
P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	0,84%	0,84%	0,84%	0,88%
P5	0,93%	0,93%	0,93%	0,93%
P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,46%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,04%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	17,50 €			
S2	21,00 €			
S3	25,00 €			
S3+	29,00 €			
S4	35,00 €			
S5	43,00 €			
S6	43,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	5,50 €			
P2	8,00 €	8,00 €		
P3	14,00 €	14,50 €	15,00 €	
P3+	27,00 €	28,00 €	28,50 €	29,00 €
P4	36,00 €	37,50 €	38,00 €	38,50 €
P5	49,00 €	50,50 €	52,00 €	52,50 €
P6	87,00 €	87,00 €	90,50 €	93,50 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	12,50 €			
S2	14,50 €			
S3	16,00 €			
S3+	17,00 €			
S4	20,00 €			
S5	23,00 €			
S6	23,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,00 €			
P2	6,00 €	6,00 €		
P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	15,45 €			
S2	18,54 €			
S3	22,07 €			
S3+	25,60 €			
S4	30,90 €			
S5	37,96 €			
S6	37,96 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,86 €			
P2	7,06 €	7,06 €		
P3	12,36 €	12,80 €	13,24 €	
P3+	23,84 €	24,72 €	25,16 €	25,60 €
P4	31,78 €	33,11 €	33,55 €	33,99 €
P5	43,26 €	44,58 €	45,91 €	46,35 €
P6	76,81 €	76,81 €	79,90 €	82,55 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	11,04 €			
S2	12,80 €			
S3	14,13 €			
S3+	15,01 €			
S4	17,66 €			
S5	20,31 €			
S6	20,31 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	3,53 €			
P2	5,30 €	5,30 €		
P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Non-Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	5,50 €			
S2	7,00 €			
S3	9,00 €			
S3+	11,00 €			
S4	15,00 €			
S5	20,00 €			
S6	20,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	5,50 €			
P2	8,00 €	8,00 €		
P3	14,00 €	14,50 €	15,00 €	
P3+	27,00 €	28,00 €	28,50 €	29,00 €
P4	36,00 €	37,50 €	38,00 €	38,50 €
P5	49,00 €	50,50 €	52,00 €	52,50 €
P6	87,00 €	87,00 €	90,50 €	93,50 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	5,00 €			
S2	6,50 €			
S3	8,50 €			
S3+	9,50 €			
S4	11,00 €			
S5	14,50 €			
S6	14,50 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,00 €			
P2	6,00 €	6,00 €		
P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	4,86 €			
S2	6,18 €			
S3	7,95 €			
S3+	9,71 €			
S4	13,24 €			
S5	17,66 €			
S6	17,66 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,86 €			
P2	7,06 €	7,06 €		
P3	12,36 €	12,80 €	13,24 €	
P3+	23,84 €	24,72 €	25,16 €	25,60 €
P4	31,78 €	33,11 €	33,55 €	33,99 €
P5	43,26 €	44,58 €	45,91 €	46,35 €
P6	76,81 €	76,81 €	79,90 €	82,55 €

Cotisation Non-Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	4,41 €			
S2	5,74 €			
S3	7,50 €			
S3+	8,39 €			
S4	9,71 €			
S5	12,80 €			
S6	12,80 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	3,53 €			
P2	5,30 €	5,30 €		
P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,

- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Non-Cadres

Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3

réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation Adulte		Cotisation Enfant	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	2,70%	2,38%	1,50%	1,32%
PCE 2	3,10%	2,74%	1,90%	1,68%
PCE 3	3,45%	3,05%	2,10%	1,85%

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel

	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,04%

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle Adulte		Cotisation mensuelle Enfant	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	47,00 €	41,49 €	27,50 €	24,28 €
PCE 2	66,50 €	58,71 €	40,00 €	35,31 €
PCE 3	67,50 €	59,59 €	41,00 €	36,20 €

Module additionnel

	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Cadres (groupe fermé) - Régime Général

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021																																																																																				
<table><tr><th colspan="2">Bloc S</th></tr><tr><td>S1</td><td>1,40%</td></tr><tr><td>S2</td><td>1,65%</td></tr><tr><td>S3</td><td>2,60%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>3,05%</td></tr><tr><td>S4</td><td>3,40%</td></tr><tr><td>S5</td><td>3,75%</td></tr><tr><td>S6</td><td>3,75%</td></tr></table>					Bloc S		S1	1,40%	S2	1,65%	S3	2,60%	S3+	3,05%	S4	3,40%	S5	3,75%	S6	3,75%	<table><tr><th colspan="2">Bloc S</th></tr><tr><td>S1</td><td>1,24%</td></tr><tr><td>S2</td><td>1,46%</td></tr><tr><td>S3</td><td>2,30%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>2,69%</td></tr><tr><td>S4</td><td>3,00%</td></tr><tr><td>S5</td><td>3,31%</td></tr><tr><td>S6</td><td>3,31%</td></tr></table>					Bloc S		S1	1,24%	S2	1,46%	S3	2,30%	S3+	2,69%	S4	3,00%	S5	3,31%	S6	3,31%																																																
Bloc S																																																																																									
S1	1,40%																																																																																								
S2	1,65%																																																																																								
S3	2,60%																																																																																								
S3+	3,05%																																																																																								
S4	3,40%																																																																																								
S5	3,75%																																																																																								
S6	3,75%																																																																																								
Bloc S																																																																																									
S1	1,24%																																																																																								
S2	1,46%																																																																																								
S3	2,30%																																																																																								
S3+	2,69%																																																																																								
S4	3,00%																																																																																								
S5	3,31%																																																																																								
S6	3,31%																																																																																								
<table><tr><th></th><th>Bloc P</th><th>Px+1 Cible</th><th>Px+2 Cible</th><th>Px+3 Cible</th></tr><tr><td>P1</td><td>0,55%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,75%</td><td>0,75%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,35%</td><td>1,40%</td><td>1,45%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>2,25%</td><td>2,35%</td><td>2,40%</td><td>2,40%</td></tr><tr><td>P4</td><td>3,25%</td><td>3,35%</td><td>3,45%</td><td>3,50%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,95%</td><td>4,10%</td><td>4,20%</td><td>4,25%</td></tr><tr><td>P6</td><td>6,00%</td><td>6,00%</td><td>6,25%</td><td>6,45%</td></tr></table>						Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,55%				P2	0,75%	0,75%			P3	1,35%	1,40%	1,45%		P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P6	6,00%	6,00%	6,25%	6,45%	<table><tr><th></th><th>Bloc P</th><th>Px+1 Cible</th><th>Px+2 Cible</th><th>Px+3 Cible</th></tr><tr><td>P1</td><td>0,49%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,66%</td><td>0,66%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,19%</td><td>1,24%</td><td>1,28%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>1,99%</td><td>2,07%</td><td>2,12%</td><td>2,12%</td></tr><tr><td>P4</td><td>2,87%</td><td>2,96%</td><td>3,05%</td><td>3,09%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,49%</td><td>3,62%</td><td>3,71%</td><td>3,75%</td></tr><tr><td>P6</td><td>5,30%</td><td>5,30%</td><td>5,52%</td><td>5,69%</td></tr></table>						Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,49%				P2	0,66%	0,66%			P3	1,19%	1,24%	1,28%		P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%	P6	5,30%	5,30%	5,52%	5,69%
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,55%																																																																																								
P2	0,75%	0,75%																																																																																							
P3	1,35%	1,40%	1,45%																																																																																						
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%																																																																																					
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%																																																																																					
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%																																																																																					
P6	6,00%	6,00%	6,25%	6,45%																																																																																					
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,49%																																																																																								
P2	0,66%	0,66%																																																																																							
P3	1,19%	1,24%	1,28%																																																																																						
P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%																																																																																					
P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%																																																																																					
P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%																																																																																					
P6	5,30%	5,30%	5,52%	5,69%																																																																																					

Cotisation Cadres (groupe fermé) - Régime Alsace-Moselle

Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021																																																																																				
<table><tr><td colspan="2">Bloc S</td></tr><tr><td>S1</td><td>0,60%</td></tr><tr><td>S2</td><td>0,65%</td></tr><tr><td>S3</td><td>1,05%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>1,30%</td></tr><tr><td>S4</td><td>1,45%</td></tr><tr><td>S5</td><td>1,65%</td></tr><tr><td>S6</td><td>1,65%</td></tr></table>					Bloc S		S1	0,60%	S2	0,65%	S3	1,05%	S3+	1,30%	S4	1,45%	S5	1,65%	S6	1,65%	<table><tr><td colspan="2">Bloc S</td></tr><tr><td>S1</td><td>0,53%</td></tr><tr><td>S2</td><td>0,57%</td></tr><tr><td>S3</td><td>0,93%</td></tr><tr><td>S3+</td><td>1,15%</td></tr><tr><td>S4</td><td>1,28%</td></tr><tr><td>S5</td><td>1,46%</td></tr><tr><td>S6</td><td>1,46%</td></tr></table>					Bloc S		S1	0,53%	S2	0,57%	S3	0,93%	S3+	1,15%	S4	1,28%	S5	1,46%	S6	1,46%																																																
Bloc S																																																																																									
S1	0,60%																																																																																								
S2	0,65%																																																																																								
S3	1,05%																																																																																								
S3+	1,30%																																																																																								
S4	1,45%																																																																																								
S5	1,65%																																																																																								
S6	1,65%																																																																																								
Bloc S																																																																																									
S1	0,53%																																																																																								
S2	0,57%																																																																																								
S3	0,93%																																																																																								
S3+	1,15%																																																																																								
S4	1,28%																																																																																								
S5	1,46%																																																																																								
S6	1,46%																																																																																								
<table><tr><td></td><td>Bloc P</td><td>Px+1 Cible</td><td>Px+2 Cible</td><td>Px+3 Cible</td></tr><tr><td>P1</td><td>0,55%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,75%</td><td>0,75%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,35%</td><td>1,40%</td><td>1,40%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>2,25%</td><td>2,35%</td><td>2,40%</td><td>2,40%</td></tr><tr><td>P4</td><td>3,25%</td><td>3,35%</td><td>3,45%</td><td>3,50%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,95%</td><td>4,10%</td><td>4,20%</td><td>4,25%</td></tr><tr><td>P6</td><td>6,00%</td><td>6,00%</td><td>6,15%</td><td>6,25%</td></tr></table>						Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,55%				P2	0,75%	0,75%			P3	1,35%	1,40%	1,40%		P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%	P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%	P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%	P6	6,00%	6,00%	6,15%	6,25%	<table><tr><td></td><td>Bloc P</td><td>Px+1 Cible</td><td>Px+2 Cible</td><td>Px+3 Cible</td></tr><tr><td>P1</td><td>0,49%</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>P2</td><td>0,66%</td><td>0,66%</td><td></td><td></td></tr><tr><td>P3</td><td>1,19%</td><td>1,24%</td><td>1,24%</td><td></td></tr><tr><td>P3+</td><td>1,99%</td><td>2,07%</td><td>2,12%</td><td>2,12%</td></tr><tr><td>P4</td><td>2,87%</td><td>2,96%</td><td>3,05%</td><td>3,09%</td></tr><tr><td>P5</td><td>3,49%</td><td>3,62%</td><td>3,71%</td><td>3,75%</td></tr><tr><td>P6</td><td>5,30%</td><td>5,30%</td><td>5,43%</td><td>5,52%</td></tr></table>						Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	P1	0,49%				P2	0,66%	0,66%			P3	1,19%	1,24%	1,24%		P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%	P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%	P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%	P6	5,30%	5,30%	5,43%	5,52%
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,55%																																																																																								
P2	0,75%	0,75%																																																																																							
P3	1,35%	1,40%	1,40%																																																																																						
P3+	2,25%	2,35%	2,40%	2,40%																																																																																					
P4	3,25%	3,35%	3,45%	3,50%																																																																																					
P5	3,95%	4,10%	4,20%	4,25%																																																																																					
P6	6,00%	6,00%	6,15%	6,25%																																																																																					
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible																																																																																					
P1	0,49%																																																																																								
P2	0,66%	0,66%																																																																																							
P3	1,19%	1,24%	1,24%																																																																																						
P3+	1,99%	2,07%	2,12%	2,12%																																																																																					
P4	2,87%	2,96%	3,05%	3,09%																																																																																					
P5	3,49%	3,62%	3,71%	3,75%																																																																																					
P6	5,30%	5,30%	5,43%	5,52%																																																																																					

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,03%
Régime Alsace-Moselle	0,03%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Cadres (groupe fermé) - Régime Général

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	38,00 €				S1	33,55 €			
S2	45,00 €				S2	39,73 €			
S3	55,50 €				S3	49,00 €			
S3+	64,50 €				S3+	56,94 €			
S4	73,00 €				S4	64,45 €			
S5	89,00 €				S5	78,57 €			
S6	89,00 €				S6	78,57 €			
Bloc P					Bloc P				
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €				P2	15,89 €			
P3	33,00 €				P3	29,13 €			
P3+	63,00 €				P3+	55,62 €			
P4	91,50 €				P4	80,78 €			
P5	118,50 €				P5	104,62 €			
P6	186,00 €				P6	164,21 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €	18,00 €			P2	15,89 €	15,89 €		
P3	33,00 €	34,00 €	35,00 €		P3	29,13 €	30,02 €	30,90 €	
P3+	63,00 €	65,00 €	67,00 €	67,50 €	P3+	55,62 €	57,39 €	59,15 €	59,59 €
P4	91,50 €	94,50 €	97,00 €	98,50 €	P4	80,78 €	83,43 €	85,64 €	86,96 €
P5	118,50 €	122,50 €	125,50 €	127,50 €	P5	104,62 €	108,15 €	110,80 €	112,56 €
P6	186,00 €	186,00 €	197,00 €	200,00 €	P6	164,21 €	164,21 €	173,92 €	176,57 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) - Régime Alsace-Moselle

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	10,50 €				S1	9,27 €			
S2	14,00 €				S2	12,36 €			
S3	21,00 €				S3	18,54 €			
S3+	30,00 €				S3+	26,49 €			
S4	33,00 €				S4	29,13 €			
S5	48,00 €				S5	42,38 €			
S6	48,00 €				S6	42,38 €			
Bloc P					Bloc P				
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €				P2	15,89 €			
P3	33,00 €				P3	29,13 €			
P3+	63,00 €				P3+	55,62 €			
P4	91,50 €				P4	80,78 €			
P5	118,50 €				P5	104,62 €			
P6	186,00 €				P6	164,21 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	10,00 €				P1	8,83 €			
P2	18,00 €	18,00 €			P2	15,89 €	15,89 €		
P3	33,00 €	34,00 €	35,00 €		P3	29,13 €	30,02 €	30,90 €	
P3+	63,00 €	65,00 €	67,00 €	67,50 €	P3+	55,62 €	57,39 €	59,15 €	59,59 €
P4	91,50 €	94,00 €	97,00 €	98,50 €	P4	80,78 €	82,99 €	85,64 €	86,96 €
P5	118,50 €	122,50 €	124,50 €	127,50 €	P5	104,62 €	108,15 €	109,91 €	112,56 €
P6	186,00 €	186,00 €	197,00 €	199,00 €	P6	164,21 €	164,21 €	173,92 €	175,69 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Cadres
Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3
réservées aux entreprises des départements
01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement
Cotisation pour la formulation Global Famille

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation Global famille	
	Cotisation TTC⁽¹⁾ au 1^{er} janvier 2021	Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021
PCE 1	4,65%	4,11%
PCE 2	5,40%	4,77%
PCE 3	5,95%	5,25%

Module additionnel	
	Cotisation au 1^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,03%

PSS : plafond de la Sécurité sociale

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle Global famille	
	Cotisation TTC⁽¹⁾ au 1^{er} janvier 2021	Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021
PCE 1	95,00 €	83,87 €
PCE 2	135,00 €	119,18 €
PCE 3	136,00 €	120,07 €

Module additionnel	
	Cotisation mensuelle au 1^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,90%			
S2	1,00%			
S3	1,60%			
S3+	1,75%			
S4	1,95%			
S5	2,45%			
S6	2,45%			
Bloc P				
P1	0,40%			
P2	0,55%			
P3	0,90%			
P3+	1,55%			
P4	2,20%			
P5	2,85%			
P6	4,35%			
		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,50%			
S2	1,85%			
S3	2,85%			
S3+	3,25%			
S4	3,65%			
S5	4,20%			
S6	4,20%			
		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,79%			
S2	0,88%			
S3	1,41%			
S3+	1,54%			
S4	1,72%			
S5	2,16%			
S6	2,16%			
		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	1,32%			
S2	1,63%			
S3	2,52%			
S3+	2,87%			
S4	3,22%			
S5	3,71%			
S6	3,71%			
		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,03%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace - Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,30%			
S2	0,35%			
S3	0,60%			
S3+	0,80%			
S4	0,90%			
S5	1,10%			
S6	1,10%			
Bloc P				
P1	0,40%			
P2	0,55%			
P3	0,90%			
P3+	1,55%			
P4	2,20%			
P5	2,85%			
P6	4,35%			
Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,55%			
S2	0,85%			
S3	1,15%			
S3+	1,45%			
S4	1,70%			
S5	2,05%			
S6	2,05%			
Bloc P				
P1	0,65%			
P2	0,80%			
P3	1,60%			
P3+	2,55%			
P4	3,65%			
P5	4,70%			
P6	7,10%			
Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,26%			
S2	0,31%			
S3	0,53%			
S3+	0,71%			
S4	0,79%			
S5	0,97%			
S6	0,97%			
Bloc P				
P1	0,35%			
P2	0,49%			
P3	0,79%			
P3+	1,37%			
P4	1,94%			
P5	2,52%			
P6	3,84%			
Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,49%			
S2	0,75%			
S3	1,02%			
S3+	1,28%			
S4	1,50%			
S5	1,81%			
S6	1,81%			
Bloc P				
P1	0,57%			
P2	0,71%			
P3	1,41%			
P3+	2,25%			
P4	3,22%			
P5	4,15%			
P6	6,27%			
Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible		

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,03%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	28,00 €				S1	46,00 €			
S2	30,00 €				S2	50,00 €			
S3	42,00 €				S3	66,00 €			
S3+	46,50 €				S3+	78,50 €			
S4	49,50 €				S4	81,00 €			
S5	60,00 €				S5	99,00 €			
S6	60,00 €				S6	99,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,00 €				P1	13,00 €			
P2	12,00 €	12,00 €			P2	21,00 €	21,00 €		
P3	21,00 €	21,50 €	22,50 €		P3	39,00 €	40,50 €	41,50 €	
P3+	42,00 €	43,50 €	44,50 €	45,00 €	P3+	72,00 €	74,50 €	76,50 €	77,50 €
P4	61,50 €	63,50 €	65,00 €	66,00 €	P4	110,00 €	111,50 €	116,50 €	118,50 €
P5	85,50 €	88,50 €	90,50 €	92,00 €	P5	142,00 €	147,00 €	148,50 €	152,50 €
P6	129,00 €	129,00 €	136,50 €	138,50 €	P6	216,00 €	216,00 €	229,00 €	229,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1	24,72 €				S1	40,61 €			
S2	26,49 €				S2	44,14 €			
S3	37,08 €				S3	58,27 €			
S3+	41,05 €				S3+	69,30 €			
S4	43,70 €				S4	71,51 €			
S5	52,97 €				S5	87,40 €			
S6	52,97 €				S6	87,40 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	6,18 €				P1	11,48 €			
P2	10,59 €	10,59 €			P2	18,54 €	18,54 €		
P3	18,54 €	18,98 €	19,86 €		P3	34,43 €	35,76 €	36,64 €	
P3+	37,08 €	38,40 €	39,29 €	39,73 €	P3+	63,56 €	65,77 €	67,54 €	68,42 €
P4	54,30 €	56,06 €	57,39 €	58,27 €	P4	97,11 €	98,44 €	102,85 €	104,62 €
P5	75,48 €	78,13 €	79,90 €	81,22 €	P5	125,36 €	129,78 €	131,10 €	134,63 €
P6	113,89 €	113,89 €	120,51 €	122,27 €	P6	190,69 €	190,69 €	202,17 €	202,17 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	8,00 €			
S2	9,00 €			
S3	15,00 €			
S3+	19,50 €			
S4	23,50 €			
S5	30,50 €			
S6	30,50 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,00 €			
P2	12,00 €	12,00 €		
P3	21,00 €	21,50 €	21,50 €	
P3+	42,00 €	43,50 €	44,50 €	45,00 €
P4	61,50 €	63,50 €	65,00 €	66,00 €
P5	85,50 €	88,50 €	90,50 €	92,00 €
P6	129,00 €	129,00 €	135,50 €	138,50 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	12,50 €			
S2	14,50 €			
S3	25,50 €			
S3+	36,50 €			
S4	40,00 €			
S5	51,00 €			
S6	51,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	13,00 €			
P2	21,00 €	21,00 €		
P3	39,00 €	40,50 €	41,50 €	
P3+	72,00 €	74,50 €	76,50 €	77,50 €
P4	110,00 €	112,50 €	116,50 €	118,50 €
P5	142,00 €	147,00 €	149,50 €	152,50 €
P6	216,00 €	216,00 €	226,00 €	229,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	7,06 €			
S2	7,95 €			
S3	13,24 €			
S3+	17,22 €			
S4	20,75 €			
S5	26,93 €			
S6	26,93 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	6,18 €			
P2	10,59 €	10,59 €		
P3	18,54 €	18,98 €	18,98 €	
P3+	37,08 €	38,40 €	39,29 €	39,73 €
P4	54,30 €	56,06 €	57,39 €	58,27 €
P5	75,48 €	78,13 €	79,90 €	81,22 €
P6	113,89 €	113,89 €	119,63 €	122,27 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	11,04 €			
S2	12,80 €			
S3	22,51 €			
S3+	32,22 €			
S4	35,31 €			
S5	45,03 €			
S6	45,03 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	11,48 €			
P2	18,54 €	18,54 €		
P3	34,43 €	35,76 €	36,64 €	
P3+	63,56 €	65,77 €	67,54 €	68,42 €
P4	97,11 €	99,32 €	102,85 €	104,62 €
P5	125,36 €	129,78 €	131,99 €	134,63 €
P6	190,69 €	190,69 €	199,52 €	202,17 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Cadres Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3

réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation "CDI" = Salarié + Enfants		Cotisation "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	3,50%	3,09%	5,60%	4,94%
PCE 2	4,05%	3,58%	6,50%	5,74%
PCE 3	4,45%	3,93%	7,10%	6,27%

Module additionnel	
	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,03%

PSS : plafond de la Sécurité sociale

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle "CDI" = Salarié + Enfants		Cotisation mensuelle "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	61,50 €	54,30 €	101,00 €	89,17 €
PCE 2	88,00 €	77,69 €	144,00 €	127,13 €
PCE 3	89,00 €	78,57 €	145,00 €	128,01 €

Module additionnel	
	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,75%			
S2	0,95%			
S3	1,30%			
S3+	1,55%			
S4	1,70%			
S5	1,95%			
S6	1,95%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%		
P3	0,70%	0,75%	0,75%	
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,60%			
S2	0,65%			
S3	0,85%			
S3+	0,95%			
S4	1,05%			
S5	1,15%			
S6	1,15%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,45%	0,45%	0,45%	
P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	0,95%	1,00%	1,00%	1,00%
P5	1,05%	1,05%	1,10%	1,15%
P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,70%

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,66%			
S2	0,84%			
S3	1,15%			
S3+	1,37%			
S4	1,50%			
S5	1,72%			
S6	1,72%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,62%	0,66%	0,66%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%
Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,53%			
S2	0,57%			
S3	0,75%			
S3+	0,84%			
S4	0,93%			
S5	1,02%			
S6	1,02%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,35%	0,35%		
P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	0,84%	0,88%	0,88%	0,88%
P5	0,93%	0,93%	0,97%	1,02%
P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,50%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	0,03%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS)

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,25%			
S2	0,30%			
S3	0,45%			
S3+	0,55%			
S4	0,70%			
S5	0,85%			
S6	0,85%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,45%	0,45%		
P3	0,70%	0,75%	0,75%	
P3+	1,15%	1,20%	1,20%	1,20%
P4	1,65%	1,70%	1,75%	1,75%
P5	2,05%	2,10%	2,15%	2,20%
P6	3,05%	3,05%	3,15%	3,25%

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,20%			
S2	0,25%			
S3	0,35%			
S3+	0,40%			
S4	0,45%			
S5	0,50%			
S6	0,50%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,30%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,45%	0,45%	0,45%	
P3+	0,65%	0,65%	0,70%	0,70%
P4	0,95%	0,95%	0,95%	1,00%
P5	1,05%	1,05%	1,05%	1,05%
P6	1,60%	1,60%	1,65%	1,65%

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,22%			
S2	0,26%			
S3	0,40%			
S3+	0,49%			
S4	0,62%			
S5	0,75%			
S6	0,75%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,40%	0,40%		
P3	0,62%	0,66%	0,66%	
P3+	1,02%	1,06%	1,06%	1,06%
P4	1,46%	1,50%	1,54%	1,54%
P5	1,81%	1,85%	1,90%	1,94%
P6	2,69%	2,69%	2,78%	2,87%

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	0,18%			
S2	0,22%			
S3	0,31%			
S3+	0,35%			
S4	0,40%			
S5	0,44%			
S6	0,44%			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	0,26%			
P2	0,35%	0,35%		
P3	0,40%	0,40%	0,40%	
P3+	0,57%	0,57%	0,62%	0,62%
P4	0,84%	0,84%	0,84%	0,88%
P5	0,93%	0,93%	0,93%	0,93%
P6	1,41%	1,41%	1,46%	1,46%

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

PSS : plafond de la Sécurité sociale

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	0,03%

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	17,50 €			
S2	21,00 €			
S3	26,50 €			
S3+	32,00 €			
S4	39,00 €			
S5	47,00 €			
S6	47,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	5,50 €			
P2	8,00 €	8,00 €		
P3	15,00 €	15,50 €	16,00 €	
P3+	30,00 €	31,00 €	32,00 €	32,50 €
P4	42,00 €	43,50 €	44,50 €	45,00 €
P5	54,00 €	57,00 €	57,00 €	58,00 €
P6	96,00 €	96,00 €	100,00 €	103,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	12,50 €			
S2	14,50 €			
S3	16,00 €			
S3+	17,00 €			
S4	20,00 €			
S5	23,00 €			
S6	23,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,00 €			
P2	6,00 €	6,00 €		
P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle HT⁽²⁾ au 1^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	15,45 €			
S2	18,54 €			
S3	23,40 €			
S3+	28,25 €			
S4	34,43 €			
S5	41,49 €			
S6	41,49 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,86 €			
P2	7,06 €	7,06 €		
P3	13,24 €	13,68 €	14,13 €	
P3+	26,49 €	27,37 €	28,25 €	28,69 €
P4	37,08 €	38,40 €	39,29 €	39,73 €
P5	47,67 €	50,32 €	50,32 €	51,21 €
P6	84,75 €	84,75 €	88,28 €	90,93 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S				
S1	11,04 €			
S2	12,80 €			
S3	14,13 €			
S3+	15,01 €			
S4	17,66 €			
S5	20,31 €			
S6	20,31 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	3,53 €			
P2	5,30 €	5,30 €		
P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des Cadres (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	5,50 €			
S2	7,00 €			
S3	10,00 €			
S3+	12,00 €			
S4	17,00 €			
S5	22,00 €			
S6	22,00 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	5,50 €			
P2	8,00 €	8,00 €		
P3	15,00 €	15,50 €	16,00 €	
P3+	30,00 €	31,00 €	32,00 €	32,50 €
P4	42,00 €	43,50 €	44,50 €	45,00 €
P5	54,00 €	57,00 €	57,00 €	58,00 €
P6	96,00 €	96,00 €	100,00 €	103,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	5,00 €			
S2	6,50 €			
S3	8,50 €			
S3+	9,50 €			
S4	11,00 €			
S5	14,50 €			
S6	14,50 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,00 €			
P2	6,00 €			
P3	8,00 €	8,50 €	8,50 €	
P3+	15,50 €	16,00 €	16,50 €	16,50 €
P4	20,50 €	21,00 €	21,50 €	22,00 €
P5	26,00 €	27,00 €	27,50 €	28,00 €
P6	45,50 €	45,50 €	48,00 €	49,00 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Adulte				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	4,86 €			
S2	6,18 €			
S3	8,83 €			
S3+	10,59 €			
S4	15,01 €			
S5	19,42 €			
S6	19,42 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	4,86 €			
P2	7,06 €	7,06 €		
P3	13,24 €	13,68 €	14,13 €	
P3+	26,49 €	27,37 €	28,25 €	28,69 €
P4	37,08 €	38,40 €	39,29 €	39,73 €
P5	47,67 €	50,32 €	50,32 €	51,21 €
P6	84,75 €	84,75 €	88,28 €	90,93 €

Cotisation Cadres (groupe fermé) pour l'Enfant				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1	4,41 €			
S2	5,74 €			
S3	7,50 €			
S3+	8,39 €			
S4	9,71 €			
S5	12,80 €			
S6	12,80 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	3,53 €			
P2	5,30 €	5,30 €		
P3	7,06 €	7,50 €	7,50 €	
P3+	13,68 €	14,13 €	14,57 €	14,57 €
P4	18,10 €	18,54 €	18,98 €	19,42 €
P5	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,72 €
P6	40,17 €	40,17 €	42,38 €	43,26 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime de frais médicaux collectifs des Cadres Options régionales PCE1, PCE2 et PCE3

réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

Cotisation pour la formulation Adulte & Enfant

Régime Général

A) Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

	Cotisation Adulte		Cotisation Enfant	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	2,70%	2,38%	1,50%	1,32%
PCE 2	3,10%	2,74%	1,90%	1,68%
PCE 3	3,45%	3,05%	2,10%	1,85%

Module additionnel	
	Cotisation au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	0,03%

B) Cotisation en forfait mensuel en euro

	Cotisation mensuelle Adulte		Cotisation mensuelle Enfant	
	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021	Cotisation HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021
PCE 1	53,00 €	46,79 €	27,50 €	24,28 €
PCE 2	74,00 €	65,33 €	40,00 €	35,31 €
PCE 3	75,00 €	66,21 €	41,00 €	36,20 €

Module additionnel	
	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Service Assistance	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectif des ETAM (groupe fermé)
Gamme nationale
Cotisation pour la formulation Global Famille
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation ETAM (groupe fermé)
Régime Général

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1					S1				
S2	53,00 €				S2	46,79 €			
S3	57,00 €				S3	50,32 €			
S3+	66,00 €				S3+	58,27 €			
S4	73,00 €				S4	64,45 €			
S5	86,00 €				S5	75,92 €			
S6	86,00 €				S6	75,92 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	12,50 €				P1	11,04 €			
P2	22,00 €				P2	19,42 €			
P3	32,00 €				P3	28,25 €			
P3+	63,00 €	33,00 €	67,00 €		P3+	55,62 €	29,13 €	59,15 €	
P4	85,00 €	88,00 €	90,00 €	91,50 €	P4	75,04 €	77,69 €	79,46 €	80,78 €
P5	120,00 €	124,00 €	127,00 €	129,00 €	P5	105,94 €	109,47 €	112,12 €	113,89 €
P6	176,00 €	176,00 €	185,00 €	189,00 €	P6	155,38 €	155,38 €	163,33 €	166,86 €

Cotisation ETAM (groupe fermé)
Régime Alsace-Moselle

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1					S1				
S2	17,00 €				S2	15,01 €			
S3	21,00 €				S3	18,54 €			
S3+	28,00 €				S3+	24,72 €			
S4	34,50 €				S4	30,46 €			
S5	45,50 €				S5	40,17 €			
S6	45,50 €				S6	40,17 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	12,50 €				P1	11,04 €			
P2	22,00 €				P2	19,42 €			
P3	32,00 €	33,00 €			P3	28,25 €	29,13 €		
P3+	63,00 €	65,00 €	67,00 €		P3+	55,62 €	57,39 €	59,15 €	
P4	85,00 €	88,00 €	90,00 €	91,50 €	P4	75,04 €	77,69 €	79,46 €	80,78 €
P5	120,00 €	124,00 €	127,00 €	129,00 €	P5	105,94 €	109,47 €	112,12 €	113,89 €
P6	176,00 €	176,00 €	185,00 €	189,00 €	P6	155,38 €	155,38 €	163,33 €	166,86 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des ETAM (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Général
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1					S1				
S2	36,00 €				S2	61,00 €			
S3	38,00 €				S3	66,00 €			
S3+	44,00 €				S3+	76,00 €			
S4	48,00 €				S4	84,00 €			
S5	57,00 €				S5	94,00 €			
S6	57,00 €				S6	94,00 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	8,50 €				P1	16,00 €			
P2	14,50 €				P2	24,00 €			
P3	21,50 €	22,50 €			P3	34,00 €	35,00 €		
P3+	40,50 €	42,00 €	43,00 €		P3+	69,00 €	71,50 €	73,00 €	
P4	55,50 €	57,50 €	59,00 €	59,50 €	P4	96,00 €	99,50 €	102,00 €	103,00 €
P5	78,00 €	80,50 €	82,50 €	84,00 €	P5	129,00 €	133,50 €	136,50 €	138,50 €
P6	123,00 €	123,00 €	128,50 €	130,00 €	P6	223,00 €	223,00 €	230,50 €	235,50 €

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants					Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021					Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
Bloc S					Bloc S				
S1					S1				
S2	31,78 €				S2	53,85 €			
S3	33,55 €				S3	58,27 €			
S3+	38,85 €				S3+	67,10 €			
S4	42,38 €				S4	74,16 €			
S5	50,32 €				S5	82,99 €			
S6	50,32 €				S6	82,99 €			
Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible	Bloc P		Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,50 €				P1	14,13 €			
P2	12,80 €				P2	21,19 €			
P3	18,98 €	19,86 €			P3	30,02 €	30,90 €		
P3+	35,76 €	37,08 €	37,96 €		P3+	60,92 €	63,12 €	64,45 €	
P4	49,00 €	50,76 €	52,09 €	52,53 €	P4	84,75 €	87,84 €	90,05 €	90,93 €
P5	68,86 €	71,07 €	72,83 €	74,16 €	P5	113,89 €	117,86 €	120,51 €	122,27 €
P6	108,59 €	108,59 €	113,45 €	114,77 €	P6	196,87 €	196,87 €	203,50 €	207,91 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Général	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Régime des frais médicaux collectifs des ETAM (groupe fermé)
Gamme nationale - Régime Alsace-Moselle
Cotisation pour la formulation Conjoint Distinct
(cotisation en forfait mensuel en euro)

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1				
S2	12,00 €			
S3	14,00 €			
S3+	16,00 €			
S4	20,00 €			
S5	26,00 €			
S6	26,00 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	8,50 €			
P2	14,50 €			
P3	21,50 €	22,50 €		
P3+	40,50 €	42,00 €	43,00 €	
P4	55,50 €	57,50 €	59,00 €	59,50 €
P5	78,00 €	80,50 €	82,50 €	84,00 €
P6	123,00 €	123,00 €	128,50 €	130,00 €

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1				
S2	19,00 €			
S3	22,50 €			
S3+	27,50 €			
S4	34,00 €			
S5	45,00 €			
S6	45,00 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	16,00 €			
P2	24,00 €			
P3	34,00 €	35,00 €		
P3+	69,00 €	71,50 €	73,00 €	
P4	96,00 €	99,50 €	102,00 €	103,00 €
P5	129,00 €	133,50 €	136,50 €	138,50 €
P6	223,00 €	223,00 €	230,50 €	235,50 €

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDI" = Salarié + Enfants				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1				
S2	10,59 €			
S3	12,36 €			
S3+	14,13 €			
S4	17,66 €			
S5	22,95 €			
S6	22,95 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	7,50 €			
P2	12,80 €			
P3	18,98 €	19,86 €		
P3+	35,76 €	37,08 €	37,96 €	
P4	49,00 €	50,76 €	52,09 €	52,53 €
P5	68,86 €	71,07 €	72,83 €	74,16 €
P6	108,59 €	108,59 €	113,45 €	114,77 €

Cotisation ETAM (groupe fermé) "CDC" = Salarié + Enfants + Conjoint				
Cotisation mensuelle HT ⁽²⁾ au 1 ^{er} janvier 2021				
	Bloc S			
S1				
S2	16,77 €			
S3	19,86 €			
S3+	24,28 €			
S4	30,02 €			
S5	39,73 €			
S6	39,73 €			
	Bloc P	Px+1 Cible	Px+2 Cible	Px+3 Cible
P1	14,13 €			
P2	21,19 €			
P3	30,02 €	30,90 €		
P3+	60,92 €	63,12 €	64,45 €	
P4	84,75 €	87,84 €	90,05 €	90,93 €
P5	113,89 €	117,86 €	120,51 €	122,27 €
P6	196,87 €	196,87 €	203,50 €	207,91 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

Module additionnel	
Service Assistance	Cotisation mensuelle au 1 ^{er} janvier 2021
Régime Alsace-Moselle	1,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Annexe N° 22
Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du
« Règlement des compléments collectifs « Renfort dépassements d'honoraires » »

Règlement des compléments collectifs « Renfort dépassements d'honoraires » Annexe de garanties au 1^{er} janvier 2021

Les garanties sont exprimées en pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale.
Tous les remboursements s'entendent :

- dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale,
- à l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale,
- à l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L. 162-5 du code de la Sécurité sociale,
 - de la majoration de participation prévue aux articles L. 162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L. 1111-15 du code de la santé publique.

Praticien	Garanties résultantes ⁽¹⁾		
	Renfort 1	Renfort 2	Renfort 3
Non OPTAM	200 % BR SS	300 % BR SS	500 % BR SS
OPTAM		Frais réels	Frais réels

OPTAM : option pratique tarifaire maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

(1) Honoraires médicaux en médecine de ville ou en cas d'hospitalisation, dans les conditions et limites détaillées au règlement.

Règlement des compléments collectifs
Renfort dépassements d'honoraires
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Gamme nationale
Régime Général et Alsace-Moselle

Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

Cotiation TTC⁽¹⁾ en fonction de la formulation d'adhésion Socle "Frais médicaux collectifs" :

A) Pour la formulation «Global Famille»

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,25%	0,45%
	S3+	160%	0,15%	0,35%	0,55%
	S1 - S2 - S3	100%	0,50%	0,70%	0,90%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,10%		

B) Pour la formulation «Conjoint Distinct»

➤ CDI = Salarié + Enfants

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,20%	0,35%
	S3+	160%	0,15%	0,25%	0,40%
	S1 - S2 - S3	100%	0,35%	0,50%	0,60%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,10%		

➤ CDC = Salarié + Enfants + Conjoint

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,45%	0,80%
	S3+	160%	0,20%	0,60%	0,90%
	S1 - S2 - S3	100%	0,75%	1,05%	1,35%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,15%		

C) Pour la formulation «Adulte / Enfant»

➤ Adulte

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,15%	0,25%
	S3+	160%	0,10%	0,20%	0,30%
	S1 - S2 - S3	100%	0,30%	0,40%	0,50%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,05%		

➤ Enfant

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,05%	0,05%
	S3+	160%	0,05%	0,10%	0,10%
	S1 - S2 - S3	100%	0,10%	0,15%	0,15%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,05%		

D) Pour la formulation «Isolé / Duo / Famille»

➤ Isolé (le salarié)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,15%	0,25%
	S3+	160%	0,10%	0,20%	0,30%
	S1 - S2 - S3	100%	0,30%	0,40%	0,50%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,05%		

➤ Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,25%	0,45%
	S3+	160%	0,15%	0,35%	0,55%
	S1 - S2 - S3	100%	0,50%	0,70%	0,90%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,10%		

➤ Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,35%	0,55%
	S3+	160%	0,20%	0,50%	0,70%
	S1 - S2 - S3	100%	0,70%	1,00%	1,20%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,15%		

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 20,27% .

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Règlement des compléments collectifs
Renfort dépassements d'honoraires
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Gamme nationale
Régime Général et Alsace -Moselle
Cotisation en pourcentage de salaire dans la limite de la fraction du salaire inférieur ou égale à un PSS

Cotiation HT⁽¹⁾ en fonction de la formulation d'adhésion Socle "Frais médicaux collectifs" :

A) Pour la formulation «Global Famille»

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,21%	0,37%
	S3+	160%	0,12%	0,29%	0,46%
	S1 - S2 - S3	100%	0,42%	0,58%	0,75%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,08%	

B) Pour la formulation «Conjoint Distinct»

➤ CDI = Salarié + Enfants

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,17%	0,29%
	S3+	160%	0,12%	0,21%	0,33%
	S1 - S2 - S3	100%	0,29%	0,42%	0,50%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,08%	

➤ CDC = Salarié + Enfants + Conjoint

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,37%	0,67%
	S3+	160%	0,17%	0,50%	0,75%
	S1 - S2 - S3	100%	0,62%	0,87%	1,12%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,12%	

C) Pour la formulation «Adulte / Enfant»

➤ Adulte

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,12%	0,21%
	S3+	160%	0,08%	0,17%	0,25%
	S1 - S2 - S3	100%	0,25%	0,33%	0,42%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,04%	

➤ Enfant

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,04%	0,04%
	S3+	160%	0,04%	0,08%	0,08%
	S1 - S2 - S3	100%	0,08%	0,12%	0,12%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,04%	

D) Pour la formulation «Isolé / Duo / Famille»

➤ Isolé (le salarié)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,12%	0,21%
	S3+	160%	0,08%	0,17%	0,25%
	S1 - S2 - S3	100%	0,25%	0,33%	0,42%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,04%	

➤ Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,21%	0,37%
	S3+	160%	0,12%	0,29%	0,46%
	S1 - S2 - S3	100%	0,42%	0,58%	0,75%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,08%	

➤ Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,29%	0,46%
	S3+	160%	0,17%	0,42%	0,58%
	S1 - S2 - S3	100%	0,58%	0,83%	1,00%
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%		0,12%	

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 20,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Règlement des compléments collectifs
Renfort dépassements d'honoraires
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Gamme nationale
Régime Général et Alsace -Moselle
Cotisation en forfait mensuel en euro

Cotiation TTC⁽¹⁾ en fonction de la formulation d'adhésion Socle "Frais médicaux collectifs" :

A) Pour la formulation «Global Famille»

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		7,50 €	13,00 €
	S3+	160%	3,00 €	9,00 €	14,00 €
	S1 - S2 - S3	100%	9,50 €	14,00 €	18,00 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,00 €		

B) Pour la formulation «Conjoint Distinct»

➤ CDI = Salarié + Enfants

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		4,50 €	7,50 €
	S3+	160%	2,00 €	5,50 €	8,50 €
	S1 - S2 - S3	100%	5,50 €	8,00 €	10,00 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	1,00 €		

➤ CDC = Salarié + Enfants + Conjoint

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		8,00 €	13,50 €
	S3+	160%	3,50 €	9,50 €	14,50 €
	S1 - S2 - S3	100%	12,00 €	17,00 €	21,00 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,50 €		

C) Pour la formulation «Adulte / Enfant»

➤ Adulte

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		4,00 €	7,00 €
	S3+	160%	1,50 €	5,00 €	8,00 €
	S1 - S2 - S3	100%	5,00 €	7,50 €	9,50 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	1,00 €		

➤ Enfant

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		1,00 €	1,50 €
	S3+	160%	1,00 €	2,00 €	2,50 €
	S1 - S2 - S3	100%	2,50 €	3,00 €	3,50 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,50 €		

D) Pour la formulation «Isolé / Duo / Famille»

➤ Isolé (le salarié)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		4,00 €	7,00 €
	S3+	160%	1,50 €	5,00 €	8,00 €
	S1 - S2 - S3	100%	5,00 €	7,50 €	9,50 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	1,00 €		

➤ Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		7,50 €	13,00 €
	S3+	160%	3,00 €	9,00 €	14,00 €
	S1 - S2 - S3	100%	9,50 €	14,00 €	18,00 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,00 €		

➤ Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		9,50 €	16,50 €
	S3+	160%	4,00 €	10,50 €	18,00 €
	S1 - S2 - S3	100%	12,50 €	18,50 €	23,50 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,50 €		

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 : TSA à 20,27% .

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Règlement des compléments collectifs
Renfort dépassements d'honoraires
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Gamme nationale
Régime Général et Alsace -Moselle
Cotisation en forfait mensuel en euro

Cotiation HT⁽¹⁾ en fonction de la formulation d'adhésion Socle "Frais médicaux collectifs" :

A) Pour la formulation «Global Famille»

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		6,24 €	10,81 €
	S3+	160%	2,49 €	7,48 €	11,64 €
	S1 - S2 - S3	100%	7,90 €	11,64 €	14,97 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	1,66 €		

B) Pour la formulation «Conjoint Distinct»

➤ CDI = Salarié + Enfants

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		3,74 €	6,24 €
	S3+	160%	1,66 €	4,57 €	7,07 €
	S1 - S2 - S3	100%	4,57 €	6,65 €	8,31 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,83 €		

➤ CDC = Salarié + Enfants + Conjoint

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		6,65 €	11,22 €
	S3+	160%	2,91 €	7,90 €	12,06 €
	S1 - S2 - S3	100%	9,98 €	14,13 €	17,46 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,08 €		

C) Pour la formulation «Adulte / Enfant»

➤ Adulte

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		3,33 €	5,82 €
	S3+	160%	1,25 €	4,16 €	6,65 €
	S1 - S2 - S3	100%	4,16 €	6,24 €	7,90 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,83 €		

➤ Enfant

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		0,83 €	1,25 €
	S3+	160%	0,83 €	1,66 €	2,08 €
	S1 - S2 - S3	100%	2,08 €	2,49 €	2,91 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,42 €		

D) Pour la formulation «Isolé / Duo / Famille»

➤ Isolé (le salarié)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		3,33 €	5,82 €
	S3+	160%	1,25 €	4,16 €	6,65 €
	S1 - S2 - S3	100%	4,16 €	6,24 €	7,90 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	0,83 €		

➤ Duo (le salarié + conjoint ou le salarié + 1 enfant)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		6,24 €	10,81 €
	S3+	160%	2,49 €	7,48 €	11,64 €
	S1 - S2 - S3	100%	7,90 €	11,64 €	14,97 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	1,66 €		

➤ Famille (le salarié + 2 ou plus membres de la famille)

	Arrivée		200%	300%	500%
	Départ				
Non Optam	S4 - S5	200%		7,90 €	13,72 €
	S3+	160%	3,33 €	8,73 €	14,97 €
	S1 - S2 - S3	100%	10,39 €	15,38 €	19,54 €
Optam	S3+ - S4 - S5	200%			
	S1 - S2 - S3	100%	2,08 €		

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 20,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégué de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Annexe N° 23

Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du *« Règlement des compléments individuels de frais médicaux »*

Règlement des compléments individuels de frais médicaux
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18^e de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du code de la santé publique.

Options de la gamme nationale								
Bloc S		Part S.S. RG ⁽¹⁾	S2	S3	S3+	S4	S5 / S6	
Soins Courants	Honoraires médicaux Consultations et visites (généralistes et spécialistes) Actes techniques médicaux Radiologie Soins externes	70% 60% à 70%	100%	100% (160% si OPTAM)	160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	
	Honoraires paramédicaux Auxiliaires médicaux, soins infirmiers Transport	60% 65%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Analyses et examens de laboratoires	60%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Médicaments	65%						
	Pharmacie remboursées par la S.S.	30% 15%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Vaccins non remboursés par S.S. ⁽¹¹⁾	-	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Tous vaccins 60 €	Tous vaccins 60 €	
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	-	30€ / an / bénéf.	40€ / an / bénéf.	60€ / an / bénéf.	80€ / an / bénéficiaire	
	Matériel médical ⁽²⁾ Appareillages orthopédiques et autres prothèses	- 60%	- 250%	- 350%	- 500%	- 550%	- 650%	
Hospitalisation	Honoraires							
	Honoraires, Frais de séjour ⁽³⁾	80%	100%	100% (160% si OPTAM)	160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	
	Chambre particulière ⁽³⁾	-	-	45 € / jour	60 € / jour	75 € / jour	100 € / jour	
	Lit accompagnant pour enfants de moins de 12 ans ⁽³⁾ ou bénéficiaires de plus de 70 ans ⁽³⁾	-	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	
	Actes médicaux supérieurs à 120 € - 1 forfait	100% -	100%	100%	100%	100%	100%	
Forfait journalier hospitalier ⁽³⁾⁽⁴⁾		-	oui	oui	oui	oui	oui	
Bloc P		Part S.S. RG ⁽¹⁾	P2	P3	P3+	P4	P5	P6
Optique	Equipement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ^(a)	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autre équipement optique (verres et monture) - Equipement combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ^(b)	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- Equipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾ <u>Equipement à verres unifocaux</u> Dans Sévane Hors Sévane	60% ^(c)	175 € 125 €	200 € 150 €	300 € 200 €	350 € 250 €	400 € 300 €	420 € 350 €
	<u>Equipement à verres progressifs⁽⁹⁾</u> Dans Sévane Hors Sévane		250 € 200 €	300 € 250 €	400 € 300 €	500 € 400 €	600 € ⁽¹⁰⁾ 500 €	700 € ⁽¹⁰⁾ 600 €
	<u>Supplément forte correction⁽¹¹⁾</u>		+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ^(c)
	Lentilles ⁽¹²⁾ Lentilles remboursées par la S.S. Lentilles non remboursées par la S.S.	60% - -	100% + 120 € - -	100% + 120 € 80 € -	100% + 150 € 125 € -	100% + 200 € 150 € -	100% + 200 € 175 € -	100% + 250 € 250 € -
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾	-	-	200 € / œil	300 € / œil	400 € / œil	500 € / œil	500 € / œil
Dentaire	Soins et Prothèses dentaires 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires Inlay / onlay (par acte)	70%	100%	125%	150%	200%	250%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Parodontologie non pris en charge par la S.S. (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾	-	-	200 €	250 €	300 €	350 €	400 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾ Prothèses dentaires remboursées par la S.S. : - Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾ - Autres prothèses	70%	250% 250%	350% 350%	Frais réels 450%	Frais réels 500%	Frais réels 550%	Frais réels 600%
	Orthodontie Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre) Orthodontie adulte non prise en charge par la S.S. (par semestre) ⁽¹⁷⁾	100% - -	200% - -	200% 200 €	250% 300 €	300% 400 €	400% 500 €	400% 600 €
	Implants (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾ Dans Sévane Hors Sévane	- -	- -	400 € 200 €	600 € 300 €	800 € 400 €	1 000 € 500 €	1 200 € 600 €
Aides auditives	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²³⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾ - Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans Dans Sévane Hors Sévane	60%	1 000 € 950 €	1 100 € 950 €	1 200 € 950 €	1 350 € 1 100 €	1 500 € 1 100 €	1 700 € 1 300 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 700 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%
Prestations complémentaires	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾ Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Eliopistes, Diététiciens, Psychologues	-	-	2 x 40 €	3 x 40 €	4 x 40 €	4 x 50 €	4 x 60 €
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% + 100 €	100% + 150 €	100% + 150 €	100% + 300 €	100% + 300 €	100% + 300 €

Règlement des compléments individuels de frais médicaux

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Options régionales PCE 1 et PCE 2

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du code de la santé publique

Options régionales				
réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89 selon les modalités définies à l'article 2 de l'annexe des « Dispositions spécifiques aux groupes fermés »				
Bloc S		Part S.S. RG*	PCE 1	PCE 2
Soins courants	Honoraires médicaux			
	Consultations, visites (généralistes, spécialistes)	70%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Actes techniques médicaux		160% (200% si OPTAM)	200%
	Radiologie			(Frais réels si OPTAM)
	Soins externes	60% à 70%	100%	100%
	Honoraires paramédicaux			
	Auxiliaires médicaux, analyses, soins infirmiers	60%	100%	100%
	Transports	65%		
	Analyses et examens de laboratoire	60%	100%	100%
	Médicaments			
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% / 30% 15%	100%	100%
	Vaccins non remboursés par la S.S. ⁽¹⁾	-	Vaccin anti-grippe : 15 €	Tous vaccins : 60 €
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire
	Matériel médical⁽²⁾			
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	300%	550%
	Honoraires			
	Honoraires, frais de séjour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	80%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Chambre particulière dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	-	70 € / jour	90 € / jour
	Lit accompagnant ⁽³⁰⁾	-	23 € / jour ⁽³⁾ pour les enfants de -15 ans	23 € / jour ⁽³⁾ pour les enfants de -15 ans
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100% - 1 forfait	100%	100%
Bloc P	Forfait journalier hospitalier dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽³⁰⁾	-	oui	oui
	Part S.S. RG*			
	Optique			
	Equipelement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ^(a)	Frais réels	Frais réels
	Autres équipement optique (verres et monture)			
	- équipement mixte combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ^(b)	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- équipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾			
	a) 1 équipement Monture et / ou verres unifocaux - dont pour la monture	60% ^(c)	300 € 100 €	420 € 100 €
	b) 1 équipement Monture et / ou verres progressifs ⁽⁹⁾ - dont pour la monture		400 € 100 €	600 € ⁽¹⁰⁾ 100 €
	* Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+50 € / verre	+50 € / verre
Dentaire	Lentilles⁽¹²⁾			
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100% + 150€ ⁽³³⁾	100% + 200 € ⁽³³⁾
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	135 €	150 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾⁽³⁴⁾	-	450 €	450 €
	Soins et prothèses dentaires 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires			
	Inlay / Onlay (par acte)	70%	150%	200%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	140%
	Parodontologie non prise en charge par la SS (par an par bénéf) ⁽¹²⁾	-	200 €	300 €
	Prothèses dentaires⁽²⁾			
Aides auditives	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. : - Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾ - Autres prothèses	70%	400% 400%	Frais réels 450%
	Orthodontie			
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	250%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la SS (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	300 €
	Implants ⁽¹²⁾	-	300 €	400 €
	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²³⁾	60%	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives⁽²⁾⁽¹⁸⁾			
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans	60%	950 €	1 100 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾	-	100%	100%
Prestations complémentaires	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	3 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond 240 € / an / famille)	4 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond : 320 € / an / famille)
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues, podologue, pédicure	-		
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% TM + 200 €	100% + 360 €

Régime des compléments individuels de frais médicaux ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Notes communes à l'ensemble des options

- (1) Vaccin prescrit ayant reçu une autorisation de mise sur le marché. Montant en euros : plafond par an et par bénéficiaire.
- (2) Le remboursement annuel des prestations est plafonné par bénéficiaire suivant les modalités définies dans l'article 12.5 du règlement. Au-delà de ce plafond, le remboursement est limité au montant du ticket modérateur, sauf pour les "Soins et Prothèses dentaires 100% Santé".
- (3) Sans limitation de durée.
- (4) Prise en charge suivant les dispositions de l'article L. 174-4 du code de la Sécurité sociale.
- (5) Equipement 100% Santé "Classe A", pris en charge dans les conditions définies par l'arrêté du 3 Décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13) portant modification des modalités de prise en charge de dispositifs médicaux et prestations associées pour la prise en charge d'optique médicale au chapitre 2 du titre II de la liste prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la Sécurité sociale, dans la limite des prix limites de vente définis par la réglementation.
Est également remboursée selon les mêmes conditions, la prestation d'appairage pour des verres d'indices de réfraction différents, la prestation d'adaptation visuelle et le supplément applicable pour les verres avec filtre (selon les conditions prévues à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale).
Pour les équipements combinant des verres « 100% Santé » et une monture libre, le remboursement des verres se réalise selon les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
La prestation d'adaptation visuelle est remboursée à hauteur du ticket modérateur.
- (6) Renouvellement :
 - pour les bénéficiaires de 16 ans et plus : après une période minimale de 24 mois après la dernière prise en charge,
 - pour les bénéficiaires de moins de 16 ans : après une période minimale de 12 mois après le dernier remboursement d'un équipement.

Par dérogation, le renouvellement anticipé de ces équipements est possible dans les conditions prévues l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
- (7) Dans le respect des minimums prévus par le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 et dans la limite de prix fixés en application de l'article L. 165-3 du code de la Sécurité sociale.
Le remboursement de la monture se fait dans la limite des frais réellement engagés et dans la limite de 100 €.
- (8) Avec monture libre ou monture 100% Santé. Le remboursement de la monture libre est limité à 100 € par équipement.
- (9) Il s'agit d'un équipement remboursé par la Sécurité sociale comportant des verres progressifs ou multifocaux.
- (10) En cas de présence d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal dans un même équipement optique, le remboursement total par BTP-PRÉVOYANCE et le Régime de base ne peut excéder :
 - 560 €, si l'équipement comporte un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 610 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal, mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 700 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal, tous deux mentionnés au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 750 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;

Ces montants s'entendent y compris les suppléments fortes corrections.
- (11) Dispositions applicables pour tous verres optiques sauf les verres des catégories suivantes :
 - les verres unifocaux listés dans le a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - et les verres multifocaux ou progressifs suivants et listés dans le c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 :
 - 1) verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre -4,00 et + 4,00 dioptries,
 - 2) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre - 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries,
 - 3) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.
- (12) Montant en euros : forfait par an et par bénéficiaire.
- (13) Montant en euros : par œil, par bénéficiaire et par an.
- (14) Soins et prothèses dentaires relevant du « 100% Santé », définis par la réglementation, dans la limite des honoraires de facturation fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.

- (15) Les soins dentaires s'entendent par les actes codés AXI, END, SDE et TDS des codes de regroupement de la CCAM Dentaire
- (16) Prothèses hors « 100% Santé », auxquelles s'appliquent des honoraires limites de facturation. Dans la limite des honoraires de facturation (LHF) fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
A partir du niveau P3+, les prothèses à « honoraires maîtrisés » sont prises en charge à hauteur des frais réellement engagés, dans la limite des honoraires de facturation définis par la réglementation.
- (17) Prise en charge limitée à 6 semestres consécutifs
- (18) Limité à un appareil par oreille par période de quatre ans, par bénéficiaire et selon les conditions précisées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
- (19) S'entendent comme pris en charge par la Sécurité sociale, les accessoires suivants :
- ❖ Ecouteur,
 - ❖ Microphone,
 - ❖ Embout auriculaire pour :
 - bénéficiaire de moins 2 ans => 4 embouts / an / appareil
 - bénéficiaire de plus de 2 ans => 1 embout /an/appareil
 - ❖ Pile sans mercure.
- (20) Les médecines complémentaires et alternatives agréées comprennent les spécialités suivantes :
- Ostéopathes titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Chiropracteurs diplômés par une école en France et membre de l'AFC ;
 - Acupuncteurs inscrits au conseil de l'ordre des médecins ;
 - Etiopathes inscrits au Registre National des Etiopathes auprès du Ministère chargé de la santé ;
 - Diététiciens titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Psychologues titulaire d'un diplôme universitaire de psychologie.
- Les soins doivent être effectués en France métropolitaine.
- (21) S'entend par bénéficiaire, en montant maximum par séance et dans la limite du nombre de séances indiquées par an et dans la limite d'un plafond annuel par famille. Remboursement sur la base de factures acquittées.
Les plafonds annuels par famille par niveau :
- P3 : 160 € / an
 - P3+ : 240 € / an
 - P4 : 320 € / an
 - P5 : 450 € / an
 - P6 : 480 € / an
- (22) Montant en euros : limité à une cure par an et par bénéficiaire.
- (23) Prothèses auditives relevant du «100% Santé », définies par la réglementation, dans la limite des prix limites de vente (PLV) fixés par l'avis du 28 novembre 2018 relatif à la tarification des aides auditives visées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale. Remboursement d'un équipement par période de quatre ans.
- (a) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du Prix Limite de Vente (PLV).
- (b) Pour les verres : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du PLV ;
Pour la monture : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 €.
- (c) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 € par verre et à 0,05 € pour la monture.
- (e) + 140 € / verre unifocal.

* Prise en charge de la Sécurité sociale Régime Général

OPTAM : le praticien est reconnu en catégorie Option Pratique Tarifaire Maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

Notes spécifiques aux options régionales PCE 1 et PCE 2

- (30) A l'exclusion des prestations dites hôtelières (boissons, téléphone, TV, kit de nuit, blanchisserie, ...)
- (33) Le remboursement ne peut pas être inférieur à 85% des frais réels (moins le remboursement de la Sécurité sociale)
- (34) Prise en charge limitée à certains actes - contacter nos services pour plus d'informations.

Régime des compléments individuels de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle - formule Adulte de moins de 26 ans / Enfant
Gamme nationale

Régime Général et Alsace - Moselle

Module Soins		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
S1	S2	2,00 €	1,00 €	1,77 €	0,88 €
	S3	6,00 €	2,50 €	5,30 €	2,21 €
	S3+	10,50 €	5,00 €	9,27 €	4,41 €
	S4	17,50 €	8,50 €	15,45 €	7,50 €
	S5	23,00 €	9,50 €	20,31 €	8,39 €
S2	S3	4,00 €	1,50 €	3,53 €	1,32 €
	S3+	9,00 €	4,00 €	7,95 €	3,53 €
	S4	15,50 €	7,50 €	13,68 €	6,62 €
	S5	21,50 €	8,50 €	18,98 €	7,50 €
S3	S3+	6,00 €	3,00 €	5,30 €	2,65 €
	S4	12,00 €	6,50 €	10,59 €	5,74 €
	S5	17,50 €	7,50 €	15,45 €	6,62 €
S3+	S4	7,50 €	4,00 €	6,62 €	3,53 €
	S5	13,00 €	5,00 €	11,48 €	4,41 €
S4	S5	5,50 €	2,00 €	4,86 €	1,77 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].
En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :
- le Conseil d'administration a pourvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Module Prothèses Tarifs de référence		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
P1	P2	4,50 €	2,00 €	3,97 €	1,77 €
	P3	10,00 €	6,00 €	8,83 €	5,30 €
	P3+	25,00 €	12,50 €	22,07 €	11,04 €
	P4	36,50 €	16,50 €	32,22 €	14,57 €
	P5	47,50 €	23,00 €	41,94 €	20,31 €
	P6	60,50 €	28,00 €	53,41 €	24,72 €
P2	P3	6,00 €	4,00 €	5,30 €	3,53 €
	P3+	20,00 €	10,50 €	17,66 €	9,27 €
	P4	30,50 €	14,50 €	26,93 €	12,80 €
	P5	42,50 €	21,00 €	37,52 €	18,54 €
	P6	56,00 €	26,00 €	49,44 €	22,95 €
P3	P3+	14,00 €	6,50 €	12,36 €	5,74 €
	P4	25,50 €	10,50 €	22,51 €	9,27 €
	P5	36,00 €	17,00 €	31,78 €	15,01 €
	P6	49,50 €	22,00 €	43,70 €	19,42 €
P3+	P4	11,00 €	4,00 €	9,71 €	3,53 €
	P5	22,00 €	11,00 €	19,42 €	9,71 €
	P6	35,00 €	16,00 €	30,90 €	14,13 €
P4	P5	10,50 €	6,50 €	9,27 €	5,74 €
	P6	24,00 €	12,00 €	21,19 €	10,59 €
P5	P6	11,50 €	6,00 €	10,15 €	5,30 €

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].
En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :
- le Conseil d'administration a pourvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Prothèses majoré		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
P1	P2	4,65 €	2,05 €	4,11 €	1,81 €
	P3	10,30 €	6,20 €	9,09 €	5,47 €
	P3+	25,75 €	12,90 €	22,73 €	11,39 €
	P4	37,60 €	17,00 €	33,20 €	15,01 €
	P5	48,95 €	23,70 €	43,22 €	20,92 €
	P6	62,30 €	28,85 €	55,00 €	25,47 €
P2	P3	6,20 €	4,10 €	5,47 €	3,62 €
	P3+	20,60 €	10,80 €	18,19 €	9,53 €
	P4	31,40 €	14,95 €	27,72 €	13,20 €
	P5	43,75 €	21,65 €	38,62 €	19,11 €
	P6	57,70 €	26,80 €	50,94 €	23,66 €
P3	P3+	14,40 €	6,70 €	12,71 €	5,92 €
	P4	26,25 €	10,80 €	23,17 €	9,53 €
	P5	37,10 €	17,50 €	32,75 €	15,45 €
	P6	51,00 €	22,65 €	45,03 €	20,00 €
P3+	P4	11,35 €	4,10 €	10,02 €	3,62 €
	P5	22,65 €	11,35 €	20,00 €	10,02 €
	P6	36,05 €	16,50 €	31,83 €	14,57 €
P4	P5	10,80 €	6,70 €	9,53 €	5,92 €
	P6	24,70 €	12,35 €	21,81 €	10,90 €
P5	P6	11,85 €	6,20 €	10,46 €	5,47 €

Régime des compléments individuels de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle - formule Adulte de plus de 25 ans / Enfant

Gamme nationale

Régime Général et Alsace - Moselle

Module Soins		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
S1	S2	3,00 €	1,00 €	2,65 €	0,88 €
	S3	7,50 €	2,50 €	6,62 €	2,21 €
	S3+	13,50 €	5,00 €	11,92 €	4,41 €
	S4	22,00 €	8,50 €	19,42 €	7,50 €
	S5	29,00 €	9,50 €	25,60 €	8,39 €
S2	S3	5,00 €	1,50 €	4,41 €	1,32 €
	S3+	11,50 €	4,00 €	10,15 €	3,53 €
	S4	19,50 €	7,50 €	17,22 €	6,62 €
	S5	27,00 €	8,50 €	23,84 €	7,50 €
S3	S3+	7,50 €	3,00 €	6,62 €	2,65 €
	S4	15,50 €	6,50 €	13,68 €	5,74 €
	S5	22,50 €	7,50 €	19,86 €	6,62 €
S3+	S4	9,50 €	4,00 €	8,39 €	3,53 €
	S5	16,50 €	5,00 €	14,57 €	4,41 €
S4	S5	7,00 €	2,00 €	6,18 €	1,77 €

S = Modules Soins et Hospitalisation

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pourvoir pour répartir ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Module Prothèses Tarifs de référence		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
P1	P2	6,00 €	2,00 €	5,30 €	1,77 €
	P3	13,00 €	6,00 €	11,48 €	5,30 €
	P3+	31,50 €	12,50 €	27,81 €	11,04 €
	P4	46,00 €	16,50 €	40,61 €	14,57 €
	P5	59,50 €	23,00 €	52,53 €	20,31 €
	P6	76,00 €	28,00 €	67,10 €	24,72 €
P2	P3	8,00 €	4,00 €	7,06 €	3,53 €
	P3+	26,00 €	10,50 €	22,95 €	9,27 €
	P4	40,00 €	14,50 €	35,31 €	12,80 €
	P5	53,50 €	21,00 €	47,23 €	18,54 €
	P6	70,00 €	26,00 €	61,80 €	22,95 €
P3	P3+	18,00 €	6,50 €	15,89 €	5,74 €
	P4	32,00 €	10,50 €	28,25 €	9,27 €
	P5	45,50 €	17,00 €	40,17 €	15,01 €
	P6	62,00 €	22,00 €	54,74 €	19,42 €
P3+	P4	14,00 €	4,00 €	12,36 €	3,53 €
	P5	27,50 €	11,00 €	24,28 €	9,71 €
	P6	44,00 €	16,00 €	38,85 €	14,13 €
P4	P5	13,50 €	6,50 €	11,92 €	5,74 €
	P6	30,00 €	12,00 €	26,49 €	10,59 €
P5	P6	14,50 €	6,00 €	12,80 €	5,30 €

P = Modules Optique, Prothèses et Divers

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pourvoir pour répartir ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Module Prothèses Tarifs majorés		Adulte		Enfant	
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
P1	P2	6,20 €	2,05 €	5,47 €	1,81 €
	P3	13,40 €	6,20 €	11,83 €	5,47 €
	P3+	32,45 €	12,90 €	28,65 €	11,39 €
	P4	47,40 €	17,00 €	41,85 €	15,01 €
	P5	61,30 €	23,70 €	54,12 €	20,92 €
	P6	78,30 €	28,85 €	69,13 €	25,47 €
P2	P3	8,25 €	4,10 €	7,28 €	3,62 €
	P3+	26,80 €	10,80 €	23,66 €	9,53 €
	P4	41,20 €	14,95 €	36,37 €	13,20 €
	P5	55,10 €	21,65 €	48,64 €	19,11 €
	P6	72,10 €	26,80 €	63,65 €	23,66 €
P3	P3+	18,55 €	6,70 €	16,38 €	5,92 €
	P4	32,95 €	10,80 €	29,09 €	9,53 €
	P5	46,85 €	17,50 €	41,36 €	15,45 €
	P6	63,85 €	22,65 €	56,37 €	20,00 €
P3+	P4	14,40 €	4,10 €	12,71 €	3,62 €
	P5	28,35 €	11,35 €	25,03 €	10,02 €
	P6	45,30 €	16,50 €	39,99 €	14,57 €
P4	P5	13,90 €	6,70 €	12,27 €	5,92 €
	P6	30,90 €	12,35 €	27,28 €	10,90 €
P5	P6	14,95 €	6,20 €	13,20 €	5,47 €

Régime des compléments individuels de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle - formule Conjoint Distinct (groupe fermé)

Gamme nationale

Régime Général et Alsace - Moselle

Modules Soins et hospitalisation		Cotisation Salarié + Enfants		Cotisation Salarié + Enfants + Conjoint		Modules Optique, Prothèses et Divers		Cotisation Salarié + Enfants		Cotisation Salarié + Enfants + Conjoint	
		Tarif TTC ⁽¹⁾	Tarif HT ⁽²⁾	Tarif TTC ⁽¹⁾	Tarif HT ⁽²⁾			Tarif TTC ⁽¹⁾	Tarif HT ⁽²⁾	Tarif TTC ⁽¹⁾	Tarif HT ⁽²⁾
S1	S2	5,00 €	4,41 €	7,00 €	6,18 €	P1	P2	9,00 €	7,95 €	13,00 €	11,48 €
	S3	10,00 €	8,83 €	18,00 €	15,89 €		P3	20,00 €	17,66 €	28,00 €	24,72 €
	S3+	19,00 €	16,77 €	27,00 €	23,84 €		P3+	40,00 €	35,31 €	64,50 €	56,94 €
	S4	27,00 €	23,84 €	44,00 €	38,85 €		P4	56,00 €	49,44 €	95,50 €	84,31 €
	S5	32,00 €	28,25 €	54,00 €	47,67 €		P5	76,00 €	67,10 €	127,00 €	112,12 €
	S6	32,00 €	28,25 €	54,00 €	47,67 €		P6	97,00 €	85,64 €	160,00 €	141,26 €
S2	S3	5,00 €	4,41 €	11,00 €	9,71 €	P2	P3	11,00 €	9,71 €	16,00 €	14,13 €
	S3+	14,00 €	12,36 €	22,00 €	19,42 €		P3+	31,00 €	27,37 €	52,50 €	46,35 €
	S4	23,00 €	20,31 €	38,00 €	33,55 €		P4	47,00 €	41,49 €	83,50 €	73,72 €
	S5	28,00 €	24,72 €	48,00 €	42,38 €		P5	67,00 €	59,15 €	115,00 €	101,53 €
	S6	28,00 €	24,72 €	48,00 €	42,38 €		P6	88,00 €	77,69 €	148,00 €	130,66 €
S3	S3+	9,00 €	7,95 €	15,00 €	13,24 €	P3	P3+	22,00 €	19,42 €	36,50 €	32,22 €
	S4	18,00 €	15,89 €	30,00 €	26,49 €		P4	38,00 €	33,55 €	67,50 €	59,59 €
	S5	23,00 €	20,31 €	40,00 €	35,31 €		P5	58,00 €	51,21 €	99,00 €	87,40 €
	S6	23,00 €	20,31 €	40,00 €	35,31 €		P6	79,00 €	69,74 €	132,00 €	116,54 €
S3+	S4	12,00 €	10,59 €	16,00 €	14,13 €	P3+	P4	20,00 €	17,66 €	32,00 €	28,25 €
	S5	17,00 €	15,01 €	25,00 €	22,07 €		P5	40,00 €	35,31 €	64,50 €	56,94 €
	S6	17,00 €	15,01 €	25,00 €	22,07 €		P6	61,00 €	53,85 €	97,50 €	86,08 €
S4	S5	8,00 €	7,06 €	10,50 €	9,27 €	P4	P5	21,00 €	18,54 €	34,00 €	30,02 €
	S6	8,00 €	7,06 €	10,50 €	9,27 €		P6	42,00 €	37,08 €	67,00 €	59,15 €
						P5	P6	22,00 €	19,42 €	33,00 €	29,13 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime des compléments individuels de frais médicaux - Tous collègues
Options régionales PCE1 et PCE2
réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle en euro - formule Adulte / Enfant

Régime Général

Option		Adulte	Enfant	Adulte	Enfant
		Cotisation TTC ⁽¹⁾		Cotisation HT ⁽²⁾	
S1P1	PCE 1	20,00 €	14,50 €	17,66 €	12,80 €
	PCE 2	48,00 €	21,00 €	42,38 €	18,54 €
PCE 1	PCE 2	29,00 €	17,00 €	25,60 €	15,01 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Annexe N° 24
Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du
« Règlement des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux »

Règlement des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du code de la santé publique.

Options de la gamme nationale									
FUF Bloc S		Part S.S. RG ¹	S1	S2	S3	S3+	S4	S5 / S6	
Soins Courants	Honoraires médicaux								
	Consultations et visites (généralistes et spécialistes)	70%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Actes techniques médicaux				(160% si OPTAM)	(200% si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)	
	Radiologie								
	Soins externes	60% à 70%							
	Honoraires paramédicaux								
	Auxiliaires médicaux, soins infirmiers	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Transport	65%							
	Analyses et examens de laboratoires	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Médicaments								
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% 30% 15%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Vaccins non remboursés par S.S. ⁽¹⁾	-	-	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Tous vaccins 60 €	Tous vaccins 60 €	
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	-	-	30€ / an / bénéf.	40€ / an / bénéf.	60€ / an / bénéf.	80€ / an / bénéficiaire	
	Matériel médical ⁽²⁾								
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	100%	250%	350%	500%	550%	650%	
	Honoraires								
	Honoraires, Frais de séjour ⁽³⁾	80%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
Optique	Chambre particulière ⁽³⁾	-	-	-	45 € / jour	60 € / jour	75 € / jour	100 € / jour	
	Lit accompagnant pour enfants de moins de 12 ans ⁽³⁾ ou bénéficiaires de plus de 70 ans ⁽³⁾	-	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	
	Actes médicaux supérieurs à 120 € - 1 forfait	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Forfait journalier hospitalier ⁽³⁾⁽⁴⁾	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui	
	Bloc P	Part S.S. RG ²	P1	P2	P3	P3+	P4	P5	P6
Optique	Equipement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% (a)	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autre équipement optique (verres et monture)								
	- Equipement combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% (b)	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- Equipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾								
	Equipement à verres unifocaux								
	Dans Séviane		100 €	175 €	200 €	300 €	350 €	400 €	420 €
	Hors Séviane		(50 € si < 16 ans)	125 €	150 €	200 €	250 €	300 €	350 €
	Equipement à verres progressifs ⁽⁹⁾	60% (c)							
	Dans Séviane		200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 € ⁽¹⁰⁾	700 € ⁽¹⁰⁾
	Hors Séviane		+ 50 € / verre unifocal si ≥ 16 ans ⁽⁸⁾	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ⁽⁸⁾
Dentaire	Supplément forte correction ⁽¹¹⁾⁽¹⁾								
	Lentilles ⁽¹²⁾								
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100%	100% + 120 €	100% + 120 €	100% + 150 €	100% + 200 €	100% + 200 €	100% + 250 €
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	-	-	80 €	125 €	175 €	250 €	250 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾	-	-	-	200 € / œil	300 € / œil	400 € / œil	500 € / œil	500 € / œil
Aides auditives	Soins et Prothèses dentaires 100% Santé ⁽¹⁴⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires								
	Inlay / onlay (par acte)		100%	100%	125%	150%	200%	250%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾	70%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Parodontologie non pris en charge par la S.S. (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾	-	-	-	200 €	250 €	300 €	350 €	400 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾								
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :								
	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	125%	250%	350%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	- Autres prothèses		125%	250%	350%	450%	500%	550%	600%
	Orthodontie								
Prestations complémentaires	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	125%	200%	200%	250%	300%	400%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la S.S. (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Implants (par an par bénéficiaire) ⁽¹³⁾								
	Dans Séviane	-	-	-	400 €	600 €	800 €	1 000 €	1 200 €
	Hors Séviane	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
Aides auditives	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²²⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾								
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans								
	Dans Séviane	60%	400 €	1 000 €	1 100 €	1 200 €	1 350 €	1 500 €	1 700 €
Prestations complémentaires	Hors Séviane				950 €	1 100 €	1 100 €	1 100 €	1 300 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 700 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	-	-	2 x 40 €	3 x 40 €	4 x 40 €	4 x 50 €	4 x 60 €
Module additionnel facultatif	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues								
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	65%	100% + 100 €	100% + 150 €	100% + 150 €	100% + 300 €	100% + 300 €	100% + 300 €
Module additionnel facultatif	Services d'assistance	-	en option	en option	en option	en option	en option	en option	Inclus

Règlement des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Options régionales PCE 1 et PCE 2

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du code de la santé publique.

Options régionales				
réservées aux entreprises des départements 01,03,07,15,21,26,38,42,43,58,63,69,71,73,74,89 selon les modalités définies à l'article 2 de l'annexe des « Dispositions spécifiques aux groupes fermés »				
Bloc S		Part S.S. RG*	PCE 1	PCE 2
Soins courants	Honoraires médicaux			
	Consultations, visites (généralistes, spécialistes)	70%	175% (200% si OPTAM)	200% (250% si OPTAM)
	Actes techniques médicaux		160% (200% si OPTAM)	200% (250% si OPTAM)
	Radiologie			
	Soins externes	60% à 70%	100%	100%
	Honoraires paramédicaux			
	Auxiliaires médicaux, analyses, soins infirmiers	60%	100%	100%
	Transports	65%		
	Analyses et examens de laboratoire	60%	100%	100%
	Médicaments			
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% - 30% 15%	100%	100%
	Vaccins non remboursés par la S.S. ⁽¹⁾	-	Vaccin anti-grippe : 15 €	Tous vaccins : 60 €
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire
	Matériel médical ⁽²⁾			
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	300%	550%
	Honoraires			
	Honoraires, frais de séjour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	80%	175% (200% si OPTAM)	200% (250% si OPTAM)
	Chambre particulière dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	-	70 € / jour	90 € / jour
	Lit accompagnant ⁽³⁰⁾	-	23 € / jour ⁽³⁾	23 € / jour ⁽³⁾
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100 % - 1 forfait	100%	100%
Optique	Forfait journalier hospitalier dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽³⁰⁾	-	oui	oui
	Divers : TV - Téléphone si hospitalisation > 15 jours	-	-	-
Bloc P		Part S.S. RG*	PCE 1	PCE 2
Optique	Equipement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ^(a)	Frais réels	Frais réels
	Autres équipement optique (verres et monture)			
	- équipement mixte combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ^(b)	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- équipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾			
	a) 1 équipement Monture et / ou verres unifocaux		300 €	420 €
	- dont pour la monture		100 €	100 €
	b) 1 équipement Monture et / ou verres progressifs ⁽⁹⁾	60% ^(c)	400 €	600 € ⁽¹⁰⁾
	- dont pour la monture		100 €	100 €
	* Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+50 € / verre	+50 € / verre
	Lentilles ⁽¹²⁾			
Dentaire	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100% + 150€ ⁽³³⁾	100% + 200 € ⁽³³⁾
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	135,00 €	150,00 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾⁽³⁴⁾	-	450 €	450 €
	Soins et prothèses dentaires 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires			
	Inlay / Onlay (par acte)	70%	150%	200%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	140%
	Parodontologie non prise en charge par la SS (par an par bénéf) ⁽¹²⁾	-	200 €	300 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾			
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :			
Aides auditives	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	400%	Frais réels
	- Autres prothèses		400%	450%
	Orthodontie			
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	250%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la SS (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	300 €
	Implants ⁽¹²⁾	-	300 €	400 €
	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁸⁾	60%	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾			
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans	60%	950 €	1 100 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €
Prestations complémentaires	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%
	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	3 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond 240 € / an / famille)	4 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond : 320 € / an / famille)
	<i>Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues, podologue, pédicure</i>			
Module additionnel facultatif	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% TM + 200 €	100% + 360 €
	Services d'assistance	-	en option	en option

Règlement des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Notes communes à l'ensemble des options

- (1) Vaccin prescrit ayant reçu une autorisation de mise sur le marché. Montant en euros : plafond par an et par bénéficiaire.
- (2) Le remboursement annuel des prestations est plafonné par bénéficiaire suivant les modalités définies dans l'article 12.5 du règlement. Au-delà de ce plafond, le remboursement est limité au montant du ticket modérateur, sauf pour les "Soins et Prothèses dentaires 100% Santé".
- (3) Sans limitation de durée
- (4) Prise en charge suivant les dispositions de l'article L. 174-4 du code de la Sécurité sociale.
- (5) Equipement 100% Santé "Classe A", pris en charge dans les conditions définies par l'arrêté du 3 Décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13) portant modification des modalités de prise en charge de dispositifs médicaux et prestations associées pour la prise en charge d'optique médicale au chapitre 2 du titre II de la liste prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la Sécurité sociale, dans la limite des prix limites de vente définis par la réglementation.
Est également remboursée selon les mêmes conditions, la prestation d'appairage pour des verres d'indices de réfraction différents, la prestation d'adaptation visuelle et le supplément applicable pour les verres avec filtre (selon les conditions prévues à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale).
Pour les équipements combinant des verres « 100% Santé » et une monture libre, le remboursement des verres se réalise selon les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
La prestation d'adaptation visuelle est remboursée à hauteur du ticket modérateur.
- (6) Renouvellement :
 - pour les bénéficiaires de 16 ans et plus : après une période minimale de 24 mois après la dernière prise en charge,
 - pour les bénéficiaires de moins de 16 ans : après une période minimale de 12 mois après le dernier remboursement d'un équipement.Par dérogation, le renouvellement anticipé de ces équipements est possible dans les conditions prévues l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
- (7) Dans le respect des minimums prévus par le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 et dans la limite de prix fixés en application de l'article L. 165-3 du code de la Sécurité sociale. Le remboursement de la monture se fait dans la limite des frais réellement engagés et dans la limite de 100 €.
- (8) Avec monture libre ou monture 100% Santé. Le remboursement de la monture libre est limité à 100 € par équipement.
- (9) Il s'agit d'un équipement remboursé par la Sécurité sociale comportant des verres progressifs ou multifocaux.
- (10) En cas de présence d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal dans un même équipement optique, le remboursement total par BTP-PRÉVOYANCE et le Régime de base ne peut excéder :
 - 560 €, si l'équipement comporte un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 610 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal, mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 700 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal, tous deux mentionnés au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 750 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;Ces montants s'entendent y compris les suppléments fortes corrections.
- (11) Dispositions applicables pour tous verres optiques sauf les verres des catégories suivantes :
 - les verres unifocaux listés dans le a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - et les verres multifocaux ou progressifs suivants et listés dans le c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 :
 - 1) verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre - 4,00 et + 4,00 dioptries
 - 2) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre - 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries
 - 3) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.
- (12) Montant en euros : forfait par an et par bénéficiaire.
- (13) Montant en euros : par œil, par bénéficiaire et par an.
- (14) Soins et prothèses dentaires relevant du « 100% Santé », définis par la réglementation, dans la limite des honoraires de facturation fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.

- (15) Les soins dentaires s'entendent par les actes codés AXI, END, SDE et TDS des codes de regroupement de la CCAM Dentaire.
- (16) Prothèses hors « 100% Santé », auxquelles s'appliquent des honoraires limites de facturation. Dans la limite des honoraires de facturation (LHF) fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
A partir du niveau P3+, les prothèses à « honoraires maîtrisés » sont prises en charge à hauteur des frais réellement engagés, dans la limite des honoraires de facturation définis par la réglementation.
- (17) Prise en charge limitée à 6 semestres consécutifs
- (18) Limité à un appareil par oreille par période de quatre ans, par bénéficiaire et selon les conditions précisées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale
- (19) S'entendent comme pris en charge par la Sécurité sociale, les accessoires suivants :
- ❖ Ecouteur
 - ❖ Microphone
 - ❖ Embout auriculaire pour :
 - bénéficiaire de moins 2 ans => 4 embouts / an / appareil
 - bénéficiaire de plus de 2 ans => 1 embout / an / appareil
 - ❖ Pile sans mercure.
- (20) Les médecines complémentaires et alternatives agréées comprennent les spécialités suivantes :
- Ostéopathes titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Chiropracteurs diplômés par une école en France et membre de l'AFC ;
 - Acupuncteurs inscrits au conseil de l'ordre des médecins ;
 - Etiopathes inscrits au Registre National des Etiopathes auprès du Ministère chargé de la santé ;
 - Diététiciens titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Psychologues titulaire d'un diplôme universitaire de psychologie.
- Les soins doivent être effectués en France métropolitaine.
- (21) S'entend par bénéficiaire, en montant maximum par séance et dans la limite du nombre de séances indiquées par an et dans la limite d'un plafond annuel par famille.
- (22) Remboursement sur la base de factures acquittées.
Les plafonds annuels par famille par niveau :
- P3 : 160 € / an
 - P3+ : 240 € / an
 - P4 : 320 € / an
 - P5 : 450 € / an
 - P6 : 480 € / an
- (23) Montant en euros : limité à une cure par an et par bénéficiaire.
- (24) Prothèses auditives relevant du "100% Santé", définies par la réglementation, dans la limite des prix limites de vente (PLV) fixés par l'avis du 28 novembre 2018 relatif à la tarification des aides auditives visées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
Remboursement d'un équipement par période de quatre ans.
- a) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du Prix Limite de Vente (PLV).
- b) Pour les verres : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du PLV ;
Pour la monture : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 €.
- c) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 € par verre et à 0,05 € pour la monture.
- d) +75 € / verre unifocal si bénéficiaire âgé de moins de 16 ans.
- e) + 140 € / verre unifocal .

* Prise en charge de la Sécurité sociale Régime Général

OPTAM : le praticien est reconnu en catégorie Option Pratique Tarifaire Maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

Notes spécifiques aux options régionales PCE 1 et PCE 2

- (30) A l'exclusion des prestations dites hôtelières (boissons, téléphone, TV, kit de nuit, blanchisserie, ...).
- (33) Le remboursement ne peut pas être inférieur à 85% des frais réels (moins le remboursement de la Sécurité sociale).
- (34) Prise en charge limitée à certains actes - contacter nos services pour plus d'informations.

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux

Annexe - Services Assistance

En complément de son adhésion au présent règlement, l'adhérent peut opter pour une garantie additionnelle optionnelle d'assistance.

Les prestations correspondantes d'assistance sont mises en œuvre par Mondial Assistance (AWP France SAS), société par actions simplifiée au capital de 7 584 076,86 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le n° 490 381 753 et inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 026 669, dont le siège social est situé au 7 rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen.

La nature des services d'assistance, les conditions d'accès à ces derniers, leurs modalités de mise en œuvre et les exclusions sont précisées dans la convention d'assistance remise à l'adhérent. La garantie d'assistance est accordée sous réserve :

- du versement des cotisations correspondantes :
 - telles que définies dans l'ANNEXE TARIFAIRE,
 - sauf lorsque l'adhésion porte sur le niveau P6 du module Bloc P « Optique, Dentaire, Aide auditive et Prestations complémentaires », auquel cas les services d'assistance sont offerts gratuitement.
- du respect des dispositions prévues dans la convention d'assistance.

Zonage géographique

Zones	Départements
A	3, 12, 15, 18, 20, 22, 23, 28, 29, 35, 36, 37, 41, 43, 44, 45, 46, 49, 50, 53, 56, 61, 63, 71, 72, 73, 85
D	1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 16, 17, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 38, 39, 40, 42, 47, 51, 52, 55, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 84, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97
F	2, 30, 31, 34, 54, 57, 59, 62, 80, 83, 88 6 & 13 pour les niveaux 1 et 2
G	6 & 13 pour les niveaux de 3 à 6
Régime Alsace-Moselle (R. ALM)	57, 67, 68

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Soins et Hospitalisation - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 1						Niveau 2						Niveau 3					
	Régime Général						Régime Général						Régime Général					
	A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25	15,00 €	15,50 €	16,00 €	16,00 €	6,00 €		16,25 €	17,00 €	17,75 €	17,75 €	6,50 €		20,75 €	21,50 €	22,25 €	23,25 €	10,00 €	
26	16,00 €	16,50 €	17,25 €	17,25 €	6,00 €		18,50 €	19,00 €	19,75 €	19,75 €	7,00 €		23,00 €	24,00 €	25,00 €	26,00 €	11,00 €	
27	16,50 €	17,50 €	18,50 €	18,50 €	6,00 €		18,50 €	19,50 €	20,50 €	20,50 €	7,00 €		23,00 €	24,50 €	25,75 €	27,00 €	11,00 €	
28	17,50 €	18,50 €	19,50 €	19,50 €	6,00 €		19,25 €	20,50 €	21,75 €	21,75 €	7,00 €		23,50 €	25,00 €	26,50 €	28,00 €	11,50 €	
29	17,50 €	18,50 €	20,25 €	20,25 €	6,00 €		19,50 €	21,00 €	22,50 €	22,50 €	7,00 €		23,50 €	25,50 €	27,25 €	29,00 €	11,50 €	
30	17,50 €	19,00 €	20,50 €	20,50 €	6,00 €		19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €	7,50 €		23,50 €	25,50 €	27,50 €	29,50 €	11,50 €	
31	17,50 €	19,00 €	21,00 €	21,00 €	6,00 €		19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €	7,50 €		24,00 €	26,00 €	28,00 €	30,00 €	11,50 €	
32	17,50 €	19,00 €	21,00 €	21,00 €	6,50 €		20,25 €	22,00 €	23,75 €	23,75 €	7,50 €		24,00 €	26,00 €	28,00 €	30,25 €	11,50 €	
33	18,00 €	19,50 €	21,00 €	21,00 €	6,50 €		20,75 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €	7,50 €		24,50 €	26,50 €	28,50 €	30,75 €	11,50 €	
34 - 35	18,00 €	19,50 €	21,00 €	21,00 €	6,50 €		20,75 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €	7,50 €		24,50 €	26,50 €	28,50 €	30,75 €	11,50 €	
36	19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €	7,50 €		22,50 €	24,50 €	26,50 €	26,50 €	8,50 €		26,25 €	28,50 €	30,75 €	33,00 €	13,00 €	
37	19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €	7,50 €		22,50 €	24,50 €	26,50 €	26,50 €	8,50 €		26,25 €	28,50 €	30,75 €	33,00 €	13,00 €	
38 - 40	19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €	7,50 €		22,50 €	24,50 €	26,50 €	26,50 €	8,50 €		26,25 €	28,50 €	30,75 €	33,00 €	13,00 €	
41	21,50 €	23,50 €	25,50 €	25,50 €	8,00 €		24,50 €	26,50 €	29,00 €	29,00 €	9,00 €		28,50 €	31,00 €	33,50 €	36,50 €	14,00 €	
42 - 45	22,00 €	24,00 €	26,00 €	26,00 €	8,00 €		25,25 €	27,50 €	29,75 €	29,75 €	9,50 €		29,00 €	31,50 €	34,00 €	36,50 €	16,00 €	
46	23,75 €	25,50 €	27,50 €	27,50 €	8,50 €		26,75 €	29,00 €	31,25 €	31,25 €	10,00 €		31,25 €	34,00 €	37,25 €	39,00 €	16,00 €	
47 - 50	24,00 €	25,50 €	27,50 €	27,50 €	9,00 €		27,25 €	29,50 €	31,75 €	31,75 €	10,50 €		31,75 €	34,50 €	37,25 €	39,50 €	16,50 €	
51	26,25 €	28,50 €	30,75 €	30,75 €	10,00 €		29,50 €	32,00 €	34,50 €	34,50 €	11,00 €		34,00 €	37,00 €	40,00 €	42,25 €	17,00 €	
52 - 55	26,25 €	28,50 €	30,75 €	30,75 €	10,50 €		30,00 €	32,50 €	35,00 €	35,00 €	12,00 €		35,00 €	38,00 €	41,00 €	43,50 €	17,50 €	
56	28,50 €	31,00 €	33,00 €	33,00 €	10,50 €		32,25 €	35,00 €	37,75 €	37,75 €	13,00 €		37,25 €	40,50 €	43,50 €	47,00 €	18,50 €	
57	28,50 €	31,00 €	33,00 €	33,00 €	10,50 €		33,50 €	36,00 €	39,00 €	39,00 €	13,00 €		38,25 €	41,50 €	44,75 €	47,50 €	18,50 €	
58	29,00 €	31,50 €	34,50 €	34,50 €	10,50 €		34,00 €	37,00 €	40,00 €	40,00 €	13,00 €		39,00 €	42,50 €	46,00 €	48,25 €	19,00 €	
59	29,00 €	31,50 €	34,50 €	34,50 €	10,50 €		35,00 €	38,00 €	41,00 €	41,00 €	13,00 €		40,50 €	44,00 €	47,25 €	49,25 €	19,00 €	
60	31,00 €	33,00 €	35,75 €	35,75 €	11,00 €		36,75 €	39,50 €	42,25 €	42,25 €	13,00 €		41,75 €	45,00 €	48,25 €	49,75 €	19,50 €	
61	31,75 €	33,50 €	35,75 €	35,75 €	11,00 €		38,50 €	41,00 €	43,50 €	43,50 €	13,00 €		44,25 €	47,00 €	49,00 €	50,25 €	19,50 €	
62	32,25 €	34,50 €	35,75 €	35,75 €	11,00 €		40,00 €	42,00 €	44,00 €	44,00 €	13,00 €		46,00 €	48,50 €	50,50 €	51,50 €	19,50 €	
63	33,00 €	35,50 €	36,50 €	36,50 €	11,00 €		41,75 €	43,50 €	45,25 €	45,25 €	13,50 €		48,00 €	50,00 €	52,00 €	53,00 €	20,00 €	
64	35,50 €	36,50 €	37,50 €	37,50 €	11,00 €		43,25 €	44,50 €	45,75 €	45,75 €	13,50 €		50,00 €	51,50 €	53,00 €	53,75 €	20,50 €	
65	36,75 €	37,50 €	38,00 €	38,00 €	11,00 €		44,50 €	45,50 €	46,50 €	46,50 €	13,50 €		51,50 €	52,50 €	53,50 €	54,00 €	21,00 €	
66	38,50 €	39,00 €	39,00 €	39,00 €	11,25 €		46,50 €	47,00 €	47,75 €	47,75 €	13,50 €		53,50 €	54,00 €	54,50 €	54,75 €	21,50 €	
≥ 67	40,50 €	40,50 €	40,50 €	40,50 €	11,50 €		49,00 €	49,00 €	49,00 €	49,00 €	14,00 €		55,50 €	55,50 €	55,50 €	55,50 €	22,00 €	

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1er janvier 2021
Modules Soins et Hospitalisation - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

	Niveau 3+						Niveau 4						Niveau 5 et Niveau 6					
	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G			A	D	F	G			A	D	F	G		
≤25	27,25 €	28,50 €	29,75 €	32,00 €	32,00 €	16,00 €	30,75 €	32,00 €	33,25 €	36,00 €	36,00 €	21,00 €	31,25 €	32,50 €	33,75 €	36,50 €	24,00 €	
26	30,25 €	31,50 €	32,75 €	35,00 €	35,00 €	18,50 €	34,50 €	36,00 €	37,25 €	40,50 €	40,50 €	24,00 €	37,50 €	39,50 €	41,00 €	44,50 €	28,00 €	
27	31,25 €	33,00 €	34,00 €	38,00 €	38,00 €	19,00 €	34,75 €	37,00 €	38,75 €	42,25 €	42,25 €	24,00 €	38,50 €	40,50 €	42,50 €	46,75 €	29,00 €	
28	32,00 €	34,00 €	36,00 €	40,50 €	40,50 €	19,50 €	35,75 €	38,00 €	40,25 €	45,25 €	45,25 €	24,50 €	38,75 €	42,00 €	44,50 €	50,00 €	29,50 €	
29	32,00 €	35,00 €	37,50 €	42,75 €	42,75 €	19,50 €	36,50 €	39,50 €	42,25 €	48,25 €	48,25 €	25,00 €	40,00 €	43,00 €	46,00 €	52,50 €	30,00 €	
30	32,25 €	35,00 €	37,75 €	43,75 €	43,75 €	20,00 €	36,50 €	40,00 €	43,25 €	50,00 €	50,00 €	25,50 €	40,50 €	44,00 €	47,50 €	55,00 €	31,00 €	
31	32,25 €	35,00 €	37,75 €	43,75 €	43,75 €	20,00 €	36,50 €	40,00 €	43,25 €	50,00 €	50,00 €	25,50 €	41,50 €	45,00 €	48,50 €	56,25 €	31,50 €	
32	33,00 €	36,00 €	39,00 €	45,00 €	45,00 €	20,00 €	37,25 €	40,50 €	43,75 €	50,75 €	50,75 €	25,50 €	42,25 €	46,00 €	49,75 €	57,50 €	32,50 €	
33 - 35	34,00 €	37,50 €	40,50 €	47,00 €	47,00 €	20,50 €	38,75 €	42,00 €	45,25 €	52,50 €	52,50 €	26,50 €	43,50 €	47,50 €	51,25 €	59,50 €	33,50 €	
36	36,75 €	40,00 €	43,25 €	50,00 €	50,00 €	22,50 €	41,50 €	45,00 €	48,25 €	56,25 €	56,25 €	28,50 €	46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	36,00 €	
37 - 40	37,25 €	40,50 €	43,75 €	50,75 €	50,75 €	23,00 €	42,25 €	46,00 €	49,75 €	57,50 €	57,50 €	29,50 €	47,00 €	51,00 €	55,00 €	63,75 €	37,00 €	
41	39,50 €	43,00 €	46,50 €	53,75 €	53,75 €	24,50 €	45,50 €	49,50 €	53,50 €	62,00 €	62,00 €	32,00 €	48,75 €	53,00 €	57,25 €	66,25 €	40,00 €	
42 - 45	41,00 €	44,50 €	48,00 €	55,75 €	55,75 €	25,00 €	47,00 €	51,00 €	55,00 €	63,75 €	63,75 €	32,50 €	49,75 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €	41,00 €	
46	42,75 €	46,50 €	50,25 €	58,25 €	58,25 €	26,50 €	49,75 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €	67,50 €	34,50 €	55,75 €	60,50 €	65,25 €	75,50 €	46,00 €	
47 - 50	44,25 €	48,00 €	51,75 €	60,00 €	60,00 €	27,00 €	50,50 €	55,00 €	59,50 €	68,75 €	68,75 €	35,50 €	56,50 €	61,50 €	66,50 €	77,00 €	47,50 €	
51	46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	62,50 €	28,50 €	53,25 €	58,00 €	62,75 €	72,50 €	72,50 €	37,50 €	59,25 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €	49,50 €	
52 - 55	47,00 €	51,00 €	55,00 €	63,75 €	63,75 €	29,00 €	53,75 €	58,50 €	63,25 €	73,25 €	73,25 €	38,50 €	60,25 €	65,50 €	70,75 €	83,00 €	51,00 €	
56	48,75 €	53,00 €	57,25 €	65,75 €	65,75 €	30,50 €	57,00 €	62,00 €	66,75 €	76,50 €	76,50 €	40,50 €	63,50 €	69,00 €	74,50 €	85,50 €	53,50 €	
57	49,75 €	54,00 €	58,25 €	66,50 €	66,50 €	30,50 €	57,50 €	62,50 €	67,50 €	77,50 €	77,50 €	40,50 €	64,75 €	70,50 €	76,50 €	86,50 €	54,50 €	
58	50,50 €	55,00 €	59,50 €	66,75 €	66,75 €	30,50 €	58,50 €	63,50 €	68,50 €	78,50 €	78,50 €	40,50 €	65,75 €	71,50 €	78,00 €	86,75 €	55,50 €	
59	51,50 €	56,00 €	60,50 €	67,25 €	67,25 €	30,50 €	59,75 €	65,00 €	70,25 €	80,25 €	80,25 €	41,00 €	67,25 €	73,00 €	79,00 €	87,00 €	56,00 €	
60	53,50 €	57,50 €	61,50 €	68,25 €	68,25 €	31,50 €	61,00 €	65,50 €	70,25 €	80,25 €	80,25 €	41,50 €	68,75 €	74,00 €	80,00 €	87,50 €	57,00 €	
61	55,50 €	59,00 €	62,50 €	69,00 €	69,00 €	32,00 €	63,50 €	67,50 €	71,50 €	81,50 €	81,50 €	42,50 €	71,50 €	76,00 €	80,50 €	87,50 €	58,50 €	
62	57,00 €	60,00 €	63,00 €	69,25 €	69,25 €	32,00 €	65,50 €	69,00 €	72,50 €	82,50 €	82,50 €	43,00 €	73,25 €	77,00 €	80,75 €	87,50 €	59,00 €	
63	58,50 €	61,00 €	63,00 €	69,25 €	69,25 €	32,50 €	67,75 €	70,50 €	73,25 €	83,25 €	83,25 €	43,00 €	75,75 €	79,00 €	82,00 €	88,00 €	60,00 €	
64	60,75 €	62,50 €	64,00 €	70,25 €	70,25 €	33,00 €	69,25 €	71,50 €	73,75 €	83,75 €	83,75 €	43,50 €	78,00 €	80,50 €	82,50 €	88,50 €	61,00 €	
65	62,75 €	64,00 €	65,25 €	71,00 €	71,00 €	33,00 €	71,50 €	73,00 €	74,50 €	84,50 €	84,50 €	44,00 €	80,25 €	82,00 €	83,75 €	89,00 €	62,00 €	
66	64,75 €	65,50 €	66,25 €	71,75 €	71,75 €	34,00 €	73,75 €	74,50 €	75,25 €	85,25 €	85,25 €	45,00 €	83,25 €	84,00 €	85,00 €	89,00 €	63,00 €	
≥ 67	67,00 €	67,00 €	67,00 €	72,25 €	72,25 €	34,50 €	76,50 €	76,50 €	76,50 €	86,50 €	86,50 €	45,50 €	85,50 €	85,50 €	85,50 €	89,25 €	64,50 €	

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].
 En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :
 - le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
 - à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Soins et Hospitalisation - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 1					Niveau 2					Niveau 3				
	Régime Général					Régime Général					Régime Général				
	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	13,24 €	13,68 €	14,13 €	14,13 €	5,30 €	14,35 €	15,01 €	15,67 €	15,67 €	5,74 €	18,32 €	18,98 €	19,64 €	20,53 €	8,83 €
26	14,13 €	14,57 €	15,23 €	15,23 €	5,30 €	16,33 €	16,77 €	17,44 €	17,44 €	6,18 €	20,31 €	21,19 €	22,07 €	22,95 €	9,71 €
27	14,57 €	15,45 €	16,33 €	16,33 €	5,30 €	16,33 €	17,22 €	18,10 €	18,10 €	6,18 €	20,31 €	21,63 €	22,73 €	23,84 €	9,71 €
28	15,45 €	16,33 €	17,22 €	17,22 €	5,30 €	16,99 €	18,10 €	19,20 €	19,20 €	6,18 €	20,75 €	22,07 €	23,40 €	24,72 €	10,15 €
29	15,45 €	16,33 €	17,88 €	17,88 €	5,30 €	17,22 €	18,54 €	19,86 €	19,86 €	6,18 €	20,75 €	22,51 €	24,06 €	25,60 €	10,15 €
30	15,45 €	16,77 €	18,10 €	18,10 €	5,30 €	17,44 €	18,98 €	20,53 €	20,53 €	6,62 €	20,75 €	22,51 €	24,28 €	26,04 €	10,15 €
31	15,45 €	16,77 €	18,54 €	18,54 €	5,30 €	17,88 €	19,42 €	20,97 €	20,97 €	6,62 €	21,19 €	22,95 €	24,72 €	26,71 €	10,15 €
32	15,45 €	17,22 €	18,54 €	18,54 €	5,74 €	18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €	21,63 €	23,40 €	25,16 €	27,15 €	10,15 €
33	15,89 €	17,22 €	18,54 €	18,54 €	5,74 €	18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €	21,63 €	23,40 €	25,16 €	27,15 €	10,15 €
34 - 35	15,89 €	17,22 €	18,54 €	18,54 €	5,74 €	18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €	21,63 €	23,40 €	25,16 €	27,15 €	10,15 €
36	17,44 €	18,98 €	20,53 €	20,53 €	6,62 €	19,86 €	21,63 €	23,40 €	23,40 €	7,50 €	23,17 €	25,16 €	26,71 €	29,13 €	11,48 €
37	17,44 €	18,98 €	20,53 €	20,53 €	6,62 €	19,86 €	21,63 €	23,40 €	23,40 €	7,50 €	23,17 €	25,16 €	26,71 €	29,13 €	11,48 €
38 - 40	17,44 €	18,98 €	20,53 €	20,53 €	6,62 €	19,86 €	21,63 €	23,40 €	23,40 €	7,50 €	23,17 €	25,16 €	26,71 €	29,13 €	11,48 €
41	18,98 €	20,75 €	22,51 €	22,51 €	7,06 €	21,63 €	23,40 €	25,60 €	25,60 €	7,95 €	25,16 €	27,37 €	29,58 €	31,56 €	12,36 €
42 - 45	19,42 €	21,19 €	22,95 €	22,95 €	7,06 €	22,29 €	24,28 €	26,26 €	26,26 €	8,39 €	25,60 €	27,81 €	30,02 €	32,22 €	12,80 €
46	20,97 €	22,51 €	24,28 €	24,28 €	7,50 €	23,62 €	25,60 €	27,59 €	27,59 €	8,83 €	27,59 €	30,02 €	32,22 €	34,43 €	14,13 €
47 - 50	21,19 €	22,51 €	24,28 €	24,28 €	7,95 €	24,06 €	26,04 €	28,03 €	28,03 €	9,27 €	28,03 €	30,46 €	32,89 €	34,87 €	14,57 €
51	23,17 €	25,16 €	27,15 €	27,15 €	8,83 €	26,04 €	28,25 €	30,46 €	30,46 €	9,71 €	30,02 €	32,67 €	35,31 €	37,30 €	15,01 €
52 - 55	23,17 €	25,16 €	27,15 €	27,15 €	9,27 €	26,49 €	28,69 €	30,90 €	30,90 €	10,59 €	30,90 €	33,55 €	36,20 €	38,40 €	15,45 €
56	25,16 €	27,37 €	29,13 €	29,13 €	9,27 €	28,47 €	30,90 €	33,33 €	33,33 €	11,48 €	32,89 €	35,76 €	38,40 €	41,49 €	16,33 €
57	25,16 €	27,37 €	29,13 €	29,13 €	9,27 €	28,47 €	30,90 €	33,33 €	33,33 €	11,48 €	32,89 €	35,76 €	38,40 €	41,49 €	16,33 €
58	25,60 €	27,81 €	30,46 €	30,46 €	9,27 €	29,58 €	31,78 €	34,43 €	34,43 €	11,48 €	34,43 €	36,64 €	39,51 €	41,94 €	16,77 €
59	25,60 €	27,81 €	30,46 €	30,46 €	9,27 €	29,58 €	31,78 €	34,43 €	34,43 €	11,48 €	34,43 €	36,64 €	39,51 €	41,94 €	16,77 €
60	27,37 €	29,13 €	31,56 €	31,56 €	9,71 €	32,44 €	34,87 €	37,30 €	37,30 €	11,48 €	36,86 €	39,73 €	42,60 €	43,92 €	17,22 €
61	28,03 €	29,58 €	31,56 €	31,56 €	9,71 €	33,99 €	36,20 €	38,40 €	38,40 €	11,48 €	39,07 €	41,49 €	43,26 €	44,36 €	17,22 €
62	28,47 €	30,46 €	31,56 €	31,56 €	9,71 €	35,31 €	37,08 €	38,85 €	38,85 €	11,48 €	40,61 €	42,82 €	44,58 €	45,47 €	17,22 €
63	29,13 €	31,34 €	32,22 €	32,22 €	9,71 €	36,86 €	38,40 €	39,95 €	39,95 €	11,92 €	42,38 €	44,14 €	45,91 €	46,79 €	17,66 €
64	31,34 €	32,22 €	33,11 €	33,11 €	9,71 €	38,18 €	39,29 €	40,39 €	40,39 €	11,92 €	44,14 €	45,47 €	46,79 €	47,45 €	18,10 €
65	32,44 €	33,11 €	33,55 €	33,55 €	9,71 €	39,29 €	40,17 €	41,05 €	41,05 €	11,92 €	45,47 €	46,35 €	47,23 €	47,67 €	18,54 €
66	33,99 €	34,43 €	34,43 €	34,43 €	9,93 €	41,05 €	41,49 €	42,16 €	42,16 €	11,92 €	47,23 €	47,67 €	48,12 €	48,34 €	18,98 €
≥ 67	35,76 €	35,76 €	35,76 €	35,76 €	10,15 €	43,26 €	43,26 €	43,26 €	43,26 €	12,36 €	49,00 €	49,00 €	49,00 €	49,00 €	19,42 €

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1er janvier 2021

Modules Soins et Hospitalisation - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 3+										Niveau 4										Niveau 5 et Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM						
	A	D	F	G			A	D	F	G		A	D	F	G		A	D	F	G										
≤ 25	24,06 €	25,16 €	26,26 €	28,25 €	14,13 €		27,15 €	28,25 €	29,35 €	31,78 €	18,54 €	27,59 €	28,69 €	29,80 €	32,22 €		27,59 €	28,69 €	29,80 €	32,22 €	21,19 €									
26	26,71 €	27,81 €	28,91 €	31,34 €	16,33 €		30,46 €	31,78 €	32,89 €	35,76 €	21,19 €	33,11 €	34,87 €	36,20 €	39,29 €		33,11 €	34,87 €	36,20 €	39,29 €	24,72 €									
27	27,59 €	29,13 €	30,02 €	33,55 €	16,77 €		30,68 €	32,67 €	34,21 €	37,30 €	21,19 €	33,99 €	35,76 €	37,52 €	41,27 €		33,99 €	35,76 €	37,52 €	41,27 €	25,60 €									
28	28,25 €	30,02 €	31,78 €	35,76 €	17,22 €		31,56 €	33,55 €	35,53 €	39,95 €	21,63 €	34,21 €	37,08 €	39,29 €	44,14 €		34,21 €	37,08 €	39,29 €	44,14 €	26,04 €									
29	28,25 €	30,90 €	33,11 €	37,74 €	17,22 €		32,22 €	34,87 €	37,30 €	42,60 €	22,07 €	35,31 €	37,96 €	40,61 €	46,35 €		35,31 €	37,96 €	40,61 €	46,35 €	26,49 €									
30	28,47 €	30,90 €	33,33 €	38,62 €	17,66 €		32,22 €	35,31 €	38,18 €	44,14 €	22,51 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €		35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	27,37 €									
31	28,47 €	30,90 €	33,33 €	38,62 €	17,66 €		32,22 €	35,31 €	38,18 €	44,14 €	22,51 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €		36,64 €	39,73 €	42,82 €	49,66 €	27,81 €									
32	29,13 €	31,78 €	34,43 €	39,73 €	17,66 €		32,89 €	35,76 €	38,62 €	44,80 €	22,51 €	37,30 €	40,61 €	43,92 €	50,76 €		37,30 €	40,61 €	43,92 €	50,76 €	28,69 €									
33 - 35	30,02 €	33,11 €	35,76 €	41,49 €	18,10 €		34,21 €	37,08 €	39,95 €	46,35 €	23,40 €	38,40 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €		38,40 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	29,58 €									
36	32,44 €	35,31 €	38,18 €	44,14 €	19,86 €		36,64 €	39,73 €	42,60 €	49,66 €	25,16 €	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €		40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €	31,78 €									
37 - 40	32,89 €	35,76 €	38,62 €	44,80 €	20,31 €		37,30 €	40,61 €	43,92 €	50,76 €	26,04 €	41,49 €	45,03 €	48,56 €	56,28 €		41,49 €	45,03 €	48,56 €	56,28 €	32,67 €									
41	34,87 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	21,63 €		40,17 €	43,70 €	47,23 €	54,74 €	28,25 €	43,04 €	46,79 €	50,54 €	58,49 €		43,04 €	46,79 €	50,54 €	58,49 €	35,31 €									
42 - 45	36,20 €	39,29 €	42,38 €	49,22 €	22,07 €		41,49 €	45,03 €	48,56 €	56,28 €	28,69 €	43,92 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €		43,92 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €	36,20 €									
46	37,74 €	41,05 €	44,36 €	51,43 €	23,40 €		43,92 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €	30,46 €	49,22 €	53,41 €	57,61 €	66,65 €		49,22 €	53,41 €	57,61 €	66,65 €	40,61 €									
47 - 50	39,07 €	42,38 €	45,69 €	52,97 €	23,84 €		44,58 €	48,56 €	52,53 €	60,70 €	31,34 €	49,88 €	54,30 €	58,71 €	67,98 €		49,88 €	54,30 €	58,71 €	67,98 €	41,94 €									
51	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €	25,16 €		47,01 €	51,21 €	55,40 €	64,01 €	33,11 €	52,31 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €		52,31 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €	43,70 €									
52 - 55	41,49 €	45,03 €	48,56 €	56,28 €	25,60 €		47,45 €	51,65 €	55,84 €	64,67 €	33,99 €	53,19 €	57,83 €	62,46 €	73,28 €		53,19 €	57,83 €	62,46 €	73,28 €	45,03 €									
56	43,04 €	46,79 €	50,54 €	58,05 €	26,93 €		50,32 €	54,74 €	58,93 €	67,54 €	35,76 €	56,06 €	60,92 €	65,77 €	75,48 €		56,06 €	60,92 €	65,77 €	75,48 €	47,23 €									
57	43,92 €	47,67 €	51,43 €	58,71 €	26,93 €		50,76 €	55,18 €	59,59 €	67,76 €	35,76 €	57,16 €	62,24 €	67,54 €	76,37 €		57,16 €	62,24 €	67,54 €	76,37 €	48,12 €									
58	44,58 €	48,56 €	52,53 €	58,93 €	26,93 €		51,65 €	56,06 €	60,47 €	68,20 €	35,76 €	58,05 €	63,12 €	68,86 €	76,59 €		58,05 €	63,12 €	68,86 €	76,59 €	49,00 €									
59	45,47 €	49,44 €	53,41 €	59,37 €	26,93 €		52,75 €	57,39 €	62,02 €	68,86 €	36,20 €	59,37 €	64,45 €	69,74 €	76,81 €		59,37 €	64,45 €	69,74 €	76,81 €	49,44 €									
60	47,23 €	50,76 €	54,30 €	60,25 €	27,81 €		53,85 €	57,83 €	62,02 €	68,86 €	36,64 €	60,70 €	65,33 €	70,63 €	77,25 €		60,70 €	65,33 €	70,63 €	77,25 €	50,32 €									
61	49,00 €	52,09 €	55,18 €	60,92 €	28,25 €		56,06 €	59,59 €	62,68 €	69,30 €	37,52 €	63,12 €	67,10 €	71,07 €	77,25 €		63,12 €	67,10 €	71,07 €	77,25 €	51,65 €									
62	50,32 €	52,97 €	55,62 €	61,14 €	28,25 €		57,83 €	60,92 €	64,01 €	70,41 €	37,96 €	64,67 €	67,98 €	71,29 €	77,25 €		64,67 €	67,98 €	71,29 €	77,25 €	52,09 €									
63	51,65 €	53,85 €	55,62 €	61,14 €	28,69 €		59,81 €	62,24 €	64,67 €	70,85 €	37,96 €	66,88 €	69,74 €	72,39 €	77,69 €		66,88 €	69,74 €	72,39 €	77,69 €	52,97 €									
64	53,63 €	55,18 €	56,50 €	62,02 €	29,13 €		61,14 €	63,12 €	65,11 €	71,07 €	38,40 €	68,86 €	71,07 €	72,83 €	78,13 €		68,86 €	71,07 €	72,83 €	78,13 €	53,85 €									
65	55,40 €	56,50 €	57,61 €	62,68 €	29,13 €		63,12 €	64,45 €	65,77 €	71,51 €	38,85 €	70,85 €	72,39 €	73,94 €	78,57 €		70,85 €	72,39 €	73,94 €	78,57 €	54,74 €									
66	57,16 €	57,83 €	58,49 €	63,34 €	30,02 €		65,11 €	65,77 €	66,43 €	71,95 €	39,73 €	73,50 €	74,16 €	75,48 €	78,57 €		73,50 €	74,16 €	75,48 €	78,57 €	55,62 €									
≥ 67	59,15 €	59,15 €	59,15 €	63,79 €	30,46 €		67,54 €	67,54 €	67,54 €	72,83 €	40,17 €	75,48 €	75,48 €	75,48 €	78,79 €		75,48 €	75,48 €	75,48 €	78,79 €	56,94 €									

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Niveau 1 "référence"							Niveau 2 "référence"						
Régime Général							Régime Général						R. ALM
A	D	F	G				A	D	F	G			R. ALM
≤ 25	2,25 €	2,50 €	2,75 €	2,75 €	1,50 €		8,25 €	8,50 €	8,75 €	8,75 €			6,50 €
26	2,50 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	2,50 €		8,50 €	9,00 €	9,25 €	9,25 €			8,00 €
27	2,75 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	2,50 €		8,50 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €			8,00 €
28	2,75 €	3,00 €	3,25 €	3,25 €	3,50 €		8,50 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €			9,00 €
29	3,00 €	3,50 €	3,25 €	3,25 €	3,50 €		8,75 €	9,50 €	10,25 €	10,25 €			9,00 €
30	3,75 €	4,00 €	4,25 €	4,25 €	4,00 €		9,25 €	10,00 €	10,75 €	10,75 €			9,50 €
31	4,50 €	5,00 €	5,00 €	5,00 €	4,00 €		10,25 €	11,00 €	11,75 €	11,75 €			9,50 €
32 - 33	5,00 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €	4,50 €		10,50 €	11,50 €	12,50 €	12,50 €			10,50 €
34 - 35	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,50 €	4,50 €		11,00 €	12,00 €	13,00 €	13,00 €			10,50 €
36	6,00 €	6,50 €	7,00 €	7,00 €	4,50 €		12,00 €	13,00 €	14,00 €	14,00 €			10,50 €
37	6,50 €	7,00 €	7,50 €	7,50 €	4,50 €		12,50 €	13,50 €	14,50 €	14,50 €			10,50 €
38 - 40	6,50 €	7,00 €	7,50 €	7,50 €	4,50 €		12,50 €	13,50 €	14,50 €	14,50 €			10,50 €
41	7,00 €	7,50 €	8,00 €	8,00 €	5,00 €		13,25 €	14,50 €	15,25 €	15,25 €			11,50 €
42 - 45	7,00 €	7,50 €	8,00 €	8,00 €	5,50 €		13,50 €	14,50 €	15,50 €	15,50 €			12,00 €
46	8,00 €	9,00 €	9,75 €	9,75 €	6,00 €		15,00 €	16,50 €	18,00 €	18,00 €			12,50 €
47 - 50	8,25 €	9,50 €	10,25 €	10,25 €	6,50 €		15,50 €	17,00 €	18,50 €	18,50 €			13,00 €
51	8,75 €	9,50 €	10,25 €	10,25 €	6,50 €		16,50 €	18,00 €	19,50 €	19,50 €			13,50 €
52 - 55	9,25 €	10,00 €	10,75 €	10,75 €	7,00 €		17,00 €	18,50 €	20,00 €	20,00 €			13,50 €
56	9,75 €	10,50 €	11,75 €	11,75 €	7,00 €		18,25 €	20,00 €	21,75 €	21,75 €			13,50 €
57	9,75 €	10,50 €	11,75 €	11,75 €	7,00 €		19,00 €	21,00 €	22,50 €	22,50 €			13,50 €
58	10,50 €	11,50 €	12,00 €	12,00 €	7,00 €		19,75 €	21,50 €	23,25 €	23,25 €			14,50 €
59	10,50 €	11,50 €	12,00 €	12,00 €	7,00 €		20,75 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €			14,50 €
60	10,75 €	12,00 €	12,50 €	12,50 €	7,50 €		21,50 €	23,00 €	24,75 €	24,75 €			15,00 €
61	11,00 €	12,00 €	12,50 €	12,50 €	7,50 €		22,25 €	23,50 €	24,75 €	24,75 €			15,00 €
62	12,00 €	12,00 €	13,00 €	13,00 €	7,50 €		22,75 €	24,00 €	25,25 €	25,25 €			15,00 €
63	12,50 €	12,00 €	13,00 €	13,00 €	7,50 €		23,50 €	24,50 €	25,50 €	25,50 €			15,50 €
64	12,50 €	13,00 €	13,50 €	13,50 €	7,50 €		24,75 €	25,50 €	26,25 €	26,25 €			16,50 €
65	12,75 €	13,00 €	13,50 €	13,50 €	8,00 €		26,50 €	27,00 €	27,50 €	27,50 €			17,50 €
66	13,00 €	13,00 €	13,50 €	13,50 €	8,25 €		27,75 €	28,00 €	28,00 €	28,00 €			18,50 €
≥ 67	13,50 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	8,50 €		28,00 €	28,00 €	28,00 €	28,00 €			19,00 €

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 3 "référence"						Niveau 3 "majoré 1"						Niveau 3 "majoré 2"					
	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G			A	D	F	G			A	D	F	G		
≤ 25	11,50 €	12,00 €	12,50 €	13,00 €		9,50 €	12,00 €	12,50 €	13,00 €	13,50 €		9,75 €	12,00 €	12,75 €	13,50 €	14,00 €		10,00 €
26	13,00 €	13,50 €	14,00 €	14,50 €		11,50 €	13,50 €	14,00 €	14,50 €	15,00 €		11,75 €	14,00 €	14,25 €	15,00 €	15,50 €		12,00 €
27	13,00 €	13,50 €	14,25 €	14,75 €		11,50 €	13,50 €	14,00 €	14,75 €	15,50 €		11,75 €	14,00 €	14,25 €	15,00 €	15,75 €		12,00 €
28	13,25 €	14,00 €	14,75 €	15,75 €		12,00 €	13,50 €	14,50 €	15,50 €	16,50 €		12,25 €	14,00 €	14,75 €	15,50 €	16,50 €		12,50 €
29	13,75 €	14,50 €	15,50 €	16,50 €		12,00 €	14,00 €	15,00 €	16,00 €	17,00 €		12,25 €	14,50 €	15,25 €	16,50 €	17,50 €		12,50 €
30	14,25 €	15,50 €	16,75 €	18,00 €		13,00 €	14,50 €	16,00 €	17,50 €	18,50 €		13,50 €	15,00 €	16,50 €	18,00 €	19,00 €		13,50 €
31	14,75 €	16,00 €	17,25 €	18,75 €		13,00 €	15,50 €	16,50 €	18,00 €	19,50 €		13,50 €	15,75 €	17,00 €	18,50 €	20,00 €		13,50 €
32	15,50 €	17,00 €	18,50 €	19,75 €		14,00 €	16,00 €	17,50 €	19,00 €	20,50 €		14,50 €	16,50 €	18,00 €	19,50 €	21,00 €		14,75 €
33 - 35	16,00 €	17,50 €	19,00 €	20,25 €		14,00 €	16,50 €	18,00 €	19,50 €	21,00 €		14,50 €	17,00 €	18,50 €	20,00 €	21,50 €		14,75 €
36	17,50 €	19,00 €	21,00 €	22,00 €		15,30 €	18,25 €	19,75 €	21,50 €	23,00 €		15,75 €	18,75 €	20,25 €	22,50 €	23,50 €		16,00 €
37 - 40	18,00 €	19,50 €	21,00 €	22,75 €		15,50 €	18,50 €	20,25 €	21,50 €	23,50 €		16,00 €	19,00 €	20,75 €	22,50 €	24,00 €		16,25 €
41	19,00 €	20,50 €	22,00 €	24,00 €		17,00 €	19,50 €	21,25 €	23,00 €	25,00 €		17,50 €	20,00 €	21,75 €	23,50 €	25,50 €		17,75 €
42 - 45	19,25 €	21,00 €	22,75 €	24,50 €		17,50 €	20,00 €	21,75 €	23,50 €	25,50 €		18,00 €	20,50 €	22,25 €	24,00 €	26,00 €		18,25 €
46	20,75 €	22,50 €	24,50 €	26,50 €		19,00 €	21,50 €	23,25 €	25,50 €	27,50 €		19,50 €	22,00 €	23,75 €	26,00 €	28,00 €		19,75 €
47 - 50	21,25 €	23,00 €	24,75 €	27,25 €		19,50 €	22,00 €	23,75 €	25,50 €	28,00 €		20,00 €	22,50 €	24,50 €	26,00 €	29,00 €		20,50 €
51	22,50 €	24,50 €	26,50 €	29,00 €		21,00 €	23,50 €	25,25 €	27,50 €	30,00 €		21,75 €	24,00 €	26,00 €	28,00 €	30,50 €		22,00 €
52 - 55	23,00 €	25,00 €	27,00 €	29,50 €		21,00 €	24,00 €	26,00 €	28,00 €	30,50 €		21,75 €	24,50 €	26,50 €	28,50 €	31,50 €		22,00 €
56	24,50 €	26,50 €	28,75 €	30,75 €		22,00 €	25,50 €	27,50 €	30,00 €	32,00 €		22,75 €	26,00 €	28,00 €	30,50 €	32,50 €		23,00 €
57	24,75 €	27,00 €	29,25 €	31,25 €		22,00 €	25,75 €	28,00 €	30,50 €	32,50 €		22,75 €	26,25 €	28,50 €	31,00 €	33,00 €		23,00 €
58	25,75 €	28,00 €	30,25 €	31,75 €		22,50 €	26,50 €	29,00 €	31,50 €	33,00 €		23,25 €	27,50 €	29,75 €	32,00 €	33,50 €		23,50 €
59	26,25 €	28,50 €	31,00 €	32,00 €		22,50 €	27,25 €	29,50 €	32,00 €	33,00 €		23,25 €	28,00 €	30,25 €	33,00 €	34,00 €		23,50 €
60	27,50 €	29,50 €	31,50 €	32,50 €		23,00 €	28,50 €	30,50 €	32,75 €	33,50 €		23,75 €	29,00 €	31,25 €	33,50 €	34,50 €		24,00 €
61	27,75 €	29,50 €	32,00 €	33,25 €		23,00 €	28,75 €	30,50 €	33,00 €	34,50 €		23,75 €	29,50 €	31,25 €	34,00 €	35,00 €		24,00 €
62	29,00 €	30,50 €	32,50 €	33,50 €		23,00 €	30,00 €	31,50 €	33,50 €	34,50 €		23,75 €	30,75 €	32,25 €	34,50 €	35,50 €		24,00 €
63	30,25 €	31,50 €	32,75 €	33,50 €		23,50 €	31,50 €	32,50 €	34,00 €	34,50 €		24,25 €	32,00 €	33,50 €	34,50 €	35,50 €		24,50 €
64	31,50 €	32,50 €	33,50 €	34,00 €		24,00 €	32,50 €	33,75 €	34,50 €	35,00 €		24,75 €	33,50 €	34,50 €	35,50 €	36,00 €		25,00 €
65	32,75 €	33,50 €	34,25 €	34,50 €		24,50 €	34,00 €	34,75 €	35,50 €	35,50 €		25,25 €	34,50 €	35,50 €	36,50 €	36,50 €		25,50 €
66	34,00 €	34,50 €	35,00 €	35,00 €		25,00 €	35,00 €	35,75 €	36,00 €	36,00 €		25,75 €	36,00 €	36,50 €	37,00 €	37,00 €		26,25 €
≥ 67	36,00 €	36,00 €	36,00 €	36,00 €		25,50 €	37,50 €	37,50 €	37,50 €	37,50 €		26,25 €	38,00 €	38,00 €	38,00 €	38,00 €		26,75 €

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 3+ "référence"						Niveau 3+ "majoration 1"						Niveau 3+ "majoration 2"						Niveau 3+ "majoration 3"					
	Régime Général						Régime Général						Régime Général						Régime Général					
	A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
<25	22,75 €	23,50 €	24,25 €	26,50 €	20,00 €		23,50 €	24,25 €	25,00 €	27,50 €	20,50 €		24,00 €	25,00 €	25,50 €	28,00 €	21,00 €		24,50 €	25,25 €	26,00 €	28,50 €	21,25 €	
26	25,00 €	26,00 €	27,00 €	29,25 €	23,00 €		26,00 €	27,00 €	28,00 €	30,50 €	23,75 €		26,50 €	27,50 €	28,50 €	31,00 €	24,00 €		27,00 €	28,00 €	29,00 €	31,50 €	24,50 €	
27	25,25 €	26,50 €	28,50 €	30,75 €	23,50 €		26,25 €	27,50 €	29,50 €	32,00 €	24,25 €		27,00 €	28,00 €	30,00 €	32,50 €	24,50 €		27,00 €	28,50 €	30,50 €	33,00 €	25,00 €	
28	25,75 €	27,50 €	29,25 €	32,50 €	24,00 €		26,50 €	28,50 €	30,50 €	33,50 €	24,75 €		27,50 €	29,25 €	31,00 €	34,50 €	25,00 €		27,50 €	29,50 €	31,50 €	35,00 €	25,50 €	
29	27,00 €	28,50 €	30,50 €	34,75 €	24,50 €		28,00 €	29,50 €	31,50 €	36,00 €	25,25 €		28,50 €	30,25 €	32,50 €	37,00 €	25,50 €		29,00 €	30,75 €	33,00 €	37,50 €	26,00 €	
30	28,00 €	30,50 €	33,00 €	38,25 €	25,00 €		29,00 €	31,50 €	34,00 €	38,50 €	26,25 €		29,50 €	32,25 €	35,00 €	40,50 €	26,75 €		30,00 €	32,75 €	35,50 €	41,00 €	27,00 €	
31	29,50 €	32,00 €	34,50 €	40,00 €	26,50 €		30,50 €	33,00 €	35,50 €	41,50 €	27,25 €		31,50 €	34,00 €	36,50 €	42,50 €	27,75 €		31,50 €	34,50 €	37,00 €	43,00 €	28,00 €	
32	30,50 €	33,00 €	35,50 €	41,25 €	27,00 €		31,50 €	34,25 €	36,50 €	43,00 €	27,75 €		32,50 €	35,00 €	37,50 €	44,50 €	28,25 €		33,00 €	35,50 €	38,00 €	44,50 €	28,50 €	
33 - 35	31,25 €	33,50 €	36,25 €	41,75 €	28,50 €		32,50 €	34,75 €	37,50 €	43,50 €	29,25 €		33,00 €	35,00 €	38,50 €	45,00 €	29,75 €		33,50 €	36,00 €	39,00 €	45,00 €	30,25 €	
36	33,25 €	36,00 €	38,75 €	45,00 €	30,50 €		34,50 €	37,25 €	40,00 €	46,00 €	31,50 €		35,00 €	38,25 €	41,00 €	47,50 €	31,75 €		35,50 €	38,75 €	41,50 €	48,50 €	32,25 €	
37 - 40	34,00 €	37,00 €	40,00 €	46,25 €	31,00 €		35,00 €	38,25 €	41,50 €	48,00 €	32,00 €		36,00 €	39,25 €	42,50 €	49,00 €	32,50 €		36,50 €	39,75 €	43,00 €	49,50 €	32,75 €	
41	36,00 €	39,00 €	42,00 €	48,75 €	33,00 €		37,50 €	40,25 €	43,50 €	50,50 €	34,00 €		38,00 €	41,25 €	44,50 €	51,50 €	34,50 €		38,50 €	42,00 €	45,00 €	52,50 €	35,00 €	
42 - 45	36,75 €	40,00 €	43,25 €	50,00 €	33,50 €		38,25 €	41,50 €	45,00 €	51,50 €	34,50 €		39,00 €	42,50 €	46,00 €	53,00 €	35,00 €		39,50 €	43,00 €	46,50 €	54,00 €	35,50 €	
46	39,25 €	42,50 €	45,75 €	53,00 €	36,00 €		40,50 €	44,00 €	47,50 €	55,00 €	37,00 €		41,50 €	45,00 €	48,50 €	56,00 €	37,50 €		42,00 €	45,75 €	49,00 €	57,00 €	38,25 €	
47 - 50	39,50 €	43,00 €	46,50 €	53,75 €	36,50 €		41,00 €	44,50 €	48,00 €	55,50 €	37,50 €		42,00 €	45,50 €	49,50 €	57,00 €	38,25 €		42,50 €	46,25 €	50,00 €	58,00 €	38,75 €	
51	41,75 €	45,50 €	49,25 €	57,00 €	38,50 €		43,00 €	47,00 €	51,00 €	59,00 €	39,75 €		44,50 €	48,25 €	52,00 €	60,50 €	40,25 €		45,00 €	49,00 €	53,00 €	61,50 €	40,75 €	
52 - 55	42,75 €	46,50 €	50,25 €	58,25 €	39,00 €		44,00 €	48,25 €	52,00 €	60,50 €	40,25 €		45,50 €	49,25 €	53,50 €	61,50 €	40,75 €		46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	41,25 €	
56	43,75 €	47,50 €	51,25 €	58,75 €	41,50 €		45,50 €	49,25 €	53,00 €	61,00 €	42,75 €		46,50 €	50,25 €	54,50 €	62,50 €	43,25 €		47,00 €	51,00 €	55,00 €	63,00 €	44,00 €	
57	45,00 €	49,00 €	53,00 €	60,25 €	41,50 €		46,50 €	50,75 €	55,00 €	62,50 €	42,75 €		47,50 €	52,00 €	56,00 €	64,00 €	43,25 €		48,50 €	52,75 €	57,00 €	65,00 €	44,00 €	
58	46,00 €	50,00 €	54,00 €	60,75 €	41,50 €		47,50 €	51,75 €	56,00 €	63,00 €	42,75 €		49,00 €	53,00 €	57,00 €	64,50 €	43,25 €		49,50 €	53,75 €	58,00 €	65,00 €	44,00 €	
59	47,00 €	51,00 €	55,00 €	61,25 €	41,50 €		48,50 €	52,75 €	57,00 €	63,50 €	42,75 €		50,00 €	54,00 €	58,50 €	65,00 €	43,25 €		50,50 €	54,75 €	59,00 €	66,00 €	44,00 €	
60	47,75 €	51,50 €	55,25 €	61,50 €	42,00 €		49,50 €	53,25 €	57,00 €	63,50 €	43,25 €		50,50 €	55,00 €	59,50 €	65,00 €	44,00 €		51,50 €	55,25 €	59,50 €	66,00 €	44,50 €	
61	48,75 €	52,00 €	56,25 €	61,75 €	42,00 €		50,50 €	53,75 €	57,00 €	63,50 €	43,25 €		51,50 €	55,25 €	59,50 €	65,00 €	44,00 €		52,50 €	56,00 €	60,00 €	66,50 €	44,50 €	
62	50,25 €	53,00 €	56,75 €	61,75 €	42,00 €		52,00 €	54,75 €	57,50 €	64,00 €	43,25 €		53,50 €	56,25 €	60,50 €	65,50 €	44,50 €		54,00 €	57,00 €	60,50 €	67,00 €	45,00 €	
63	51,50 €	53,50 €	57,00 €	62,00 €	43,50 €		53,50 €	55,25 €	58,00 €	64,00 €	43,75 €		55,00 €	56,75 €	61,00 €	66,50 €	45,00 €		55,50 €	57,25 €	61,50 €	68,00 €	45,50 €	
64	53,25 €	55,00 €	58,00 €	62,00 €	43,00 €		55,00 €	57,00 €	59,00 €	64,00 €	44,75 €		56,50 €	58,50 €	60,50 €	67,00 €	45,50 €		57,00 €	59,25 €	62,00 €	69,50 €	46,00 €	
65	55,25 €	56,50 €	57,75 €	62,75 €	43,50 €		57,00 €	58,50 €	60,00 €	65,00 €	44,75 €		58,50 €	60,00 €	61,50 €	68,00 €	46,00 €		59,50 €	60,75 €	62,50 €	70,50 €	46,50 €	
66	57,50 €	58,00 €	58,50 €	63,50 €	44,50 €		59,50 €	60,00 €	60,50 €	65,50 €	45,75 €		61,00 €	61,50 €	62,00 €	69,00 €	46,50 €		62,00 €	62,25 €	63,00 €	71,50 €	47,25 €	
≥ 67	59,00 €	59,00 €	59,00 €	63,75 €	46,00 €		61,00 €	61,00 €	61,00 €	66,00 €	47,50 €		62,50 €	62,50 €	62,50 €	67,50 €	48,00 €		63,50 €	63,50 €	63,50 €	68,50 €	48,75 €	

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

Niveau 4 "référence"					Niveau 4 "majoration 1"					Niveau 4 "majoration 2"					Niveau 4 "majoration 3"																						
Régime Général					Régime Général					Régime Général					Régime Général																						
A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM																		
≤ 25	30,25 €	31,50 €	32,75 €	35,50 €	25,50 €	31,50 €	32,50 €	34,00 €	36,50 €	26,25 €	32,00 €	33,50 €	34,50 €	37,50 €	32,00 €	33,75 €	35,00 €	37,00 €	38,00 €	26,75 €	32,50 €	33,75 €	35,00 €	37,00 €	32,00 €	33,75 €	35,00 €	37,00 €	32,00 €	33,75 €	35,00 €	37,00 €	32,00 €	33,75 €	35,00 €	37,00 €	27,00 €
26	34,25 €	35,50 €	37,00 €	40,00 €	29,00 €	35,50 €	36,75 €	38,50 €	41,50 €	29,75 €	36,50 €	37,75 €	39,25 €	42,50 €	30,25 €	37,50 €	39,25 €	41,50 €	44,00 €	30,75 €	38,00 €	39,25 €	41,50 €	44,00 €	31,00 €	38,25 €	40,00 €	42,00 €	31,25 €	38,50 €	40,25 €	42,50 €	31,50 €	38,75 €	40,50 €	31,75 €	
27	35,50 €	37,00 €	39,00 €	43,25 €	30,00 €	37,00 €	38,25 €	40,50 €	45,00 €	31,00 €	38,00 €	39,25 €	41,50 €	46,00 €	31,25 €	38,50 €	40,25 €	42,75 €	47,50 €	31,50 €	39,00 €	40,25 €	42,75 €	47,50 €	31,75 €	39,25 €	41,00 €	43,50 €	32,00 €	39,50 €	41,25 €	43,75 €	32,25 €	39,75 €	41,50 €	32,50 €	
28	35,75 €	38,00 €	40,25 €	45,00 €	30,50 €	37,50 €	39,00 €	41,50 €	46,50 €	31,50 €	38,50 €	40,25 €	43,00 €	49,00 €	32,00 €	39,00 €	41,25 €	44,50 €	50,50 €	32,50 €	39,50 €	41,25 €	44,50 €	50,50 €	33,00 €	39,50 €	42,00 €	45,00 €	33,25 €	40,00 €	42,25 €	45,25 €	33,50 €	40,25 €	42,50 €	33,75 €	
29	36,50 €	39,00 €	41,75 €	47,50 €	32,00 €	38,00 €	40,25 €	43,00 €	49,00 €	33,00 €	39,50 €	41,25 €	44,50 €	50,50 €	33,00 €	40,00 €	42,50 €	46,00 €	52,00 €	33,50 €	40,50 €	43,00 €	46,50 €	53,00 €	33,50 €	40,50 €	43,00 €	46,50 €	34,00 €	41,00 €	43,50 €	47,00 €	34,25 €	41,25 €	44,00 €	34,50 €	
30	38,00 €	41,00 €	44,25 €	51,25 €	32,00 €	39,50 €	42,50 €	46,00 €	55,50 €	33,00 €	41,00 €	44,50 €	48,00 €	55,50 €	34,00 €	42,00 €	45,50 €	49,50 €	57,00 €	34,50 €	42,50 €	46,00 €	50,00 €	57,00 €	35,00 €	43,00 €	46,50 €	50,00 €	35,00 €	43,00 €	46,50 €	50,00 €	35,25 €	43,25 €	47,00 €	35,50 €	
31	39,75 €	43,00 €	46,50 €	55,75 €	33,00 €	41,00 €	45,00 €	50,25 €	58,00 €	35,00 €	43,00 €	47,50 €	51,50 €	59,50 €	35,00 €	44,00 €	48,50 €	52,75 €	61,00 €	35,50 €	44,50 €	49,00 €	53,00 €	61,00 €	36,00 €	45,00 €	49,50 €	53,00 €	36,00 €	45,00 €	49,50 €	53,00 €	36,25 €	45,25 €	50,00 €	36,50 €	
32	41,50 €	45,00 €	48,50 €	58,25 €	34,00 €	43,00 €	47,50 €	52,50 €	60,00 €	36,00 €	44,00 €	49,00 €	54,00 €	62,00 €	36,00 €	45,00 €	50,00 €	55,00 €	63,00 €	36,50 €	45,50 €	50,50 €	55,50 €	63,50 €	37,00 €	46,00 €	51,00 €	55,00 €	37,00 €	46,00 €	51,00 €	55,00 €	37,25 €	46,25 €	51,00 €	37,50 €	
33 - 35	42,25 €	46,00 €	49,75 €	57,50 €	35,00 €	43,75 €	47,50 €	51,50 €	61,00 €	37,00 €	45,00 €	50,00 €	55,00 €	63,00 €	37,00 €	46,00 €	51,00 €	56,00 €	64,00 €	37,50 €	46,50 €	51,50 €	56,50 €	64,50 €	38,00 €	47,00 €	52,00 €	56,00 €	38,00 €	47,00 €	52,00 €	56,00 €	38,25 €	47,25 €	52,00 €	38,50 €	
36	45,50 €	49,50 €	53,75 €	61,75 €	38,60 €	47,25 €	51,25 €	55,50 €	66,00 €	40,75 €	48,50 €	52,75 €	57,00 €	67,50 €	40,75 €	49,00 €	53,50 €	58,00 €	68,00 €	41,25 €	49,50 €	54,00 €	58,50 €	68,50 €	41,50 €	50,00 €	54,50 €	58,50 €	41,50 €	50,00 €	54,50 €	58,50 €	41,75 €	50,25 €	55,00 €	42,00 €	
37 - 40	47,00 €	51,00 €	55,00 €	63,75 €	39,50 €	48,50 €	52,75 €	57,00 €	68,00 €	42,25 €	50,00 €	54,25 €	58,50 €	69,00 €	42,25 €	50,50 €	55,00 €	60,00 €	70,00 €	42,50 €	51,00 €	55,50 €	60,00 €	70,00 €	42,50 €	51,50 €	56,00 €	60,00 €	42,50 €	51,50 €	56,00 €	60,00 €	42,75 €	51,75 €	56,25 €	43,00 €	
41	50,25 €	54,50 €	58,75 €	68,00 €	43,00 €	52,00 €	56,50 €	61,00 €	70,50 €	44,25 €	53,00 €	57,50 €	62,00 €	72,00 €	44,25 €	53,50 €	58,00 €	63,00 €	73,00 €	44,50 €	54,00 €	58,50 €	63,00 €	73,00 €	44,50 €	54,50 €	59,00 €	63,00 €	44,50 €	54,50 €	59,00 €	63,00 €	44,75 €	54,75 €	59,25 €	45,00 €	
42 - 45	51,50 €	56,00 €	60,50 €	70,00 €	44,00 €	53,00 €	58,00 €	63,00 €	73,00 €	45,25 €	54,00 €	59,00 €	64,00 €	74,00 €	45,25 €	54,50 €	59,50 €	64,50 €	74,50 €	45,50 €	54,50 €	59,50 €	64,50 €	74,50 €	45,50 €	55,00 €	60,00 €	64,50 €	45,50 €	55,00 €	60,00 €	64,50 €	45,75 €	55,25 €	60,25 €	46,00 €	
46	55,25 €	60,00 €	64,75 €	75,00 €	46,50 €	55,00 €	60,00 €	65,00 €	75,00 €	48,00 €	57,00 €	62,00 €	67,00 €	77,00 €	48,00 €	58,00 €	63,00 €	68,00 €	78,00 €	48,00 €	58,00 €	63,00 €	68,00 €	78,00 €	48,00 €	58,50 €	63,50 €	68,50 €	48,00 €	58,50 €	63,50 €	68,50 €	48,25 €	58,75 €	63,75 €	48,50 €	
47 - 50	58,75 €	63,50 €	68,25 €	78,50 €	48,00 €	57,00 €	62,00 €	67,00 €	78,00 €	49,50 €	58,50 €	63,50 €	68,50 €	79,00 €	49,50 €	59,00 €	64,00 €	69,00 €	79,50 €	49,50 €	59,50 €	64,50 €	69,50 €	79,50 €	49,50 €	60,00 €	65,00 €	70,00 €	49,50 €	60,00 €	65,00 €	70,00 €	49,75 €	59,75 €	64,75 €	50,00 €	
51	59,00 €	64,00 €	69,00 €	80,00 €	50,50 €	59,00 €	64,00 €	69,00 €	80,00 €	52,00 €	60,50 €	65,50 €	70,50 €	81,00 €	52,00 €	61,00 €	66,00 €	71,00 €	81,50 €	52,00 €	61,50 €	66,50 €	71,50 €	81,50 €	52,00 €	62,00 €	67,00 €	72,00 €	52,00 €	62,00 €	67,00 €	72,00 €	52,25 €	62,25 €	67,25 €	52,50 €	
52 - 55	59,75 €	65,00 €	70,25 €	81,25 €	51,50 €	60,50 €	65,75 €	70,75 €	82,00 €	53,00 €	62,00 €	67,25 €	72,25 €	83,00 €	53,00 €	62,50 €	67,75 €	72,75 €	84,00 €	53,00 €	63,00 €	68,25 €	73,25 €	84,00 €	53,00 €	63,50 €	68,50 €	73,50 €	53,00 €	63,50 €	68,50 €	73,50 €	53,25 €	63,75 €	68,75 €	53,50 €	
56	63,00 €	68,50 €	74,25 €	85,25 €	54,50 €	64,00 €	69,25 €	74,25 €	85,25 €	56,25 €	65,50 €	70,75 €	75,75 €	86,75 €	56,25 €	66,00 €	71,25 €	76,25 €	87,25 €	56,25 €	66,50 €	71,75 €	76,75 €	87,25 €	56,25 €	67,00 €	72,00 €	77,00 €	56,25 €	67,00 €	72,00 €	77,00 €	56,50 €	67,25 €	72,25 €	56,75 €	
57	64,00 €	69,50 €	75,00 €	86,00 €	55,50 €	65,00 €	70,25 €	75,25 €	86,25 €	57,25 €	66,50 €	71,75 €	76,75 €	87,75 €	57,25 €	67,00 €	72,25 €	77,25 €	88,25 €	57,25 €	67,50 €	72,75 €	77,75 €	88,25 €	57,25 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	57,25 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	57,50 €	68,25 €	73,25 €	57,75 €	
58	64,75 €	70,50 €	76,25 €	87,00 €	55,50 €	65,00 €	70,25 €	75,25 €	86,25 €	57,25 €	66,50 €	71,75 €	76,75 €	87,75 €	57,25 €	67,00 €	72,25 €	77,25 €	88,25 €	57,25 €	67,50 €	72,75 €	77,75 €	88,25 €	57,25 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	57,25 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	57,50 €	68,25 €	73,25 €	57,75 €	
59	65,75 €	71,50 €	77,25 €	88,00 €	56,00 €	66,00 €	71,25 €	76,25 €	87,25 €	58,00 €	67,00 €	72,25 €	77,25 €	88,25 €	58,00 €	67,50 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	67,75 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,25 €	68,25 €	73,25 €	58,50 €	
60	67,25 €	73,00 €	78,75 €	89,00 €	56,00 €	66,00 €	71,25 €	76,25 €	87,25 €	58,00 €	67,00 €	72,25 €	77,25 €	88,25 €	58,00 €	67,50 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	67,75 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,25 €	68,25 €	73,25 €	58,50 €	
61	68,50 €	74,50 €	80,25 €	90,00 €	56,00 €	66,00 €	71,25 €	76,25 €	87,25 €	58,00 €	67,00 €	72,25 €	77,25 €	88,25 €	58,00 €	67,50 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	67,75 €	72,75 €	77,75 €	88,75 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,00 €	68,00 €	73,00 €	78,00 €	58,25 €	68,25 €	73,25 €	58,50 €	
62	71,25 €	77,00 €	82,75 €	93,00 €	57,50 €	68,00 €	73,25 €	78,25 €	89,25 €	59,25 €	69,00 €	74,25 €	79,25 €	90,00 €	59,25 €	69,50 €	74,75 €	79,75 €	90,50 €	59,25 €	69,75 €	75,00 €	80,00 €	90,50 €	59,25 €	70,00 €	75,00 €	80,00 €	59,25 €	70,00 €	75,00 €	80,00 €	59,50 €	70,25 €	75,25 €	60,00 €	
63	73,00 €	79,00 €	85,00 €	95,00 €	58,00 €	69,00 €	74,25 €	79,25 €	90,25 €	60,00 €	70,50 €	75,75 €	80,75 €	91,75 €	60,00 €	71,00 €	76,25 €	81,25 €	92,25 €	60,00 €	71,50 €	76,75 €	81,75 €	92,25 €	60,00 €	72,00 €	77,00 €	82,00 €	60,00 €	72,00 €	77,00 €	82,00 €	60,25 €	72,25 €	77,25 €	61,00 €	
64	75,25 €	81,50 €	87,75 €	98,00 €	58,00 €	69,50 €	74,75 €	79,75 €	90,75 €	60,00 €	71,00 €	76,25 €	81,25 €	92,25 €	60,00 €	71,50 €	76,75 €	81,75 €	92,25 €	60,00 €	72,00 €	77,00 €	82,00 €	92,25 €	60,00 €	72,50 €	77,50 €	82,50 €	60,00 €	72,50 €	77,50 €	82,50 €	60,25 €	72,75 €	77,75 €	61,50 €	
65	78,00 €	84,50 €	91,00 €	101,00 €	58,50 €	70,00 €	75,25 €	80,25 €	91,25 €	61,25 €	72,00 €	77,25 €	82,25 €	93,25 €	61,25 €	72,50 €	77,50 €	82,50 €	93,25 €	61,25 €	73,00 €	78,00 €	83,00 €	93,25 €	61,25 €	73,50 €	78,50 €	83,50 €	61,25 €	73,50 €	78,50 €	83,50 €	61,50 €	73,75 €	78,75 €	62,00 €	
66	79,75 €	86,50 €	93,25 €	103,00 €	59,50 €	71,50 €	76,75 €	81,75 €	92,75 €	62,25 €	73,00 €	78,25 €	83,25 €	94,25 €	62,25 €																						
≥ 67	82,00 €	89,00 €	96,00 €	106,00 €	60,50 €	73,00 €	78,50 €	84,00 €	95,00 €	63,25 €	74,00 €	79,50 €	85,00 €	96,00 €	63,25 €	74,50 €	80,00 €	85,50 €	96,50 €	63,25 €	75,00 €	80,50 €	86,00 €	97,00 €	63,25 €	75,50 €	81,00 €	86,50 €	63,25 €	76,00 €	81,50 €	87					

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

Niveau 5 "référence"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
≤ 25	48,00 €	50,00 €	52,00 €	56,25 €	61,50 €	62,50 €	66,25 €	37,50 €	
26	57,00 €	59,00 €	61,50 €	66,25 €	70,50 €	71,50 €	75,00 €	42,00 €	
27	58,00 €	61,00 €	64,00 €	68,50 €	73,00 €	74,00 €	77,50 €	43,00 €	
28	59,50 €	62,50 €	66,25 €	70,00 €	74,50 €	75,50 €	79,00 €	44,50 €	
29	59,50 €	62,50 €	66,25 €	70,00 €	74,50 €	75,50 €	79,00 €	45,50 €	
30	60,75 €	66,00 €	71,25 €	82,50 €	87,00 €	88,00 €	91,50 €	46,50 €	
31	62,50 €	68,00 €	73,50 €	85,00 €	90,00 €	91,00 €	94,50 €	48,00 €	
32	64,00 €	69,50 €	75,00 €	87,00 €	92,00 €	93,00 €	96,50 €	48,50 €	
33 - 35	65,50 €	71,00 €	76,75 €	88,75 €	94,00 €	95,00 €	98,50 €	50,00 €	
36	69,00 €	75,00 €	81,00 €	93,75 €	99,00 €	100,00 €	103,50 €	53,50 €	
37 - 40	70,75 €	77,00 €	83,25 €	96,25 €	102,50 €	103,50 €	107,00 €	56,00 €	
41	75,00 €	81,50 €	88,00 €	102,00 €	109,00 €	110,00 €	113,50 €	59,70 €	
42 - 45	76,75 €	83,50 €	90,25 €	104,25 €	111,50 €	112,50 €	116,00 €	61,50 €	
46	76,75 €	83,50 €	90,25 €	104,25 €	111,50 €	112,50 €	116,00 €	62,50 €	
47 - 50	78,75 €	85,50 €	92,25 €	106,75 €	114,00 €	115,00 €	118,50 €	64,50 €	
51	82,00 €	89,00 €	96,00 €	111,25 €	118,50 €	119,50 €	123,00 €	68,50 €	
52 - 55	83,75 €	91,00 €	98,25 €	112,75 €	120,00 €	121,00 €	124,50 €	70,50 €	
56	86,50 €	94,00 €	101,50 €	116,50 €	124,00 €	125,00 €	128,50 €	72,50 €	
57	88,00 €	95,50 €	102,75 €	117,75 €	125,00 €	126,00 €	130,00 €	73,50 €	
58	89,25 €	97,00 €	104,00 €	118,00 €	126,00 €	127,00 €	131,00 €	74,50 €	
59	90,50 €	98,50 €	106,25 €	118,75 €	127,00 €	128,00 €	132,50 €	75,00 €	
60	93,00 €	100,00 €	108,50 €	120,00 €	128,00 €	129,00 €	133,50 €	76,50 €	
61	94,50 €	102,00 €	110,00 €	122,00 €	130,00 €	131,00 €	135,00 €	77,00 €	
62	97,25 €	105,00 €	107,75 €	119,00 €	125,00 €	126,00 €	130,00 €	78,50 €	
63	100,50 €	108,50 €	108,75 €	121,25 €	128,00 €	129,00 €	133,00 €	79,50 €	
64	104,00 €	112,00 €	110,75 €	122,50 €	130,00 €	131,00 €	135,00 €	80,50 €	
65	107,50 €	109,50 €	111,50 €	123,50 €	131,00 €	132,00 €	136,00 €	82,00 €	
66	110,25 €	111,50 €	113,50 €	125,00 €	133,00 €	134,00 €	138,00 €	84,00 €	
≥ 67	113,50 €	113,50 €	113,50 €	125,75 €	135,00 €	136,00 €	140,00 €	85,50 €	

Niveau 5 "majoration 1"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
51,00 €	51,75 €	54,00 €	58,00 €	61,00 €	63,75 €	65,00 €	68,75 €	38,75 €	
60,50 €	61,00 €	63,50 €	67,25 €	69,50 €	72,25 €	73,50 €	77,25 €	43,25 €	
61,50 €	63,25 €	66,00 €	69,75 €	71,50 €	74,25 €	75,50 €	79,25 €	44,25 €	
63,00 €	64,75 €	68,50 €	72,00 €	74,50 €	77,25 €	78,50 €	82,25 €	45,75 €	
63,00 €	64,75 €	68,50 €	72,00 €	74,50 €	77,25 €	78,50 €	82,25 €	46,75 €	
64,50 €	66,25 €	70,00 €	73,50 €	76,00 €	78,75 €	80,00 €	83,75 €	48,00 €	
66,50 €	68,25 €	71,75 €	75,25 €	77,75 €	80,50 €	81,75 €	85,50 €	49,50 €	
68,00 €	70,50 €	73,75 €	77,25 €	80,00 €	82,75 €	84,00 €	87,75 €	50,00 €	
68,00 €	70,50 €	73,75 €	77,25 €	80,00 €	82,75 €	84,00 €	87,75 €	51,50 €	
73,25 €	73,50 €	75,75 €	79,00 €	81,50 €	84,00 €	85,25 €	89,00 €	55,00 €	
75,00 €	77,75 €	80,25 €	83,50 €	86,00 €	88,50 €	89,75 €	93,50 €	57,75 €	
75,00 €	77,75 €	80,25 €	83,50 €	86,00 €	88,50 €	89,75 €	93,50 €	57,75 €	
79,50 €	81,50 €	83,50 €	86,50 €	89,00 €	91,50 €	92,75 €	96,50 €	61,50 €	
81,50 €	83,50 €	85,50 €	88,50 €	91,00 €	93,50 €	94,75 €	98,50 €	63,25 €	
81,50 €	83,50 €	85,50 €	88,50 €	91,00 €	93,50 €	94,75 €	98,50 €	64,50 €	
83,50 €	85,50 €	87,50 €	90,50 €	93,00 €	95,50 €	96,75 €	100,50 €	66,50 €	
87,00 €	89,00 €	91,00 €	94,00 €	96,50 €	99,00 €	100,25 €	104,00 €	70,50 €	
88,00 €	90,00 €	92,00 €	95,00 €	97,50 €	100,00 €	101,25 €	105,00 €	72,50 €	
91,75 €	93,75 €	95,75 €	98,75 €	100,75 €	102,75 €	104,00 €	107,75 €	74,75 €	
93,50 €	95,50 €	97,50 €	100,50 €	102,50 €	104,50 €	105,75 €	109,50 €	75,75 €	
94,50 €	96,50 €	98,50 €	101,50 €	103,50 €	105,50 €	106,75 €	110,50 €	76,75 €	
96,00 €	98,00 €	100,00 €	103,00 €	105,00 €	107,00 €	108,25 €	112,00 €	77,75 €	
96,00 €	98,00 €	100,00 €	103,00 €	105,00 €	107,00 €	108,25 €	112,00 €	77,75 €	
100,00 €	102,00 €	104,00 €	107,00 €	109,00 €	111,00 €	112,25 €	116,00 €	80,00 €	
100,00 €	102,00 €	104,00 €	107,00 €	109,00 €	111,00 €	112,25 €	116,00 €	80,00 €	
103,00 €	105,00 €	107,00 €	110,00 €	112,00 €	114,00 €	115,25 €	119,00 €	81,50 €	
103,00 €	105,00 €	107,00 €	110,00 €	112,00 €	114,00 €	115,25 €	119,00 €	81,50 €	
106,50 €	108,50 €	110,50 €	113,50 €	115,50 €	117,50 €	118,75 €	122,50 €	83,00 €	
106,50 €	108,50 €	110,50 €	113,50 €	115,50 €	117,50 €	118,75 €	122,50 €	83,00 €	
110,00 €	112,00 €	114,00 €	117,00 €	119,00 €	121,00 €	122,25 €	126,00 €	85,75 €	
110,00 €	112,00 €	114,00 €	117,00 €	119,00 €	121,00 €	122,25 €	126,00 €	85,75 €	
117,00 €	119,00 €	121,00 €	124,00 €	126,00 €	128,00 €	129,25 €	133,00 €	87,75 €	

Niveau 5 "majoration 2"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
51,00 €	53,00 €	55,00 €	59,50 €	63,50 €	67,50 €	69,00 €	73,50 €	39,25 €	
60,50 €	62,50 €	64,50 €	69,00 €	73,00 €	77,00 €	78,50 €	83,00 €	44,00 €	
61,50 €	63,50 €	65,50 €	70,00 €	74,00 €	78,00 €	79,50 €	84,00 €	45,00 €	
63,00 €	65,00 €	67,00 €	71,50 €	75,50 €	79,50 €	81,00 €	85,50 €	46,50 €	
63,00 €	65,00 €	67,00 €	71,50 €	75,50 €	79,50 €	81,00 €	85,50 €	47,50 €	
64,50 €	66,50 €	68,50 €	73,00 €	77,00 €	81,00 €	82,50 €	87,00 €	48,50 €	
66,50 €	68,50 €	70,50 €	75,00 €	79,00 €	83,00 €	84,50 €	89,00 €	50,25 €	
68,00 €	70,00 €	72,00 €	76,50 €	80,50 €	84,50 €	86,00 €	91,00 €	50,25 €	
68,00 €	70,00 €	72,00 €	76,50 €	80,50 €	84,50 €	86,00 €	91,00 €	52,25 €	
73,25 €	75,25 €	77,25 €	81,75 €	85,75 €	89,75 €	91,25 €	96,00 €	56,00 €	
75,00 €	77,00 €	79,00 €	83,50 €	87,50 €	91,50 €	93,00 €	98,00 €	58,50 €	
75,00 €	77,00 €	79,00 €	83,50 €	87,50 €	91,50 €	93,00 €	98,00 €	58,50 €	
79,50 €	81,50 €	83,50 €	88,00 €	92,00 €	96,00 €	97,50 €	102,00 €	62,50 €	
81,50 €	83,50 €	85,50 €	90,00 €	94,00 €	98,00 €	99,50 €	104,00 €	64,25 €	
81,50 €	83,50 €	85,50 €	90,00 €	94,00 €	98,00 €	99,50 €	104,00 €	65,25 €	
83,50 €	85,50 €	87,50 €	92,00 €	96,00 €	100,00 €	101,50 €	106,00 €	67,50 €	
87,00 €	89,00 €	91,00 €	95,50 €	99,50 €	103,50 €	105,00 €	110,00 €	71,50 €	
88,00 €	90,00 €	92,00 €	96,50 €	100,50 €	104,50 €	106,00 €	111,00 €	73,50 €	
91,75 €	93,75 €	95,75 €	100,25 €	104,25 €	108,25 €	109,75 €	114,75 €	75,75 €	
93,50 €	95,50 €	97,50 €	102,00 €	106,00 €	110,00 €	111,50 €	116,50 €	76,75 €	
94,50 €	96,50 €	98,50 €	103,00 €	107,00 €	111,00 €	112,50 €	117,50 €	77,75 €	
96,00 €	98,00 €	100,00 €	104,50 €	108,50 €	112,50 €	114,00 €	119,00 €	79,75 €	
96,00 €	98,00 €	100,00 €	104,50 €	108,50 €	112,50 €	114,00 €	119,00 €	79,75 €	
100,00 €	102,00 €	104,00 €	108,50 €	112,50 €	116,50 €	118,00 €	123,00 €	81,50 €	
100,00 €	102,00 €	104,00 €	108,50 €	112,50 €	116,50 €	118,00 €	123,00 €	81,50 €	
103,00 €	105,00 €	107,00 €	111,50 €	115,50 €	119,50 €	121,00 €	126,00 €	83,00 €	
103,00 €	105,00 €	107,00 €	111,50 €	115,50 €	119,50 €	121,00 €	126,00 €	83,00 €	
106,50 €	108,50 €	110,50 €	115,00 €	119,00 €	123,00 €	124,50 €	129,50 €	85,75 €	
106,50 €	108,50 €	110,50 €	115,00 €	119,00 €	123,00 €	124,50 €	129,50 €	85,75 €	
110,00 €	112,00 €	114,00 €	118,50 €	122,50 €	126,50 €	128,00 €	133,00 €	87,75 €	
110,00 €	112,00 €	114,00 €	118,50 €	122,50 €	126,50 €	128,00 €	133,00 €	87,75 €	
117,00 €	119,00 €	121,00 €	125,50 €	129,50 €	133,50 €	135,00 €	140,00 €	89,25 €	

Niveau 5 "majoration 3"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
51,50 €	53,75 €	56,00 €	60,50 €	64,50 €	68,50 €	70,00 €	74,50 €	39,75 €	
61,50 €	63,75 €	66,00 €	70,50 €	74,50 €	78,50 €	80,00 €	84,50 €	44,50 €	
62,50 €	64,75 €	67,00 €	71,50 €	75,50 €	79,50 €	81,00 €	85,50 €	45,50 €	
64,00 €	66,25 €	68,50 €	73,00 €	77,00 €	81,00 €	82,50 €	87,00 €	47,25 €	
64,00 €	66,25 €	68,50 €	73,00 €	77,00 €	81,00 €	82,50 €	87,00 €	48,25 €	
65,50 €	67,75 €	70,00 €	74,50 €	78,50 €	82,50 €	84,00 €	88,50 €	49,25 €	
66,50 €	68,75 €	71,00 €	75,50 €	79,50 €	83,50 €	85,00 €	89,50 €	49,25 €	
68,00 €	70,00 €	72,00 €	76,50 €	80,50 €	84,50 €	86,00 €	90,50 €	51,00 €	
68,00 €	70,00 €	72,00 €	76,50 €	80,50 €	84,50 €	86,00 €	90,50 €	51,00 €	
73,25 €	75,25 €	77,25 €	81,75 €	85,75 €	89,75 €	91,25 €	96,00 €	55,00 €	
75,00 €	77,00 €	79,00 €	83,50 €	87,50 €	91,50 €	93,00 €	98,00 €	58,50 €	
75,00 €	77,00 €	79,00 €	83,50 €	87,50 €	91,50 €	93,00 €	98,00 €	58,50 €	
79,50 €	81,50 €	83,50 €	88,00 €	92,00 €	96,00 €	97,50 €	102,00 €	62,5	

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous colléges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Niveau 6 "référence" et "majoration 1"						
Régime Général						
	A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25	86,75 €	90,50 €	94,25 €	102,00 €	56,50 €	
26	102,00 €	106,00 €	110,25 €	119,25 €	62,00 €	
27	104,00 €	109,50 €	115,00 €	126,75 €	62,50 €	
28	104,00 €	110,00 €	116,50 €	130,50 €	64,50 €	
29	104,25 €	112,00 €	119,75 €	136,50 €	65,50 €	
30	104,75 €	114,00 €	123,25 €	142,50 €	66,50 €	
31	105,75 €	115,00 €	124,25 €	143,75 €	68,00 €	
32	107,75 €	117,00 €	126,25 €	146,25 €	69,00 €	
33 - 35	109,25 €	118,50 €	128,00 €	148,00 €	70,00 €	
36	115,00 €	125,00 €	135,00 €	156,25 €	74,00 €	
37 - 40	118,50 €	129,00 €	139,50 €	161,25 €	75,50 €	
41	126,00 €	137,00 €	148,00 €	171,25 €	79,00 €	
42 - 45	129,25 €	140,50 €	151,75 €	175,75 €	81,00 €	
46	131,50 €	143,00 €	154,50 €	179,00 €	82,00 €	
47 - 50	135,25 €	147,00 €	158,75 €	183,75 €	84,50 €	
51	141,25 €	153,50 €	165,75 €	191,75 €	88,50 €	
52 - 55	144,50 €	157,00 €	169,50 €	195,25 €	90,50 €	
56	145,75 €	158,50 €	171,25 €	195,50 €	92,00 €	
57	146,75 €	159,50 €	172,00 €	195,50 €	93,50 €	
58	149,00 €	162,00 €	174,25 €	195,50 €	94,50 €	
59	149,50 €	162,50 €	175,25 €	195,50 €	95,50 €	
60	153,00 €	164,50 €	175,25 €	195,50 €	96,50 €	
61	155,50 €	165,50 €	175,50 €	195,50 €	97,00 €	
62	159,00 €	167,50 €	176,00 €	195,75 €	98,50 €	
63	162,75 €	169,50 €	176,50 €	196,25 €	99,50 €	
64	167,00 €	172,00 €	177,50 €	196,25 €	100,50 €	
65	171,00 €	174,50 €	178,00 €	196,50 €	102,50 €	
66	174,25 €	176,00 €	178,50 €	196,50 €	106,00 €	
≥ 67	178,50 €	178,50 €	178,50 €	196,75 €	108,00 €	

Niveau 6 "majoration 2"					R. ALM
Régime Général					
A	D	F	G		
92,25 €	96,00 €	99,75 €	108,00 €	59,00 €	
108,00 €	112,25 €	117,00 €	126,50 €	64,75 €	
110,00 €	116,00 €	122,00 €	134,50 €	65,25 €	
110,00 €	116,50 €	123,50 €	138,50 €	67,50 €	
110,50 €	118,75 €	127,00 €	144,50 €	68,50 €	
111,00 €	120,75 €	130,50 €	151,00 €	69,50 €	
112,25 €	122,00 €	131,75 €	152,50 €	71,00 €	
114,00 €	124,00 €	134,00 €	155,00 €	72,00 €	
115,50 €	125,50 €	135,50 €	157,00 €	73,25 €	
122,00 €	132,50 €	143,00 €	165,50 €	77,25 €	
126,00 €	136,75 €	148,00 €	171,00 €	79,00 €	
133,50 €	145,25 €	157,00 €	181,50 €	82,50 €	
137,00 €	149,00 €	161,00 €	186,00 €	84,75 €	
139,50 €	151,50 €	163,50 €	189,50 €	85,75 €	
143,50 €	155,75 €	168,00 €	194,50 €	88,25 €	
149,50 €	162,75 €	175,50 €	203,00 €	92,50 €	
153,00 €	166,50 €	179,50 €	207,00 €	94,50 €	
154,50 €	168,00 €	181,50 €	207,00 €	96,25 €	
155,50 €	169,00 €	182,50 €	207,00 €	97,75 €	
158,00 €	171,75 €	184,50 €	207,00 €	98,75 €	
158,50 €	172,25 €	185,50 €	207,00 €	99,75 €	
162,00 €	174,25 €	185,50 €	207,00 €	100,75 €	
165,00 €	175,50 €	186,00 €	207,00 €	101,25 €	
168,50 €	177,50 €	186,50 €	207,50 €	103,00 €	
172,50 €	179,75 €	187,00 €	208,00 €	104,00 €	
177,00 €	182,25 €	188,00 €	208,00 €	105,00 €	
181,00 €	185,00 €	188,50 €	208,00 €	107,00 €	
184,50 €	186,50 €	189,00 €	208,00 €	110,75 €	
189,00 €	189,00 €	189,00 €	208,50 €	112,75 €	

Niveau 6 "majoration 3"					R. ALM
Régime Général					
A	D	F	G		
93,50 €	97,25 €	101,25 €	109,50 €	60,00 €	
109,50 €	114,00 €	118,50 €	128,00 €	65,75 €	
111,50 €	117,75 €	123,50 €	136,00 €	66,25 €	
111,50 €	118,25 €	125,00 €	140,00 €	68,25 €	
112,00 €	120,50 €	128,50 €	146,50 €	69,50 €	
112,50 €	122,50 €	132,50 €	153,00 €	70,50 €	
114,00 €	123,75 €	133,75 €	154,50 €	72,00 €	
116,00 €	125,75 €	135,50 €	157,00 €	73,25 €	
117,50 €	127,50 €	137,50 €	159,00 €	74,25 €	
123,50 €	134,50 €	145,00 €	168,00 €	78,50 €	
127,75 €	138,75 €	150,00 €	173,50 €	80,00 €	
135,50 €	147,25 €	159,00 €	184,00 €	83,75 €	
139,00 €	151,00 €	163,00 €	189,00 €	85,75 €	
141,50 €	153,75 €	166,00 €	192,50 €	87,00 €	
145,50 €	158,00 €	170,50 €	197,50 €	89,50 €	
152,00 €	165,00 €	178,00 €	206,00 €	93,75 €	
155,50 €	168,75 €	182,00 €	210,00 €	96,00 €	
156,50 €	170,50 €	184,00 €	210,00 €	97,50 €	
157,50 €	171,50 €	185,00 €	210,00 €	99,00 €	
160,00 €	174,25 €	187,00 €	210,00 €	100,25 €	
160,50 €	174,75 €	188,50 €	210,00 €	101,25 €	
164,50 €	176,75 €	188,50 €	210,00 €	102,25 €	
167,00 €	178,00 €	188,50 €	210,00 €	102,75 €	
171,00 €	180,00 €	189,00 €	210,50 €	104,50 €	
175,00 €	182,25 €	189,50 €	211,00 €	105,50 €	
179,50 €	185,00 €	190,50 €	211,00 €	106,50 €	
184,00 €	187,50 €	191,50 €	211,00 €	108,75 €	
187,00 €	189,25 €	192,00 €	211,00 €	112,25 €	
192,00 €	192,00 €	192,00 €	211,50 €	114,50 €	

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

		Niveau 1 "référence"					Niveau 2 "référence"				
		Régime Général				R. ALM	Régime Général				R. ALM
		A	D	F	G		A	D	F	G	
≤ 25		1,99 €	2,21 €	2,43 €	2,43 €	1,32 €	7,28 €	7,50 €	7,72 €	7,72 €	5,74 €
26		2,21 €	2,65 €	2,65 €	2,65 €	2,21 €	7,50 €	7,95 €	8,17 €	8,17 €	7,06 €
27		2,43 €	2,65 €	2,65 €	2,65 €	2,21 €	7,50 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,06 €
28		2,43 €	2,65 €	2,87 €	2,87 €	3,09 €	7,50 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,95 €
29		2,65 €	3,09 €	2,87 €	2,87 €	3,09 €	7,72 €	8,39 €	9,05 €	9,05 €	7,95 €
30		3,31 €	3,53 €	3,75 €	3,75 €	3,53 €	8,17 €	8,83 €	9,49 €	9,49 €	8,39 €
31		3,97 €	4,41 €	4,41 €	4,41 €	3,53 €	9,05 €	9,71 €	10,37 €	10,37 €	8,39 €
32		4,41 €	4,86 €	4,86 €	4,86 €	3,97 €	9,27 €	10,15 €	11,04 €	11,04 €	9,27 €
33 - 35		4,86 €	5,30 €	5,74 €	5,74 €	3,97 €	9,71 €	10,59 €	11,48 €	11,48 €	9,27 €
36		5,30 €	5,74 €	6,18 €	6,18 €	3,97 €	10,59 €	11,48 €	12,36 €	12,36 €	9,27 €
37 - 40		5,74 €	6,18 €	6,62 €	6,62 €	3,97 €	11,04 €	11,92 €	12,80 €	12,80 €	9,27 €
41		6,18 €	6,62 €	7,06 €	7,06 €	4,41 €	11,70 €	12,80 €	13,46 €	13,46 €	10,15 €
42 - 45		6,18 €	6,62 €	7,06 €	7,06 €	4,86 €	11,92 €	12,80 €	13,68 €	13,68 €	10,59 €
46		7,06 €	7,95 €	8,61 €	8,61 €	5,30 €	13,24 €	14,57 €	15,89 €	15,89 €	11,04 €
47 - 50		7,28 €	8,39 €	9,05 €	9,05 €	5,74 €	13,68 €	15,01 €	16,33 €	16,33 €	11,48 €
51		7,72 €	8,39 €	9,05 €	9,05 €	5,74 €	14,57 €	15,89 €	17,22 €	17,22 €	11,92 €
52 - 55		8,17 €	8,83 €	9,49 €	9,49 €	6,18 €	15,01 €	16,33 €	17,66 €	17,66 €	11,92 €
56		8,61 €	9,27 €	10,37 €	10,37 €	6,18 €	16,11 €	17,66 €	19,20 €	19,20 €	11,92 €
57		8,61 €	9,27 €	10,37 €	10,37 €	6,18 €	16,77 €	18,54 €	19,86 €	19,86 €	11,92 €
58		9,27 €	10,15 €	10,59 €	10,59 €	6,18 €	17,44 €	18,98 €	20,53 €	20,53 €	12,80 €
59		9,27 €	10,15 €	10,59 €	10,59 €	6,18 €	18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	12,80 €
60		9,49 €	10,59 €	11,04 €	11,04 €	6,62 €	18,98 €	20,31 €	21,85 €	21,85 €	13,24 €
61		9,71 €	10,59 €	11,04 €	11,04 €	6,62 €	19,64 €	20,75 €	21,85 €	21,85 €	13,24 €
62		10,59 €	10,59 €	11,48 €	11,48 €	6,62 €	20,08 €	21,19 €	22,29 €	22,29 €	13,24 €
63		11,04 €	10,59 €	11,48 €	11,48 €	6,62 €	20,75 €	21,63 €	22,51 €	22,51 €	13,68 €
64		11,04 €	11,48 €	11,92 €	11,92 €	6,62 €	21,85 €	22,51 €	23,17 €	23,17 €	14,57 €
65		11,26 €	11,48 €	11,92 €	11,92 €	7,06 €	23,40 €	23,84 €	24,28 €	24,28 €	15,45 €
66		11,48 €	11,48 €	11,92 €	11,92 €	7,28 €	24,50 €	24,72 €	24,72 €	24,72 €	16,33 €
≥ 67		11,92 €	11,92 €	11,92 €	11,92 €	7,50 €	24,72 €	24,72 €	24,72 €	24,72 €	16,77 €

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Niveau 3 "référence"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
≤ 25	10,15 €	10,59 €	11,04 €	11,48 €	11,92 €	12,36 €	12,80 €	8,39 €	
26	11,48 €	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	10,15 €	
27	11,48 €	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	10,15 €	
28	11,70 €	12,36 €	13,02 €	13,90 €	14,57 €	15,01 €	15,45 €	10,59 €	
29	12,14 €	12,80 €	13,68 €	14,79 €	15,89 €	16,33 €	16,77 €	10,59 €	
30	12,58 €	13,68 €	14,79 €	15,89 €	16,33 €	16,77 €	17,22 €	11,48 €	
31	13,02 €	14,13 €	15,23 €	16,55 €	17,44 €	17,88 €	18,32 €	11,48 €	
32	13,68 €	15,01 €	16,33 €	17,44 €	18,32 €	18,76 €	19,20 €	12,36 €	
33 - 35	14,13 €	15,45 €	16,77 €	17,88 €	18,76 €	19,20 €	19,64 €	12,36 €	
36	15,45 €	16,77 €	18,54 €	19,42 €	20,30 €	20,74 €	21,18 €	13,51 €	
37 - 40	15,89 €	17,22 €	18,54 €	20,08 €	21,18 €	21,62 €	22,06 €	13,68 €	
41	16,77 €	18,10 €	19,42 €	21,19 €	22,51 €	23,40 €	24,28 €	15,01 €	
42 - 45	16,99 €	18,54 €	20,08 €	21,63 €	22,51 €	23,40 €	24,28 €	15,45 €	
46	18,32 €	19,86 €	21,63 €	23,40 €	25,17 €	26,06 €	26,94 €	16,77 €	
47 - 50	18,76 €	20,31 €	21,85 €	23,84 €	25,61 €	26,50 €	27,38 €	17,22 €	
51	19,86 €	21,63 €	23,40 €	25,60 €	27,38 €	28,27 €	29,15 €	18,54 €	
52 - 55	20,31 €	22,07 €	23,84 €	26,04 €	27,82 €	28,71 €	29,59 €	18,54 €	
56	21,63 €	23,40 €	25,38 €	27,15 €	29,15 €	30,04 €	30,92 €	19,42 €	
57	21,85 €	23,84 €	25,82 €	27,59 €	29,59 €	30,48 €	31,36 €	19,42 €	
58	22,73 €	24,72 €	26,71 €	28,03 €	29,93 €	30,82 €	31,70 €	19,86 €	
59	23,17 €	25,16 €	27,37 €	28,25 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	19,86 €	
60	24,28 €	26,04 €	28,11 €	28,69 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,31 €	
61	24,50 €	26,04 €	28,25 €	29,35 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,31 €	
62	25,60 €	26,93 €	28,69 €	29,58 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,31 €	
63	26,71 €	27,81 €	28,91 €	29,58 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,75 €	
64	27,81 €	28,69 €	29,58 €	30,02 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,19 €	
65	28,91 €	29,58 €	30,24 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,63 €	
66	30,02 €	30,46 €	30,90 €	30,90 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,07 €	
≥ 67	31,78 €	31,78 €	31,78 €	31,78 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,51 €	

Niveau 3 "majoré 1"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
≤ 25	10,59 €	11,04 €	11,48 €	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	8,61 €	
26	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	14,56 €	10,37 €	
27	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	14,56 €	10,37 €	
28	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	14,56 €	10,81 €	
29	12,36 €	13,24 €	14,13 €	15,01 €	15,89 €	16,77 €	17,66 €	10,81 €	
30	12,80 €	14,13 €	15,45 €	16,33 €	17,22 €	18,10 €	18,98 €	11,92 €	
31	13,68 €	14,57 €	15,89 €	17,22 €	18,10 €	18,98 €	19,86 €	11,92 €	
32	14,13 €	15,45 €	16,77 €	18,10 €	18,98 €	19,86 €	20,74 €	12,80 €	
33 - 35	14,57 €	15,89 €	17,22 €	18,54 €	19,42 €	20,30 €	21,18 €	12,80 €	
36	16,11 €	17,44 €	18,98 €	20,31 €	21,19 €	22,07 €	22,95 €	13,90 €	
37 - 40	16,33 €	17,88 €	18,98 €	20,75 €	21,63 €	22,51 €	23,40 €	14,13 €	
41	17,22 €	18,76 €	20,31 €	22,07 €	22,95 €	23,84 €	24,72 €	15,45 €	
42 - 45	17,66 €	19,20 €	20,75 €	22,51 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	15,89 €	
46	18,98 €	20,53 €	22,51 €	24,28 €	25,17 €	26,06 €	26,94 €	17,22 €	
47 - 50	19,42 €	20,97 €	22,51 €	24,72 €	25,61 €	26,50 €	27,38 €	17,66 €	
51	20,75 €	22,29 €	24,28 €	26,49 €	27,38 €	28,27 €	29,15 €	19,20 €	
52 - 55	21,19 €	22,95 €	24,72 €	26,93 €	27,82 €	28,71 €	29,59 €	19,20 €	
56	22,51 €	24,28 €	26,49 €	28,25 €	29,15 €	30,04 €	30,92 €	20,08 €	
57	22,73 €	24,72 €	26,93 €	28,69 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,08 €	
58	23,40 €	25,60 €	27,81 €	29,13 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,53 €	
59	24,06 €	26,04 €	28,25 €	29,13 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,53 €	
60	25,16 €	26,93 €	28,91 €	29,58 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,97 €	
61	25,38 €	26,93 €	29,13 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,97 €	
62	26,49 €	27,81 €	29,58 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,97 €	
63	27,81 €	28,69 €	30,02 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,41 €	
64	28,69 €	29,80 €	30,46 €	30,90 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,85 €	
65	30,02 €	30,68 €	31,34 €	31,34 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,29 €	
66	30,90 €	31,56 €	31,78 €	31,78 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,73 €	
≥ 67	33,11 €	33,11 €	33,11 €	33,11 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	23,17 €	

Niveau 3 "majoré 2"									
Régime Général								R. ALM	
A	D	F	G						
≤ 25	10,59 €	11,28 €	11,92 €	12,36 €	12,80 €	13,24 €	13,68 €	8,83 €	
26	12,36 €	12,58 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	14,56 €	15,00 €	10,59 €	
27	12,36 €	12,58 €	13,24 €	13,68 €	14,12 €	14,56 €	15,00 €	10,59 €	
28	12,36 €	13,02 €	13,68 €	14,57 €	15,01 €	15,45 €	15,89 €	11,04 €	
29	12,80 €	13,46 €	14,57 €	15,89 €	16,77 €	17,66 €	18,54 €	11,04 €	
30	13,24 €	14,57 €	15,89 €	16,77 €	17,66 €	18,54 €	19,42 €	11,92 €	
31	13,90 €	15,01 €	16,33 €	17,22 €	18,10 €	18,98 €	19,86 €	11,92 €	
32	14,57 €	15,89 €	17,22 €	18,54 €	19,42 €	20,30 €	21,18 €	13,02 €	
33 - 35	15,01 €	16,33 €	17,66 €	18,54 €	19,42 €	20,30 €	21,18 €	13,02 €	
36	16,55 €	17,88 €	19,86 €	20,75 €	21,63 €	22,51 €	23,40 €	14,13 €	
37 - 40	16,77 €	18,32 €	19,86 €	21,19 €	22,07 €	22,95 €	23,84 €	14,35 €	
41	17,66 €	19,20 €	20,75 €	22,51 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	15,67 €	
42 - 45	18,10 €	19,64 €	21,19 €	22,95 €	23,84 €	24,72 €	25,60 €	16,11 €	
46	19,42 €	20,97 €	22,95 €	24,72 €	25,61 €	26,50 €	27,38 €	17,44 €	
47 - 50	19,86 €	21,63 €	22,95 €	25,17 €	26,06 €	26,94 €	27,82 €	18,10 €	
51	21,19 €	22,95 €	24,72 €	26,93 €	27,82 €	28,71 €	29,59 €	19,42 €	
52 - 55	21,63 €	23,40 €	25,16 €	27,82 €	28,71 €	29,59 €	30,47 €	19,42 €	
56	22,95 €	24,72 €	26,93 €	28,69 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,31 €	
57	23,17 €	25,16 €	27,37 €	29,13 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,31 €	
58	24,28 €	26,26 €	28,25 €	29,58 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,75 €	
59	24,72 €	26,71 €	29,13 €	30,02 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	20,75 €	
60	25,60 €	27,59 €	29,58 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,19 €	
61	26,04 €	27,59 €	30,02 €	30,46 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,19 €	
62	27,15 €	28,47 €	30,46 €	31,34 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,19 €	
63	28,25 €	29,58 €	30,46 €	31,34 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	21,63 €	
64	29,58 €	30,46 €	31,34 €	32,22 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,07 €	
65	30,46 €	31,34 €	32,22 €	32,67 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	22,51 €	
66	31,78 €	32,22 €	32,67 €	33,55 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	23,17 €	
≥ 67	33,55 €	33,55 €	33,55 €	33,55 €	29,58 €	30,47 €	31,35 €	23,62 €	

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Niveau 3+ "référence"										Niveau 3+ "majoration 1"										Niveau 3+ "majoration 2"										Niveau 3+ "majoration 3"									
	Régime Général					R. ALM					Régime Général					R. ALM					Régime Général					R. ALM					Régime Général					R. ALM				
	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	20,08 €	20,75 €	21,41 €	23,40 €	17,66 €	20,08 €	20,75 €	21,41 €	23,40 €	17,66 €	20,75 €	21,41 €	22,07 €	24,28 €	18,10 €	20,75 €	21,41 €	22,07 €	24,28 €	18,10 €	20,75 €	21,41 €	22,07 €	24,28 €	18,54 €	21,63 €	22,07 €	22,51 €	25,16 €	27,37 €	21,63 €	22,07 €	22,51 €	25,16 €	27,37 €	18,76 €				
26	22,07 €	22,95 €	23,84 €	25,82 €	20,31 €	22,07 €	22,95 €	23,84 €	25,82 €	20,31 €	22,95 €	23,84 €	24,72 €	26,93 €	20,97 €	23,84 €	24,72 €	25,16 €	28,04 €	20,97 €	23,40 €	24,72 €	25,16 €	26,93 €	21,63 €	23,84 €	24,72 €	25,16 €	26,93 €	28,69 €	21,63 €	23,84 €	24,72 €	25,16 €	26,93 €	21,63 €				
27	22,29 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	20,75 €	23,17 €	24,28 €	25,16 €	26,25 €	21,41 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	26,25 €	21,41 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	26,25 €	21,41 €	23,40 €	24,28 €	25,16 €	26,25 €	22,07 €	23,84 €	24,72 €	25,16 €	26,25 €	27,37 €	23,84 €	24,72 €	25,16 €	26,25 €	27,37 €	22,07 €				
28	22,73 €	24,28 €	25,82 €	28,69 €	21,19 €	23,40 €	25,16 €	26,93 €	29,58 €	21,85 €	24,28 €	26,04 €	27,81 €	30,69 €	21,85 €	25,16 €	26,93 €	28,69 €	30,69 €	21,85 €	25,16 €	26,93 €	28,69 €	30,69 €	22,51 €	25,60 €	27,15 €	28,69 €	30,46 €	31,34 €	25,60 €	27,15 €	28,69 €	30,46 €	31,34 €	22,51 €				
29	23,84 €	25,16 €	26,93 €	30,68 €	21,63 €	24,72 €	26,04 €	27,81 €	31,78 €	22,29 €	25,60 €	27,04 €	30,02 €	33,87 €	22,29 €	26,04 €	27,81 €	28,69 €	30,90 €	22,29 €	26,04 €	27,81 €	28,69 €	30,90 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	32,67 €	33,11 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	32,67 €	33,11 €	22,51 €				
30	24,72 €	26,93 €	29,13 €	33,77 €	22,51 €	25,60 €	27,81 €	30,02 €	34,87 €	23,17 €	26,93 €	29,13 €	31,34 €	36,64 €	23,17 €	26,93 €	29,13 €	30,90 €	32,67 €	23,17 €	26,93 €	29,13 €	30,90 €	32,67 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	34,87 €	35,76 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	34,87 €	35,76 €	22,51 €				
31	26,04 €	28,25 €	30,46 €	35,31 €	23,40 €	27,81 €	30,24 €	32,22 €	37,52 €	24,06 €	28,69 €	30,90 €	33,11 €	38,40 €	24,06 €	27,81 €	30,24 €	31,34 €	33,99 €	24,06 €	27,81 €	30,24 €	31,34 €	33,99 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	37,52 €	38,40 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	37,52 €	38,40 €	22,51 €				
32	26,93 €	29,13 €	31,34 €	36,42 €	23,84 €	28,69 €	30,68 €	33,11 €	37,96 €	25,82 €	28,69 €	30,90 €	33,11 €	38,40 €	25,82 €	28,69 €	30,90 €	33,11 €	35,76 €	25,82 €	28,69 €	30,90 €	33,11 €	35,76 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	40,17 €	41,94 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	40,17 €	41,94 €	22,51 €				
33 - 35	27,59 €	29,58 €	31,78 €	36,86 €	25,16 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	39,73 €	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	39,73 €	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	36,64 €	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	36,64 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	42,38 €	43,70 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	42,38 €	43,70 €	22,51 €				
36	29,35 €	31,78 €	34,21 €	40,83 €	27,37 €	30,90 €	33,77 €	36,84 €	42,38 €	28,25 €	30,90 €	33,77 €	36,84 €	42,38 €	28,25 €	30,90 €	33,77 €	36,84 €	38,20 €	28,25 €	30,90 €	33,77 €	36,84 €	38,20 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	45,47 €	46,79 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	45,47 €	46,79 €	22,51 €				
37 - 40	30,02 €	32,67 €	35,31 €	43,04 €	29,35 €	33,11 €	35,53 €	38,40 €	44,58 €	30,02 €	33,11 €	35,53 €	38,40 €	44,58 €	30,02 €	33,11 €	35,53 €	38,40 €	36,42 €	30,02 €	33,11 €	35,53 €	38,40 €	44,58 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	48,56 €	49,88 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	48,56 €	49,88 €	22,51 €				
41	31,78 €	34,43 €	37,08 €	44,14 €	29,13 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	36,42 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	50,32 €	51,21 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	50,32 €	51,21 €	22,51 €				
42 - 45	32,44 €	35,31 €	38,18 €	44,14 €	29,58 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	36,42 €	30,46 €	33,77 €	36,84 €	39,73 €	45,47 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	52,09 €	52,97 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	52,09 €	52,97 €	22,51 €				
46	34,65 €	37,52 €	40,39 €	46,79 €	31,78 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	32,67 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	32,67 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	36,42 €	32,67 €	35,76 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	54,74 €	55,18 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	54,74 €	55,18 €	22,51 €				
47 - 50	34,87 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	32,22 €	36,20 €	39,29 €	42,38 €	49,00 €	33,11 €	36,20 €	39,29 €	42,38 €	49,00 €	33,11 €	36,20 €	39,29 €	42,38 €	36,42 €	33,11 €	36,20 €	39,29 €	42,38 €	49,00 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	56,06 €	56,50 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	56,06 €	56,50 €	22,51 €				
51	36,86 €	40,17 €	43,48 €	50,32 €	33,99 €	37,96 €	41,49 €	45,03 €	52,09 €	35,09 €	39,29 €	42,60 €	45,91 €	53,41 €	35,09 €	39,29 €	42,60 €	45,91 €	36,42 €	35,09 €	39,29 €	42,60 €	45,91 €	53,41 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	58,18 €	58,56 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	58,18 €	58,56 €	22,51 €				
52 - 55	37,74 €	41,05 €	44,36 €	51,43 €	34,43 €	38,85 €	42,60 €	45,91 €	53,41 €	35,53 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	53,85 €	35,53 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	36,42 €	35,53 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	53,85 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	60,47 €	60,74 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	60,47 €	60,74 €	22,51 €				
56	38,62 €	41,94 €	45,25 €	51,87 €	36,64 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	53,85 €	36,64 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	53,85 €	36,64 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	36,42 €	36,64 €	40,17 €	43,48 €	46,79 €	53,85 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	62,50 €	62,50 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	62,50 €	62,50 €	22,51 €				
57	39,73 €	43,26 €	46,79 €	53,19 €	36,64 €	41,05 €	44,36 €	47,96 €	55,18 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	55,18 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	36,42 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	55,18 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	64,59 €	64,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	64,59 €	64,59 €	22,51 €				
58	40,61 €	44,14 €	47,67 €	53,63 €	36,64 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	55,18 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	55,18 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	36,42 €	37,74 €	41,94 €	45,25 €	48,56 €	55,18 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	66,59 €	66,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	66,59 €	66,59 €	22,51 €				
59	41,49 €	45,03 €	48,56 €	54,07 €	36,64 €	42,82 €	46,57 €	50,32 €	56,06 €	37,74 €	42,82 €	46,57 €	50,32 €	56,06 €	37,74 €	42,82 €	46,57 €	50,32 €	36,42 €	37,74 €	42,82 €	46,57 €	50,32 €	56,06 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	68,59 €	68,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	68,59 €	68,59 €	22,51 €				
60	42,16 €	45,47 €	48,78 €	54,30 €	37,08 €	43,70 €	47,01 €	50,32 €	56,06 €	38,18 €	44,14 €	47,45 €	50,76 €	56,06 €	38,18 €	44,14 €	47,45 €	50,76 €	36,42 €	38,18 €	44,14 €	47,45 €	50,76 €	56,06 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	70,59 €	70,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	70,59 €	70,59 €	22,51 €				
61	43,04 €	45,91 €	48,78 €	54,30 €	37,08 €	44,58 €	47,45 €	50,32 €	56,06 €	38,18 €	45,47 €	48,34 €	51,21 €	56,06 €	38,18 €	45,47 €	48,34 €	51,21 €	36,42 €	38,18 €	45,47 €	48,34 €	51,21 €	56,06 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	72,59 €	72,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	72,59 €	72,59 €	22,51 €				
62	44,36 €	46,79 €	49,22 €	54,52 €	37,08 €	45,91 €	48,34 €	50,76 €	56,50 €	38,18 €	46,79 €	49,22 €	51,21 €	56,50 €	38,18 €	46,79 €	49,22 €	51,21 €	36,42 €	38,18 €	46,79 €	49,22 €	51,21 €	56,50 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	74,59 €	74,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	74,59 €	74,59 €	22,51 €				
63	45,47 €	47,23 €	49,44 €	54,52 €	37,52 €	47,23 €	48,34 €	50,76 €	56,50 €	38,62 €	48,12 €	49,88 €	51,43 €	56,50 €	38,62 €	48,12 €	49,88 €	51,43 €	36,42 €	38,62 €	48,12 €	49,88 €	51,43 €	56,50 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	76,59 €	76,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	76,59 €	76,59 €	22,51 €				
64	47,01 €	48,56 €	50,32 €	54,74 €	37,96 €	48,56 €	50,32 €	52,09 €	56,50 €	39,07 €	49,88 €	51,43 €	52,09 €	56,50 €	39,07 €	49,88 €	51,43 €	52,09 €	36,42 €	39,07 €	49,88 €	51,43 €	52,09 €	56,50 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	78,59 €	78,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	78,59 €	78,59 €	22,51 €				
65	48,78 €	49,88 €	50,98 €	55,40 €	38,40 €	50,32 €	51,65 €	52,97 €	57,39 €	39,51 €	51,65 €	52,97 €	53,41 €	57,39 €	39,51 €	51,65 €	52,97 €	53,41 €	36,42 €	39,51 €	51,65 €	52,97 €	53,41 €	57,39 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	80,59 €	80,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	80,59 €	80,59 €	22,51 €				
66	50,76 €	51,21 €	51,85 €	56,06 €	39,29 €	52,97 €	53,41 €	54,74 €	59,59 €	41,05 €	53,41 €	54,74 €	55,18 €	59,59 €	41,05 €	53,41 €	54,74 €	55,18 €	36,42 €	41,05 €	53,41 €	54,74 €	55,18 €	59,59 €	22,51 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	82,59 €	82,59 €	25,60 €	28,69 €	30,90 €	82,59 €	82,59 €	22,51 €				
≥ 67	52,09 €	52,09 €	52,09 €	56,28 €	40,																																			

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
Gamme nationale

	Niveau 4 "référence"						Niveau 4 "majoration 1"						Niveau 4 "majoration 2"						Niveau 4 "majoration 3"																	
	Régime Général						R. ALM						Régime Général						R. ALM						Régime Général						R. ALM					
	A	D	F	G	F	G	A	D	F	G	F	G	A	D	F	G	F	G	A	D	F	G	F	G	A	D	F	G	F	G						
≤ 25	26,71 €	27,81 €	28,91 €	31,34 €	32,67 €	33,99 €	30,02 €	32,22 €	33,11 €	34,65 €	35,33 €	36,62 €	28,25 €	29,58 €	30,46 €	31,11 €	32,62 €	23,62 €	28,69 €	29,80 €	30,90 €	33,55 €	32,67 €	33,77 €	34,87 €	35,97 €	37,07 €	38,17 €	39,27 €	40,37 €						
26	30,24 €	31,34 €	32,67 €	35,31 €	36,64 €	37,96 €	33,99 €	36,24 €	37,13 €	38,67 €	39,35 €	40,64 €	32,22 €	33,55 €	34,43 €	35,08 €	36,59 €	26,71 €	33,33 €	34,43 €	35,53 €	38,18 €	33,55 €	34,65 €	35,75 €	36,85 €	37,95 €	39,05 €	40,15 €	41,25 €						
27	31,34 €	32,67 €	34,00 €	38,18 €	39,51 €	40,83 €	35,08 €	37,33 €	38,22 €	39,75 €	40,43 €	41,72 €	33,11 €	34,43 €	35,31 €	35,96 €	37,47 €	27,59 €	34,11 €	35,21 €	36,31 €	38,96 €	33,55 €	34,65 €	35,75 €	36,85 €	37,95 €	39,05 €	40,15 €	41,25 €						
28	31,56 €	33,55 €	35,53 €	39,73 €	41,06 €	42,38 €	36,64 €	41,05 €	41,94 €	43,47 €	44,15 €	45,44 €	33,55 €	35,53 €	36,41 €	37,06 €	38,57 €	28,03 €	35,98 €	37,08 €	38,18 €	40,83 €	33,99 €	35,08 €	36,18 €	37,28 €	38,38 €	39,48 €	40,58 €	41,68 €						
29	32,22 €	34,43 €	36,86 €	41,94 €	43,27 €	44,59 €	37,96 €	43,28 €	44,17 €	45,70 €	46,38 €	47,67 €	33,99 €	36,24 €	37,13 €	38,67 €	39,35 €	29,59 €	37,08 €	38,18 €	39,28 €	41,93 €	34,43 €	35,53 €	36,63 €	37,73 €	38,83 €	39,93 €	41,03 €	42,13 €						
30	33,55 €	36,20 €	39,07 €	45,25 €	47,45 €	49,65 €	40,81 €	46,13 €	47,02 €	48,55 €	49,23 €	50,52 €	35,76 €	38,01 €	38,90 €	40,43 €	41,11 €	29,59 €	38,85 €	39,95 €	41,05 €	43,70 €	36,20 €	37,30 €	38,40 €	39,50 €	40,60 €	41,70 €	42,80 €	43,90 €						
31	35,09 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	49,65 €	51,85 €	42,38 €	48,70 €	49,59 €	51,12 €	51,80 €	53,09 €	37,08 €	39,33 €	40,22 €	41,75 €	42,43 €	30,49 €	40,83 €	41,93 €	43,03 €	45,68 €	37,52 €	38,62 €	39,72 €	40,82 €	41,92 €	43,02 €	44,12 €	45,22 €						
32	36,64 €	39,73 €	42,82 €	49,65 €	51,85 €	54,05 €	43,91 €	50,23 €	51,12 €	52,65 €	53,33 €	54,62 €	38,85 €	41,10 €	42,00 €	43,53 €	44,21 €	31,34 €	42,82 €	43,92 €	45,02 €	47,67 €	38,29 €	39,39 €	40,49 €	41,59 €	42,69 €	43,79 €	44,89 €	45,99 €						
33 - 35	37,30 €	40,61 €	43,92 €	50,76 €	53,06 €	55,36 €	44,59 €	50,91 €	51,80 €	53,33 €	54,01 €	55,30 €	39,73 €	42,00 €	42,89 €	44,42 €	45,10 €	32,22 €	43,70 €	44,80 €	45,90 €	48,55 €	39,52 €	40,62 €	41,72 €	42,82 €	43,92 €	45,02 €	46,12 €	47,22 €						
36	40,17 €	43,70 €	47,45 €	54,52 €	56,82 €	59,12 €	46,35 €	52,67 €	53,56 €	55,09 €	55,77 €	57,06 €	41,71 €	44,00 €	44,89 €	46,42 €	47,10 €	33,11 €	44,59 €	45,69 €	46,79 €	49,44 €	40,17 €	41,27 €	42,37 €	43,47 €	44,57 €	45,67 €	46,77 €	47,87 €						
37 - 40	41,49 €	45,03 €	48,56 €	56,28 €	58,58 €	60,88 €	48,12 €	54,44 €	55,33 €	56,86 €	57,54 €	58,83 €	42,82 €	45,11 €	46,00 €	47,53 €	48,21 €	34,00 €	45,68 €	46,78 €	47,88 €	50,53 €	41,59 €	42,69 €	43,79 €	44,89 €	45,99 €	47,09 €	48,19 €	49,29 €						
41	44,36 €	48,12 €	51,87 €	60,03 €	62,33 €	64,63 €	50,91 €	57,23 €	58,12 €	59,65 €	60,33 €	61,62 €	44,14 €	46,43 €	47,32 €	48,85 €	49,53 €	35,00 €	46,85 €	47,95 €	49,05 €	51,70 €	42,69 €	43,79 €	44,89 €	45,99 €	47,09 €	48,19 €	49,29 €	50,39 €						
42 - 45	45,47 €	49,44 €	53,41 €	61,80 €	64,10 €	66,40 €	52,04 €	58,36 €	59,25 €	60,78 €	61,46 €	62,75 €	45,91 €	48,20 €	49,09 €	50,62 €	51,30 €	36,11 €	48,06 €	49,16 €	50,26 €	52,91 €	43,79 €	44,89 €	45,99 €	47,09 €	48,19 €	49,29 €	50,39 €	51,49 €						
46	48,78 €	52,97 €	57,16 €	66,21 €	68,51 €	70,81 €	54,49 €	60,81 €	61,70 €	63,23 €	63,91 €	65,20 €	47,23 €	49,52 €	50,41 €	51,94 €	52,62 €	37,22 €	49,17 €	50,27 €	51,37 €	54,02 €	44,89 €	46,00 €	47,10 €	48,20 €	49,30 €	50,40 €	51,50 €	52,60 €						
47 - 50	49,22 €	53,41 €	57,60 €	66,88 €	69,18 €	71,48 €	55,36 €	61,68 €	62,57 €	64,10 €	64,78 €	66,07 €	48,12 €	50,41 €	51,30 €	52,83 €	53,51 €	38,11 €	50,06 €	51,16 €	52,26 €	54,91 €	45,78 €	46,88 €	47,98 €	49,08 €	50,18 €	51,28 €	52,38 €	53,48 €						
51	52,09 €	56,28 €	60,47 €	70,63 €	72,93 €	75,23 €	57,23 €	63,55 €	64,44 €	65,97 €	66,65 €	67,94 €	50,76 €	53,05 €	53,94 €	55,47 €	56,15 €	39,00 €	51,95 €	53,05 €	54,15 €	56,80 €	46,88 €	48,00 €	49,10 €	50,20 €	51,30 €	52,40 €	53,50 €	54,60 €						
52 - 55	52,75 €	57,39 €	62,02 €	71,73 €	74,03 €	76,33 €	58,12 €	64,44 €	65,33 €	66,86 €	67,54 €	68,83 €	51,70 €	54,00 €	54,89 €	56,42 €	57,10 €	40,00 €	52,95 €	54,05 €	55,15 €	57,80 €	47,95 €	49,10 €	50,20 €	51,30 €	52,40 €	53,50 €	54,60 €	55,70 €						
56	55,62 €	60,47 €	65,32 €	75,26 €	77,56 €	79,86 €	59,00 €	65,32 €	66,21 €	67,74 €	68,42 €	69,71 €	52,62 €	54,91 €	55,80 €	57,33 €	58,01 €	41,00 €	53,95 €	55,05 €	56,15 €	58,80 €	48,89 €	50,00 €	51,10 €	52,20 €	53,30 €	54,40 €	55,50 €	56,60 €						
57	56,50 €	61,36 €	66,21 €	75,48 €	77,78 €	79,98 €	59,89 €	66,21 €	67,10 €	68,63 €	69,31 €	70,60 €	53,51 €	55,80 €	56,69 €	58,22 €	58,90 €	42,00 €	54,95 €	56,05 €	57,15 €	59,80 €	49,78 €	50,90 €	52,00 €	53,10 €	54,20 €	55,30 €	56,40 €	57,50 €						
58	57,16 €	62,24 €	67,32 €	75,48 €	77,78 €	79,98 €	60,47 €	66,79 €	67,68 €	69,21 €	69,89 €	71,18 €	54,40 €	56,69 €	57,58 €	59,11 €	59,79 €	43,00 €	55,95 €	57,05 €	58,15 €	60,80 €	50,78 €	51,90 €	53,00 €	54,10 €	55,20 €	56,30 €	57,40 €	58,50 €						
59	58,05 €	63,12 €	68,20 €	75,92 €	78,12 €	79,92 €	61,36 €	67,68 €	68,57 €	70,10 €	70,78 €	72,07 €	55,30 €	57,59 €	58,48 €	59,90 €	60,58 €	44,00 €	56,95 €	58,05 €	59,15 €	61,80 €	51,78 €	52,90 €	54,00 €	55,10 €	56,20 €	57,30 €	58,40 €	59,50 €						
60	59,37 €	64,01 €	68,42 €	75,92 €	78,12 €	79,92 €	62,24 €	68,56 €	69,45 €	70,98 €	71,66 €	72,95 €	56,20 €	58,49 €	59,38 €	60,80 €	61,48 €	45,00 €	57,95 €	59,05 €	60,15 €	62,80 €	52,78 €	53,90 €	55,00 €	56,10 €	57,20 €	58,30 €	59,40 €	60,50 €						
61	60,47 €	64,45 €	68,86 €	76,37 €	78,57 €	79,97 €	63,12 €	69,44 €	70,33 €	71,86 €	72,54 €	73,83 €	57,10 €	59,39 €	60,28 €	61,70 €	62,38 €	46,00 €	58,95 €	60,05 €	61,15 €	63,80 €	53,78 €	54,90 €	56,00 €	57,10 €	58,20 €	59,30 €	60,40 €	61,50 €						
62	62,90 €	66,21 €	69,52 €	77,59 €	79,79 €	80,99 €	64,00 €	70,32 €	71,21 €	72,74 €	73,42 €	74,71 €	58,00 €	60,29 €	61,18 €	62,60 €	63,28 €	47,00 €	60,00 €	61,10 €	62,20 €	64,85 €	54,78 €	55,90 €	57,00 €	58,10 €	59,20 €	60,30 €	61,40 €	62,50 €						
63	64,45 €	67,10 €	69,74 €	78,12 €	80,32 €	81,52 €	64,88 €	71,20 €	72,09 €	73,62 €	74,30 €	75,59 €	58,90 €	61,19 €	62,08 €	63,50 €	64,18 €	48,00 €	61,00 €	62,10 €	63,20 €	65,85 €	55,78 €	56,90 €	58,00 €	59,10 €	60,20 €	61,30 €	62,40 €	63,50 €						
64	66,43 €	68,42 €	70,41 €	79,12 €	81,32 €	82,52 €	65,76 €	72,08 €	72,97 €	74,50 €	75,18 €	76,47 €	59,80 €	62,09 €	62,98 €	64,40 €	65,08 €	49,00 €	62,00 €	63,10 €	64,20 €	66,85 €	56,78 €	57,90 €	59,00 €	60,10 €	61,20 €	62,30 €	63,40 €	64,50 €						
65	68,86 €	70,19 €	71,51 €	79,91 €	82,11 €	83,31 €	66,64 €	72,96 €	73,85 €	75,38 €	76,06 €	77,35 €	60,70 €	62,99 €	63,88 €	65,30 €	65,98 €	50,00 €	63,00 €	64,10 €	65,20 €	67,85 €	57,78 €	58,90 €	60,00 €	61,10 €	62,20 €	63,30 €	64,40 €	65,50 €						
66	70,41 €	71,07 €	71,73 €	77,91 €	79,11 €	79,91 €	67,52 €	73,84 €	74,73 €	76,26 €	76,94 €	78,23 €	61,60 €	63,89 €	64,78 €	66,20 €	66,88 €	51,00 €	64,00 €	65,10 €	66,20 €	68,85 €	58,78 €	59,90 €	61,00 €	62,10 €	63,20 €	64,30 €	65,40 €	66,50 €						
≥ 67	72,39 €	72,39 €	72,39 €	78,35 €	78,35 €	78,35 €	68,40 €	74,72 €	75,61 €	77,14 €	77,82 €	79,11 €	62,50 €	64,79 €	65,68 €	67,10 €	67,78 €	52,00 €	65,00 €	66,10 €	67,20 €	69,85 €	59,78 €	60,90 €	62,00 €	63,10 €	64,20 €	65,30 €	66,40 €	67,50 €						

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
Gamme nationale

	Niveau 5 "référence"						Niveau 5 "majoration 1"						Niveau 5 "majoration 2"						Niveau 5 "majoration 3"					
	Régime Général						Régime Général						Régime Général						Régime Général					
	A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
≤25	42,38 €	44,14 €	45,91 €	49,66 €	33,11 €		43,70 €	45,69 €	47,67 €	51,21 €	34,21 €		45,03 €	48,79 €	48,56 €	52,53 €	34,65 €		45,47 €	47,45 €	49,44 €	53,41 €	35,09 €	
26	50,32 €	52,08 €	54,30 €	58,49 €	37,08 €		52,09 €	55,84 €	58,71 €	60,70 €	38,18 €		53,41 €	57,16 €	57,39 €	62,02 €	38,73 €		55,18 €	57,83 €	60,92 €	67,10 €	39,29 €	
27	51,21 €	53,85 €	56,50 €	62,24 €	37,96 €		52,97 €	55,84 €	58,71 €	60,70 €	39,07 €		54,30 €	57,16 €	60,03 €	65,99 €	39,73 €		55,18 €	57,83 €	60,92 €	67,10 €	40,17 €	
28	52,53 €	55,19 €	58,49 €	65,33 €	39,29 €		54,30 €	57,16 €	60,70 €	67,98 €	40,39 €		55,62 €	58,49 €	62,02 €	69,52 €	41,05 €		56,50 €	59,37 €	62,90 €	70,41 €	41,71 €	
29	53,63 €	56,50 €	60,47 €	68,86 €	40,17 €		55,62 €	60,25 €	65,11 €	71,29 €	41,27 €		56,94 €	61,80 €	64,01 €	72,83 €	41,94 €		57,83 €	60,70 €	64,89 €	71,16 €	42,60 €	
30	53,63 €	58,27 €	62,90 €	72,83 €	41,05 €		55,62 €	62,24 €	65,11 €	75,48 €	42,38 €		56,94 €	63,56 €	66,65 €	77,25 €	42,82 €		57,83 €	62,68 €	67,76 €	78,13 €	43,48 €	
31	55,18 €	60,03 €	64,89 €	75,04 €	42,38 €		57,16 €	62,24 €	67,32 €	77,69 €	43,70 €		58,71 €	63,56 €	68,86 €	79,46 €	44,36 €		59,37 €	64,45 €	69,74 €	80,78 €	45,03 €	
32	56,50 €	61,36 €	66,21 €	76,81 €	42,82 €		58,49 €	63,56 €	68,64 €	79,46 €	44,14 €		60,03 €	65,11 €	70,41 €	81,22 €	44,80 €		60,92 €	65,99 €	71,29 €	82,55 €	45,47 €	
33 - 35	57,83 €	62,68 €	67,76 €	78,35 €	44,14 €		60,03 €	64,89 €	70,19 €	81,22 €	45,47 €		61,36 €	66,43 €	71,95 €	82,99 €	46,13 €		62,24 €	67,32 €	72,83 €	84,31 €	46,79 €	
36	60,92 €	65,21 €	71,51 €	82,77 €	47,23 €		63,12 €	68,04 €	74,16 €	85,64 €	48,56 €		64,67 €	70,19 €	75,70 €	87,84 €	49,44 €		65,55 €	71,29 €	77,03 €	89,17 €	50,10 €	
37 - 40	62,46 €	67,98 €	73,50 €	84,97 €	49,44 €		64,57 €	70,41 €	76,15 €	87,84 €	50,98 €		66,21 €	71,95 €	77,69 €	90,05 €	51,65 €		67,32 €	73,06 €	79,01 €	91,37 €	52,31 €	
41	66,21 €	71,93 €	77,69 €	90,05 €	52,71 €		68,42 €	74,39 €	80,34 €	93,14 €	54,30 €		70,19 €	76,37 €	82,55 €	95,35 €	55,18 €		71,07 €	77,25 €	83,43 €	96,67 €	55,84 €	
42 - 45	67,76 €	73,72 €	79,68 €	92,04 €	54,30 €		70,19 €	76,37 €	82,55 €	95,35 €	55,84 €		71,95 €	78,13 €	84,31 €	97,55 €	56,72 €		72,83 €	79,24 €	85,64 €	98,88 €	57,61 €	
46	69,52 €	75,45 €	81,44 €	94,24 €	56,94 €		71,95 €	78,13 €	84,31 €	97,55 €	56,94 €		73,72 €	80,12 €	86,52 €	99,76 €	57,61 €		74,82 €	81,22 €	87,62 €	101,53 €	58,49 €	
47 - 50	72,39 €	78,57 €	84,75 €	98,22 €	60,47 €		75,04 €	81,22 €	87,62 €	101,53 €	58,71 €		76,81 €	83,21 €	89,83 €	104,18 €	63,12 €		77,69 €	84,53 €	91,37 €	105,50 €	64,01 €	
51	73,94 €	80,34 €	86,74 €	99,54 €	62,24 €		76,59 €	83,21 €	89,83 €	102,85 €	64,01 €		78,57 €	85,19 €	92,04 €	105,50 €	65,11 €		79,48 €	86,30 €	93,14 €	106,82 €	65,99 €	
52 - 55	76,37 €	82,99 €	89,61 €	102,85 €	64,01 €		79,01 €	85,86 €	92,70 €	106,38 €	65,99 €		81,00 €	88,06 €	94,91 €	109,03 €	66,88 €		82,10 €	89,17 €	96,23 €	110,36 €	67,76 €	
56	77,69 €	84,31 €	90,71 €	103,96 €	64,89 €		80,34 €	87,18 €	94,02 €	107,71 €	66,88 €		82,55 €	89,39 €	96,23 €	110,36 €	67,76 €		83,43 €	90,71 €	97,55 €	111,68 €	68,56 €	
57	78,79 €	85,64 €	91,82 €	104,18 €	65,77 €		81,66 €	88,73 €	94,91 €	107,71 €	67,76 €		83,43 €	90,71 €	97,11 €	110,36 €	68,64 €		84,75 €	92,04 €	98,88 €	112,12 €	69,74 €	
58	79,90 €	86,96 €	93,80 €	104,84 €	67,10 €		82,55 €	90,05 €	97,11 €	108,59 €	69,08 €		84,75 €	92,26 €	99,32 €	111,24 €	70,19 €		86,08 €	93,58 €	100,64 €	112,56 €	71,07 €	
59	82,10 €	88,28 €	94,02 €	105,06 €	67,54 €		85,19 €	91,37 €	97,11 €	108,59 €	69,52 €		86,96 €	93,58 €	99,32 €	111,24 €	70,63 €		88,28 €	94,91 €	101,09 €	113,00 €	71,51 €	
60	83,43 €	88,73 €	94,02 €	105,06 €	67,98 €		86,52 €	91,82 €	97,11 €	108,59 €	69,97 €		88,28 €	94,02 €	99,76 €	111,24 €	71,07 €		89,61 €	95,35 €	101,09 €	113,45 €	73,50 €	
61	85,86 €	90,49 €	95,13 €	105,72 €	69,30 €		88,73 €	93,58 €	98,44 €	109,47 €	71,29 €		90,93 €	96,01 €	100,64 €	112,12 €	72,39 €		92,26 €	97,33 €	102,41 €	113,45 €	73,50 €	
62	87,73 €	92,26 €	96,01 €	105,72 €	70,19 €		91,82 €	95,57 €	99,32 €	110,80 €	72,39 €		93,58 €	97,78 €	101,97 €	113,45 €	73,28 €		95,35 €	99,10 €	103,29 €	115,21 €	74,38 €	
63	88,73 €	94,48 €	97,78 €	108,15 €	71,07 €		91,82 €	97,78 €	101,09 €	112,12 €	73,28 €		97,11 €	100,20 €	103,73 €	114,77 €	74,16 €		98,88 €	101,53 €	105,06 €	116,09 €	75,26 €	
64	91,82 €	96,67 €	98,44 €	109,03 €	72,39 €		94,91 €	99,98 €	101,97 €	112,12 €	73,28 €		100,64 €	102,41 €	104,18 €	115,65 €	75,70 €		101,97 €	103,96 €	105,94 €	117,42 €	76,81 €	
65	97,33 €	98,44 €	100,20 €	110,36 €	74,16 €		98,44 €	101,97 €	103,73 €	113,00 €	74,60 €		103,29 €	104,40 €	106,38 €	116,98 €	77,47 €		104,62 €	105,72 €	107,71 €	118,74 €	78,57 €	
66	100,20 €	100,20 €	100,20 €	111,02 €	75,48 €		103,73 €	103,73 €	103,73 €	114,77 €	77,69 €		106,38 €	106,38 €	106,38 €	117,86 €	78,79 €		107,71 €	107,71 €	107,71 €	119,18 €	80,12 €	
≥ 67																								

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Modules Optique, Prothèses et Divers - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Niveau 6 "référence" et "majoration 1"									
Niveau 6 "majoration 2"									
Niveau 6 "majoration 3"									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G		A	D	F	G
≤ 25	76,59 €	79,90 €	83,21 €	90,05 €	49,88 €	81,44 €	84,75 €	88,06 €	95,35 €
26	90,05 €	93,58 €	97,33 €	105,28 €	54,74 €	95,35 €	99,10 €	103,29 €	111,68 €
27	91,82 €	96,67 €	101,53 €	111,90 €	55,18 €	97,11 €	102,41 €	107,71 €	118,74 €
28	91,82 €	97,11 €	102,85 €	115,21 €	56,94 €	97,11 €	102,85 €	109,03 €	122,27 €
29	92,04 €	98,88 €	105,72 €	120,51 €	57,83 €	97,55 €	104,84 €	112,12 €	127,57 €
30	92,48 €	100,64 €	108,81 €	125,81 €	58,71 €	98,00 €	106,60 €	115,21 €	133,31 €
31	93,36 €	101,53 €	109,69 €	126,91 €	60,03 €	99,10 €	107,71 €	116,32 €	134,63 €
32	95,13 €	103,29 €	111,46 €	129,12 €	60,92 €	100,64 €	109,47 €	118,30 €	136,84 €
33 - 35	96,45 €	104,62 €	113,00 €	130,66 €	61,80 €	101,97 €	110,80 €	119,63 €	138,61 €
36	101,53 €	110,36 €	119,18 €	137,94 €	65,33 €	107,1 €	116,98 €	126,25 €	146,11 €
37 - 40	104,62 €	113,89 €	123,16 €	142,36 €	66,65 €	111,24 €	120,73 €	130,66 €	150,97 €
41	111,24 €	120,95 €	130,66 €	151,19 €	69,74 €	117,86 €	128,23 €	138,61 €	160,24 €
42 - 45	114,11 €	124,04 €	133,97 €	155,16 €	71,51 €	120,95 €	131,54 €	142,14 €	164,21 €
46	116,09 €	126,25 €	136,40 €	158,03 €	72,39 €	123,16 €	133,75 €	144,35 €	167,30 €
47 - 50	119,40 €	129,78 €	140,15 €	162,22 €	74,60 €	126,69 €	137,50 €	148,32 €	171,71 €
51	124,70 €	135,52 €	146,33 €	169,29 €	78,13 €	131,99 €	143,68 €	154,94 €	179,22 €
52 - 55	127,57 €	138,61 €	149,64 €	172,38 €	79,90 €	135,08 €	146,99 €	158,47 €	182,75 €
56	128,67 €	139,93 €	151,19 €	172,60 €	81,22 €	136,40 €	148,32 €	160,24 €	182,75 €
57	129,56 €	140,81 €	151,85 €	172,60 €	82,55 €	137,28 €	149,20 €	161,12 €	182,75 €
58	131,54 €	143,02 €	153,84 €	172,60 €	83,43 €	139,49 €	151,63 €	162,89 €	182,75 €
59	131,99 €	143,46 €	154,72 €	172,60 €	84,31 €	139,93 €	152,07 €	163,77 €	182,75 €
60	135,08 €	145,23 €	154,72 €	172,60 €	85,19 €	143,02 €	153,84 €	163,77 €	182,75 €
61	137,28 €	146,11 €	154,94 €	172,60 €	85,64 €	145,67 €	154,94 €	164,21 €	182,75 €
62	140,37 €	147,88 €	155,38 €	172,82 €	86,96 €	148,76 €	156,71 €	164,65 €	183,19 €
63	143,68 €	149,64 €	155,82 €	173,26 €	87,84 €	152,29 €	158,69 €	165,09 €	183,63 €
64	147,44 €	151,85 €	156,71 €	173,26 €	88,73 €	156,26 €	160,90 €	165,98 €	183,63 €
65	150,97 €	154,06 €	157,15 €	173,48 €	90,49 €	159,80 €	163,33 €	166,42 €	183,63 €
66	153,84 €	155,38 €	157,59 €	173,48 €	93,58 €	162,89 €	164,65 €	166,86 €	183,63 €
≥ 67	157,59 €	157,59 €	157,59 €	173,70 €	95,35 €	166,86 €	166,86 €	166,86 €	184,07 €

Niveau 6 "majoration 2"									
Niveau 6 "majoration 3"									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G		A	D	F	G
≤ 25	82,55 €	85,86 €	89,39 €	96,67 €	52,09 €	81,44 €	84,75 €	88,06 €	95,35 €
26	96,67 €	100,64 €	104,62 €	113,00 €	57,16 €	95,35 €	99,10 €	103,29 €	111,68 €
27	98,44 €	103,96 €	109,03 €	120,07 €	58,49 €	97,11 €	102,41 €	107,71 €	118,74 €
28	98,44 €	104,40 €	110,36 €	123,60 €	60,25 €	97,11 €	102,85 €	109,03 €	122,27 €
29	98,88 €	106,38 €	113,45 €	129,34 €	61,36 €	97,55 €	104,84 €	112,12 €	127,57 €
30	99,32 €	108,15 €	116,98 €	135,08 €	62,24 €	98,00 €	106,60 €	115,21 €	133,31 €
31	100,64 €	109,25 €	118,08 €	136,40 €	63,56 €	99,10 €	107,71 €	116,32 €	134,63 €
32	102,41 €	111,02 €	119,63 €	138,61 €	64,67 €	100,64 €	109,47 €	118,30 €	136,84 €
33 - 35	103,73 €	112,56 €	121,39 €	140,37 €	65,55 €	101,97 €	110,80 €	119,63 €	138,61 €
36	109,03 €	118,74 €	128,01 €	148,32 €	69,30 €	107,1 €	116,98 €	126,25 €	146,11 €
37 - 40	112,78 €	122,49 €	132,43 €	153,17 €	70,63 €	111,24 €	120,73 €	130,66 €	150,97 €
41	119,63 €	130,00 €	140,37 €	162,44 €	73,94 €	117,86 €	128,23 €	138,61 €	160,24 €
42 - 45	122,72 €	133,31 €	143,90 €	166,86 €	75,70 €	120,95 €	131,54 €	142,14 €	164,21 €
46	124,92 €	135,74 €	146,55 €	169,95 €	76,81 €	123,16 €	133,75 €	144,35 €	167,30 €
47 - 50	128,45 €	139,49 €	150,53 €	174,36 €	79,01 €	126,69 €	137,50 €	148,32 €	171,71 €
51	134,19 €	145,67 €	157,15 €	181,87 €	82,77 €	131,99 €	143,68 €	154,94 €	179,22 €
52 - 55	137,28 €	148,98 €	160,68 €	185,40 €	84,75 €	135,08 €	146,99 €	158,47 €	182,75 €
56	138,17 €	150,53 €	162,44 €	185,40 €	86,08 €	136,40 €	148,32 €	160,24 €	182,75 €
57	139,05 €	151,41 €	163,33 €	185,40 €	87,40 €	137,28 €	149,20 €	161,12 €	182,75 €
58	141,26 €	153,84 €	165,09 €	185,40 €	88,51 €	139,49 €	151,63 €	162,89 €	182,75 €
59	141,70 €	154,28 €	166,42 €	185,40 €	89,39 €	139,93 €	152,07 €	163,77 €	182,75 €
60	145,23 €	156,04 €	166,42 €	185,40 €	90,27 €	143,02 €	153,84 €	163,77 €	182,75 €
61	147,44 €	157,15 €	166,42 €	185,40 €	90,71 €	145,67 €	154,94 €	164,21 €	182,75 €
62	150,97 €	158,91 €	166,86 €	185,84 €	92,26 €	148,76 €	156,71 €	164,65 €	183,19 €
63	154,50 €	160,90 €	167,30 €	186,28 €	93,14 €	152,29 €	158,69 €	165,09 €	183,63 €
64	158,47 €	163,33 €	168,18 €	186,28 €	94,02 €	156,26 €	160,90 €	165,98 €	183,63 €
65	162,44 €	165,53 €	169,07 €	186,28 €	96,01 €	159,80 €	163,33 €	166,42 €	183,63 €
66	165,09 €	167,08 €	169,51 €	186,28 €	99,10 €	162,89 €	164,65 €	166,86 €	183,63 €
≥ 67	169,51 €	169,51 €	169,51 €	186,72 €	101,09 €	166,86 €	166,86 €	166,86 €	184,07 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime des options individuelles d'extension familiale de frais médicaux

Tous collèges

Options régionales PCE 1 & PCE 2

réservées aux adhérents des départements :

01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle - Régime Général

	PCE 1			PCE 2	
	TTC (1)	HT (2)		TTC (1)	HT (2)
≤ 25	37,00 €	32,67 €		54,00 €	47,67 €
26	42,00 €	37,08 €		62,50 €	55,18 €
27	43,00 €	37,96 €		64,50 €	56,94 €
28	44,50 €	39,29 €		67,00 €	59,15 €
29	45,50 €	40,17 €		69,00 €	60,92 €
30	47,00 €	41,49 €		71,50 €	63,12 €
31	48,50 €	42,82 €		74,00 €	65,33 €
32	50,00 €	44,14 €		76,00 €	67,10 €
33 - 35	52,00 €	45,91 €		78,50 €	69,30 €
36	55,00 €	48,56 €		83,00 €	73,28 €
37 - 40	56,00 €	49,44 €		86,00 €	75,92 €
41	61,00 €	53,85 €		90,50 €	79,90 €
42 - 45	62,50 €	55,18 €		93,00 €	82,10 €
46	67,50 €	59,59 €		98,00 €	86,52 €
47	69,00 €	60,92 €		100,50 €	88,73 €
48 - 50	69,00 €	60,92 €		100,50 €	88,73 €
51	74,00 €	65,33 €		108,00 €	95,35 €
52 - 55	75,00 €	66,21 €		110,50 €	97,55 €
56	79,50 €	70,19 €		115,50 €	101,97 €
57	81,00 €	71,51 €		119,00 €	105,06 €
58	83,50 €	73,72 €		121,50 €	107,27 €
59	86,00 €	75,92 €		124,50 €	109,91 €
60	88,00 €	77,69 €		128,00 €	113,00 €
61	91,50 €	80,78 €		131,00 €	115,65 €
62	94,00 €	82,99 €		134,00 €	118,30 €
63	97,00 €	85,64 €		137,50 €	121,39 €
64	99,50 €	87,84 €		140,00 €	123,60 €
65	101,00 €	89,17 €		144,50 €	127,57 €
66	103,00 €	90,93 €		148,00 €	130,66 €
≥ 67	105,50 €	93,14 €		151,50 €	133,75 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Module additionnel - Tarif 2021

Service Assistance	Adulte	Enfant
Tarif mensuel ⁽¹⁾	1,00 €	0,00 €

(1) La cotisation TTC est égale à la cotisation HT car cette garantie n'est pas soumise à la TSA.

Annexe N° 25

Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du *« Règlement des frais médicaux individuels des Retraités »*

Règlement des frais médicaux individuels des Retraités
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité Sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du Code de la santé.

Options de la gamme nationale									
FURM Bloc S		Part S.S. RG ⁽¹⁾	S1	S2	S3	S3+	S4	S5 / S6	
Soins Courants	Honoraires médicaux Consultations et visites (généralistes et spécialistes)	70%	100%	100%	100% (160% si OPTAM)	160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	
	Actes techniques médicaux Radiologie	60% à 70%							
	Soins externes								
	Honoraires paramédicaux Auxiliaires médicaux, soins infirmiers	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Transport	65%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Analyses et examens de laboratoires	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Médicaments								
	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% 30% 15%	100% 30% 15%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Vaccins non remboursés par S.S. ⁽¹⁾	-	-	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Tous vaccins 60 €	Tous vaccins 60 €	
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	-	-	30€ / an / bénéf.	40€ / an / bénéf.	60€ / an / bénéf.	80€ / an / bénéficiaire	
Hospitalisation	Matériel médical ⁽²⁾ Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	100%	250%	350%	500%	550%	650%	
	Honoraires								
	Honoraires, Frais de séjour ⁽³⁾	80%	100%	100%	100% (160% si OPTAM)	160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)	
	Chambre particulière ^(3 bis)	-	-	-	45 € / jour	60 € / jour	75 € / jour	100 € / jour	
	Lit accompagnant pour enfants de moins de 12 ans ^(3 bis) ou bénéficiaires de plus de 70 ans ^(3 bis)	-	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	
Optique	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100% - 1 forfait	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Forfait journalier hospitalier ⁽³⁾⁽⁴⁾	-	oui	oui	oui	oui	oui	oui	
	Bloc P	Part S.S. RG ⁽⁵⁾	P1	P2	P3	P3+	P4	P5	P6
	Equipement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ⁽⁶⁾	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autre équipement optique (verres et monture)								
Dentaire	- Equipement combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ⁽⁸⁾	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- Equipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾								
	Equipement à verres unifocaux								
	Dans Sévane		100 €	175 €	200 €	300 €	350 €	400 €	420 €
	Hors Sévane		(50 € si < 16 ans)	125 €	150 €	200 €	250 €	300 €	350 €
	Equipement à verres progressifs ⁽⁹⁾	60% ⁽⁹⁾							
	Dans Sévane		200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 € ⁽¹⁰⁾	700 € ⁽¹⁰⁾
	Hors Sévane			200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+ 50 € / verre unifocal si ≥ 16 ans ⁽⁹⁾	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ⁽⁹⁾
	Lentilles ⁽¹²⁾								
Aides auditives	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100%	100% + 120 €	100% + 120 €	100% + 150 €	100% + 200 €	100% + 200 €	100% + 250 €
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	-	-	80 €	125 €	175 €	250 €	250 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾	-	-	-	200 € / œil	300 € / œil	400 € / œil	500 € / œil	500 € / œil
	Soins et Prothèses dentaires 100% Santé ⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires								
	Inlay / onlay (par acte)	70%	100%	100%	125%	150%	200%	250%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾	70%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Parodontologie non pris en charge par la S.S. (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾	-	-	-	200 €	250 €	300 €	350 €	400 €
	Prothèses dentaires ⁽¹⁾								
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :								
Prestations complémentaires	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	125%	250%	350%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	- Autres prothèses		125%	250%	350%	450%	500%	550%	600%
	Orthodontie								
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	125%	200%	200%	250%	300%	400%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la S.S. (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Implants (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾								
	Dans Sévane	-	-	-	400 €	600 €	800 €	1 000 €	1 200 €
	Hors Sévane	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Equipements auditifs 100% Santé ⁽¹⁸⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽¹⁸⁾								
Module additionnel facultatif	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans								
	Dans Sévane	60%	400 €	1 000 €	1 100 €	1 200 €	1 350 €	1 500 €	1 700 €
	Hors Sévane			950 €	950 €	1 100 €	1 100 €	1 100 €	1 300 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 700 €
Médicines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	Accessoires ⁽¹⁸⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues	-	-	-	2 x 40 €	3 x 40 €	4 x 40 €	4 x 50 €	4 x 60 €
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	65%	100% + 100 €	100% + 150 €	100% + 150 €	100% + 300 €	100% + 300 €	100% + 300 €
Module additionnel facultatif	SerVICES d'assistance	-	en option	en option	en option	en option	en option	en option	Inclus

Règlement des frais médicaux individuels des Retraités
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Les options de la gamme nationale de frais médicaux individuels des Retraités sont nécessairement composées d'un niveau de couverture de chacun des deux modules "Soins" et "Prothèses".

Pour chaque niveau "S_x" du module "Soins", il est possible de souscrire un niveau "P_{x-1}", "P_x" ou "P_{x+1}" du module "Prothèses". Certaines combinaisons sont identifiées par des noms qui définissent les options souscrites par les adhérents. Il s'agit des combinaisons suivantes :

Options	Modules Soins	Modules Prothèses
Base	S2	P1
Bien-être	S2	P2
Quiétude	S3	P3
Vitalité	S3+	P3+
Privilège	S4	P4
Expert	S5	P5
Excellence	S6	P6

Module additionnel facultatif (groupe fermé)
BTP Santé Plus" ⁽⁵⁰⁾

	Niveau 1	Niveau 2
Services d'assistance	Oui	Oui
Allocation décès ⁽⁵¹⁾	-	1 500 €

Règlement des frais médicaux individuels des Retraités

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Options régionales PCE 1, PNPC et PCE 2

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et du L.1111-15 du code de la santé

Options régionales

Selon les modalités définies à l'article 2 du présent règlement les options régionales sont réservées aux adhérents domiciliés dans les départements suivants :

a) Options PCE 1 et PCE 2 : 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

b) Option PNPC : 56 et 62

Bloc S		Part S.S. RG*	PCE 1 / PNPC	PCE 2
Soins courants	Honoraires médicaux			
	Consultations, visites (généralistes, spécialistes)	70%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Actes techniques médicaux		160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Radiologie			
	Soins externes	60% à 70%	100%	100%
	Honoraires paramédicaux			
	Auxiliaires médicaux, analyses, soins infirmiers	60%		
	Transports	65%	100%	100%
	Analyses et examens de laboratoire	60%	100%	100%
	Médicaments			
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% - 30%	100%	100%
	Vaccins non remboursés par la S.S. ⁽¹⁾	-	Vaccin anti-grippe : 15 €	Tous vaccins : 60 €
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire
	Matériel médical ⁽²⁾			
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	300%	550%
Bloc P		Part S.S. RG*	PCE 1 / PNPC	PCE 2
Optique	Equipelement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ^(a)	Frais réels	Frais réels
	Autres équipement optique (verres et monture)			
	- équipement mixte combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ^(b)	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- équipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾			
	a) 1 équipement Monture et / ou verres unifocaux - dont pour la monture	60% ^(c)	300 € 100 €	420 € 100 €
	b) 1 équipement Monture et / ou verres progressifs ⁽⁹⁾ - dont pour la monture		400 € 100 €	600 € ⁽¹⁰⁾ 100 €
	* Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+50 € / verre	+50 € / verre
	Lentilles ⁽¹²⁾			
Dentaire	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100% + 150€ ⁽³³⁾	100% + 200 € ⁽³³⁾
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	135 €	150 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾⁽³⁴⁾	-	450 €	450 €
	Soins et prothèses dentaires 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires			
	Inlay / Onlay (par acte)	70%	150%	200%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	140%
	Parodontologie non prise en charge par la SS (par an par bénéf) ⁽¹²⁾	-	200 €	300 €
Aides auditives	Prothèses dentaires ⁽²⁾			
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :			
	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	400%	Frais réels
	- Autres prothèses		400%	450%
	Orthodontie			
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	250%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la SS (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	300 €
	Implants ⁽¹²⁾	-	300 €	400 €
Prestations complémentaires	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²³⁾	60%	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾			
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans	60%	950 €	1 100 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €
Module additionnel facultatif	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%
	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	3 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond 240 € / an / famille)	4 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond : 320 € / an / famille)
	<i>Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues, podologue, pédicure</i>			
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% TM + 200 €	100% + 360 €
Sercives d'assistance		-	en option	en option

Règlement des frais médicaux individuels des Retraités ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Notes communes à l'ensemble des options

- (1) Vaccin prescrit ayant reçu une autorisation de mise sur le marché. Montant en euros : plafond par an et par bénéficiaire
- (2) Le remboursement annuel des prestations est plafonné par bénéficiaire suivant les modalités définies dans l'article 12.5 du règlement. Au-delà de ce plafond, le remboursement est limité au montant du ticket modérateur, sauf pour les "Soins et Prothèses dentaires 100% Santé".
- (3) Sans limitation de durée.
- (3 bis) Limité à 90 jours par hospitalisation.
- (4) Prise en charge suivant les dispositions de l'article L. 174-4 du code de la Sécurité sociale.
- (5) Equipement 100% Santé "Classe A", pris en charge dans les conditions définies par l'arrêté du 3 Décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13) portant modification des modalités de prise en charge de dispositifs médicaux et prestations associées pour la prise en charge d'optique médicale au chapitre 2 du titre II de la liste prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la Sécurité sociale, dans la limite des prix limites de vente définis par la réglementation.
Est également remboursée selon les mêmes conditions, la prestation d'appairage pour des verres d'indices de réfraction différents, la prestation d'adaptation visuelle et le supplément applicable pour les verres avec filtre (selon les conditions prévues à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale).
Pour les équipements combinant des verres « 100% Santé » et une monture libre, le remboursement des verres se réalise selon les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
La prestation d'adaptation visuelle est remboursée à hauteur du ticket modérateur.
- (6) Renouvellement :
 - pour les bénéficiaires de 16 ans et plus : après une période minimale de 24 mois après la dernière prise en charge,
 - pour les bénéficiaires de moins de 16 ans : après une période minimale de 12 mois après le dernier Remboursement d'un équipement.
 Par dérogation, le renouvellement anticipé de ces équipements est possible dans les conditions prévues l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
- (7) Dans le respect des minimums prévus par le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 et dans la limite de prix fixés en application de l'article L. 165-3 du code de la Sécurité sociale.
Le remboursement de la monture se fait dans la limite des frais réellement engagés et dans la limite de 100 €.
- (8) Avec monture libre ou monture 100% Santé. Le remboursement de la monture libre est limité à 100 € par équipement.
- (9) Il s'agit d'un équipement remboursé par la Sécurité sociale comportant des verres progressifs ou multifocaux.
- (10) En cas de présence d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal dans un même équipement optique, le remboursement total par BTP-PRÉVOYANCE et le Régime de base ne peut excéder :
 - 560 €, si l'équipement comporte un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 610 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal, mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 700 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal, tous deux mentionnés au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 750 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 Ces montants s'entendent y compris les suppléments fortes corrections.
- (11) Dispositions applicables pour tous verres optiques sauf les verres des catégories suivantes :
 - les verres unifocaux listés dans le a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - et les verres multifocaux ou progressifs suivants et listés dans le c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 :
 - 1) verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre - 4,00 et + 4,00 dioptries ;
 - 2) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre - 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries ;
 - 3) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.
- (12) Montant en euros : forfait par an et par bénéficiaire.
- (13) Montant en euros : par œil, par bénéficiaire et par an.
- (14) Soins et prothèses dentaires relevant du « 100% Santé », définis par la réglementation, dans la limite des honoraires de facturation fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.

- (15) Les soins dentaires s'entendent par les actes codés AXI, END, SDE et TDS des codes de regroupement de la CCAM Dentaire
- (16) Prothèses hors « 100% Santé », auxquelles s'appliquent des honoraires limites de facturation. Dans la limite des honoraires de facturation (LHF) fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
A partir du niveau P3+, les prothèses à « honoraires maîtrisés » sont prises en charge à hauteur des frais réellement engagés, dans la limite des honoraires de facturation définis par la réglementation.
- (17) Prise en charge limitée à 6 semestres consécutifs.
- (18) Limité à un appareil par oreille par période de quatre ans, par bénéficiaire et selon les conditions précisées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
- (19) S'entend comme pris en charge par la Sécurité sociale, les accessoires suivants :
- ❖ Ecouteur
 - ❖ Microphone
 - ❖ Embout auriculaire pour :
 - bénéficiaire de moins 2 ans => 4 embouts / an / appareil
 - bénéficiaire de plus de 2 ans => 1 embout /an/appareil
 - ❖ Pile sans mercure.
- (20) Les médecines complémentaires et alternatives agréées comprennent les spécialités suivantes :
- Ostéopathes titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Chiropracteurs diplômés par une école en France et membre de l'AFC ;
 - Acupuncteurs inscrits au conseil de l'ordre des médecins ;
 - Etiopathes inscrits au Registre National des Etiopathes auprès du Ministère chargé de la santé ;
 - Diététiciens titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Psychologues titulaire d'un diplôme universitaire de psychologie.
- Les soins doivent être effectués en France métropolitaine
- (21) S'entend par bénéficiaire, en montant maximum par séance et dans la limite du nombre de séances indiquées par an et dans la limite d'un plafond annuel par famille. Remboursement sur la base de factures acquittées.
Les plafonds annuels par famille par niveau :
- P3 : 160 € / an
 - P3+ : 240 € / an
 - P4 : 320 € / an
 - P5 : 450 € / an
 - P6 : 480 € / an
- (22) Montant en euros : limité à une cure par an et par bénéficiaire.
- (23) Prothèses auditives relevant du "100% Santé", définies par la réglementation, dans la limite des prix limites de vente (PLV) fixés par l'avis du 28 novembre 2018 relatif à la tarification des aides auditives visées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
Remboursement d'un équipement par période de quatre ans.
- a) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du Prix Limite de Vente (PLV)
 - b) Pour les verres : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du PLV ;
Pour la monture : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 €.
 - c) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 € par verre et à 0,05 € pour la monture
 - d) +75 € / verre unifocal si bénéficiaire âgé de moins de 16 ans.
 - e) + 140 € / verre unifocal.

* Prise en charge de la Sécurité sociale Régime Général

OPTAM : le praticien est reconnu en catégorie Option Pratique Tarifaire Maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

Notes spécifiques aux options régionales PCE 1, PCE 2 et PNPC

(30) A l'exclusion des prestations dites hôtelières (boissons, téléphone, TV, kit de nuit, blanchisserie, ...).

(33) Le remboursement ne peut pas être inférieur à 85% des frais réels (moins le remboursement de la Sécurité sociale).

(34) Prise en charge limitée à certains actes - contacter nos services pour plus d'informations.

Notes spécifiques aux modules additionnels (groupe fermé) "BTP Santé plus"

(50) N'est plus commercialisé depuis le 01/01/2013.

(51) Versée pour toute personne couverte âgée de moins de 65 ans au moment du décès.

Règlement des frais médicaux individuels des Retraités

Annexe Services Assistance

En complément de son adhésion au présent règlement, l'adhérent peut opter pour une garantie additionnelle optionnelle d'assistance.

Les prestations correspondantes d'assistance sont mises en œuvre par Mondial Assistance (AWP France SAS), société par actions simplifiée au capital de 7 584 076,86 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le n° 490 381 753 et inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 026 669, dont le siège social est situé au 7 rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen.

La nature des services d'assistance, les conditions d'accès à ces derniers, leurs modalités de mise en œuvre et les exclusions sont précisées dans la convention d'assistance remise à l'adhérent. La garantie d'assistance est accordée sous réserve :

- du versement des cotisations correspondantes :
 - telles que définies dans l'ANNEXE TARIFAIRE,
 - sauf lorsque l'adhésion porte sur le niveau P6 du module Bloc P « Optique, Dentaire, Aide auditive et Prestations complémentaires », auquel cas les services d'assistance sont offerts gratuitement.
- du respect des dispositions prévues dans la convention d'assistance.

Règlement de frais médicaux individuels des Retraités
ANNEXE SOCIALE au 1^{er} janvier 2021
Réductions mises en œuvre

Régime Général et Régime Alsace-Moselle

Réductions en fonction de la situation de l'adhérent :

Situation de l'adhérent	Réduction mensuelle de cotisation	
	TTC ⁽¹⁾	HT ⁽²⁾
Si l'adhérent est bénéficiaire de l'APA :		
- si hébergement en EHPAD (ouvrant droit à l'APA)	60,00 €	52,97 €
- à défaut, si GIR 1 ou 2	40,00 €	35,31 €
- à défaut, si GIR 3	30,00 €	26,49 €
- à défaut, si GIR 4	20,00 €	17,66 €
À défaut, si pension de retraite ARRCO de l'adhérent est exonérée de CSG-CRDS	10,00 €	8,83 €
À défaut, si l'adhérent justifie d'au moins 30 ans d'ancienneté BTP	6,00 €	5,30 €
À défaut si l'adhérent était bénéficiaire de l'ACS avant le 31 décembre 2015	5,00 €	4,41 €

Lorsque l'adhésion couvre également le conjoint, la cotisation bénéficie d'une réduction sociale complémentaire :

	Réduction mensuelle de cotisation complémentaire	
	TTC ⁽¹⁾	HT ⁽²⁾
Si le conjoint est bénéficiaire de l'APA :		
- si hébergement en EHPAD (ouvrant droit à l'APA)	60,00 €	52,97 €
- à défaut, si GIR 1 ou 2	40,00 €	35,31 €
- à défaut, si GIR 3	30,00 €	26,49 €
- à défaut, si GIR 4	20,00 €	17,66 €
À défaut, si pension de retraite ARRCO de l'adhérent est exonérée de CSG-CRDS	10,00 €	8,83 €
À défaut, si l'adhérent justifie d'au moins 30 ans d'ancienneté BTP	6,00 €	5,30 €
À défaut si le conjoint était bénéficiaire de l'ACS avant le 31 décembre 2015	5,00 €	4,41 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(2) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Zonage géographique

Zones	Départements
A	3, 12, 15, 18, 20, 22, 23, 28, 29, 35, 36, 37, 41, 43, 44, 45, 46, 49, 50, 53, 56, 61, 63, 71, 72, 73, 85
D	1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 16, 17, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 38, 39, 40, 42, 47, 51, 52, 55, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 84, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97
F	2, 30, 31, 34, 54, 57, 59, 62, 80, 83, 88 6 & 13 pour les niveaux 1 et 2
G	6 & 13 pour les niveaux de 3 à 6
Régime Alsace-Moselle (R. ALM)	57, 67, 68

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 1									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	16,00 €	16,25 €	17,00 €	17,00 €		6,00 €			
26	17,50 €	18,00 €	19,00 €	19,00 €		6,50 €			
27	18,25 €	19,00 €	20,25 €	20,25 €		6,50 €			
28	18,50 €	19,50 €	20,75 €	20,75 €		6,50 €			
29	18,75 €	19,75 €	21,75 €	21,75 €		6,50 €			
30	18,75 €	20,00 €	22,75 €	22,75 €		6,75 €			
31	18,75 €	20,00 €	22,75 €	22,75 €		6,75 €			
32	18,75 €	20,25 €	23,00 €	23,00 €		6,75 €			
33 - 35	19,50 €	20,75 €	23,00 €	23,00 €		6,75 €			
36	21,00 €	22,75 €	24,50 €	24,50 €		7,75 €			
37 - 40	21,75 €	23,25 €	25,25 €	25,25 €		7,75 €			
41	23,00 €	25,00 €	27,00 €	27,00 €		8,25 €			
42 - 45	23,00 €	25,75 €	27,75 €	27,75 €		8,75 €			
46	25,25 €	27,00 €	29,50 €	29,50 €		9,25 €			
47 - 50	25,75 €	27,25 €	29,75 €	29,75 €		9,75 €			
51	28,00 €	29,75 €	32,25 €	32,25 €		10,00 €			
52 - 55	28,50 €	30,25 €	32,75 €	32,75 €		11,00 €			
56	30,50 €	32,25 €	35,50 €	35,50 €		11,00 €			
57	30,75 €	32,75 €	36,25 €	36,25 €		11,00 €			
58	31,50 €	33,50 €	37,25 €	37,25 €		11,00 €			
59	32,25 €	33,75 €	37,75 €	37,75 €		11,00 €			
60	33,25 €	34,75 €	38,25 €	38,25 €		11,25 €			
61	34,25 €	35,75 €	38,25 €	38,25 €		11,25 €			
62	35,50 €	37,00 €	39,25 €	39,25 €		11,25 €			
63	36,75 €	38,25 €	39,75 €	39,75 €		11,25 €			
64	38,50 €	39,25 €	40,75 €	40,75 €		11,25 €			
65	39,75 €	40,00 €	41,00 €	41,00 €		11,25 €			
66	41,50 €	41,50 €	42,00 €	42,00 €		11,50 €			
≥ 67	43,25 €	43,25 €	43,25 €	43,25 €		12,00 €			
Adhésion entre 68 & 70 ans	47,50 €	47,50 €	47,50 €	47,50 €		13,25 €			
Adhésion entre 71 & 75 ans	52,00 €	52,00 €	52,00 €	52,00 €		14,50 €			

Module Prothèses									
Niveau 1									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	2,10 €	2,35 €	2,35 €	2,35 €		1,35 €			
26	2,10 €	2,60 €	2,60 €	2,60 €		2,10 €			
27	2,35 €	2,60 €	2,60 €	2,60 €		2,10 €			
28	2,85 €	3,10 €	3,10 €	3,10 €		3,10 €			
29	2,85 €	3,10 €	3,10 €	3,10 €		3,10 €			
30	3,60 €	4,10 €	4,10 €	4,10 €		3,85 €			
31	4,60 €	4,60 €	4,85 €	4,85 €		3,85 €			
32	5,10 €	5,35 €	5,60 €	5,60 €		4,60 €			
33 - 35	5,10 €	5,60 €	6,10 €	6,10 €		4,60 €			
36	5,85 €	6,35 €	6,85 €	6,85 €		4,60 €			
37 - 40	6,10 €	6,85 €	7,35 €	7,35 €		4,60 €			
41	6,60 €	7,35 €	8,10 €	8,10 €		5,10 €			
42 - 45	7,60 €	7,60 €	8,35 €	8,35 €		5,35 €			
46	8,10 €	9,10 €	9,35 €	9,35 €		5,85 €			
47 - 50	8,10 €	9,60 €	10,10 €	10,10 €		6,35 €			
51	8,35 €	9,85 €	10,60 €	10,60 €		6,85 €			
52 - 55	8,85 €	10,35 €	11,10 €	11,10 €		6,85 €			
56	9,85 €	11,10 €	11,85 €	11,85 €		7,10 €			
57	9,85 €	11,85 €	11,85 €	11,85 €		7,10 €			
58	10,10 €	11,85 €	11,85 €	11,85 €		7,10 €			
59	10,35 €	12,35 €	12,35 €	12,35 €		7,10 €			
60	10,35 €	12,35 €	12,35 €	12,35 €		8,10 €			
61	11,10 €	12,60 €	12,85 €	12,85 €		8,10 €			
62	11,60 €	12,60 €	13,10 €	13,10 €		8,10 €			
63	12,10 €	12,60 €	13,10 €	13,10 €		8,35 €			
64	12,10 €	13,10 €	13,10 €	13,10 €		8,35 €			
65	12,60 €	13,60 €	13,60 €	13,60 €		8,35 €			
66	13,10 €	13,85 €	13,85 €	13,85 €		8,60 €			
≥ 67	13,85 €	13,85 €	13,85 €	13,85 €		9,10 €			
Adhésion entre 68 & 70 ans	15,35 €	15,35 €	15,35 €	15,35 €		10,10 €			
Adhésion entre 71 & 75 ans	16,60 €	16,60 €	16,60 €	16,60 €		11,10 €			

Module Prothèses									
Niveau 2									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	7,85 €	8,35 €	8,60 €	8,60 €		6,85 €			
26	8,60 €	9,10 €	9,35 €	9,35 €		8,10 €			
27	8,85 €	9,10 €	9,35 €	9,35 €		8,10 €			
28	8,85 €	9,60 €	10,10 €	10,10 €		9,10 €			
29	8,85 €	9,60 €	10,10 €	10,10 €		9,10 €			
30	9,60 €	10,60 €	11,10 €	11,10 €		9,85 €			
31	10,10 €	11,10 €	12,10 €	12,10 €		9,85 €			
32	10,85 €	11,85 €	12,85 €	12,85 €		10,60 €			
33 - 35	11,10 €	12,10 €	13,10 €	13,10 €		10,60 €			
36	12,35 €	13,35 €	14,60 €	14,60 €		10,60 €			
37 - 40	12,60 €	13,85 €	14,85 €	14,85 €		10,60 €			
41	13,60 €	14,85 €	16,10 €	16,10 €		12,10 €			
42 - 45	14,60 €	15,10 €	16,35 €	16,35 €		12,35 €			
46	15,10 €	17,10 €	17,85 €	17,85 €		12,85 €			
47 - 50	15,60 €	17,60 €	18,85 €	18,85 €		13,35 €			
51	16,85 €	18,85 €	20,35 €	20,35 €		13,85 €			
52 - 55	16,85 €	19,35 €	20,85 €	20,85 €		13,85 €			
56	18,85 €	20,60 €	21,60 €	21,60 €		14,10 €			
57	18,85 €	21,85 €	22,60 €	22,60 €		14,10 €			
58	19,60 €	22,35 €	23,35 €	23,35 €		15,10 €			
59	20,35 €	23,35 €	24,10 €	24,10 €		15,10 €			
60	21,35 €	23,85 €	24,60 €	24,60 €		16,10 €			
61	22,60 €	24,60 €	25,60 €	25,60 €		16,10 €			
62	23,60 €	25,10 €	26,10 €	26,10 €		16,10 €			
63	24,60 €	25,60 €	26,85 €	26,85 €		16,35 €			
64	25,60 €	26,60 €	27,10 €	27,10 €		17,35 €			
65	26,35 €	27,60 €	28,10 €	28,10 €		18,35 €			
66	27,60 €	28,35 €	28,35 €	28,35 €		19,10 €			
≥ 67	31,85 €	28,85 €	28,85 €	28,85 €		19,60 €			
Adhésion entre 68 & 70 ans	31,85 €	31,85 €	31,85 €	31,85 €		21,60 €			
Adhésion entre 71 & 75 ans	34,60 €	34,60 €	34,60 €	34,60 €		23,60 €			

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Module Soins						
	Niveau 2						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	17,75 €	18,25 €	19,00 €	19,00 €	19,00 €	6,75 €	
	19,50 €	20,00 €	21,00 €	21,00 €	21,00 €	7,50 €	
26		20,00 €	21,00 €	22,25 €	22,25 €	7,50 €	
27	20,25 €	21,50 €	23,00 €	23,00 €	23,00 €	7,50 €	
28	20,25 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €	24,25 €	7,50 €	
29	20,75 €	22,50 €	24,75 €	24,75 €	24,75 €	7,75 €	
30	21,00 €	23,00 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	7,75 €	
31	21,00 €	23,25 €	25,25 €	25,25 €	25,25 €	8,00 €	
32	21,25 €	24,00 €	26,00 €	26,00 €	26,00 €	8,00 €	
33 - 35	22,00 €	25,75 €	27,75 €	27,75 €	27,75 €	9,00 €	
36	23,75 €	26,25 €	28,50 €	28,50 €	28,50 €	9,00 €	
37 - 40	24,50 €	28,25 €	30,50 €	30,50 €	30,50 €	9,50 €	
41	26,00 €	29,00 €	31,25 €	31,25 €	31,25 €	10,25 €	
42 - 45	26,00 €	30,50 €	33,50 €	33,50 €	33,50 €	10,75 €	
46	28,50 €	31,00 €	33,75 €	33,75 €	33,75 €	11,25 €	
47 - 50	29,00 €	33,75 €	36,50 €	36,50 €	36,50 €	11,75 €	
51	31,75 €	34,25 €	37,00 €	37,00 €	37,00 €	12,75 €	
52 - 55	32,25 €	37,00 €	40,75 €	40,75 €	40,75 €	13,50 €	
56	34,25 €	37,75 €	41,75 €	41,75 €	41,75 €	13,50 €	
57	35,75 €	39,25 €	43,25 €	43,25 €	43,25 €	13,50 €	
58	37,00 €	40,25 €	44,50 €	44,50 €	44,50 €	13,50 €	
59	38,25 €	41,75 €	45,50 €	45,50 €	45,50 €	13,50 €	
60	39,75 €	43,00 €	46,00 €	46,00 €	46,00 €	13,50 €	
61	41,00 €	44,50 €	47,00 €	47,00 €	47,00 €	13,50 €	
62	42,50 €	46,00 €	47,75 €	47,75 €	47,75 €	14,25 €	
63	44,00 €	47,00 €	48,75 €	48,75 €	48,75 €	14,25 €	
64	46,00 €	48,00 €	49,25 €	49,25 €	49,25 €	14,25 €	
65	47,75 €	49,75 €	50,50 €	50,50 €	50,50 €	14,50 €	
66	49,75 €	51,75 €	51,75 €	51,75 €	51,75 €	15,00 €	
≥ 67	51,75 €	57,00 €	62,00 €	62,00 €	62,00 €	16,50 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	57,00 €	62,00 €	62,00 €	62,00 €	62,00 €	18,00 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	62,00 €						

	Module Prothèses						
	Niveau 2						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	7,85 €	8,35 €	8,60 €	8,60 €	8,60 €	6,85 €	
	8,60 €	9,10 €	9,35 €	9,35 €	9,35 €	8,10 €	
26	8,60 €	9,10 €	9,35 €	9,35 €	9,35 €	8,10 €	
27	8,85 €	9,60 €	10,10 €	10,10 €	10,10 €	9,10 €	
28	8,85 €	9,60 €	10,10 €	10,10 €	10,10 €	9,10 €	
29	8,85 €	10,60 €	11,10 €	11,10 €	11,10 €	9,85 €	
30	9,60 €	11,10 €	12,10 €	12,10 €	12,10 €	9,85 €	
31	10,10 €	12,10 €	12,85 €	12,85 €	12,85 €	10,60 €	
32	10,85 €	12,85 €	13,10 €	13,10 €	13,10 €	10,60 €	
33 - 35	11,10 €	13,35 €	14,60 €	14,60 €	14,60 €	10,60 €	
36	12,35 €	14,85 €	16,10 €	16,10 €	16,10 €	12,10 €	
37 - 40	12,60 €	15,10 €	16,35 €	16,35 €	16,35 €	12,35 €	
41	13,60 €	16,85 €	17,85 €	17,85 €	17,85 €	12,85 €	
42 - 45	15,10 €	18,85 €	20,35 €	20,35 €	20,35 €	13,35 €	
46	15,60 €	19,35 €	20,85 €	20,85 €	20,85 €	13,85 €	
47 - 50	16,85 €	20,60 €	21,60 €	21,60 €	21,60 €	14,10 €	
51	18,85 €	21,85 €	22,60 €	22,60 €	22,60 €	14,10 €	
52 - 55	19,60 €	22,35 €	23,35 €	23,35 €	23,35 €	15,10 €	
56	20,35 €	23,35 €	24,10 €	24,10 €	24,10 €	15,10 €	
57	21,35 €	23,85 €	24,60 €	24,60 €	24,60 €	16,10 €	
58	22,60 €	25,60 €	26,10 €	26,10 €	26,10 €	16,10 €	
59	23,60 €	26,85 €	27,10 €	27,10 €	27,10 €	17,35 €	
60	25,60 €	28,10 €	28,35 €	28,35 €	28,35 €	18,35 €	
61	26,35 €	28,85 €	28,85 €	28,85 €	28,85 €	19,10 €	
62	27,60 €	31,85 €	31,85 €	31,85 €	31,85 €	19,60 €	
63	28,85 €	34,60 €	34,60 €	34,60 €	34,60 €	21,60 €	
64	31,85 €	36,10 €	36,10 €	36,10 €	36,10 €	23,60 €	
65	34,60 €	38,60 €	38,60 €	38,60 €	38,60 €	26,85 €	
66	38,60 €	42,60 €	42,60 €	42,60 €	42,60 €	30,10 €	
≥ 67	42,60 €	46,35 €	46,35 €	46,35 €	46,35 €	32,85 €	

	Module Prothèses						
	Niveau 3 "majoré"						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	11,85 €	12,60 €	13,10 €	13,10 €	13,60 €	10,35 €	
	13,60 €	14,35 €	14,60 €	14,60 €	15,10 €	12,60 €	
26	13,60 €	14,85 €	15,35 €	15,35 €	15,60 €	12,60 €	
27	14,10 €	15,10 €	15,85 €	15,85 €	16,35 €	13,10 €	
28	14,10 €	15,60 €	16,35 €	16,35 €	17,10 €	13,10 €	
29	14,35 €	16,35 €	17,60 €	17,60 €	18,85 €	13,85 €	
30	14,60 €	17,10 €	18,35 €	18,35 €	19,85 €	13,85 €	
31	15,60 €	18,10 €	19,10 €	19,10 €	21,35 €	14,85 €	
32	16,35 €	18,60 €	19,35 €	19,35 €	21,85 €	14,85 €	
33 - 35	17,10 €	20,10 €	21,85 €	21,85 €	23,60 €	16,10 €	
36	18,60 €	20,60 €	22,35 €	22,35 €	24,10 €	16,60 €	
37 - 40	18,85 €	22,10 €	23,85 €	23,85 €	25,60 €	18,35 €	
41	20,10 €	22,60 €	24,35 €	24,35 €	26,10 €	18,85 €	
42 - 45	20,60 €	24,10 €	25,85 €	25,85 €	27,85 €	20,35 €	
46	22,10 €	24,60 €	26,60 €	26,60 €	28,35 €	20,85 €	
47 - 50	24,10 €	27,10 €	29,10 €	29,10 €	31,60 €	22,35 €	
51	24,85 €	28,60 €	31,10 €	31,10 €	33,35 €	22,85 €	
52 - 55	26,35 €	29,35 €	31,85 €	31,85 €	34,10 €	23,85 €	
56	27,10 €	30,35 €	32,85 €	32,85 €	34,35 €	24,10 €	
57	27,85 €	31,10 €	33,60 €	33,60 €	35,10 €	24,60 €	
58	28,35 €	32,10 €	34,10 €	34,10 €	35,60 €	24,60 €	
59	28,35 €	33,10 €	34,85 €	34,85 €	36,10 €	25,10 €	
60	29,85 €	34,10 €	35,60 €	35,60 €	36,60 €	25,85 €	
61	30,35 €	36,10 €	37,10 €	37,10 €	37,10 €	26,35 €	
62	31,60 €	37,10 €	37,35 €	37,35 €	37,60 €	26,85 €	
63	32,85 €	38,60 €	38,60 €	38,60 €	38,60 €	27,35 €	
64	42,60 €	42,60 €	42,60 €	42,60 €	42,60 €	30,10 €	
65	46,35 €	46,35 €	46,35 €	46,35 €	46,35 €	32,85 €	
≥ 67	46,35 €						

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 3						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	22,00 €	23,00 €	24,00 €	24,75 €	10,50 €	
26	24,50 €	25,25 €	26,50 €	27,75 €	11,50 €	
27	24,50 €	25,75 €	27,25 €	29,00 €	11,50 €	
28	25,00 €	26,50 €	28,25 €	30,25 €	12,00 €	
29	25,25 €	27,00 €	29,25 €	31,50 €	12,00 €	
30	25,50 €	27,25 €	29,50 €	31,75 €	12,25 €	
31	25,50 €	27,50 €	29,75 €	31,75 €	12,25 €	
32	25,50 €	27,50 €	30,25 €	31,75 €	12,25 €	
33 - 35	25,75 €	28,00 €	31,00 €	32,50 €	12,25 €	
36	27,50 €	30,00 €	32,50 €	34,75 €	13,00 €	
37 - 40	28,25 €	30,50 €	33,00 €	35,50 €	13,50 €	
41	30,25 €	32,75 €	35,25 €	38,00 €	14,75 €	
42 - 45	30,50 €	33,25 €	36,00 €	38,75 €	15,25 €	
46	33,00 €	35,75 €	38,75 €	41,50 €	16,75 €	
47 - 50	33,75 €	36,75 €	39,75 €	42,75 €	17,25 €	
51	36,00 €	39,25 €	42,25 €	45,50 €	18,00 €	
52 - 55	37,25 €	40,25 €	43,50 €	46,75 €	18,50 €	
56	39,25 €	42,75 €	46,25 €	49,50 €	19,50 €	
57	40,50 €	44,00 €	47,50 €	50,50 €	19,50 €	
58	41,50 €	45,25 €	48,75 €	51,25 €	20,25 €	
59	42,75 €	46,50 €	50,25 €	52,00 €	20,25 €	
60	44,25 €	47,50 €	51,00 €	52,75 €	20,75 €	
61	46,50 €	49,50 €	52,25 €	53,75 €	20,75 €	
62	48,25 €	51,00 €	53,50 €	54,75 €	20,75 €	
63	50,25 €	52,50 €	54,50 €	55,75 €	21,25 €	
64	52,25 €	54,00 €	55,75 €	56,50 €	21,50 €	
65	54,50 €	55,50 €	56,50 €	57,25 €	22,00 €	
66	56,50 €	57,00 €	57,75 €	58,00 €	22,50 €	
≥ 67	58,75 €	58,75 €	58,75 €	58,75 €	23,00 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	64,75 €	64,75 €	64,75 €	64,75 €	25,25 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	70,50 €	70,50 €	70,50 €	70,50 €	27,50 €	

Module Prothèses						
Niveau 3						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	11,60 €	12,10 €	12,60 €	13,10 €	10,10 €	
	13,10 €	13,85 €	14,10 €	14,60 €	12,10 €	
	13,60 €	14,35 €	14,85 €	15,10 €	12,10 €	
	13,60 €	14,60 €	15,35 €	15,85 €	12,60 €	
	13,85 €	15,10 €	15,85 €	16,60 €	12,60 €	
	14,10 €	15,85 €	17,10 €	18,35 €	13,35 €	
	15,10 €	16,60 €	17,85 €	19,35 €	13,35 €	
	15,85 €	17,60 €	18,60 €	20,60 €	14,35 €	
	16,60 €	18,10 €	18,85 €	21,10 €	14,35 €	
	18,10 €	19,60 €	21,10 €	22,85 €	15,60 €	
	18,35 €	20,10 €	21,60 €	23,35 €	16,10 €	
	19,60 €	21,35 €	23,10 €	24,85 €	17,85 €	
	20,10 €	21,85 €	23,60 €	25,35 €	18,35 €	
	21,35 €	23,35 €	25,10 €	27,10 €	19,85 €	
	21,85 €	23,85 €	25,85 €	27,60 €	20,35 €	
	23,35 €	25,35 €	27,60 €	29,60 €	21,60 €	
	24,10 €	26,35 €	28,35 €	30,60 €	22,10 €	
	25,60 €	27,85 €	30,10 €	32,35 €	23,10 €	
	26,35 €	28,60 €	30,85 €	33,10 €	23,10 €	
	27,10 €	29,35 €	31,85 €	33,35 €	23,35 €	
	28,85 €	31,10 €	33,10 €	34,10 €	23,85 €	
	29,35 €	31,10 €	33,10 €	34,10 €	23,85 €	
	30,60 €	32,10 €	33,85 €	34,60 €	24,35 €	
	31,85 €	33,10 €	34,60 €	35,10 €	24,35 €	
	33,10 €	34,10 €	35,10 €	35,60 €	25,10 €	
	34,35 €	35,10 €	35,85 €	36,10 €	25,60 €	
	35,60 €	36,10 €	36,35 €	36,60 €	26,10 €	
	37,35 €	37,35 €	37,35 €	37,35 €	26,60 €	
	41,10 €	41,10 €	41,10 €	41,10 €	29,35 €	
	44,85 €	44,85 €	44,85 €	44,85 €	32,10 €	

Module Prothèses						
Niveau 3+ "majoré"						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	24,35 €	25,10 €	26,10 €	28,35 €	21,35 €	
	26,85 €	27,85 €	28,85 €	31,60 €	24,60 €	
	27,60 €	28,60 €	30,35 €	33,35 €	25,10 €	
	28,35 €	29,85 €	31,60 €	35,35 €	25,60 €	
	29,10 €	30,85 €	32,85 €	37,35 €	26,60 €	
	30,10 €	32,60 €	35,10 €	41,10 €	27,35 €	
	31,35 €	34,35 €	36,85 €	43,10 €	28,35 €	
	32,60 €	35,35 €	38,35 €	44,10 €	29,10 €	
	33,35 €	36,10 €	39,35 €	45,35 €	30,60 €	
	35,60 €	38,85 €	41,85 €	48,60 €	32,85 €	
	36,35 €	39,85 €	42,85 €	49,85 €	33,35 €	
	38,85 €	42,10 €	46,35 €	52,85 €	35,60 €	
	39,85 €	43,10 €	46,35 €	53,85 €	36,35 €	
	41,85 €	45,60 €	49,35 €	57,10 €	38,85 €	
	42,85 €	46,35 €	50,35 €	58,35 €	39,35 €	
	45,10 €	49,10 €	52,85 €	61,35 €	41,60 €	
	45,85 €	50,10 €	53,85 €	62,60 €	42,35 €	
	47,85 €	51,85 €	56,10 €	64,35 €	44,60 €	
	48,60 €	52,85 €	57,35 €	65,10 €	44,60 €	
	49,60 €	53,85 €	58,35 €	66,60 €	45,10 €	
	50,60 €	54,85 €	59,35 €	66,60 €	45,10 €	
	51,85 €	55,85 €	59,85 €	66,35 €	45,35 €	
	52,85 €	56,35 €	60,10 €	66,60 €	45,35 €	
	54,10 €	57,35 €	60,10 €	66,60 €	45,35 €	
	55,10 €	58,10 €	60,35 €	66,85 €	45,85 €	
	57,85 €	59,60 €	61,35 €	67,60 €	46,35 €	
	59,85 €	61,10 €	62,10 €	67,85 €	47,35 €	
	61,85 €	62,35 €	63,10 €	68,35 €	48,35 €	
	64,10 €	64,10 €	64,10 €	69,10 €	49,60 €	
	70,60 €	70,60 €	70,60 €	76,10 €	54,60 €	
	77,10 €	77,10 €	77,10 €	83,10 €	59,60 €	

Module Soins											
Niveau 3+											
	Régime Général				R. ALM						
	A	D	F	G							
≤ 25	28,75 €	30,25 €	31,50 €	34,00 €	17,00 €						
26	32,00 €	33,50 €	35,00 €	37,75 €	19,75 €						
27	32,50 €	34,75 €	36,50 €	40,00 €	20,25 €						
28	33,00 €	35,75 €	38,00 €	42,50 €	20,75 €						
29	33,50 €	36,75 €	39,50 €	45,00 €	20,75 €						
30	34,00 €	37,00 €	40,00 €	46,00 €	21,00 €						
31	34,50 €	37,25 €	40,50 €	46,50 €	21,00 €						
32	35,25 €	38,25 €	41,25 €	48,00 €	21,25 €						
33 - 35	36,25 €	39,50 €	42,50 €	49,25 €	22,00 €						
36	38,50 €	42,00 €	45,50 €	52,50 €	23,75 €						
37 - 40	39,75 €	43,00 €	46,50 €	53,75 €	24,25 €						
41	42,00 €	45,75 €	49,25 €	57,00 €	26,00 €						
42 - 45	43,00 €	46,75 €	50,50 €	58,50 €	26,25 €						
46	45,50 €	49,25 €	53,25 €	61,75 €	28,00 €						
47 - 50	46,25 €	50,50 €	54,50 €	63,00 €	28,50 €						
51	48,75 €	53,00 €	57,25 €	66,25 €	30,25 €						
52 - 55	49,75 €	54,00 €	58,50 €	67,50 €	30,50 €						
56	56,25 €	56,25 €	60,75 €	70,00 €	32,25 €						
57	52,75 €	57,25 €	61,75 €	70,50 €	32,25 €						
58	53,50 €	58,25 €	63,00 €	70,75 €	32,75 €						
59	54,50 €	59,25 €	64,00 €	71,25 €	32,75 €						
60	56,25 €	60,50 €	64,50 €	71,50 €	33,50 €						
61	58,25 €	62,00 €	65,25 €	72,00 €	33,50 €						
62	60,00 €	63,00 €	66,25 €	72,50 €	33,50 €						
63	61,50 €	64,25 €	66,75 €	72,75 €	34,00 €						
64	63,75 €	65,75 €	67,75 €	73,50 €	34,50 €						
65	66,00 €	67,25 €	68,75 €	74,75 €	34,75 €						
66	68,25 €	69,00 €	69,50 €	75,50 €	35,75 €						
≥ 67	70,50 €	70,50 €	70,50 €	76,25 €	36,50 €						
Adhésion entre 68 & 70 ans	77,50 €	77,50 €	77,50 €	84,00 €	40,25 €						
Adhésion entre 71 & 75 ans	84,50 €	84,50 €	84,50 €	91,50 €	43,75 €						

Module Prothèses											
Niveau 3+											
	Régime Général				R. ALM						
	A	D	F	G							
≤ 25	23,60 €	24,35 €	25,35 €	27,60 €	20,60 €						
26	26,10 €	27,10 €	28,10 €	30,60 €	23,85 €						
27	26,85 €	27,85 €	29,35 €	32,35 €	24,35 €						
28	27,60 €	28,85 €	30,60 €	34,35 €	24,85 €						
29	28,35 €	29,85 €	31,85 €	36,35 €	25,85 €						
30	29,10 €	31,60 €	34,10 €	39,85 €	26,60 €						
31	30,35 €	33,35 €	35,85 €	41,85 €	27,60 €						
32	31,60 €	34,35 €	37,10 €	42,85 €	28,35 €						
33 - 35	32,35 €	35,10 €	38,10 €	44,10 €	29,60 €						
36	34,60 €	37,60 €	40,60 €	47,10 €	31,85 €						
37 - 40	35,35 €	38,60 €	41,60 €	48,35 €	32,35 €						
41	37,60 €	40,85 €	44,35 €	51,35 €	34,60 €						
42 - 45	38,60 €	41,85 €	45,10 €	52,35 €	35,35 €						
46	40,60 €	44,35 €	47,85 €	55,35 €	37,60 €						
47 - 50	41,60 €	45,10 €	48,85 €	56,60 €	38,10 €						
51	43,85 €	47,60 €	51,35 €	59,60 €	40,35 €						
52 - 55	44,60 €	48,60 €	52,35 €	60,85 €	41,10 €						
56	46,35 €	50,35 €	54,35 €	62,35 €	43,35 €						
57	47,10 €	51,35 €	55,60 €	63,10 €	43,35 €						
58	48,10 €	52,35 €	56,60 €	63,60 €	43,85 €						
59	49,10 €	53,35 €	57,60 €	63,85 €	43,85 €						
60	50,35 €	54,10 €	58,10 €	64,35 €	44,10 €						
61	51,35 €	54,60 €	58,35 €	64,60 €	44,10 €						
62	52,60 €	55,60 €	58,35 €	64,60 €	44,10 €						
63	54,35 €	56,35 €	58,60 €	64,85 €	44,60 €						
64	56,10 €	57,85 €	59,60 €	65,60 €	45,10 €						
65	58,10 €	59,35 €	60,35 €	65,85 €	45,85 €						
66	60,10 €	60,60 €	61,35 €	66,35 €	46,85 €						
≥ 67	62,10 €	62,10 €	62,10 €	67,10 €	48,10 €						
Adhésion entre 68 & 70 ans	68,35 €	68,35 €	68,35 €	73,85 €	52,85 €						
Adhésion entre 71 & 75 ans	74,60 €	74,60 €	74,60 €	80,60 €	57,85 €						

Module Prothèses											
Niveau 4 "majoré"											
	Régime Général				R. ALM						
	A	D	F	G							
≤ 25	32,80 €	34,10 €	35,35 €	38,60 €	27,35 €						
26	36,85 €	38,60 €	40,10 €	43,35 €	31,35 €						
27	37,60 €	39,85 €	41,85 €	45,85 €	32,10 €						
28	38,60 €	41,10 €	43,35 €	48,85 €	32,60 €						
29	39,35 €	42,35 €	45,10 €	51,60 €	34,10 €						
30	40,85 €	44,35 €	47,85 €	56,10 €	34,60 €						
31	42,85 €	47,10 €	49,85 €	58,85 €	35,60 €						
32	44,60 €	48,60 €	52,35 €	60,85 €	36,35 €						
33 - 35	46,10 €	49,85 €	53,85 €	62,35 €	37,85 €						
36	49,35 €	53,60 €	58,10 €	67,10 €	41,60 €						
37 - 40	50,85 €	55,10 €	59,85 €	69,10 €	42,85 €						
41	54,35 €	59,10 €	63,60 €	74,10 €	46,35 €						
42 - 45	55,85 €	60,60 €	65,60 €	76,10 €	47,60 €						
46	59,35 €	64,60 €	69,60 €	80,60 €	50,60 €						
47 - 50	60,35 €	65,60 €	70,85 €	82,10 €	51,60 €						
51	63,60 €	69,35 €	74,85 €	86,85 €	54,60 €						
52 - 55	64,85 €	70,35 €	76,10 €	88,10 €	55,85 €						
56	68,35 €	74,35 €	80,10 €	92,10 €	58,85 €						
57	69,10 €	75,35 €	81,60 €	92,85 €	58,85 €						
58	70,35 €	76,35 €	82,60 €	92,85 €	59,35 €						
59	71,10 €	77,35 €	83,85 €	93,10 €	60,10 €						
60	73,10 €	78,60 €	84,10 €	93,35 €	60,60 €						
61	74,60 €	79,35 €	84,35 €	93,60 €	60,60 €						
62	77,10 €	80,85 €	85,10 €	94,35 €	61,10 €						
63	79,10 €	82,60 €	85,85 €	94,60 €	61,85 €						
64	81,85 €	84,35 €	86,85 €	95,10 €	62,35 €						
65	84,10 €	85,85 €	87,60 €	95,35 €	62,85 €						
66	86,35 €	87,35 €	88,35 €	95,60 €	64,35 €						
≥ 67	89,35 €	89,35 €	89,35 €	96,85 €	65,35 €						
Adhésion entre 68 & 70 ans	98,35 €	98,35 €	98,35 €	106,60 €	71,85 €						
Adhésion entre 71 & 75 ans	107,35 €	107,35 €	107,35 €	116,35 €	78,60 €						

Module Soins												
Niveau 4												
	Régime Général					R. ALM		Module Prothèses				
	A	D	F	G				A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	32,25 €	33,50 €	35,00 €	37,75 €		22,00 €		51,60 €	53,60 €	56,10 €	60,60 €	40,35 €
26	36,25 €	37,75 €	39,25 €	42,50 €		25,25 €		61,60 €	64,10 €	66,60 €	71,85 €	45,35 €
27	37,00 €	39,00 €	41,00 €	45,25 €		25,50 €		62,60 €	65,85 €	68,85 €	76,10 €	46,35 €
28	38,00 €	40,25 €	42,75 €	47,75 €		26,00 €		63,60 €	67,60 €	71,60 €	80,35 €	47,85 €
29	38,75 €	41,50 €	44,50 €	50,75 €		26,50 €		64,85 €	69,35 €	74,35 €	84,85 €	49,10 €
30	38,75 €	42,00 €	45,50 €	52,25 €		27,00 €		65,60 €	71,10 €	77,10 €	89,10 €	50,35 €
31	39,00 €	42,00 €	46,25 €	52,50 €		27,00 €		67,35 €	73,35 €	79,35 €	91,60 €	51,60 €
32	39,50 €	43,00 €	46,50 €	53,75 €		27,25 €		68,85 €	75,10 €	80,85 €	93,85 €	52,60 €
33 - 35	40,75 €	44,25 €	47,75 €	55,25 €		27,75 €		70,60 €	76,85 €	83,10 €	96,10 €	53,85 €
36	43,75 €	47,50 €	51,25 €	59,50 €		30,25 €		74,85 €	81,35 €	87,60 €	101,60 €	58,35 €
37 - 40	45,00 €	49,00 €	52,75 €	61,25 €		31,00 €		76,35 €	83,10 €	89,85 €	103,85 €	60,10 €
41	48,00 €	52,25 €	56,50 €	65,25 €		33,50 €		80,10 €	88,10 €	95,10 €	109,35 €	64,60 €
42 - 45	49,50 €	53,75 €	58,00 €	67,00 €		34,50 €		83,10 €	90,60 €	97,60 €	112,85 €	66,35 €
46	52,50 €	57,00 €	61,50 €	71,25 €		36,50 €		83,85 €	91,10 €	98,10 €	113,85 €	67,60 €
47 - 50	53,25 €	58,00 €	62,50 €	72,50 €		37,50 €		85,10 €	92,85 €	100,35 €	116,10 €	69,35 €
51	56,50 €	61,25 €	66,25 €	76,50 €		39,50 €		89,10 €	96,85 €	104,60 €	121,10 €	74,60 €
52 - 55	57,25 €	62,25 €	67,25 €	77,75 €		40,50 €		91,10 €	98,85 €	106,35 €	123,10 €	76,35 €
56	60,25 €	65,50 €	70,75 €	81,25 €		42,50 €		93,10 €	101,60 €	109,60 €	127,85 €	78,35 €
57	61,25 €	66,50 €	71,75 €	81,75 €		42,50 €		94,85 €	103,10 €	111,10 €	129,10 €	79,35 €
58	62,00 €	67,50 €	72,75 €	82,00 €		43,00 €		96,60 €	104,85 €	111,35 €	129,60 €	80,60 €
59	63,00 €	68,50 €	73,75 €	82,00 €		43,25 €		98,10 €	106,60 €	114,35 €	130,60 €	82,10 €
60	64,50 €	69,25 €	74,25 €	82,00 €		43,75 €		100,85 €	108,60 €	115,60 €	130,85 €	83,10 €
61	67,25 €	71,50 €	75,75 €	83,00 €		44,75 €		102,85 €	109,35 €	116,35 €	131,10 €	83,60 €
62	69,25 €	73,00 €	76,50 €	83,50 €		45,25 €		105,60 €	111,10 €	117,10 €	131,35 €	84,85 €
63	71,50 €	74,50 €	77,50 €	84,50 €		45,50 €		109,10 €	113,35 €	117,85 €	133,35 €	85,85 €
64	73,50 €	75,75 €	78,00 €	85,00 €		46,00 €		112,35 €	115,85 €	119,10 €	134,60 €	87,10 €
65	75,75 €	77,25 €	78,75 €	85,75 €		46,50 €		115,85 €	118,35 €	121,60 €	136,10 €	88,85 €
66	78,00 €	78,75 €	79,50 €	86,25 €		47,25 €		119,35 €	120,60 €	121,60 €	137,10 €	91,10 €
≥ 67	80,75 €	80,75 €	80,75 €	87,00 €		48,25 €		122,85 €	122,85 €	122,85 €	138,10 €	92,35 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	88,75 €	88,75 €	88,75 €	95,75 €		53,00 €		135,10 €	135,10 €	135,10 €	151,85 €	101,60 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	97,00 €	97,00 €	97,00 €	104,50 €		58,00 €		147,60 €	147,60 €	147,60 €	165,85 €	110,85 €

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins							
Niveau 5							
Régime Général							R. ALM
A	D	F	G				
≤ 25	33,00 €	34,50 €	35,75 €	38,75 €			25,50 €
26	39,75 €	41,50 €	43,25 €	46,75 €			29,50 €
27	40,25 €	42,75 €	45,00 €	49,50 €			30,50 €
28	41,25 €	44,00 €	46,50 €	52,25 €			31,25 €
29	41,75 €	45,25 €	48,50 €	55,00 €			32,00 €
30	42,50 €	46,50 €	50,00 €	58,00 €			32,75 €
31	43,75 €	47,50 €	51,00 €	59,50 €			33,50 €
32	44,75 €	48,75 €	52,75 €	61,00 €			34,50 €
33 - 35	46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €			35,25 €
36	48,50 €	52,75 €	57,00 €	66,00 €			38,00 €
37 - 40	49,50 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €			39,25 €
41	52,25 €	56,00 €	60,50 €	71,00 €			42,00 €
42 - 45	52,50 €	56,75 €	61,25 €	71,25 €			43,25 €
46	58,25 €	63,25 €	68,50 €	79,00 €			49,00 €
47 - 50	59,50 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €			50,25 €
51	62,00 €	67,50 €	73,00 €	84,50 €			52,25 €
52 - 55	63,25 €	68,75 €	74,50 €	86,25 €			53,50 €
56	67,25 €	73,00 €	79,00 €	88,75 €			56,50 €
57	68,50 €	74,50 €	80,75 €	89,50 €			57,50 €
58	69,50 €	75,75 €	83,75 €	90,00 €			58,25 €
59	70,75 €	77,00 €	84,00 €	90,00 €			59,00 €
60	72,75 €	78,25 €	84,50 €	90,50 €			60,00 €
61	75,50 €	80,50 €	85,00 €	91,00 €			61,50 €
62	77,50 €	81,75 €	85,50 €	91,50 €			62,25 €
63	80,00 €	83,50 €	87,00 €	91,50 €			63,25 €
64	82,50 €	85,25 €	88,00 €	91,75 €			64,00 €
65	85,25 €	86,75 €	88,50 €	91,75 €			65,25 €
66	87,75 €	88,50 €	89,50 €	92,00 €			66,25 €
≥ 67	90,25 €	90,25 €	90,25 €	92,25 €			68,00 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	99,25 €	99,25 €	99,25 €	101,50 €			74,75 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	108,25 €	108,25 €	108,25 €	110,75 €			81,50 €

Module Prothèses							
Niveau 5							
Régime Général							R. ALM
A	D	F	G				
50,10 €	52,10 €	54,35 €	58,85 €				39,10 €
59,85 €	62,10 €	64,60 €	69,85 €				44,10 €
60,85 €	63,85 €	66,85 €	73,85 €				45,10 €
61,85 €	65,60 €	69,60 €	78,10 €				46,35 €
62,85 €	67,35 €	72,10 €	82,35 €				47,60 €
63,60 €	69,10 €	74,85 €	86,60 €				48,85 €
65,35 €	71,10 €	77,10 €	88,85 €				50,10 €
66,85 €	72,85 €	78,60 €	91,10 €				51,10 €
68,60 €	74,60 €	80,60 €	93,35 €				52,35 €
72,60 €	78,85 €	85,10 €	98,60 €				56,60 €
74,10 €	80,60 €	87,10 €	100,85 €				58,35 €
77,85 €	85,60 €	92,35 €	106,10 €				62,60 €
80,60 €	87,85 €	94,85 €	109,60 €				64,35 €
81,35 €	88,35 €	95,35 €	110,60 €				65,60 €
82,60 €	90,10 €	97,35 €	112,60 €				67,35 €
86,60 €	94,10 €	101,60 €	117,60 €				72,35 €
88,35 €	95,85 €	103,35 €	119,60 €				74,10 €
90,35 €	98,60 €	106,35 €	124,10 €				76,10 €
92,10 €	100,10 €	107,85 €	125,35 €				77,10 €
93,85 €	101,85 €	108,10 €	125,85 €				78,35 €
95,35 €	103,60 €	111,10 €	126,85 €				79,60 €
97,85 €	105,35 €	112,10 €	127,10 €				80,60 €
99,85 €	106,10 €	112,85 €	127,35 €				81,10 €
102,60 €	107,85 €	113,60 €	127,60 €				82,35 €
105,85 €	110,10 €	114,35 €	129,35 €				83,35 €
109,10 €	112,35 €	115,60 €	130,60 €				84,60 €
112,35 €	114,85 €	117,10 €	132,10 €				86,35 €
115,85 €	117,10 €	118,10 €	133,10 €				88,35 €
119,35 €	119,35 €	119,35 €	134,10 €				89,60 €
131,35 €	131,35 €	131,35 €	147,60 €				98,60 €
143,35 €	143,35 €	143,35 €	161,10 €				107,60 €

Module Prothèses							
Niveau 6							
Régime Général							R. ALM
A	D	F	G				
91,60 €	95,10 €	99,10 €	107,10 €				59,10 €
108,60 €	113,10 €	117,60 €	127,35 €				65,10 €
109,35 €	114,85 €	120,60 €	132,85 €				66,10 €
109,60 €	116,60 €	123,85 €	138,60 €				67,35 €
110,35 €	118,35 €	126,60 €	144,60 €				68,60 €
110,85 €	120,10 €	129,85 €	150,35 €				69,85 €
112,35 €	122,10 €	132,35 €	152,60 €				71,10 €
114,10 €	123,85 €	133,60 €	154,85 €				72,10 €
115,60 €	125,60 €	135,60 €	157,10 €				73,35 €
121,35 €	131,85 €	142,35 €	164,85 €				77,60 €
125,10 €	135,60 €	146,60 €	169,60 €				79,35 €
131,36 €	143,60 €	155,10 €	178,60 €				83,60 €
135,60 €	147,85 €	159,85 €	184,35 €				85,35 €
139,10 €	151,35 €	163,35 €	188,60 €				86,60 €
142,60 €	155,10 €	167,35 €	190,85 €				88,35 €
149,10 €	162,10 €	175,10 €	198,10 €				93,35 €
152,60 €	165,85 €	178,85 €	203,35 €				95,10 €
153,10 €	166,60 €	179,85 €	205,85 €				97,10 €
154,60 €	168,10 €	181,35 €	206,10 €				98,10 €
156,60 €	169,85 €	181,60 €	206,10 €				99,35 €
157,85 €	171,60 €	184,60 €	207,10 €				100,60 €
161,10 €	173,35 €	184,85 €	207,10 €				101,60 €
163,85 €	174,10 €	184,85 €	207,10 €				102,10 €
167,10 €	175,85 €	185,10 €	207,10 €				103,35 €
171,10 €	178,10 €	185,10 €	207,35 €				104,35 €
175,10 €	180,35 €	185,60 €	207,35 €				105,60 €
178,85 €	182,85 €	186,60 €	207,35 €				108,35 €
183,10 €	185,10 €	186,85 €	207,60 €				111,35 €
187,35 €	187,35 €	187,35 €	207,60 €				113,60 €
206,10 €	206,10 €	206,10 €	228,35 €				125,10 €
224,85 €	224,85 €	224,85 €	249,10 €				136,35 €

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses		
	A	D	F	G			A	F	G
≤ 25	33,00 €	34,50 €	35,75 €	38,75 €	25,50 €		91,60 €	99,10 €	107,10 €
26	39,75 €	41,50 €	43,25 €	46,75 €	29,50 €		108,60 €	113,10 €	127,35 €
27	40,25 €	42,75 €	45,00 €	49,50 €	30,50 €		109,35 €	120,60 €	132,85 €
28	41,25 €	44,00 €	46,50 €	52,25 €	31,25 €		109,60 €	123,85 €	138,60 €
29	41,75 €	45,25 €	48,50 €	55,00 €	32,00 €		110,35 €	126,60 €	144,60 €
30	42,50 €	46,50 €	50,00 €	58,00 €	32,75 €		110,85 €	129,85 €	150,35 €
31	43,75 €	47,50 €	51,00 €	59,50 €	33,50 €		112,35 €	132,35 €	152,60 €
32	44,75 €	48,75 €	52,75 €	61,00 €	34,50 €		114,10 €	133,60 €	154,85 €
33 - 35	46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	35,25 €		115,60 €	135,60 €	157,10 €
36	48,50 €	52,75 €	57,00 €	66,00 €	38,00 €		121,35 €	142,35 €	164,85 €
37 - 40	49,50 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €	39,25 €		125,10 €	146,60 €	169,60 €
41	52,25 €	56,00 €	60,50 €	71,00 €	42,00 €		131,36 €	155,10 €	178,60 €
42 - 45	52,50 €	56,75 €	61,25 €	71,25 €	43,25 €		135,60 €	147,85 €	159,85 €
46	58,25 €	63,25 €	68,50 €	79,00 €	49,00 €		139,10 €	151,35 €	163,35 €
47 - 50	59,50 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €	50,25 €		142,60 €	155,10 €	167,35 €
51	62,00 €	67,50 €	73,00 €	84,50 €	52,25 €		149,10 €	162,10 €	175,10 €
52 - 55	63,25 €	68,75 €	74,50 €	86,25 €	53,50 €		152,60 €	165,85 €	178,85 €
56	67,25 €	73,00 €	79,00 €	88,75 €	56,50 €		153,10 €	166,60 €	179,85 €
57	68,50 €	74,50 €	80,75 €	89,50 €	57,50 €		154,60 €	168,10 €	181,35 €
58	69,50 €	75,75 €	83,75 €	90,00 €	58,25 €		156,60 €	169,85 €	181,60 €
59	70,75 €	77,00 €	84,00 €	90,00 €	59,00 €		157,85 €	171,60 €	184,60 €
60	72,75 €	78,25 €	84,50 €	90,50 €	60,00 €		161,10 €	173,35 €	184,85 €
61	75,50 €	80,50 €	85,00 €	91,00 €	61,50 €		163,85 €	174,10 €	184,85 €
62	77,50 €	81,75 €	85,50 €	91,50 €	62,25 €		167,10 €	175,85 €	185,10 €
63	80,00 €	83,50 €	87,00 €	91,50 €	63,25 €		171,10 €	178,10 €	185,10 €
64	82,50 €	85,25 €	88,00 €	91,75 €	64,00 €		175,10 €	180,35 €	185,60 €
65	85,25 €	88,75 €	88,50 €	91,75 €	65,25 €		178,85 €	182,85 €	186,60 €
66	87,75 €	88,50 €	89,50 €	92,00 €	66,25 €		183,10 €	185,10 €	186,85 €
≥ 67	90,25 €	90,25 €	90,25 €	92,25 €	68,00 €		187,35 €	187,35 €	207,60 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	99,25 €	99,25 €	99,25 €	101,50 €	74,75 €		206,10 €	206,10 €	228,35 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	108,25 €	108,25 €	108,25 €	110,75 €	81,50 €		224,85 €	224,85 €	249,10 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pourvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 1									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	14,13 €	14,35 €	15,01 €	15,01 €		5,30 €			
26	15,45 €	15,89 €	16,77 €	16,77 €		5,74 €			
27	16,11 €	16,77 €	17,88 €	17,88 €		5,74 €			
28	16,33 €	17,22 €	18,32 €	18,32 €		5,74 €			
29	16,55 €	17,44 €	19,20 €	19,20 €		5,74 €			
30	16,55 €	17,66 €	20,08 €	20,08 €		5,96 €			
31	16,55 €	17,66 €	20,08 €	20,08 €		5,96 €			
32	16,55 €	17,88 €	20,31 €	20,31 €		5,96 €			
33 - 35	17,22 €	18,32 €	20,31 €	20,31 €		5,96 €			
36	18,54 €	20,08 €	21,63 €	21,63 €		6,84 €			
37 - 40	19,20 €	20,53 €	22,29 €	22,29 €		6,84 €			
41	20,31 €	22,07 €	23,84 €	23,84 €		7,28 €			
42 - 45	20,31 €	22,73 €	24,50 €	24,50 €		7,72 €			
46	22,29 €	23,84 €	26,04 €	26,04 €		8,17 €			
47 - 50	22,73 €	24,06 €	26,26 €	26,26 €		8,61 €			
51	24,72 €	26,26 €	28,47 €	28,47 €		8,83 €			
52 - 55	25,16 €	26,71 €	28,91 €	28,91 €		9,71 €			
56	26,93 €	28,47 €	31,34 €	31,34 €		9,71 €			
57	27,15 €	28,91 €	32,00 €	32,00 €		9,71 €			
58	27,81 €	29,58 €	32,89 €	32,89 €		9,71 €			
59	28,47 €	29,80 €	33,33 €	33,33 €		9,71 €			
60	29,35 €	30,68 €	33,77 €	33,77 €		9,93 €			
61	30,24 €	31,56 €	33,77 €	33,77 €		9,93 €			
62	31,34 €	32,67 €	34,65 €	34,65 €		9,93 €			
63	32,44 €	33,77 €	35,09 €	35,09 €		9,93 €			
64	33,99 €	34,65 €	35,98 €	35,98 €		9,93 €			
65	35,09 €	35,31 €	36,20 €	36,20 €		9,93 €			
66	36,64 €	36,64 €	37,08 €	37,08 €		10,15 €			
≥ 67	38,18 €	38,18 €	38,18 €	38,18 €		10,59 €			
Adhésion entre 68 & 70 ans	41,94 €	41,94 €	41,94 €	41,94 €		11,70 €			
Adhésion entre 71 & 75 ans	45,91 €	45,91 €	45,91 €	45,91 €		12,80 €			

Module Prothèses									
Niveau 1									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	1,85 €	2,07 €	2,30 €	2,30 €		1,19 €			
26	1,85 €	2,30 €	2,30 €	2,30 €		1,85 €			
27	2,07 €	2,30 €	2,30 €	2,30 €		1,85 €			
28	2,52 €	2,74 €	2,74 €	2,74 €		2,74 €			
29	2,52 €	2,74 €	2,74 €	2,74 €		2,74 €			
30	3,18 €	3,62 €	3,62 €	3,62 €		3,40 €			
31	4,06 €	4,06 €	4,28 €	4,28 €		3,40 €			
32	4,50 €	4,72 €	4,94 €	4,94 €		4,06 €			
33 - 35	4,50 €	4,94 €	5,39 €	5,39 €		4,06 €			
36	5,16 €	5,61 €	6,05 €	6,05 €		4,06 €			
37 - 40	5,39 €	6,05 €	6,49 €	6,49 €		4,06 €			
41	5,83 €	6,49 €	7,15 €	7,15 €		4,50 €			
42 - 45	6,71 €	6,71 €	7,37 €	7,37 €		4,72 €			
46	7,15 €	8,03 €	8,25 €	8,25 €		5,16 €			
47 - 50	7,15 €	8,48 €	8,92 €	8,92 €		5,61 €			
51	7,37 €	8,70 €	9,36 €	9,36 €		6,05 €			
52 - 55	7,81 €	9,14 €	9,80 €	9,80 €		6,05 €			
56	8,70 €	9,80 €	10,02 €	10,02 €		6,27 €			
57	8,70 €	10,46 €	10,46 €	10,46 €		6,27 €			
58	8,92 €	10,46 €	10,46 €	10,46 €		6,27 €			
59	9,14 €	10,90 €	10,90 €	10,90 €		6,27 €			
60	9,14 €	10,90 €	10,90 €	10,90 €		7,15 €			
61	9,80 €	11,12 €	11,34 €	11,34 €		7,15 €			
62	10,24 €	11,12 €	11,57 €	11,57 €		7,15 €			
63	10,68 €	11,12 €	11,57 €	11,57 €		7,37 €			
64	10,68 €	11,57 €	12,01 €	12,01 €		7,37 €			
65	11,12 €	12,01 €	12,01 €	12,01 €		7,37 €			
66	11,57 €	12,23 €	12,23 €	12,23 €		7,59 €			
≥ 67	12,23 €	12,23 €	12,23 €	12,23 €		8,03 €			

Module Prothèses									
Niveau 2									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	6,93 €	7,37 €	7,59 €	7,59 €		6,05 €			
26	7,59 €	8,03 €	8,25 €	8,25 €		7,15 €			
27	7,81 €	8,03 €	8,25 €	8,25 €		7,15 €			
28	7,81 €	8,48 €	8,92 €	8,92 €		8,03 €			
29	7,81 €	8,48 €	8,92 €	8,92 €		8,03 €			
30	8,48 €	9,36 €	9,80 €	9,80 €		8,70 €			
31	8,92 €	9,80 €	10,68 €	10,68 €		8,70 €			
32	9,58 €	10,46 €	11,34 €	11,34 €		9,36 €			
33 - 35	9,80 €	10,68 €	11,57 €	11,57 €		9,36 €			
36	10,90 €	11,79 €	12,89 €	12,89 €		9,36 €			
37 - 40	11,12 €	12,23 €	13,11 €	13,11 €		9,36 €			
41	12,01 €	13,11 €	14,21 €	14,21 €		10,68 €			
42 - 45	12,89 €	13,33 €	14,43 €	14,43 €		10,90 €			
46	13,33 €	15,10 €	15,76 €	15,76 €		11,34 €			
47 - 50	13,77 €	15,54 €	16,64 €	16,64 €		11,79 €			
51	14,88 €	16,64 €	17,97 €	17,97 €		12,23 €			
52 - 55	14,88 €	17,08 €	18,41 €	18,41 €		12,23 €			
56	16,64 €	18,19 €	19,07 €	19,07 €		12,45 €			
57	16,64 €	19,29 €	19,95 €	19,95 €		12,45 €			
58	17,30 €	19,73 €	20,61 €	20,61 €		13,33 €			
59	17,97 €	20,61 €	21,28 €	21,28 €		13,33 €			
60	18,85 €	21,06 €	21,72 €	21,72 €		14,21 €			
61	19,95 €	21,72 €	22,60 €	22,60 €		14,21 €			
62	20,84 €	22,16 €	23,04 €	23,04 €		14,21 €			
63	21,72 €	22,60 €	23,70 €	23,70 €		14,43 €			
64	22,60 €	23,48 €	23,93 €	23,93 €		15,32 €			
65	23,26 €	24,37 €	24,81 €	24,81 €		16,20 €			
66	24,37 €	25,03 €	25,03 €	25,03 €		16,86 €			
≥ 67	25,47 €	25,47 €	25,47 €	25,47 €		17,30 €			

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges
 ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 2						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	15,67 €	16,11 €	16,77 €	16,77 €	5,96 €	
26	17,22 €	17,66 €	18,54 €	18,54 €	6,62 €	
27	17,88 €	18,54 €	19,64 €	19,64 €	6,62 €	
28	17,88 €	18,98 €	20,31 €	20,31 €	6,62 €	
29	18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €	
30	18,54 €	19,86 €	21,85 €	21,85 €	6,84 €	
31	18,54 €	20,31 €	22,07 €	22,07 €	6,84 €	
32	18,76 €	20,53 €	22,29 €	22,29 €	7,06 €	
33 - 35	19,42 €	21,19 €	22,95 €	22,95 €	7,06 €	
36	20,97 €	22,73 €	24,50 €	24,50 €	7,95 €	
37 - 40	21,63 €	23,17 €	25,16 €	25,16 €	7,95 €	
41	22,95 €	24,94 €	26,93 €	26,93 €	8,39 €	
42 - 45	22,95 €	25,60 €	27,59 €	27,59 €	9,05 €	
46	25,16 €	26,93 €	29,58 €	29,58 €	9,49 €	
47 - 50	25,60 €	27,37 €	29,80 €	29,80 €	9,93 €	
51	28,03 €	29,80 €	32,22 €	32,22 €	10,37 €	
52 - 55	28,47 €	30,24 €	32,67 €	32,67 €	11,26 €	
56	30,24 €	32,67 €	35,98 €	35,98 €	11,92 €	
57	31,56 €	33,33 €	36,86 €	36,86 €	11,92 €	
58	32,67 €	34,85 €	38,18 €	38,18 €	11,92 €	
59	33,77 €	35,53 €	39,29 €	39,29 €	11,92 €	
60	35,09 €	36,86 €	40,17 €	40,17 €	11,92 €	
61	36,20 €	37,96 €	40,61 €	40,61 €	11,92 €	
62	37,52 €	39,29 €	41,49 €	41,49 €	11,92 €	
63	38,85 €	40,61 €	42,16 €	42,16 €	12,58 €	
64	40,61 €	41,49 €	43,04 €	43,04 €	12,58 €	
65	42,16 €	42,38 €	43,48 €	43,48 €	12,58 €	
66	43,92 €	43,92 €	44,58 €	44,58 €	12,80 €	
≥ 67	45,69 €	45,69 €	45,69 €	45,69 €	13,24 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	50,32 €	50,32 €	50,32 €	50,32 €	14,57 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	54,74 €	54,74 €	54,74 €	54,74 €	15,89 €	

Module Prothèses						
Niveau 2						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	6,93 €	7,37 €	7,59 €	7,59 €	6,05 €	
	7,59 €	8,03 €	8,25 €	8,25 €	7,15 €	
	7,81 €	8,03 €	8,25 €	8,25 €	7,15 €	
	7,81 €	8,48 €	8,92 €	8,92 €	8,03 €	
	7,81 €	8,48 €	8,92 €	8,92 €	8,03 €	
	8,48 €	9,36 €	9,80 €	9,80 €	8,70 €	
	8,92 €	9,80 €	10,68 €	10,68 €	8,70 €	
	9,58 €	10,46 €	11,34 €	11,34 €	9,36 €	
	9,80 €	10,68 €	11,57 €	11,57 €	9,36 €	
	10,90 €	11,79 €	12,89 €	12,89 €	9,36 €	
	11,12 €	12,23 €	13,11 €	13,11 €	9,36 €	
	12,01 €	13,11 €	14,21 €	14,21 €	10,68 €	
	12,89 €	13,33 €	14,43 €	14,43 €	10,90 €	
	13,33 €	15,10 €	15,76 €	15,76 €	11,34 €	
	13,77 €	15,54 €	16,64 €	16,64 €	11,79 €	
	14,88 €	16,64 €	17,97 €	17,97 €	12,23 €	
	14,88 €	17,08 €	18,41 €	18,41 €	12,23 €	
	16,64 €	18,19 €	19,07 €	19,07 €	12,45 €	
	16,64 €	19,29 €	19,95 €	19,95 €	12,45 €	
	17,30 €	19,73 €	20,61 €	20,61 €	13,33 €	
	17,97 €	20,61 €	21,28 €	21,28 €	13,33 €	
	18,85 €	21,06 €	21,72 €	21,72 €	14,21 €	
	19,95 €	21,72 €	22,60 €	22,60 €	14,21 €	
	20,84 €	22,16 €	23,04 €	23,04 €	14,21 €	
	21,72 €	22,60 €	23,70 €	23,70 €	14,43 €	
	22,60 €	23,48 €	23,93 €	23,93 €	15,32 €	
	23,26 €	24,37 €	24,81 €	24,81 €	16,20 €	
	24,37 €	25,03 €	25,03 €	25,03 €	16,86 €	
	25,47 €	25,47 €	25,47 €	25,47 €	17,30 €	
	28,12 €	28,12 €	28,12 €	28,12 €	19,07 €	
	30,55 €	30,55 €	30,55 €	30,55 €	20,84 €	

Module Prothèses						
Niveau 3 "majoré"						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	10,46 €	11,12 €	11,57 €	12,01 €	9,14 €	
	12,01 €	12,67 €	12,89 €	13,33 €	11,12 €	
	12,45 €	13,11 €	13,55 €	13,77 €	11,12 €	
	12,45 €	13,33 €	13,99 €	14,43 €	11,57 €	
	12,67 €	13,77 €	14,43 €	15,10 €	11,57 €	
	12,89 €	14,43 €	15,54 €	16,64 €	12,23 €	
	13,77 €	15,10 €	16,20 €	17,52 €	12,23 €	
	14,43 €	15,98 €	16,86 €	18,85 €	13,11 €	
	15,10 €	16,42 €	17,08 €	19,29 €	13,11 €	
	16,42 €	17,75 €	19,29 €	20,84 €	14,21 €	
	16,64 €	18,19 €	19,73 €	21,28 €	14,66 €	
	17,75 €	19,51 €	21,06 €	22,60 €	16,20 €	
	18,19 €	19,95 €	21,50 €	23,04 €	16,64 €	
	19,51 €	21,28 €	22,82 €	24,59 €	17,97 €	
	21,28 €	21,72 €	23,48 €	25,03 €	18,41 €	
	21,28 €	23,04 €	25,03 €	27,02 €	19,73 €	
	21,94 €	23,93 €	25,69 €	27,90 €	20,17 €	
	23,26 €	25,25 €	27,46 €	29,44 €	21,06 €	
	23,93 €	25,91 €	28,12 €	30,11 €	21,06 €	
	24,59 €	26,79 €	29,00 €	30,33 €	21,28 €	
	25,03 €	27,46 €	29,66 €	30,77 €	21,28 €	
	26,35 €	28,34 €	30,11 €	30,99 €	21,72 €	
	26,79 €	28,34 €	30,11 €	30,99 €	21,72 €	
	27,90 €	29,22 €	30,77 €	31,43 €	22,16 €	
	29,00 €	30,11 €	31,43 €	31,87 €	22,82 €	
	30,11 €	30,99 €	31,87 €	32,31 €	23,26 €	
	31,21 €	31,87 €	32,53 €	32,75 €	23,70 €	
	32,31 €	32,75 €	32,97 €	33,20 €	24,15 €	
	34,08 €	34,08 €	34,08 €	34,08 €		
	37,61 €	37,61 €	37,61 €	37,61 €	26,57 €	
	40,92 €	40,92 €	40,92 €	40,92 €	29,00 €	

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges
 ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 3									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	19,42 €	20,31 €	21,19 €	21,85 €	9,27 €				
26	21,63 €	22,29 €	23,40 €	24,50 €	10,15 €				
27	21,63 €	22,73 €	24,06 €	25,60 €	10,15 €				
28	22,07 €	23,40 €	24,94 €	26,71 €	10,59 €				
29	22,29 €	23,84 €	25,82 €	27,81 €	10,59 €				
30	22,51 €	24,06 €	26,04 €	28,03 €	10,81 €				
31	22,51 €	24,28 €	26,26 €	28,03 €	10,81 €				
32	22,51 €	24,28 €	26,71 €	28,03 €	10,81 €				
33 - 35	22,73 €	24,72 €	27,37 €	28,69 €	10,81 €				
36	24,28 €	26,49 €	28,69 €	30,68 €	11,48 €				
37 - 40	24,94 €	26,93 €	29,13 €	31,34 €	11,92 €				
41	26,71 €	28,91 €	31,12 €	33,55 €	13,02 €				
42 - 45	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	13,46 €				
46	29,13 €	31,56 €	34,21 €	36,64 €	14,79 €				
47 - 50	29,80 €	32,44 €	35,09 €	37,74 €	15,23 €				
51	31,78 €	34,65 €	37,30 €	40,17 €	15,89 €				
52 - 55	32,89 €	35,53 €	38,40 €	41,27 €	16,33 €				
56	34,65 €	37,74 €	40,83 €	43,70 €	17,22 €				
57	35,76 €	38,85 €	41,94 €	44,58 €	17,22 €				
58	36,64 €	39,95 €	43,04 €	45,25 €	17,88 €				
59	37,74 €	41,05 €	44,36 €	45,91 €	17,88 €				
60	39,07 €	41,94 €	45,03 €	46,57 €	18,32 €				
61	41,05 €	43,70 €	46,13 €	47,45 €	18,32 €				
62	42,60 €	45,03 €	47,23 €	48,34 €	18,32 €				
63	44,36 €	46,35 €	48,12 €	49,22 €	18,76 €				
64	46,13 €	47,67 €	49,22 €	49,88 €	18,98 €				
65	48,12 €	49,00 €	49,88 €	50,54 €	19,42 €				
66	49,88 €	50,32 €	50,88 €	51,21 €	19,86 €				
≥ 67	51,87 €	51,87 €	51,87 €	51,87 €	20,31 €				
Adhésion entre 68 & 70 ans	57,16 €	57,16 €	57,16 €	57,16 €	22,29 €				
Adhésion entre 71 & 75 ans	62,24 €	62,24 €	62,24 €	62,24 €	24,28 €				

Module Prothèses									
Niveau 3									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	10,24 €	10,68 €	11,12 €	11,57 €	8,92 €				
26	11,57 €	12,23 €	12,45 €	12,89 €	10,68 €				
27	12,01 €	12,67 €	13,11 €	13,33 €	10,68 €				
28	12,01 €	12,89 €	13,55 €	13,99 €	11,12 €				
29	12,23 €	13,33 €	13,99 €	14,66 €	11,12 €				
30	12,45 €	13,99 €	15,10 €	16,20 €	11,79 €				
31	13,33 €	14,66 €	15,76 €	17,08 €	11,79 €				
32	13,99 €	15,54 €	16,42 €	18,19 €	12,67 €				
33 - 35	14,66 €	15,98 €	16,64 €	18,63 €	12,67 €				
36	15,98 €	17,30 €	18,63 €	20,17 €	13,77 €				
37 - 40	16,20 €	17,75 €	19,07 €	20,61 €	14,21 €				
41	17,30 €	18,85 €	20,39 €	21,94 €	15,76 €				
42 - 45	17,75 €	19,29 €	20,84 €	22,38 €	16,20 €				
46	18,85 €	20,61 €	22,16 €	23,93 €	17,52 €				
47 - 50	19,29 €	21,06 €	22,82 €	24,37 €	17,97 €				
51	20,61 €	22,38 €	24,37 €	26,13 €	19,07 €				
52 - 55	21,28 €	23,26 €	25,03 €	27,02 €	19,51 €				
56	22,60 €	24,59 €	26,57 €	28,56 €	20,39 €				
57	23,26 €	25,25 €	27,24 €	29,22 €	20,39 €				
58	23,93 €	25,91 €	28,12 €	29,44 €	20,61 €				
59	24,37 €	26,57 €	28,78 €	29,88 €	20,61 €				
60	25,47 €	27,46 €	29,22 €	30,11 €	21,06 €				
61	25,91 €	27,46 €	29,22 €	30,11 €	21,06 €				
62	27,02 €	28,34 €	29,88 €	30,55 €	21,06 €				
63	28,12 €	29,22 €	30,55 €	30,99 €	21,50 €				
64	29,22 €	30,11 €	30,99 €	31,43 €	22,16 €				
65	30,33 €	30,99 €	31,65 €	31,87 €	22,60 €				
66	31,43 €	31,87 €	32,09 €	32,31 €	23,04 €				
≥ 67	32,97 €	32,97 €	32,97 €	32,97 €	23,48 €				
Adhésion entre 68 & 70 ans	36,28 €	36,28 €	36,28 €	36,28 €	25,91 €				
Adhésion entre 71 & 75 ans	39,60 €	39,60 €	39,60 €	39,60 €	28,34 €				

Module Prothèses									
Niveau 3+ "majoré"									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	21,50 €	22,16 €	23,04 €	25,03 €	18,85 €				
26	23,70 €	24,59 €	25,47 €	27,90 €	21,72 €				
27	24,37 €	25,25 €	26,79 €	29,44 €	22,16 €				
28	25,03 €	26,35 €	27,90 €	31,21 €	22,60 €				
29	25,69 €	27,24 €	29,00 €	32,97 €	23,48 €				
30	26,57 €	28,78 €	30,99 €	36,28 €	24,15 €				
31	27,68 €	30,33 €	32,53 €	38,05 €	25,03 €				
32	28,78 €	31,21 €	33,86 €	38,93 €	25,69 €				
33 - 35	29,44 €	31,87 €	34,74 €	40,04 €	27,02 €				
36	31,43 €	34,30 €	36,95 €	42,91 €	29,00 €				
37 - 40	32,09 €	35,18 €	37,83 €	44,01 €	29,44 €				
41	34,30 €	37,17 €	40,26 €	46,66 €	31,43 €				
42 - 45	35,18 €	38,05 €	40,92 €	47,54 €	32,09 €				
46	36,95 €	40,26 €	43,57 €	50,41 €	34,30 €				
47 - 50	37,83 €	40,92 €	44,45 €	51,51 €	34,74 €				
51	39,82 €	43,35 €	46,66 €	54,16 €	36,73 €				
52 - 55	40,48 €	44,23 €	47,54 €	55,27 €	37,39 €				
56	42,24 €	45,78 €	49,53 €	56,81 €	39,37 €				
57	42,91 €	46,66 €	50,63 €	57,47 €	39,37 €				
58	43,79 €	47,54 €	51,51 €	57,91 €	39,82 €				
59	44,67 €	48,42 €	52,40 €	58,14 €	39,82 €				
60	45,78 €	49,31 €	52,84 €	58,58 €	40,04 €				
61	46,66 €	49,75 €	53,06 €	58,80 €	40,04 €				
62	47,76 €	50,63 €	53,06 €	58,80 €	40,48 €				
63	49,53 €	51,29 €	53,28 €	59,02 €	40,48 €				
64	51,07 €	52,62 €	54,16 €	59,68 €	40,92 €				
65	52,84 €	53,94 €	54,82 €	59,90 €	41,80 €				
66	54,60 €	55,05 €	55,71 €	60,34 €	42,69 €				
≥ 67	56,59 €	56,59 €	56,59 €	61,00 €	43,79 €				
Adhésion entre 68 & 70 ans	62,33 €	62,33 €	62,33 €	67,18 €	48,20 €				
Adhésion entre 71 & 75 ans	68,07 €	68,07 €	68,07 €	73,36 €	52,62 €				

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins											
Niveau 3+											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			Niveau 3+				
							A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	25,38 €	26,71 €	27,81 €	30,02 €	30,02 €	15,01 €	20,84 €	21,50 €	22,38 €	24,37 €	18,19 €
26	28,25 €	29,58 €	30,90 €	33,33 €	33,33 €	17,44 €	23,04 €	23,93 €	24,81 €	27,02 €	21,06 €
27	28,69 €	30,08 €	32,22 €	35,31 €	35,31 €	17,88 €	23,70 €	24,59 €	25,91 €	28,56 €	21,50 €
28	29,13 €	31,56 €	33,55 €	37,52 €	37,52 €	18,32 €	24,37 €	25,47 €	27,02 €	30,33 €	21,94 €
29	29,58 €	32,44 €	34,87 €	39,73 €	39,73 €	18,32 €	25,03 €	26,35 €	28,12 €	32,09 €	22,82 €
30	30,02 €	32,67 €	35,31 €	40,61 €	40,61 €	18,54 €	25,69 €	27,90 €	30,11 €	35,18 €	23,48 €
31	30,46 €	32,89 €	35,76 €	41,05 €	41,05 €	18,54 €	26,79 €	29,44 €	31,65 €	36,95 €	24,37 €
32	31,12 €	33,77 €	36,42 €	42,38 €	42,38 €	18,76 €	27,90 €	30,33 €	32,75 €	37,83 €	25,03 €
33 - 35	32,00 €	34,87 €	37,52 €	43,48 €	43,48 €	19,42 €	28,56 €	30,99 €	33,64 €	38,93 €	26,13 €
36	33,99 €	37,08 €	40,17 €	46,35 €	46,35 €	20,97 €	30,55 €	33,20 €	35,84 €	41,58 €	28,12 €
37 - 40	35,09 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	47,45 €	21,41 €	31,21 €	34,06 €	36,73 €	42,69 €	28,56 €
41	37,08 €	40,39 €	43,48 €	50,32 €	50,32 €	22,95 €	33,20 €	36,06 €	39,15 €	45,33 €	30,55 €
42 - 45	37,96 €	41,27 €	44,58 €	51,65 €	51,65 €	23,17 €	34,08 €	36,95 €	39,82 €	46,22 €	31,21 €
46	40,17 €	43,48 €	47,01 €	54,52 €	54,52 €	24,72 €	35,84 €	39,15 €	42,24 €	48,87 €	33,20 €
47 - 50	40,83 €	44,58 €	48,12 €	55,62 €	55,62 €	25,16 €	36,73 €	39,82 €	43,13 €	49,97 €	33,64 €
51	43,04 €	46,79 €	50,54 €	58,49 €	58,49 €	26,71 €	38,71 €	42,02 €	45,33 €	52,62 €	35,62 €
52 - 55	43,92 €	47,67 €	51,65 €	59,59 €	59,59 €	26,93 €	39,37 €	42,91 €	46,22 €	53,72 €	36,28 €
56	45,69 €	49,66 €	53,63 €	61,80 €	61,80 €	28,47 €	40,92 €	44,45 €	47,98 €	55,05 €	38,27 €
57	46,57 €	50,54 €	54,52 €	62,24 €	62,24 €	28,47 €	41,58 €	45,33 €	49,09 €	55,71 €	38,71 €
58	47,23 €	51,43 €	55,62 €	62,46 €	62,46 €	28,91 €	42,46 €	46,22 €	49,97 €	56,15 €	38,71 €
59	48,12 €	52,31 €	56,50 €	62,90 €	62,90 €	28,91 €	43,35 €	47,10 €	50,85 €	56,37 €	38,71 €
60	49,66 €	53,41 €	56,94 €	63,12 €	63,12 €	29,58 €	44,45 €	47,76 €	51,29 €	56,81 €	38,93 €
61	51,43 €	54,74 €	57,61 €	63,56 €	63,56 €	29,58 €	45,33 €	48,20 €	51,51 €	57,03 €	38,93 €
62	52,97 €	55,62 €	58,49 €	64,01 €	64,01 €	29,58 €	46,44 €	49,09 €	51,51 €	57,03 €	38,93 €
63	54,30 €	56,72 €	58,93 €	64,23 €	64,23 €	30,02 €	47,98 €	49,75 €	51,73 €	57,25 €	39,37 €
64	56,28 €	58,05 €	59,81 €	64,89 €	64,89 €	30,46 €	49,53 €	51,07 €	52,62 €	57,91 €	39,82 €
65	58,27 €	59,37 €	60,70 €	65,99 €	65,99 €	30,68 €	51,29 €	52,40 €	53,28 €	58,14 €	40,48 €
66	60,25 €	60,92 €	61,36 €	66,65 €	66,65 €	31,56 €	53,06 €	53,50 €	54,16 €	58,58 €	41,36 €
≥ 67	62,24 €	62,24 €	62,24 €	67,32 €	67,32 €	32,22 €	54,82 €	54,82 €	54,82 €	59,24 €	42,46 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	68,42 €	68,42 €	68,42 €	74,16 €	74,16 €	35,53 €	60,34 €	60,34 €	60,34 €	65,20 €	46,66 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	74,60 €	74,60 €	74,60 €	80,78 €	80,78 €	38,62 €	65,86 €	65,86 €	65,86 €	71,16 €	51,07 €

Module Prothèses											
Niveau 3+											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	20,84 €	21,50 €	22,38 €	24,37 €	24,37 €	18,19 €	28,78 €	30,11 €	31,21 €	34,08 €	24,15 €
26	23,04 €	23,93 €	24,81 €	27,02 €	27,02 €	21,06 €	32,53 €	34,08 €	35,40 €	38,27 €	27,68 €
27	23,70 €	24,59 €	25,91 €	28,56 €	28,56 €	21,50 €	33,20 €	35,18 €	36,95 €	40,48 €	28,34 €
28	24,37 €	25,47 €	27,02 €	30,33 €	30,33 €	21,94 €	34,08 €	36,28 €	38,27 €	43,13 €	28,78 €
29	25,03 €	26,35 €	28,12 €	32,09 €	32,09 €	22,82 €	34,74 €	37,39 €	39,82 €	45,55 €	30,11 €
30	25,69 €	27,90 €	30,11 €	35,18 €	35,18 €	23,48 €	36,06 €	39,15 €	42,24 €	49,53 €	30,55 €
31	26,79 €	29,44 €	31,65 €	36,95 €	36,95 €	24,37 €	37,83 €	41,58 €	44,01 €	51,96 €	31,43 €
32	27,90 €	30,33 €	32,75 €	37,83 €	37,83 €	25,03 €	39,37 €	42,91 €	46,22 €	53,72 €	32,09 €
33 - 35	28,56 €	30,99 €	33,64 €	38,93 €	38,93 €	26,13 €	40,70 €	44,01 €	47,54 €	55,05 €	33,42 €
36	30,55 €	33,20 €	35,84 €	41,58 €	41,58 €	28,12 €	43,57 €	47,32 €	51,29 €	59,24 €	36,73 €
37 - 40	31,21 €	34,06 €	36,73 €	42,69 €	42,69 €	28,56 €	44,89 €	48,64 €	52,84 €	61,00 €	37,83 €
41	33,20 €	36,06 €	39,15 €	45,33 €	45,33 €	30,55 €	47,98 €	52,18 €	56,15 €	65,42 €	40,92 €
42 - 45	34,08 €	36,95 €	39,82 €	46,22 €	46,22 €	31,21 €	49,31 €	53,50 €	57,91 €	67,18 €	42,02 €
46	35,84 €	39,15 €	42,24 €	48,87 €	48,87 €	33,20 €	52,40 €	57,03 €	61,45 €	71,16 €	44,67 €
47 - 50	36,73 €	39,82 €	43,13 €	49,97 €	49,97 €	33,64 €	53,28 €	57,91 €	62,55 €	72,48 €	45,55 €
51	38,71 €	42,02 €	45,33 €	52,62 €	52,62 €	35,62 €	56,15 €	61,23 €	66,08 €	76,68 €	48,20 €
52 - 55	39,37 €	42,91 €	46,22 €	53,72 €	53,72 €	36,28 €	57,25 €	62,11 €	67,18 €	77,78 €	49,31 €
56	40,92 €	44,45 €	47,98 €	55,05 €	55,05 €	38,27 €	60,34 €	65,64 €	70,72 €	81,31 €	51,96 €
57	41,58 €	45,33 €	49,09 €	55,71 €	55,71 €	38,71 €	61,00 €	66,52 €	72,04 €	81,97 €	51,96 €
58	42,46 €	46,22 €	49,97 €	56,15 €	56,15 €	38,71 €	62,11 €	67,41 €	72,92 €	81,97 €	52,40 €
59	43,35 €	47,10 €	50,85 €	56,37 €	56,37 €	38,71 €	62,77 €	68,29 €	74,03 €	82,19 €	53,06 €
60	44,45 €	47,76 €	51,29 €	56,81 €	56,81 €	38,93 €	64,54 €	69,39 €	74,25 €	82,41 €	53,50 €
61	45,33 €	48,20 €	51,51 €	57,03 €	57,03 €	38,93 €	65,86 €	70,05 €	74,47 €	82,63 €	53,50 €
62	46,44 €	49,09 €	51,51 €	57,03 €	57,03 €	38,93 €	68,07 €	71,38 €	75,13 €	83,30 €	53,94 €
63	47,98 €	49,75 €	51,73 €	57,25 €	57,25 €	39,37 €	69,83 €	72,92 €	75,79 €	83,52 €	54,60 €
64	49,53 €	51,07 €	52,62 €	57,91 €	57,91 €	39,82 €	72,26 €	74,47 €	76,68 €	83,96 €	55,05 €
65	51,29 €	52,40 €	53,28 €	58,14 €	58,14 €	40,48 €	74,25 €	75,79 €	77,34 €	84,18 €	55,49 €
66	53,06 €	53,50 €	54,16 €	58,58 €	58,58 €	41,36 €	76,23 €	77,12 €	78,00 €	84,40 €	56,81 €
≥ 67	54,82 €	54,82 €	54,82 €	59,24 €	59,24 €	42,46 €	78,88 €	78,88 €	78,88 €	85,50 €	57,69 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	60,34 €	60,34 €	60,34 €	65,20 €	65,20 €	46,66 €	86,83 €	86,83 €	86,83 €	94,11 €	63,43 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	65,86 €	65,86 €	65,86 €	71,16 €	71,16 €	51,07 €	94,77 €	94,77 €	94,77 €	102,72 €	69,39 €

Module Prothèses											
Niveau 4 "majoré"											
	Régime Général					R. ALM					
	A	D	F	G							
≤ 25	28,78 €	30,11 €	31,21 €	34,08 €	34,08 €	24,15 €					
26	32,53 €	34,08 €	35,40 €	38,27 €	38,27 €	27,68 €					
27	33,20 €	35,18 €	36,95 €	40,48 €	40,48 €	28,34 €					
28	34,08 €	36,28 €	38,27 €	43,13 €	43,13 €	28,78 €					
29	34,74 €	37,39 €	39,82 €	45,55 €	45,55 €	30,11 €					
30	36,06 €	39,15 €	42,24 €	49,53 €	49,53 €	30,55 €					
31	37,83 €	41,58 €	44,01 €	51,96 €	51,96 €	31,43 €					
32	39,37 €	42,91 €	46,22 €	53,72 €	53,72 €	32,09 €					
33 - 35	40,70 €	44,01 €	47,54 €	55,05 €	55,05 €	33,42 €					
36	43,57 €	47,32 €	51,29 €	59,24 €	59,24 €	36,73 €					
37 - 40	44,89 €	48,64 €	52,84 €	61,00 €	61,00 €	37,83 €					
41	47,98 €	52,18 €	56,15 €	65,42 €	65,42 €	40,92 €					
42 - 45	49,31 €	53,50 €	57,91 €	67,18 €	67,18 €	42,02 €					
46	52,40 €	57,03 €	61,45 €	71,16 €	71,16 €	44,67 €					
47 - 50	53,28 €	57,91 €	62,55 €	72,48 €	72,48 €	45,55 €					
51	56,15 €	61,23 €	66,08 €	76,68 €	76,68 €	48,20 €					
52 - 55	57,25 €	62,11 €	67,18 €	77,78 €	77,78 €	49,31 €					
56	60,34 €	65,64 €	70,72 €	81,31 €	81,31 €	51,96 €					
5	61,00 €	66,52 €	72,04 €	81,97 €	81,97 €	51,96 €					
6	62,11 €	67,41 €	72,92 €	81,97 €	81,97 €	52,40 €					
7	62,77 €	68,29 €	74,03 €	82,19 €	82,19 €	53,06 €					
8	64,54 €	69,39 €	74,25 €	82,41 €	82,41 €	53,50 €					
9	65,86 €	70,05 €	74,47 €	82,63 €	82,63 €	53,50 €					
10	68,07 €	71,38 €	75,13 €	83,30 €	83,30 €	53,94 €					
11	69,83 €	72,92 €	75,79 €	83,52 €	83,52 €	54,60 €					
12	72,26 €	74,47 €	76,68 €	83,96 €	83,96 €	55,05 €					
13	74,25 €	75,79 €	77,34 €	84,18 €	84,18 €	55,49 €					
14	76,23 €	77,12 €	78,00 €	84,40 €	84,40 €	56,81 €					
15	78,88 €	78,88 €	78,88 €	85,50 €	85,50 €	57,69 €					
16	86,83 €	86,83 €	86,83 €	94,11 €	94,11 €	63,43 €					
17	94,77 €	94,77 €	94,77 €	102,72 €	102,72 €	69,39 €					

Module Soins						
Niveau 4						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
≤ 25	28,47 €	29,58 €	30,90 €	33,33 €		19,42 €
26	32,00 €	33,33 €	34,65 €	37,52 €		22,29 €
27	32,67 €	34,43 €	36,20 €	39,95 €		22,51 €
28	33,55 €	35,53 €	37,74 €	42,16 €		22,95 €
29	34,21 €	36,64 €	39,29 €	44,80 €		23,40 €
30	34,21 €	37,08 €	40,17 €	46,13 €		23,84 €
31	34,43 €	37,08 €	40,83 €	46,35 €		23,84 €
32	34,87 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €		24,06 €
33 - 35	35,98 €	39,07 €	42,16 €	48,78 €		24,50 €
36	38,62 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €		26,71 €
37 - 40	39,73 €	43,26 €	46,57 €	54,07 €		27,37 €
41	42,38 €	46,13 €	49,88 €	57,61 €		29,58 €
42 - 45	43,70 €	47,45 €	51,21 €	59,15 €		30,46 €
46	46,35 €	50,32 €	54,30 €	62,90 €		32,22 €
47 - 50	47,01 €	51,21 €	55,18 €	64,01 €		33,11 €
51	49,88 €	54,07 €	58,49 €	67,54 €		34,87 €
52 - 55	50,54 €	54,96 €	59,37 €	68,64 €		35,76 €
56	53,19 €	57,83 €	62,46 €	71,73 €		37,52 €
57	54,07 €	58,71 €	63,34 €	72,17 €		37,52 €
58	54,74 €	59,59 €	64,23 €	72,39 €		37,96 €
59	55,62 €	60,47 €	65,11 €	72,39 €		38,18 €
60	56,94 €	61,14 €	66,55 €	72,39 €		38,62 €
61	59,37 €	63,12 €	68,88 €	73,28 €		39,51 €
62	61,14 €	64,45 €	67,54 €	73,72 €		39,95 €
63	63,12 €	65,77 €	68,42 €	74,60 €		40,17 €
64	64,89 €	66,88 €	68,86 €	75,04 €		40,61 €
65	66,88 €	68,20 €	69,52 €	75,70 €		41,05 €
66	68,86 €	69,52 €	70,19 €	76,15 €		41,71 €
≥ 67	71,29 €	71,29 €	71,29 €	76,81 €		42,60 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	78,35 €	78,35 €	78,35 €	84,53 €		46,79 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	85,64 €	85,64 €	85,64 €	92,26 €		51,21 €

Module Prothèses						
Niveau 4						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
27,90 €	29,22 €	30,33 €	32,97 €			23,48 €
31,65 €	32,97 €	34,30 €	37,17 €			26,79 €
32,31 €	34,08 €	35,84 €	39,37 €			27,46 €
32,97 €	35,18 €	37,17 €	41,80 €			27,90 €
33,64 €	36,28 €	38,71 €	44,23 €			29,22 €
34,96 €	38,05 €	40,92 €	47,98 €			29,66 €
36,73 €	40,26 €	42,69 €	50,41 €			30,55 €
38,27 €	41,58 €	44,89 €	52,19 €			31,21 €
39,60 €	42,69 €	46,22 €	53,50 €			32,53 €
42,24 €	46,00 €	49,75 €	57,47 €			35,62 €
43,57 €	47,32 €	51,29 €	59,24 €			36,73 €
46,66 €	50,63 €	54,60 €	63,43 €			39,82 €
47,76 €	51,96 €	56,15 €	65,20 €			40,70 €
50,85 €	55,27 €	59,68 €	69,17 €			43,35 €
51,73 €	56,15 €	60,78 €	70,27 €			44,23 €
54,60 €	59,46 €	64,09 €	74,47 €			46,88 €
55,49 €	60,34 €	65,20 €	75,57 €			47,76 €
58,58 €	63,65 €	68,73 €	78,88 €			50,41 €
59,24 €	64,54 €	69,83 €	79,54 €			50,41 €
60,34 €	65,42 €	70,72 €	79,54 €			50,85 €
61,00 €	66,30 €	71,82 €	79,77 €			51,51 €
62,55 €	67,41 €	72,04 €	79,99 €			51,96 €
63,87 €	68,07 €	72,26 €	80,21 €			51,96 €
66,08 €	69,39 €	72,92 €	80,87 €			52,40 €
67,85 €	70,72 €	73,59 €	81,09 €			53,06 €
70,05 €	72,26 €	74,47 €	81,53 €			53,50 €
72,04 €	73,59 €	75,13 €	81,75 €			53,94 €
74,03 €	74,91 €	75,79 €	81,97 €			55,05 €
76,68 €	76,68 €	76,68 €	83,08 €			55,93 €
84,40 €	84,40 €	84,40 €	91,46 €			61,67 €
92,13 €	92,13 €	92,13 €	99,85 €			67,18 €

Module Prothèses						
Niveau 5 "majoré"						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
45,55 €	47,32 €	49,53 €	53,50 €			35,62 €
54,38 €	56,59 €	58,80 €	63,43 €			40,04 €
55,27 €	58,14 €	60,78 €	67,18 €			40,92 €
56,15 €	59,68 €	63,21 €	70,94 €			42,24 €
57,25 €	61,23 €	65,64 €	74,91 €			43,35 €
57,91 €	62,77 €	68,07 €	78,66 €			44,45 €
59,46 €	64,76 €	70,05 €	80,87 €			45,55 €
60,78 €	66,30 €	71,38 €	82,86 €			46,44 €
62,33 €	67,85 €	73,36 €	84,84 €			47,54 €
66,08 €	71,82 €	77,34 €	89,70 €			51,51 €
67,41 €	73,36 €	79,32 €	91,68 €			53,06 €
70,72 €	77,78 €	83,96 €	96,54 €			57,03 €
73,36 €	79,99 €	86,17 €	99,63 €			58,58 €
74,03 €	80,43 €	86,61 €	100,51 €			59,68 €
75,13 €	81,97 €	88,59 €	102,50 €			61,23 €
78,66 €	85,50 €	92,35 €	106,91 €			65,86 €
80,43 €	87,27 €	93,89 €	108,68 €			67,41 €
82,19 €	89,70 €	96,76 €	112,87 €			69,17 €
83,74 €	91,02 €	98,08 €	113,98 €			70,05 €
85,28 €	92,57 €	98,30 €	114,42 €			71,16 €
86,61 €	94,11 €	100,95 €	115,30 €			72,48 €
89,04 €	95,88 €	102,06 €	115,52 €			73,36 €
90,80 €	96,54 €	102,72 €	115,74 €			73,81 €
93,23 €	98,08 €	103,38 €	115,96 €			74,91 €
96,32 €	100,07 €	104,04 €	117,73 €			75,79 €
99,19 €	102,28 €	105,15 €	118,83 €			76,90 €
102,28 €	104,48 €	106,47 €	120,16 €			78,44 €
105,37 €	106,47 €	107,35 €	121,04 €			80,43 €
108,46 €	108,46 €	108,46 €	121,92 €			81,53 €
119,27 €	119,27 €	119,27 €	134,06 €			89,70 €
130,31 €	130,31 €	130,31 €	146,42 €			97,86 €

Module Soins									
Niveau 5									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	29,13 €	30,46 €	31,56 €	34,21 €	22,51 €				
26	35,09 €	36,64 €	38,18 €	41,27 €	26,04 €				
27	35,53 €	37,74 €	39,73 €	43,70 €	26,93 €				
28	36,42 €	38,85 €	41,05 €	46,13 €	27,59 €				
29	36,86 €	39,95 €	42,82 €	48,56 €	28,25 €				
30	37,52 €	41,05 €	44,14 €	51,21 €	28,91 €				
31	38,82 €	41,94 €	45,03 €	52,53 €	29,58 €				
32	39,51 €	43,04 €	46,57 €	53,85 €	30,46 €				
33 - 35	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €	31,12 €				
36	42,82 €	46,57 €	50,32 €	58,27 €	33,55 €				
37 - 40	43,70 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €	34,65 €				
41	46,13 €	49,44 €	53,41 €	62,68 €	37,08 €				
42 - 45	46,35 €	50,10 €	54,07 €	62,90 €	38,18 €				
46	51,43 €	55,84 €	60,47 €	69,74 €	43,26 €				
47 - 50	52,53 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €	44,36 €				
51	54,74 €	59,59 €	64,45 €	74,60 €	46,13 €				
52 - 55	55,84 €	60,70 €	65,77 €	76,15 €	47,23 €				
56	59,37 €	64,45 €	69,74 €	78,35 €	49,88 €				
57	60,47 €	65,77 €	71,29 €	79,01 €	50,76 €				
58	61,36 €	66,88 €	73,94 €	79,46 €	51,43 €				
59	62,46 €	67,98 €	74,16 €	79,46 €	52,09 €				
60	64,23 €	69,08 €	74,60 €	79,90 €	52,97 €				
61	66,65 €	71,07 €	75,04 €	80,34 €	54,30 €				
62	68,42 €	72,17 €	75,48 €	80,78 €	54,96 €				
63	70,63 €	73,72 €	76,81 €	80,78 €	55,84 €				
64	72,83 €	75,26 €	77,69 €	81,00 €	56,50 €				
65	75,26 €	76,59 €	78,13 €	81,00 €	57,61 €				
66	77,47 €	78,13 €	79,01 €	81,22 €	58,49 €				
≥ 67	79,68 €	79,68 €	79,68 €	81,44 €	60,03 €				
Adhésion entre 68 & 70 ans	87,62 €	87,62 €	87,62 €	89,61 €	65,99 €				
Adhésion entre 71 & 75 ans	95,57 €	95,57 €	95,57 €	97,78 €	71,95 €				

Module Prothèses									
Niveau 5									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
44,23 €	46,00 €	47,98 €	51,96 €	34,52 €					
52,84 €	54,82 €	57,03 €	61,67 €	38,93 €					
53,72 €	56,37 €	59,02 €	65,20 €	39,82 €					
54,60 €	57,91 €	61,45 €	68,95 €	40,92 €					
55,49 €	59,46 €	63,65 €	72,70 €	42,02 €					
56,15 €	61,00 €	66,08 €	76,45 €	43,13 €					
57,69 €	62,77 €	68,07 €	78,44 €	44,23 €					
59,02 €	64,32 €	69,39 €	80,43 €	45,11 €					
60,56 €	65,86 €	71,16 €	82,41 €	46,22 €					
64,09 €	69,61 €	75,13 €	87,05 €	49,97 €					
65,42 €	71,16 €	76,90 €	89,04 €	51,51 €					
68,73 €	75,57 €	81,53 €	93,67 €	55,27 €					
71,16 €	77,56 €	83,74 €	96,76 €	56,81 €					
71,82 €	78,00 €	84,18 €	97,64 €	57,91 €					
72,92 €	79,54 €	85,95 €	99,41 €	59,46 €					
76,45 €	83,08 €	89,70 €	103,82 €	63,87 €					
78,00 €	84,62 €	91,24 €	105,59 €	65,42 €					
79,77 €	87,05 €	93,89 €	109,56 €	67,18 €					
81,31 €	88,37 €	95,21 €	110,66 €	68,07 €					
82,86 €	89,92 €	96,44 €	111,11 €	69,17 €					
84,18 €	91,46 €	98,08 €	111,99 €	70,27 €					
86,39 €	93,01 €	98,97 €	112,21 €	71,16 €					
88,15 €	93,67 €	99,63 €	112,43 €	71,60 €					
90,58 €	95,21 €	100,29 €	112,65 €	72,70 €					
93,45 €	97,20 €	100,95 €	114,20 €	73,59 €					
96,32 €	99,19 €	102,06 €	115,30 €	74,69 €					
99,19 €	101,39 €	103,38 €	116,62 €	76,23 €					
102,28 €	103,38 €	104,26 €	117,51 €	78,00 €					
105,37 €	105,37 €	105,37 €	118,39 €	79,10 €					
115,96 €	115,96 €	115,96 €	130,31 €	87,05 €					
126,56 €	126,56 €	126,56 €	142,23 €	94,99 €					

Module Prothèses									
Niveau 6									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
80,87 €	83,96 €	87,49 €	94,55 €	52,18 €					
95,88 €	99,85 €	103,82 €	112,43 €	57,47 €					
96,54 €	101,39 €	106,49 €	117,29 €	58,36 €					
96,76 €	102,94 €	109,34 €	122,36 €	59,46 €					
97,42 €	104,48 €	111,77 €	127,86 €	60,56 €					
97,86 €	106,03 €	114,64 €	132,74 €	61,67 €					
99,19 €	107,79 €	116,84 €	134,72 €	62,77 €					
100,73 €	109,34 €	117,95 €	136,71 €	63,65 €					
102,06 €	110,88 €	119,71 €	138,69 €	64,76 €					
107,13 €	116,40 €	125,67 €	145,54 €	68,51 €					
110,44 €	119,71 €	129,42 €	149,73 €	70,05 €					
115,97 €	126,78 €	136,93 €	157,68 €	73,81 €					
119,71 €	130,53 €	141,12 €	162,75 €	75,35 €					
122,80 €	133,62 €	144,21 €	166,50 €	76,45 €					
125,89 €	136,93 €	147,74 €	168,50 €	78,00 €					
131,63 €	143,11 €	154,59 €	174,90 €	82,41 €					
134,72 €	146,42 €	157,90 €	179,53 €	83,96 €					
135,16 €	147,08 €	158,78 €	181,73 €	85,72 €					
136,49 €	148,41 €	160,10 €	181,95 €	86,61 €					
138,25 €	149,96 €	160,32 €	181,95 €	87,71 €					
139,36 €	151,50 €	162,97 €	182,84 €	88,81 €					
142,23 €	153,05 €	163,19 €	182,84 €	89,70 €					
144,65 €	153,70 €	163,19 €	182,84 €	90,14 €					
147,52 €	155,25 €	163,41 €	182,84 €	91,24 €					
151,05 €	157,23 €	163,41 €	183,06 €	92,12 €					
154,59 €	159,23 €	163,86 €	183,06 €	93,23 €					
157,90 €	161,43 €	164,74 €	183,06 €	95,66 €					
161,65 €	163,41 €	164,96 €	183,28 €	98,30 €					
165,41 €	165,41 €	165,41 €	183,28 €	100,30 €					
181,95 €	181,95 €	181,95 €	201,60 €	110,44 €					
198,51 €	198,51 €	198,51 €	219,92 €	120,38 €					

Régime de frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G		A	D	F	G
≤ 25	29,13 €	30,46 €	31,56 €	34,21 €		22,51 €	83,96 €	87,49 €	94,55 €
26	35,09 €	36,64 €	38,18 €	41,27 €		26,04 €	99,85 €	103,82 €	112,43 €
27	35,53 €	37,74 €	39,73 €	43,70 €		26,93 €	101,39 €	106,48 €	117,29 €
28	36,42 €	38,85 €	41,05 €	46,13 €		27,59 €	102,94 €	109,34 €	122,36 €
29	36,86 €	39,95 €	42,82 €	48,56 €		28,25 €	104,48 €	111,77 €	127,66 €
30	37,52 €	41,05 €	44,14 €	51,21 €		28,91 €	106,03 €	114,64 €	132,74 €
31	38,62 €	41,94 €	45,03 €	52,53 €		29,58 €	107,79 €	116,84 €	134,72 €
32	39,51 €	43,04 €	46,57 €	53,85 €		30,46 €	109,34 €	117,95 €	136,71 €
33 - 35	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €		31,12 €	110,88 €	119,71 €	138,69 €
36	42,82 €	46,57 €	50,32 €	58,27 €		33,55 €	116,40 €	125,67 €	145,54 €
37 - 40	43,70 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €		34,65 €	119,71 €	129,42 €	149,73 €
41	46,13 €	49,44 €	53,41 €	62,68 €		37,08 €	126,78 €	136,93 €	157,68 €
42 - 45	46,35 €	50,10 €	54,07 €	62,90 €		38,18 €	130,53 €	141,12 €	162,75 €
46	51,43 €	55,84 €	60,47 €	69,74 €		43,26 €	133,62 €	144,21 €	166,50 €
47 - 50	52,53 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €		44,36 €	136,93 €	147,74 €	168,50 €
51	54,74 €	59,59 €	64,45 €	74,60 €		46,13 €	143,11 €	154,59 €	174,90 €
52 - 55	55,84 €	60,70 €	65,77 €	76,15 €		47,23 €	146,42 €	157,90 €	179,53 €
56	59,37 €	64,45 €	69,74 €	78,35 €		49,88 €	147,08 €	158,78 €	181,73 €
57	60,47 €	65,77 €	71,29 €	79,01 €		50,76 €	148,41 €	160,10 €	181,95 €
58	61,36 €	66,88 €	73,94 €	79,46 €		51,43 €	149,96 €	160,32 €	181,95 €
59	62,46 €	67,98 €	74,16 €	79,46 €		52,09 €	151,50 €	162,97 €	182,84 €
60	64,23 €	69,08 €	74,60 €	79,90 €		52,97 €	153,05 €	163,19 €	182,84 €
61	66,65 €	71,07 €	75,04 €	80,34 €		54,30 €	153,70 €	163,19 €	182,84 €
62	68,42 €	72,17 €	75,48 €	80,78 €		54,96 €	155,25 €	163,41 €	183,06 €
63	70,63 €	73,72 €	76,81 €	81,00 €		55,84 €	157,23 €	163,41 €	183,06 €
64	72,83 €	75,26 €	77,69 €	81,00 €		56,50 €	159,23 €	163,86 €	183,06 €
65	75,26 €	76,59 €	78,13 €	81,00 €		57,61 €	161,43 €	164,74 €	183,06 €
66	77,47 €	78,13 €	79,01 €	81,22 €		58,49 €	163,41 €	164,96 €	183,28 €
≥ 67	79,68 €	79,68 €	79,68 €	81,44 €		60,03 €	165,41 €	165,41 €	183,28 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	87,62 €	87,62 €	87,62 €	89,61 €		65,99 €	181,95 €	181,95 €	201,60 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	95,57 €	95,57 €	95,57 €	97,78 €		71,95 €	198,51 €	198,51 €	219,92 €

Module Prothèses									
Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G		A	D	F	G
≤ 25	80,87 €	83,96 €	87,49 €	94,55 €		52,18 €	83,96 €	87,49 €	94,55 €
26	95,88 €	99,85 €	103,82 €	112,43 €		57,47 €	99,85 €	103,82 €	112,43 €
27	96,54 €	101,39 €	106,48 €	117,29 €		58,36 €	101,39 €	106,48 €	117,29 €
28	96,76 €	102,94 €	109,34 €	122,36 €		59,46 €	102,94 €	109,34 €	122,36 €
29	97,42 €	104,48 €	111,77 €	127,66 €		60,56 €	104,48 €	111,77 €	127,66 €
30	97,86 €	106,03 €	114,64 €	132,74 €		61,67 €	106,03 €	114,64 €	132,74 €
31	99,19 €	107,79 €	116,84 €	134,72 €		62,77 €	107,79 €	116,84 €	134,72 €
32	100,73 €	109,34 €	117,95 €	136,71 €		63,65 €	109,34 €	117,95 €	136,71 €
33 - 35	102,06 €	110,88 €	119,71 €	138,69 €		64,76 €	110,88 €	119,71 €	138,69 €
36	107,13 €	116,40 €	125,67 €	145,54 €		68,51 €	116,40 €	125,67 €	145,54 €
37 - 40	110,44 €	119,71 €	129,42 €	149,73 €		70,05 €	119,71 €	129,42 €	149,73 €
41	115,97 €	126,78 €	136,93 €	157,68 €		73,81 €	126,78 €	136,93 €	157,68 €
42 - 45	119,71 €	130,53 €	141,12 €	162,75 €		75,35 €	130,53 €	141,12 €	162,75 €
46	122,80 €	133,62 €	144,21 €	166,50 €		76,45 €	133,62 €	144,21 €	166,50 €
47 - 50	125,89 €	136,93 €	147,74 €	168,50 €		78,00 €	136,93 €	147,74 €	168,50 €
51	131,63 €	143,11 €	154,59 €	174,90 €		82,41 €	143,11 €	154,59 €	174,90 €
52 - 55	134,72 €	146,42 €	157,90 €	179,53 €		83,96 €	146,42 €	157,90 €	179,53 €
56	135,16 €	147,08 €	158,78 €	181,73 €		85,72 €	147,08 €	158,78 €	181,73 €
57	136,49 €	148,41 €	160,10 €	181,95 €		86,61 €	148,41 €	160,10 €	181,95 €
58	138,25 €	149,96 €	160,32 €	181,95 €		87,71 €	149,96 €	160,32 €	181,95 €
59	139,36 €	151,50 €	162,97 €	182,84 €		88,81 €	151,50 €	162,97 €	182,84 €
60	142,23 €	153,05 €	163,19 €	182,84 €		89,70 €	153,05 €	163,19 €	182,84 €
61	144,65 €	153,70 €	163,19 €	182,84 €		90,14 €	153,70 €	163,19 €	182,84 €
62	147,52 €	155,25 €	163,41 €	183,06 €		91,24 €	155,25 €	163,41 €	183,06 €
63	151,05 €	157,23 €	163,41 €	183,06 €		92,12 €	157,23 €	163,41 €	183,06 €
64	154,59 €	159,23 €	163,86 €	183,06 €		93,23 €	159,23 €	163,86 €	183,06 €
65	157,90 €	161,43 €	164,74 €	183,06 €		95,66 €	161,43 €	164,74 €	183,06 €
66	161,65 €	163,41 €	164,96 €	183,28 €		98,30 €	163,41 €	164,96 €	183,28 €
≥ 67	165,41 €	165,41 €	165,41 €	183,28 €		100,30 €	165,41 €	165,41 €	183,28 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de Frais médicaux individuels des Retraités - Tous collèges

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	39,10 €	57,60 €	43,10 €
26	44,10 €	66,60 €	49,10 €
27	45,60 €	68,60 €	50,60 €
28	47,10 €	70,60 €	52,60 €
29	48,60 €	73,10 €	54,10 €
30	50,10 €	75,60 €	56,10 €
31	52,10 €	78,10 €	57,60 €
32	53,60 €	80,60 €	59,60 €
33	55,10 €	83,60 €	61,60 €
34	55,10 €	83,60 €	61,60 €
35	55,10 €	83,60 €	61,60 €
36	58,60 €	88,60 €	67,10 €
37 - 40	59,60 €	90,60 €	68,60 €
41	64,60 €	97,10 €	72,60 €
42 - 45	66,60 €	99,10 €	74,60 €
46	71,60 €	105,10 €	78,60 €
47 - 50	73,10 €	107,10 €	80,10 €
51	78,10 €	115,10 €	85,10 €
52 - 55	79,60 €	117,10 €	87,10 €
56	85,10 €	123,10 €	92,10 €
57	87,10 €	126,60 €	94,10 €
58	89,10 €	129,60 €	96,60 €
59	91,60 €	132,60 €	98,60 €
60	93,60 €	136,10 €	100,60 €
61	97,10 €	139,60 €	102,60 €
62	99,60 €	143,60 €	104,60 €
63	102,10 €	147,10 €	106,60 €
64	104,60 €	150,60 €	108,60 €
65	107,10 €	154,10 €	111,10 €
66	109,60 €	158,10 €	113,60 €
≥ 67	112,60 €	161,60 €	117,10 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	124,10 €	177,60 €	129,10 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	135,10 €	194,10 €	140,60 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de Frais médicaux individuels des Retraités - Tous collègues

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	34,52 €	50,85 €	38,05 €
26	38,93 €	58,80 €	43,35 €
27	40,26 €	60,56 €	44,67 €
28	41,58 €	62,33 €	46,44 €
29	42,91 €	64,54 €	47,76 €
30	44,23 €	66,74 €	49,53 €
31	46,00 €	68,95 €	50,85 €
32	47,32 €	71,16 €	52,62 €
33	48,64 €	73,81 €	54,38 €
34	48,64 €	73,81 €	54,38 €
35	48,64 €	73,81 €	54,38 €
36	51,73 €	78,22 €	59,24 €
37 - 40	52,62 €	79,99 €	60,56 €
41	57,03 €	85,72 €	64,09 €
42 - 45	58,80 €	87,49 €	65,86 €
46	63,21 €	92,79 €	69,39 €
47 - 50	64,54 €	94,55 €	70,72 €
51	68,95 €	101,62 €	75,13 €
52 - 55	70,27 €	103,38 €	76,90 €
56	75,13 €	108,68 €	81,31 €
57	76,90 €	111,77 €	83,08 €
58	78,66 €	114,42 €	85,28 €
59	80,87 €	117,07 €	87,05 €
60	82,63 €	120,16 €	88,81 €
61	85,72 €	123,25 €	90,58 €
62	87,93 €	126,78 €	92,35 €
63	90,14 €	129,87 €	94,11 €
64	92,35 €	132,96 €	95,88 €
65	94,55 €	136,05 €	98,08 €
66	96,76 €	139,58 €	100,29 €
≥ 67	99,41 €	142,67 €	103,38 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	109,56 €	156,79 €	113,98 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	119,27 €	171,36 €	124,13 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Modules additionnels - Tarif 2021

1) Module additionnel Service d'assistance

Service Assistance	Adulte	Enfant
Tarif mensuel ⁽¹⁾	1,00 €	0,00 €

(1) La cotisation TTC est égale à la cotisation HT car cette garantie n'est pas soumise à la TSA.

2) Module additionnel facultatif (groupe fermé) "BTP Santé Plus"

Les tarifs de « BTP Santé + » Niveau 1 et Niveau 2 sont consultables en *Annexe 27*.

Règlement des Frais médicaux individuels - Conjointes Retraités

Annexe Tarifaire au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC et HT

Gamme Nationale et options PCE1, PCE 2 et PNPC

➤ Se reporter à l'annexe N° 26

Règlement des frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités

Annexe N° 26

Annexes des Garanties, annexes des Cotisations du
« Règlement des frais médicaux individuels des Actifs »

Règlement des frais médicaux individuels des Actifs
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 1^{er} de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et L.1111-15 du Code de la santé.

Options de la gamme nationale									
Bloc S		Part S.S. RG ^a	S1	S2	S3	S3+	S4	S5 / S6	
Soins Courants	Honoraires médicaux								
	Consultations et visites (généralistes et spécialistes)	70%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Actes techniques médicaux								
	Radiologie	60% à 70%			100%	160%	(Frais réels si OPTAM)	(Frais réels si OPTAM)	
	Soins externes								
	Honoraires paramédicaux								
	Auxiliaires médicaux, soins infirmiers	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Transport	65%							
	Analyses et examens de laboratoires	60%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Médicaments								
Hospitalisation	Pharmacie remboursées par la S.S.	65%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	Vaccins non remboursés par S.S. ⁽¹⁾	30%							
	15%								
	Vaccin anti-grippe 15 €	-	-	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Vaccin anti-grippe 15 €	Tous vaccins 60 €	Tous vaccins 60 €	
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	-	-	30€ / an / bénéf.	40€ / an / bénéf.	60€ / an / bénéf.	80€ / an / bénéficiaire	
	Matériel médical ⁽²⁾								
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	100%	250%	350%	500%	550%	650%	
	Honoraires								
	Honoraires, Frais de séjour ⁽³⁾	80%	100%	100%	100%	160%	200%	200%	
	Chambre particulière ^(3bis)	-	-	-	45 € / jour	60 € / jour	75 € / jour	100 € / jour	
Optique	Lit accompagnant pour enfants de moins de 12 ans ^(3bis)	-	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	23 € / jour	
	ou bénéficiaires de plus de 70 ans ^(3bis)	-							
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
	- 1 forfait	-	-	-	-	-	-	-	
	Forfait journalier hospitalier ^(3/4)	-	-	-	-	-	-	-	
	Bloc P	Part S.S. RG ^a	P1	P2	P3	P3+	P4	P5	P6
	Equipement optique 100% Santé ^(5/6)	60% ⁽⁴⁾	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autre équipement optique (verres et monture)								
	- Equipement combinant des verres 100% Santé et une monture libre ^(6/7)	60% ⁽⁴⁾	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : forfait équipement libre, sous déduction du prix de verres	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- Equipement libre ^(6/7/8)								
Dentaire	Equipement à verres unifocaux								
	Dans Sévane		100 €	175 €	200 €	300 €	350 €	400 €	420 €
	Hors Sévane		50 € si < 16 ans	125 €	150 €	200 €	250 €	300 €	350 €
	Equipement à verres progressifs ⁽⁹⁾	60% ⁽⁴⁾							
	Dans Sévane		200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 € ⁽¹⁰⁾	700 € ⁽¹⁰⁾
	Hors Sévane			200 €	250 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+ 50 € / verre unifocal si ≥ 16 ans ⁽⁴⁾	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre	+ 50 € / verre progressif ⁽⁴⁾
	Lentilles ⁽¹²⁾								
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100%	100% + 120 €	100% + 120 €	100% + 150 €	100% + 200 €	100% + 200 €	100% + 250 €
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	-	-	80 €	125 €	150 €	175 €	250 €
Aides auditives	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾	-	-	-	200 € / œil	300 € / œil	400 € / œil	500 € / œil	500 € / œil
	Soins et Prothèses dentaires 100% Santé ⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires								
	Inlay / onlay (par acte)	70%	100%	100%	125%	150%	200%	250%	300%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Parodontologie non pris en charge par la S.S. (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾	-	-	-	200 €	250 €	300 €	350 €	400 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾								
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :								
	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	125%	250%	350%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	- Autres prothèses		125%	250%	350%	450%	500%	550%	600%
Prestations complémentaires	Orthodontie								
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	125%	200%	200%	250%	300%	400%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la S.S. (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Implants (par an par bénéficiaire) ⁽¹²⁾								
	Dans Sévane	-	-	-	400 €	600 €	800 €	1 000 €	1 200 €
	Hors Sévane	-	-	-	200 €	300 €	400 €	500 €	600 €
	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²²⁾	60%	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ^(21/18)								
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans								
	Dans Sévane	60%	400 €	1 000 €	1 100 €	1 200 €	1 350 €	1 500 €	1 700 €
Module additionnel facultatif	Hors Sévane				950 €	1 100 €	1 100 €	1 300 €	1 300 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 700 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Médecines complémentaires et alternatives agréées ^(20/21)	-	-	-	2 x 40 €	3 x 40 €	4 x 40 €	4 x 50 €	4 x 60 €
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues								
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	65%	100% + 100 €	100% + 150 €	100% + 150 €	100% + 300 €	100% + 300 €	100% + 300 €
	Services d'assistance	-	en option	en option	en option	en option	en option	en option	Inclus

Règlement des frais médicaux individuels des Actifs
ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021
Gamme nationale

Les options de la gamme nationale de frais médicaux individuels des Actifs sont nécessairement composées d'un niveau de couverture de chacun des deux modules "Soins" et "Prothèses". Pour chaque niveau "S_x" du module "Soins", il est possible de souscrire un niveau "P_{x-1}", "P_x" ou "P_{x+1}" du module "Prothèses". Certaines combinaisons sont identifiées par des noms qui définissent les options souscrites par les adhérents. Il s'agit des combinaisons suivantes :

Options	Modules Soins	Modules Prothèses
Base	S2	P1
Bien-être	S2	P2
Quiétude	S3	P3
Vitalité	S3+	P3+
Privilège	S4	P4
Expert	S5	P5
Excellence	S6	P6

Module additionnel facultatif (groupe fermé)
"BTP Santé Plus" ⁽⁵⁰⁾

	Niveau 1	Niveau 2
Services d'assistance	Oui	Oui
Allocation décès ⁽⁵¹⁾	-	1 500 €

Règlement des frais médicaux individuel des Actifs

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Options régionales PCE 1, PNPC et PCE 2

Toutes les garanties formulées en % s'entendent :

- En pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale
- Part de la Sécurité sociale comprise

Tous les remboursements s'entendent :

- Dans la limite des frais engagés et pour les montants déclarés à la Sécurité sociale
- À l'exclusion des participations forfaitaires et franchises mentionnées au II et III de l'article L. 160-13 du code de la Sécurité sociale
- À l'exclusion (en cas de consultation en dehors du parcours de soins) :
 - des dépassements d'honoraires mentionnés au 18° de l'article L.162-5 du code de la Sécurité sociale
 - de la majoration de participation prévue aux articles L.162-5-3 du code de la Sécurité sociale et du L.1111-15 du code de la santé

Options régionales

Selon les modalités définies à l'article 2 du présent règlement les options régionales sont réservées aux adhérents domiciliés dans les départements suivants :

a) Options PCE 1 et PCE 2 : 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

b) Option PNPC : 56 et 62

Bloc S		Part S.S. RG*	PCE 1 / PNPC	PCE 2
Soins courants	Honoraires médicaux			
	Consultations, visites (généralistes, spécialistes)	70%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Actes techniques médicaux			
	Radiologie		160% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Soins externes	60% à 70%	100%	100%
	Honoraires paramédicaux			
	Auxiliaires médicaux, analyses, soins infirmiers	60%	100%	100%
	Transports	65%		
	Analyses et examens de laboratoire	60%	100%	100%
	Médicaments			
	Pharmacie remboursées par la S.S.	65% / 30% 15%	100%	100%
	Vaccins non remboursés par la S.S. ⁽¹⁾	-	Vaccin anti-grippe : 15 €	Tous vaccins : 60 €
	Contraception féminine prescrite, non remboursée par la S.S.	-	40€ / an / bénéficiaire	60€ / an / bénéficiaire
	Matériel médical ⁽²⁾			
	Appareillages orthopédiques et autres prothèses	60%	300%	550%
Hospitalisation	Honoraires			
	Honoraires, frais de séjour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	80%	175% (200% si OPTAM)	200% (Frais réels si OPTAM)
	Chambre particulière dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽³⁰⁾	-	70 € / jour	90 € / jour
	Lit accompagnant pour les enfants de -15 ans ⁽³⁾⁽³⁰⁾	-	23 € / jour	23 € / jour
	Actes médicaux supérieurs à 120 €	100% - 1 forfait	100%	100%
	Forfait journalier hospitalier dès le 1 ^{er} jour ⁽³⁾⁽⁴⁾	-	oui	oui
Bloc P		Part S.S. RG*	PCE 1 / PNPC	PCE 2
Optique	Equipelement optique 100% Santé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	60% ^(a)	Frais réels	Frais réels
	Autres équipement optique (verres et monture)			
	- équipement mixte combinant des verres 100% Santé et une monture libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	60% ^(b)	Verres : Frais réels Monture : 100 €	Verres : Frais réels Monture : 100 €
	- équipement libre ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾			
	a) 1 équipement Monture et / ou verres unifocaux - dont pour la monture	60% ^(c)	300 € 100 €	420 € 100 €
	b) 1 équipement Monture et / ou verres progressifs ⁽⁹⁾ - dont pour la monture		400 € 100 €	600 € ⁽¹⁰⁾ 100 €
	* Supplément forte correction ⁽¹¹⁾		+50 € / verre	+50 € / verre
	Lentilles ⁽¹²⁾			
	Lentilles remboursées par la S.S.	60%	100% + 150€ ⁽³³⁾	100% + 200 € ⁽³³⁾
	Lentilles non remboursées par la S.S.	-	135,00 €	150,00 €
	Chirurgie réfractive de la vue ⁽¹³⁾⁽³⁴⁾	-	450 €	450 €
Dentaire	Soins et prothèses dentaires 100% Santé ⁽²⁾⁽¹⁴⁾	70%	Frais réels	Frais réels
	Soins dentaires			
	Inlay / Onlay (par acte)	70%	150%	200%
	Autres Soins dentaires pris en charge par la S.S. ⁽¹⁵⁾		100%	140%
	Parodontologie non prise en charge par la SS (par an par bénéf) ⁽¹²⁾	-	200 €	300 €
	Prothèses dentaires ⁽²⁾			
	Prothèses dentaires remboursées par la S.S. :			
	- Prothèses à honoraires maîtrisés ⁽¹⁶⁾	70%	400%	Frais réels
	- Autres prothèses		400%	450%
	Orthodontie			
	Orthodontie acceptée par la S.S. (par semestre)	100%	250%	400%
	Orthodontie adulte non prise en charge par la SS (par semestre) ⁽¹⁷⁾	-	-	300 €
	Implants ⁽¹²⁾	-	300 €	400 €
Aides auditives	Equipements auditifs 100% Santé ⁽²³⁾	60%	Frais réels	Frais réels
	Autres Prothèses auditives ⁽²⁾⁽¹⁸⁾			
	- Pour les bénéficiaires de plus de 20 ans	60%	950 €	1 100 €
	- Pour les bénéficiaires de 20 ans et moins		1 400 €	1 400 €
	Accessoires ⁽¹⁹⁾		100%	100%
Prestations complémentaires	Médecines complémentaires et alternatives agréées ⁽²⁰⁾⁽²¹⁾	-	3 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond 240 € / an / famille)	4 x 40 € / an / bénéficiaire (Plafond : 320 € / an / famille)
	Ostéopathes, Chiropracteurs, Acupuncteurs, Etiopathes, Diététiciens, Psychologues, podologue, pédicure			
	Cures thermales ⁽²²⁾	65%	100% TM + 200 €	100% + 360 €
Module additionnel facultatif	Services d'assistance	-	en option	en option

Règlement des frais médicaux individuels des Actifs

ANNEXES DES GARANTIES au 1^{er} janvier 2021

Notes communes à l'ensemble des options

- (1) Vaccin prescrit ayant reçu une autorisation de mise sur le marché. Montant en euros : plafond par an et par bénéficiaire.
- (2) Le remboursement annuel des prestations est plafonné par bénéficiaire suivant les modalités définies dans l'article 12.5 du règlement. Au-delà de ce plafond, le remboursement est limité au montant du ticket modérateur, sauf pour les "Soins et Prothèses dentaires 100% Santé".
- (3) Sans limitation de durée.
- (3 bis) Limité à 90 jours par hospitalisation.
- (4) Prise en charge suivant les dispositions de l'article L. 174-4 du code de la Sécurité sociale.
- (5) Equipement 100% Santé "Classe A", pris en charge dans les conditions définies par l'arrêté du 3 Décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13) portant modification des modalités de prise en charge de dispositifs médicaux et prestations associées pour la prise en charge d'optique médicale au chapitre 2 du titre II de la liste prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la Sécurité sociale, dans la limite des prix limites de vente définis par la réglementation.
Est également remboursée selon les mêmes conditions, la prestation d'appairage pour des verres d'indices de réfraction différents, la prestation d'adaptation visuelle et le supplément applicable pour les verres avec filtre (selon les conditions prévues à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale).
Pour les équipements combinant des verres « 100% Santé » et une monture libre, le remboursement des verres se réalise selon les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
La prestation d'adaptation visuelle est remboursée à hauteur du ticket modérateur.
- (6) Renouvellement :
 - pour les bénéficiaires de 16 ans et plus : après une période minimale de 24 mois après la dernière prise en charge,
 - pour les bénéficiaires de moins de 16 ans : après une période minimale de 12 mois après le dernier Remboursement d'un équipement.
 Par dérogation, le renouvellement anticipé de ces équipements est possible dans les conditions prévues l'arrêté du 3 décembre 2018 (JO n°0288 du 13/12/2018 texte n°13).
- (7) Dans le respect des minimums prévus par le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 et dans la limite de prix fixés en application de l'article L. 165-3 du code de la Sécurité sociale. Le remboursement de la monture se fait dans la limite des frais réellement engagés et dans la limite de 100 €.
- (8) Avec monture libre ou monture 100% Santé. Le remboursement de la monture libre est limité à 100 € par équipement.
- (9) Il s'agit d'un équipement remboursé par la Sécurité sociale comportant des verres progressifs ou multifocaux
- (10) En cas de présence d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal dans un même équipement optique, le remboursement total par BTP-PRÉVOYANCE et le Régime de base ne peut excéder :
 - 560 €, si l'équipement comporte un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 610 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal, mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 700 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal et d'un verre progressif ou multifocal, tous deux mentionnés au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - 750 €, si l'équipement est constitué d'un verre unifocal mentionné au c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 et d'un verre progressif ou multifocal mentionné au f) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 Ces montants s'entendent y compris les suppléments fortes corrections.
- (11) Dispositions applicables pour tous verres optiques sauf les verres des catégories suivantes :
 - les verres unifocaux listés dans le a) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 ;
 - et les verres multifocaux ou progressifs suivants et listés dans le c) de l'article 1^{er} du décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 :
 - 1) verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre - 4,00 et + 4,00 dioptries
 - 2) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre - 8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries
 - 3) verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries.
- (12) Montant en euros : forfait par an et par bénéficiaire.
- (13) Montant en euros : par œil, par bénéficiaire et par an.

- (14) Soins et prothèses dentaires relevant du « 100% Santé », définis par la réglementation, dans la limite des honoraires de facturation fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
- (15) Les soins dentaires s'entendent par les actes codés AXI, END, SDE et TDS des codes de regroupement de la CCAM Dentaire
- (16) Prothèses hors "100% Santé", auxquelles s'appliquent des honoraires limites de facturation. Dans la limite des honoraires de facturation (LHF) fixés par la convention prévue à l'article L. 162-9 ou, en l'absence de convention applicable, par le règlement arbitral prévu à l'article L. 162-14-2.
A partir du niveau P3+, les prothèses à « honoraires maîtrisés » sont prises en charge à hauteur des frais réellement engagés, dans la limite des honoraires de facturation définis par la réglementation.
- (17) Prise en charge limitée à 6 semestres consécutifs.
- (18) Limité à un appareil par oreille par période de quatre ans, par bénéficiaire et selon les conditions précisées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
- (19) S'entendent comme pris en charge par la Sécurité sociale, les accessoires suivants :
- ❖ Ecouteur
 - ❖ Microphone
 - ❖ Embout auriculaire pour :
 - bénéficiaire de moins 2 ans => 4 embouts / an / appareil
 - bénéficiaire de plus de 2 ans => 1 embout /an/appareil
 - ❖ Pile sans mercure.
- (20) Les médecines complémentaires et alternatives agréées comprennent les spécialités suivantes :
- Ostéopathes titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Chiropracteurs diplômés par une école en France et membre de l'AFC ;
 - Acupuncteurs inscrits au conseil de l'ordre des médecins ;
 - Etiopathes inscrits au Registre National des Etiopathes auprès du Ministère chargé de la santé ;
 - Diététiciens titulaires du titre dans le respect des lois et décrets régissant la profession ;
 - Psychologues titulaire d'un diplôme universitaire de psychologie.
- Les soins doivent être effectués en France métropolitaine.
- (21) S'entend par bénéficiaire, en montant maximum par séance et dans la limite du nombre de séances indiquées par an et dans la limite d'un plafond annuel par famille. Remboursement sur la base de factures acquittées. Les plafonds annuels par famille par niveau :
- P3 : 160 € / an
 - P3+ : 240 € / an
 - P4 : 320 € / an
 - P5 : 450 € / an
 - P6 : 480 € / an
- (22) Montant en euros : limité à une cure par an et par bénéficiaire
- (23) Prothèses auditives relevant du "100% Santé", définies par la réglementation, dans la limite des prix limites de vente (PLV) fixés par l'avis du 28 novembre 2018 relatif à la tarification des aides auditives visées à l'article L. 165-1 du code de la Sécurité sociale.
- Remboursement d'un équipement par période de quatre ans.
- a) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du Prix Limite de Vente (PLV)
- b) Pour les verres : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale correspond à 30% du PLV ;
Pour la monture : la Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 €.
- c) La Base de Remboursement de la Sécurité sociale est fixée à 0,05 € par verre et à 0,05 € pour la monture
- d) +75 € / verre unifocal si bénéficiaire âgé de moins de 16 ans
- e) + 140 € / verre unifocal
- * Prise en charge de la Sécurité sociale Régime Général

OPTAM : le praticien est reconnu en catégorie Option Pratique Tarifaire Maîtrisée

BR SS : Base de Remboursement de la Sécurité sociale

Notes spécifiques aux options régionales PCE 1, PCE 2 et PNPC

(30) A l'exclusion des prestations dites hôtelières (boissons, téléphone, TV, kit de nuit, blanchisserie, ...)

(33) Le remboursement ne peut pas être inférieur à 85% des frais réels (moins le remboursement de la Sécurité sociale)

(34) Prise en charge limitée à certains actes - contacter nos services pour plus d'informations

Notes spécifiques aux modules additionnels (groupe fermé) "BTP Santé plus"

(50) N'est plus commercialisé depuis le 01/01/2013

(51) Versée pour toute personne couverte âgée de moins de 65 ans au moment du décès

Règlement des frais médicaux individuels des Actifs

Annexe - Services Assistance

En complément de son adhésion au présent règlement, l'adhérent peut opter pour une garantie additionnelle optionnelle d'assistance.

Les prestations correspondantes d'assistance sont mises en œuvre par Mondial Assistance (AWP France SAS), société par actions simplifiée au capital de 7 584 076,86 euros, immatriculée au RCS de Bobigny sous le n° 490 381 753 et inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 026 669, dont le siège social est situé au 7 rue Dora Maar, 93400 Saint-Ouen.

La nature des services d'assistance, les conditions d'accès à ces derniers, leurs modalités de mise en œuvre et les exclusions sont précisées dans la convention d'assistance remise à l'adhérent. La garantie d'assistance est accordée sous réserve :

- du versement des cotisations correspondantes :
 - telles que définies dans l'ANNEXE TARIFAIRE,
 - sauf lorsque l'adhésion porte sur le niveau P6 du module Bloc P « Optique, Dentaire, Aide auditive et Prestations complémentaires », auquel cas les services d'assistance sont offerts gratuitement.
- du respect des dispositions prévues dans la convention d'assistance.

Règlement des frais médicaux individuels des Actifs
ANNEXE SOCIALE au 1^{er} janvier 2021
Cotisations Apprentis

Les options de la gamme nationale de frais médicaux individuels des Actifs ouvrant droit à la réduction Sociale réservée aux apprentis du BTP sont identifiées par les noms ci-dessous. Ces options sont nécessairement composés d'un niveau de couverture de chacun des deux modules "Soins" et "Prothèses".

Options			Année Scolaire 2020 - 2021 <i>Cotisation mensuelle TTC ^{(1) (2)}</i>		Année Scolaire 2021 - 2022 <i>Cotisation mensuelle TTC ^{(1) (2)}</i>	
Nom	Modules Soins	Modules Prothèses	Régime Général	Régime ALM*	Régime Général	Régime ALM*
Base	S2	P1	2,50 €		2,50 €	
Bien-Etre	S2	P2	5,00 €		5,00 €	
Quiétude	S3	P3	10,00 €		10,00 €	
Vitalité	S3+	P3+	25,00 €		25,00 €	
Privilège	S4	P4	40,00 €		40,00 €	

Options			Année Scolaire 2020 - 2021 <i>Cot. mensuelle HT ^{(1) (3)}</i>		Année Scolaire 2021 - 2022 <i>Cot. mensuelle HT ^{(1) (3)}</i>	
Nom	Modules Soins	Modules Prothèses	Régime Général	Régime ALM*	Régime Général	Régime ALM*
Base	S2	P1	2,21 €		2,21 €	
Bien-Etre	S2	P2	4,41 €		4,41 €	
Quiétude	S3	P3	8,83 €		8,83 €	
Vitalité	S3+	P3+	22,07 €		22,07 €	
Privilège	S4	P4	35,31 €		35,31 €	

(*) Régime ALM : Régime Alsace-Moselle

(1) Valeur de cotisation pour l'apprenti seul. En cas d'adhésion couple ou avec enfant(s), le complément de cotisation au titre des autres bénéficiaires correspond à celui qui résulte de l'application de l'ANNEXE TARIFAIRE au titre de la même option.

(2) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 : TSA à 13,27%.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

(3) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021.

L'écart des taux s'explique par la prise en compte de la TSA pour 13,27% des cotisations.

En cas de relèvement du taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a délégation de pouvoir pour maintenir les cotisations TTC inchangées, le montant HT étant automatiquement diminué à due proportion,
- à défaut, les cotisations TTC sont automatiquement actualisées à due proportion.

Zonage géographique

Zones	Départements
A	3, 12, 15, 18, 20, 22, 23, 28, 29, 35, 36, 37, 41, 43, 44, 45, 46, 49, 50, 53, 56, 61, 63, 71, 72, 73, 85
D	1, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 16, 17, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 38, 39, 40, 42, 47, 51, 52, 55, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 84, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97
F	2, 30, 31, 34, 54, 57, 59, 62, 80, 83, 88 6 & 13 pour les niveaux 1 et 2
G	6 & 13 pour les niveaux de 3 à 6
Régime Alsace-Moselle (R. ALM)	57, 67, 68

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

	Module Soins						
	Niveau 1						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	16,00 €	16,25 €	17,00 €	17,00 €	17,00 €	6,00 €	
26	17,50 €	18,00 €	19,00 €	19,00 €	19,00 €	6,50 €	
27	18,25 €	19,00 €	20,25 €	20,25 €	20,25 €	6,50 €	
28	18,50 €	19,50 €	20,75 €	20,75 €	20,75 €	6,50 €	
29	18,75 €	19,75 €	21,75 €	21,75 €	21,75 €	6,50 €	
30	18,75 €	20,00 €	22,75 €	22,75 €	22,75 €	6,75 €	
31	18,75 €	20,00 €	22,75 €	22,75 €	22,75 €	6,75 €	
32	18,75 €	20,25 €	23,00 €	23,00 €	23,00 €	6,75 €	
33 - 35	19,50 €	20,75 €	23,00 €	23,00 €	23,00 €	6,75 €	
36	21,00 €	22,75 €	24,50 €	24,50 €	24,50 €	7,75 €	
37 - 40	21,75 €	23,25 €	25,25 €	25,25 €	25,25 €	7,75 €	
41	23,00 €	25,00 €	27,00 €	27,00 €	27,00 €	8,25 €	
42 - 45	23,00 €	25,75 €	27,75 €	27,75 €	27,75 €	8,75 €	
46	25,25 €	27,00 €	29,50 €	29,50 €	29,50 €	9,25 €	
47 - 50	25,75 €	27,25 €	29,75 €	29,75 €	29,75 €	9,75 €	
51	28,00 €	29,75 €	32,25 €	32,25 €	32,25 €	10,00 €	
52 - 55	28,50 €	30,25 €	32,75 €	32,75 €	32,75 €	11,00 €	
56	30,50 €	32,25 €	35,50 €	35,50 €	35,50 €	11,00 €	
57	30,75 €	32,75 €	36,25 €	36,25 €	36,25 €	11,00 €	
58	31,50 €	33,50 €	37,25 €	37,25 €	37,25 €	11,00 €	
59	32,25 €	33,75 €	37,75 €	37,75 €	37,75 €	11,00 €	
60	33,25 €	34,75 €	38,25 €	38,25 €	38,25 €	11,25 €	
61	34,25 €	35,75 €	38,25 €	38,25 €	38,25 €	11,25 €	
62	35,50 €	37,00 €	39,25 €	39,25 €	39,25 €	11,25 €	
63	36,75 €	38,25 €	39,75 €	39,75 €	39,75 €	11,25 €	
64	38,50 €	39,25 €	40,75 €	40,75 €	40,75 €	11,25 €	
65	39,75 €	40,00 €	41,00 €	41,00 €	41,00 €	11,25 €	
66	41,50 €	41,50 €	42,00 €	42,00 €	42,00 €	11,50 €	
≥ 67	43,25 €	43,25 €	43,25 €	43,25 €	43,25 €	12,00 €	

	Module Prothèses						
	Niveau 1						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	2,50 €	2,75 €	2,75 €	2,75 €	2,75 €	1,75 €	
26	2,50 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	2,50 €	
27	2,75 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	2,50 €	
28	3,25 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	
29	3,25 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	
30	4,00 €	4,50 €	4,50 €	4,50 €	4,50 €	4,25 €	
31	5,00 €	5,00 €	5,25 €	5,25 €	5,25 €	4,25 €	
32	5,50 €	5,75 €	6,00 €	6,00 €	6,00 €	5,00 €	
33 - 35	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,50 €	6,50 €	5,00 €	
36	6,25 €	6,75 €	7,25 €	7,25 €	7,25 €	5,00 €	
37 - 40	6,50 €	7,25 €	7,75 €	7,75 €	7,75 €	5,00 €	
41	7,00 €	7,75 €	8,50 €	8,50 €	8,50 €	5,50 €	
42 - 45	8,00 €	8,00 €	8,75 €	8,75 €	8,75 €	5,75 €	
46	8,50 €	9,50 €	9,75 €	9,75 €	9,75 €	6,25 €	
47 - 50	8,50 €	10,00 €	10,50 €	10,50 €	10,50 €	6,75 €	
51	8,75 €	10,25 €	11,00 €	11,00 €	11,00 €	7,25 €	
52 - 55	9,25 €	11,50 €	11,50 €	11,50 €	11,50 €	7,25 €	
56	10,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	7,50 €	
57	10,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	7,50 €	
58	10,50 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	7,50 €	
59	10,75 €	12,75 €	12,75 €	12,75 €	12,75 €	7,50 €	
60	10,75 €	12,75 €	12,75 €	12,75 €	12,75 €	8,50 €	
61	11,50 €	13,00 €	13,25 €	13,25 €	13,25 €	8,50 €	
62	12,00 €	13,00 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	8,50 €	
63	12,50 €	13,00 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	8,75 €	
64	12,50 €	13,50 €	14,00 €	14,00 €	14,00 €	8,75 €	
65	13,00 €	14,00 €	14,00 €	14,00 €	14,00 €	8,75 €	
66	13,50 €	14,25 €	14,25 €	14,25 €	14,25 €	9,00 €	
≥ 67	14,25 €	14,25 €	14,25 €	14,25 €	14,25 €	9,50 €	

	Module Prothèses						
	Niveau 2						
	Régime Général						R. ALM
	A	D	F	G			
≤ 25	8,25 €	8,75 €	9,00 €	9,00 €	9,00 €	7,25 €	
26	9,00 €	9,50 €	9,75 €	9,75 €	9,75 €	8,50 €	
27	9,25 €	9,50 €	9,75 €	9,75 €	9,75 €	8,50 €	
28	9,25 €	10,00 €	10,50 €	10,50 €	10,50 €	9,50 €	
29	9,25 €	10,00 €	10,50 €	10,50 €	10,50 €	9,50 €	
30	10,00 €	11,00 €	11,50 €	11,50 €	11,50 €	10,25 €	
31	10,50 €	11,50 €	12,50 €	12,50 €	12,50 €	10,25 €	
32	11,25 €	12,25 €	13,25 €	13,25 €	13,25 €	11,00 €	
33 - 35	11,50 €	12,50 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	11,00 €	
36	12,75 €	13,75 €	15,00 €	15,00 €	15,00 €	11,00 €	
37 - 40	13,00 €	14,25 €	15,25 €	15,25 €	15,25 €	11,00 €	
41	14,00 €	15,25 €	16,50 €	16,50 €	16,50 €	12,50 €	
42 - 45	15,00 €	15,50 €	16,75 €	16,75 €	16,75 €	12,75 €	
46	15,50 €	17,50 €	18,25 €	18,25 €	18,25 €	13,25 €	
47 - 50	16,00 €	18,00 €	19,25 €	19,25 €	19,25 €	13,75 €	
51	17,25 €	19,25 €	20,75 €	20,75 €	20,75 €	14,25 €	
52 - 55	17,25 €	19,75 €	21,25 €	21,25 €	21,25 €	14,25 €	
56	19,25 €	21,00 €	22,00 €	22,00 €	22,00 €	14,50 €	
57	19,25 €	22,25 €	23,00 €	23,00 €	23,00 €	14,50 €	
58	20,00 €	22,75 €	23,75 €	23,75 €	23,75 €	15,50 €	
59	20,75 €	23,75 €	24,50 €	24,50 €	24,50 €	15,50 €	
60	21,75 €	24,25 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	16,50 €	
61	23,00 €	25,00 €	26,00 €	26,00 €	26,00 €	16,50 €	
62	24,00 €	25,50 €	26,50 €	26,50 €	26,50 €	16,50 €	
63	25,00 €	26,00 €	27,25 €	27,25 €	27,25 €	16,75 €	
64	26,00 €	27,00 €	27,50 €	27,50 €	27,50 €	17,75 €	
65	26,75 €	28,00 €	28,50 €	28,50 €	28,50 €	18,75 €	
66	28,00 €	28,75 €	28,75 €	28,75 €	28,75 €	19,50 €	
≥ 67	29,25 €	29,25 €	29,25 €	29,25 €	29,25 €	20,00 €	

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 2						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	17,75 €	18,25 €	19,00 €	19,00 €	6,75 €	
26	19,50 €	20,00 €	21,00 €	21,00 €	7,50 €	
27	20,25 €	21,00 €	22,25 €	22,25 €	7,50 €	
28	20,25 €	21,50 €	23,00 €	23,00 €	7,50 €	
29	20,75 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €	7,50 €	
30	21,00 €	22,50 €	24,75 €	24,75 €	7,75 €	
31	21,00 €	23,00 €	25,00 €	25,00 €	7,75 €	
32	21,25 €	23,25 €	25,25 €	25,25 €	8,00 €	
33 - 35	22,00 €	24,00 €	26,00 €	26,00 €	8,00 €	
36	23,75 €	25,75 €	27,75 €	27,75 €	9,00 €	
37 - 40	24,50 €	26,25 €	28,50 €	28,50 €	9,00 €	
41	26,00 €	28,25 €	30,50 €	30,50 €	9,50 €	
42 - 45	26,00 €	29,00 €	31,25 €	31,25 €	10,25 €	
46	28,50 €	30,50 €	33,50 €	33,50 €	10,75 €	
47 - 50	29,00 €	31,00 €	33,75 €	33,75 €	11,25 €	
51	31,75 €	33,75 €	36,50 €	36,50 €	11,75 €	
52 - 55	32,25 €	34,25 €	37,00 €	37,00 €	12,75 €	
56	34,25 €	37,00 €	40,75 €	40,75 €	13,50 €	
57	35,75 €	37,75 €	41,75 €	41,75 €	13,50 €	
58	37,00 €	39,25 €	43,25 €	43,25 €	13,50 €	
59	38,25 €	40,25 €	44,50 €	44,50 €	13,50 €	
60	39,75 €	41,75 €	45,50 €	45,50 €	13,50 €	
61	41,00 €	43,00 €	46,00 €	46,00 €	13,50 €	
62	42,50 €	44,50 €	47,00 €	47,00 €	13,50 €	
63	44,00 €	46,00 €	47,75 €	47,75 €	14,25 €	
64	46,00 €	47,00 €	48,75 €	48,75 €	14,25 €	
65	47,75 €	48,00 €	49,25 €	49,25 €	14,25 €	
66	49,75 €	49,75 €	50,50 €	50,50 €	14,50 €	
≥ 67	51,75 €	51,75 €	51,75 €	51,75 €	15,00 €	

Module Prothèses						
Niveau 2						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	8,25 €	8,75 €	9,00 €	9,00 €	7,25 €	
	9,00 €	9,50 €	9,75 €	9,75 €	8,50 €	
	9,25 €	9,50 €	9,75 €	9,75 €	8,50 €	
	9,25 €	10,00 €	10,50 €	10,50 €	9,50 €	
	9,25 €	10,00 €	10,50 €	10,50 €	9,50 €	
	10,00 €	11,00 €	11,50 €	11,50 €	10,25 €	
	10,50 €	11,50 €	12,50 €	12,50 €	10,25 €	
	11,25 €	12,25 €	13,25 €	13,25 €	11,00 €	
	11,50 €	12,50 €	13,50 €	13,50 €	11,00 €	
	12,75 €	13,75 €	15,00 €	15,00 €	11,00 €	
	13,00 €	14,25 €	15,25 €	15,25 €	11,00 €	
	14,00 €	15,25 €	16,50 €	16,50 €	12,50 €	
	15,00 €	15,50 €	16,75 €	16,75 €	12,75 €	
	15,50 €	17,50 €	18,25 €	18,25 €	13,25 €	
	16,00 €	18,00 €	19,25 €	19,25 €	13,75 €	
	17,25 €	19,25 €	20,75 €	20,75 €	14,25 €	
	19,25 €	21,00 €	22,00 €	22,00 €	14,50 €	
	19,25 €	22,25 €	23,00 €	23,00 €	14,50 €	
	20,00 €	22,75 €	23,75 €	23,75 €	15,50 €	
	20,75 €	23,75 €	24,50 €	24,50 €	15,50 €	
	21,75 €	24,25 €	25,00 €	25,00 €	16,50 €	
	23,00 €	25,00 €	26,00 €	26,00 €	16,50 €	
	24,00 €	25,50 €	26,50 €	26,50 €	16,50 €	
	25,00 €	26,00 €	27,25 €	27,25 €	16,75 €	
	26,00 €	27,00 €	27,50 €	27,50 €	17,75 €	
	26,75 €	28,00 €	28,50 €	28,50 €	18,75 €	
	28,00 €	28,75 €	28,75 €	28,75 €	19,50 €	
	29,25 €	29,25 €	29,25 €	29,25 €	20,00 €	

Module Prothèses						
Niveau 3 "majoré"						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	12,25 €	13,00 €	13,50 €	14,00 €	10,75 €	
	14,00 €	14,75 €	15,00 €	15,50 €	13,00 €	
	14,50 €	15,25 €	15,75 €	16,00 €	13,00 €	
	14,50 €	15,50 €	16,25 €	16,75 €	13,50 €	
	14,75 €	16,00 €	16,75 €	17,50 €	13,50 €	
	15,00 €	16,75 €	18,00 €	19,25 €	14,25 €	
	16,00 €	17,50 €	18,75 €	20,25 €	14,25 €	
	16,75 €	18,50 €	19,50 €	21,75 €	15,25 €	
	17,50 €	19,00 €	19,75 €	22,25 €	15,25 €	
	19,00 €	20,50 €	22,25 €	24,00 €	16,50 €	
	19,25 €	21,00 €	22,75 €	24,50 €	17,00 €	
	20,50 €	22,50 €	24,25 €	26,00 €	18,75 €	
	21,00 €	23,00 €	24,75 €	26,50 €	19,25 €	
	22,50 €	24,50 €	26,25 €	28,25 €	20,75 €	
	23,00 €	25,00 €	27,00 €	28,75 €	21,25 €	
	24,50 €	26,50 €	28,75 €	31,00 €	22,75 €	
	25,25 €	27,50 €	29,50 €	32,00 €	23,25 €	
	26,75 €	29,00 €	31,50 €	33,75 €	24,25 €	
	27,50 €	29,75 €	32,25 €	34,50 €	24,25 €	
	28,25 €	30,75 €	33,25 €	34,75 €	24,50 €	
	30,25 €	32,50 €	34,50 €	35,50 €	25,00 €	
	30,75 €	32,50 €	34,50 €	35,50 €	25,00 €	
	32,00 €	33,50 €	35,25 €	36,00 €	25,00 €	
	33,25 €	34,50 €	36,00 €	36,50 €	25,50 €	
	34,50 €	35,50 €	36,50 €	37,00 €	26,25 €	
	35,75 €	36,50 €	37,25 €	37,50 €	26,75 €	
	37,00 €	37,50 €	37,75 €	38,00 €	27,25 €	
	39,00 €	39,00 €	39,00 €	39,00 €	27,75 €	

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 3						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
≤ 25	22,00 €	23,00 €	24,00 €	24,75 €	10,50 €	10,50 €
26	24,50 €	25,25 €	26,50 €	27,75 €	11,50 €	11,50 €
27	24,50 €	25,75 €	27,25 €	29,00 €	11,50 €	12,50 €
28	25,00 €	26,50 €	28,25 €	30,25 €	12,00 €	12,50 €
29	25,25 €	27,00 €	29,25 €	31,50 €	12,00 €	13,00 €
30	25,50 €	27,25 €	29,50 €	31,75 €	12,25 €	13,00 €
31	25,50 €	27,50 €	29,75 €	31,75 €	12,25 €	13,75 €
32	25,50 €	27,50 €	30,25 €	31,75 €	12,25 €	13,75 €
33 - 35	25,75 €	28,00 €	31,00 €	32,50 €	12,25 €	14,75 €
36	27,50 €	30,00 €	32,50 €	34,75 €	13,00 €	14,75 €
37 - 40	28,25 €	30,50 €	33,00 €	35,50 €	13,50 €	16,50 €
41	30,25 €	32,75 €	35,25 €	38,00 €	14,75 €	18,25 €
42 - 45	30,50 €	33,25 €	36,00 €	38,75 €	15,25 €	18,75 €
46	33,00 €	35,75 €	38,75 €	41,50 €	16,75 €	20,25 €
47 - 50	33,75 €	36,75 €	39,75 €	42,75 €	17,25 €	20,75 €
51	36,00 €	39,25 €	42,25 €	45,50 €	18,00 €	22,50 €
52 - 55	37,25 €	40,25 €	43,50 €	46,75 €	18,50 €	22,50 €
56	39,25 €	42,75 €	46,25 €	49,50 €	19,50 €	23,50 €
57	40,50 €	44,00 €	47,50 €	50,50 €	19,50 €	23,50 €
58	41,50 €	45,25 €	48,75 €	51,25 €	20,25 €	23,75 €
59	42,75 €	46,50 €	50,25 €	52,00 €	20,25 €	23,75 €
60	44,25 €	47,50 €	51,00 €	52,75 €	20,75 €	24,25 €
61	46,50 €	49,50 €	52,25 €	53,75 €	20,75 €	24,25 €
62	48,25 €	51,00 €	53,50 €	54,75 €	20,75 €	24,75 €
63	50,25 €	52,50 €	54,50 €	55,75 €	21,25 €	24,75 €
64	52,25 €	54,00 €	55,75 €	56,50 €	21,50 €	25,50 €
65	54,50 €	55,50 €	56,50 €	57,25 €	22,00 €	26,00 €
66	56,50 €	57,00 €	57,75 €	58,00 €	22,50 €	26,50 €
≥ 67	58,75 €	58,75 €	58,75 €	58,75 €	23,00 €	27,00 €

Module Prothèses						
Niveau 3						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
12,00 €	12,50 €	13,00 €	13,50 €	10,50 €		10,50 €
13,50 €	14,25 €	14,50 €	15,00 €	12,50 €		12,50 €
14,00 €	14,75 €	15,25 €	15,50 €	12,50 €		12,50 €
14,00 €	15,00 €	15,75 €	16,25 €	13,00 €		13,00 €
14,25 €	15,50 €	16,25 €	17,00 €	13,00 €		13,00 €
14,50 €	16,25 €	17,50 €	18,75 €	13,75 €		13,75 €
15,50 €	17,00 €	18,25 €	19,75 €	13,75 €		13,75 €
16,25 €	18,00 €	19,00 €	21,00 €	14,75 €		14,75 €
17,00 €	18,50 €	19,25 €	21,50 €	14,75 €		14,75 €
18,50 €	20,00 €	21,50 €	23,25 €	16,00 €		16,00 €
18,75 €	20,50 €	22,00 €	23,75 €	16,50 €		16,50 €
20,00 €	21,75 €	23,50 €	25,25 €	18,25 €		18,25 €
20,50 €	22,25 €	24,00 €	25,75 €	18,75 €		18,75 €
21,75 €	23,75 €	25,50 €	27,50 €	20,25 €		20,25 €
22,25 €	24,25 €	26,25 €	28,00 €	20,75 €		20,75 €
23,75 €	25,75 €	28,00 €	30,00 €	22,50 €		22,50 €
24,50 €	26,75 €	28,75 €	31,00 €	22,50 €		22,50 €
26,00 €	28,25 €	30,50 €	32,75 €	23,50 €		23,50 €
26,75 €	29,00 €	31,25 €	33,50 €	23,50 €		23,50 €
27,50 €	29,75 €	32,25 €	33,75 €	23,75 €		23,75 €
28,00 €	30,50 €	33,00 €	34,25 €	23,75 €		23,75 €
29,25 €	31,50 €	33,50 €	34,50 €	24,25 €		24,25 €
29,75 €	31,50 €	33,50 €	34,50 €	24,25 €		24,25 €
31,00 €	32,50 €	34,25 €	35,00 €	24,75 €		24,75 €
32,25 €	33,50 €	35,00 €	36,00 €	25,50 €		25,50 €
33,50 €	34,50 €	36,25 €	36,50 €	26,00 €		26,00 €
34,75 €	35,50 €	36,75 €	37,00 €	26,50 €		26,50 €
36,00 €	37,75 €	37,75 €	37,75 €	27,00 €		27,00 €

Module Prothèses						
Niveau 3+ "majoré"						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
24,75 €	25,50 €	26,50 €	28,75 €	21,75 €		21,75 €
27,25 €	28,25 €	29,25 €	32,00 €	25,00 €		25,00 €
28,00 €	29,00 €	30,75 €	33,75 €	25,50 €		25,50 €
28,75 €	30,25 €	32,00 €	35,75 €	26,00 €		26,00 €
29,50 €	31,25 €	33,25 €	37,75 €	27,00 €		27,00 €
30,50 €	33,00 €	35,50 €	41,50 €	27,75 €		27,75 €
31,75 €	34,75 €	37,25 €	43,50 €	31,00 €		28,75 €
33,00 €	35,75 €	38,75 €	44,50 €	31,00 €		29,50 €
36,00 €	39,25 €	42,25 €	49,00 €	33,25 €		31,00 €
36,75 €	40,25 €	43,25 €	50,25 €	33,75 €		33,25 €
39,25 €	42,50 €	46,00 €	53,25 €	36,00 €		33,25 €
40,25 €	43,50 €	46,75 €	54,25 €	36,75 €		36,75 €
42,25 €	46,00 €	49,75 €	57,50 €	39,25 €		39,25 €
43,25 €	46,75 €	50,75 €	58,75 €	39,75 €		39,75 €
45,50 €	49,50 €	53,25 €	61,75 €	42,00 €		42,00 €
46,25 €	50,50 €	54,25 €	63,00 €	42,75 €		42,75 €
48,25 €	52,25 €	56,50 €	64,75 €	45,00 €		45,00 €
49,00 €	53,25 €	57,75 €	65,50 €	45,00 €		45,00 €
50,00 €	54,25 €	58,75 €	66,00 €	45,50 €		45,50 €
51,00 €	55,25 €	59,75 €	66,25 €	45,50 €		45,50 €
52,25 €	56,25 €	60,25 €	66,75 €	45,75 €		45,75 €
53,25 €	56,75 €	60,50 €	67,00 €	45,75 €		45,75 €
54,50 €	57,75 €	60,50 €	67,00 €	45,75 €		45,75 €
56,50 €	58,50 €	61,75 €	68,00 €	46,25 €		46,25 €
58,25 €	60,00 €	62,50 €	68,25 €	46,75 €		46,75 €
60,25 €	61,50 €	63,50 €	68,75 €	47,75 €		47,75 €
62,25 €	62,75 €	63,50 €	68,75 €	48,75 €		48,75 €
64,50 €	64,50 €	64,50 €	69,50 €	50,00 €		50,00 €

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 3+						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	28,75 €	30,25 €	31,50 €	34,00 €	17,00 €	
26	32,00 €	33,50 €	35,00 €	37,75 €	19,75 €	
27	32,50 €	34,75 €	36,50 €	40,00 €	20,25 €	
28	33,00 €	35,75 €	38,00 €	42,50 €	20,75 €	
29	33,50 €	36,75 €	39,50 €	45,00 €	20,75 €	
30	34,00 €	37,00 €	40,00 €	46,00 €	21,00 €	
31	34,50 €	37,25 €	40,50 €	46,50 €	21,00 €	
32	35,25 €	38,25 €	41,25 €	48,00 €	21,25 €	
33 - 35	36,25 €	39,50 €	42,50 €	49,25 €	22,00 €	
36	38,50 €	42,00 €	45,50 €	52,50 €	23,75 €	
37 - 40	39,75 €	43,00 €	46,50 €	53,75 €	24,25 €	
41	42,00 €	45,75 €	49,25 €	57,00 €	26,00 €	
42 - 45	43,00 €	46,75 €	50,50 €	58,50 €	26,25 €	
46	45,50 €	49,25 €	53,25 €	61,75 €	28,00 €	
47 - 50	46,25 €	50,50 €	54,50 €	63,00 €	28,50 €	
51	48,75 €	53,00 €	57,25 €	66,25 €	30,25 €	
52 - 55	49,75 €	54,00 €	58,50 €	67,50 €	30,50 €	
56	51,75 €	56,25 €	60,75 €	70,00 €	32,25 €	
57	52,75 €	57,25 €	61,75 €	70,50 €	32,25 €	
58	53,50 €	58,25 €	63,00 €	70,75 €	32,75 €	
59	54,50 €	59,25 €	64,00 €	71,25 €	32,75 €	
60	56,25 €	60,50 €	64,50 €	72,00 €	33,50 €	
61	58,25 €	62,00 €	65,25 €	72,00 €	33,50 €	
62	60,00 €	63,00 €	66,25 €	72,50 €	33,50 €	
63	61,50 €	64,25 €	66,75 €	72,75 €	34,00 €	
64	63,75 €	65,75 €	67,75 €	73,50 €	34,50 €	
65	66,00 €	67,25 €	68,75 €	74,75 €	34,75 €	
66	68,25 €	69,00 €	69,50 €	75,50 €	35,75 €	
≥ 67	70,50 €	70,50 €	70,50 €	76,25 €	36,50 €	

Module Prothèses						
Niveau 3+						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	24,00 €	24,75 €	25,75 €	28,00 €	21,00 €	
	26,50 €	27,50 €	28,50 €	31,00 €	24,25 €	
	27,25 €	28,25 €	29,75 €	32,75 €	24,75 €	
	28,00 €	29,25 €	31,00 €	34,75 €	25,25 €	
	28,75 €	30,25 €	32,25 €	36,75 €	26,25 €	
	29,50 €	32,00 €	34,50 €	40,25 €	27,00 €	
	30,75 €	33,75 €	36,25 €	42,25 €	28,00 €	
	32,00 €	34,75 €	37,50 €	43,25 €	28,75 €	
	32,75 €	35,50 €	38,50 €	44,50 €	30,00 €	
	35,00 €	38,00 €	41,00 €	47,50 €	32,25 €	
	35,75 €	39,00 €	42,00 €	48,75 €	32,75 €	
	38,00 €	41,25 €	44,75 €	51,75 €	35,00 €	
	39,00 €	42,25 €	45,50 €	52,75 €	35,75 €	
	41,00 €	44,75 €	48,25 €	55,75 €	38,00 €	
	42,00 €	45,50 €	49,25 €	57,00 €	38,50 €	
	44,25 €	48,00 €	51,75 €	60,00 €	40,75 €	
	45,00 €	49,00 €	52,75 €	61,25 €	41,50 €	
	46,75 €	50,75 €	54,75 €	62,75 €	43,75 €	
	47,50 €	51,75 €	56,00 €	63,50 €	43,75 €	
	48,50 €	52,75 €	57,00 €	64,00 €	44,25 €	
	49,50 €	53,75 €	58,00 €	64,25 €	44,25 €	
	50,75 €	54,50 €	58,50 €	64,75 €	44,50 €	
	51,75 €	55,00 €	58,75 €	65,00 €	44,50 €	
	53,00 €	56,00 €	58,75 €	65,00 €	44,50 €	
	54,75 €	56,75 €	59,00 €	65,25 €	45,00 €	
	56,50 €	58,25 €	60,00 €	66,00 €	45,50 €	
	58,50 €	59,75 €	60,75 €	66,25 €	46,25 €	
	60,50 €	61,00 €	61,75 €	66,75 €	47,25 €	
	62,50 €	62,50 €	62,50 €	67,50 €	48,50 €	

Module Prothèses						
Niveau 4 "majoré"						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	33,00 €	34,50 €	35,75 €	39,00 €	27,75 €	
	37,25 €	39,00 €	40,50 €	43,75 €	31,75 €	
	38,00 €	40,25 €	42,25 €	46,25 €	32,50 €	
	39,00 €	41,50 €	43,75 €	49,25 €	33,00 €	
	39,75 €	42,75 €	45,50 €	52,00 €	34,50 €	
	41,25 €	44,75 €	48,25 €	56,50 €	35,00 €	
	43,25 €	47,50 €	50,25 €	59,25 €	36,00 €	
	45,00 €	49,00 €	52,75 €	61,25 €	36,75 €	
	46,50 €	50,25 €	54,25 €	62,75 €	38,25 €	
	49,75 €	54,00 €	58,50 €	67,50 €	42,00 €	
	51,25 €	55,50 €	60,25 €	69,50 €	43,25 €	
	54,75 €	59,50 €	64,00 €	74,50 €	46,75 €	
	56,25 €	61,00 €	66,00 €	76,50 €	48,00 €	
	59,75 €	65,00 €	70,00 €	81,00 €	51,00 €	
	60,75 €	66,00 €	71,25 €	82,50 €	52,00 €	
	64,00 €	69,75 €	75,25 €	87,25 €	55,00 €	
	65,25 €	70,75 €	76,50 €	88,50 €	56,25 €	
	68,75 €	74,75 €	80,50 €	92,50 €	59,25 €	
	69,50 €	75,75 €	82,00 €	93,25 €	59,25 €	
	70,75 €	76,75 €	83,00 €	93,25 €	59,75 €	
	71,50 €	77,75 €	84,25 €	93,50 €	60,50 €	
	73,50 €	79,00 €	84,50 €	93,75 €	61,00 €	
	75,00 €	79,75 €	84,75 €	94,00 €	61,00 €	
	77,50 €	81,25 €	85,50 €	94,75 €	61,50 €	
	79,50 €	83,00 €	86,25 €	95,00 €	62,25 €	
	82,25 €	84,75 €	87,25 €	95,50 €	62,75 €	
	84,50 €	86,25 €	88,00 €	95,75 €	63,25 €	
	86,75 €	87,75 €	88,75 €	96,00 €	64,75 €	
	88,75 €	89,75 €	89,75 €	97,25 €	65,75 €	

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 4						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
≤ 25	32,25 €	33,50 €	37,75 €	35,00 €		22,00 €
26	36,25 €	37,75 €	42,50 €	39,25 €		25,25 €
27	37,00 €	39,00 €	45,25 €	41,00 €		25,50 €
28	38,00 €	40,25 €	47,75 €	42,75 €		26,00 €
29	38,75 €	41,50 €	50,75 €	44,50 €		26,50 €
30	38,75 €	42,00 €	52,25 €	45,50 €		27,00 €
31	39,00 €	42,00 €	52,50 €	46,25 €		27,00 €
32	39,50 €	43,00 €	53,75 €	46,50 €		27,25 €
33 - 35	40,75 €	44,25 €	55,25 €	47,75 €		27,75 €
36	43,75 €	47,50 €	59,50 €	51,25 €		30,25 €
37 - 40	45,00 €	49,00 €	61,25 €	52,75 €		31,00 €
41	48,00 €	52,25 €	65,25 €	56,50 €		33,50 €
42 - 45	49,50 €	53,75 €	67,00 €	58,00 €		34,50 €
46	52,50 €	57,00 €	71,25 €	61,50 €		36,50 €
47 - 50	53,25 €	58,00 €	72,50 €	62,50 €		37,50 €
51	56,50 €	61,25 €	76,50 €	66,25 €		39,50 €
52 - 55	57,25 €	62,25 €	77,75 €	67,25 €		40,50 €
56	60,25 €	65,50 €	81,25 €	70,75 €		42,50 €
57	61,25 €	66,50 €	81,75 €	71,75 €		42,50 €
58	62,00 €	67,50 €	82,00 €	72,75 €		43,00 €
59	63,00 €	68,50 €	82,75 €	73,75 €		43,25 €
60	64,50 €	69,25 €	82,00 €	74,25 €		43,75 €
61	67,25 €	71,50 €	83,00 €	75,75 €		44,75 €
62	69,25 €	73,00 €	83,50 €	76,50 €		45,25 €
63	71,50 €	74,50 €	84,50 €	77,50 €		45,50 €
64	73,50 €	75,75 €	85,00 €	78,00 €		46,00 €
65	75,75 €	77,25 €	85,75 €	78,75 €		46,50 €
66	78,00 €	78,75 €	86,25 €	79,50 €		47,25 €
≥ 67	80,75 €	80,75 €	87,00 €	80,75 €		48,25 €

Module Prothèses						
Niveau 4						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
32,00 €	33,50 €	34,75 €	37,75 €			27,00 €
36,25 €	37,75 €	39,25 €	42,50 €			30,75 €
37,00 €	39,00 €	41,00 €	45,00 €			31,50 €
37,75 €	40,25 €	42,50 €	47,75 €			32,00 €
38,50 €	41,50 €	44,25 €	50,50 €			33,50 €
40,00 €	43,50 €	46,75 €	54,75 €			34,00 €
42,00 €	46,00 €	48,75 €	57,50 €			35,00 €
43,75 €	47,50 €	51,25 €	59,50 €			35,75 €
45,25 €	48,75 €	52,75 €	61,00 €			37,25 €
49,75 €	54,00 €	58,50 €	67,50 €			42,00 €
53,25 €	57,75 €	62,25 €	72,25 €			45,50 €
54,50 €	59,25 €	64,00 €	74,25 €			46,50 €
58,00 €	63,00 €	68,00 €	78,75 €			49,50 €
59,00 €	64,00 €	69,25 €	80,00 €			50,50 €
62,25 €	67,75 €	73,00 €	84,75 €			53,50 €
63,25 €	68,75 €	74,25 €	86,00 €			54,50 €
66,75 €	72,50 €	78,25 €	89,75 €			57,50 €
67,50 €	73,50 €	79,50 €	90,50 €			57,50 €
68,75 €	74,50 €	80,50 €	90,50 €			58,00 €
69,50 €	75,50 €	81,75 €	90,75 €			58,75 €
71,25 €	76,75 €	82,00 €	91,00 €			59,25 €
72,75 €	77,50 €	82,25 €	91,25 €			59,25 €
75,25 €	79,00 €	83,00 €	92,00 €			59,75 €
77,25 €	80,50 €	83,75 €	92,25 €			60,50 €
79,75 €	82,25 €	84,75 €	92,75 €			61,00 €
82,00 €	83,75 €	85,50 €	93,00 €			61,50 €
84,25 €	85,25 €	86,25 €	93,25 €			62,75 €
87,25 €	87,25 €	87,25 €	94,50 €			63,75 €

Module Prothèses						
Niveau 5 "majoré"						
Régime Général						R. ALM
A	D	F	G			
52,00 €	54,00 €	56,50 €	61,00 €			40,75 €
62,00 €	64,50 €	67,00 €	72,25 €			45,75 €
63,00 €	66,25 €	69,25 €	76,50 €			46,75 €
64,00 €	68,00 €	72,00 €	80,75 €			48,25 €
65,25 €	69,75 €	74,75 €	85,25 €			49,50 €
66,00 €	71,50 €	77,50 €	89,50 €			50,75 €
67,75 €	73,75 €	79,75 €	92,00 €			52,00 €
69,25 €	75,50 €	81,25 €	94,25 €			53,00 €
71,00 €	77,25 €	83,50 €	96,50 €			54,25 €
75,25 €	81,75 €	88,00 €	102,00 €			58,75 €
76,75 €	83,50 €	90,25 €	104,25 €			60,50 €
80,50 €	88,50 €	95,50 €	109,75 €			65,00 €
83,50 €	91,00 €	98,00 €	113,25 €			66,75 €
84,25 €	91,50 €	98,50 €	114,25 €			68,00 €
85,50 €	93,25 €	100,75 €	116,50 €			69,75 €
89,50 €	97,25 €	105,00 €	121,50 €			75,00 €
91,50 €	99,25 €	106,75 €	123,50 €			76,75 €
93,50 €	102,00 €	110,00 €	128,25 €			78,75 €
95,25 €	103,50 €	111,50 €	129,50 €			79,75 €
97,00 €	105,25 €	111,75 €	130,00 €			81,00 €
98,50 €	107,00 €	114,75 €	131,00 €			82,50 €
101,25 €	109,00 €	116,00 €	131,25 €			83,50 €
103,25 €	109,75 €	116,75 €	131,50 €			84,00 €
106,00 €	111,50 €	117,50 €	131,76 €			85,25 €
109,50 €	113,75 €	119,25 €	133,75 €			86,25 €
112,75 €	116,25 €	119,50 €	135,00 €			87,50 €
116,25 €	118,75 €	121,00 €	136,50 €			89,25 €
119,75 €	121,00 €	122,00 €	137,50 €			91,50 €
123,25 €	123,25 €	123,25 €	138,50 €			92,75 €

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 5						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	33,00 €	34,50 €	35,75 €	38,75 €	25,50 €	
26	39,75 €	41,50 €	43,25 €	46,75 €	29,50 €	
27	40,25 €	42,75 €	45,00 €	49,50 €	30,50 €	
28	41,25 €	44,00 €	46,50 €	52,25 €	31,25 €	
29	41,75 €	45,25 €	48,50 €	55,00 €	32,00 €	
30	42,50 €	46,50 €	50,00 €	58,00 €	32,75 €	
31	43,75 €	47,50 €	51,00 €	59,50 €	33,50 €	
32	44,75 €	48,75 €	52,75 €	61,00 €	34,50 €	
33 - 35	46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	35,25 €	
36	48,50 €	52,75 €	57,00 €	66,00 €	38,00 €	
37 - 40	49,50 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €	39,25 €	
41	52,25 €	56,00 €	60,50 €	71,00 €	42,00 €	
42 - 45	52,50 €	56,75 €	61,25 €	71,25 €	43,25 €	
46	58,25 €	63,25 €	68,50 €	79,00 €	49,00 €	
47 - 50	59,50 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €	50,25 €	
51	62,00 €	67,50 €	73,00 €	84,50 €	52,25 €	
52 - 55	63,25 €	68,75 €	74,50 €	86,25 €	53,50 €	
56	67,25 €	73,00 €	79,00 €	88,75 €	56,50 €	
57	68,50 €	74,50 €	80,75 €	89,50 €	57,50 €	
58	69,50 €	75,75 €	83,75 €	90,00 €	58,25 €	
59	70,75 €	77,00 €	84,00 €	90,00 €	59,00 €	
60	72,75 €	78,25 €	84,50 €	90,50 €	60,00 €	
61	75,50 €	80,50 €	85,00 €	91,00 €	61,50 €	
62	77,50 €	81,75 €	85,50 €	91,50 €	62,25 €	
63	80,00 €	83,50 €	87,00 €	91,50 €	63,25 €	
64	82,50 €	85,25 €	88,00 €	91,75 €	64,00 €	
65	85,25 €	86,75 €	88,50 €	91,75 €	65,25 €	
66	87,75 €	88,50 €	89,50 €	92,00 €	66,25 €	
≥ 67	90,25 €	90,25 €	90,25 €	92,25 €	68,00 €	

Module Prothèses						
Niveau 5						
Régime Général				R. ALM		
A	D	F	G			
50,50 €	52,50 €	54,75 €	59,25 €			39,50 €
60,25 €	62,50 €	65,00 €	70,25 €			44,50 €
61,25 €	64,25 €	67,25 €	74,25 €			45,50 €
62,25 €	66,00 €	70,00 €	78,50 €			46,75 €
63,25 €	67,75 €	72,50 €	82,75 €			48,00 €
64,00 €	69,50 €	75,25 €	87,00 €			49,25 €
65,75 €	71,50 €	77,50 €	89,25 €			50,50 €
67,25 €	73,25 €	79,00 €	91,50 €			51,50 €
69,00 €	75,00 €	81,00 €	93,75 €			52,75 €
73,00 €	79,25 €	85,50 €	99,00 €			57,00 €
74,50 €	81,00 €	87,50 €	101,25 €			58,75 €
78,25 €	86,00 €	92,75 €	106,50 €			63,00 €
81,00 €	88,25 €	95,25 €	110,00 €			64,75 €
81,75 €	88,75 €	95,75 €	111,00 €			66,00 €
83,00 €	90,50 €	97,75 €	113,00 €			67,75 €
87,00 €	94,50 €	102,00 €	118,00 €			72,75 €
88,75 €	96,25 €	103,75 €	120,00 €			74,50 €
90,75 €	99,00 €	106,75 €	124,50 €			76,50 €
92,50 €	100,50 €	108,25 €	125,75 €			77,50 €
94,25 €	102,25 €	108,50 €	126,25 €			78,75 €
95,75 €	104,00 €	111,50 €	127,25 €			80,00 €
98,25 €	105,75 €	112,50 €	127,50 €			81,00 €
100,25 €	106,50 €	113,25 €	127,75 €			81,50 €
103,00 €	108,25 €	114,00 €	128,00 €			82,75 €
106,25 €	110,50 €	114,75 €	129,75 €			83,75 €
109,50 €	112,75 €	116,00 €	131,00 €			85,00 €
112,75 €	115,25 €	117,50 €	132,50 €			86,75 €
116,25 €	117,50 €	118,50 €	133,50 €			88,75 €
119,75 €	119,75 €	119,75 €	134,50 €			90,00 €

Module Prothèses						
Niveau 6						
Régime Général				R. ALM		
A	D	F	G			
92,00 €	95,50 €	99,50 €	107,50 €	59,50 €		
109,00 €	113,50 €	118,00 €	127,75 €	65,50 €		
109,75 €	115,25 €	121,00 €	133,25 €	66,50 €		
110,00 €	117,00 €	124,25 €	139,00 €	67,75 €		
110,75 €	118,75 €	127,00 €	145,00 €	69,00 €		
111,25 €	120,50 €	130,25 €	150,75 €	70,25 €		
112,75 €	122,50 €	132,75 €	153,00 €	71,50 €		
114,50 €	124,25 €	134,00 €	155,25 €	72,50 €		
116,00 €	126,00 €	136,00 €	157,50 €	73,75 €		
121,75 €	132,25 €	142,75 €	165,25 €	78,00 €		
125,50 €	136,00 €	147,00 €	170,00 €	79,75 €		
131,76 €	144,00 €	155,50 €	179,00 €	84,00 €		
136,00 €	148,25 €	160,25 €	184,75 €	85,75 €		
139,50 €	151,75 €	163,75 €	189,00 €	87,00 €		
143,00 €	155,50 €	167,75 €	191,25 €	88,75 €		
149,50 €	162,50 €	175,50 €	198,50 €	93,75 €		
153,00 €	166,25 €	179,25 €	203,75 €	95,50 €		
153,50 €	167,00 €	180,25 €	206,25 €	97,50 €		
155,00 €	168,50 €	181,75 €	206,50 €	98,50 €		
157,00 €	170,25 €	182,00 €	206,50 €	99,75 €		
158,25 €	172,00 €	185,00 €	207,50 €	101,00 €		
161,50 €	173,75 €	185,25 €	207,50 €	102,00 €		
164,25 €	174,50 €	185,25 €	207,50 €	102,50 €		
167,50 €	176,25 €	185,50 €	207,50 €	103,75 €		
171,50 €	178,50 €	185,50 €	207,75 €	104,75 €		
175,50 €	180,75 €	186,00 €	207,75 €	106,00 €		
179,25 €	183,25 €	187,00 €	207,75 €	108,75 €		
183,50 €	185,50 €	187,25 €	208,00 €	111,75 €		
187,75 €	187,75 €	187,75 €	208,00 €	114,00 €		

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

		Module Soins							Module Prothèses						
		Niveau 6							Niveau 6						
		Régime Général							Régime Général						
		A	D	F	G	R. ALM			A	D	F	G	R. ALM		
≤ 25		33,00 €	34,50 €	35,75 €	38,75 €	25,50 €			92,00 €	95,50 €	99,50 €	107,50 €	59,50 €		
26		39,75 €	41,50 €	43,25 €	46,75 €	29,50 €			109,00 €	113,50 €	118,00 €	127,75 €	65,50 €		
27		40,25 €	42,75 €	45,00 €	49,50 €	30,50 €			109,75 €	115,25 €	121,00 €	133,25 €	66,50 €		
28		41,25 €	44,00 €	46,50 €	52,25 €	31,25 €			110,00 €	117,00 €	124,25 €	139,00 €	67,75 €		
29		41,75 €	45,25 €	48,50 €	55,00 €	32,00 €			110,75 €	118,75 €	127,00 €	145,00 €	69,00 €		
30		42,50 €	46,50 €	50,00 €	58,00 €	32,75 €			111,25 €	120,50 €	130,25 €	150,75 €	70,25 €		
31		43,75 €	47,50 €	51,00 €	59,50 €	33,50 €			112,75 €	122,50 €	132,75 €	153,00 €	71,50 €		
32		44,75 €	48,75 €	52,75 €	61,00 €	34,50 €			114,50 €	124,25 €	134,00 €	155,25 €	72,50 €		
33 - 35		46,00 €	50,00 €	54,00 €	62,50 €	35,25 €			116,00 €	126,00 €	136,00 €	157,50 €	73,75 €		
36		48,50 €	52,75 €	57,00 €	66,00 €	38,00 €			121,75 €	132,25 €	142,75 €	165,25 €	78,00 €		
37 - 40		49,50 €	54,00 €	58,25 €	67,50 €	39,25 €			125,50 €	136,00 €	147,00 €	170,00 €	79,75 €		
41		52,25 €	56,00 €	60,50 €	71,00 €	42,00 €			131,75 €	144,00 €	155,50 €	179,00 €	84,00 €		
42 - 45		52,50 €	56,75 €	61,25 €	71,25 €	43,25 €			136,00 €	148,25 €	160,25 €	184,75 €	85,75 €		
46		58,25 €	63,25 €	68,50 €	79,00 €	49,00 €			139,50 €	151,75 €	163,75 €	189,00 €	87,00 €		
47 - 50		59,50 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €	50,25 €			143,00 €	155,50 €	167,75 €	191,25 €	88,75 €		
51		62,00 €	67,50 €	73,00 €	84,50 €	52,25 €			149,50 €	162,50 €	175,50 €	198,50 €	93,75 €		
52 - 55		63,25 €	68,75 €	74,50 €	86,25 €	53,50 €			153,00 €	166,25 €	179,25 €	203,75 €	95,50 €		
56		67,25 €	73,00 €	79,00 €	88,75 €	56,50 €			153,50 €	167,00 €	180,25 €	206,25 €	97,50 €		
57		68,50 €	74,50 €	80,75 €	89,50 €	57,50 €			155,00 €	168,50 €	181,75 €	206,50 €	98,50 €		
58		69,50 €	75,75 €	83,75 €	90,00 €	58,25 €			157,00 €	170,25 €	182,00 €	206,50 €	99,75 €		
59		70,75 €	77,00 €	84,00 €	90,00 €	59,00 €			158,25 €	172,00 €	185,00 €	207,50 €	101,00 €		
60		72,75 €	78,25 €	84,50 €	90,50 €	60,00 €			161,50 €	173,75 €	185,25 €	207,50 €	102,00 €		
61		75,50 €	80,50 €	85,00 €	91,00 €	61,50 €			164,25 €	174,50 €	185,25 €	207,50 €	102,50 €		
62		77,50 €	81,75 €	85,50 €	91,50 €	62,25 €			167,50 €	176,25 €	185,50 €	207,50 €	103,75 €		
63		80,00 €	83,50 €	87,00 €	91,50 €	63,25 €			171,50 €	178,50 €	185,50 €	207,75 €	104,75 €		
64		82,50 €	85,25 €	88,00 €	91,75 €	64,00 €			175,50 €	180,75 €	186,00 €	207,75 €	106,00 €		
65		85,25 €	86,75 €	88,50 €	91,75 €	65,25 €			179,25 €	183,25 €	187,00 €	207,75 €	108,75 €		
66		87,75 €	88,50 €	89,50 €	92,00 €	66,25 €			183,50 €	185,50 €	187,25 €	208,00 €	111,75 €		
≥ 67		90,25 €	90,25 €	90,25 €	92,25 €	68,00 €			187,75 €	187,75 €	187,75 €	208,00 €	114,00 €		

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].
 En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :
 - le Conseil d'administration a pourvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
 - à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
Gamme nationale

Module Soins											
Niveau 1											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	14,13 €	14,35 €	15,01 €	15,01 €	15,01 €	5,30 €	2,21 €	2,43 €	2,43 €	2,43 €	1,54 €
26	15,45 €	15,89 €	16,77 €	16,77 €	16,77 €	5,74 €	2,21 €	2,65 €	2,65 €	2,65 €	2,21 €
27	16,11 €	16,77 €	17,88 €	17,88 €	17,88 €	5,74 €	2,43 €	2,65 €	2,65 €	2,65 €	2,21 €
28	16,33 €	17,22 €	18,32 €	18,32 €	18,32 €	5,74 €	2,87 €	3,09 €	3,09 €	3,09 €	3,09 €
29	16,55 €	17,44 €	19,20 €	19,20 €	19,20 €	5,74 €	2,87 €	3,09 €	3,09 €	3,09 €	3,09 €
30	16,55 €	17,66 €	20,08 €	20,08 €	20,08 €	5,96 €	3,53 €	3,97 €	3,97 €	3,97 €	3,75 €
31	16,55 €	17,66 €	20,08 €	20,08 €	20,08 €	5,96 €	4,41 €	4,41 €	4,41 €	4,63 €	3,75 €
32	16,55 €	17,88 €	20,31 €	20,31 €	20,31 €	5,96 €	4,86 €	5,30 €	5,30 €	5,30 €	4,41 €
33 - 35	17,22 €	18,32 €	20,31 €	20,31 €	20,31 €	5,96 €	4,86 €	5,30 €	5,74 €	5,74 €	4,41 €
36	18,54 €	20,08 €	21,63 €	21,63 €	21,63 €	6,84 €	5,52 €	5,96 €	6,40 €	6,40 €	4,41 €
37 - 40	19,20 €	20,53 €	22,29 €	22,29 €	22,29 €	6,84 €	5,74 €	6,40 €	6,84 €	6,84 €	4,41 €
41	20,31 €	22,07 €	23,84 €	23,84 €	23,84 €	7,28 €	6,18 €	6,84 €	7,50 €	7,50 €	4,86 €
42 - 45	20,31 €	22,73 €	24,50 €	24,50 €	24,50 €	7,72 €	7,06 €	7,06 €	7,72 €	7,72 €	5,08 €
46	22,29 €	23,84 €	26,04 €	26,04 €	26,04 €	8,17 €	7,50 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	5,52 €
47 - 50	22,73 €	24,06 €	26,26 €	26,26 €	26,26 €	8,61 €	7,50 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	5,96 €
51	24,72 €	26,26 €	28,47 €	28,47 €	28,47 €	8,83 €	7,72 €	9,05 €	9,71 €	9,71 €	6,40 €
52 - 55	25,16 €	26,71 €	28,91 €	28,91 €	28,91 €	9,71 €	8,17 €	9,49 €	10,15 €	10,15 €	6,40 €
56	26,93 €	28,47 €	31,34 €	31,34 €	31,34 €	9,71 €	9,05 €	10,15 €	10,37 €	10,37 €	6,62 €
57	27,15 €	28,91 €	32,00 €	32,00 €	32,00 €	9,71 €	9,05 €	10,81 €	10,81 €	10,81 €	6,62 €
58	27,81 €	29,58 €	32,89 €	32,89 €	32,89 €	9,71 €	9,27 €	10,81 €	10,81 €	10,81 €	6,62 €
59	28,47 €	29,80 €	33,33 €	33,33 €	33,33 €	9,71 €	9,49 €	11,26 €	11,26 €	11,26 €	6,62 €
60	29,35 €	30,68 €	33,77 €	33,77 €	33,77 €	9,93 €	9,49 €	11,26 €	11,26 €	11,26 €	7,50 €
61	30,24 €	31,56 €	33,77 €	33,77 €	33,77 €	9,93 €	10,15 €	11,48 €	11,70 €	11,70 €	7,50 €
62	31,34 €	32,67 €	34,65 €	34,65 €	34,65 €	9,93 €	10,59 €	11,48 €	11,92 €	11,92 €	7,50 €
63	32,44 €	33,77 €	35,09 €	35,09 €	35,09 €	9,93 €	11,04 €	11,48 €	11,92 €	11,92 €	7,72 €
64	33,99 €	34,65 €	35,98 €	35,98 €	35,98 €	9,93 €	11,04 €	11,92 €	12,36 €	12,36 €	7,72 €
65	35,09 €	35,31 €	36,20 €	36,20 €	36,20 €	10,15 €	11,48 €	12,36 €	12,58 €	12,58 €	7,95 €
66	36,64 €	36,64 €	37,08 €	37,08 €	37,08 €	10,15 €	11,92 €	12,58 €	12,58 €	12,58 €	8,39 €
≥ 67	38,18 €	38,18 €	38,18 €	38,18 €	38,18 €	10,59 €	12,58 €	12,58 €	12,58 €	12,58 €	8,39 €

Module Prothèses											
Niveau 2											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			A	D	F	G	R. ALM
≤ 25	7,28 €	7,72 €	7,95 €	7,95 €	7,95 €	6,40 €	7,28 €	7,72 €	7,95 €	7,95 €	6,40 €
26	7,95 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €	7,95 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €
27	8,17 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €	8,17 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €
28	8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €	8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €
29	8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €	8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €
30	8,83 €	9,71 €	10,15 €	10,15 €	10,15 €	9,05 €	8,83 €	9,71 €	10,15 €	10,15 €	9,05 €
31	9,27 €	10,15 €	11,04 €	11,04 €	11,04 €	9,05 €	9,27 €	10,15 €	11,04 €	11,04 €	9,05 €
32	9,93 €	10,81 €	11,70 €	11,70 €	11,70 €	9,71 €	9,93 €	10,81 €	11,70 €	11,70 €	9,71 €
33 - 35	10,15 €	11,04 €	11,92 €	11,92 €	11,92 €	9,71 €	10,15 €	11,04 €	11,92 €	11,92 €	9,71 €
36	11,26 €	12,14 €	13,24 €	13,24 €	13,24 €	9,71 €	11,26 €	12,14 €	13,24 €	13,24 €	9,71 €
37 - 40	11,48 €	12,58 €	13,46 €	13,46 €	13,46 €	9,71 €	11,48 €	12,58 €	13,46 €	13,46 €	9,71 €
41	12,36 €	13,46 €	14,57 €	14,57 €	14,57 €	11,04 €	12,36 €	13,46 €	14,57 €	14,57 €	11,04 €
42 - 45	13,24 €	13,68 €	14,79 €	14,79 €	14,79 €	11,26 €	13,24 €	13,68 €	14,79 €	14,79 €	11,26 €
46	13,68 €	15,45 €	16,11 €	16,11 €	16,11 €	11,70 €	13,68 €	15,45 €	16,11 €	16,11 €	11,70 €
47 - 50	14,13 €	15,89 €	16,99 €	16,99 €	16,99 €	12,14 €	14,13 €	15,89 €	16,99 €	16,99 €	12,14 €
51	15,23 €	16,99 €	18,32 €	18,32 €	18,32 €	12,58 €	15,23 €	16,99 €	18,32 €	18,32 €	12,58 €
52 - 55	15,23 €	17,44 €	18,76 €	18,76 €	18,76 €	12,58 €	15,23 €	17,44 €	18,76 €	18,76 €	12,58 €
56	16,99 €	18,54 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	12,80 €	16,99 €	18,54 €	19,42 €	19,42 €	12,80 €
57	17,66 €	19,64 €	20,31 €	20,31 €	20,31 €	12,80 €	17,66 €	19,64 €	20,31 €	20,31 €	12,80 €
58	18,32 €	20,08 €	20,97 €	20,97 €	20,97 €	13,68 €	18,32 €	20,08 €	20,97 €	20,97 €	13,68 €
59	18,32 €	20,97 €	21,63 €	21,63 €	21,63 €	13,68 €	18,32 €	20,97 €	21,63 €	21,63 €	13,68 €
60	19,20 €	21,41 €	22,07 €	22,07 €	22,07 €	14,57 €	19,20 €	21,41 €	22,07 €	22,07 €	14,57 €
61	20,31 €	22,07 €	22,95 €	22,95 €	22,95 €	14,57 €	20,31 €	22,07 €	22,95 €	22,95 €	14,57 €
62	21,19 €	22,51 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	14,57 €	21,19 €	22,51 €	23,40 €	23,40 €	14,57 €
63	22,07 €	22,95 €	24,06 €	24,06 €	24,06 €	14,79 €	22,07 €	22,95 €	24,06 €	24,06 €	14,79 €
64	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,28 €	24,28 €	15,67 €	22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,28 €	15,67 €
65	23,62 €	24,72 €	25,16 €	25,16 €	25,16 €	16,55 €	23,62 €	24,72 €	25,16 €	25,16 €	16,55 €
66	24,72 €	25,38 €	25,38 €	25,38 €	25,38 €	17,22 €	24,72 €	25,38 €	25,38 €	25,38 €	17,22 €
≥ 67	25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	17,66 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	17,66 €

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
 Gamme nationale

		Module Soins					
		Niveau 2					
		Régime Général				R. ALM	
		A	D	F	G		
≤ 25		15,67 €	16,11 €	16,77 €	16,77 €	16,77 €	5,96 €
26		17,22 €	17,66 €	18,54 €	18,54 €	18,54 €	6,62 €
27		17,88 €	18,54 €	19,64 €	19,64 €	19,64 €	6,62 €
28		17,88 €	18,98 €	20,31 €	20,31 €	20,31 €	6,62 €
29		18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €
30		18,54 €	19,86 €	21,85 €	21,85 €	21,85 €	6,84 €
31		18,54 €	20,31 €	22,07 €	22,07 €	22,07 €	6,84 €
32		19,42 €	20,53 €	22,29 €	22,29 €	22,29 €	7,06 €
33 - 35		18,76 €	21,19 €	22,95 €	22,95 €	22,95 €	7,06 €
36		20,97 €	22,73 €	24,50 €	24,50 €	24,50 €	7,95 €
37 - 40		21,53 €	23,17 €	25,16 €	25,16 €	25,16 €	7,95 €
41		22,95 €	24,94 €	26,93 €	26,93 €	26,93 €	8,39 €
42 - 45		22,95 €	25,60 €	27,59 €	27,59 €	27,59 €	9,05 €
46		25,16 €	26,93 €	29,58 €	29,58 €	29,58 €	9,49 €
47 - 50		25,80 €	27,37 €	29,80 €	29,80 €	29,80 €	9,93 €
51		28,03 €	29,80 €	32,22 €	32,22 €	32,22 €	10,37 €
52 - 55		28,47 €	30,24 €	32,67 €	32,67 €	32,67 €	11,26 €
56		30,24 €	32,67 €	35,98 €	35,98 €	35,98 €	11,92 €
57		31,56 €	33,33 €	36,86 €	36,86 €	36,86 €	11,92 €
58		32,67 €	34,65 €	38,18 €	38,18 €	38,18 €	11,92 €
59		33,77 €	35,53 €	39,29 €	39,29 €	39,29 €	11,92 €
60		35,09 €	36,86 €	40,17 €	40,17 €	40,17 €	11,92 €
61		36,20 €	37,96 €	40,61 €	40,61 €	40,61 €	11,92 €
62		37,52 €	39,29 €	41,49 €	41,49 €	41,49 €	11,92 €
63		38,85 €	40,61 €	42,16 €	42,16 €	42,16 €	12,58 €
64		40,61 €	41,49 €	43,04 €	43,04 €	43,04 €	12,58 €
65		42,16 €	42,38 €	43,48 €	43,48 €	43,48 €	12,58 €
66		43,92 €	43,92 €	44,58 €	44,58 €	44,58 €	12,80 €
≥ 67		45,69 €	45,69 €	45,69 €	45,69 €	45,69 €	13,24 €

		Module Prothèses					
		Niveau 2					
		Régime Général				R. ALM	
		A	D	F	G		
≤ 25		7,28 €	7,72 €	7,95 €	7,95 €	7,95 €	6,40 €
26		7,95 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €
27		8,17 €	8,39 €	8,61 €	8,61 €	8,61 €	7,50 €
28		8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €
29		8,17 €	8,83 €	9,27 €	9,27 €	9,27 €	8,39 €
30		8,83 €	9,71 €	10,15 €	10,15 €	10,15 €	9,05 €
31		9,27 €	10,15 €	11,04 €	11,04 €	11,04 €	9,05 €
32		9,93 €	10,81 €	11,70 €	11,70 €	11,70 €	9,71 €
33 - 35		10,15 €	11,04 €	11,92 €	11,92 €	11,92 €	9,71 €
36		11,26 €	12,14 €	13,24 €	13,24 €	13,24 €	9,71 €
37 - 40		11,48 €	12,58 €	13,46 €	13,46 €	13,46 €	9,71 €
41		12,36 €	13,46 €	14,57 €	14,57 €	14,57 €	11,04 €
42 - 45		13,24 €	13,68 €	14,79 €	14,79 €	14,79 €	11,26 €
46		13,68 €	15,45 €	16,11 €	16,11 €	16,11 €	11,70 €
47 - 50		14,13 €	15,89 €	16,99 €	16,99 €	16,99 €	12,14 €
51		15,23 €	16,99 €	18,32 €	18,32 €	18,32 €	12,58 €
52 - 55		15,23 €	17,44 €	18,76 €	18,76 €	18,76 €	12,58 €
56		16,99 €	18,54 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	12,80 €
57		16,99 €	19,64 €	20,31 €	20,31 €	20,31 €	12,80 €
58		17,66 €	20,08 €	20,97 €	20,97 €	20,97 €	13,68 €
59		18,32 €	20,97 €	21,63 €	21,63 €	21,63 €	13,68 €
60		19,20 €	21,41 €	22,07 €	22,07 €	22,07 €	14,57 €
61		20,31 €	22,07 €	22,95 €	22,95 €	22,95 €	14,57 €
62		21,19 €	22,51 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	14,57 €
63		22,07 €	22,95 €	24,06 €	24,06 €	24,06 €	14,79 €
64		22,95 €	23,84 €	24,28 €	24,28 €	24,28 €	15,67 €
65		23,62 €	24,72 €	25,16 €	25,16 €	25,16 €	16,55 €
66		24,72 €	25,38 €	25,38 €	25,38 €	25,38 €	17,22 €
≥ 67		25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	17,66 €

		Module Prothèses					
		Niveau 3 "majoré"					
		Régime Général				R. ALM	
		A	D	F	G		
≤ 25		10,81 €	11,48 €	11,92 €	12,36 €	12,36 €	9,49 €
26		12,36 €	13,02 €	13,24 €	13,68 €	13,68 €	11,48 €
27		12,80 €	13,46 €	13,90 €	14,13 €	14,13 €	11,48 €
28		12,80 €	13,68 €	14,35 €	14,79 €	14,79 €	11,92 €
29		13,02 €	14,13 €	14,79 €	15,45 €	15,45 €	11,92 €
30		13,24 €	14,79 €	15,89 €	16,99 €	16,99 €	12,58 €
31		14,13 €	15,45 €	16,55 €	17,88 €	17,88 €	12,58 €
32		14,79 €	16,33 €	17,22 €	19,20 €	19,20 €	13,46 €
33 - 35		15,45 €	16,77 €	17,44 €	19,64 €	19,64 €	13,46 €
36		16,77 €	18,10 €	19,64 €	21,19 €	21,19 €	14,57 €
37 - 40		16,99 €	18,54 €	20,08 €	21,63 €	21,63 €	15,01 €
41		18,10 €	19,86 €	21,41 €	22,95 €	22,95 €	16,55 €
42 - 45		18,54 €	20,31 €	21,85 €	23,40 €	23,40 €	16,99 €
46		19,86 €	21,63 €	23,17 €	24,94 €	24,94 €	18,32 €
47 - 50		20,31 €	22,07 €	23,84 €	25,38 €	25,38 €	18,76 €
51		21,63 €	23,40 €	25,38 €	27,37 €	27,37 €	20,08 €
52 - 55		22,29 €	24,28 €	26,04 €	28,25 €	28,25 €	20,53 €
56		23,62 €	25,60 €	27,81 €	29,80 €	29,80 €	21,41 €
57		24,28 €	26,26 €	28,47 €	30,46 €	30,46 €	21,41 €
58		24,94 €	27,15 €	29,35 €	30,68 €	30,68 €	21,63 €
59		25,38 €	27,81 €	30,02 €	31,12 €	31,12 €	21,63 €
60		26,71 €	28,69 €	30,46 €	31,34 €	31,34 €	22,07 €
61		27,15 €	28,69 €	30,46 €	31,34 €	31,34 €	22,07 €
62		28,25 €	29,58 €	31,12 €	31,78 €	31,78 €	22,51 €
63		29,35 €	30,46 €	31,78 €	32,22 €	32,22 €	22,51 €
64		30,46 €	31,34 €	32,22 €	32,67 €	32,67 €	23,17 €
65		31,56 €	32,22 €	32,89 €	33,11 €	33,11 €	23,62 €
66		32,67 €	33,11 €	33,33 €	33,55 €	33,55 €	24,06 €
≥ 67		34,43 €	34,43 €	34,43 €	34,43 €	34,43 €	24,50 €

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 3									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	19,42 €	20,31 €	21,19 €	21,85 €	9,27 €				
26	21,63 €	22,29 €	23,40 €	24,50 €	10,15 €				
27	21,63 €	22,73 €	24,06 €	25,60 €	10,15 €				
28	22,07 €	23,40 €	24,94 €	26,71 €	10,59 €				
29	22,29 €	23,84 €	25,82 €	27,81 €	10,59 €				
30	22,51 €	24,06 €	26,04 €	28,03 €	10,81 €				
31	22,51 €	24,28 €	26,26 €	28,03 €	10,81 €				
32	22,51 €	24,28 €	26,71 €	28,03 €	10,81 €				
33 - 35	22,73 €	24,72 €	27,37 €	28,69 €	10,81 €				
36	24,28 €	26,49 €	28,69 €	30,68 €	11,48 €				
37 - 40	24,94 €	26,93 €	29,13 €	31,34 €	11,92 €				
41	26,71 €	28,91 €	31,12 €	33,55 €	13,02 €				
42 - 45	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	13,46 €				
46	29,13 €	31,56 €	34,21 €	36,64 €	14,79 €				
47 - 50	29,80 €	32,44 €	35,09 €	37,74 €	15,23 €				
51	31,78 €	34,65 €	37,30 €	40,17 €	15,89 €				
52 - 55	32,89 €	35,53 €	38,40 €	41,27 €	16,33 €				
56	34,65 €	37,74 €	40,83 €	43,70 €	17,22 €				
57	35,76 €	38,85 €	41,94 €	44,58 €	17,22 €				
58	36,84 €	39,95 €	43,04 €	45,25 €	17,88 €				
59	37,74 €	41,05 €	44,36 €	45,91 €	17,88 €				
60	39,07 €	41,94 €	45,03 €	46,57 €	18,32 €				
61	41,05 €	43,70 €	46,13 €	47,45 €	18,32 €				
62	42,80 €	45,03 €	47,23 €	48,34 €	18,32 €				
63	44,36 €	46,35 €	48,12 €	49,22 €	18,76 €				
64	46,13 €	47,67 €	49,22 €	49,88 €	18,98 €				
65	48,12 €	49,00 €	49,88 €	50,54 €	19,42 €				
66	49,88 €	50,32 €	50,98 €	51,21 €	19,86 €				
≥ 67	51,87 €	51,87 €	51,87 €	51,87 €	20,31 €				

Module Prothèses									
Niveau 3									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	11,04 €	11,04 €	11,48 €	11,92 €	9,27 €				
26	12,58 €	12,58 €	12,80 €	13,24 €	11,04 €				
27	13,02 €	13,02 €	13,46 €	13,68 €	11,04 €				
28	13,24 €	13,24 €	13,90 €	14,35 €	11,48 €				
29	13,68 €	13,68 €	14,35 €	15,01 €	11,48 €				
30	14,35 €	14,35 €	15,45 €	16,55 €	12,14 €				
31	15,01 €	15,01 €	16,11 €	17,44 €	12,14 €				
32	15,89 €	15,89 €	16,77 €	18,54 €	13,02 €				
33 - 35	16,33 €	16,33 €	16,99 €	18,98 €	13,02 €				
36	17,66 €	17,66 €	18,98 €	20,53 €	14,13 €				
37 - 40	18,10 €	18,10 €	19,42 €	20,97 €	14,57 €				
41	19,20 €	19,20 €	20,75 €	22,29 €	16,11 €				
42 - 45	19,64 €	19,64 €	21,19 €	22,73 €	16,55 €				
46	20,97 €	20,97 €	22,51 €	24,28 €	17,88 €				
47 - 50	21,41 €	21,41 €	23,17 €	24,72 €	18,32 €				
51	22,73 €	22,73 €	24,72 €	26,49 €	19,42 €				
52 - 55	23,62 €	23,62 €	25,38 €	27,37 €	19,86 €				
56	24,94 €	24,94 €	26,93 €	28,91 €	20,75 €				
57	25,60 €	25,60 €	27,59 €	29,58 €	20,75 €				
58	26,26 €	26,26 €	28,47 €	29,80 €	20,97 €				
59	26,93 €	26,93 €	29,13 €	30,24 €	20,97 €				
60	27,81 €	27,81 €	29,58 €	30,46 €	21,41 €				
61	28,69 €	28,69 €	30,24 €	30,90 €	21,41 €				
62	29,58 €	29,58 €	30,90 €	31,34 €	21,85 €				
63	30,46 €	30,46 €	31,34 €	31,78 €	22,51 €				
64	31,34 €	31,34 €	32,00 €	32,22 €	22,95 €				
65	32,22 €	32,22 €	32,44 €	32,67 €	23,40 €				
66	33,33 €	33,33 €	33,33 €	33,33 €	23,84 €				

Module Prothèses									
Niveau 3+ "majoré"									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	22,51 €	23,40 €	25,38 €	25,38 €	19,20 €				
26	24,06 €	25,82 €	28,25 €	28,25 €	22,07 €				
27	24,72 €	27,15 €	29,80 €	29,80 €	22,51 €				
28	25,38 €	28,25 €	31,56 €	31,56 €	22,95 €				
29	26,04 €	29,35 €	33,33 €	33,33 €	23,84 €				
30	26,93 €	31,34 €	36,04 €	36,04 €	24,50 €				
31	28,03 €	32,89 €	38,40 €	38,40 €	25,38 €				
32	29,13 €	34,21 €	39,29 €	39,29 €	26,04 €				
33 - 35	32,22 €	35,09 €	40,39 €	40,39 €	27,37 €				
36	34,65 €	38,18 €	43,26 €	43,26 €	29,35 €				
37 - 40	37,30 €	37,30 €	44,01 €	44,01 €	29,80 €				
41	38,40 €	40,61 €	47,01 €	47,01 €	31,78 €				
42 - 45	38,40 €	41,27 €	47,89 €	47,89 €	32,44 €				
46	40,17 €	43,92 €	50,76 €	50,76 €	34,65 €				
47 - 50	40,17 €	44,80 €	51,87 €	51,87 €	35,09 €				
51	42,60 €	47,01 €	54,52 €	54,52 €	37,08 €				
52 - 55	42,60 €	46,13 €	55,62 €	55,62 €	37,74 €				
56	43,26 €	47,89 €	57,16 €	57,16 €	39,73 €				
57	44,14 €	50,98 €	58,27 €	58,27 €	39,73 €				
58	45,03 €	52,75 €	58,49 €	58,49 €	40,17 €				
59	46,13 €	53,19 €	58,93 €	58,93 €	40,17 €				
60	47,01 €	53,41 €	59,15 €	59,15 €	40,39 €				
61	48,12 €	53,41 €	59,15 €	59,15 €	40,39 €				
62	49,88 €	53,63 €	59,37 €	59,37 €	40,83 €				
63	51,43 €	54,52 €	60,03 €	60,03 €	41,27 €				
64	53,19 €	55,18 €	60,25 €	60,25 €	42,16 €				
65	54,96 €	56,06 €	60,70 €	60,70 €	43,04 €				
66	56,94 €	56,94 €	61,36 €	61,36 €	44,14 €				

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
 ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
 Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
 Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 3+									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	25,38 €	26,71 €	27,81 €	30,02 €	15,01 €				
26	28,25 €	29,58 €	30,90 €	33,33 €	17,44 €				
27	28,69 €	30,68 €	32,22 €	35,31 €	17,88 €				
28	29,13 €	31,56 €	33,55 €	37,52 €	18,32 €				
29	29,58 €	32,44 €	34,87 €	39,73 €	18,32 €				
30	30,02 €	32,67 €	35,31 €	40,61 €	18,54 €				
31	30,46 €	32,89 €	35,76 €	41,05 €	18,54 €				
32	31,12 €	33,77 €	36,42 €	42,38 €	18,76 €				
33 - 35	32,00 €	34,87 €	37,52 €	43,48 €	19,42 €				
36	33,99 €	37,08 €	40,17 €	46,35 €	20,97 €				
37 - 40	35,09 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	21,41 €				
41	37,08 €	40,39 €	43,48 €	50,32 €	22,95 €				
42 - 45	37,96 €	41,27 €	44,58 €	51,65 €	23,17 €				
46	40,17 €	43,48 €	47,01 €	54,52 €	24,72 €				
47 - 50	40,83 €	44,58 €	48,12 €	55,62 €	25,16 €				
51	43,04 €	46,79 €	50,54 €	58,49 €	26,71 €				
52 - 55	43,92 €	47,67 €	51,65 €	59,59 €	26,93 €				
56	45,69 €	49,66 €	53,63 €	61,80 €	28,47 €				
57	46,57 €	50,54 €	54,52 €	62,24 €	28,47 €				
58	47,23 €	51,43 €	55,62 €	62,46 €	28,91 €				
59	48,12 €	52,31 €	56,50 €	62,90 €	28,91 €				
60	49,66 €	53,41 €	56,94 €	63,12 €	29,58 €				
61	51,43 €	54,74 €	57,61 €	63,56 €	29,58 €				
62	52,97 €	55,62 €	58,49 €	64,01 €	29,58 €				
63	54,30 €	56,72 €	58,93 €	64,23 €	30,02 €				
64	56,28 €	58,05 €	59,81 €	64,89 €	30,46 €				
65	58,27 €	59,37 €	60,70 €	65,99 €	30,68 €				
66	60,25 €	60,92 €	61,36 €	66,65 €	31,56 €				
≥ 67	62,24 €	62,24 €	62,24 €	67,32 €	32,22 €				

Module Prothèses									
Niveau 3+									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	21,19 €	21,85 €	22,73 €	24,72 €	18,54 €				
26	23,40 €	24,28 €	25,16 €	27,37 €	21,41 €				
27	24,06 €	24,94 €	26,26 €	28,91 €	21,85 €				
28	24,72 €	25,82 €	27,37 €	30,68 €	22,29 €				
29	25,38 €	26,71 €	28,47 €	32,44 €	23,17 €				
30	26,04 €	28,25 €	30,46 €	35,53 €	23,84 €				
31	27,15 €	29,80 €	32,00 €	37,30 €	24,72 €				
32	28,25 €	30,68 €	33,11 €	38,18 €	25,38 €				
33 - 35	28,91 €	31,34 €	33,99 €	39,29 €	26,49 €				
36	30,90 €	33,55 €	36,20 €	41,94 €	28,47 €				
37 - 40	31,56 €	34,43 €	37,08 €	43,04 €	28,91 €				
41	33,55 €	36,42 €	39,51 €	45,69 €	30,90 €				
42 - 45	34,43 €	37,30 €	40,17 €	46,57 €	31,56 €				
46	36,20 €	39,51 €	42,60 €	49,22 €	33,55 €				
47 - 50	37,08 €	40,17 €	43,48 €	50,32 €	33,99 €				
51	39,07 €	42,38 €	45,69 €	52,97 €	35,98 €				
52 - 55	39,73 €	43,26 €	46,57 €	54,07 €	36,64 €				
56	41,27 €	44,80 €	48,34 €	55,40 €	38,62 €				
57	41,94 €	45,69 €	49,44 €	56,06 €	38,62 €				
58	42,82 €	46,57 €	50,32 €	56,50 €	39,07 €				
59	43,70 €	47,45 €	51,21 €	56,72 €	39,07 €				
60	44,80 €	48,12 €	51,65 €	57,16 €	39,29 €				
61	45,69 €	48,56 €	51,87 €	57,39 €	39,29 €				
62	46,79 €	49,44 €	51,87 €	57,39 €	39,73 €				
63	48,34 €	50,10 €	52,09 €	57,61 €	40,17 €				
64	49,88 €	51,43 €	52,97 €	58,27 €	40,83 €				
65	51,65 €	52,75 €	53,63 €	58,49 €	41,71 €				
66	53,41 €	53,85 €	54,52 €	58,93 €	42,82 €				
≥ 67	55,18 €	55,18 €	55,18 €	59,59 €					

Module Prothèses									
Niveau 4 "majoré"									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	29,13 €	30,46 €	31,56 €	34,43 €	24,50 €				
26	32,89 €	34,43 €	35,76 €	38,62 €	28,03 €				
27	33,55 €	35,53 €	37,30 €	40,83 €	28,69 €				
28	34,43 €	36,64 €	38,62 €	43,48 €	29,13 €				
29	35,09 €	37,74 €	40,17 €	45,91 €	30,46 €				
30	36,42 €	39,51 €	42,60 €	49,88 €	30,90 €				
31	38,18 €	41,94 €	44,36 €	52,31 €	31,78 €				
32	39,73 €	43,26 €	46,57 €	54,07 €	32,44 €				
33 - 35	41,05 €	44,36 €	47,89 €	55,40 €	33,77 €				
36	45,25 €	49,00 €	53,19 €	61,36 €	38,18 €				
37 - 40	48,34 €	52,53 €	56,50 €	65,77 €	41,27 €				
41	49,66 €	53,85 €	58,27 €	67,54 €	42,38 €				
42 - 45	52,75 €	57,39 €	61,80 €	71,51 €	45,03 €				
46	53,63 €	58,27 €	62,90 €	72,83 €	45,91 €				
47 - 50	56,50 €	61,58 €	66,43 €	77,03 €	48,56 €				
51	57,61 €	62,46 €	67,54 €	78,13 €	49,66 €				
52 - 55	60,70 €	65,99 €	71,07 €	81,66 €	52,31 €				
56	61,36 €	66,88 €	72,39 €	82,33 €	52,31 €				
57	62,46 €	67,76 €	73,28 €	82,33 €	52,75 €				
58	63,12 €	68,64 €	74,38 €	82,55 €	53,41 €				
59	64,89 €	69,74 €	74,60 €	82,77 €	53,85 €				
60	66,21 €	70,41 €	74,82 €	82,99 €	53,85 €				
61	68,42 €	71,73 €	75,48 €	83,65 €	54,30 €				
62	70,19 €	73,28 €	76,15 €	83,87 €	54,96 €				
63	72,61 €	74,82 €	77,03 €	84,31 €	55,40 €				
64	74,60 €	76,15 €	77,69 €	84,53 €	55,84 €				
65	76,59 €	77,47 €	78,35 €	84,75 €	57,16 €				
66	79,24 €	79,24 €	79,24 €	85,86 €	58,05 €				
≥ 67									

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 4									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
≤ 25	28,47 €	29,58 €	30,90 €	33,33 €	19,42 €				
26	32,00 €	33,33 €	34,65 €	37,52 €	22,29 €				
27	32,67 €	34,43 €	36,20 €	39,95 €	22,51 €				
28	33,55 €	35,53 €	37,74 €	42,16 €	22,95 €				
29	34,21 €	36,64 €	39,29 €	44,80 €	23,40 €				
30	34,21 €	37,08 €	40,17 €	46,13 €	23,84 €				
31	34,43 €	37,08 €	40,83 €	46,35 €	23,84 €				
32	34,87 €	37,96 €	41,05 €	47,45 €	24,06 €				
33 - 35	35,98 €	39,07 €	42,16 €	48,78 €	24,50 €				
36	38,62 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	26,71 €				
37 - 40	39,73 €	43,26 €	46,57 €	54,07 €	27,37 €				
41	42,38 €	46,13 €	49,88 €	57,61 €	29,58 €				
42 - 45	43,70 €	47,45 €	51,21 €	59,15 €	30,46 €				
46	46,35 €	50,32 €	54,30 €	62,90 €	32,22 €				
47 - 50	47,01 €	51,21 €	55,18 €	64,01 €	33,11 €				
51	49,88 €	54,07 €	58,49 €	67,54 €	34,87 €				
52 - 55	50,54 €	54,96 €	59,37 €	68,64 €	35,76 €				
56	53,19 €	57,83 €	62,46 €	71,73 €	37,52 €				
57	54,07 €	58,71 €	63,34 €	72,17 €	37,52 €				
58	54,74 €	59,59 €	64,23 €	72,39 €	37,96 €				
59	55,62 €	60,47 €	65,11 €	72,39 €	38,18 €				
60	56,94 €	61,14 €	65,55 €	72,39 €	38,62 €				
61	59,37 €	63,12 €	66,88 €	73,28 €	39,51 €				
62	61,14 €	64,45 €	67,54 €	73,72 €	39,95 €				
63	63,12 €	65,77 €	68,42 €	74,60 €	40,17 €				
64	64,89 €	66,88 €	68,86 €	75,04 €	40,61 €				
65	66,88 €	68,20 €	69,52 €	75,70 €	41,05 €				
66	68,86 €	69,52 €	70,19 €	76,15 €	41,71 €				
≥ 67	71,29 €	71,29 €	71,29 €	76,81 €	42,60 €				

Module Prothèses									
Niveau 4									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
28,25 €	29,58 €	30,68 €	33,33 €	23,84 €					
32,00 €	33,33 €	34,65 €	37,52 €	27,15 €					
32,67 €	34,43 €	36,20 €	39,73 €	27,81 €					
33,33 €	35,53 €	37,52 €	42,16 €	28,25 €					
33,99 €	36,64 €	39,07 €	44,58 €	29,58 €					
35,31 €	38,40 €	41,27 €	48,34 €	30,02 €					
37,08 €	40,61 €	43,04 €	50,76 €	30,90 €					
38,62 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	31,56 €					
39,95 €	43,04 €	46,57 €	53,85 €	32,89 €					
42,60 €	46,35 €	50,10 €	57,83 €	35,98 €					
47,01 €	50,98 €	54,96 €	63,79 €	40,17 €					
48,12 €	52,31 €	56,50 €	65,55 €	41,05 €					
51,21 €	55,62 €	60,03 €	69,52 €	43,70 €					
52,09 €	56,50 €	61,14 €	70,63 €	44,58 €					
54,96 €	59,81 €	64,45 €	74,82 €	47,23 €					
55,84 €	60,70 €	65,55 €	75,92 €	48,12 €					
58,93 €	64,01 €	69,08 €	79,24 €	50,76 €					
59,59 €	64,89 €	70,19 €	79,90 €	50,76 €					
60,70 €	65,77 €	71,07 €	79,90 €	51,21 €					
61,36 €	66,65 €	72,17 €	80,12 €	51,87 €					
62,90 €	67,76 €	72,39 €	80,34 €	52,31 €					
64,23 €	68,42 €	72,61 €	80,56 €	52,31 €					
66,43 €	69,74 €	73,28 €	81,22 €	52,75 €					
68,20 €	71,07 €	73,94 €	81,44 €	53,41 €					
70,41 €	72,61 €	74,82 €	81,88 €	53,85 €					
72,39 €	73,94 €	75,48 €	82,10 €	54,30 €					
74,38 €	75,26 €	76,15 €	82,33 €	55,40 €					
77,03 €	77,03 €	77,03 €	83,43 €	56,28 €					

Module Prothèses									
Niveau 5 "majoré"									
Régime Général									
A	D	F	G	R. ALM					
45,91 €	47,67 €	49,88 €	53,85 €	35,98 €					
54,74 €	56,94 €	59,15 €	63,79 €	40,39 €					
55,62 €	58,49 €	61,14 €	67,54 €	41,27 €					
56,50 €	60,03 €	63,56 €	71,29 €	42,60 €					
57,61 €	61,58 €	65,99 €	75,26 €	43,70 €					
58,27 €	63,12 €	68,42 €	79,01 €	44,80 €					
59,81 €	65,11 €	70,41 €	81,22 €	45,91 €					
61,14 €	66,65 €	71,73 €	83,21 €	46,79 €					
62,68 €	68,20 €	73,72 €	85,19 €	47,89 €					
66,43 €	72,17 €	77,69 €	90,05 €	51,87 €					
67,76 €	73,72 €	79,68 €	92,04 €	53,41 €					
71,07 €	78,13 €	84,31 €	96,89 €	57,39 €					
73,72 €	80,34 €	86,52 €	99,98 €	58,93 €					
74,38 €	80,78 €	86,96 €	100,87 €	60,03 €					
75,48 €	82,33 €	88,95 €	102,85 €	61,58 €					
79,01 €	85,86 €	92,70 €	107,27 €	66,21 €					
80,78 €	87,62 €	94,24 €	109,03 €	67,76 €					
82,55 €	90,05 €	97,11 €	113,23 €	69,52 €					
84,09 €	91,37 €	98,44 €	114,33 €	70,41 €					
85,64 €	92,92 €	98,66 €	114,77 €	71,51 €					
86,96 €	94,46 €	101,31 €	115,65 €	72,83 €					
89,39 €	96,23 €	102,41 €	116,87 €	73,72 €					
91,15 €	96,89 €	103,07 €	116,09 €	74,16 €					
93,58 €	98,44 €	103,73 €	116,32 €	75,26 €					
96,67 €	100,42 €	104,40 €	118,08 €	76,15 €					
99,54 €	102,63 €	105,50 €	119,18 €	77,25 €					
102,63 €	104,84 €	106,82 €	120,51 €	78,79 €					
105,72 €	106,82 €	107,71 €	121,39 €	80,78 €					
108,81 €	108,81 €	108,81 €	122,27 €	81,88 €					

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾
Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 5									
	Régime Général						R. ALM		
	A	D	F	G					
≤ 25	29,13 €	30,46 €	31,56 €	34,21 €			22,51 €		
26	35,09 €	36,64 €	38,18 €	41,27 €			26,04 €		
27	35,53 €	37,74 €	39,73 €	43,70 €			26,93 €		
28	36,42 €	38,85 €	41,05 €	46,13 €			27,59 €		
29	36,86 €	39,95 €	42,82 €	48,56 €			28,25 €		
30	37,52 €	41,05 €	44,14 €	51,21 €			28,91 €		
31	38,62 €	41,94 €	45,03 €	52,53 €			29,58 €		
32	39,51 €	43,04 €	46,57 €	53,85 €			30,46 €		
33 - 35	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €			31,12 €		
36	42,82 €	46,57 €	50,32 €	58,27 €			33,55 €		
37 - 40	43,70 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €			34,85 €		
41	46,13 €	49,44 €	53,41 €	62,68 €			37,08 €		
42 - 45	46,35 €	50,10 €	54,07 €	62,90 €			38,18 €		
46	51,43 €	55,84 €	60,47 €	69,74 €			43,26 €		
47 - 50	52,53 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €			44,36 €		
51	54,74 €	59,59 €	64,45 €	74,60 €			46,13 €		
52 - 55	55,84 €	60,70 €	65,77 €	76,15 €			47,23 €		
56	59,37 €	64,45 €	69,74 €	78,35 €			49,88 €		
57	60,47 €	65,77 €	71,29 €	79,01 €			50,76 €		
58	61,36 €	66,88 €	73,94 €	79,46 €			51,43 €		
59	62,46 €	67,98 €	74,16 €	79,46 €			52,09 €		
60	64,23 €	69,08 €	74,60 €	79,90 €			52,97 €		
61	66,65 €	71,07 €	75,04 €	80,34 €			54,30 €		
62	68,42 €	72,17 €	75,48 €	80,78 €			54,96 €		
63	70,63 €	73,72 €	76,81 €	80,78 €			55,84 €		
64	72,83 €	75,26 €	77,69 €	81,00 €			56,50 €		
65	75,26 €	76,59 €	78,13 €	81,00 €			57,81 €		
66	77,47 €	78,13 €	79,01 €	81,22 €			58,49 €		
≥ 67	79,68 €	79,68 €	79,68 €	81,44 €			60,03 €		

Module Prothèses									
Niveau 5									
	Régime Général						R. ALM		
	A	D	F	G					
	44,58 €	46,35 €	48,34 €	52,31 €			34,87 €		
	53,19 €	55,18 €	57,39 €	62,02 €			39,29 €		
	54,07 €	56,72 €	59,37 €	65,55 €			40,17 €		
	54,96 €	58,27 €	61,80 €	69,30 €			41,27 €		
	55,84 €	59,81 €	64,01 €	73,06 €			42,38 €		
	56,50 €	61,36 €	66,43 €	76,81 €			43,48 €		
	58,05 €	63,12 €	68,42 €	78,79 €			44,58 €		
	59,37 €	64,67 €	69,74 €	80,78 €			45,47 €		
	60,92 €	66,21 €	71,51 €	82,77 €			46,57 €		
	64,45 €	69,97 €	75,48 €	87,40 €			50,32 €		
	65,77 €	71,51 €	77,25 €	89,39 €			51,87 €		
	69,08 €	75,92 €	81,88 €	94,02 €			55,62 €		
	71,51 €	77,91 €	84,09 €	97,11 €			57,16 €		
	72,17 €	78,35 €	84,53 €	98,00 €			58,27 €		
	73,28 €	79,90 €	86,30 €	99,76 €			59,81 €		
	76,81 €	83,43 €	90,05 €	104,18 €			64,23 €		
	78,35 €	84,97 €	91,60 €	105,94 €			65,77 €		
	80,12 €	87,40 €	94,24 €	109,91 €			67,54 €		
	81,66 €	88,73 €	95,57 €	111,02 €			68,42 €		
	83,21 €	90,27 €	96,79 €	111,46 €			69,52 €		
	84,53 €	91,82 €	98,44 €	112,34 €			70,63 €		
	86,74 €	93,36 €	99,32 €	112,56 €			71,51 €		
	88,51 €	94,02 €	99,98 €	112,78 €			71,95 €		
	90,93 €	95,57 €	100,64 €	113,00 €			73,06 €		
	93,80 €	97,55 €	101,31 €	114,55 €			73,94 €		
	96,67 €	99,54 €	102,41 €	115,65 €			75,04 €		
	99,54 €	101,75 €	103,73 €	116,98 €			76,59 €		
	102,63 €	103,73 €	104,62 €	117,86 €			78,35 €		
	105,72 €	105,72 €	105,72 €	118,74 €			79,46 €		

Module Prothèses									
Niveau 6									
	Régime Général						R. ALM		
	A	D	F	G					
	81,22 €	84,31 €	87,84 €	94,91 €			52,53 €		
	96,23 €	100,20 €	104,18 €	112,78 €			57,83 €		
	96,89 €	101,75 €	106,82 €	117,64 €			58,71 €		
	97,11 €	103,29 €	109,69 €	122,72 €			59,81 €		
	97,78 €	104,84 €	112,12 €	128,01 €			60,92 €		
	98,22 €	106,38 €	114,99 €	133,09 €			62,02 €		
	99,54 €	108,15 €	117,20 €	135,08 €			63,12 €		
	101,09 €	109,69 €	118,30 €	137,06 €			64,01 €		
	102,41 €	111,24 €	120,07 €	139,05 €			65,11 €		
	107,49 €	116,76 €	126,03 €	145,89 €			68,86 €		
	110,80 €	120,07 €	129,78 €	150,08 €			70,41 €		
	116,32 €	127,13 €	137,28 €	158,03 €			74,16 €		
	120,07 €	130,88 €	141,48 €	163,11 €			75,70 €		
	123,16 €	133,97 €	144,57 €	166,86 €			76,81 €		
	126,25 €	137,28 €	148,10 €	168,84 €			78,35 €		
	131,99 €	143,46 €	154,94 €	175,24 €			82,77 €		
	135,08 €	146,77 €	158,25 €	179,88 €			84,31 €		
	135,52 €	147,44 €	159,13 €	182,09 €			86,08 €		
	136,84 €	148,76 €	160,46 €	182,31 €			86,96 €		
	138,61 €	150,30 €	160,68 €	182,31 €			88,06 €		
	139,71 €	151,85 €	163,33 €	183,19 €			89,17 €		
	142,58 €	153,39 €	163,55 €	183,19 €			90,05 €		
	145,01 €	154,06 €	163,55 €	183,19 €			90,49 €		
	147,88 €	155,60 €	163,77 €	183,19 €			91,60 €		
	151,41 €	157,59 €	163,77 €	183,41 €			92,48 €		
	154,94 €	159,57 €	164,21 €	183,41 €			93,58 €		
	158,25 €	161,78 €	165,09 €	183,41 €			96,01 €		
	162,00 €	163,77 €	165,31 €	183,63 €			98,66 €		
	165,75 €	165,75 €	165,75 €	183,63 €			100,64 €		

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collègues

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	29,13 €	30,46 €	31,56 €	34,21 €		22,51 €			
26	35,09 €	36,64 €	38,18 €	41,27 €		26,04 €			
27	35,53 €	37,74 €	39,73 €	43,70 €		26,93 €			
28	36,42 €	38,85 €	41,05 €	46,13 €		27,59 €			
29	36,86 €	39,95 €	42,82 €	48,56 €		28,25 €			
30	37,52 €	41,05 €	44,14 €	51,21 €		28,91 €			
31	38,62 €	41,94 €	45,03 €	52,53 €		29,58 €			
32	39,51 €	43,04 €	46,57 €	53,85 €		30,46 €			
33 - 35	40,61 €	44,14 €	47,67 €	55,18 €		31,12 €			
36	42,82 €	46,57 €	50,32 €	58,27 €		33,55 €			
37 - 40	43,70 €	47,67 €	51,43 €	59,59 €		34,65 €			
41	46,13 €	49,44 €	53,41 €	62,68 €		37,08 €			
42 - 45	46,35 €	50,10 €	54,07 €	62,90 €		38,18 €			
46	51,43 €	55,84 €	60,47 €	69,74 €		43,26 €			
47 - 50	52,53 €	56,94 €	61,58 €	71,29 €		44,36 €			
51	54,74 €	59,59 €	64,45 €	74,60 €		46,13 €			
52 - 55	55,84 €	60,70 €	65,77 €	76,15 €		47,23 €			
56	59,37 €	64,45 €	69,74 €	78,35 €		49,88 €			
57	60,47 €	65,77 €	71,29 €	79,01 €		50,76 €			
58	61,36 €	66,88 €	73,94 €	79,46 €		51,43 €			
59	62,46 €	67,98 €	74,16 €	79,46 €		52,09 €			
60	64,23 €	69,08 €	74,60 €	79,90 €		52,97 €			
61	66,65 €	71,07 €	75,04 €	80,34 €		54,30 €			
62	68,42 €	72,17 €	75,48 €	80,78 €		54,96 €			
63	70,63 €	73,72 €	76,81 €	80,78 €		55,84 €			
64	72,83 €	75,26 €	77,69 €	81,00 €		56,50 €			
65	75,26 €	76,59 €	78,13 €	81,00 €		57,61 €			
66	77,47 €	78,13 €	79,01 €	81,22 €		58,49 €			
≥ 67	79,68 €	79,68 €	79,68 €	81,44 €		60,03 €			

Module Prothèses									
Niveau 6									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	81,22 €	84,31 €	87,84 €	94,91 €		52,53 €			
26	96,23 €	100,20 €	104,18 €	112,78 €		57,83 €			
27	96,89 €	101,75 €	106,82 €	117,64 €		58,71 €			
28	97,11 €	103,29 €	109,69 €	122,72 €		59,81 €			
29	97,78 €	104,84 €	112,12 €	128,01 €		60,92 €			
30	98,22 €	106,38 €	114,99 €	133,09 €		62,02 €			
31	99,54 €	108,15 €	117,20 €	135,08 €		63,12 €			
32	101,09 €	109,69 €	118,30 €	137,06 €		64,01 €			
33 - 35	102,41 €	111,24 €	120,07 €	139,05 €		65,11 €			
36	107,49 €	116,76 €	126,03 €	145,89 €		68,86 €			
37 - 40	110,80 €	120,07 €	129,78 €	150,08 €		70,41 €			
41	116,32 €	127,13 €	137,28 €	158,03 €		74,16 €			
42 - 45	120,07 €	130,88 €	141,48 €	163,11 €		75,70 €			
46	123,16 €	133,97 €	144,57 €	166,86 €		76,81 €			
47 - 50	126,25 €	137,28 €	148,10 €	168,84 €		78,35 €			
51	131,99 €	143,46 €	154,94 €	175,24 €		82,77 €			
52 - 55	135,08 €	146,77 €	158,25 €	179,88 €		84,31 €			
56	135,52 €	147,44 €	159,13 €	182,09 €		86,08 €			
57	136,84 €	148,76 €	160,46 €	182,31 €		86,96 €			
58	138,61 €	150,30 €	160,68 €	182,31 €		88,06 €			
59	139,71 €	151,85 €	163,33 €	183,19 €		89,17 €			
60	142,58 €	153,39 €	163,55 €	183,19 €		90,05 €			
61	145,01 €	154,06 €	163,55 €	183,19 €		90,49 €			
62	147,88 €	155,60 €	163,77 €	183,19 €		91,60 €			
63	151,41 €	157,59 €	163,77 €	183,41 €		92,48 €			
64	154,94 €	159,57 €	164,21 €	183,41 €		93,58 €			
65	158,25 €	161,78 €	165,09 €	183,41 €		96,01 €			
66	162,00 €	163,77 €	165,31 €	183,63 €		98,66 €			
≥ 67	165,75 €	165,75 €	165,75 €	183,63 €		100,64 €			

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collègues

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	39,50 €	58,00 €	43,50 €
26	44,50 €	67,00 €	49,50 €
27	46,00 €	69,00 €	51,00 €
28	47,50 €	71,00 €	53,00 €
29	49,00 €	73,50 €	54,50 €
30	50,50 €	76,00 €	56,50 €
31	52,50 €	78,50 €	58,00 €
32	54,00 €	81,00 €	60,00 €
33	55,50 €	84,00 €	62,00 €
34	55,50 €	84,00 €	62,00 €
35	55,50 €	84,00 €	62,00 €
36	59,00 €	89,00 €	67,50 €
37 - 40	60,00 €	91,00 €	69,00 €
41	65,00 €	97,50 €	73,00 €
42 - 45	67,00 €	99,50 €	75,00 €
46	72,00 €	105,50 €	79,00 €
47 - 50	73,50 €	107,50 €	80,50 €
51	78,50 €	115,50 €	85,50 €
52 - 55	80,00 €	117,50 €	87,50 €
56	85,50 €	123,50 €	92,50 €
57	87,50 €	127,00 €	94,50 €
58	89,50 €	130,00 €	97,00 €
59	92,00 €	133,00 €	99,00 €
60	94,00 €	136,50 €	101,00 €
61	97,50 €	140,00 €	103,00 €
62	100,00 €	144,00 €	105,00 €
63	102,50 €	147,50 €	107,00 €
64	105,00 €	151,00 €	109,00 €
65	107,50 €	154,50 €	111,50 €
66	110,00 €	158,50 €	114,00 €
≥ 67	113,00 €	162,00 €	117,50 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	124,50 €	178,00 €	129,50 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	135,50 €	194,50 €	141,00 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des Actifs - Tous collèges

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	34,87 €	51,21 €	38,40 €
26	39,29 €	59,15 €	43,70 €
27	40,61 €	60,92 €	45,03 €
28	41,94 €	62,68 €	46,79 €
29	43,26 €	64,89 €	48,12 €
30	44,58 €	67,10 €	49,88 €
31	46,35 €	69,30 €	51,21 €
32	47,67 €	71,51 €	52,97 €
33	49,00 €	74,16 €	54,74 €
34	49,00 €	74,16 €	54,74 €
35	49,00 €	74,16 €	54,74 €
36	52,09 €	78,57 €	59,59 €
37 - 40	52,97 €	80,34 €	60,92 €
41	57,39 €	86,08 €	64,45 €
42 - 45	59,15 €	87,84 €	66,21 €
46	63,56 €	93,14 €	69,74 €
47 - 50	64,89 €	94,91 €	71,07 €
51	69,30 €	101,97 €	75,48 €
52 - 55	70,63 €	103,73 €	77,25 €
56	75,48 €	109,03 €	81,66 €
57	77,25 €	112,12 €	83,43 €
58	79,01 €	114,77 €	85,64 €
59	81,22 €	117,42 €	87,40 €
60	82,99 €	120,51 €	89,17 €
61	86,08 €	123,60 €	90,93 €
62	88,28 €	127,13 €	92,70 €
63	90,49 €	130,22 €	94,46 €
64	92,70 €	133,31 €	96,23 €
65	94,91 €	136,40 €	98,44 €
66	97,11 €	139,93 €	100,64 €
≥ 67	99,76 €	143,02 €	103,73 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	109,91 €	157,15 €	114,33 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	119,63 €	171,71 €	124,48 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

		Module Soins						Module Prothèses					
		Niveau 1						Niveau 2					
		Régime Général						Régime Général					
		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25		14,50 €	14,75 €	15,25 €	15,25 €	5,50 €		7,50 €	8,00 €	8,00 €	8,00 €	6,50 €	
26		15,75 €	16,25 €	17,00 €	17,00 €	5,75 €		8,00 €	8,50 €	8,75 €	8,75 €	7,75 €	
27		16,50 €	17,00 €	18,25 €	18,25 €	5,75 €		8,25 €	8,50 €	8,75 €	8,75 €	7,75 €	
28		16,75 €	17,50 €	18,75 €	18,75 €	5,75 €		8,25 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €	8,50 €	
29		17,00 €	17,75 €	19,50 €	19,50 €	5,75 €		8,25 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €	8,50 €	
30		17,00 €	18,00 €	20,50 €	20,50 €	6,00 €		9,00 €	10,00 €	10,25 €	10,25 €	9,25 €	
31		17,00 €	18,00 €	20,50 €	20,50 €	6,00 €		9,50 €	10,25 €	11,25 €	11,25 €	9,25 €	
32		17,00 €	18,25 €	20,75 €	20,75 €	6,00 €		10,25 €	11,00 €	12,00 €	12,00 €	10,00 €	
33 - 35		17,50 €	18,75 €	20,75 €	20,75 €	6,00 €		10,25 €	11,25 €	12,25 €	12,25 €	10,00 €	
36		19,00 €	20,50 €	22,00 €	22,00 €	7,00 €		11,50 €	12,50 €	13,50 €	13,50 €	10,00 €	
37 - 40		19,50 €	21,00 €	22,75 €	22,75 €	7,00 €		11,75 €	12,75 €	13,75 €	13,75 €	10,00 €	
41		20,75 €	22,50 €	24,25 €	24,25 €	7,50 €		12,50 €	13,75 €	14,75 €	14,75 €	11,25 €	
42 - 45		20,75 €	23,25 €	25,00 €	25,00 €	8,00 €		13,50 €	14,00 €	15,00 €	15,00 €	11,50 €	
46		22,75 €	24,25 €	26,50 €	26,50 €	8,25 €		14,00 €	15,75 €	16,50 €	16,50 €	12,00 €	
47 - 50		23,25 €	25,25 €	27,50 €	27,50 €	8,50 €		14,75 €	16,25 €	17,25 €	17,25 €	12,50 €	
51		23,75 €	25,75 €	27,75 €	27,75 €	9,25 €		14,75 €	16,25 €	17,75 €	17,75 €	12,00 €	
52 - 55		24,25 €	25,75 €	28,50 €	28,50 €	8,75 €		15,50 €	16,75 €	18,00 €	18,00 €	12,00 €	
56		24,50 €	25,75 €	28,50 €	28,50 €	8,75 €		15,50 €	17,50 €	18,50 €	18,50 €	11,50 €	
57		24,25 €	25,75 €	28,75 €	28,75 €	8,50 €		15,25 €	17,50 €	18,00 €	18,00 €	11,50 €	
58		24,50 €	26,00 €	28,75 €	28,75 €	8,50 €		15,25 €	18,00 €	18,75 €	18,75 €	11,75 €	
59		24,50 €	25,75 €	28,75 €	28,75 €	8,50 €		16,25 €	18,25 €	18,75 €	18,75 €	12,50 €	
60		25,00 €	26,00 €	28,75 €	28,75 €	8,50 €		17,25 €	18,75 €	19,50 €	19,50 €	12,50 €	
61		25,75 €	26,75 €	28,75 €	28,75 €	8,50 €		18,00 €	18,75 €	19,50 €	19,50 €	12,50 €	
62		26,75 €	27,75 €	29,50 €	29,50 €	8,50 €		18,00 €	19,25 €	20,00 €	20,00 €	12,50 €	
63		27,50 €	28,75 €	29,75 €	29,75 €	8,50 €		18,75 €	19,50 €	20,50 €	20,50 €	12,50 €	
64		29,50 €	30,50 €	30,50 €	30,50 €	8,50 €		19,50 €	20,25 €	20,75 €	20,75 €	13,25 €	
65		29,75 €	30,00 €	30,75 €	30,75 €	8,50 €		20,00 €	21,00 €	21,50 €	21,50 €	14,00 €	
66		31,25 €	31,25 €	31,50 €	31,50 €	8,75 €		21,00 €	21,50 €	21,50 €	21,50 €	14,75 €	
≥ 67		32,50 €	32,50 €	32,50 €	32,50 €	9,00 €		22,00 €	22,00 €	22,00 €	22,00 €	15,00 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans		35,75 €	35,75 €	35,75 €	35,75 €	10,00 €		24,25 €	24,25 €	24,25 €	24,25 €	16,50 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans		39,00 €	39,00 €	39,00 €	39,00 €	10,75 €		26,50 €	26,50 €	26,50 €	26,50 €	18,00 €	

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

	Module Soins					
	Niveau 2					
	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G		
≤ 25	16,00 €	16,50 €	17,00 €	17,00 €	17,00 €	6,00 €
26	17,50 €	18,00 €	19,00 €	19,00 €	19,00 €	6,75 €
27	18,25 €	19,00 €	20,00 €	20,00 €	20,00 €	6,75 €
28	18,25 €	19,25 €	20,75 €	20,75 €	20,75 €	6,75 €
29	18,75 €	20,25 €	21,75 €	21,75 €	21,75 €	6,75 €
30	19,00 €	20,25 €	22,25 €	22,25 €	22,25 €	7,00 €
31	19,00 €	20,75 €	22,50 €	22,50 €	22,50 €	7,00 €
32	19,25 €	21,00 €	22,75 €	22,75 €	22,75 €	7,25 €
33 - 35	19,75 €	21,50 €	23,50 €	23,50 €	23,50 €	7,25 €
36	21,50 €	23,25 €	25,00 €	25,00 €	25,00 €	8,00 €
37 - 40	22,00 €	23,75 €	25,75 €	25,75 €	25,75 €	8,00 €
41	23,50 €	25,50 €	27,50 €	27,50 €	27,50 €	8,50 €
42 - 45	23,50 €	26,00 €	28,25 €	28,25 €	28,25 €	9,25 €
46	25,75 €	27,50 €	30,25 €	30,25 €	30,25 €	9,75 €
47 - 50	26,00 €	28,00 €	30,50 €	30,50 €	30,50 €	10,25 €
51	27,00 €	28,75 €	31,00 €	31,00 €	31,00 €	10,00 €
52 - 55	27,50 €	29,00 €	31,50 €	31,50 €	31,50 €	10,75 €
56	27,50 €	29,50 €	32,50 €	32,50 €	32,50 €	10,75 €
57	28,25 €	29,75 €	33,00 €	33,00 €	33,00 €	10,75 €
58	29,25 €	30,50 €	33,50 €	33,50 €	33,50 €	10,50 €
59	29,25 €	30,75 €	34,00 €	34,00 €	34,00 €	10,25 €
60	29,75 €	31,25 €	34,25 €	34,25 €	34,25 €	10,25 €
61	30,75 €	32,25 €	34,50 €	34,50 €	34,50 €	10,25 €
62	32,00 €	33,50 €	35,25 €	35,25 €	35,25 €	10,25 €
63	33,00 €	34,50 €	35,75 €	35,75 €	35,75 €	10,75 €
64	34,50 €	35,25 €	36,50 €	36,50 €	36,50 €	10,75 €
65	35,75 €	36,00 €	37,00 €	37,00 €	37,00 €	10,75 €
66	37,25 €	37,25 €	38,00 €	38,00 €	38,00 €	11,00 €
≥ 67	38,75 €	38,75 €	38,75 €	38,75 €	38,75 €	11,25 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	42,75 €	42,75 €	42,75 €	42,75 €	42,75 €	12,50 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	46,50 €	46,50 €	46,50 €	46,50 €	46,50 €	13,50 €

	Module Prothèses					
	Niveau 2					
	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G		
	7,50 €	8,00 €	8,00 €	8,00 €	8,00 €	6,50 €
	8,00 €	8,50 €	8,75 €	8,75 €	8,75 €	7,75 €
	8,25 €	8,50 €	8,75 €	8,75 €	8,75 €	7,75 €
	8,25 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €	9,50 €	8,50 €
	8,25 €	9,00 €	9,50 €	9,50 €	9,50 €	8,50 €
	9,00 €	10,00 €	10,25 €	10,25 €	10,25 €	9,25 €
	9,50 €	10,25 €	11,25 €	11,25 €	9,25 €	9,25 €
	10,25 €	11,00 €	12,00 €	12,00 €	12,00 €	10,00 €
	10,25 €	11,25 €	12,25 €	12,25 €	12,25 €	10,00 €
	11,50 €	12,50 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	10,00 €
	11,75 €	12,75 €	13,75 €	13,75 €	13,75 €	10,00 €
	12,50 €	13,75 €	14,75 €	14,75 €	14,75 €	11,25 €
	13,50 €	14,00 €	15,00 €	15,00 €	15,00 €	11,50 €
	14,00 €	15,75 €	16,50 €	16,50 €	16,50 €	12,00 €
	14,50 €	16,25 €	17,25 €	17,25 €	17,25 €	12,50 €
	14,75 €	16,25 €	17,75 €	17,75 €	17,75 €	12,00 €
	15,50 €	16,75 €	18,00 €	18,00 €	18,00 €	12,00 €
	15,25 €	17,50 €	18,00 €	18,00 €	18,00 €	11,50 €
	15,50 €	17,75 €	18,50 €	18,50 €	18,50 €	12,00 €
	15,75 €	18,00 €	18,75 €	18,75 €	18,75 €	11,75 €
	16,25 €	18,25 €	18,75 €	18,75 €	18,75 €	12,50 €
	17,25 €	18,75 €	19,50 €	19,50 €	19,50 €	12,50 €
	18,00 €	19,25 €	20,00 €	20,00 €	20,00 €	12,50 €
	18,75 €	19,50 €	20,50 €	20,50 €	20,50 €	12,50 €
	18,75 €	20,25 €	20,75 €	20,75 €	20,75 €	13,25 €
	19,50 €	20,50 €	21,50 €	21,50 €	21,50 €	14,00 €
	20,00 €	21,00 €	21,50 €	21,50 €	21,50 €	14,00 €
	21,00 €	21,50 €	21,50 €	21,50 €	21,50 €	14,75 €
	22,00 €	22,00 €	22,00 €	22,00 €	22,00 €	15,00 €
	24,25 €	24,25 €	24,25 €	24,25 €	24,25 €	16,50 €
	26,50 €	26,50 €	26,50 €	26,50 €	26,50 €	18,00 €

	Module Prothèses					
	Niveau 3 "majoré"					
	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G		
	11,00 €	11,75 €	12,25 €	12,50 €	12,50 €	9,75 €
	12,50 €	13,25 €	13,50 €	14,00 €	14,00 €	11,75 €
	13,00 €	13,75 €	14,25 €	14,50 €	14,50 €	11,75 €
	13,00 €	14,00 €	14,75 €	15,00 €	15,00 €	12,25 €
	13,25 €	14,50 €	15,00 €	15,75 €	15,75 €	12,25 €
	13,50 €	15,00 €	16,25 €	17,25 €	17,25 €	12,75 €
	15,00 €	16,75 €	17,50 €	18,25 €	18,25 €	12,75 €
	15,00 €	17,00 €	17,75 €	19,50 €	19,50 €	13,75 €
	15,75 €	17,00 €	17,75 €	20,00 €	20,00 €	13,75 €
	17,00 €	18,50 €	20,00 €	21,50 €	21,50 €	14,75 €
	17,25 €	19,00 €	20,50 €	22,00 €	22,00 €	15,25 €
	18,50 €	20,25 €	21,75 €	23,50 €	23,50 €	17,00 €
	19,00 €	20,75 €	22,25 €	23,75 €	23,75 €	17,25 €
	20,25 €	22,00 €	23,75 €	25,50 €	25,50 €	18,75 €
	20,75 €	22,50 €	24,25 €	26,00 €	26,00 €	19,25 €
	20,75 €	23,50 €	24,50 €	26,25 €	26,25 €	19,25 €
	21,50 €	23,50 €	25,00 €	27,25 €	27,25 €	19,75 €
	21,50 €	23,25 €	25,25 €	27,00 €	27,00 €	19,50 €
	21,75 €	23,50 €	25,50 €	27,25 €	27,25 €	19,00 €
	22,00 €	23,75 €	25,75 €	27,00 €	27,00 €	19,00 €
	22,00 €	24,00 €	26,00 €	27,00 €	27,00 €	18,75 €
	22,75 €	24,50 €	26,00 €	26,75 €	26,75 €	18,75 €
	23,00 €	25,25 €	26,50 €	27,00 €	27,00 €	18,75 €
	24,00 €	26,00 €	27,00 €	27,50 €	27,50 €	19,25 €
	25,00 €	26,75 €	27,50 €	28,25 €	28,25 €	19,75 €
	26,00 €	27,50 €	28,00 €	28,50 €	28,50 €	20,00 €
	26,75 €	28,25 €	28,25 €	28,50 €	28,50 €	20,50 €
	27,75 €	29,25 €	29,25 €	29,25 €	29,25 €	20,75 €
	32,25 €	32,25 €	32,25 €	32,25 €	32,25 €	22,75 €
	35,00 €	35,00 €	35,00 €	35,00 €	35,00 €	25,00 €

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins												
Niveau 3												
Régime Général												
A	D	F	G	R. ALM								
≤ 25	19,75 €	20,75 €	21,50 €	22,25 €	9,50 €							
26	22,00 €	22,75 €	23,75 €	25,00 €	10,25 €							
27	22,00 €	23,25 €	24,50 €	26,00 €	10,25 €							
28	22,50 €	23,75 €	25,50 €	27,25 €	10,75 €							
29	22,75 €	24,25 €	26,25 €	28,25 €	10,75 €							
30	23,00 €	24,50 €	26,50 €	28,50 €	11,00 €							
31	23,00 €	24,75 €	26,75 €	28,50 €	11,00 €							
32	23,00 €	24,75 €	27,25 €	28,50 €	11,00 €							
33 - 35	23,25 €	25,25 €	28,00 €	29,25 €	11,00 €							
36	24,75 €	27,00 €	29,25 €	31,25 €	11,75 €							
37 - 40	25,50 €	27,50 €	29,75 €	32,00 €	12,25 €							
41	27,25 €	29,50 €	31,75 €	34,25 €	13,25 €							
42 - 45	27,50 €	30,00 €	32,50 €	35,00 €	13,75 €							
46	29,75 €	32,25 €	35,00 €	37,25 €	15,00 €							
47 - 50	30,50 €	33,00 €	35,75 €	38,50 €	15,50 €							
51	30,50 €	33,25 €	36,00 €	38,75 €	15,25 €							
52 - 55	31,75 €	34,25 €	37,00 €	39,75 €	15,75 €							
56	31,50 €	34,25 €	37,00 €	39,50 €	15,50 €							
57	32,00 €	34,75 €	37,50 €	39,75 €	15,25 €							
58	32,25 €	35,00 €	37,75 €	39,75 €	15,75 €							
59	32,50 €	35,50 €	38,25 €	39,75 €	15,50 €							
60	33,25 €	36,75 €	38,25 €	39,50 €	15,50 €							
61	35,00 €	37,25 €	39,25 €	40,25 €	15,50 €							
62	36,25 €	38,25 €	40,25 €	41,00 €	15,50 €							
63	37,75 €	39,50 €	41,00 €	41,75 €	16,00 €							
64	39,25 €	40,50 €	41,75 €	42,50 €	16,25 €							
65	41,00 €	41,75 €	42,50 €	43,00 €	16,50 €							
66	42,50 €	42,75 €	43,25 €	43,50 €	17,00 €							
≥ 67	44,00 €	44,00 €	44,00 €	44,00 €	17,25 €							
Adhésion entre 68 & 70 ans	48,50 €	48,50 €	48,50 €	48,50 €	19,00 €							
Adhésion entre 71 & 75 ans	52,75 €	52,75 €	52,75 €	52,75 €	20,75 €							

Module Prothèses												
Niveau 3												
Régime Général												
A	D	F	G	R. ALM								
≤ 25	10,75 €	11,25 €	11,75 €	12,25 €	9,50 €							
26	12,25 €	12,75 €	13,00 €	13,50 €	11,25 €							
27	12,50 €	13,25 €	13,75 €	14,00 €	11,25 €							
28	12,50 €	13,50 €	14,25 €	14,75 €	11,75 €							
29	12,75 €	14,00 €	14,75 €	15,25 €	11,75 €							
30	13,00 €	14,75 €	15,75 €	17,00 €	12,50 €							
31	14,00 €	15,25 €	16,50 €	17,75 €	12,50 €							
32	14,75 €	16,25 €	17,00 €	19,00 €	13,25 €							
33 - 35	15,25 €	16,75 €	17,25 €	19,25 €	13,25 €							
36	16,75 €	18,00 €	19,25 €	21,00 €	14,50 €							
37 - 40	17,00 €	18,50 €	19,75 €	21,50 €	14,75 €							
41	18,00 €	19,50 €	21,25 €	22,75 €	16,50 €							
42 - 45	18,50 €	20,00 €	21,50 €	23,25 €	17,00 €							
46	19,50 €	21,50 €	23,00 €	24,75 €	18,25 €							
47 - 50	20,00 €	21,75 €	23,75 €	25,25 €	18,75 €							
51	20,25 €	22,00 €	23,75 €	25,50 €	18,75 €							
52 - 55	20,75 €	22,75 €	24,50 €	26,25 €	19,25 €							
56	20,75 €	22,50 €	24,50 €	26,25 €	18,75 €							
57	21,00 €	22,75 €	24,50 €	26,50 €	18,50 €							
58	21,25 €	23,00 €	25,00 €	26,25 €	18,50 €							
59	21,25 €	23,25 €	25,25 €	26,00 €	18,00 €							
60	22,00 €	23,75 €	25,25 €	26,00 €	18,25 €							
61	22,25 €	23,75 €	25,25 €	26,00 €	18,25 €							
62	23,25 €	24,50 €	25,75 €	26,25 €	18,25 €							
63	24,25 €	25,25 €	26,25 €	26,75 €	18,50 €							
64	25,25 €	26,00 €	26,75 €	27,00 €	19,25 €							
65	26,00 €	26,75 €	27,25 €	27,50 €	19,50 €							
66	27,00 €	27,50 €	27,50 €	27,75 €	20,00 €							
≥ 67	28,25 €	28,25 €	28,25 €	28,25 €	20,25 €							
Adhésion entre 68 & 70 ans	31,00 €	31,00 €	31,00 €	31,00 €	22,25 €							
Adhésion entre 71 & 75 ans	34,00 €	34,00 €	34,00 €	34,00 €	24,25 €							

Module Prothèses												
Niveau 3+ "majoré"												
Régime Général												
A	D	F	G	R. ALM								
≤ 25	22,25 €	23,00 €	23,75 €	26,00 €	9,50 €							
26	24,50 €	25,50 €	26,25 €	28,75 €	11,25 €							
27	25,25 €	26,00 €	27,75 €	30,50 €	11,25 €							
28	26,00 €	27,25 €	28,75 €	32,25 €	11,75 €							
29	26,50 €	28,25 €	30,00 €	34,00 €	11,75 €							
30	27,50 €	29,75 €	32,00 €	37,25 €	12,50 €							
31	28,50 €	31,25 €	33,50 €	39,25 €	12,50 €							
32	29,75 €	32,25 €	35,00 €	40,00 €	13,25 €							
33 - 35	30,50 €	32,75 €	35,75 €	41,25 €	13,25 €							
36	32,50 €	35,25 €	38,00 €	44,00 €	14,50 €							
37 - 40	33,00 €	36,25 €	39,00 €	45,25 €	14,75 €							
41	33,25 €	38,25 €	41,50 €	48,00 €	16,50 €							
42 - 45	36,25 €	38,25 €	42,00 €	48,75 €	17,00 €							
46	38,00 €	41,50 €	44,75 €	51,75 €	18,25 €							
47 - 50	38,75 €	42,00 €	45,75 €	53,00 €	18,75 €							
51	38,75 €	42,00 €	45,25 €	52,50 €	18,75 €							
52 - 55	39,25 €	43,00 €	46,00 €	53,50 €	19,25 €							
56	41,75 €	44,75 €	45,25 €	51,75 €	18,75 €							
57	38,50 €	42,00 €	45,50 €	51,50 €	18,50 €							
58	38,75 €	42,00 €	45,50 €	51,25 €	18,50 €							
59	39,00 €	42,25 €	45,50 €	50,50 €	18,00 €							
60	39,25 €	42,25 €	45,25 €	50,00 €	18,25 €							
61	40,00 €	42,50 €	45,50 €	50,25 €	18,25 €							
62	41,00 €	43,25 €	45,50 €	50,25 €	18,25 €							
63	42,50 €	44,00 €	45,50 €	50,50 €	18,50 €							
64	43,75 €	45,00 €	46,25 €	51,00 €	19,25 €							
65	45,25 €	46,25 €	47,00 €	51,25 €	19,50 €							
66	46,75 €	47,00 €	47,75 €	51,50 €	20,00 €							
≥ 67	48,50 €	48,50 €	48,50 €	52,25 €	20,25 €							
Adhésion entre 68 & 70 ans	53,25 €	53,25 €	53,25 €	57,50 €	41,25 €							
Adhésion entre 71 & 75 ans	58,25 €	58,25 €	58,25 €	62,75 €	45,00 €							

Module Prothèses					
Niveau 3					
Régime Général					R. ALM
A	D	F	G		
10,75 €	11,25 €	11,75 €	12,25 €	9,50 €	
12,25 €	12,75 €	13,00 €	13,50 €	11,25 €	
12,50 €	13,25 €	13,75 €	14,00 €	11,25 €	
12,50 €	13,50 €	14,25 €	14,75 €	11,75 €	
12,75 €	14,00 €	14,75 €	15,25 €	11,75 €	
13,00 €	14,75 €	15,75 €	17,00 €	12,50 €	
14,00 €	15,25 €	16,50 €	17,75 €	12,50 €	
14,75 €	16,25 €	17,00 €	19,00 €	13,25 €	
15,25 €	16,75 €	17,25 €	19,25 €	13,25 €	
16,75 €	18,00 €	19,25 €	21,00 €	14,50 €	
17,00 €	18,50 €	19,75 €	21,50 €	14,75 €	
18,00 €	19,50 €	21,25 €	22,75 €	16,50 €	
18,50 €	20,00 €	21,50 €	23,25 €	17,00 €	
19,50 €	21,50 €	23,00 €	24,75 €	18,25 €	
20,00 €	21,75 €	23,75 €	25,25 €	18,75 €	
20,25 €	22,00 €	23,75 €	25,50 €	18,75 €	
20,75 €	22,75 €	24,50 €	26,25 €	19,25 €	
20,75 €	22,50 €	24,50 €	26,25 €	18,75 €	
21,00 €	22,75 €	24,50 €	26,50 €	18,50 €	
21,25 €	23,00 €	25,00 €	26,25 €	18,50 €	
21,25 €	23,25 €	25,25 €	26,00 €	18,00 €	
22,00 €	23,75 €	25,25 €	26,00 €	18,25 €	
22,25 €	23,75 €	25,25 €	26,00 €	18,25 €	
23,25 €	24,50 €	25,75 €	26,25 €	18,25 €	
24,25 €	25,25 €	26,25 €	26,75 €	18,50 €	
25,25 €	26,00 €	26,75 €	27,00 €	19,25 €	
26,00 €	26,75 €	27,25 €	27,50 €	19,50 €	
27,00 €	27,50 €	27,50 €	27,75 €	20,00 €	
28,25 €	28,25 €	28,25 €	28,25 €	20,25 €	
31,00 €	31,00 €	31,00 €	31,00 €	22,25 €	
34,00 €	34,00 €	34,00 €	34,00 €	24,25 €	

Module Prothèses					
Niveau 3+ "majoré"					
Régime Général					R. ALM
A	D	F	G		
22,25 €	23,00 €	23,75 €	26,00 €	19,50 €	
24,50 €	25,50 €	26,25 €	28,75 €	22,50 €	
25,25 €	26,00 €	27,75 €	30,50 €	23,00 €	
26,00 €	27,25 €	28,75 €	32,25 €	23,50 €	
26,50 €	28,25 €	30,00 €	34,00 €	24,25 €	
27,50 €	29,75 €	32,00 €	37,25 €	25,00 €	
28,50 €	31,25 €	33,50 €	39,25 €	26,00 €	
29,75 €	32,25 €	35,00 €	40,00 €	26,50 €	
30,50 €	32,75 €	35,75 €	41,25 €	28,00 €	
32,50 €	35,25 €	38,00 €	44,00 €	30,00 €	
33,00 €	36,25 €	39,00 €	45,25 €	30,50 €	
35,25 €	38,25 €	41,50 €	48,00 €	32,50 €	
36,25 €	39,25 €	42,00 €	48,75 €	33,00 €	
38,00 €	41,50 €	44,75 €	51,75 €	35,25 €	
39,00 €	42,00 €	45,75 €	53,00 €	35,75 €	
38,75 €	42,00 €	45,25 €	52,50 €	35,75 €	
39,25 €	43,00 €	46,00 €	53,50 €	36,25 €	
38,50 €	41,75 €	45,25 €	51,75 €	36,00 €	
38,50 €	42,00 €	45,50 €	51,50 €	35,50 €	
38,75 €	42,00 €	45,50 €	51,25 €	35,25 €	
39,00 €	42,25 €	45,50 €	50,50 €	34,75 €	
39,25 €	42,25 €	45,50 €	50,00 €	34,25 €	
40,00 €	42,50 €	45,50 €	50,25 €	34,25 €	
41,00 €	43,25 €	45,50 €	50,25 €	34,25 €	
42,50 €	44,00 €	45,50 €	50,50 €	34,75 €	
43,75 €	45,00 €	46,25 €	51,00 €	35,00 €	
45,25 €	46,25 €	47,00 €	51,25 €	35,75 €	
46,75 €	47,00 €	47,75 €	51,50 €	36,50 €	
48,50 €	48,50 €	48,50 €	52,25 €	37,50 €	
53,25 €	53,25 €	53,25 €	57,50 €	41,25 €	
58,25 €	58,25 €	58,25 €	62,75 €	45,00 €	

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 3+									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
≤ 25	26,00 €	27,25 €	28,25 €	30,50 €	15,25 €				
26	28,75 €	30,25 €	31,50 €	34,00 €	17,75 €				
27	29,25 €	31,25 €	32,75 €	36,00 €	18,25 €				
28	29,75 €	32,25 €	34,25 €	38,25 €	18,75 €				
29	30,25 €	33,00 €	35,50 €	40,50 €	18,75 €				
30	30,50 €	33,25 €	36,00 €	41,50 €	19,00 €				
31	31,00 €	33,50 €	36,50 €	41,75 €	19,00 €				
32	31,75 €	34,50 €	37,25 €	43,25 €	19,25 €				
33 - 35	32,75 €	35,50 €	38,25 €	44,25 €	19,75 €				
36	34,75 €	37,75 €	41,00 €	47,25 €	21,50 €				
37 - 40	35,75 €	38,75 €	41,75 €	48,50 €	21,75 €				
41	37,75 €	41,25 €	44,25 €	51,25 €	23,50 €				
42 - 45	38,75 €	42,00 €	45,50 €	52,75 €	23,75 €				
46	41,00 €	44,25 €	48,00 €	55,50 €	25,25 €				
47 - 50	41,75 €	45,50 €	49,00 €	56,75 €	25,75 €				
51	41,50 €	45,00 €	48,75 €	56,25 €	25,75 €				
52 - 55	42,25 €	46,00 €	49,75 €	57,50 €	26,00 €				
56	41,50 €	45,00 €	48,50 €	56,00 €	25,75 €				
57	41,50 €	45,00 €	48,75 €	55,50 €	25,50 €				
58	41,50 €	45,25 €	48,75 €	54,75 €	25,50 €				
59	41,50 €	45,25 €	48,75 €	54,25 €	25,00 €				
60	42,25 €	45,50 €	48,50 €	53,75 €	25,25 €				
61	43,75 €	46,50 €	49,00 €	54,00 €	25,25 €				
62	45,00 €	47,25 €	49,75 €	54,50 €	25,25 €				
63	46,25 €	48,25 €	50,00 €	54,50 €	25,50 €				
64	47,75 €	49,25 €	50,75 €	55,25 €	26,00 €				
65	49,50 €	50,50 €	51,50 €	56,00 €	26,00 €				
66	51,25 €	51,75 €	52,25 €	56,75 €	26,75 €				
≥ 67	53,00 €	53,00 €	53,00 €	57,25 €	27,50 €				
Adhésion entre 68 & 70 ans	58,25 €	58,25 €	58,25 €	63,00 €	30,25 €				
Adhésion entre 71 & 75 ans	63,50 €	63,50 €	63,50 €	68,75 €	33,00 €				

Module Prothèses									
Niveau 3+									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
	21,50 €	22,25 €	23,25 €	25,25 €	19,00 €				
	23,75 €	24,75 €	25,75 €	28,00 €	21,75 €				
	24,50 €	25,50 €	26,75 €	29,50 €	22,25 €				
	25,25 €	26,25 €	28,00 €	31,25 €	22,75 €				
	26,00 €	27,25 €	29,00 €	33,00 €	23,75 €				
	26,50 €	28,75 €	31,00 €	36,25 €	24,25 €				
	27,75 €	30,50 €	32,75 €	38,00 €	25,25 €				
	28,75 €	31,25 €	33,75 €	39,00 €	26,00 €				
	29,50 €	32,00 €	34,75 €	40,00 €	27,00 €				
	31,50 €	34,25 €	37,00 €	42,75 €	29,00 €				
	32,25 €	35,00 €	37,75 €	44,00 €	29,50 €				
	35,00 €	38,00 €	41,00 €	47,50 €	31,50 €				
	37,00 €	40,25 €	43,50 €	50,25 €	32,25 €				
	37,75 €	41,00 €	44,25 €	51,25 €	34,25 €				
	37,50 €	40,75 €	44,00 €	51,00 €	34,75 €				
	38,25 €	41,75 €	44,75 €	52,00 €	35,25 €				
	37,50 €	40,50 €	43,75 €	50,25 €	35,00 €				
	37,50 €	40,75 €	44,00 €	50,00 €	34,50 €				
	37,50 €	41,00 €	44,25 €	49,50 €	34,25 €				
	37,75 €	41,00 €	44,25 €	49,00 €	33,75 €				
	38,00 €	41,00 €	44,00 €	48,50 €	33,50 €				
	38,75 €	41,25 €	44,00 €	48,75 €	33,50 €				
	39,75 €	42,00 €	44,00 €	48,75 €	33,50 €				
	41,00 €	42,50 €	44,25 €	49,00 €	33,75 €				
	42,50 €	43,75 €	45,00 €	49,50 €	34,25 €				
	44,00 €	44,75 €	45,50 €	49,75 €	34,75 €				
	45,50 €	46,25 €	47,00 €	50,00 €	35,50 €				
	47,00 €	47,00 €	47,00 €	50,75 €	36,50 €				
	51,75 €	51,75 €	51,75 €	55,75 €	40,25 €				
	56,50 €	56,50 €	56,50 €	61,00 €	43,75 €				

Module Prothèses									
Niveau 4 "majoré"									
	Régime Général					R. ALM			
	A	D	F	G					
	29,75 €	31,00 €	32,25 €	35,00 €	25,00 €				
	33,50 €	35,00 €	36,50 €	39,50 €	28,50 €				
	34,25 €	36,25 €	38,00 €	41,75 €	29,25 €				
	35,00 €	37,25 €	39,50 €	44,25 €	29,75 €				
	35,75 €	38,50 €	41,00 €	46,75 €	31,00 €				
	37,25 €	40,25 €	43,50 €	50,75 €	31,50 €				
	39,00 €	42,75 €	45,25 €	53,25 €	32,50 €				
	40,50 €	44,00 €	47,50 €	55,25 €	33,00 €				
	41,75 €	45,25 €	48,75 €	56,50 €	34,50 €				
	44,75 €	48,50 €	52,75 €	60,75 €	37,75 €				
	46,25 €	50,00 €	54,25 €	62,50 €	39,00 €				
	49,25 €	53,50 €	57,50 €	67,00 €	42,00 €				
	50,75 €	55,00 €	59,50 €	68,75 €	43,25 €				
	53,75 €	58,50 €	63,00 €	73,00 €	46,00 €				
	54,75 €	59,50 €	64,25 €	74,25 €	46,75 €				
	54,50 €	59,25 €	64,00 €	74,25 €	46,75 €				
	55,00 €	60,25 €	65,00 €	75,25 €	47,75 €				
	59,75 €	64,50 €	69,75 €	80,75 €	52,75 €				
	54,75 €	59,75 €	64,50 €	73,50 €	46,75 €				
	54,75 €	59,50 €	64,25 €	72,25 €	46,25 €				
	54,50 €	59,25 €	64,25 €	71,25 €	46,25 €				
	55,25 €	59,25 €	63,50 €	70,25 €	45,75 €				
	56,25 €	59,75 €	63,50 €	70,50 €	45,75 €				
	58,25 €	61,00 €	64,25 €	71,00 €	46,25 €				
	59,75 €	62,25 €	64,75 €	71,25 €	46,75 €				
	61,75 €	63,50 €	65,50 €	71,75 €	47,00 €				
	63,50 €	64,75 €	66,00 €	71,75 €	47,50 €				
	65,00 €	65,75 €	66,50 €	72,00 €	48,50 €				
	67,25 €	67,25 €	67,25 €	73,00 €	49,25 €				
	74,00 €	74,00 €	74,00 €	80,25 €	54,25 €				
	80,75 €	80,75 €	80,75 €	87,50 €	59,00 €				

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins												
Niveau 4												
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses					
	A	D	F	G			A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25	29,00 €	30,25 €	31,50 €	34,00 €	34,00 €	19,75 €	28,75 €	30,25 €	31,25 €	34,00 €	24,25 €	
26	32,75 €	34,00 €	35,25 €	38,25 €	38,25 €	22,75 €	32,75 €	34,00 €	35,25 €	38,25 €	27,75 €	
27	33,25 €	35,00 €	37,00 €	40,75 €	40,75 €	23,00 €	33,25 €	35,00 €	37,00 €	40,50 €	28,25 €	
28	34,25 €	36,25 €	38,50 €	43,00 €	43,00 €	23,50 €	34,00 €	36,25 €	38,25 €	43,00 €	28,75 €	
29	35,00 €	37,25 €	40,00 €	45,75 €	45,75 €	23,75 €	34,75 €	37,25 €	39,75 €	45,50 €	30,25 €	
30	35,00 €	37,75 €	41,00 €	47,00 €	47,00 €	24,25 €	36,00 €	39,25 €	42,00 €	49,25 €	30,50 €	
31	35,00 €	37,75 €	41,75 €	47,25 €	47,25 €	24,25 €	37,75 €	41,50 €	44,00 €	51,75 €	31,50 €	
32	35,50 €	38,75 €	41,75 €	48,50 €	48,50 €	24,50 €	39,50 €	42,75 €	46,25 €	53,50 €	32,25 €	
33 - 35	36,75 €	39,75 €	43,00 €	49,75 €	49,75 €	25,00 €	40,75 €	44,00 €	47,50 €	55,00 €	33,50 €	
36	39,50 €	42,75 €	46,25 €	53,50 €	53,50 €	27,25 €	43,50 €	47,25 €	51,00 €	59,00 €	36,75 €	
37 - 40	40,50 €	44,00 €	47,50 €	55,25 €	55,25 €	28,00 €	44,75 €	48,50 €	52,75 €	60,75 €	37,75 €	
41	43,25 €	47,00 €	50,75 €	58,75 €	58,75 €	30,25 €	48,00 €	52,00 €	56,00 €	65,00 €	41,00 €	
42 - 45	44,50 €	48,50 €	52,25 €	60,25 €	60,25 €	31,00 €	49,00 €	53,25 €	57,50 €	66,75 €	41,75 €	
46	47,25 €	51,25 €	55,25 €	64,25 €	64,25 €	32,75 €	52,25 €	56,75 €	61,25 €	71,00 €	44,50 €	
47 - 50	48,00 €	52,25 €	56,25 €	65,25 €	65,25 €	33,75 €	53,00 €	57,50 €	62,25 €	72,00 €	45,50 €	
51	48,00 €	52,00 €	56,25 €	65,00 €	65,00 €	33,50 €	53,00 €	57,50 €	62,00 €	72,00 €	45,50 €	
52 - 55	48,75 €	53,00 €	57,25 €	66,00 €	66,00 €	34,50 €	53,75 €	58,50 €	63,00 €	73,00 €	46,25 €	
56	48,25 €	52,50 €	56,50 €	65,00 €	65,00 €	34,00 €	53,50 €	58,00 €	62,50 €	71,75 €	46,00 €	
57	48,25 €	52,25 €	56,50 €	64,50 €	64,50 €	33,50 €	53,25 €	58,00 €	62,50 €	71,25 €	45,25 €	
58	48,00 €	52,25 €	56,50 €	63,50 €	63,50 €	33,25 €	53,25 €	57,75 €	62,50 €	70,25 €	45,00 €	
59	48,00 €	52,25 €	56,25 €	62,50 €	62,50 €	33,00 €	53,00 €	57,50 €	62,25 €	69,25 €	44,75 €	
60	48,50 €	52,00 €	55,75 €	61,50 €	61,50 €	32,75 €	53,50 €	57,50 €	61,50 €	68,25 €	44,50 €	
61	50,50 €	53,75 €	56,75 €	62,25 €	62,25 €	33,50 €	54,50 €	58,25 €	61,75 €	68,50 €	44,50 €	
62	52,00 €	54,75 €	57,50 €	63,50 €	63,50 €	34,00 €	56,50 €	59,25 €	62,25 €	69,00 €	44,75 €	
63	53,75 €	56,00 €	58,25 €	63,50 €	63,50 €	34,25 €	58,00 €	60,50 €	62,75 €	69,25 €	45,50 €	
64	55,25 €	56,75 €	58,50 €	63,75 €	63,75 €	34,50 €	59,75 €	61,75 €	63,50 €	69,50 €	45,75 €	
65	56,75 €	58,00 €	59,00 €	64,25 €	64,25 €	35,00 €	61,50 €	62,75 €	64,25 €	69,75 €	46,25 €	
66	58,50 €	59,00 €	59,75 €	64,75 €	64,75 €	35,50 €	63,25 €	64,00 €	64,75 €	70,00 €	47,00 €	
≥ 67	60,50 €	60,50 €	60,50 €	65,25 €	65,25 €	36,25 €	65,50 €	65,50 €	65,50 €	71,00 €	47,75 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	66,50 €	66,50 €	66,50 €	71,75 €	71,75 €	40,00 €	72,00 €	72,00 €	72,00 €	78,00 €	52,50 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	72,50 €	72,50 €	72,50 €	78,25 €	78,25 €	43,50 €	78,50 €	78,50 €	78,50 €	85,25 €	57,25 €	

Module Prothèses												
Niveau 5 "majoré"												
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses					
	A	D	F	G			A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25	48,75 €	48,50 €	50,75 €	55,00 €	55,00 €	36,75 €	48,75 €	48,50 €	50,75 €	55,00 €	36,75 €	
26	55,75 €	58,00 €	60,25 €	65,00 €	65,00 €	41,25 €	55,75 €	58,00 €	60,25 €	65,00 €	41,25 €	
27	56,75 €	59,75 €	62,25 €	68,75 €	68,75 €	42,00 €	56,75 €	59,75 €	62,25 €	68,75 €	42,00 €	
28	57,50 €	61,25 €	64,75 €	72,75 €	72,75 €	43,50 €	57,50 €	61,25 €	64,75 €	72,75 €	43,50 €	
29	58,75 €	62,75 €	67,25 €	76,75 €	76,75 €	44,50 €	58,75 €	62,75 €	67,25 €	76,75 €	44,50 €	
30	59,50 €	64,25 €	69,75 €	80,50 €	80,50 €	45,75 €	59,50 €	64,25 €	69,75 €	80,50 €	45,75 €	
31	61,00 €	66,50 €	71,75 €	82,75 €	82,75 €	46,75 €	61,00 €	66,50 €	71,75 €	82,75 €	46,75 €	
32	62,25 €	68,00 €	73,25 €	84,75 €	84,75 €	47,75 €	62,25 €	68,00 €	73,25 €	84,75 €	47,75 €	
33 - 35	64,00 €	69,50 €	75,25 €	86,75 €	86,75 €	48,75 €	64,00 €	69,50 €	75,25 €	86,75 €	48,75 €	
36	67,75 €	73,50 €	79,25 €	91,75 €	91,75 €	53,00 €	67,75 €	73,50 €	79,25 €	91,75 €	53,00 €	
37 - 40	69,00 €	75,25 €	81,25 €	93,75 €	93,75 €	54,50 €	69,00 €	75,25 €	81,25 €	93,75 €	54,50 €	
41	72,50 €	79,75 €	86,00 €	98,75 €	98,75 €	58,50 €	72,50 €	79,75 €	86,00 €	98,75 €	58,50 €	
42 - 45	75,25 €	82,00 €	88,25 €	102,00 €	102,00 €	60,00 €	75,25 €	82,00 €	88,25 €	102,00 €	60,00 €	
46	75,75 €	82,25 €	88,75 €	102,75 €	102,75 €	61,25 €	75,75 €	82,25 €	88,75 €	102,75 €	61,25 €	
47 - 50	77,00 €	84,00 €	90,75 €	104,75 €	104,75 €	62,75 €	77,00 €	84,00 €	90,75 €	104,75 €	62,75 €	
51	76,00 €	82,75 €	89,25 €	103,25 €	103,25 €	63,75 €	76,00 €	82,75 €	89,25 €	103,25 €	63,75 €	
52 - 55	77,75 €	84,25 €	90,75 €	105,00 €	105,00 €	65,25 €	77,75 €	84,25 €	90,75 €	105,00 €	65,25 €	
56	74,75 €	81,50 €	88,00 €	102,50 €	102,50 €	63,00 €	74,75 €	81,50 €	88,00 €	102,50 €	63,00 €	
57	75,00 €	81,50 €	87,75 €	102,00 €	102,00 €	62,75 €	75,00 €	81,50 €	87,75 €	102,00 €	62,75 €	
58	75,25 €	81,50 €	86,50 €	100,75 €	100,75 €	62,75 €	75,25 €	81,50 €	86,50 €	100,75 €	62,75 €	
59	75,00 €	81,50 €	87,50 €	100,00 €	100,00 €	63,00 €	75,00 €	81,50 €	87,50 €	100,00 €	63,00 €	
60	76,00 €	81,75 €	87,00 €	98,50 €	98,50 €	62,75 €	76,00 €	81,75 €	87,00 €	98,50 €	62,75 €	
61	77,50 €	82,25 €	87,50 €	98,75 €	98,75 €	63,00 €	77,50 €	82,25 €	87,50 €	98,75 €	63,00 €	
62	82,25 €	83,75 €	88,25 €	98,75 €	98,75 €	64,00 €	82,25 €	83,75 €	88,25 €	98,75 €	64,00 €	
63	85,25 €	85,25 €	88,75 €	100,25 €	100,25 €	64,75 €	85,25 €	85,25 €	88,75 €	100,25 €	64,75 €	
64	84,50 €	87,25 €	89,75 €	101,25 €	101,25 €	65,75 €	84,50 €	87,25 €	89,75 €	101,25 €	65,75 €	
65	87,25 €	89,00 €	90,75 €	102,50 €	102,50 €	67,00 €	87,25 €	89,00 €	90,75 €	102,50 €	67,00 €	
66	89,75 €	90,75 €	91,50 €	103,25 €	103,25 €	68,75 €	89,75 €	90,75 €	91,50 €	103,25 €	68,75 €	
≥ 67	92,50 €	92,50 €	92,50 €	104,00 €	104,00 €	69,50 €	92,50 €	92,50 €	92,50 €	104,00 €	69,50 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	101,75 €	101,75 €	101,75 €	114,50 €	114,50 €	76,50 €	101,75 €	101,75 €	101,75 €	114,50 €	76,50 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	111,00 €	111,00 €	111,00 €	124,75 €	124,75 €	83,50 €	111,00 €	111,00 €	111,00 €	124,75 €	83,50 €	

Cotisation mensuelle TTC⁽¹⁾

235

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges
ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021
Cotisation mensuelle TTC ⁽¹⁾
Gamme nationale

		Module Soins						Module Prothèses					
		Niveau 6						Niveau 6					
		Régime Général						Régime Général					
		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25		29,75 €	31,00 €	32,25 €	35,00 €	23,00 €		82,75 €	86,00 €	89,50 €	96,75 €	53,50 €	
26		35,75 €	37,25 €	39,00 €	42,00 €	26,50 €		98,00 €	102,25 €	106,25 €	115,00 €	59,00 €	
27		36,25 €	38,50 €	40,50 €	44,50 €	27,50 €		98,75 €	103,75 €	109,00 €	120,00 €	59,75 €	
28		37,25 €	39,50 €	41,75 €	47,00 €	28,25 €		99,00 €	105,25 €	111,75 €	125,00 €	61,00 €	
29		37,50 €	40,75 €	43,75 €	49,50 €	28,75 €		99,75 €	107,00 €	114,25 €	130,50 €	62,00 €	
30		38,25 €	41,75 €	45,00 €	52,25 €	29,50 €		100,25 €	108,50 €	117,25 €	135,75 €	63,25 €	
31		39,50 €	42,75 €	46,00 €	53,50 €	30,25 €		101,50 €	110,25 €	119,50 €	137,75 €	64,25 €	
32		40,25 €	44,00 €	47,50 €	55,00 €	31,00 €		103,00 €	111,75 €	120,50 €	139,75 €	65,25 €	
33 - 35		41,50 €	45,00 €	48,50 €	56,25 €	31,75 €		104,50 €	113,50 €	122,50 €	141,75 €	66,50 €	
36		43,75 €	47,50 €	51,25 €	59,50 €	34,25 €		109,50 €	119,00 €	128,50 €	148,75 €	70,25 €	
37 - 40		44,50 €	48,50 €	52,50 €	60,75 €	35,25 €		113,00 €	122,50 €	132,25 €	153,00 €	71,75 €	
41		47,00 €	50,50 €	54,50 €	64,00 €	37,75 €		118,50 €	129,50 €	140,00 €	161,00 €	75,50 €	
42 - 45		47,25 €	51,00 €	55,25 €	64,25 €	39,00 €		122,50 €	133,50 €	144,25 €	166,25 €	77,25 €	
46		52,50 €	57,00 €	61,75 €	71,00 €	44,00 €		125,50 €	136,50 €	147,50 €	170,00 €	78,25 €	
47 - 50		53,50 €	58,00 €	62,75 €	72,75 €	45,25 €		128,75 €	140,00 €	151,00 €	172,25 €	80,00 €	
51		52,75 €	57,50 €	62,00 €	71,75 €	44,50 €		127,00 €	138,25 €	149,25 €	168,75 €	79,75 €	
52 - 55		53,75 €	58,50 €	63,25 €	73,25 €	45,50 €		130,00 €	141,25 €	152,25 €	173,25 €	81,25 €	
56		53,75 €	58,50 €	63,25 €	73,25 €	45,50 €		122,75 €	133,50 €	144,25 €	165,00 €	78,00 €	
57		54,00 €	58,75 €	63,50 €	70,50 €	45,25 €		122,00 €	132,75 €	143,25 €	162,50 €	77,50 €	
58		53,75 €	58,75 €	65,00 €	69,75 €	45,25 €		121,75 €	132,00 €	141,00 €	160,00 €	77,25 €	
59		54,00 €	58,75 €	64,00 €	68,75 €	45,00 €		120,75 €	131,25 €	141,00 €	158,25 €	77,00 €	
60		54,50 €	58,75 €	63,50 €	68,00 €	45,00 €		121,25 €	130,25 €	139,00 €	155,75 €	76,50 €	
61		56,75 €	60,50 €	63,75 €	68,25 €	46,25 €		123,25 €	131,00 €	139,00 €	155,75 €	77,00 €	
62		58,25 €	61,25 €	64,25 €	68,75 €	46,75 €		125,75 €	132,25 €	139,25 €	155,75 €	77,75 €	
63		60,00 €	62,75 €	65,25 €	68,75 €	47,50 €		128,75 €	134,00 €	139,25 €	155,75 €	78,50 €	
64		62,00 €	64,00 €	66,00 €	68,75 €	48,00 €		131,75 €	135,50 €	139,50 €	155,75 €	79,50 €	
65		64,00 €	65,00 €	66,50 €	68,75 €	49,00 €		134,50 €	137,50 €	140,25 €	155,75 €	81,50 €	
66		65,75 €	66,50 €	67,25 €	69,00 €	49,75 €		137,75 €	139,25 €	140,50 €	156,00 €	83,75 €	
≥ 67		67,75 €	67,75 €	67,75 €	69,25 €	51,00 €		140,75 €	140,75 €	140,75 €	156,00 €	85,50 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans		74,50 €	74,50 €	74,50 €	76,25 €	56,00 €		154,75 €	154,75 €	154,75 €	171,50 €	94,00 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans		81,25 €	81,25 €	81,25 €	83,00 €	61,25 €		169,00 €	169,00 €	169,00 €	187,25 €	102,50 €	

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].
 En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :
 - le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
 - à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités- Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

		Module Soins					Module Prothèses				
		Niveau 1					Niveau 2				
		Régime Général					Régime Général				
		A	D	F	G	R. ALM	A	D	F	G	R. ALM
≤ 25		12,80 €	13,02 €	13,46 €	13,46 €	4,86 €	6,62 €	7,06 €	7,06 €	7,06 €	5,74 €
26		13,90 €	14,35 €	15,01 €	15,01 €	5,08 €	7,06 €	7,50 €	7,72 €	7,72 €	6,84 €
27		14,57 €	15,01 €	16,11 €	16,11 €	5,08 €	7,28 €	7,50 €	7,72 €	7,72 €	6,84 €
28		14,79 €	15,45 €	16,55 €	16,55 €	5,08 €	7,28 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,50 €
29		15,01 €	15,67 €	17,22 €	17,22 €	5,08 €	7,28 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,50 €
30		15,01 €	15,89 €	18,10 €	18,10 €	5,30 €	7,95 €	8,39 €	9,05 €	9,05 €	8,17 €
31		15,01 €	15,89 €	18,10 €	18,10 €	5,30 €	8,39 €	9,05 €	9,93 €	9,93 €	8,17 €
32		15,01 €	16,11 €	18,32 €	18,32 €	5,30 €	9,05 €	9,71 €	10,59 €	10,59 €	8,83 €
33 - 35		15,45 €	16,55 €	18,32 €	18,32 €	5,30 €	9,05 €	9,71 €	10,59 €	10,59 €	8,83 €
36		16,77 €	18,10 €	19,42 €	19,42 €	6,18 €	10,15 €	11,04 €	11,92 €	11,92 €	8,83 €
37 - 40		17,22 €	18,54 €	20,08 €	20,08 €	6,18 €	10,37 €	11,26 €	12,14 €	12,14 €	8,83 €
41		18,32 €	19,86 €	21,41 €	21,41 €	6,62 €	11,04 €	12,14 €	13,02 €	13,02 €	9,93 €
42 - 45		18,32 €	20,53 €	22,07 €	22,07 €	7,06 €	11,92 €	12,36 €	13,24 €	13,24 €	10,15 €
46		20,08 €	21,41 €	23,40 €	23,40 €	7,28 €	12,36 €	13,90 €	14,57 €	14,57 €	10,59 €
47 - 50		20,53 €	21,63 €	23,62 €	23,62 €	7,72 €	12,80 €	14,35 €	15,23 €	15,23 €	11,04 €
51		20,97 €	22,29 €	24,28 €	24,28 €	7,50 €	13,02 €	14,35 €	15,67 €	15,67 €	10,59 €
52 - 55		21,41 €	22,73 €	24,50 €	24,50 €	8,17 €	13,02 €	14,79 €	15,89 €	15,89 €	10,59 €
56		21,63 €	22,73 €	25,16 €	25,16 €	7,72 €	13,68 €	14,79 €	15,45 €	15,45 €	10,15 €
57		21,41 €	22,73 €	25,16 €	25,16 €	7,72 €	13,68 €	14,79 €	15,45 €	15,45 €	10,15 €
58		21,63 €	22,95 €	25,38 €	25,38 €	7,50 €	13,46 €	15,45 €	15,89 €	15,89 €	10,15 €
59		21,63 €	22,73 €	25,38 €	25,38 €	7,50 €	13,90 €	15,89 €	16,55 €	16,55 €	10,37 €
60		22,07 €	22,95 €	25,38 €	25,38 €	7,50 €	14,35 €	16,11 €	16,55 €	16,55 €	11,04 €
61		22,73 €	23,62 €	25,38 €	25,38 €	7,50 €	15,23 €	16,55 €	17,22 €	17,22 €	11,04 €
62		23,62 €	24,50 €	26,04 €	26,04 €	7,50 €	15,89 €	16,99 €	17,66 €	17,66 €	11,04 €
63		24,28 €	25,38 €	26,26 €	26,26 €	7,50 €	16,55 €	17,22 €	18,10 €	18,10 €	11,04 €
64		25,80 €	26,04 €	26,93 €	26,93 €	7,50 €	17,22 €	17,88 €	18,32 €	18,32 €	11,70 €
65		26,26 €	26,49 €	27,15 €	27,15 €	7,50 €	17,66 €	18,54 €	18,98 €	18,98 €	12,36 €
66		27,59 €	27,59 €	27,81 €	27,81 €	7,72 €	18,54 €	18,98 €	18,98 €	18,98 €	13,02 €
≥ 67		28,69 €	28,69 €	28,69 €	28,69 €	7,95 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	13,24 €
Adhésion entre 68 & 70 ans		31,56 €	31,56 €	31,56 €	31,56 €	8,83 €	21,41 €	21,41 €	21,41 €	21,41 €	14,57 €
Adhésion entre 71 & 75 ans		34,43 €	34,43 €	34,43 €	34,43 €	9,49 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	15,89 €

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

		Module Soins						Module Prothèses						Module Prothèses					
		Niveau 2						Niveau 2						Niveau 3 "majoré"					
		Régime Général						Régime Général						Régime Général					
		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM		A	D	F	G	R. ALM	
≤ 25		14,13 €	14,57 €	15,01 €	15,01 €	5,30 €		6,62 €	7,06 €	7,06 €	7,06 €	7,06 €	5,74 €	9,71 €	10,37 €	10,81 €	11,04 €	8,61 €	
26		15,45 €	15,89 €	16,77 €	16,77 €	5,96 €		7,06 €	7,50 €	7,50 €	7,72 €	7,72 €	6,84 €	11,04 €	11,70 €	11,92 €	12,36 €	10,37 €	
27		16,11 €	16,77 €	17,66 €	17,66 €	5,96 €		7,28 €	7,50 €	7,50 €	7,72 €	7,72 €	6,84 €	11,48 €	12,14 €	12,58 €	12,80 €	10,37 €	
28		16,11 €	16,99 €	18,32 €	18,32 €	5,96 €		7,28 €	7,95 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,50 €	11,48 €	12,36 €	13,02 €	13,24 €	10,81 €	
29		16,55 €	17,88 €	19,20 €	19,20 €	5,96 €		7,28 €	7,95 €	7,95 €	8,39 €	8,39 €	7,50 €	11,70 €	12,80 €	13,24 €	13,90 €	10,81 €	
30		16,77 €	17,88 €	19,64 €	19,64 €	6,18 €		7,95 €	8,83 €	8,83 €	9,05 €	9,05 €	8,17 €	11,92 €	13,24 €	14,35 €	15,23 €	11,26 €	
31		16,77 €	18,32 €	19,86 €	19,86 €	6,18 €		8,09 €	9,05 €	9,05 €	9,93 €	9,93 €	8,17 €	12,80 €	13,90 €	15,01 €	16,11 €	11,26 €	
32		16,99 €	18,54 €	20,08 €	20,08 €	6,40 €		9,05 €	9,71 €	9,71 €	10,59 €	10,59 €	8,83 €	13,24 €	14,79 €	15,45 €	17,22 €	12,14 €	
33 - 35		17,44 €	18,98 €	20,75 €	20,75 €	6,40 €		9,05 €	9,93 €	9,93 €	10,81 €	10,81 €	8,83 €	13,90 €	15,01 €	15,67 €	17,66 €	12,14 €	
36		18,98 €	20,53 €	22,07 €	22,07 €	7,06 €		10,15 €	11,04 €	11,04 €	11,92 €	11,92 €	8,83 €	15,01 €	16,33 €	17,66 €	18,98 €	13,02 €	
37 - 40		19,42 €	20,97 €	22,73 €	22,73 €	7,06 €		10,37 €	11,26 €	11,26 €	12,14 €	12,14 €	8,83 €	15,23 €	16,77 €	18,10 €	19,42 €	13,46 €	
41		20,75 €	22,51 €	24,28 €	24,28 €	7,50 €		11,04 €	12,14 €	12,14 €	13,02 €	13,02 €	9,93 €	16,33 €	17,88 €	19,20 €	20,75 €	15,01 €	
42 - 45		20,75 €	22,95 €	24,94 €	24,94 €	8,17 €		11,92 €	12,36 €	12,36 €	13,24 €	13,24 €	10,15 €	16,77 €	18,32 €	19,64 €	20,97 €	15,23 €	
46		22,73 €	24,28 €	26,71 €	26,71 €	8,61 €		12,36 €	13,90 €	13,90 €	14,57 €	14,57 €	10,59 €	17,88 €	19,42 €	20,97 €	22,51 €	16,55 €	
47 - 50		22,95 €	24,72 €	26,93 €	26,93 €	9,05 €		12,80 €	14,35 €	14,35 €	15,23 €	15,23 €	11,04 €	18,32 €	19,86 €	21,41 €	22,95 €	16,99 €	
51		23,84 €	25,38 €	27,37 €	27,37 €	8,83 €		13,02 €	14,35 €	14,35 €	15,67 €	15,67 €	10,59 €	18,98 €	20,75 €	22,07 €	23,17 €	16,99 €	
52 - 55		24,28 €	25,60 €	27,81 €	27,81 €	9,49 €		13,02 €	14,79 €	14,79 €	15,89 €	15,89 €	10,59 €	19,20 €	20,75 €	22,51 €	24,06 €	16,77 €	
56		24,28 €	26,04 €	28,69 €	28,69 €	9,49 €		13,68 €	14,79 €	14,79 €	15,45 €	15,45 €	10,15 €	19,42 €	20,97 €	22,73 €	23,84 €	16,77 €	
57		24,94 €	26,26 €	29,13 €	29,13 €	9,49 €		13,46 €	15,45 €	15,45 €	15,89 €	15,89 €	10,15 €	19,20 €	20,75 €	22,51 €	24,06 €	16,77 €	
58		25,38 €	26,93 €	29,58 €	29,58 €	9,27 €		13,90 €	15,67 €	15,67 €	16,33 €	16,33 €	10,59 €	19,42 €	20,97 €	22,73 €	23,84 €	16,77 €	
59		25,82 €	27,15 €	30,02 €	30,02 €	9,05 €		13,90 €	15,89 €	15,89 €	16,55 €	16,55 €	10,37 €	19,42 €	21,19 €	22,95 €	23,84 €	16,55 €	
60		26,26 €	27,59 €	30,24 €	30,24 €	9,05 €		14,35 €	16,11 €	16,11 €	16,55 €	16,55 €	11,04 €	20,08 €	21,63 €	22,95 €	23,62 €	16,55 €	
61		27,15 €	28,47 €	30,46 €	30,46 €	9,05 €		15,23 €	16,55 €	16,55 €	17,22 €	17,22 €	11,04 €	20,31 €	21,63 €	22,95 €	23,62 €	16,55 €	
62		28,25 €	29,58 €	31,12 €	31,12 €	9,05 €		15,89 €	16,99 €	16,99 €	17,66 €	17,66 €	11,04 €	21,19 €	22,29 €	23,40 €	23,84 €	16,55 €	
63		29,13 €	30,46 €	31,56 €	31,56 €	9,49 €		16,55 €	17,22 €	17,22 €	18,10 €	18,10 €	11,04 €	22,07 €	22,95 €	23,84 €	24,28 €	16,99 €	
64		30,46 €	31,12 €	32,22 €	32,22 €	9,49 €		17,22 €	17,88 €	17,88 €	18,32 €	18,32 €	11,70 €	22,95 €	23,62 €	24,28 €	24,50 €	17,44 €	
65		31,56 €	31,78 €	32,67 €	32,67 €	9,49 €		17,66 €	18,54 €	18,54 €	18,98 €	18,98 €	12,36 €	23,62 €	24,28 €	24,72 €	24,94 €	17,66 €	
66		32,89 €	32,89 €	33,55 €	33,55 €	9,71 €		18,54 €	18,98 €	18,98 €	19,42 €	19,42 €	13,02 €	24,50 €	24,94 €	24,94 €	25,16 €	18,10 €	
≥ 67		34,21 €	34,21 €	34,21 €	34,21 €	9,93 €		19,42 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	19,42 €	13,24 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	25,82 €	18,32 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans		37,74 €	37,74 €	37,74 €	37,74 €	11,04 €		21,41 €	21,41 €	21,41 €	21,41 €	21,41 €	14,57 €	28,47 €	28,47 €	28,47 €	28,47 €	20,08 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans		41,05 €	41,05 €	41,05 €	41,05 €	11,92 €		23,40 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	23,40 €	15,89 €	30,90 €	30,90 €	30,90 €	30,90 €	22,07 €	

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités- Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 3						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
≤ 25	17,44 €	18,32 €	18,98 €	19,64 €	8,39 €	
26	19,42 €	20,08 €	20,97 €	22,07 €	9,05 €	
27	19,42 €	20,53 €	21,63 €	22,95 €	9,05 €	
28	19,86 €	20,97 €	22,51 €	24,06 €	9,49 €	
29	20,08 €	21,41 €	23,17 €	24,94 €	9,49 €	
30	20,31 €	21,63 €	23,40 €	25,16 €	9,71 €	
31	20,31 €	21,85 €	23,62 €	25,16 €	9,71 €	
32	20,31 €	21,85 €	24,06 €	25,16 €	9,71 €	
33 - 35	20,53 €	22,29 €	24,72 €	25,82 €	9,71 €	
36	21,85 €	23,84 €	25,82 €	27,59 €	10,37 €	
37 - 40	22,51 €	24,28 €	26,26 €	28,25 €	10,81 €	
41	24,06 €	26,04 €	28,03 €	30,24 €	11,70 €	
42 - 45	24,28 €	26,49 €	28,69 €	30,90 €	12,14 €	
46	26,26 €	28,47 €	30,90 €	32,89 €	13,24 €	
47 - 50	26,93 €	29,13 €	31,56 €	33,99 €	13,68 €	
51	26,93 €	29,35 €	31,78 €	34,21 €	13,46 €	
52 - 55	28,03 €	30,24 €	32,67 €	35,09 €	13,90 €	
56	27,81 €	30,24 €	32,67 €	34,87 €	13,68 €	
57	28,25 €	30,68 €	33,11 €	35,09 €	13,46 €	
58	28,47 €	30,90 €	33,33 €	35,09 €	13,90 €	
59	28,69 €	31,34 €	33,77 €	35,09 €	13,68 €	
60	29,35 €	31,56 €	33,77 €	34,87 €	13,68 €	
61	30,90 €	32,89 €	34,65 €	35,53 €	13,68 €	
62	32,00 €	33,77 €	35,53 €	36,20 €	13,68 €	
63	33,33 €	34,87 €	36,20 €	36,86 €	14,13 €	
64	34,65 €	35,76 €	36,86 €	37,52 €	14,35 €	
65	36,20 €	36,86 €	37,52 €	37,96 €	14,57 €	
66	37,52 €	37,74 €	38,18 €	38,40 €	15,01 €	
≥ 67	38,85 €	38,85 €	38,85 €	38,85 €	15,23 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	42,82 €	42,82 €	42,82 €	42,82 €	16,77 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	46,57 €	46,57 €	46,57 €	46,57 €	18,32 €	

Module Prothèses						
Niveau 3						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	9,49 €	9,93 €	10,37 €	10,81 €	8,39 €	
	10,81 €	11,26 €	11,48 €	11,92 €	9,93 €	
	11,04 €	11,70 €	12,14 €	12,36 €	9,93 €	
	11,04 €	11,92 €	12,58 €	13,02 €	10,37 €	
	11,26 €	12,36 €	13,02 €	13,46 €	10,37 €	
	11,48 €	13,02 €	13,90 €	15,01 €	11,04 €	
	12,36 €	13,46 €	14,57 €	15,67 €	11,04 €	
	13,02 €	14,35 €	15,01 €	16,77 €	11,70 €	
	13,46 €	15,89 €	16,99 €	18,54 €	12,80 €	
	14,79 €	16,33 €	17,44 €	18,98 €	13,02 €	
	15,01 €	17,22 €	18,76 €	20,08 €	14,57 €	
	15,89 €	17,66 €	18,98 €	20,53 €	15,01 €	
	16,33 €	18,98 €	20,31 €	21,85 €	16,11 €	
	17,22 €	19,20 €	20,97 €	22,29 €	16,55 €	
	17,66 €	19,42 €	20,97 €	22,51 €	16,55 €	
	17,88 €	20,08 €	21,63 €	23,17 €	16,99 €	
	18,32 €	20,86 €	21,63 €	23,40 €	16,33 €	
	18,54 €	20,86 €	21,63 €	23,40 €	16,33 €	
	18,76 €	20,31 €	22,07 €	23,17 €	16,33 €	
	18,76 €	20,53 €	22,29 €	22,95 €	15,89 €	
	19,42 €	20,97 €	22,29 €	22,95 €	16,11 €	
	19,64 €	20,97 €	22,29 €	22,95 €	16,11 €	
	20,53 €	21,63 €	22,73 €	23,17 €	16,11 €	
	21,41 €	22,29 €	23,17 €	23,62 €	16,33 €	
	22,29 €	22,95 €	23,62 €	23,84 €	16,99 €	
	22,95 €	23,62 €	24,06 €	24,28 €	17,22 €	
	23,84 €	24,28 €	24,28 €	24,50 €	17,66 €	
	24,94 €	24,94 €	24,94 €	24,94 €	17,88 €	
	27,37 €	27,37 €	27,37 €	27,37 €	19,64 €	
	30,02 €	30,02 €	30,02 €	30,02 €	21,41 €	

Module Prothèses						
Niveau 3+ "majoré"						
	Régime Général				R. ALM	
	A	D	F	G		
	19,64 €	20,31 €	20,97 €	22,95 €	17,22 €	
	21,63 €	22,51 €	23,17 €	25,38 €	19,86 €	
	22,29 €	22,95 €	24,50 €	26,93 €	20,31 €	
	22,95 €	24,06 €	25,38 €	28,47 €	20,75 €	
	23,40 €	24,94 €	26,49 €	30,02 €	21,41 €	
	24,28 €	26,26 €	28,25 €	32,89 €	22,07 €	
	25,16 €	27,59 €	29,58 €	34,65 €	22,95 €	
	26,26 €	28,47 €	30,90 €	35,31 €	23,40 €	
	26,93 €	28,91 €	31,56 €	36,42 €	24,72 €	
	28,69 €	31,12 €	33,55 €	38,85 €	26,49 €	
	29,13 €	32,00 €	34,43 €	39,95 €	26,93 €	
	31,12 €	33,77 €	36,64 €	42,38 €	28,69 €	
	32,00 €	34,65 €	37,08 €	43,04 €	29,13 €	
	33,55 €	36,64 €	39,51 €	45,69 €	31,12 €	
	34,43 €	37,08 €	40,39 €	46,79 €	31,56 €	
	34,21 €	37,08 €	39,95 €	46,35 €	31,56 €	
	33,99 €	36,86 €	39,95 €	45,69 €	31,78 €	
	34,21 €	37,08 €	40,17 €	45,47 €	31,34 €	
	34,65 €	37,30 €	40,17 €	44,58 €	30,68 €	
	35,31 €	37,52 €	40,17 €	44,36 €	30,24 €	
	36,20 €	38,18 €	40,17 €	44,36 €	30,24 €	
	37,52 €	38,85 €	40,17 €	44,58 €	30,68 €	
	38,62 €	39,73 €	40,83 €	45,03 €	30,90 €	
	39,95 €	40,83 €	41,49 €	45,25 €	31,56 €	
	41,27 €	41,49 €	42,16 €	45,47 €	32,22 €	
	42,82 €	42,82 €	42,82 €	46,13 €	33,11 €	
	47,01 €	47,01 €	47,01 €	50,76 €	36,42 €	
	51,43 €	51,43 €	51,43 €	55,40 €	39,73 €	

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins						
Niveau 3+						
	Régime Général					R. ALM
	A	D	F	G		
≤ 25	22,95 €	24,06 €	24,94 €	26,93 €	13,46 €	
26	25,38 €	26,71 €	27,81 €	30,02 €	15,67 €	
27	25,82 €	27,59 €	28,91 €	31,78 €	16,11 €	
28	26,26 €	28,47 €	30,24 €	33,77 €	16,55 €	
29	26,71 €	29,13 €	31,34 €	35,76 €	16,55 €	
30	26,93 €	29,35 €	31,78 €	36,64 €	16,77 €	
31	27,37 €	29,58 €	32,22 €	36,86 €	16,77 €	
32	28,03 €	30,46 €	32,89 €	38,18 €	16,99 €	
33 - 35	28,91 €	31,34 €	33,77 €	39,07 €	17,44 €	
36	30,68 €	33,33 €	36,20 €	41,71 €	18,98 €	
37 - 40	31,56 €	34,21 €	36,86 €	42,82 €	19,20 €	
41	33,33 €	36,42 €	39,07 €	45,25 €	20,75 €	
42 - 45	34,21 €	37,08 €	40,17 €	46,57 €	20,97 €	
46	36,20 €	39,07 €	42,38 €	49,00 €	22,29 €	
47 - 50	36,86 €	40,17 €	43,26 €	50,10 €	22,73 €	
51	36,84 €	39,73 €	43,04 €	49,66 €	22,73 €	
52 - 55	37,30 €	40,61 €	43,92 €	50,76 €	22,95 €	
56	36,64 €	39,73 €	42,82 €	49,44 €	22,73 €	
57	36,64 €	39,73 €	43,04 €	49,00 €	22,51 €	
58	36,64 €	39,95 €	43,04 €	48,34 €	22,51 €	
59	36,64 €	39,95 €	43,04 €	47,89 €	22,07 €	
60	37,30 €	40,17 €	42,82 €	47,45 €	22,29 €	
61	38,62 €	41,05 €	43,26 €	47,67 €	22,29 €	
62	39,73 €	41,71 €	43,92 €	48,12 €	22,29 €	
63	40,83 €	42,60 €	44,14 €	48,12 €	22,51 €	
64	42,16 €	43,48 €	44,80 €	48,78 €	22,95 €	
65	43,70 €	44,58 €	45,47 €	49,44 €	22,95 €	
66	45,25 €	45,69 €	46,13 €	50,10 €	23,62 €	
≥ 67	46,79 €	46,79 €	46,79 €	50,54 €	24,28 €	
Adhésion entre 68 & 70 ans	51,43 €	51,43 €	51,43 €	55,62 €	26,71 €	
Adhésion entre 71 & 75 ans	56,06 €	56,06 €	56,06 €	60,70 €	29,13 €	

Module Prothèses						
Niveau 3+						
Régime Général					R. ALM	
A	D	F	G			
18,98 €	19,64 €	20,53 €	22,29 €	16,77 €		
20,97 €	21,85 €	22,73 €	24,72 €	19,20 €		
21,63 €	22,51 €	23,62 €	26,04 €	19,64 €		
22,29 €	23,17 €	24,72 €	27,59 €	20,08 €		
22,95 €	24,06 €	25,60 €	29,13 €	20,97 €		
23,40 €	25,38 €	27,37 €	32,00 €	21,41 €		
24,50 €	26,93 €	28,91 €	33,55 €	22,29 €		
25,38 €	27,59 €	29,80 €	34,43 €	22,95 €		
26,04 €	28,25 €	30,68 €	35,31 €	23,84 €		
27,81 €	30,24 €	32,67 €	37,74 €	25,60 €		
28,47 €	30,90 €	33,33 €	38,85 €	26,04 €		
30,24 €	32,89 €	35,53 €	41,05 €	27,81 €		
30,90 €	33,55 €	36,20 €	41,94 €	28,47 €		
32,67 €	35,53 €	38,40 €	44,36 €	30,24 €		
33,33 €	36,20 €	39,07 €	45,25 €	30,68 €		
33,11 €	35,98 €	38,85 €	45,03 €	30,68 €		
33,77 €	36,86 €	39,51 €	45,91 €	31,12 €		
33,11 €	35,76 €	38,62 €	44,36 €	30,90 €		
33,11 €	35,98 €	38,85 €	44,14 €	30,46 €		
33,11 €	36,20 €	39,07 €	43,70 €	30,24 €		
33,33 €	36,20 €	39,07 €	43,26 €	29,80 €		
33,55 €	36,20 €	38,85 €	42,82 €	29,58 €		
34,21 €	36,42 €	38,85 €	43,04 €	29,58 €		
35,09 €	37,08 €	38,85 €	43,04 €	29,58 €		
36,20 €	37,52 €	39,07 €	43,26 €	29,80 €		
37,52 €	38,62 €	39,73 €	43,70 €	30,24 €		
38,85 €	39,51 €	40,17 €	43,92 €	30,68 €		
40,17 €	40,39 €	40,83 €	44,14 €	31,34 €		
41,49 €	41,49 €	41,49 €	44,80 €	32,22 €		
45,69 €	45,69 €	45,69 €	49,22 €	35,53 €		
49,88 €	49,88 €	49,88 €	53,85 €	38,62 €		

Module Prothèses						
Niveau 4 "majoré"						
Régime Général		R. ALM				
A	D	F	G			
26,26€	27,37€	28,47€	30,90€	22,07€		
29,58€	30,90€	32,22€	34,87€	25,16€		
30,24€	32,00€	33,55€	36,86€	25,82€		
30,90€	32,89€	34,87€	39,07€	26,26€		
31,56€	33,99€	36,20€	41,27€	27,37€		
32,89€	35,53€	38,40€	44,80€	27,81€		
34,43€	37,74€	39,95€	47,01€	28,69€		
35,76€	38,85€	41,94€	48,78€	29,13€		
36,86€	39,95€	43,04€	49,88€	30,46€		
39,51€	42,82€	46,57€	53,63€	33,33€		
40,83€	44,14€	47,89€	55,18€	34,43€		
43,48€	47,23€	50,76€	59,15€	37,08€		
44,80€	48,56€	52,53€	60,70€	38,18€		
47,45€	51,65€	55,62€	64,45€	40,61€		
48,34€	52,53€	56,72€	65,55€	41,27€		
48,12€	52,31€	56,50€	65,55€	41,27€		
49,00€	53,19€	57,39€	66,43€	42,16€		
48,56€	52,75€	56,94€	65,33€	41,94€		
48,34€	52,75€	56,94€	64,89€	41,27€		
48,34€	52,53€	56,94€	63,79€	40,83€		
48,12€	52,31€	56,72€	62,90€	40,83€		
48,78€	52,31€	56,06€	62,02€	40,39€		
49,66€	52,75€	56,06€	62,24€	40,39€		
51,43€	53,85€	56,72€	62,68€	40,83€		
52,75€	54,96€	57,16€	62,90€	41,27€		
54,52€	56,06€	57,83€	63,34€	41,49€		
56,06€	57,16€	58,27€	63,34€	41,94€		
57,39€	58,05€	58,71€	63,56€	42,82€		
59,37€	59,37€	59,37€	64,45€	43,48€		
65,33€	65,33€	65,33€	70,85€	47,89€		
71,29€	71,29€	71,29€	77,25€	52,09€		

Gamme nationale

241

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités- Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins											
Niveau 5											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			Niveau 5				R. ALM
							A	D	F	G	
≤ 25	26,26 €	27,37 €	28,47 €	30,90 €	30,31 €	20,31 €	40,17 €	41,71 €	43,48 €	47,01 €	31,34 €
26	31,56 €	32,89 €	34,43 €	37,08 €	37,08 €	23,40 €	47,89 €	49,66 €	51,65 €	55,84 €	35,31 €
27	32,00 €	33,99 €	35,76 €	39,29 €	39,29 €	24,28 €	48,78 €	50,98 €	53,41 €	58,93 €	36,20 €
28	32,89 €	34,87 €	36,86 €	41,49 €	41,49 €	24,94 €	49,44 €	52,53 €	55,62 €	62,46 €	37,08 €
29	33,11 €	35,98 €	38,62 €	43,70 €	43,70 €	25,38 €	50,32 €	53,85 €	57,61 €	65,77 €	38,18 €
30	33,77 €	36,86 €	39,73 €	46,13 €	46,13 €	26,04 €	50,76 €	55,18 €	59,81 €	69,08 €	39,07 €
31	34,87 €	37,74 €	40,61 €	47,23 €	47,23 €	26,71 €	52,31 €	56,72 €	61,58 €	70,85 €	40,17 €
32	35,53 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	48,56 €	27,37 €	53,41 €	58,27 €	62,68 €	72,61 €	40,83 €
33 - 35	36,64 €	39,73 €	42,82 €	49,66 €	49,66 €	28,03 €	54,74 €	59,59 €	64,45 €	74,60 €	41,94 €
36	38,62 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	52,53 €	30,24 €	58,05 €	62,90 €	67,98 €	78,57 €	45,25 €
37 - 40	39,29 €	42,82 €	46,35 €	53,63 €	53,63 €	31,12 €	59,15 €	64,45 €	69,52 €	80,56 €	46,79 €
41	41,49 €	44,58 €	48,12 €	56,50 €	56,50 €	33,33 €	62,24 €	68,42 €	73,72 €	84,53 €	50,10 €
42 - 45	41,71 €	45,03 €	48,78 €	56,72 €	56,72 €	34,43 €	64,45 €	70,19 €	75,70 €	87,40 €	51,43 €
46	46,35 €	50,32 €	54,52 €	62,68 €	62,68 €	38,85 €	64,89 €	70,63 €	76,15 €	88,28 €	52,53 €
47 - 50	47,23 €	51,21 €	55,40 €	64,23 €	64,23 €	39,95 €	65,99 €	71,95 €	77,69 €	89,83 €	53,85 €
51	46,57 €	50,76 €	54,74 €	63,34 €	63,34 €	39,29 €	65,33 €	70,85 €	76,59 €	88,51 €	54,52 €
52 - 55	47,45 €	51,65 €	55,84 €	64,67 €	64,67 €	40,17 €	66,65 €	72,17 €	77,91 €	90,05 €	55,84 €
56	47,45 €	51,65 €	55,84 €	62,68 €	62,68 €	39,95 €	64,01 €	69,97 €	75,48 €	87,84 €	54,07 €
57	47,67 €	51,87 €	56,06 €	62,24 €	62,24 €	39,95 €	64,23 €	69,97 €	75,26 €	87,40 €	53,85 €
58	47,45 €	51,87 €	57,39 €	61,58 €	61,58 €	39,95 €	64,45 €	69,97 €	74,16 €	86,30 €	53,85 €
59	47,67 €	51,87 €	56,50 €	60,70 €	60,70 €	39,73 €	64,45 €	69,97 €	75,04 €	85,64 €	53,85 €
60	48,12 €	51,87 €	56,06 €	60,03 €	60,03 €	39,73 €	65,11 €	69,97 €	74,60 €	84,53 €	53,63 €
61	50,10 €	53,41 €	56,28 €	60,25 €	60,25 €	40,83 €	66,43 €	70,63 €	75,04 €	84,53 €	54,07 €
62	51,43 €	54,07 €	56,72 €	60,70 €	60,70 €	41,27 €	68,20 €	71,73 €	75,48 €	84,75 €	54,74 €
63	52,97 €	55,40 €	57,61 €	60,70 €	60,70 €	41,94 €	70,41 €	73,28 €	75,92 €	85,86 €	55,40 €
64	54,74 €	56,50 €	58,27 €	60,70 €	60,70 €	42,38 €	72,61 €	74,60 €	76,81 €	86,74 €	56,28 €
65	56,50 €	57,39 €	58,71 €	60,70 €	60,70 €	43,26 €	74,60 €	76,37 €	77,91 €	87,84 €	57,39 €
66	58,05 €	58,71 €	59,37 €	60,92 €	60,92 €	43,92 €	77,03 €	77,91 €	78,57 €	88,51 €	58,71 €
≥ 67	59,81 €	59,81 €	59,81 €	61,14 €	61,14 €	45,03 €	79,24 €	79,24 €	79,24 €	89,17 €	59,59 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	65,77 €	65,77 €	65,77 €	67,32 €	67,32 €	49,44 €	87,18 €	87,18 €	87,18 €	98,00 €	65,55 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	71,73 €	71,73 €	71,73 €	73,28 €	73,28 €	54,07 €	95,13 €	95,13 €	95,13 €	107,05 €	71,51 €

Module Prothèses											
Niveau 6											
	Régime Général					R. ALM	Module Prothèses				
	A	D	F	G			Niveau 6				R. ALM
							A	D	F	G	
≤ 25	73,06 €	75,92 €	79,01 €	85,42 €	85,42 €	47,23 €	108,15 €	117,86 €	123,35 €	146,77 €	68,20 €
26	86,52 €	90,27 €	93,80 €	101,53 €	101,53 €	52,09 €	110,80 €	120,51 €	130,22 €	150,08 €	69,08 €
27	87,18 €	91,60 €	96,23 €	105,94 €	105,94 €	52,75 €	112,12 €	122,05 €	131,76 €	148,98 €	70,41 €
28	87,40 €	92,92 €	98,66 €	110,36 €	110,36 €	53,85 €	114,77 €	124,70 €	134,41 €	152,95 €	71,73 €
29	88,06 €	94,46 €	100,87 €	115,21 €	115,21 €	54,74 €	108,37 €	117,86 €	127,35 €	145,67 €	68,86 €
30	88,51 €	95,79 €	103,51 €	119,85 €	119,85 €	55,84 €	107,71 €	117,20 €	126,47 €	143,46 €	68,42 €
31	89,61 €	97,33 €	105,50 €	121,61 €	121,61 €	56,72 €	106,60 €	115,87 €	124,48 €	139,71 €	67,98 €
32	90,93 €	98,66 €	106,38 €	123,38 €	123,38 €	57,61 €	107,49 €	116,76 €	124,84 €	137,50 €	67,98 €
33 - 35	92,26 €	100,20 €	108,15 €	125,14 €	125,14 €	58,71 €	108,15 €	117,20 €	124,48 €	137,50 €	69,30 €
36	95,67 €	105,06 €	113,45 €	131,32 €	131,32 €	62,02 €	113,67 €	123,60 €	133,31 €	152,07 €	70,63 €
37 - 40	98,76 €	108,15 €	116,76 €	135,08 €	135,08 €	63,34 €	114,77 €	124,70 €	134,41 €	152,95 €	71,73 €
41	104,62 €	114,33 €	123,60 €	142,14 €	142,14 €	66,65 €	108,15 €	117,86 €	127,35 €	145,67 €	68,86 €
42 - 45	108,15 €	117,86 €	127,35 €	146,77 €	146,77 €	68,20 €	110,80 €	120,51 €	130,22 €	150,08 €	69,08 €
46	110,80 €	120,51 €	130,22 €	150,08 €	150,08 €	70,63 €	112,12 €	122,05 €	131,76 €	148,98 €	70,41 €
47 - 50	113,67 €	123,60 €	133,31 €	152,07 €	152,07 €	70,63 €	114,77 €	124,70 €	134,41 €	152,95 €	71,73 €
51	117,86 €	127,35 €	137,50 €	157,50 €	157,50 €	71,73 €	117,86 €	127,35 €	137,50 €	157,50 €	71,73 €
52 - 55	118,98 €	128,91 €	139,06 €	159,06 €	159,06 €	72,84 €	118,98 €	128,91 €	139,06 €	159,06 €	72,84 €
56	120,51 €	130,22 €	140,08 €	161,08 €	161,08 €	73,95 €	120,51 €	130,22 €	140,08 €	161,08 €	73,95 €
57	122,05 €	131,76 €	141,76 €	163,16 €	163,16 €	75,06 €	122,05 €	131,76 €	141,76 €	163,16 €	75,06 €
58	123,60 €	133,31 €	143,41 €	165,41 €	165,41 €	76,17 €	123,60 €	133,31 €	143,41 €	165,41 €	76,17 €
59	124,70 €	134,41 €	144,41 €	167,41 €	167,41 €	77,28 €	124,70 €	134,41 €	144,41 €	167,41 €	77,28 €
60	126,47 €	136,47 €	146,47 €	169,47 €	169,47 €	78,39 €	126,47 €	136,47 €	146,47 €	169,47 €	78,39 €
61	128,24 €	138,24 €	148,24 €	171,24 €	171,24 €	79,50 €	128,24 €	138,24 €	148,24 €	171,24 €	79,50 €
62	130,01 €	140,01 €	150,01 €	173,01 €	173,01 €	80,61 €	130,01 €	140,01 €	150,01 €	173,01 €	80,61 €
63	131,78 €	141,78 €	151,78 €	174,78 €	174,78 €	81,72 €	131,78 €	141,78 €	151,78 €	174,78 €	81,72 €
64	133,55 €	143,55 €	153,55 €	176,55 €	176,55 €	82,83 €	133,55 €	143,55 €	153,55 €	176,55 €	82,83 €
65	135,32 €	145,32 €	155,32 €	178,32 €	178,32 €	83,94 €	135,32 €	145,32 €	155,32 €	178,32 €	83,94 €
66	137,09 €	147,09 €	157,09 €	180,09 €	180,09 €	85,05 €	137,09 €	147,09 €	157,09 €	180,09 €	85,05 €
≥ 67	138,86 €	148,86 €	158,86 €	181,86 €	181,86 €	86,16 €	138,86 €	148,86 €	158,86 €	181,86 €	86,16 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	136,62 €	146,62 €	156,62 €	179,62 €	179,62 €	84,94 €	136,62 €	146,62 €	156,62 €	179,62 €	84,94 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	149,20 €	159,20 €	169,20 €	192,20 €	192,20 €	90,49 €	149,20 €	159,20 €	169,20 €	192,20 €	90,49 €

Régime de frais médicaux individuels des Conjointes Actifs et Retraités - Tous collèges

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021

Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Gamme nationale

Module Soins									
Niveau 6									
	Régime Général				R. ALM				
	A	D	F	G	A	D	F	G	
≤ 25	26,26 €	27,37 €	28,47 €	30,90 €	20,31 €	27,37 €	28,47 €	30,90 €	20,31 €
26	31,56 €	32,89 €	34,43 €	37,08 €	23,40 €	32,89 €	34,43 €	37,08 €	23,40 €
27	32,00 €	33,99 €	35,76 €	39,29 €	24,28 €	33,99 €	35,76 €	39,29 €	24,28 €
28	32,89 €	34,87 €	36,86 €	41,49 €	24,94 €	34,87 €	36,86 €	41,49 €	24,94 €
29	33,11 €	35,98 €	38,62 €	43,70 €	25,38 €	35,98 €	38,62 €	43,70 €	25,38 €
30	33,77 €	36,86 €	39,73 €	46,13 €	26,04 €	36,86 €	39,73 €	46,13 €	26,04 €
31	34,87 €	37,74 €	40,61 €	47,23 €	26,71 €	37,74 €	40,61 €	47,23 €	26,71 €
32	35,53 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	27,37 €	38,85 €	41,94 €	48,56 €	27,37 €
33 - 35	36,64 €	39,73 €	42,82 €	49,66 €	28,03 €	39,73 €	42,82 €	49,66 €	28,03 €
36	38,62 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	30,24 €	41,94 €	45,25 €	52,53 €	30,24 €
37 - 40	39,29 €	42,82 €	46,35 €	53,63 €	31,12 €	42,82 €	46,35 €	53,63 €	31,12 €
41	41,49 €	44,58 €	48,12 €	56,50 €	33,33 €	44,58 €	48,12 €	56,50 €	33,33 €
42 - 45	41,71 €	45,03 €	48,78 €	56,72 €	34,43 €	45,03 €	48,78 €	56,72 €	34,43 €
46	46,35 €	50,32 €	54,52 €	62,68 €	38,85 €	50,32 €	54,52 €	62,68 €	38,85 €
47 - 50	47,23 €	51,21 €	55,40 €	64,23 €	39,95 €	51,21 €	55,40 €	64,23 €	39,95 €
51	46,57 €	50,76 €	54,74 €	63,34 €	39,29 €	50,76 €	54,74 €	63,34 €	39,29 €
52 - 55	47,45 €	51,65 €	55,84 €	64,67 €	40,17 €	51,65 €	55,84 €	64,67 €	40,17 €
56	47,45 €	51,65 €	55,84 €	62,68 €	39,95 €	51,65 €	55,84 €	62,68 €	39,95 €
57	47,67 €	51,87 €	56,06 €	62,24 €	39,95 €	51,87 €	56,06 €	62,24 €	39,95 €
58	47,45 €	51,87 €	57,39 €	61,58 €	39,95 €	51,87 €	57,39 €	61,58 €	39,95 €
59	47,67 €	51,87 €	56,50 €	60,70 €	39,73 €	51,87 €	56,50 €	60,70 €	39,73 €
60	48,12 €	51,87 €	56,06 €	60,03 €	39,73 €	51,87 €	56,06 €	60,03 €	39,73 €
61	50,10 €	53,41 €	56,28 €	60,25 €	40,83 €	53,41 €	56,28 €	60,25 €	40,83 €
62	51,43 €	54,07 €	56,72 €	60,70 €	41,27 €	54,07 €	56,72 €	60,70 €	41,27 €
63	52,97 €	55,40 €	57,61 €	60,70 €	41,94 €	55,40 €	57,61 €	60,70 €	41,94 €
64	54,74 €	56,50 €	58,27 €	60,70 €	42,38 €	56,50 €	58,27 €	60,70 €	42,38 €
65	56,50 €	57,39 €	58,71 €	60,70 €	43,26 €	57,39 €	58,71 €	60,70 €	43,26 €
66	58,05 €	58,71 €	59,37 €	60,92 €	43,92 €	58,71 €	59,37 €	60,92 €	43,92 €
≥ 67	59,81 €	59,81 €	59,81 €	61,14 €	45,03 €	59,81 €	59,81 €	61,14 €	45,03 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	65,77 €	65,77 €	65,77 €	67,32 €	49,44 €	65,77 €	65,77 €	67,32 €	49,44 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	71,73 €	71,73 €	71,73 €	73,28 €	54,07 €	71,73 €	71,73 €	73,28 €	54,07 €

Module Prothèses									
Niveau 6									
	Régime Général				R. ALM				
	A	D	F	G	A	D	F	G	
≤ 25	73,06 €	75,92 €	79,01 €	85,42 €	47,23 €	75,92 €	79,01 €	85,42 €	47,23 €
26	86,52 €	90,27 €	93,80 €	101,53 €	52,09 €	90,27 €	93,80 €	101,53 €	52,09 €
27	87,18 €	91,60 €	96,23 €	105,94 €	52,75 €	91,60 €	96,23 €	105,94 €	52,75 €
28	87,40 €	92,92 €	98,66 €	110,36 €	53,85 €	92,92 €	98,66 €	110,36 €	53,85 €
29	88,06 €	94,46 €	100,87 €	115,21 €	54,74 €	94,46 €	100,87 €	115,21 €	54,74 €
30	88,51 €	95,79 €	103,51 €	119,85 €	55,84 €	95,79 €	103,51 €	119,85 €	55,84 €
31	89,61 €	97,33 €	105,50 €	121,61 €	56,72 €	97,33 €	105,50 €	121,61 €	56,72 €
32	90,93 €	98,66 €	106,38 €	123,38 €	57,61 €	98,66 €	106,38 €	123,38 €	57,61 €
33 - 35	92,26 €	100,20 €	108,15 €	125,14 €	58,71 €	100,20 €	108,15 €	125,14 €	58,71 €
36	96,67 €	105,06 €	113,45 €	131,32 €	62,02 €	105,06 €	113,45 €	131,32 €	62,02 €
37 - 40	99,76 €	108,15 €	116,76 €	135,08 €	63,34 €	108,15 €	116,76 €	135,08 €	63,34 €
41	104,62 €	114,33 €	123,60 €	142,14 €	66,65 €	114,33 €	123,60 €	142,14 €	66,65 €
42 - 45	108,15 €	117,86 €	127,35 €	146,77 €	68,20 €	117,86 €	127,35 €	146,77 €	68,20 €
46	110,80 €	120,51 €	130,22 €	150,08 €	69,08 €	120,51 €	130,22 €	150,08 €	69,08 €
47 - 50	113,67 €	123,60 €	133,31 €	152,07 €	70,63 €	123,60 €	133,31 €	152,07 €	70,63 €
51	112,12 €	122,05 €	131,76 €	148,98 €	70,41 €	122,05 €	131,76 €	148,98 €	70,41 €
52 - 55	114,77 €	124,70 €	134,41 €	152,95 €	71,73 €	124,70 €	134,41 €	152,95 €	71,73 €
56	108,37 €	117,86 €	127,35 €	145,67 €	68,86 €	117,86 €	127,35 €	145,67 €	68,86 €
57	107,71 €	117,20 €	126,47 €	143,46 €	68,42 €	117,20 €	126,47 €	143,46 €	68,42 €
58	107,49 €	116,54 €	124,48 €	141,26 €	68,20 €	116,54 €	124,48 €	141,26 €	68,20 €
59	106,60 €	115,87 €	124,48 €	139,71 €	67,98 €	115,87 €	124,48 €	139,71 €	67,98 €
60	107,05 €	114,99 €	122,72 €	137,50 €	67,54 €	114,99 €	122,72 €	137,50 €	67,54 €
61	108,81 €	115,65 €	122,72 €	137,50 €	67,98 €	115,65 €	122,72 €	137,50 €	67,98 €
62	111,02 €	116,76 €	122,94 €	137,50 €	68,64 €	116,76 €	122,94 €	137,50 €	68,64 €
63	118,30 €	118,30 €	122,94 €	137,50 €	69,30 €	118,30 €	122,94 €	137,50 €	69,30 €
64	116,32 €	119,63 €	123,16 €	137,50 €	70,19 €	119,63 €	123,16 €	137,50 €	70,19 €
65	118,74 €	121,39 €	123,82 €	137,50 €	71,95 €	121,39 €	123,82 €	137,50 €	71,95 €
66	121,61 €	122,94 €	124,04 €	137,72 €	73,94 €	122,94 €	124,04 €	137,72 €	73,94 €
≥ 67	124,26 €	124,26 €	124,26 €	137,72 €	75,48 €	124,26 €	124,26 €	137,72 €	75,48 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	136,62 €	136,62 €	136,62 €	151,41 €	82,99 €	136,62 €	136,62 €	151,41 €	82,99 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	149,20 €	149,20 €	149,20 €	165,31 €	90,49 €	149,20 €	149,20 €	165,31 €	90,49 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1^{er} janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC;
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de Frais médicaux individuels des Conjoints Actifs et Retraités - Tous collèges

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89
selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle TTC⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	35,50 €	52,00 €	39,50 €
26	40,00 €	60,50 €	44,50 €
27	41,50 €	62,00 €	46,00 €
28	42,50 €	64,00 €	47,50 €
29	44,00 €	66,00 €	49,00 €
30	45,50 €	68,50 €	51,00 €
31	47,00 €	70,50 €	52,00 €
32	48,50 €	73,00 €	54,00 €
33	50,00 €	75,50 €	56,00 €
34	50,00 €	75,50 €	56,00 €
35	50,00 €	75,50 €	56,00 €
36	53,00 €	80,00 €	60,50 €
37 - 40	54,00 €	82,00 €	62,00 €
41	58,50 €	87,50 €	65,50 €
42 - 45	60,50 €	89,50 €	67,50 €
46	65,00 €	95,00 €	71,00 €
47 - 50	66,00 €	96,50 €	72,50 €
51	66,50 €	98,00 €	72,50 €
52 - 55	68,00 €	100,00 €	74,50 €
56	68,50 €	100,00 €	74,50 €
57	69,00 €	100,00 €	74,50 €
58	69,50 €	100,50 €	75,00 €
59	70,00 €	101,50 €	75,50 €
60	70,50 €	102,50 €	76,00 €
61	73,00 €	105,00 €	77,50 €
62	75,00 €	108,00 €	79,00 €
63	77,00 €	110,50 €	80,50 €
64	79,00 €	113,50 €	82,00 €
65	80,50 €	116,00 €	83,50 €
66	82,50 €	119,00 €	85,50 €
≥ 67	85,00 €	121,50 €	88,00 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	93,50 €	133,50 €	97,00 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	102,00 €	146,00 €	105,50 €

(1) Montant y compris les taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC.
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Régime de frais médicaux individuels des conjoints Actifs et Retraités - Tous collègues

Options régionales PCE 1, PCE 2

réservées aux adhérents des départements 01, 03, 07, 15, 21, 26, 38, 42, 43, 58, 63, 69, 71, 73, 74, 89

selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

et Option régionale PNPC

réservée aux adhérents des départements 56 et 62 selon les modalités définies à l'article 2 du règlement

ANNEXE TARIFAIRE au 1^{er} janvier 2021 - Cotisation mensuelle HT ⁽¹⁾

Régime Général

	PCE 1	PCE 2	PNPC
≤ 25	31,34 €	45,91 €	34,87 €
26	35,31 €	53,41 €	39,29 €
27	36,64 €	54,74 €	40,61 €
28	37,52 €	56,50 €	41,94 €
29	38,85 €	58,27 €	43,26 €
30	40,17 €	60,47 €	45,03 €
31	41,49 €	62,24 €	45,91 €
32	42,82 €	64,45 €	47,67 €
33	44,14 €	66,65 €	49,44 €
34	44,14 €	66,65 €	49,44 €
35	44,14 €	66,65 €	49,44 €
36	46,79 €	70,63 €	53,41 €
37 - 40	47,67 €	72,39 €	54,74 €
41	51,65 €	77,25 €	57,83 €
42 - 45	53,41 €	79,01 €	59,59 €
46	57,39 €	83,87 €	62,68 €
47 - 50	58,27 €	85,19 €	64,01 €
51	58,71 €	86,52 €	64,01 €
52 - 55	60,03 €	88,28 €	65,77 €
56	60,47 €	88,28 €	65,77 €
57	60,92 €	88,28 €	65,77 €
58	61,36 €	88,73 €	66,21 €
59	61,80 €	89,61 €	66,65 €
60	62,24 €	90,49 €	67,10 €
61	64,45 €	92,70 €	68,42 €
62	66,21 €	95,35 €	69,74 €
63	67,98 €	97,55 €	71,07 €
64	69,74 €	100,20 €	72,39 €
65	71,07 €	102,41 €	73,72 €
66	72,83 €	105,06 €	75,48 €
≥ 67	75,04 €	107,27 €	77,69 €
Adhésion entre 68 & 70 ans	82,55 €	117,86 €	85,64 €
Adhésion entre 71 & 75 ans	90,05 €	128,90 €	93,14 €

(1) Montant après déduction des taxes applicables au 1er janvier 2021 [TSA à 13,27%].

En cas de modification de taux de ces taxes en cours d'année :

- le Conseil d'administration a pouvoir pour répercuter ces modifications, en tout ou partie, dans les cotisations TTC,
- à défaut, les cotisations TTC restent inchangées, le montant HT étant automatiquement actualisé à due proportion.

Modules additionnels - Tarif 2021

1) Module additionnel Service d'assistance

Service Assistance	Adulte	Enfant
Tarif mensuel ⁽¹⁾	1,00 €	0,00 €

(1) La cotisation TTC est égale à la cotisation HT car cette garantie n'est pas soumise à la TSA.

2) Module additionnel facultatif (groupe fermé) "BTP Santé Plus"

Les tarifs de « BTP Santé + » Niveau 1 et Niveau 2 sont consultables en *Annexe 27*.

Annexe N° 27
Annexes des Garanties et Annexes de Cotisations des
« Contrats frais médicaux gammes fermées collectives et individuelles »

A. Frais Médicaux Collectifs

- ETAM option 1- gamme anté 1994
- Cadre option 2 - gamme anté 1994
- Renforcement de garanties :
 - Chirurgie Maternité ETAM & Cadre

B. Frais Médicaux Individuels

- Actifs option 1 sans chirurgie - gamme anté 1994 (Collèges ETAM)
- Actif – ancienne gamme individuelle (FMIA)
- Retraité – option Santé Retraite
- Renforcement de garanties :
 - BTP Santé+
 - Chirurgie - Maternité pour retraité et actif

Par décision des partenaires sociaux lors du conseil d'administration du 14 octobre 2020, les niveaux des garanties et les tarifs des contrats de frais médicaux en gammes fermées collectives et individuelles ont évolué comme suit :

A – Frais médicaux Collectifs

► Option 1 - anté 1994

Les garanties de cette option sont alignées sur les niveaux du module S3 et du module P2 de la gamme ouverte, consultables en *Annexe 21* du présent avenant.

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

(Formule Global Famille)

Catégorie	Pseudo	Régime	Tarif 2021
ETAM	WAC	Général	58,80 € / mois *

* Le tarif mensuel est défini comme une cotisation exprimée en euros par jour de présence, sur une base de 30 jours par mois civil.

► Option 2 - anté 1994

Les garanties de cette option sont alignées sur les niveaux du module S4 et du module P4 de la gamme ouverte, consultables en *Annexe 21* du présent avenant.

Les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

(Formule Global Famille)

Catégorie	Pseudo	Régime	Tarif 2021
Cadre	SSB	Général	4,65% S *
	SSD	Alsace - Moselle	3,40% S *

* dans la limite de la fraction du salaire inférieure ou égale au plafond de la Sécurité sociale.

► Option Chirurgie Maternité

Les garanties de cette option sont alignées sur les niveaux du module Chirurgie de la prévoyance couplé avec le forfait naissance niveau 2 :

Soins - Hospitalisation	Garantie 2021
Hospitalisation chirurgicale	
- Honoraires / frais de séjour	200% BR (Frais réels si OPTAM)
- Participation assuré	24 € x quantité
- Forfait hospitalier	100% FR
- Chambre particulière	100% FR
Hospitalisation maternité	
- Honoraire accouchement	175% BR
- Chambre particulière	100% FR
Lit accompagnant d'enfant de moins de 12 ans	24€ / jour
Forfait naissance	39,2% PMSS

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Catégorie	Régime	Tarif 2021
		Forfait / mois
Cadre	Général	21,30 €
	Alsace - Moselle	11,00 €
ETAM	Général	11,00 €
	Alsace - Moselle	9,50 €

B – Régime Individuel

► Option 1 - anté 1994

Les garanties de cette option sont alignées sur les niveaux du module S3 et du module P2 de la gamme ouverte, consultables en *Annexe 26* du présent avenant.

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Catégorie	Formule	Régime	Tarif 2021
ETAM	Couple	Général	138,00 € / mois

► Ancienne Gamme Frais Médicaux Individuel Actif (FMIA)

Les garanties de cette option sont alignées sur les niveaux du module S et du module P de la gamme ouverte, consultables en *Annexe 26* du présent avenant.

Option (FMIA)	Module S	Module P
Base	S2	P1
Option 1	S2	P1
Option 2	S2	P2
Option 3	S3	P3
Option 4	S4	P4

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Catégorie	Régime	Option	Formule	Tarif 2021
Ouvrier	Général	Base	Isolé	62.00 € / mois

Catégorie	Régime	Option	Formule	Tarif 2021
ETAM	Général	Option 2	Isolé	75,00 € / mois
		Option 3	Isolé	96,50 € / mois

Catégorie	Régime	Option	Formule	Tarif 2021
Cadre	Général	Option 2	Isolé	81,50 € / mois

► Option BTP Santé +

Les garanties sont :

BTP Santé Plus	Niveau 1	Niveau 2
Assistance (Mondiale assistance)	Oui	Oui
Allocation décès	-	1 500 €

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Tranche d'âge	Coefficient couple	Tarif TTC 2021 par mois	
		Niveau 1	Niveau 2
Jusqu'à 50 ans	190%	1,00 €	5,50 €
De 51 à 55 ans	185%		
56 ans	180%		
57 ans	178,50%		
58 ans	177,50%		
59 ans	176,25%		
60 ans	175%		
de 61 ans à 65 ans			7,00 €
66 ans et plus			8,50 €
Enfant pour les Actifs	-	-	-

➤ Option Chirurgie Maternité, renforcement des garanties sous GFMIR

Les garanties sont :

Soins - Hospitalisation	Garantie 2021
Hospitalisation chirurgicale	
- Honoraires	200% BR (Frais réels si OPTAM)
- Participation assuré	24 € x quantité
- Forfait hospitalier	100% FR
- Chambre particulière	100 € / jour

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Régime	Tarif 2021
Général	13,50 € / mois
Alsace - Moselle	9,50 € / mois

➤ Option Chirurgie Maternité, renforcement des garanties sous GFMIA

Les garanties sont :

Soins - Hospitalisation	Garantie 2021
Hospitalisation chirurgicale	
- Honoraires	200% BR (Frais réels si OPTAM)
- Participation assuré	24 € x quantité
- Forfait hospitalier	100% FR
- Chambre particulière	100 € / jour
- Forfait naissance	3,2% PASS / enfant

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Régime	Tarif 2021
Général	10,50 € / mois
Alsace - Moselle	6,50 € / mois

► **Option Chirurgie Maternité, renforcement des garanties sous AGERETRAITE**

Les garanties sont :

Soins - Hospitalisation	Garantie 2021
Hospitalisation chirurgicale	
- Honoraires / frais de séjour	200% BR (Frais réels si OPTAM)
- Participation assuré	24 € x quantité
- Forfait hospitalier	100% FR
- Chambre particulière	100 € / jour

Les cotisations applicables au 1^{er} janvier 2021 sont :

Régime	Tarif 2021
Général	13,50 € / mois
Alsace - Moselle	9,50 € / mois

Brochure n° 3081 | Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : **87** | **OUVRIERS**

IDCC : **135** | **EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

IDCC : **211** | **CADRES**

Brochure n° 3064 | Convention collective nationale

IDCC : **3227** | **INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX**

Accord du 20 novembre 2020

relatif à la création d'une commission paritaire permanente
de négociation et d'interprétation (CPPNI)

NOR : ASET2150182M

IDCC : 87, 135, 211, 3227

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNICEM ;

FIB ;

UP'Chaux,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

FNSCB CFDT ;

FNSCBA CGT ;

FG FO construction ;

CFE-CGC BTP SICMA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par un accord collectif du 11 juillet 2019, les partenaires sociaux des industries de carrières et matériaux de construction et des industries de fabrication de la chaux ont décidé de fusionner leurs champs conventionnels.

Par conséquent, l'accord du 7 juin 2017 ayant créé la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation de la branche des industries de carrières et matériaux de construction, et l'accord du 1^{er} décembre 2017 portant création d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation au sein de la branche des industries de la chaux doivent être abrogés et remplacés par les dispositions du présent accord, qui se substituera, dès à sa date de signature aux deux accords susvisés.

L'objectif du présent accord est de permettre une meilleure coordination des acteurs de la négociation collective au sein du champ conventionnel ainsi fusionné dans les différents domaines du droit du travail, afin de poursuivre et renforcer un dialogue social efficace, responsable, loyal et cohérent pour l'ensemble des entreprises des secteurs concernés.

Il est rappelé que la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation doit à ce titre être un lieu d'échanges permettant l'information réciproque des organisations syndicales et patronales représentatives des branches professionnelles sur la situation de l'emploi mais également dans le domaine de la formation professionnelle.

Le présent accord définit en ce sens les attributions, la composition et le fonctionnement de cette commission ainsi que les conditions dans lesquelles les accords d'entreprise doivent lui être transmis.

Article 1^{er} | Attributions

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) constitue l'instance au sein de laquelle se déroulent les négociations paritaires nationales.

La CPPNI exerce un rôle prépondérant en matière de veille sur les conditions de travail et l'emploi des salariés. À ce titre, au moins une fois par an, la CPPNI est tenue informée des travaux de la CPNEFP.

La CPPNI exerce les missions de l'observatoire paritaire prévu à l'article L. 2232-10 du code du travail.

Elle exerce également une mission d'intérêt général en représentant les secteurs d'activité, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics.

Enfin, la commission est en charge des difficultés d'interprétation qui peuvent naître de l'application d'une disposition conventionnelle.

S'agissant des réunions paritaires qui ont lieu en région, la CPPNI donne mandat aux représentants des organisations patronales et aux représentants des organisations syndicales représentatives de négocier des accords paritaires portant sur les salaires minimaux conventionnels des salariés positionnés du niveau 1 au niveau 7 de la grille de classification telle qu'issue de l'accord du 10 juillet 2008 conclu dans les industries de carrières et matériaux de construction.

Article 2 | Mission de négociation paritaire

Les membres de la CPPNI ont pour mission de négocier les dispositions conventionnelles ou l'adaptation des dispositions existantes.

Pour remplir sa mission, la commission peut décider de la constitution de groupes de travail paritaires afin de préparer le travail de négociation de ses membres.

Le groupe de travail paritaire comprend 2 représentants de chaque organisation syndicale représentative au niveau de la branche professionnelle et un nombre équivalent représentant la délégation patronale.

Chaque organisation syndicale représentative désigne 2 référents titulaires et 2 représentants suppléants, étant précisé que l'ensemble des documents sera adressé aux uns et aux autres

ainsi qu'aux membres de la CPPNI. Le représentant suppléant assiste à la réunion du groupe de travail paritaire restreint en l'absence du référent titulaire qu'il remplace alors.

Les règles de prise en charge du salaire, des frais de déplacement du référent titulaire ou de son représentant suppléant appelé à participer à la réunion en l'absence du référent titulaire (restauration, hébergement, transport) sont celles visées aux articles 4 et 5 du présent accord.

Article 2.1 | Composition de la commission pour ses missions de négociation paritaire

Article 2.1.1 | Délégation syndicale

La délégation syndicale au sein de la commission paritaire est composée de 4 représentants par organisation syndicale représentative pour les réunions paritaires nationales et de 2 représentants par organisation syndicale représentative pour les réunions paritaires régionales.

Toutefois et pour les réunions organisées dans les régions administratives qui ont fait l'objet d'une fusion et d'un regroupement passant ainsi de trois régions administratives à une région (région Grand Est et région Nouvelle-Aquitaine), le nombre de représentants par organisation syndicale représentative est porté de 2 à 3.

Les règles de prise en charge des frais de déplacement de la délégation syndicale (restauration, hébergement, transport) sont celles visées à l'article 5 du présent accord.

Pour tenir compte de la charge imposée aux entreprises et aux établissements comportant moins de 20 salariés, les organisations syndicales s'assureront, sauf exception qu'elles justifient, à ne pas inclure dans leur délégation plus de 1 salarié par établissement et plus de 2 salariés par entreprise.

Article 2.1.2 | Délégation patronale

Les représentants des organisations patronales représentatives constituent la délégation patronale de la commission. La délégation patronale comprend un nombre de représentants égal à celui fixé à l'article précédent.

La délégation syndicale et la délégation patronale s'efforceront dans la mesure du possible d'assurer une représentation des différents secteurs d'activité tels que visés en annexe I.

Article 2.2 | Fonctionnement de la commission pour les négociations paritaires

Article 2.2.1 | Agenda social et convocation aux réunions

La commission paritaire de négociation se réunit au moins trois fois par an. Au-delà, les réunions supplémentaires seront décidées conjointement par la délégation patronale et la délégation syndicale.

Lors de la dernière réunion de l'année en cours, la commission établit son agenda social pour l'année à venir ainsi que les thèmes de négociation envisagés, en cohérence avec les obligations légales.

Pour préparer cet agenda social, dans un délai de 15 jours avant la date de la réunion chaque collègue, salarié et employeur, communique à l'autre collègue les thèmes de négociation qu'il propose pour l'année à venir. Ces thèmes sont ensuite sélectionnés en séance.

Article 2.2.2 | Ordre du jour des réunions

L'ordre du jour de chaque réunion de la commission est fixé en cohérence avec le calendrier prévisionnel visé à l'article 2.2.1 du présent accord. Il est le cas échéant complété.

Il est adressé au moins 15 jours calendaires avant la date fixée pour la réunion.

La convocation doit respecter les délais et formes prévus à l'article 4.1 du présent accord.

Article 2.2.3 | Procès-verbal

À l'issue de chaque réunion un procès-verbal est établi.

Ce procès-verbal doit être adressé au plus tard en même temps que la convocation de la commission suivante.

Article 2.2.4 | Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par l'UNICEM qui en confie le traitement administratif au service juridique et social de l'UNICEM. Dans le respect des délais mentionnés aux articles précédents, le secrétariat de la commission doit adresser à chaque membre de la CPPNI :

- la convocation et l'ordre du jour de la réunion de la commission ;
- le procès-verbal de la précédente réunion.

Chaque organisation syndicale représentative peut choisir entre soit désigner un référent auquel sera adressé l'ensemble des documents qu'il diffusera à ses représentants, soit demander que les documents soient adressés directement à ceux-ci.

Les coordonnées de ce référent, ou celles de ses représentants, doivent être transmises au secrétariat de la commission. Toute modification doit être portée à la connaissance du secrétariat dans les meilleurs délais.

Article 2.2.5 | Rapport annuel d'activité

En application de l'article L. 2232-9 du code du travail, il revient à la CPPNI d'établir tous les ans un rapport d'activité conforme au contenu défini audit article, sur la base d'un projet rédigé par le secrétariat de la commission.

Ce rapport annuel contient :

- un bilan des accords collectifs d'entreprise relatifs à la durée du travail, au travail à temps partiel, aux congés et au compte épargne-temps (accords conclus dans le cadre du titre II, des chapitres I^{er} et II du titre III et des titres IV et V du livre I^{er} de la 3^e partie du code du travail) ;
- une étude des éventuels impacts de ces accords sur les conditions de travail des salariés de la branche et sur la concurrence entre les entreprises de la branche ;
- les éventuelles recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées.

Le rapport de branche doit aussi comprendre également un bilan de l'action de la branche en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment en matière de classifications, de promotion de la mixité des emplois et d'établissement des certificats de qualification professionnelle, des données chiffrées sur la répartition et la nature des postes entre les femmes et les hommes ainsi qu'un bilan des outils mis à disposition des entreprises pour prévenir et agir contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes.

Ce rapport sera transmis par le secrétariat de la commission au ministère chargé du travail et versé dans une base de données nationale mentionnée à l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

Conformément à l'article D. 2232-1-1, les accords collectifs des entreprises relatifs à la durée du travail, au travail à temps partiel, aux congés et au compte épargne-temps doivent être obligatoirement transmis à la CPPNI :

- par voie dématérialisée à l'adresse numérique suivante : accords@materiauxdeconstruction.org ;

– par voie postale^[1] au secrétariat de la commission, visé à l'article 2.2.4 du présent accord.

Tout éventuel changement d'adresse devra être notifié par la CPPNI au ministère chargé du travail.

Par délégation le secrétariat de la CPPNI accusera réception des accords ainsi envoyés et en adressera trimestriellement une copie à l'ensemble de ses membres.

Article 3 | Mission d'interprétation

Dans sa mission d'interprétation, la CPPNI est en charge de résoudre les difficultés d'interprétation nées de l'application des dispositions des conventions, des accords collectifs ainsi que des annexes et avenants qui lui seront soumises soit à la demande d'une instance judiciaire, soit à la demande d'une fédération patronale ou salariale représentative dans la branche professionnelle.

Article 3.1 | Composition de la commission pour ses missions d'interprétation

Article 3.1.1 | Délégation syndicale

La délégation syndicale au sein de la commission paritaire est composée de 2 représentants par organisation syndicale représentative.

Les règles de prise en charge des frais de déplacement de la délégation syndicale (restauration, hébergement, transport) sont celles visées à l'article 5 du présent accord.

Article 3.1.2 | Délégation patronale

Les représentants des organisations patronales représentatives constituent la délégation patronale de la commission. La délégation patronale comprend un nombre de représentants égal à celui fixé à l'article précédent.

Article 3.2 | Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission paritaire d'interprétation est assuré par l'UNICEM qui en confie le traitement administratif au service juridique et social de l'UNICEM.

Chaque organisation syndicale représentative peut choisir entre soit désigner un référent auquel sera adressé l'ensemble des documents qu'il diffusera à ses représentants, soit demander que les documents soient adressés directement à ceux-ci. Les coordonnées de ce référent, ou celles de ses représentants, doivent être transmises au secrétariat de la commission. Toute modification doit être portée à la connaissance du secrétariat dans les meilleurs délais.

Article 3.3 | Fonctionnement de la commission

La demande d'interprétation d'une disposition des conventions et accords collectifs de branche doit être signifiée au secrétariat de la commission par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commission paritaire d'interprétation examinera la demande lors de la réunion de la CPPNI suivant la transmission de la question, et au plus tard dans un délai de 3 mois, sauf délai plus court imparti en cas de saisine par une juridiction.

Le secrétariat de la commission d'interprétation adresse une convocation au moins 10 jours calendaires avant la date fixée pour la réunion. Cette convocation doit respecter les délais et formes prévus à l'article 4.1.

[1] 16, boulevard Jean-Jaurès, 92110 Clichy.

Article 3.4 | *Décision de la commission*

À l'issue de chaque réunion un procès-verbal est établi.

Les représentants des organisations syndicales non-signataires de l'accord soumis à l'examen de la commission siègent avec voix consultative.

Les décisions de la commission sont prises à l'unanimité des organisations signataires de l'accord soumis à interprétation, selon les modalités suivantes :

À l'occasion de chaque décision, le collège « employeurs » et le collège « salariés » doivent disposer d'un même nombre de voix.

Chaque organisation syndicale représentative présente dispose d'une voix, et le collège « employeur » dispose du total des voix des organisations syndicales représentatives présentes.

L'avis, signé par l'ensemble des parties à l'accord initial, a valeur d'avenant interprétatif et s'impose avec effet rétroactif à la date en vigueur de l'accord initial.

À défaut d'avis unanime, un procès-verbal, est dressé et signé afin d'exposer les points de vue respectifs. Les membres de la CPPNI renvoient l'examen de la disposition litigieuse à la procédure de révision, ou à l'interprétation des juridictions compétentes.

Les avis de la commission paritaire d'interprétation pourront être transmis au juge à sa demande, en application des dispositions de l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire.

Article 4 | *Organisation des réunions paritaires de la commission*

Article 4.1 | *Autorisation d'absence*

Tout employeur, ou son représentant, d'un salarié appelé à participer à une réunion paritaire, en qualité de représentant d'une organisation syndicale de la branche professionnelle, est tenu de lui accorder une autorisation d'absence en vue d'y participer, pour autant que cette demande lui ait été présentée au moins 10 jours calendaires avant la date de la réunion.

À l'appui de sa demande, le salarié devra présenter une convocation émanant de son organisation syndicale ou du secrétariat de l'instance professionnelle à l'initiative de la réunion, précisant le jour, l'objet, l'heure et lieu de la réunion paritaire.

Cette convocation pourra revêtir la forme d'un courrier électronique, et être adressée par courrier sur demande.

La durée de l'absence pour participer à la réunion paritaire ne sera pas imputée sur le crédit d'heures dont dispose le salarié au sein de son entreprise pour l'accomplissement de ses missions.

Article 4.2 | *Attestation de présence*

À l'issue de la réunion paritaire considérée, l'instance professionnelle délivrera au salarié, sur sa demande, une attestation de présence mentionnant le jour, l'heure et le lieu de la réunion paritaire. L'employeur pourra demander au salarié de lui fournir cette attestation.

Article 4.3 | *Maintien de la rémunération*

Les heures d'absence correspondant à la durée de l'horaire habituel de travail qui aurait été effectué si la personne avait travaillé, seront payées comme telles par l'entreprise, à l'échéance habituelle. Elles resteront sans incidence sur les primes acquises habituellement par le salarié.

Dans la limite ainsi prévue au 1^{er} alinéa, ces heures d'absence seront assimilées à du temps de travail effectif pour le calcul du temps de travail.

La participation à une réunion paritaire ne peut excéder 1 journée de travail, hors temps de déplacement limité à 2 demi-journées justifiées. Si une négociation paritaire nécessitait la poursuite de discussions le lendemain et les jours suivants, chaque jour supplémentaire sera considéré comme une nouvelle réunion et pris en charge dans les conditions définies ci-dessus.

Dans cette hypothèse, qui devra rester exceptionnelle, l'instance professionnelle délivrera immédiatement un justificatif au salarié qui en avertira sans délai son employeur.

Article 5 | Indemnisation des réunions paritaires de la commission

Article 5.1 | Champ d'application

Les frais engagés par les représentants des organisations syndicales représentatives donneront lieu à un remboursement dans les conditions définies ci-après.

Les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les réunions paritaires et concernent aussi bien les réunions organisées au niveau national qu'à l'échelon régional.

Article 5.2 | Indemnisation des frais de transport

Au titre des frais de transport, seront uniquement prises en charge les sommes engagées entre le domicile principal du représentant syndical et le lieu de la réunion paritaire, sur présentation et remise de l'original du justificatif de transport.

Par ailleurs et pour les régions administratives qui ont fusionné et qui ont fait l'objet d'un regroupement le remboursement à frais réels s'effectuera selon les bases figurant en annexe, dans la limite du trajet domicile/lieu de réunion et, en tout état de cause, dans la limite d'une distance maximale trajet aller/retour de 700 km.

Les régions concernées par l'alinéa précédent sont les suivantes : région Hauts-de-France, région Grand Est, région Auvergne-Rhône-Alpes, région Occitanie, région Nouvelle-Aquitaine.

Dans toute la mesure du possible et au-delà de 2 heures de trajet, les représentants des organisations syndicales veilleront à privilégier les transports en commun, dans un souci de sécurité et de contribution au développement durable.

Article 5.3 | Indemnisation des frais de restauration et d'hébergement

Les remboursements s'effectueront pour chaque participant, sur présentation et remise du justificatif original et selon le barème figurant en annexe :

- pour une réunion nationale : sur la base de 3 repas maximum ainsi que le cas échéant, avec une chambre et un petit-déjeuner ;
- pour une réunion régionale : sur la base de 2 repas maximum ainsi que le cas échéant, avec une chambre et un petit-déjeuner.

Article 5.4 | Modalités de remboursement

Dans les conditions ci-dessus énoncées, l'organisme gestionnaire de la réunion paritaire prendra en charge le remboursement des dépenses effectuées par les représentants des organisations paritaires représentatives, dans les limites fixées en annexe.

Les participants transmettront au secrétariat de l'organisme gestionnaire de la réunion paritaire les feuilles de présence sur lesquelles seront mentionnés pour chaque participant :

- son nom et adresse principale ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise à laquelle il appartient ;
- l'organisation syndicale qu'il représente ;
- sa signature.

Un formulaire type sera remis à cet effet par le secrétariat de l'organisme qui gère la réunion paritaire.

Le remboursement se fera par chèque, ou par virement. Il sera effectué et/ou adressé par voie postale dans un délai de 10 jours suivant réception de l'intégralité des justificatifs.

Une enveloppe timbrée sera remise à chaque participant à cette fin.

Il ne sera pas remboursé d'autres types de dépenses que celles prévues aux articles précédents, et tout dépassement restera à la charge de la personne l'ayant engagé, sauf justification dûment apportée de frais supplémentaires incompressibles qui pourront alors être pris en charge en complément.

En cas de non remise de l'original du justificatif, aucun remboursement ne sera effectué, à l'exception des remboursements forfaitaires prévus en annexe.

Article 6 | *Champ d'application. Durée et suivi de l'accord. Entrée en vigueur et clause de rendez-vous*

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur à l'issue des formalités de notifications et de dépôt.

Il constitue une annexe aux dispositions conventionnelles des industries de carrières et matériaux de construction et de la chaux.

Il fera l'objet d'un bilan à l'issue d'un délai de 3 ans à compter de son entrée en vigueur afin de voir si des adaptations seraient rendues nécessaires.

Au vu de son objet, les partenaires sociaux n'ont pas souhaité insérer des dispositions particulières liées à l'effectif des entreprises. Le présent accord a donc vocation à s'appliquer à toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, dont l'activité relève de la liste visée en annexe II.

Article 7 | *Adhésion. Dénonciation. Révision*

Article 7.1 | *Adhésion*

Suivant les règles de droit commun en vigueur, toute organisation syndicale représentative non-signataire du présent accord ainsi que de toute organisation syndicale ou association d'employeur ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7.2 | *Révision*

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Aucune demande de révision d'une disposition du présent accord ne pourra, sauf cas exceptionnel ou urgence (notamment en cas de modification du contexte législatif ou réglementaire), être introduite dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

Les négociations concernant une demande de révision auxquelles seront invitées les parties signataires du présent accord ou ayant adhéré, devront s'ouvrir dans les 3 mois suivant la date de réception de la demande de révision.

Article 7.3 | Dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 6 mois minimum, et ne pourra prendre effet qu'à la fin de l'année civile qui suit la fin du délai de préavis.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Article 8 | Notification de l'accord

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Article 9 | Dépôt. Publicité. Extension

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 20 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe I

Montants des remboursements des frais engagés lors des déplacements des représentants des organisations syndicales pour assister aux réunions paritaires

1. Barème retenu pour l'indemnisation des frais de transport

1.1. Montants

Les montants prévus à l'article 5 de l'accord sont les suivants :

- prix du billet de train, tarif SNCF 2^e classe, ou 1^{re} classe à prix équivalent (billet idTGV, billet Prem's) ;
- frais kilométriques, sur une base du barème fiscal dans la limite du prix du billet SNCF ou du trajet (km et coût) établi ViaMichelin ;
- ticket de métro, de bus, de parking, frais de péage.

1.2. Clause d'indexation

Le barème kilométrique est indexé au 1^{er} juillet de chaque année, selon le barème retenu par l'administration fiscale, pour une voiture d'une puissance maximale de 5 CV ou le cas échéant de 6 CV, sur la base d'un kilométrage < 5 000 km/an.

2. Barème retenu pour les frais d'hébergement et de restauration

Les montants retenus pour les frais d'hébergement et de restauration prévus à l'article 5 de l'accord sont les suivants :

2.1. Pour une réunion nationale

Le barème est établi sur la base de 3 repas maximum ainsi que, le cas échéant, une chambre et un petit-déjeuner dans la limite de :

- 25 € TTC par repas du midi et 30 € TTC par repas du soir ;
- 115 € TTC pour une chambre, petit-déjeuner compris.

2.2. Pour une réunion régionale

Le barème est établi sur la base de 2 repas maximum ainsi que, le cas échéant, une chambre et un petit-déjeuner, dans la limite de :

- 22 € TTC par repas du midi et 25 € TTC par repas du soir ;
- 87 € TTC pour une chambre, petit-déjeuner compris.

Sur justification, les tarifs nuit et repas pourront être légèrement ajustés sans pouvoir dépasser le total des 2 tarifs maximum prévus ci-dessus.

2.3. Hébergement en hôtel

Une prise en charge directe par l'UNICEM des nuits d'hôtels est possible. Cette prise en charge se fait dans les conditions suivantes :

- auprès des hôtels référencés par l'UNICEM ;
- dans la limite des places disponibles ;

- les réservations seront faites par l'UNICEM sur demande du participant ;
- par courrier électronique.

Le participant devra faire sa demande le plus tôt possible.

La nuitée et le petit-déjeuner seront directement payés par l'UNICEM auprès de l'établissement hôtelier.

Toute autre consommation devra être directement payée par le participant en quittant l'hôtel.

3. Barème pour certains remboursements forfaitaires

Certains remboursements forfaitaires seront effectués sans justificatifs :

- tickets de RER/Métro/Bus : dans la limite de 2 par réunion ;
- frais de péage pour les abonnés au télépéage : sur présentation d'un justificatif d'abonnement, dans la limite d'un trajet aller/retour domicile principal, par réunion ;
- repas : sous réserve d'une prise en charge directe du repas par l'instance patronale ayant organisé la réunion paritaire, un seul repas par réunion pourra être remboursé à titre forfaitaire à hauteur du barème annuel fixé par l'ACOSS, au titre de l'indemnité de repas des salariés en déplacement professionnel.

En cas de remboursement forfaitaire d'un repas, un deuxième repas sur justificatif pourra être pris en charge. Il n'y aura pas dans ce cas, prise en charge d'un troisième repas.

Annexe II

Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et de la chaux

1° Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14. Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie.

Dans la classe 15. Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction (à l'exception de l'ardoise).

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment).

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.08 : produits en béton.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Dans la classe 87. Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

2° Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries des producteurs de chaux tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises (décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992) :

Le code 23.52Z : fabrication de chaux (à l'exclusion de la fabrication du plâtre).

Brochure n° 3081 | Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : **87** | **OUVRIERS**

IDCC : **135** | **EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

IDCC : **211** | **CADRES**

Brochure n° 3064 | Convention collective nationale

IDCC : **3227** | **INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX**

Accord du 20 novembre 2020

relatif aux rôles et missions de la commission paritaire nationale
de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP)

NOR : ASET2150181M

IDCC : 87, 135, 211, 3227

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNICEM ;

FIB ;

UP'Chaux,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

BATIMAT-TP CFTC ;

FNSCB CFDT ;

FNSCBA CGT ;

FG FO construction ;

CFE-CGC BTP SICMA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Aussi bien dans le domaine de l'emploi que dans celui de la formation professionnelle, les partenaires sociaux des industries de carrières et matériaux et de la chaux sont convenus de formaliser par écrit, le rôle et missions dévolues à la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle de la branche professionnelle (ci-après dénommée CPNEFP), au

regard des dispositions de l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969, ainsi que des textes législatifs et réglementaires, traitant des commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle, et notamment la loi du 5 mars 2014 ou encore la loi du 5 septembre 2018.

L'objectif est de permettre une meilleure coordination entre les instances et les acteurs intervenants dans le domaine de la formation professionnelle mais également dans le domaine de l'emploi.

La commission nationale paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle est, sur le plan national, l'instance d'information réciproque, d'étude, de consultation et de délibération dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi. La commission remplit et exerce les missions et attributions définies par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur en matière de promotion de la formation professionnelle, en liaison avec l'évolution de l'emploi au sein de la branche professionnelle, les qualifications professionnelles.

De manière générale, la CPNEFP peut diligenter toute étude pour préparer ses décisions en sollicitant notamment l'appui d'organismes publics mais aussi l'appui de l'opérateur de compétences disposant d'une expertise sur le ou les dossiers concernés, après délibération de cette dernière.

Article 1^{er} | Rôle et missions de la CPNEFP

La CPNEFP définit les orientations et les priorités de la branche professionnelle, elle procède régulièrement à leur actualisation en fonction des besoins. Elle assure également la mise en œuvre des dispositifs et procédures dont elle a la charge au vu du présent accord, et selon les textes visés au préambule.

1.1. Attributions en matière de formation professionnelle

La CPNEFP a une attribution générale de promotion de la politique de la formation professionnelle dans la branche. Elle a ainsi notamment pour missions et doit veiller à :

- participer à l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnels existants pour les différents niveaux de qualifications dans les industries de carrières et matériaux de construction ;
- rechercher avec les pouvoirs publics et les organismes intéressés, les mesures propres à assurer la pleine utilisation, l'adaptation et le développement de ces moyens ;
- formuler à cet effet toutes observations et propositions utiles et notamment de préciser, les critères d'évaluation des actions de formation ;
- suivre annuellement l'application des accords conclus à l'issue de la négociation de branche sur les objectifs, les priorités et les moyens en matière de formation professionnelle ;
- définir une politique de certification et les modalités de détermination de la propriété intellectuelle des certifications de branche (CQP/TPMCI/CQPI), avec l'appui technique de l'OPCO. Pour cela la décision de créer un CQP de branche, un titre professionnel, doit être prise par la CPNEFP. Il en va de même des modalités de renouvellement, de modification et de suppression des CQP et des titres professionnels.

Les organisations représentées à la CPNEFP sont les seules habilitées à proposer la création de CQP de branche, de titres professionnels. Toute proposition doit comporter un dossier d'opportunité et un cahier des charges pédagogique auquel est joint, le cas échéant, l'avis technique de l'instance paritaire désignée à cet effet.

Le système des CQP et titres professionnels doit pouvoir être adapté de manière souple et rapide à l'évolution des besoins en formation et qualification de la profession tout en conservant une stabilité suffisante dans le temps pour permettre aux entreprises et aux salariés de

s'approprier les dispositifs. Ils doivent en outre également répondre aux exigences d'inscription au Répertoire national des certifications professionnelles.

La CPNEFP mandate le conseil de perfectionnement paritaire du CEFICEM pour définir :

- les modalités d'inscription du salarié aux sessions CQP ;
- l'organisation des examens nécessaires à l'obtention des CQP, ainsi que des titres professionnels et des autres certifications prioritaires.

La commission propose aux partenaires sociaux de la branche la classification minimale garantie aux titulaires des CQP au sein de la classification professionnelle. Pour cela elle peut s'appuyer notamment sur les propositions du conseil de perfectionnement paritaire du CEFICEM. La décision des partenaires sociaux est ensuite entérinée dans un accord collectif ;

- proposer à l'observatoire de l'OPCO de réaliser des travaux d'observation des métiers et des qualifications et d'articuler ces travaux avec les missions d'observation et d'appui aux branches de l'OPCO2i ;
- proposer des actions concourant au développement des compétences au profit des TPE/PME ;
- favoriser l'attractivité et l'information sur les métiers en proposant notamment des actions sur la promotion des métiers, sur l'orientation, et les formations professionnelles ;
- suivre les relations menées en concertation avec les régions, à partir notamment des travaux et des remontées d'information de la branche, d'OPCO 2i et des AR2i (ex : des contrats d'objectifs régionaux) ;
- faire le bilan du dispositif de la professionnalisation ;
- déterminer et réviser les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ;
- proposer à l'OPCO 2i le niveau de prise en charge du forfait « Pro-A » et des contrats de professionnalisation ;
- accompagner la réflexion de la branche sur les métiers en tension et les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises des secteurs professionnels concernés, notamment dans le cadre de la reconversion ou promotion par alternance et veiller à l'actualisation des certifications visées (Pro-A) ;
- initier de nouvelles formations professionnelles.

Au titre de ces missions générales, la commission a plus particulièrement un rôle de concertation, d'étude et de proposition dans les domaines suivants :

- la commission examine les modalités de mise en œuvre des orientations définies par la profession relativement au développement des premières formations technologiques ou professionnelles, et en particulier les objectifs d'évolutions souhaitables des effectifs d'apprentis au sein des CFA de l'UNICEM ;
- la commission est consultée préalablement à la conclusion de contrats d'objectifs entre l'État et la profession ;
- la commission donne également mandat au conseil de perfectionnement paritaire du CEFICEM de définir la procédure et les modalités de mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience. Une instance composée de formateurs et de représentants d'employeurs et de salariés, placée sous l'égide de la CPNEFP, délivre à ce titre les certificats de connaissance et les attestations de capacité de la validation des acquis de l'expérience. La commission fixe le cadre général des épreuves, la composition et le rôle des jurys ;
- enfin, la commission a pour mission d'analyser la situation de l'emploi et son évolution, en termes quantitatifs et qualitatifs, notamment dans leurs incidences sur la structure des qualifications et les besoins de formation, cela afin de permettre l'information des partenaires sociaux.

1.2. Attributions en matière d'emploi

La CPNEFP remplit les missions qui lui sont imparties par l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969, ainsi que par les accords et les textes législatifs ou réglementaires.

En matière d'emploi et de qualification, la CPNEFP a notamment pour attribution de :

- permettre l'information réciproque des organisations patronales et de salariés sur la situation de l'emploi et des qualifications, ainsi que leur évolution ;
- analyser la situation de l'emploi et des qualifications, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, afin d'aider les entreprises à construire leur politique de formation et les salariés à bâtir leurs projets professionnels ;
- recueillir et éventuellement faire réaliser toutes études utiles permettant une meilleure connaissance de la situation de l'emploi dans la branche et son évolution prévisible ;
- assurer le suivi des certifications déposées^[1] au RNCP ainsi qu'au répertoire spécifique ;
- concourir à l'insertion professionnelle des jeunes ;
- suivre la mise en œuvre des accords de branche concernant l'emploi et la formation professionnelle ;
- définir les niveaux de prise en charge pour les contrats d'apprentissage, en liaison avec France compétences, ainsi que des contrats de professionnalisation.

Article 2 | *Composition de la commission*

La commission comprend au maximum 4 représentants titulaires ainsi que 4 représentants suppléants de chaque organisation syndicale représentative au niveau de la branche professionnelle, et un nombre égal de représentants des organisations patronales représentatives relevant de la branche professionnelle.

Chacun des représentants titulaires peut faire appel à un représentant suppléant en cas d'impossibilité d'assister à une réunion. Les représentants suppléants doivent être à ce titre destinataires de l'ensemble des éléments adressés aux représentants titulaires. Ils ne siègent toutefois qu'en l'absence du représentant titulaire.

Les organisations syndicales doivent informer le secrétariat de la commission du nom et coordonnées des représentants titulaires ainsi que des représentants suppléants. Elles doivent également informer le secrétariat de toute modification des mandats en cours.

L'indemnisation des membres composant la délégation syndicale obéit aux dispositions de l'accord de branche du 6 décembre 2012 et de son avenant du 11 juillet 2019 relatif à l'organisation et au fonctionnement du paritarisme au sein de la branche professionnelle.

Article 3 | *Fonctionnement et administration de la commission*

3.1. Périodicité des réunions de la commission

La commission se réunit au moins deux fois par an.

Il pourra être décidé de tenir des réunions exceptionnelles portant sur un point précis, si la situation l'exige et sur décision conjointe du président et du vice-président de la commission ou à la demande de la majorité des membres de la délégation syndicale ou de la délégation patronale.

[1] Voir à ce sujet la délibération rendue par la CPNEF des industries de carrières et matériaux de construction du 27 novembre 2019.

3.2. Gouvernance de la commission

La commission est présidée alternativement tous les 2 ans, par un représentant de la délégation patronale et par un représentant de la délégation syndicale.

La première réunion de la commission désignera le président.

Un vice-président est également désigné tous les 2 ans dans les mêmes conditions.

3.3. Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par l'UNICEM qui en confie le traitement administratif au service juridique et social de l'UNICEM.

Le secrétariat de la commission rédige les procès-verbaux et assure la correspondance de la commission.

3.4. Décisions de la commission

Chaque organisation syndicale représentative au sein de la branche professionnelle dispose d'une voix. Le collège patronal dispose d'un nombre égal de voix que le collège syndical.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des personnes. Si une ou des organisations syndicales n'étaient pas présentes à l'occasion d'une commission, les droits de vote de la délégation patronale seront réduits dans les mêmes proportions, permettant ainsi d'assurer l'égalité des droits de vote entre chaque collègue.

Le président ne dispose pas d'une voix prépondérante.

Il est tenu un procès-verbal des séances. Celui-ci est signé par le président et le vice-président.

Article 4 | *Champ d'application*

Les dispositions du présent accord s'appliquent à l'ensemble des entreprises et des salariés entrant dans le champ d'application des conventions collectives, au regard des activités économiques fixées à l'annexe I du présent accord.

Elles se substituent à toute autre disposition antérieure éventuelle.

Au vu de son objet, les règles édictées par le présent accord s'appliquent à l'ensemble des entreprises visées au paragraphe précédent, les partenaires sociaux n'ayant pas souhaité insérer des dispositions particulières liées à l'effectif des entreprises. Le présent accord a donc vocation à s'appliquer à toutes les entreprises, quel que soit leur effectif.

Article 5 | *Date d'application et durée*

Le présent accord entre en vigueur à compter à l'issue des formalités de dépôt visées à l'article 8 ci-dessous. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il fera l'objet de la procédure d'extension selon les dispositions du code du travail.

Article 6 | *Adhésion*

Suivant les règles de droit commun en vigueur, pourront adhérer au présent accord toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 | Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif pour l'ensemble de ses dispositions. Il ne peut pas y être dérogé par accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement sauf dispositions plus favorables aux salariés.

L'accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 8 | Dépôt

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, le dépôt de l'accord auprès des services centraux du ministère chargé du travail, en vue de son extension, conformément à l'article D. 2231-3 du code du travail, ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de la notification, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'accord signé aux organisations syndicales.

Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 20 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe I

Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14. Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie.

Dans la classe 15. Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction.

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre.

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.08 : produits en béton.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Dans la classe 87. Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries des producteurs de chaux tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises (décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992) :

Le code 23.52Z : fabrication de chaux (à l'exclusion de la fabrication du plâtre).

Convention collective nationale

IDCC : **3218** | **ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON LUCRATIF (EPNL)**
(12 juillet 2016)

Avenant n° 2020-01 du 13 octobre 2020

à l'accord n° 2018-4 du 6 juillet 2018
relatif à la méthode adoptée en vue de la détermination
de stipulations communes aux salariés

NOR : ASET2150189M

IDCC : 3218

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CEPNL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SPELC ;

FEP CFDT ;

FD CFTC E & F,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La cour administrative d'appel de Paris a annulé, le 4 avril 2019, l'arrêté du 10 novembre 2017 listant les organisations syndicales représentatives dans le champ de la convention collective EPNL.

La CEPNL a sollicité le bureau de la démocratie sociale de la direction générale du travail sur les conséquences de l'annulation de l'arrêté.

Son chef de bureau, par mail du 7 mai 2019, invitait la CPPNI « quoi qu'il en soit à poursuivre les travaux paritaires avec les organisations reconnues représentatives dans l'arrêté du 10 novembre 2017. En effet, quelle que soit l'issue du contentieux, les équilibres ne s'en trouveront pas modifiés, qu'il s'agisse de la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans cette convention collective, ou des taux permettant d'évaluer la validité des accords signés par des organisations syndicales représentatives. »

La réunion paritaire du 9 mai 2019 n'a pas permis de trouver un consensus autour du maintien des travaux paritaires.

Il a donc été décidé de suspendre *sine die* ces travaux.

Les organisations syndicales ont interpellé par tout moyen le ministère du travail et son administration centrale pour trouver une solution à cette situation préjudiciable.

Prenant acte :

- du silence la DGT dans la recherche d’une solution à la situation et notamment dans l’organisation d’une commission mixte paritaire, en contravention avec les dispositions du code du travail ;
 - de la décision du 5 mars 2020 de la cour administrative d’appel de Paris statuant en référé ;
- les organisations signataires du présent accord décident pour sortir de la situation :
- de s’appuyer sur le mail du responsable du bureau de la démocratie sociale ;
 - de réviser l’accord de méthode et le calendrier signé le 6 juillet 2018 afin :
 - d’offrir aux salariés des garanties communes ;
 - de respecter les dispositions de l’ensemble de ces textes ;
 - mais aussi de mettre à disposition des entreprises un corps de normes de qualité et adapté immédiatement applicable.

Elles se donnent jusqu’au 1^{er} septembre 2021 pour que l’ensemble des problématiques fasse l’objet d’une négociation.

Article 1^{er} | Révision de l’accord

1.1. Aux termes de l’article 1^{er} « Thématiques de négociation » (avant l’article 2) un paragraphe est ajouté ainsi rédigé :

« Les organisations signataires du présent accord ajoutent aux thématiques de négociation deux obligations nouvelles de négociation insérées depuis la signature de l’accord initial à l’article L. 2241-1 du code du travail (bloc 1) :

- “les mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle des salariés proches aidants”^[1] ;
- la construction et la mise à disposition des établissements et de leurs salariés “des outils (...) pour prévenir et agir contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes”^[2]. »

1.2. Un nouvel article 2 est rédigé :

« Article 2 | Architecture de la convention collective EPNL

Les organisations signataires du présent accord s’accordent sur la nécessité d’étendre la convention collective EPNL.

Elles décident de proposer une structure à la convention collective accédant ainsi à la demande de la direction générale du travail en vue de l’extension du corpus conventionnel.

Les organisations représentatives dans la branche ont ainsi déterminé une architecture à la convention collective unifiée au sens de l’article L. 2261-33 du code du travail et ont décidé d’insérer les dispositions relatives aux classifications et rémunérations minimales des conventions collectives regroupées au sein de la convention collective EPNL ainsi que le texte de l’accord temps partiel du 18 février 2019 dans une annexe faisant partie intégrante de la convention collective.

Les sections constituant les dispositions conventionnelles particulières sont, quant à elles, insérées dans des dispositions annexes transitoires. Ces dispositions ne

[1] Loi n° 2019-485 du 22 mai 2019 visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants.

[2] Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

seraient pas proposées à l'extension. Leur contenu, une fois harmonisé et révisé, constituerait les chapitres ci-dessous listés.

Tant qu'elles ne sont pas révisées, les dispositions annexes transitoires demeurent applicables aux établissements et salariés concernés par les champs d'application d'origine de ces textes.

Pour éviter de surcharger le texte de la convention collective EPNL, lorsqu'elles l'estimeront nécessaire ou opportun, les organisations signataires pourront décider de renvoyer à l'application d'accords thématiques autonomes. Cette option pourra être choisie notamment s'agissant des accords interbranches.

Les organisations signataires souhaitent par là même rendre plus intelligible, lisible et accessible la règle de droit.

Chapitre 1^{er} : la branche et son cadre paritaire

Section 1 : champ d'application

Section 2 : fonctionnement du paritarisme

Section 3 : droit syndical (DS, RSS...)

Section 4 : relations collectives d'entreprise (CSE, communauté de travail...)

Chapitre 2 : responsabilité sociale

Section 1 : égalité professionnelle et non-discrimination

Section 2 : lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes

Section 3 : prévention de la pénibilité et des risques professionnels

Section 4 : conditions de travail et droit au travail des personnes en situation de handicap.

Section 5 : accompagnement des difficultés des salariés (fonds sociaux)

Chapitre 3 : embauche et formules contractuelles

Section 1 : embauche

Section 2 : contrats à durée indéterminée

Section 3 : contrats à durée déterminée

Chapitre 4 : classifications et rémunérations minimales

Section 1 : dispositions communes et spécifiques

Section 2 : définition des catégories professionnelles

Section 3 : architecture des salaires minima hiérarchiques

Section 4 : avantages conventionnels

Chapitre 5 : durée et organisation du temps de travail, congés et absences

Section 1 : congés payés

Section 2 : durée et aménagement du temps du travail

Section 3 : travail à temps partiel

Section 4 : travail de nuit et durée équivalente de travail

Section 5 : autorisations d'absence pour motif personnel ou familial et autres congés

Chapitre 6 : gestion des emplois et des compétences

Section 1 : démarche compétences

Section 2 : formation professionnelle et gestion des fonds mutualisés

Chapitre 7 : maintien de salaire et protection sociale complémentaire

Section 1 : en cas d'absences pour maladie, maternité, accident du travail et maladie professionnelle

Section 2 : régimes de prévoyance

Section 3 : régime de frais de santé

Section 4 : retraite complémentaire

Chapitre 8 : rémunérations complémentaires

Section 1 : intéressement

Section 2 : épargne salariale

Chapitre 9 : rupture du contrat de travail

Section 1 : rupture de CDI

Section 2 : départ et mise à la retraite

Section 3 : rupture de CDD

Chapitre 10 : dispositions techniques et signatures

Annexes^[1] :

Annexe 1 : dispositions particulières relatives aux classifications et rémunérations minimales.

Annexe 2 : accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL.

Dispositions annexes transitoires : dispositions conventionnelles particulières^[2] »

L'article 2 « Calendrier » devient l'article 3 et est ainsi rédigé :

« Article 3 | *Calendrier*

Bloc de négociation	Chapitre	Période d'examen envisagée
Embauche, nature du contrat dont « contrats courts », période d'essai	Chapitre 3	Juillet 2020
Architecture de la convention collective EPNL		Juillet 2020
Formation professionnelle continue et l'apprentissage – GPEC	Chapitre 6	Juillet à décembre 2020 Lettre de cadrage à la CPN EEP formation – retours réguliers pour assurer la continuité dans la négociation/membre de la CPPNI assurant le reporting
Paritarisme/Droit syndical/communauté de travail	Chapitre 1 ^{er}	Juin à août 2021 ^[3]

[1] Faisant partie intégrante de la convention collective EPNL, créées par avenant spécifique.

[2] Non soumises à extension ; insérées par voie d'avenant spécifique.

[3] Les parties se réservent la possibilité d'étudier ces thématiques si l'avancée des travaux paritaires le permet.

Bloc de négociation	Chapitre	Période d'examen envisagée
Maintien de salaire maladie	Chapitres 7 et 8	Septembre 2020 à avril 2021
Protection sociale complémentaire (prévoyance, santé, retraite)		Lettre de cadrage à la CPN EEP prévoyance et à la CPN EEP santé – pour assurer la continuité dans la négociation/membre de la CPPNI assurant le reporting. La CPN prévoyance travaille sur la mise en place de dispositifs d'épargne salariale
Congés familiaux, mesures proches aidants (congé proche aidant) etc.	Chapitre 5	Octobre 2020
Temps de travail	Chapitre 5	Novembre 2020 à juin 2021
Classifications dont détermination des catégories professionnelles et salaires minima	Chapitre 4	Janvier 2021 à juin 2021
Conditions de travail, hygiène sécurité, accord pénibilité (travail de nuit)	Chapitre 2	Février 2021 à juin 2021
Rupture du contrat de travail	Chapitre 9	Avril 2021 à août 2021

Pour faire suite aux travaux d'audit et d'analyse menés par un cabinet spécialisé en lien avec l'AGEFIPH et la mission handicap d'OPCALIA (AKTO), les organisations signataires souhaitent faire de l'insertion professionnelle et du maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés une dynamique transversale. À l'instar de la question relative à l'égalité femme-homme, toute problématique devra intégrer cette dynamique.

Les organisations représentatives souhaitent un terme à la négociation au 1^{er} septembre 2021.

Le dernier quadrimestre 2021 sera consacré à l'harmonisation rédactionnelle des dispositions conventionnelles. »

L'article 3 « Détermination de dispositions conventionnelles » et l'annexe sont supprimés.

L'article 4 est ainsi rédigé :

« Article 4 | *Fonctionnement du paritarisme et des instances paritaires*

Les négociations se déroulent en CPPNI EPNL.

La CPPNI EPNL se donne les moyens pour une négociation efficace (expertise, constitution de groupes de travail et sollicitation de commissions thématiques – CPN EEP santé et CPN EEP prévoyance, etc.).

À partir du calendrier déterminé à l'article 3, la CPPNI EPNL fixe, par délibération, un agenda annuel précis d'instruction, de préparation et de négociation.

Elles s'accordent également sur le recours à une expertise extérieure et les modalités de financement de cette expertise.

Elles décident notamment d'organiser :

Des formations communes	Une séance de formation commune organisée par un organisme de formation spécialisé et habilité par le ministère du travail	À compter de septembre 2020
	Une formation sur la prévention du sexisme ordinaire au travail (recours à un cabinet pour la construction des outils)	À compter d'octobre 2020

Des séminaires	Sur la protection sociale de branche	Septembre 2020
	Sur le temps de travail	Octobre 2020

Pour chacun des thèmes étudiés, l'analyse préalable de l'existant et notamment des avantages et garanties conventionnels de chacune des sections doit être réalisée et partagée en CPPNI EPNL.

Au terme de la période d'examen :

- en cas d'accord, les organisations représentatives manifestent la volonté paritaire selon les modalités décrites en annexe ;
- dans le cas contraire, les organisations représentatives dressent un procès-verbal de désaccord annexé au PV de la réunion de CPPNI EPNL.

En tout état de cause, l'échec de la négociation sur une thématique ne saurait ralentir ou interdire l'examen des autres thématiques prévues dans le présent accord.

La liste des thématiques visées à l'article 2 constitue des priorités, elle n'est pas exhaustive. Si elle venait à être modifiée, le présent accord serait révisé en ce sens. »

L'article 5 est ainsi rédigé :

« Article 5 | *Prise en charge des frais et des salaires*

En application des dispositions de la section 3 du chapitre 1^{er} de la CCEPNL, les organisations représentatives signataires rappellent qu'est considéré comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel, le temps de préparation et de réunion de CPPNI EPNL pour les salariés mandatés par une organisation syndicale négociatrice signataire du présent accord.

Le salarié expressément mandaté par une organisation syndicale négociatrice signataire bénéficie :

- d'une autorisation d'absence pour toute réunion paritaire nationale ainsi que de 1 demi-journée de préparation par demi-journée de réunion paritaire programmée sous réserve d'informer le chef d'établissement à réception de la convocation^[1] ;
- de l'indemnisation, par l'établissement, des frais engagés pour se rendre aux réunions paritaires dans la limite du barème prévu en annexe du présent accord.

L'établissement demande la prise en charge des frais remboursés et du salaire correspondant au temps de travail effectif rémunéré (en trentième) au collège des employeurs (277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris) après avoir remboursé le salarié dès présentation des justificatifs.

La CEPNL indemnise l'ensemble des établissements ayant des salariés expressément mandatés :

- frais de salaire des réunions paritaires (et frais de transport et d'hébergement quand la réunion a lieu en présentiel) ;
- frais de salaire des réunions de préparation (et frais de transport et d'hébergement quand la réunion a lieu en présentiel). »

L'article 6 est ainsi rédigé :

« Article 6 | *Nature de l'accord*

Le présent accord de méthode est à durée déterminée.

Son terme est fixé au 11 avril 2022. »

[1] À titre exceptionnel, les réunions organisées en visioconférence (quelle que soit leur durée) donnent droit à 1 demi-journée de préparation.

Article 2 | *Modalités de dépôt*

L'accord est déposé par la CEPNL conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Une demande d'extension est formulée à cette occasion.

L'absence de dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés est justifiée par l'objet même du présent accord de méthode. En outre, la grande majorité des entreprises de la branche compte moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 13 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

IDCC : **3218** | **ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON LUCRATIF (EPNL)**
(12 juillet 2016)

Avenant n° 2020-02 du 13 octobre 2020

relatif à la création de dispositions annexes transitoires à la convention collective
sécurisant le contenu des anciennes conventions collectives fusionnées

NOR : ASET2150190M

IDCC : 3218

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CEPNL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SPELC ;

FEP CFDT ;

FD CFTC E & F,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La convention collective EPNL signée le 12 juillet 2016 était composée :

1. D'un chapitre 1^{er} (dispositions générales).
2. D'un chapitre 2 (dispositions particulières) reprenant *in extenso* les dispositions des 9 conventions collectives fusionnées. Chaque convention collective constituant une section à ce chapitre 2.

La direction générale du travail (DGT) a informé les organisations représentatives signataires des difficultés liées à l'examen de stipulations conventionnelles particulières contenues dans le chapitre 2 de la convention collective EPNL.

Nombre des stipulations des sections étant obsolètes, elles étaient insusceptibles d'extension.

Sur propositions de la DGT, les organisations représentatives signataires ont décidé :

- de rédiger et signer un avenant le 13 octobre 2020 portant sur l'architecture de la convention collective EPNL et l'insertion de stipulations communes après fusion. Cette architecture détaille les futurs chapitres qui :
- intègrent les stipulations ayant fait l'objet d'accords paritaires ;

- seront complétés des stipulations communes déterminées après une négociation thématique dont les contours et le calendrier d travail ont été fixés par l'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 13 octobre 2020.

Une annexe faisant partie intégrante de la convention collective reprend les dispositions relatives aux classifications et rémunérations minimales des conventions collectives regroupées au sein de la convention collective EPNL ainsi que le texte de l'accord temps partiel du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL ;

- concomitamment de rédiger et signer un avenant à la convention collective EPNL créant des dispositions annexes transitoires reprenant les sections du chapitre 2 de la présente convention collective EPNL contenant les stipulations des « anciennes conventions collectives » fusionnées.

C'est l'objet de ce présent avenant qui sera déposé mais qui ne fera l'objet d'aucune demande d'extension.

Le recours à ces dispositions annexes transitoires :

- évite l'examen de stipulations obsolètes dans le cadre de la procédure d'extension ;
- maintient l'ensemble des droits et garanties des salariés dépendant du champ d'application de chaque section et cela jusqu'à l'application de la convention collective EPNL harmonisée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail visé dans l'accord de méthode (11 avril 2022 à la date du présent avenant).

Sous l'autorité de la CPPNI une édition paritaire de la convention collective EPNL sera réalisée. Elle sera composée du corps de la convention collective EPNL, de son annexe et des dispositions annexes transitoires afin de rendre le texte accessible.

Cette édition de référence sera diffusée au plus grand nombre par voie numérique et sera à disposition sur les sites de chaque organisation.

La CPPNI mettra à jour autant que de besoin cette édition pour supprimer les stipulations superfétatoires en raison de la détermination de stipulations communes sur la même thématique et celles qui viendraient en contradiction avec les stipulations du corps de la convention collective.

Article 1^{er} | Insertion de dispositions annexes et transitoires à la convention collective EPNL

Des dispositions annexes transitoires sont insérées dans la convention collective EPNL.

Elles reprennent les sections du chapitre 2 de la convention collective à l'exception de sa section 2.

La section 2 du chapitre 2 de la convention collective est en effet sans objet depuis la démission de la FESIC de la CEPNL et de sa dénonciation ; elle est donc supprimée.

Les dispositions annexes transitoires sont bâties selon la table de concordance suivante :

Section 1 du chapitre 2	Section 1 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective nationale des universités et instituts catholiques
Section 2 du chapitre 2	Numéro de section réservé
Section 3 du chapitre 2	Section 3 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective de travail des professeurs de l'enseignement secondaire libre enseignant dans les établissements hors contrat et dans les établissements sous contrat mais sans être contractuels

Section 4 du chapitre 2	Section 4 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective nationale des maîtres de l'enseignement primaire privé dans les classes hors contrat et sous contrat simple et ne relevant pas de la convention collective de travail de l'enseignement primaire catholique
Section 5 du chapitre 2	Section 5 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective des psychologues de l'enseignement privé
Section 6 du chapitre 2	Section 6 : dispositions conventionnelles particulières convention collective nationale du travail des personnels enseignant hors contrat et des chefs de travaux exerçant des responsabilités hors contrat dans les établissements d'enseignement techniques privés
Section 7 du chapitre 2	Section 7 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective de travail de l'enseignement primaire catholique
Section 8 du chapitre 2	Section 8 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective nationale de travail du personnel enseignant et formateur des centres de formation continue et des centres de formation d'apprentis, des sections d'apprentissage et des unités de formation par apprentissage intégrées à un établissement technique privé
Section 9 du chapitre 2	Section 9 : dispositions conventionnelles particulières/convention collective des salariés des établissements privés 2015

Le contenu de chaque section de l'ancien chapitre 2 de la convention collective EPNL est repris *in extenso* dans l'avenant portant création de dispositions annexes transitoires.

L'avenant portant création de dispositions annexes et transitoires s'applique :

- aux établissements et salariés relevant du champ d'application de chaque section et cela jusqu'à leur révision dans le cadre des travaux de détermination de stipulations communes à l'ensemble des salariés de la branche EPNL ;
- à l'exception des dispositions qui contreviendraient aux stipulations contenues dans le corps de la convention collective EPNL constituée par 10 chapitres.

Tous les salariés, quelle que soit leur date d'embauche (antérieure ou postérieure à l'entrée en vigueur de la présente convention collective EPNL soit le 12 avril 2017), bénéficient des dispositions annexes transitoires en fonction du champ d'application dont ils relèvent.

Ces salariés ne pourront revendiquer un avantage issu d'une disposition conventionnelle dont ils sont exclus au regard de son champ d'application spécifique.

Tout au long du travail d'harmonisation, les organisations représentatives signataires supprimeront les dispositions superfétatoires.

Article 2 | Nature du présent avenant et modalités de dépôt

Le présent avenant est à durée déterminée ; son terme est celui prévu par les dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail visé dans l'accord de méthode (11 avril 2022 à la date du présent avenant).

Le présent avenant est déposé par la CEPNL conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles ; il ne fait pas l'objet de demande d'extension.

Fait à Paris, le 13 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

IDCC : **3218** | **ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON LUCRATIF (EPNL)**
(12 juillet 2016)

Avenant n° 2020-03 du 13 octobre 2020
relatif à l'architecture de la convention collective
et à l'insertion de stipulations communes après fusion

NOR : ASET2150191M

IDCC : 3218

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CEPNL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SPELC ;

FEP CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux dispositions de l'accord n° 2018-4 du 6 juillet 2018 révisé par accord du 13 octobre 2020, les travaux de détermination de stipulations communes aux salariés relevant de la branche EPNL ont commencé en août 2018 et devraient se poursuivre jusqu'à fin 2021.

Les organisations représentatives ont entamé les travaux par :

- un contrat d'action signé avec l'AGEFIPH le 2 septembre 2019 en lien avec la mission handicap d'OPCALIA (AKTO). Une étude sectorielle a été menée permettant d'éclairer les partenaires sociaux en vue de la mise en œuvre d'un plan d'action sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés et le cas échéant la négociation d'un accord ;
- une négociation sur la pénibilité et les conditions de travail qui donne lieu à une mobilisation d'établissements ressortissants, des salariés et des élus du personnel dans le cadre d'une étude lourde confiée à un cabinet spécialisé et qui devrait aboutir à la création d'outils opérationnels de prévention ;
- une négociation sur le temps partiel qui a abouti à la signature d'un accord autonome (accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL) ;
- une négociation sur les contrats courts, formules contractuelles et règles d'embauche applicables dans la branche constituant le chapitre 3 de la convention collective EPNL.

Extraits de l'article 2 de l'accord du 13 octobre 2020 (accord n° 2020-1 du 13 octobre 2020 révisant l'accord du 6 juillet 2018 portant sur la méthode adoptée en vue de la détermination de stipulations communes aux salariés relevant de la branche EPNL) :

Les organisations signataires du présent accord s'accordent sur la nécessité d'étendre la convention collective EPNL.

Elles décident de proposer une structure à la convention collective accédant ainsi à la demande de la direction générale du travail en vue de l'extension du corpus conventionnel.

Les organisations représentatives dans la branche ont ainsi déterminé une architecture à la convention collective unifiée au sens de l'article L. 2261-33 du code du travail et ont décidé d'insérer les dispositions relatives aux classifications et rémunérations minimales des conventions collectives regroupées au sein de la convention collective EPNL ainsi que le texte de l'accord temps partiel du 18 février 2019 dans une annexe faisant partie intégrante de la convention collective.

(...)

Pour éviter de surcharger le texte de la convention collective EPNL, lorsqu'elles l'estimeront nécessaire ou opportun, les organisations signataires pourront décider de renvoyer à l'application d'accords thématiques autonomes. Cette option pourra être choisie notamment s'agissant des accords interbranches.

Les organisations signataires souhaitent par là même rendre plus intelligible, lisible et accessible la règle de droit.

Chapitre 1^{er} : la branche et son cadre paritaire

Section 1 : champ d'application

Section 2 : fonctionnement du paritarisme

Section 3 : droit syndical (DS, RSS...)

Section 4 : relations collectives d'entreprise (CSE, communauté de travail...)

Chapitre 2 : responsabilité sociale

Section 1 : égalité professionnelle et non-discrimination

Section 2 : lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes

Section 3 : prévention de la pénibilité et des risques professionnels

Section 4 : conditions de travail et droit au travail des personnes en situation de handicap

Section 5 : accompagnement des difficultés des salariés (fonds sociaux)

Chapitre 3 : embauche et formules contractuelles

Section 1 : embauche

Section 2 : contrats à durée indéterminée

Section 3 : contrats à durée déterminée

Chapitre 4 : classifications et rémunérations minimales

Section 1 : dispositions communes et spécifiques

Section 2 : définition des catégories professionnelles

Section 3 : architecture des salaires minima hiérarchiques

Section 4 : avantages conventionnels

Chapitre 5 : durée et organisation du temps de travail, congés et absences

Section 1 : congés payés

Section 2 : durée et aménagement du temps du travail

Section 3 : travail à temps partiel

Section 4 : travail de nuit et durée équivalente de travail

Section 5 : autorisations d'absence pour motif personnel ou familial et autres congés

Chapitre 6 : gestion des emplois et des compétences

Section 1 : démarche compétences

Section 2 : formation professionnelle et gestion des fonds mutualisés

Chapitre 7 : maintien de salaire et protection sociale complémentaire

Section 1 : en cas d'absences pour maladie, maternité, accident du travail et maladie professionnelle

Section 2 : régimes de prévoyance

Section 3 : régime de frais de santé

Section 4 : retraite complémentaire

Chapitre 8 : rémunérations complémentaires

Section 1 : intéressement.

Section 2 : épargne salariale

Chapitre 9 : rupture du contrat de travail

Section 1 : rupture de CDI

Section 2 : départ et mise à la retraite

Section 3 : rupture de CDD

Chapitre 10 : dispositions techniques et signatures

Annexes^[1]

Annexe 1 : dispositions particulières relatives aux classifications et rémunérations minimales

Annexe 2 : accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL

Les organisations représentatives dans la branche souhaitent par là même rendre plus intelligible, lisible et accessible la règle de droit.

C'est pour ces raisons qu'elles ont choisi la technique de l'« annule et remplace » permettant l'accès à un texte consolidé pour éviter toute incompréhension et assurant au mieux l'effectivité des droits.

■ Le chapitre 1^{er} relatif à « La branche et son cadre paritaire » est une reprise de l'accord n° 2018-05 du 20 novembre 2018 portant sur la révision du champ d'application et de l'accord n° 2018-2 du 18 juin 2018 révisant la section 3 du chapitre 1^{er} de la convention collective EPNL (vie paritaire)^[2]. Il comporte les stipulations visées aux articles L. 2261-22, I, 1° et 3° et L. 2261-22, II, 13° et 16° du code du travail.

En raison de la démission de la FESIC de la CEPNL concomitante à sa dénonciation, la section 2 (ancienne convention collective nationale de l'enseignement, écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres) est devenue sans objet. Les organisations représentatives signataires ont décidé de la supprimer. Elles se gardent la possibilité de reprendre certaines de ses stipulations dans le cadre de leurs travaux d'harmonisation des stipulations conventionnelles.

Les sections 3 et 4 traitant des thématiques visées à l'article L. 2261-22, II, 1° et 2° du code du travail prévues seront complétées. L'accord de méthode prévoit une négociation sur le sujet à compter de septembre 2020.

[1] Faisant partie intégrante de la convention collective EPNL, créées par avenant spécifique soumis à extension.

[2] Dans la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, I, 1° et 3° du code du travail.

■ Le chapitre 2 relatif à la « Responsabilité sociale » est consacré à l'égalité professionnelle et non-discrimination, la lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes, la prévention de la pénibilité et des risques professionnels, les conditions de travail et droit au travail des personnes handicapées et à l'accompagnement des difficultés des salariés (fonds sociaux).

■ Le chapitre 3 « Embauche et formules contractuelles » regroupe des dispositions nouvelles applicables à l'ensemble des entreprises de la branche et leurs salariés. Ce chapitre fixe les règles liées à l'embauche^[1] et aux formules contractuelles. La négociation qui a permis sa signature s'est inscrite dans une démarche initiée par l'accord national interprofessionnel du 22 février 2018. Alors même que la convention collective EPNL est hors champ et que les organisations représentatives n'étaient aucunement tenues à une quelconque négociation, elles ont fait leur la démarche.

Au regard des éléments parcellaires remis par l'UNÉDIC (puisque n'identifiant pas la branche en tant que telle), il est rappelé que :

- la proportion d'embauche en contrat court en primaire, et secondaire général est particulièrement basse ;
- la proportion dans l'enseignement technique et professionnel est plus élevée mais n'apparaît pas comme déconnectée au regard des pratiques nationales ou d'autres secteurs ;
- la proportion d'embauche dans l'enseignement supérieur est en revanche très importante. Le secteur d'activité représente en effet 75 % des embauches en contrats courts dans la branche. Les contrats sont utilisés essentiellement pour des activités d'enseignement.

L'article D. 1242-1 du code du travail précise d'ailleurs que l'enseignement est un des secteurs d'activité où il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de certains de ses emplois.

Les contrats courts sont utilisés pour des interventions ponctuelles dans les établissements de l'enseignement supérieur dont les universités et instituts catholiques, dans les centres de formation intégrés, dans les établissements sous contrat, le cas échéant dans le premier et le second degré.

Ces intervenants sont en règle générale des professionnels aux compétences non disponibles en interne.

Pour la grande majorité d'entre eux, ils sont en cumul d'emplois.

Dans ce cas, ils ne devraient pas peser sur le régime d'assurance chômage et ne devraient pas être en situation de précarité.

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, l'objectif principal de l'ANI du 22 février 2018 « de déterminer les moyens de développer l'installation durable dans l'emploi et d'éviter les risques d'enfermement dans des situations de précarité » (art. 3.1) et au final de lutter contre des « situations de trajectoires précaires de plus en plus durables » et les difficultés d'« accès au logement ou au crédit » bien que peu nécessaire dans la branche, reste un point de vigilance que s'assignent les partenaires sociaux.

Ils ont d'ailleurs négocié de front un accord sur le temps partiel et un accord sur les formules contractuelles usitées dans le champ d'application de la convention collective EPNL qui ont :

- sécurisé les pratiques en proposant des formules contractuelles adaptées aux besoins de chacun ;
- apporté un socle de garanties aux salariés.

C'est dans cet esprit qu'ils ont :

- développé les avenants temporaires pour compléments d'heures ;

[1] Dans la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, II, 6° du code du travail.

- travaillé les priorités d'accès au temps plein ou à des volumes horaires plus élevés ;
- favorisé la continuité des périodes d'emploi, par l'aménagement des délais de carence entre CDD, par la possibilité de renouvellement des contrats à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité et par l'allongement de la durée cumulée de CDD à 2 années scolaires ou universitaires ;
- précisé les conditions de recours aux CDD d'usage ;
- favorisé l'emploi à plus long terme en donnant la possibilité de recourir à des CDI intermittent, CDI d'opération.

■ Le chapitre 4 « Classifications et rémunérations minimales » ne comporte pas encore de stipulations harmonisées. Les éléments relatifs aux classifications professionnelles, aux niveaux de qualification et aux rémunérations minimales sont intégrés dans l'annexe 1 de la présente convention collective EPNL dans l'attente d'une négociation sur cette thématique prévue de janvier 2021 à juin 2021.

■ Le chapitre 5 « Durée et organisation du temps de travail, congés, absences » comporte des renvois à l'accord interbranches du 15 juin 1999, à l'accord sur le temps partiel du 11 février 2018^[1] et à l'accord sur le travail de nuit et à la durée équivalente de travail. Les spécificités en termes de temps de travail sont importantes dans l'enseignement et font de l'examen de cette thématique en vue des convergences des textes un enjeu important. Les organisations représentatives signataires ont prévu une négociation sur ces sujets de novembre 2020 à juin 2021.

■ Les chapitres 6 « Gestion des emplois et compétences », le chapitre 7 « Maintien de salaire et protection sociale complémentaire » et le chapitre 8 « Rémunérations complémentaires » ne comportent pas encore techniquement de stipulations harmonisées. Les négociations sur ces thématiques débutent à compter de juillet 2020.

■ Le chapitre 9 « Rupture du contrat de travail » contient des dispositions relatives à la rupture de CDI'O et de CDD'U. Les négociations sur l'ensemble de ces thématiques sont prévues d'avril 2021 à août 2021.

■ Le chapitre 10 est consacré quant à lui aux « Dispositions techniques » (révision, dénonciation)^[2] et aux signatures.

Article 1^{er} | Révision de la convention collective

La convention collective de l'enseignement privé non lucratif est ainsi rédigée :

« Chapitre 1^{er} La branche et son cadre paritaire

Section 1 *Objet et champ d'application*

Article 1.1.1 | *Objet*

La présente convention collective (IDCC 3218) regroupe le champ de plusieurs conventions collectives qui lui préexistait.

Sont concernées les conventions collectives suivantes^[3] :

IDCC	Intitulé de la convention collective
2270	Convention collective nationale des universités et instituts catholiques

[1] Il a été décidé de reprendre la demande d'extension de cet accord pour une insertion directe dans la convention collective EPNL et donc une application et une extension plus rapides.

[2] Dans la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, I, 2° du code du travail.

[3] L'ensemble de ces conventions a été dénoncé. Toute référence à la convention collective nationale de l'enseignement, écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres (IDCC 2636) est supprimée.

IDCC	Intitulé de la convention collective
0390	Convention collective de travail des professeurs de l'enseignement secondaire libre enseignant dans les établissements hors contrat et dans les établissements sous contrat mais sans être contractuels
1326	Convention collective nationale des maîtres de l'enseignement primaire privé dans les classes hors contrat et sous contrat simple et ne relevant pas de la convention collective de travail de l'enseignement primaire catholique
1334	Convention collective des psychologues de l'enseignement privé
1446	Convention collective nationale du travail des personnels enseignant hors contrat et des chefs de travaux exerçant des responsabilités hors contrat dans les établissements d'enseignement techniques privés
1545	Convention collective de travail de l'enseignement primaire catholique
2152	Convention collective nationale de travail du personnel enseignant et formateur des centres de formation continue et des centres de formation d'apprentis, des sections d'apprentissage et des unités de formation par apprentissage intégrées à un établissement technique privé
2408/3211	Convention collective des salariés des établissements privés 2015

Article 1.1.2 | *Champs d'application*

Champ d'application économique^[1]

La présente convention collective s'applique impérativement aux établissements d'enseignement privés remplissant cumulativement les critères et modalités suivants :

1. Avoir un modèle économique reposant sur le caractère non lucratif ou un mode d'entreprendre et de développement non fondé sur la distribution des dividendes en numéraires, en titres de sociétés ou en actifs de quelque nature que ce soit. D'une manière générale les résultats obtenus sont utilisés, dans le cadre d'une gestion désintéressée et dans l'objet des missions confiées et dédiées à l'enseignement et à la recherche dans le respect des valeurs humanistes et culturelles faisant l'identité des établissements adhérant directement ou indirectement à l'organisation employeur signataire ;
2. Participer au service public d'éducation ou contribuant aux missions d'intérêt général de l'enseignement et de la recherche telles que définies par le code de l'éducation ;
3. Avoir une relation contractuelle avec les services de l'État organisant et effectuant leur contrôle au sens du code de l'éducation :
 - soit en ayant majoritairement des classes sous contrat avec l'État dans le cadre de l'article L. 442-1 du code de l'éducation (loi Debré) ;

[1] Le présent champ d'application a été révisé par l'accord n° 2018-5 du 20 novembre 2018, son préambule :

À la demande de la direction générale du travail, les branches de l'enseignement privé indépendant (IDCC 2691) et de l'enseignement privé non lucratif (IDCC 3218) EPI et EPNL se sont rapprochées pour une délimitation des champs d'application afin d'éviter tout chevauchement et permettre ainsi l'extension des conventions, avenants et accords paritaires signés en leur sein.

Les organisations représentatives dans chacun des champs d'application se sont rencontrées au cours d'une réunion de négociation interbranches qui s'est déroulée le 6 novembre 2018.

La CPPNI EPNL s'est réunie le 20 novembre 2018 et a validé le principe de cette négociation et ses modalités.

Les organisations représentatives dans chacun des champs d'application se sont accordées sur l'identification d'éléments objectifs distinctifs repris dans deux textes apportant révision des champs concernés.

- soit, s’agissant des établissements d’enseignement supérieur, en ayant conclu ou non avec l’État un contrat au sens de l’article L. 732-1 du code de l’éducation et adhérant à une organisation composant la CEPNL.

Salariés couverts

Sont couverts par les dispositions de la présente convention collective :

- les salariés des établissements visés ci-dessus à l’exclusion de ceux bénéficiant de dispositions statutaires spécifiques ;
- les salariés des organismes nationaux, fédéraux, territoriaux contribuant au fonctionnement de ces établissements.

Champ d’application territorial

Le champ d’application de la présente convention collective est national (métropole, départements et collectivités d’outre-mer).

Section 2 *Fonctionnement du paritarisme*^[1]

Sous-section 1 Instances paritaires^[2]

Article 1.2.1 | *Commission paritaire permanente de négociation et d’interprétation (CPPNI EPNL)*^[3]

Conformément aux dispositions de l’article L. 2232-9, I du code du travail, une commission paritaire permanente de négociation et d’interprétation (CPPNI) est créée, elle est désignée CPPNI EPNL.

a) Composition et modalités de fonctionnement

La CPPNI EPNL est composée des organisations représentatives dans la branche.

Chaque organisation syndicale représentative dispose de 4 sièges (4 membres titulaires et 4 membres suppléants ; sur la notion de membre, voir article 1.2.5).

Les représentants de ces organisations syndicales composent le collège des salariés.

La confédération de l’enseignement privé non lucratif (CEPNL) dispose d’un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales de salariés représentatives. Les représentants de cette organisation composent le collège des employeurs.

La présidence de la CPPNI EPNL est assurée pour un mandat de 4 ans par un président et un vice-président selon les modalités suivantes :

[1] La section 3 a été révisée par accord n° 2018-2 du 18 juin 2018.

[2] Extrait de l’article 1^{er} de l’accord n° 2018-2 du 18 juin 2018 :

« Les dispositions ci-dessous se substituent à celles de la section 3 du chapitre 1^{er} de la convention collective EPNL signée le 12 juillet 2016 et révisée par l’accord du 12 février 2018 créant la CPPNI et à toutes les dispositions relatives aux commissions paritaires (fonctionnement, moyens, protection des salariés etc.) contenues dans les sections du chapitre 2 ainsi que dans les accords thématiques rattachés à la présente convention collective. »

[3] Extrait de l’article 2 de l’accord n° 2018-2 du 18 juin 2018 :

« L’article 6.3 de l’accord national professionnel du 15 juin 1999 sur l’aménagement et la réduction du temps de travail dans les établissements d’enseignement privé sous contrat relatif à la commission paritaire nationale de suivi de l’accord de branche est supprimé.

L’article 4 de l’accord national professionnel du 2 juillet 2002 relatif au travail de nuit, conclu dans le secteur de l’enseignement privé sous contrat relatif à la commission paritaire nationale est supprimé.

Les missions de ces commissions de suivi sont assumées par la CPPNI EPNL (voir article 3.1, e).

L’article 11 de l’accord sur le temps partiel du 18 octobre 2013 révisé le 10 mars 2015 relatif à l’observatoire du temps partiel est supprimé.

Les missions de cet observatoire sont assurées par l’observatoire EPNL (voir article 3.3, c devenu 1.2.3, c). »

- lorsque le président est issu du collège des employeurs, le vice-président est issu du collège des salariés et inversement^[1].

Lorsque l'organisation qui mandate le président ou le vice-président perd sa représentativité, le mandat à la présidence s'interrompt immédiatement.

La présidence convoque une CPPNI EPNL qui en prend acte et organise la désignation du président et du vice-président pour la durée du mandat restant à courir ;

- le président et le vice-président remplissent leur fonction pour 2 années^[2].

Au terme de ces 2 années :

- le vice-président devient président pendant les 2 années suivantes ;
- le président devient vice-président pour les 2 années suivantes ;
- la désignation prend effet lors de la première réunion de la période biennale.

La CEPNL assure le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL sous le contrôle de la présidence. Le secrétariat technique et administratif qui peut être assuré au maximum par 2 personnes n'occupe aucun siège au sens des dispositions du présent article.

Les modalités de fonctionnement et de saisine de la CPPNI EPNL sont détaillées dans un règlement intérieur pouvant être adapté en fonction de besoins spécifiques.

Toute correspondance concernant la CPPNI EPNL est adressée à : CPPNI EPNL, 277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, cppni@branche-epnl.org.

La CPPNI EPNL détermine les moyens lui permettant un travail de qualité et efficace.

b) Missions et attributions

Hormis les missions spécifiques détaillées ci-dessous, la CPPNI EPNL exerce les missions qui lui sont dévolues et imposées par le code du travail et notamment à l'article L. 2232-9, II du code du travail.

c) Dispositions spécifiques à l'examen des thèmes de négociation

Outre les thèmes obligatoires de négociation visés au code du travail, la CPPNI EPNL peut se saisir de tout sujet en vue de l'évolution des dispositions conventionnelles^[3].

Conformément aux dispositions du code du travail^[4], les organisations syndicales représentatives ou la CEPNL peuvent saisir la CPPNI EPNL de tout thème de négociation.

À cet effet, elles adressent à la présidence un texte cible précédé d'un exposé des motifs.

Ces conditions respectées, la présidence porte le ou les thèmes envisagés à l'ordre du jour de la réunion suivante afin que la CPPNI EPNL prenne en compte la demande.

La CPPNI EPNL s'appuie sur les travaux de l'observatoire paritaire du dialogue social EPNL (tel que défini à l'article 1.2.3) et peut le solliciter pour toute question relevant de sa compétence.

Conformément aux dispositions du code du travail^[5], avant toute négociation dans la branche, les organisations représentatives travaillent un accord de méthode fixant :

[1] La CEPNL désigne un président pour les années 2018 et 2019.

[2] L'année est entendue du 1^{er} janvier au 31 décembre.

[3] Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-5-1, 1^o du code du travail dans sa rédaction à la date de signature du présent avenant.

[4] Code du travail, art. L. 2222-3 dans sa rédaction à la date de signature du présent avenant.

[5] Code du travail, art. L. 2222-3-1 dans sa rédaction du code du travail à la date de signature du présent avenant.

- les thèmes et le périmètre des négociations ;
- les objectifs communs de la négociation ;
- le temps consacré à la négociation et le calendrier pour la conduire (nombre de réunions et thèmes abordés par réunion) ;
- les règles et délais d'examen des documents (initiaux et ceux rédigés en rebond) ;
- la nature des informations partagées entre les négociateurs ;
- en fonction de la technicité du sujet traité, la méthode de préparation par les représentants des deux collèges et les moyens des salariés mandatés par les organisations (nombre de demi-journées de préparation, prise en charge du salaire et des frais engagés, recours à d'éventuels experts, formation commune, etc.) ;

L'accord de méthode intègre un point de situation objectif (cartographie de la problématique) reposant sur des chiffres et éléments objectivables et permettant un diagnostic et un bilan partagés. L'observatoire paritaire du dialogue social EPNL (tel que défini à l'article 1.2.3) est sollicité dans ce cadre. À cet effet, la CEPNL met à disposition les outils et applications dont elle dispose.

d) Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie en vue de l'exercice de sa mission d'interprétation

La CPPNI EPNL est la seule instance habilitée à interpréter le texte de la convention collective et tout accord rattaché.

Seules les organisations représentatives signataires de la convention collective ou ayant adhéré ultérieurement siègent en CPPNI EPNL en vue d'interprétation.

Dans cette configuration, elle a pour objet d'interpréter les textes conventionnels donnant lieu à des divergences d'analyse et d'interprétation de portée collective relatives à l'application des dispositions de la convention collective et tout texte rattaché.

Elle se réunit :

- à réception de la demande d'une juridiction conformément aux dispositions des articles L. 2232-9, II du code du travail et L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire ;
- à réception d'une demande formulée par une organisation représentative signataire de la convention collective ou par une commission paritaire régionale EPNL (CPR EPNL).

Seules les organisations représentatives signataires de la convention collective ou ayant adhéré ultérieurement et les CPR EPNL peuvent saisir directement la CPPNI EPNL pour interprétation :

- les organisations syndicales non représentatives ou non signataires de la convention collective peuvent, quant à elles, saisir la CPPNI EPNL d'interprétation par l'intermédiaire d'une des organisations y siégeant ;
- les salariés ou les employeurs peuvent saisir la CPPNI EPNL via la CPR EPNL.

La CPPNI EPNL peut charger un groupe de travail paritaire d'instruire la demande d'interprétation et de lui proposer un texte.

e) Suivi de la mise en œuvre et de l'application des dispositions conventionnelles et des accords paritaires

La CPPNI EPNL est chargée de faire le point sur les conditions d'application de la convention collective et de tout accord rattaché.

Ainsi, elle joue le rôle des commissions de suivi et peut être saisie des éventuelles difficultés de mise en place de la convention collective et des accords rattachés^[1] dans

[1] À l'exception des accords « protection sociale » et « formation professionnelle ».

les conditions mentionnées au *d* du présent article (“Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie en vue de l’exercice de sa mission d’interprétation”).

f) Dispositions spécifiques relatives à la CPPNI EPNL réunie en vue de l’exercice de sa mission de conciliation

La CPPNI EPNL se constitue en CPPNI de conciliation afin de traiter des litiges individuels ou collectifs résultant de l’application de la présente convention collective et tout texte rattaché.

Elle est réunie en cas d’échec de la procédure de conciliation de la CPR EPNL ou de carence de cette dernière (voir l’article 1.2.4).

Pour l’exercice de cette mission, elle entend les parties en respectant la procédure détaillée dans le règlement intérieur visé au *a*.

g) Transmission des conventions et accords d’entreprise/observatoire paritaire de la négociation collective

L’observatoire paritaire du dialogue social EPNL tel que défini à l’article 1.2.3 exerce les missions d’observatoire paritaire de la négociation collective.

Article 1.2.2 | *Groupes de travail paritaires*

La CPPNI EPNL crée des groupes de travail paritaires autant que de besoin.

Les groupes de travail sont composés de membres de la CPPNI (titulaires ou suppléants, sur la notion de membre, voir l’article 1.2.5).

La CPPNI EPNL fixe par délibération chaque fois que cela est nécessaire et notamment par accord de méthode, les conditions dans lesquelles ces groupes de travail se réunissent et les moyens dont ils disposent.

Article 1.2.3 | *Observatoire paritaire du dialogue social EPNL*

Un observatoire paritaire du dialogue social est créé au sein de la CPPNI EPNL.

Il est dénommé observatoire EPNL.

Il se substitue aux observatoires créés par les textes conventionnels entrant dans le champ de la présente convention collective à l’exception des observatoires légalement prévus^[1].

Instance technique paritaire, il assume :

- la mission d’observatoire paritaire de la négociation collective (voir *b*) ;
- une mission d’appui à la négociation et d’analyse et de suivi des textes conventionnels (voir *c*).

a) Composition

Chaque organisation syndicale représentative de salariés dispose de 2 sièges.

Le collège des employeurs dispose d’un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales composant le collège des salariés.

Les travaux de l’observatoire EPNL sont coordonnés, sous le contrôle de la CPPNI EPNL et s’agissant des affaires courantes de sa présidence, par un coordinateur-rapporteur siégeant en CPPNI EPNL.

Son secrétariat est assuré par le secrétariat technique et administratif de la commission.

Compte tenu de la nature de ses missions, l’observatoire EPNL peut inviter toute personne qualifiée (organisme désigné ou recommandé dans le cadre des régimes de

[1] À la date de la signature du présent avenant, est visé l’observatoire prospectif des métiers et des qualifications (OPMQ).

protection sociale complémentaire, organisme paritaire collecteur agréé – opérateur de compétence – désigné etc.)

b) Mission d’observatoire paritaire de la négociation collective

Conformément aux articles L. 2232-9 et L. 2232-10 du code du travail chaque employeur relevant de la convention collective EPNL adresse à l’observatoire EPNL par voie numérique l’accord d’entreprise conclu, concomitamment à l’accomplissement des mesures de dépôt (cppni@branche-epnl.org/Objet : dépôt d’un accord).

Le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, sous le contrôle de sa présidence :

- accuse réception des accords transmis ;
- les conserve et les indexe dans une base de données ouverte aux membres de l’observatoire EPNL et de la CPPNI EPNL ;
- rédige le projet de rapport annuel d’activité mentionné à l’article L. 2232-9, II du code du travail avant son analyse par les membres de l’observatoire.

Ce rapport, porté et présenté par l’observatoire EPNL, est validé par la CPPNI EPNL et versé dans la base de données visée à l’article L. 2231-5-1 du code du travail.

c) Mission d’appui à la négociation

L’observatoire EPNL se substituant aux observatoires créés par les textes conventionnels entrant dans le champ de la présente convention collective^[1], il assure, sous le contrôle de la CPPNI EPNL, les missions qui leur étaient dévolues par ces textes^[2].

L’observatoire EPNL est une instance technique paritaire d’information, de connaissance et d’analyse permettant d’éclairer à sa demande les membres de la CPPNI EPNL dans les négociations qu’ils mènent en son sein.

L’observatoire EPNL est sollicité dans le cadre de l’animation prospective du dialogue social pour participer à l’élaboration d’un diagnostic partagé préalable à la négociation (cf. article 1.2.3, c).

Il dresse alors un panorama sur les éléments et données factuels :

- que la CEPNL est en capacité de délivrer aux membres de la CPPNI EPNL ;
- que les opérateurs désignés ou recommandés dans la branche ou ayant des activités dans la profession sont susceptibles de délivrer.

Il peut dans le cadre de sa mission préconiser à la CPPNI EPNL l’élaboration de toute base de données partagée.

Il peut mettre à disposition des établissements, et spécialement aux entreprises de moins de 50 salariés des outils (notamment numériques) leur permettant d’établir des diagnostics.

L’observatoire EPNL veille tout spécialement dans ses travaux à collecter et analyser des données dans un objectif général de lutte contre toute forme de discrimination au travail.

L’observatoire EPNL s’appuie sur les travaux de l’observatoire prospectif des métiers et des qualifications (OPMQ) ou toute instance venant à le remplacer dans ses missions d’anticipation des évolutions de l’emploi et des métiers.

[1] Rappel : observatoire du temps partiel créé par l’accord du 18 octobre 2013, observatoire paritaire de la négociation collective créé par l’accord sur le droit syndical et le dialogue social SEP du 7 juillet 2015, observatoire des égalités créé par l’accord NAO EPNL du 17 juillet 2017.

[2] L’ensemble des décisions, délibérations ou interprétations demeure valable et applicable sauf révision par la CPPNI.

Article 1.2.4 | Commissions paritaires régionales

Une commission paritaire régionale (CPR EPNL) siège au sein de chaque région définie dans le cadre de l'organisation territoriale de la République.

Instance compétente pour animer un dialogue social territorial, elle est chargée des fonctions suivantes :

- se constituer en CPR de conciliation ;
- solliciter une interprétation des dispositions conventionnelles à la CPPNI EPNL ;
- alerter la CPPNI EPNL sur tout problème d'application des présentes ;
- proposer à la CPPNI EPNL des correctifs à la présente convention collective.

Chaque CPR EPNL (désignée CPR EPNL « nom de la région ») est composée de deux collèges :

- le collège des salariés regroupant les organisations syndicales de salariés représentatives ;
- le collège des employeurs composé de représentants de la CEPNL.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative dispose de 3 sièges.

Le collège des employeurs dispose d'un nombre de sièges égal au nombre total des sièges dont disposent les organisations syndicales composant le collège des salariés.

Le règlement intérieur applicable est le règlement intérieur élaboré par la CPPNI EPNL.

Chaque CPR EPNL se réunit au moins une fois par an hors conciliation.

Le secrétariat de chaque CPR EPNL adresse au secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, l'ordre du jour de chaque réunion, les comptes rendus, un état des lieux régulier de son activité et tout autre élément permettant sa parfaite information.

Une fois synthétisées, ces informations sont présentées chaque année en CPPNI EPNL.

Sous-section 2 Moyens du dialogue social dans la branche

Les organisations représentatives dans la branche s'accordent sur leur volonté de développer les moyens permettant l'efficacité de la représentation des salariés des établissements et le développement d'un dialogue social de qualité dans la branche.

Article 1.2.5 | Qualité de membre d'une commission paritaire dans le champ de la convention collective EPNL

Tout salarié dûment mandaté (titulaire ou suppléant) pour représenter son organisation au sein de la CPPNI EPNL, d'une CPR EPNL, de l'observatoire EPNL ou de toute commission paritaire nationale créée par un accord thématique (protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.) doit informer son employeur et ce, dès réception de la convocation.

Est membre au sens de l'alinéa 2 de l'article L. 2234-3 du code du travail de la CPPNI EPNL, de la CPR EPNL, de l'observatoire EPNL ou d'une commission paritaire nationale créée par un accord thématique – protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc. – le titulaire et le suppléant mandaté par l'organisation représentative qu'il représente.

Chaque organisation représentative via sa fédération nationale adresse la liste de ses mandatés par commission (CPPNI EPNL, observatoire EPNL, CPR EPNL, commission paritaire nationale créée par un accord thématique) au secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL. Chaque organisation représentative via sa fédération nationale l'informe également de toute modification.

En sa qualité de membre d'une commission paritaire, le salarié mandaté bénéfice, dès lors que le mandat a été enregistré par le secrétariat technique et administratif de la CPPNI EPNL, d'une autorisation d'absence pour participer à ces réunions ainsi que de la protection prévue par le livre IV du code du travail.

Les demi-journées ou les journées de préparation prises en charge, dans les conditions visées à l'article 1.2.6, par la CEPNL donnent également droit à une autorisation d'absence.

Ces absences ne font l'objet ni d'une retenue sur salaire ni d'une récupération.

Pour les chargés d'enseignement-intervenant non permanents salariés d'un établissement d'enseignement supérieur privés et afin que la participation aux travaux des commissions paritaires n'entraîne pas de perte de salaire, il est convenu :

- que les heures d'enseignement qui n'auraient pu être effectuées seront déplacées (et donc rémunérées) en respectant les délais de prévenance ;
- que les heures de participation aux réunions seront rémunérées comme les heures de réunions pédagogiques/administratives ;
- que dans le cas exceptionnel où l'établissement n'aurait pu déplacer les heures d'enseignement, les heures de réunion seraient rémunérées au tarif contractuel.

Article 1.2.6 | *Prise en charge des frais de déplacement et de salaire des participants aux réunions paritaires*

Outre les journées et demi-journées prévues, le cas échéant, dans l'accord de méthode visé à l'article 1.2.1 c et celles prévues pour le suivi des accords thématiques (protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.), la CEPNL indemnise au total et par année scolaire, l'ensemble des établissements employant des membres des commissions selon les modalités suivantes :

■ CPPNI EPNL hors conciliation :

- au maximum et au total : 16 jours de réunions par organisation syndicale représentative ;
- au maximum et au total : 8 jours de préparation par organisation syndicale représentative participant aux réunions.

■ Observatoire EPNL et groupes de travail :

- au maximum et au total : 30 jours de réunion par organisation syndicale représentative ;
- au maximum et au total : 15 jours de préparation par organisation syndicale signataire représentative participant aux réunions.

■ CPR EPNL hors conciliation :

Au maximum et au total : 2 demi-journées de réunion par organisation syndicale représentative. Les structures locales prendront en charge les frais et demi-journées de réunion s'il est décidé un nombre plus important de réunions.

Ces dispositions seront précisées dans le règlement intérieur prévu à l'article 1.2.1 a.

Dans la limite du nombre de réunions défini ci-dessus, les salariés rémunérés par les établissements et relevant de la présente convention collective ont droit au remboursement par leur établissement, sur justificatif, des frais de transport du domicile au lieu de la réunion.

L'employeur est remboursé par la CEPNL, selon la procédure fixée par elle et présentée à la CPPNI EPNL :

- des frais engagés par le salarié et qu'il a préalablement remboursés à ce dernier ;
- du salaire correspondant au temps d'absence visé ci-dessus.

S'agissant des enseignants agents publics, des retraités ou des salariés (en cas de difficulté de remboursement), la CEPNL rembourse directement l'organisation syndicale ayant mandaté le représentant concerné.

Section 3 *Droit syndical (DS, RSS...)*

Les organisations représentatives signataires sont très attachées à l'exercice du droit syndical qui a une résonance toute particulière dans l'enseignement privé non lucratif et spécifiquement dans l'enseignement privé sous contrat.

Elles ont fait du droit syndical un objet de négociation primordial dans l'agenda de négociation.

Elles inséreront dans cette section toutes dispositions spécifiques qu'elles jugeront utiles sur ces thématiques visées à l'article L. 2261-22, II, 1.

L'accord de méthode du 6 juillet 2020 révisé le 10 juillet 2020 prévoit dans son article 3, le début des négociations sur ces thématiques (droit syndical et relations collectives d'entreprise) à la fin août 2020.

Dans l'attente, pour l'exercice du droit syndical et la liberté d'opinion des salariés, le déroulement de carrière des salariés exerçant des responsabilités syndicales et l'exercice de leurs fonctions, les organisations représentatives s'en réfèrent à la loi.

Section 4 *Relations collectives d'entreprise (CSE, communauté de travail...)*

La notion de communauté est essentielle dans un établissement d'enseignement privé non lucratif, celle de communauté de travail centrale.

Compte tenu de ces spécificités, des clauses portant sur les comités sociaux et économiques sont en cours de négociation.

L'accord de méthode révisé le 10 juillet 2020 prévoit l'examen de cette thématique visée à l'article L. 2261-22, II, 2° à compter de fin août 2020.

En la matière et dans l'attente de stipulations communes, les organisations représentatives s'en réfèrent à la loi.

Ainsi, les membres des comités sociaux économiques, des conseils d'entreprise et de toute commission qui en seraient issues exercent leurs fonctions et bénéficient des heures de délégation prévues par la législation en vigueur.

Chapitre 2 *Responsabilité sociale*

Les organisations représentatives signataires ont fait le choix de placer les thématiques visées à l'article L. 2261-22, II, 9°, 10 et 11° du code du travail dans le chapitre 2 de la convention collective ; elles soulignent par là même leur importance.

L'accord n° 2018-3 du 18 juin 2018 (NAO 2018) avait entamé un travail sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ses dispositions sont insérées dans la section 1 du présent chapitre.

L'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 10 juillet 2020 prévoit des négociations portant notamment sur les thématiques visées L. 2261-22, II, 9°, 10 et 11° du code du travail selon un agenda social précis pour compléter les dispositions déjà existantes.

Les organisations représentatives signataires ont choisi de travailler ces thématiques selon une méthode innovante en se focalisant d'abord sur la création d'outils pratiques et didactiques et ensuite aborder les principes généraux de protection, d'égalité et de diversité pour créer une dynamique permettant à chaque acteur dans les établissements de se saisir des sujets avec une capacité d'intervention opérationnelle.

L'accord de méthode a fait de la question relative à l'égalité femme-homme un sujet transversal. Toute problématique devra intégrer cette dynamique qui ne saurait être cantonnée uniquement dans un article dédié.

Des groupes paritaires ont travaillé depuis 24 mois avec des cabinets spécialisés sur ces sujets :

- un contrat d'action a été signé avec l'AGEFIPH et la mission handicap d'OPCALIA (AKTO) pour élaborer un plan d'action sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;
- la même logique a été adoptée sur la pénibilité et les conditions de travail, la négociation sur ces thématiques est prévue de février 2021 à juin 2021 ;
- les fonds sociaux existent déjà, leur élargissement fera l'objet d'une négociation même si à date plusieurs expérimentations en ce sens ont été menées notamment dans le cadre de la crise sanitaire.

Dans l'attente de la détermination de stipulations communes aux salariés relevant de la branche EPNL, les organisations représentatives s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles et statutaires particulières qui pourraient s'appliquer.

Les employeurs et salariés s'engagent à prendre toutes les mesures propres à assurer l'égalité professionnelle et à remédier aux inégalités constatées notamment quant à l'accès à l'emploi, à la formation ainsi qu'à la promotion professionnelle et aux conditions de travail, d'emploi et de rémunération. De même, à égalité d'aptitudes et de qualifications, aucune discrimination en matière d'emploi ne pourra être introduite.

Section 1 *Égalité professionnelle et non-discrimination*

Les organisations signataires s'engagent en faveur de la promotion de l'égalité professionnelle et réaffirment leur attachement au respect du principe de non-discrimination^[1].

Toutes les négociations menées dans le champ d'application défini à l'article 1.1 de la convention collective sont fondées sur ces engagements.

Dans le cadre de cette négociation sur l'égalité professionnelle femmes-hommes, les signataires s'accordent sur :

- la prise en compte intégrale du congé parental d'éducation dans le calcul de l'ancienneté ;
- la nécessité :
 - de proposer une formation à chaque salarié(e) au retour du congé parental ;
 - de proposer paritairement des formations dans le cadre de sessions communes, aux représentants du personnel et aux salariés en charge du recrutement dans les établissements sur les enjeux de l'égalité professionnelle.

Section 2 *Lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes*

Texte en cours de négociation.

Section 3 *Prévention de la pénibilité et des risques professionnels*

Texte en cours de négociation.

Section 4 *Conditions de travail et droit au travail des personnes en situation de handicap*

Un contrat d'action a été signé avec l'AGEFIPH le 2 septembre 2019 en lien avec la mission handicap d'OPCALIA (AKTO). Une étude sectorielle a été menée permettant

[1] Reprise *in extenso* des dispositions de l'article 1^{er} de l'accord n° 2018-3 du 18 juin 2018 (NAO 2018).

d'éclairer les partenaires sociaux sur la mise en œuvre d'un plan d'action sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés et, le cas échéant, la négociation d'un accord^[1].

Section 5 *Accompagnement des difficultés des salariés (fonds sociaux)*

Texte en cours de négociation.

Chapitre 3 **Embauche et contrats de travail**

Le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) est la forme normale de la relation de travail.

Par exception, compte tenu des spécificités de l'activité d'enseignement ou de formation, d'autres formules contractuelles sont rendues possibles par la volonté des signataires du présent accord selon les conditions qu'ils ont fixées.

Dans tous les cas, le contrat de travail est établi en double exemplaire. Il est écrit, daté et signé des deux parties. Un exemplaire est remis au salarié par tout moyen permettant de lui conférer une date certaine.

Section 1 *Embauche*

Lors de l'embauche, le salarié remet à son employeur :

1. Une copie de sa pièce d'identité ;
2. L'autorisation de travail pour les personnes de nationalité étrangère ;
3. Un extrait de casier judiciaire (n° 3) datant de moins de 3 mois ;
4. Une copie de « l'attestation de carte Vitale » ;
5. Une copie certifiée conforme de ses diplômes et des attestations sanctionnant les formations suivies. En cas de diplômes étrangers, une traduction officielle avec mention de l'équivalence dans le système européen ;
6. Un *curriculum vitae* complet ;
7. Ses coordonnées bancaires ;
8. Les certificats justifiant l'expérience professionnelle et/ou l'ancienneté dont il se prévaut ;
9. Pour les activités qui le nécessitent :
 - une photocopie du permis de conduire ;
 - un bulletin de vaccination à jour ;
 - une autorisation d'administrer des médicaments.

Dans la mesure du possible, si le salarié exerce une autre activité salariée, il fournit à l'employeur les éléments permettant de déterminer sa durée cumulée de travail, ses horaires et les rémunérations perçues.

S'il n'exerce pas d'autre activité salariée, il le certifie par une attestation sur l'honneur.

Le salarié informe l'employeur de tout changement de situation et lui adresse toute mise à jour utile sur les éléments cités ci-dessus.

Tout salarié est destinataire :

- d'une notice d'information relative aux textes conventionnels qui lui sont applicables mentionnant leur lieu de consultation. La CPPNI EPNL met à disposition un modèle de notice ;
- des notices d'information rédigées par les organismes assureurs relatives au régime de prévoyance et de la « complémentaire santé » dont il bénéficie ;

[1] Les préconisations opérationnelles du cabinet spécialisé sont présentées le 27 août 2020.

- le cas échéant, d'un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs mis en place dans l'établissement : intéressement, participation, plan d'épargne ou plan d'épargne pour la retraite collective ;
- d'une fiche de poste évolutive et non contractuelle ;
- en cas d'application du dispositif de classification à critères classant, de la fiche de classification évolutive et non contractuelle rédigée à partir de la fiche de poste.

Tous ces éléments sont mis à jour par l'employeur en cas de besoin.

Le salarié a le droit d'accéder à son dossier professionnel auprès du service du personnel conformément aux dispositions réglementaires ou jurisprudentielles en vigueur. Il a également un droit de rectification qui lui permet notamment de demander la correction des inexactitudes figurant dans ce dossier.

L'employeur peut mettre en place un espace numérique personnalisé pour un accès facilité à l'information du salarié.

Section 2 Contrats à durée indéterminée

Article 3.2.1 | Durée de la période d'essai

La durée de la période d'essai du contrat à durée indéterminée est conformément aux dispositions de l'article L. 1221-19 du code du travail^[1] de :

- 2 mois pour les employés ;
- 3 mois pour les agents de maîtrise ;
- 4 mois pour l'ensemble des cadres.

Pour sécuriser les parcours, la période d'essai peut être renouvelée :

- pendant 1 mois pour les employés ;
- pendant 2 mois pour les agents de maîtrise ;
- pendant 4 mois pour les cadres.

Un entretien est organisé à cet effet dans le respect du délai de prévenance défini ci-dessous.

Toute suspension qui se produirait pendant la période d'essai (maladie, congés...) prolongerait d'autant la durée de cette période qui doit correspondre à un travail effectif.

Durant cette période d'essai, chacune des parties pourra mettre fin au contrat à tout moment, sans indemnité d'aucune sorte.

En cas de rupture au cours de la période d'essai, conformément aux dispositions des articles L. 1221-25 et L. 1221-26 du code du travail, il sera appliqué un délai de prévenance déterminé en fonction de la durée de présence du salarié :

Présence effective du salarié dans l'entreprise	Délai de prévenance de l'employeur	Délai de prévenance du salarié
7 jours maximum	24 heures	24 heures
Entre 8 jours et 1 mois	48 heures	48 heures
Après 1 mois	2 semaines	48 heures
Après 3 mois	1 mois	48 heures

[1] Texte applicable à la date du présent avenant.

La date de la rupture de la période d'essai d'un directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques^[1] doit intervenir en temps opportun afin qu'il puisse participer au mouvement de l'emploi des maîtres sous contrat.

Article 3.2.2 | *Les mentions du contrat de travail à durée indéterminée*

Le contrat à durée indéterminée doit indiquer, les mentions suivantes :

1. La référence à la présente convention collective et au règlement intérieur lorsque celui-ci est obligatoire ;
2. L'intitulé du poste ou la qualification ;
3. La date de prise de fonctions ;
4. La classification ;
5. La catégorie professionnelle du salarié ;
6. Lorsqu'elle existe, la durée de la période d'essai fixée conformément aux dispositions conventionnelles ;
7. La durée de travail servant de base à la rémunération ;
8. La durée hebdomadaire, mensuelle, annuelle ou forfaitaire de travail effectif ainsi que sa référence au temps plein conventionnel et au nombre de jours de congés payés appliqué ;
9. Pour les personnels d'enseignement, de recherche et les formateurs, le principe de répartition entre les heures de travail quantifiables et les autres activités ;
10. Le montant brut de la rémunération et ses modalités de calcul ;
11. L'ancienneté reprise (en lien avec les expériences antérieures pour la fixation de la rémunération) ;
12. L'affiliation à une institution de retraite complémentaire ainsi qu'aux régimes de prévoyance et de « complémentaire santé ». Le nom et l'adresse de l'organisme assureur par régime concerné sont mentionnés ;
13. L'existence d'un préavis de rupture et la référence aux dispositions conventionnelles ou légales applicables.

Les délégations reçues font l'objet de dispositions contractuelles spécifiques. S'agissant du directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques^[2] le contrat doit mentionner les délégations reçues notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Article 3.2.3 | *Contrat à durée indéterminée intermittent*

a) Définition

Conformément aux dispositions des articles L. 3123-33 et suivants du code du travail^[3], le contrat de travail intermittent est un contrat à durée indéterminée. Il est désigné CDI'I.

Il peut être conclu afin de pourvoir un emploi permanent qui, par nature, comporte une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3123-38 du code du travail^[4], les emplois permanents qui peuvent être pourvus par des salariés en CDI'I sont ceux de :

- formateurs ;

[1] Au sens de la circulaire n° 2016-137 du 11 octobre 2016.

[2] Au sens de la circulaire n° 2016-137 du 11 octobre 2016.

[3] Textes applicables à la date du présent avenant.

[4] Texte applicable à la date du présent avenant.

- chargés d’enseignement (enseignement supérieur) ;
- surveillants d’examens (enseignement supérieur).

b) Mentions spécifiques au CDI’I

Le CDI’I doit comporter les mentions définies à l’article 3.2.2 ainsi que :

1. La qualification du salarié ;
2. Les éléments de la rémunération ;
3. La durée annuelle minimale de travail du salarié.

S’agissant des chargés d’enseignement et des formateurs, cette durée minimale est constituée des heures quantifiables de travail définies au chapitre 5 de la présente convention collective (heures de face-à-face pédagogique, heures de présence ou découlant d’une obligation de service : jurys d’examen, visite d’entreprise, stages etc.) ;

4. Les périodes travaillées et les périodes non travaillées ;
5. La répartition des heures de travail à l’intérieur des périodes travaillées.

Aucune modification du contrat de travail ne pourra être imposée sans l’accord écrit du salarié.

c) Semaines non travaillées et plafonnement des heures excédant la durée annuelle minimale

Les périodes non travaillées :

- ne relèvent pas du régime des congés ; elles s’y ajoutent ;
- ne sont pas considérées comme du temps de travail effectif au sens de l’article L. 3121-1 du code du travail^[1].

Le contrat de travail définit au moins 4 semaines calendaires non travaillées par an^[2] ; elles peuvent être consécutives ou non.

Les heures dépassant la durée annuelle minimale fixée au contrat ne pourront excéder le tiers de cette durée, sauf accord du salarié.

d) Possibilité de rémunération lissée

Afin d’assurer aux salariés intermittents une rémunération régulière pendant toute l’année, les parties au contrat peuvent convenir que la rémunération des salariés en CDI’I est indépendante du travail effectif sur la période de paie concernée et est calculée sur la base de l’horaire annuel moyen prévu dans le contrat.

e) Garanties

Le (ou la) salarié(e) employé(e) en CDI’I et notamment pendant les périodes non-travaillées bénéficie de l’ensemble des droits conventionnels (classification, congés, maladie, protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.).

Pour la détermination des droits liés à l’ancienneté, les périodes non travaillées sont prises en compte en totalité.

L’employeur veille à donner la priorité aux salariés en CDI’I qui souhaiteraient accroître leur volume horaire contractuel.

Les salariés en CDI’I bénéficient d’une priorité d’emploi sur un emploi disponible équivalent à temps plein ou ayant une durée de travail supérieure à celle prévue dans leur contrat.

L’employeur porte à la connaissance de ces salariés la liste des emplois disponibles.

[1] Texte applicable à la date du présent avenant.

[2] L’année est entendue du 1^{er} septembre au 31 août.

Le contrat de travail est révisé en conséquence.

Article 3.2.4 | Contrat à durée indéterminée d'opération

Le contrat à durée indéterminée d'opération est nécessairement un contrat de travail à durée indéterminée ayant pour objet l'accomplissement d'une opération déterminée. Il est désigné CDI'O dans la présente convention collective.

Avant de recourir au CDI'O, l'employeur s'assure qu'il ne dispose pas de ressources et de compétences disponibles en interne susceptibles d'assurer les missions nécessaires à la réalisation de l'opération.

Afin d'assurer une complète information du salarié, le contrat de travail doit comporter, d'une part, la mention "contrat à durée indéterminée d'opération", et d'autre part, la mention "de l'opération" en détaillant son objet. Il doit en outre motiver précisément son recours.

a) Entreprises concernées

Conformément à l'article L. 1223-8 du code du travail, les employeurs, de moins de 1 000 salariés (équivalents temps plein arrêtés au 31 décembre de l'année N – 1) peuvent conclure un CDI'O.

Le CDI'O conclu pour la durée d'une opération n'a pas vocation à se substituer au contrat de travail à durée indéterminée de droit commun.

La conclusion d'un CDI'O est possible à condition qu'elle ne conduise pas à porter, à la date de conclusion de ce contrat, le nombre total de CDI'O en cours d'exécution à plus de 10 % de l'effectif (équivalents temps plein) pour les entreprises de moins de 50 salariés et à plus de 5 % au-delà.

b) Emplois concernés

L'opération se caractérise par un ensemble d'actions, de missions, d'activités organisées, menées ou mises en place en vue d'atteindre un résultat préalablement défini.

La durée de l'opération est limitée, sans qu'elle soit précisément déterminée à son origine. L'opération prend fin à l'obtention du résultat préalablement défini.

Les missions confiées au salarié titulaire d'un CDI'O concourent directement à la réalisation de cette opération.

Sont concernés les activités et emplois suivants :

- ingénierie d'une formation en vue de la création, du développement ou de la refonte de filières ou de disciplines spécifiques ;
- doctorants ;
- post-doctorats (notamment dans le cadre de la mise en œuvre d'appels à projet ou de l'obtention de financements publics ou privés) ;
- réponse et mise en œuvre d'appels à projets (issus par exemple des collectivités publiques ou privées, des organismes européens ou internationaux, des ministères de tutelle, des branches professionnelles, des entreprises) ;
- chargé de mission/de projet/de développement dans le cadre d'un projet ou une opération d'une durée supérieure à 12 mois, nécessitant des compétences particulières (communication, événementiel, immobilier, informatique, démarche d'évaluation, qualité, accessibilité, etc.).

c) Droits et garanties des salariés en CDI'O

Les droits individuels et collectifs des titulaires d'un CDI'O sont ceux de tous les salariés en CDI (période d'essai, durée du travail, rémunération, congés...) ; ils bénéficient en outre de garanties spécifiques suivantes :

1. Contreparties en termes de rémunération

La rémunération du salarié titulaire d'un CDI'O est majorée de 5 % par rapport aux salaires appliqués dans l'entreprise pour des emplois équivalents ou ressortant de la même classification.

2. Garanties en termes de formation pour les salariés concernés

Les titulaires d'un contrat d'opération bénéficient d'un abondement annuel de leurs droits acquis au titre du CPF égal à 20 %.

Section 3 *Contrats à durée déterminée*

Article 3.3.5 | *Dispositions générales*

Les contrats à durée déterminée (CDD) ne peuvent être conclus que dans les conditions et les cas énumérés par la loi^[1].

Dans les situations où le recours au CDD pourrait être envisagé (hors remplacement et hors CDD'U) les partenaires sociaux promeuvent :

- l'avenant temporaire pour complément d'heures^[2] ;
- le CDI'O (cf. l'article 3.2.4).

Les CDD doivent comporter les mentions légales obligatoires ainsi que celles les concernant définies à l'article 3.2.2 lorsqu'elles ne viennent pas en contradiction avec les dispositions spécifiques du CDD et spécialement du CDD'U (cf. article 3.3.7).

Le CDD est daté et signé des deux parties. Un exemplaire est remis au salarié par tout moyen permettant de lui conférer une date certaine dans les 2 jours ouvrables suivant l'embauche.

Le (ou la) salarié(e) employé(e) en CDD bénéficie de l'ensemble des droits légaux et conventionnels (classification, ancienneté, congés, maladie, protection sociale complémentaire, formation professionnelle, etc.).

La durée de la période d'essai des salariés en CDD est calculée conformément aux dispositions légales.

Les CDD pour accroissement temporaire d'activité :

- ne peuvent être renouvelés plus de deux fois ;
- ne peuvent être conclus pour une durée supérieure à 24 mois, renouvellement inclus.

À l'expiration d'un tel contrat, il peut être recouru immédiatement à un autre contrat pour pourvoir le poste du salarié dont le contrat a pris fin.

Article 3.3.6 | *Dispositions spécifiques aux CDD de remplacement*

Afin de permettre une meilleure transmission d'informations et dans un souci d'amélioration des conditions d'emploi, le CDD de remplacement :

- peut débuter jusqu'à 5 jours ouvrés avant le départ du salarié remplacé ;
- peut prendre fin jusqu'à 5 jours ouvrés après le retour du salarié remplacé.

Article 3.3.7 | *Dispositions spécifiques aux CDD d'usage (CDD'U)*

Il est d'usage constant dans l'enseignement, de recourir aux CDD'U^[3].

[1] Code du travail, articles L. 1242-1 et suivants.

[2] Créé par l'accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL.

[3] Code du travail, art. L. 1242-2 et D. 1242-1.

Le CDD'U au sein de la convention collective EPNL est possible pour :

- des activités d'enseignement, des activités connexes à l'enseignement sur des fractions d'année^[1] ou pour la durée de l'année ;
- des activités de formation réputées permanentes si la dispersion géographique des stages, leur caractère occasionnel ou l'accumulation de stages sur une même période, ne permettent pas à l'effectif habituel permanent, à temps plein ou à temps partiel, d'y faire face.

Sont concernés par les CDD'U :

- les formateurs ;
- les correcteurs, les membres de jury ;
- les chargés d'enseignement et intervenants pédagogiques/extérieurs ;
- les surveillants de concours ou d'examen ;
- les créateurs de support formatif notamment en ligne ;
- les évaluateurs (en pré-positionnement, positionnement ou au terme de la formation).

Les organisations représentatives signataires feront évoluer cette liste exhaustive dès qu'un besoin identifié par l'observatoire mis en place aura été porté à la connaissance de la CPPNI.

Tout salarié qui a conclu un CDD'U bénéficie d'une priorité sur des emplois disponibles en CDI dès lors qu'il peut mobiliser les compétences attendues sur ce poste et qu'il remplit les éventuels prérequis pour l'occuper.

Le salarié d'un établissement d'enseignement supérieur universitaire en CDD'U qui :

- a effectué 200 heures de face-à-face par an pendant 3 années successives^[2] ;
- ne dispose pas d'un employeur principal^[3] par ailleurs,

peut, quant à lui, solliciter de sa direction la signature d'un CDI'I.

Le salarié concerné apporte alors tout justificatif permettant d'étayer sa demande. Une fois les vérifications effectuées, la direction lui proposera un CDI'I pour l'année suivante^[4] dont les modalités resteront à définir d'un commun accord en prenant notamment en compte les besoins de l'établissement, les activités professionnelles du salarié ainsi que ses arbitrages vie professionnelle-vie familiale.

Chapitre 4 Classifications et rémunérations minimales

Le travail en vue de la convergence des textes relatifs aux classifications et rémunérations minimales est un élément structurant de la branche.

L'examen des thématiques visées à l'article L. 2261-22, II, 3°, 4° du code du travail est prévu de janvier 2021 à juin 2021.

Dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles et pour la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, II, 3°, 4° du code du travail les éléments relatifs aux classifications professionnelles, aux niveaux de qualification et aux rémunérations minimales figurent dans l'annexe 1 de la présente convention collective EPNL.

Ces dispositions demeurent applicables aux établissements et salariés concernés par les champs d'application d'origine de ces textes.

[1] L'année est entendue du 1^{er} septembre au 31 août.

[2] L'année est entendue du 1^{er} septembre au 31 août.

[3] Au sens de la durée légale ou conventionnelle du travail.

[4] L'année est entendue du 1^{er} septembre au 31 août.

Section 1 *Dispositions communes et spécifiques*

En cours de négociation.

Section 2 *Définition des catégories professionnelles*

En cours de négociation.

Section 3 *Architecture des salaires minima hiérarchiques*

En cours de négociation.

Section 4 *Avantages conventionnels*

En cours de négociation.

Chapitre 5 *Durée et organisation du temps de travail, congés et absences*

Dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles et pour la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, II, 5°, du code du travail les organisations représentatives signataires s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles et statutaires particulières qui pourraient s'appliquer.

Section 1 *Congés payés*

Les négociations sur cette thématique sont prévues par l'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 10 juillet 2020 de novembre 2020 à juin 2021.

Dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles et pour la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, II, 5°, du code du travail les organisations représentatives signataires s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles^[1] et statutaires particulières qui pourraient s'appliquer.

Section 2 *Durée et aménagement du temps du travail*

Les négociations sur cette thématique sont prévues par l'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 10 juillet 2020 de novembre 2020 à juin 2021.

Dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles les organisations représentatives signataires s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles et statutaires particulières qui pourraient s'appliquer et notamment l'accord relatif à la réduction de la durée effective et à l'aménagement du temps de travail dans l'enseignement privé sous contrat^[2].

Section 3 *Travail à temps partiel^[3]*

Les stipulations relatives au temps partiel dans la branche figurent en annexe 2 de la présente convention collective dont elle fait partie intégrante.

Section 4 *Travail de nuit et durée équivalente de travail*

Dans les établissements ayant majoritairement des classes sous contrat avec l'État dans le cadre de l'article L. 442-1 du code de l'éducation (loi Debré) sont applicables :

- les dispositions de l'accord de branche relatif au travail de nuit dans l'enseignement sous contrat du 2 juillet 2002 révisé par l'accord sur les équivalences de nuit dans l'enseignement privé sous contrat du 31 janvier 2007^[4] ;

[1] Notamment l'accord relatif à l'ARTT dans l'enseignement privé sous contrat du 15 juin 1999 étendu par arrêté du 23 décembre 1999 (JO du 26 décembre).

[2] Étendu par arrêté du 23 décembre 1999 (JO du 26 décembre).

[3] Reprise *in extenso* des articles de l'accord du 11 février 2019.

[4] L'accord du 2 juillet 2002 est étendu par arrêté ministériel du 26 mars 2003 (JO du 4 avril), celui 31 janvier 2007 par arrêté d'extension du 27 mars 2007 (JO du 5 avril).

- les dispositions du décret n° 2007-1180 du 3 août 2007 relatif aux équivalences de nuit dans l'enseignement privé sous contrat.

Section 5 *Autorisations d'absence pour motif personnel ou familial et autres congés*

En application de l'accord du 10 juillet 2020 révisant l'accord du 6 juillet 2018 portant sur la méthode adoptée en vue de la détermination de stipulations communes aux salariés relevant de la branche EPNL la négociation sur cette thématique est prévue en octobre 2020.

Dans l'attente de la détermination de stipulations communes aux salariés relevant de la branche EPNL, les organisations représentatives signataires s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles et statutaires particulières pour les salariés visés dans leurs champs d'application respectifs.

Chapitre 6 *Gestion des emplois et des compétences*

Les organisations représentatives signataires sont attachées à la reconnaissance du développement des compétences des salariés comme levier d'implication dans leur travail. Elle constitue pour le salarié l'occasion de sécuriser son parcours professionnel et pour l'établissement un moyen de renforcer son attractivité.

La formation professionnelle constitue un atout pour les salariés et un investissement, tant pour les personnes que pour les établissements. Elle participe aux évolutions des emplois et compétences des établissements et à la gestion des carrières des salariés.

Les organisations représentatives signataires s'accordent sur le fait que l'entretien professionnel est un élément central pour appréhender le niveau et l'évolution des compétences du salarié, de favoriser son évolution professionnelle en lui permettant d'en être l'acteur.

La négociation sur cette thématique visée à l'article L. 2261-22, II, 8° est prévue par l'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 10 juillet 2020 à compter de juillet 2020.

Dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles, les organisations représentatives signataires s'en réfèrent aux modalités communes d'organisation et de fonctionnement de la formation tout au long de la vie existantes^[1] et celles qu'elles ont élaborées ensemble et en convergence au sein de la section paritaire professionnelle « enseignement privé » au sein d'AKTO (politique de certification, détermination des priorités de financement, développements d'outils de GPEC élaborés grâce à deux EDEC etc.).

Section 1 *Démarches compétences*

La négociation sur cette thématique est prévue par l'accord de méthode du 6 juillet 2018 révisé le 10 juillet 2020 à compter de juillet 2020.

Section 2 *Formation professionnelle et gestion des fonds mutualisés*

Les organisations représentatives signataires désignent AKTO comme opérateur de compétences (OPCO) de la branche EPNL.

Conformément à l'accord constitutif de l'OPCO du 14 mars 2019 et de ses statuts signés le 8 avril 2019, la branche professionnelle et celle de l'enseignement privé agricole ont créé une section paritaire professionnelle interbranches. Sa composition, ses missions et ses modalités d'organisation et de travail sont déterminées par son règlement intérieur adopté le 12 décembre 2019.

[1] Notamment l'accord interbranches sur la formation professionnelle tout au long de la vie et ses avenants et aux dispositions des « anciennes conventions collectives » faisant l'objet de la fusion (cf. chapitre 1^{er}).

Chapitre 7 Maintien de salaire et protection sociale complémentaire

La négociation sur la détermination de stipulations communes sur le maintien de salaire, la protection sociale complémentaire est prévue à compter de septembre 2020.

Tous les salariés de la branche sont couverts par un régime de prévoyance et un régime de frais de santé. Dans l'attente d'une convergence les régimes actuellement en place demeurent et notamment le régime unifié des établissements d'enseignement sous contrat (EEP prévoyance et EEP santé s'appliquant à 95 % des salariés de la branche).

Section 1 *Maintien de salaire en cas d'absence pour maladie, maternité, accident du travail et maladie professionnelle*

En cours de négociation.

Section 2 *Régimes de prévoyance*

Les salariés de l'enseignement privé non lucratif bénéficient d'un régime de prévoyance ; les coordonnées de l'organisme compétent sont indiquées dans le contrat de travail conformément à l'article 3.2.2 de la présente convention collective.

La négociation sur les modalités d'accès unifiées à un régime de prévoyance (thématique visée à l'article L. 2261-22, II, 14°) est prévue à compter de septembre 2020.

Section 3 *Régime de frais de santé*

Les salariés de l'enseignement privé non lucratif bénéficient d'un régime de frais de santé ; les coordonnées de l'organisme compétent sont indiquées dans le contrat de travail conformément à l'article 3.2.2 de la présente convention collective.

La négociation sur les modalités d'accès unifiées à un régime de remboursements complémentaires de frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident (thématique visée à l'article L. 2261-22, II, 14°) est prévue à compter de septembre 2020.

Section 4 *Retraite complémentaire*

Les établissements sont tenus d'adhérer à la caisse de retraite complémentaire désignée au répertoire professionnel pour l'enseignement privé. Il s'agit du groupe Malakoff-Humanis. Les coordonnées de l'organisme compétent sont indiquées dans le contrat de travail conformément à l'article 3.2.2 de la présente convention collective.

Le taux de cotisation doit au moins être égal à celui prévu par les accords professionnels.

Chapitre 8 Rémunérations complémentaires

La négociation sur la détermination de stipulations communes sur l'intéressement et l'épargne salariale est prévue à compter de septembre 2020.

La négociation sur les rémunérations complémentaires (intéressement et épargne salariale) sont prévues à compter de septembre 2020.

Section 1 *Intéressement*

En cours de négociation.

Section 2 *Épargne salariale*

En cours de négociation.

Chapitre 9 Rupture du contrat de travail

Les négociations sur cette thématique sont prévues d'avril 2021 à août 2021.

Le présent chapitre contient des dispositions unifiées relatives à la rupture du contrat à durée indéterminée d'opération (CDI'O) et du contrat à durée déterminée d'usage (CDD'U).

À l'exception de ces stipulations, et dans l'attente de l'harmonisation des dispositions conventionnelles et pour la stricte application des dispositions de l'article L. 2261-22, II, 7° les organisations représentatives s'en réfèrent à la loi et aux dispositions conventionnelles et statutaires particulières qui pourraient s'appliquer.

Section 1 *Rupture de CDI*

Article 9.1.1 | *Licenciement d'un salarié en CDI'O*

a) Licenciement en raison de la réalisation de l'opération

Le licenciement qui intervient en raison de la fin de l'opération chantier ou de la réalisation de l'opération repose sur une cause réelle et sérieuse.

Ce licenciement n'est pas soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux licenciements pour motif économique.

Le licenciement qui intervient en raison de la réalisation de l'opération ouvre droit, pour le salarié, à une indemnité spéciale de licenciement de 5 % de la rémunération brute versée tout au long du contrat.

Cette indemnité spéciale ne se cumule pas avec l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement.

Le salarié bénéficie d'une priorité de réembauchage en contrat à durée indéterminée pendant 6 mois sous réserve qu'il en fasse la demande pendant ce délai par tout moyen permettant de conférer une date certaine.

b) Licenciement en cas de non-réalisation ou de cessation anticipée de l'opération

Hors faute grave ou lourde, le licenciement intervenant dans les conditions prévues aux présentes dispositions ouvre droit, pour le salarié, à une indemnité spéciale de licenciement égale à 10 % de la rémunération brute versée au titre du contrat.

Cette indemnité spéciale ne se cumule pas avec l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement.

Section 2 *Départ et mise à la retraite*

En cours de négociation.

Section 3 *Rupture de CDD*

Article 9.3.2 | *Rupture d'un CDD'U*

Conformément aux dispositions de l'article L. 1243-10 du code du travail^[1], aucune indemnité de fin de contrat n'est due au terme d'un CDD'U à l'exception de la situation visée à l'alinéa suivant.

Le salarié exerçant dans un établissement ayant majoritairement des classes sous contrat (premier et second degrés) bénéficie d'une indemnité égale à 5 % de la rémunération totale brute versée au titre du dernier contrat dès lors :

- qu'un CDD'U a été conclu chaque année au cours de 3 dernières années successives^[2] ;
- que le dernier CDD'U ne se poursuit pas dans le cadre d'une relation contractuelle en CDI, CDI'I, CDI'O ;

[1] Texte applicable à la date du présent accord.

[2] L'année est entendue du 1^{er} septembre au 31 août.

- que ledit salarié pendant l'exécution de ces CDD'U n'était pas en situation de cumul d'emplois, cumul d'activités, cumul emploi-retraite.

Chapitre 10 Dispositions techniques et signatures

Article 10.1 | *Dépôt, extension et date d'effet*

La CEPNL est chargée par les parties de procéder au dépôt de la présente convention et de former une demande d'extension dans les conditions prévues par le code du travail.

Compte tenu des thématiques traitées dans le présent avenant et des typologies d'entreprises présentes dans la branche, aucune disposition spécifique n'est prévue pour les entreprises de moins de 50 salariés à l'exception :

- des dispositions de l'article 1.2.3 sur les missions de l'observatoire EPNL vis-à-vis de ces entreprises ;
- à l'exception des engagements relatifs à l'accompagnement des salariés à temps partiel dans la dynamique GPEC prévue à l'article 7 de l'annexe 2.

À ces exceptions près, l'ensemble des stipulations de la présente convention collective et de son annexe s'applique donc à toutes les structures juridiques relevant de la convention collective EPNL et à leurs salariés.

La présente convention collective est entrée en vigueur 6 mois après la date de notification de la dénonciation des conventions collectives regroupées et citées à l'article 1.1 soit le 12 avril 2017.

Article 10.2 | *Révision*

Chaque organisation représentative signataire ou ayant adhéré à la présente convention collective peut demander sa révision.

La demande est adressée, par lettre recommandée avec avis de réception ou tout moyen numérique équivalent, aux autres parties ainsi qu'à la présidence (président et vice-président) de la CPPNI (voir article 1.2.1).

Cette demande est accompagnée d'un projet de révision comportant un exposé des motifs.

La présidence de la CPPNI EPNL convoque ses membres pour examen du projet et étude de la recevabilité de la demande de révision dans le mois de sa réception.

Dans les 3 mois de la réception de la demande de révision répondant aux exigences formelles précisées ci-dessus, la présidence convoque chaque organisation représentative en vue d'une négociation.

L'éventuel avenant de révision est négocié et conclu dans les formes prévues par le code du travail.

Article 10.3 | *Dénonciation*

Chaque organisation représentative signataire ou ayant adhéré à la présente convention collective peut la dénoncer totalement.

L'acte de dénonciation doit être adressé, par lettre recommandée avec avis de réception, à chaque organisation représentative signataire ou ayant adhéré à la présente convention.

La dénonciation doit donner lieu aux formalités de dépôts prévues par la loi.

L'acte de dénonciation produit ses effets après un préavis de 3 mois.

Le délai de survie mentionné ci-dessous commence à compter de la date de récépissé du dernier dépôt.

La présente convention restera en vigueur jusqu'à la prise d'effet d'une convention de substitution ou, à défaut d'une telle substitution, pendant une durée maximale de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis. »

Article 2 | Création d'une annexe à la convention collective EPNL

Une annexe à la présente convention collective est créée.

Elle en fait partie intégrante.

Elle est composée de 2 annexes :

– annexe 1 : classifications et rémunérations minimales :

Cette annexe reprend les articles relatifs aux classifications et rémunérations minimales de chaque convention collective ayant fait l'objet de la fusion ;

– annexe 2 : temps partiel :

Cette annexe reprend *in extenso* l'accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL.

Son dépôt et la demande d'extension dont il fait l'objet sont retirés afin que la sous-commission à l'extension et la direction générale du travail l'examinent non pas de manière autonome mais comme intégrant la convention collective EPNL.

Article 3 | Nature du présent accord et application

Le présent avenant est à durée indéterminée.

Les dispositions :

– du chapitre 3 relatif au renouvellement de la période d'essai ;

– du chapitre 3 relatives à la succession de CDD et au délai de carence entre deux CDD ;

– de l'annexe 2 (temps partiel),

s'appliquent dès le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension du présent avenant au *Journal officiel*.

Article 4 | Modalités de dépôt

La convention collective EPNL et son annexe sont déposées par la CEPNL conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Une demande d'extension sur ce texte (corps de la convention collective et son annexe) est formulée à cette occasion.

Compte tenu des thématiques traitées dans le présent avenant et des typologies d'entreprises présentes dans la branche, aucune disposition spécifique n'est prévue pour les entreprises de moins de 50 salariés à l'exception :

– des dispositions de l'article 1.2.3 sur les missions de l'observatoire EPNL vis-à-vis de ces entreprises ;

– à l'exception des engagements relatifs à l'accompagnement des salariés à temps partiel dans la dynamique GPEC prévue à l'article 7 de l'annexe 2.

À ces exceptions près, l'ensemble des stipulations de la présente convention collective et de son annexe s'applique donc à toutes les structures juridiques relevant de la convention collective EPNL et à leurs salariés.

Fait à Paris, le 13 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 | Classifications et rémunérations minimales

Annexe 1.1 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective nationale des universités et instituts catholiques (ex. IDCC 2270)

« Article 30 | *Classification des enseignants*

Suivant le contenu de la mission, on distingue quatre catégories d'emplois :

- les enseignants-chercheurs ;
- les enseignants ;
- les chargés d'enseignement ;
- les intervenants occasionnels.

30.1. Enseignants-chercheurs

La catégorie d'enseignant-chercheur est accessible aux enseignants titulaires d'un doctorat. Elle est, par ailleurs, précisée au niveau de chaque établissement en fonction de l'organisme concerné et des statuts universitaires spécifiques à cet organisme. Les enseignants-chercheurs ont une double vocation, d'enseignement et de recherche qu'ils s'engagent à mettre au service de l'université ou de l'institut qui les emploie, pour l'essentiel, voire la totalité, de leur activité professionnelle.

30.1.1. Mission

Les enseignants-chercheurs consacrent leur temps à :

- des activités d'enseignement : cours, corrections, contrôles y compris la présidence des examens, conseils, jurys... ;
- des activités de recherche, d'études et de publication, pour 40 % en moyenne du temps de travail ;
- des activités de coordination, d'organisation des enseignements et de pédagogie ;
- des activités de conseil auprès des étudiants ;
- des interventions à des sessions, colloques, activités de formation permanente à l'extérieur ou en interne,

le cas échéant :

- des responsabilités de direction ou administratives, pour des mandats à durée déterminée ;
- et des activités de représentation, promotion et d'information.

Les enseignants-chercheurs sont tenus de rester au courant de l'état d'avancement des disciplines concernant leur spécialité ou les spécialités voisines.

Ils doivent publier régulièrement leurs recherches, en faisant figurer dans ces publications leur qualité d'enseignant-chercheur de l'établissement d'enseignement supérieur catholique auquel ils appartiennent.

30.1.2. Charges de travail

Trois mois avant le début de l'année universitaire et sous une forme à convenir dans chaque institut ou université catholique, la répartition de principe du temps dans les différentes activités décrites ci-dessus est définie entre le doyen, le directeur (ou leur délégué) et l'enseignant. Cette définition de la charge de l'enseignant-chercheur tien-

dra compte, notamment, des souhaits de celui-ci, de son activité de l'année précédente, des objectifs de l'établissement et des contraintes de l'organisme, en particulier du nombre d'inscriptions. Elle intégrera également les activités de représentation, de promotion, d'information et de participation à des colloques, sous la forme d'objectifs pour l'année à venir prenant en compte la charge d'enseignement définie, sous réserve des adaptations pouvant se révéler nécessaires compte tenu de la nature de ces activités.

En application de l'article 25 et sauf accord ponctuel spécifique, un enseignant-chercheur à temps plein devra assurer un volume d'heures de face-à-face compris dans une fourchette définie au sein de chaque université ou institut, en fonction de l'enseignement dispensé. Le volume horaire de face-à-face effectivement réalisé ne pourra être inférieur ou supérieur aux limites ainsi définies, sauf accord exprès des deux parties.

Dans ces limites, la variation du nombre d'heures de face-à-face ne donnera lieu à aucune variation de rémunération, l'augmentation ou la diminution de ces heures correspondant, corrélativement et nécessairement, à une diminution ou une augmentation des heures consacrées aux autres activités, dont la recherche.

Pour évaluer le volume horaire annuel consacré aux tâches connexes à l'enseignement, les heures de face-à-face se verront appliquer un coefficient défini dans le tableau ci-dessous qu'il conviendra de préciser au niveau de chaque institut employeur, sur la base de critères préalablement définis :

Enseignement	Tous niveaux
Cours magistraux nouveaux	De 3 à 7
Cours magistraux	De 3 à 5
TD, TP, ateliers...	De 2 à 3

En cas de cours dédoublés, assurés par le même enseignant, le coefficient applicable sera réduit.

Pour les TD, TP et ateliers, le coefficient minimum applicable pourra être ramené à 1 dans le cas où l'enseignant titulaire ferait intervenir des conférenciers extérieurs et ne consacrerait son activité qu'à une présence d'animation.

L'activité de chaque enseignant-chercheur fera l'objet d'une évaluation telle que définie à l'article 37. À l'issue de cette évaluation, le temps de travail rémunéré consacré aux activités de recherche, correspondant en moyenne à 40 % du volume horaire annuel, pourra être diminué ou augmenté, le temps d'enseignement étant ajusté en conséquence.

Pour les activités de direction, un volume d'heures forfaitaire est défini et rémunéré sous forme d'indemnité de fonction ou de décharge d'enseignement.

30.1.3. Forfait jours

Sous réserve de la conclusion d'un accord d'entreprise ou d'établissement, le temps de travail des enseignants-chercheurs pourra être décompté en nombre de jours de travail sur l'année, par application de dispositions de l'article L. 3121-39 du code du travail.

L'accord déterminera notamment les catégories de salariés susceptibles de conclure une convention individuelle de forfait, la durée annuelle du travail à partir de laquelle le forfait est établi, les caractéristiques principales de ces conventions et le nombre

maximum de jours de travail sur l'année ainsi que le nombre d'heures de face-à-face correspondant.

Outre l'existence d'un accord d'entreprise préalable, le forfait annuel en jours doit faire l'objet d'une convention individuelle écrite signée par l'employeur et le salarié.

L'accord pourra prévoir la renonciation à une partie des jours de repos et/ou que les jours de repos seront affectés le cas échéant à un compte épargne-temps conformément à l'article L. 3151-1 du code du travail.

30.2. Enseignants

Les critères d'accès à la catégorie des enseignants sont définis au niveau de chaque institut et organisme en fonction de la matière enseignée et, le cas échéant, en cohérence avec les statuts universitaires. Les enseignants ont une vocation essentiellement pédagogique et s'engagent à consacrer une part significative, voire la totalité de leur activité professionnelle, à l'institut qui les emploie.

30.2.1. Mission

Les enseignants consacrent leur temps à :

- des activités d'enseignement : cours, corrections, contrôles y compris la présidence des examens, conseils, jurys... ;
- des activités de conseil auprès des étudiants ;
- des activités de coordination, d'organisation des enseignements et de pédagogie ;
- des interventions à des sessions, colloques, activités de formation permanente à l'extérieur ou en interne,

le cas échéant :

- des responsabilités de direction ou administratives pour des mandats à durée déterminée ;
- et des activités de représentation, de promotion et d'information.

30.2.2. Charges de travail

Conformément à l'article 25, un enseignant à temps plein devra assumer un volume de face-à-face compris dans une fourchette définie au sein de chaque université ou institut en fonction de l'enseignement dispensé. Le volume horaire de face-à-face effectivement réalisé ne pourra être inférieur ou supérieur aux limites ainsi définies. Pour évaluer le volume horaire annuel consacré aux tâches connexes à l'enseignement, ces heures se verront appliquer un coefficient défini dans le tableau ci-dessous qu'il conviendra de préciser au niveau de chaque institut employeur, sur la base de critères préalablement définis :

Enseignement	Tous niveaux
Cours magistraux nouveaux	3 à 7
Cours magistraux	3 à 5
TD, TP, ateliers	2 à 3

Dans des cas particuliers, le coefficient 2 pourra être appliqué aux cours magistraux.

En cas de cours dédoublés, assurés par le même enseignant, le coefficient applicable sera réduit.

Pour les TD, TP et ateliers, le coefficient minimum applicable pourra être ramené à 1 dans le cas où l'enseignant titulaire ferait intervenir des conférenciers extérieurs et ne consacrerait son activité qu'à une présence d'animation.

30.2.3. Forfait jours

Sous réserve de la conclusion d'un accord d'entreprise ou d'établissement, le temps de travail des enseignants pourra être décompté en nombre de jours de travail sur l'année, par application de dispositions de l'article L. 3121-39 du code du travail.

L'accord déterminera notamment les catégories de salariés susceptibles de conclure une convention individuelle de forfait, la durée annuelle du travail à partir de laquelle le forfait est établi, les caractéristiques principales de ces conventions et le nombre maximum de jours de travail sur l'année ainsi que le nombre d'heures de face-à-face correspondant.

Outre l'existence d'un accord d'entreprise préalable, le forfait annuel en jours doit faire l'objet d'une convention individuelle écrite signée par l'employeur et le salarié.

L'accord pourra prévoir la renonciation à une partie des jours de repos et/ou que les jours de repos seront affectés à un compte épargne-temps conformément à l'article L. 3151-1 du code du travail.

30.3. Chargés d'enseignement

Les chargés d'enseignement ont pour mission :

- d'assurer des heures d'enseignement (cours, travaux dirigés, travaux pratiques) ;
- de concevoir et corriger les épreuves d'examens, devoirs et contrôles ;
- de participer aux réunions pédagogiques, jurys, surveillances d'examens.

Ils ne consacrent qu'une partie limitée de leur activité professionnelle au service de l'institut catholique qui les emploie, l'essentiel de cette activité étant généralement consacrée à un ou d'autres employeurs, dont la fonction publique (moyennant l'obtention d'une autorisation de cumul d'emplois et de rémunérations).

30.4. Intervenants occasionnels

Sont considérés appartenir à la catégorie des intervenants occasionnels, les enseignants ou professionnels reconnus pour leur expertise, qui assurent une prestation ponctuelle dans le cadre d'un cours, d'un séminaire ou d'un colloque.

Leur intervention est limitée à 18 heures par an. Conformément à l'article L. 1242-2 du code du travail, ces intervenants sont engagés dans le cadre d'un contrat à durée déterminée dit « d'usage ».

Article 31 | *Enseignement supérieur à caractère technique et professionnel*

Pour les enseignements à caractère technique et professionnel dispensés dans les universités ou instituts, des accords d'entreprise devront préciser les spécificités attachées à ces catégories d'enseignants, en définissant :

- le contenu de la mission ;
- les volumes d'heures de face-à-face correspondant au temps plein d'enseignement ;
- les qualifications académiques nécessaires pour accéder aux titres universitaires ;
- les coefficients hiérarchiques de base.

Article 33 | Grades et titres académiques nécessaires pour l'obtention d'un titre universitaire

Diplôme délivré par titre	Facultés profanes et enseignements ne relevant pas de l'article 27, explicité par l'article 17, des normes communes de Sapientia Christiana	Facultés canoniques et enseignements relevant de l'article 27.1 et de l'article 17 des normes communes de Sapientia Christiana
Attaché d'enseignement	Ancienne licence en 4 ans Maîtrise, master 1 CAPES, CAPET, CAER certifié, CAFEP Ingénieur-maître	Licence canonique
Assistant	DES, DEA, DESS, master 2 Ingénieur (diplôme reconnu par la CTI) Agrégré CAER agrégé et, plus généralement, tous diplômes donnant accès au grade de maitre dans la discipline enseignée	Licence canonique + expérience de travaux dirigés dans l'enseignement supérieur Capacité doctorale (~ DEA)
Maître de conférences	Ancien doctorat de 3 ^e cycle + expérience qualifiée de l'enseignement supérieur Diplôme français ou étranger reconnu équivalent au doctorat Doctorat nouveau régime Doctorat d'État	Doctorat canonique + expérience qualifiée de l'enseignement supérieur + publications
Professeur	Titre accessible par nomination d'un maître de conférences titulaire : – d'un doctorat d'État ; – d'un doctorat loi de 1984 + habilitation à diriger des recherches ; – d'un doctorat de 3 ^e cycle + habilitation à diriger des recherches, en fonction de la qualité de ses publications, de ses travaux, de sa valeur pédagogique et des postes disponibles.	Titre accessible par nomination d'un maître de conférences en fonction de la qualité de ses publications, de ses travaux, de sa valeur pédagogique et des postes disponibles

Article 34 | Accession aux différents titres

L'accession aux différents titres définis à l'article 33 ci-dessus est, en premier lieu, du ressort de l'instance académique. Après avoir vérifié que les critères relatifs aux diplômes, à l'expérience et aux travaux de recherche sont remplis, cette instance propose la nomination au vote des instances universitaires concernées, en référence aux statuts universitaires ou tout autre texte régissant le fonctionnement des facultés et organismes.

La nomination définitive intervient ensuite par décision rectoriale, sur proposition de l'instance académique concernée. L'accession au titre de professeur est, en outre, conditionnée à l'existence d'un poste vacant ou créé.

Les titres d'attaché d'enseignement et d'assistant sont liés automatiquement aux diplômes dans la discipline dispensée.

La qualification acquise par d'autres diplômes ou par expérience professionnelle peut faire l'objet d'un examen par la commission des équivalences constituée localement.

Le titre d'assistant doctorant est donné aux enseignants titulaires d'un diplôme niveau DEA ou DESS et en préparation de thèse avec le soutien de l'institut qui les emploie. Ces assistants sont normalement destinés à entrer dans la catégorie des enseignants-chercheurs de cet institut ou d'un Institut similaire.

Article 35 | *Rémunération minimale*

35.1. Enseignants-chercheurs et enseignants

Pour une charge de travail à temps plein, la rémunération minimale annuelle des enseignants-chercheurs et des enseignants ne peut pas être inférieure à un montant égal au produit du coefficient hiérarchique de base (défini dans la grille jointe en annexes 1 et 1 bis ou précisé par accord d'entreprise spécifique) par la valeur du point de référence tel que défini à l'article 12 de la présente convention.

Cette rémunération minimale annuelle s'entend d'un montant brut, avant déduction des cotisations sociales salariales.

Elle sera versée sur 12 mensualités couvrant l'année universitaire en cours, celle-ci pouvant commencer le 1^{er} septembre, le 1^{er} octobre ou le 1^{er} novembre, en fonction du calendrier universitaire spécifique à chaque université, institut ou organisme.

L'évolution de cette rémunération se fera :

- par le biais de l'évolution du point de référence ;
- par l'attribution de la prime d'ancienneté telle que définie à l'article 36 ;
- par promotion individuelle, déterminée dans le cadre de la procédure d'évaluation définie à l'article 37.

Elle sera, le cas échéant, majorée d'indemnités de fonction relatives au(x) mandat(s) de responsabilité ou de direction, calculées sur la base d'un volume horaire forfaitaire rapporté au coefficient de la fonction correspondante.

Pour apprécier si le salaire réel versé à l'intéressé est au moins égal au salaire minimum conventionnel, la prime d'ancienneté sera exclue de la comparaison.

35.2. Chargés d'enseignement

Les chargés d'enseignement seront rémunérés sur la base des heures effectives de face-à-face affectées de taux horaires minima incluant l'indemnité de congés payés, définis chaque année par avenant à la convention collective ou par accord d'entreprise plus favorable. Cette rémunération pourra être lissée sur 12 mois ou versée au moment de l'exécution de la prestation.

35.3. Intervenants occasionnels

Les intervenants occasionnels perçoivent une rémunération calculée sur la base du nombre d'heures d'intervention effectivement réalisé et définie au niveau de chaque institut ou université.

Article 36 | *Prime d'ancienneté*

Les enseignants et les enseignants-chercheurs bénéficient d'une prime d'ancienneté dont le montant brut annuel sera calculé en appliquant au salaire minimum garanti,

tel que défini à l'article 35.1 et dans les grilles jointes en annexes, les pourcentages suivants :

Après	Ancienneté
4 ans	4 %
6 ans	6 %
8 ans	8 %
10 ans	10 %
12 ans	12 %
15 ans	15 %
18 ans	18 %

L'ancienneté sera fonction de la durée d'appartenance aux catégories ouvrant droit à la prime d'ancienneté.

Article 45 | *Classification du personnel administratif et technique*

45.1. Classification

La classification du personnel administratif et technique comprend trois catégories (employé, maîtrise et cadre), des niveaux de compétence étant définis pour chacun d'entre eux. Conformément à l'annexe 2, à chaque niveau correspond :

- un degré de compétence technique, de prise d'initiatives et éventuellement d'encadrement ;
- un coefficient plancher.

Un complément de coefficient individuel peut être attribué pour tenir compte des diplômes et/ou de l'expérience professionnelle acquise.

Une modification de coefficient n'implique pas obligatoirement un changement de catégorie.

Sur la base de cette classification, une grille qui reprend l'ensemble des fonctions administratives et techniques et qui définit les coefficients planchers pour chacune d'elles, devra être établie par chaque établissement employeur.

45.2. Mise en application et création d'un comité spécifique local

La mise en œuvre de la présente classification implique :

- d'une part, un délai d'application permettant la mise en place des nouvelles classifications au sein des établissements ;
- d'autre part, une période probatoire plus longue durant laquelle les difficultés d'application rencontrées sont examinées par un comité paritaire spécifique.

45.2.1. Délai d'application

À partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les établissements nouvellement adhérents devront dans un délai de 6 mois :

- présenter à chaque salarié, dans le respect des obligations légales, sa classification telle qu'elle résulte du nouveau système conventionnel ;
- mettre en application les classifications nouvelles au terme des 6 mois, compte tenu le cas échéant, de l'avis du comité paritaire spécifique.

Le classement effectif du salarié sera notifié à celui-ci avec sa date d'entrée en vigueur. Cette notification précisera la catégorie d'emploi, le niveau, la fonction, le coefficient

et le taux d'ancienneté de l'intéressé. Ces mentions seront reportées sur le bulletin de salaire.

Il est bien entendu qu'il n'existe aucune correspondance entre l'ancien et le nouveau système de grille de qualification.

Le reclassement ne pourra en tout état de cause entraîner une diminution quelconque de la rémunération réelle brute perçue par le salarié au moment du changement.

45.2.2. Période probatoire

La période probatoire devra permettre un examen accéléré des difficultés d'application et de l'étude de réaménagement qui pourrait être nécessaire pour une application de la nouvelle classification.

La durée de la période probatoire est fixée à 12 mois, commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, pouvant être éventuellement prolongée de 6 mois par le comité paritaire spécifique.

45.2.3. Comité paritaire spécifique local

Le comité paritaire spécifique local sera constitué, à parité, d'une délégation employeur et d'une délégation syndicale. Il sera saisi à la demande de l'employeur ou d'un salarié, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au président du comité.

En cas de contestation de sa nouvelle classification telle que proposée par l'employeur, chaque salarié sera informé de la possibilité qu'il a de saisir le comité paritaire spécifique et, par voie de conséquence, des formalités de saisine.

Les décisions prises par le comité paritaire spécifique seront systématiquement transmises à la commission paritaire nationale. En cas de blocage au sein du comité paritaire spécifique, un recours sera possible auprès de la commission paritaire nationale, statuant alors en formation réduite (deux représentants par syndicat).

Article 46 | Rémunération

Pour un plein-temps, le traitement brut annuel s'obtient en multipliant le coefficient hiérarchique par la valeur annuelle du point de référence définie à l'article 12. Pour un temps partiel, la rémunération est calculée sur cette base, *pro rata temporis*.

Sauf dispositions spécifiques à l'établissement, la rémunération est versée sur 12 mois.

L'évolution de cette rémunération se fera :

- par le biais de l'évolution de la valeur du point de référence ;
- par l'attribution de la prime d'ancienneté telle que définie à l'article 47 ;
- par promotion individuelle, déterminée dans le cadre de la procédure d'évaluation définie à l'article 48.

Article 47 | Prime d'ancienneté

Le personnel administratif et technique bénéficie d'une prime d'ancienneté dont le montant sera calculé en appliquant au salaire minimum garanti, tel que défini à l'article 46, les pourcentages suivants :

Après	Ancienneté
4 ans	4 %
6 ans	6 %
8 ans	8 %

Après	Ancienneté
10 ans	10 %
12 ans	12 %
15 ans	15 %
18 ans	18 %

Pour apprécier si le salaire réel versé à l'intéressé est au moins égal au salaire minimum conventionnel, la prime d'ancienneté sera exclue de la comparaison.

Grille de qualification et de rémunération minimum "Enseignants chercheurs" au 1^{er} septembre 2019

Catégorie	Titre	Définition	Coefficient plancher	
Enseignant chercheur	Professeur	Docteur habilité à diriger des recherches, responsable de cours de 2 ^e cycle et de séminaires de 3 ^e cycle ; assure par ailleurs des responsabilités d'encadrement de doctorants, des directions de départements ou de facultés. Il partage son temps entre l'enseignement et la recherche.	3 ^e éch.	639
			2 ^e éch.	619
			1 ^{er} éch.	598
	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours magistraux, en 1 ^{er} et 2 ^e cycles, des responsabilités d'encadrement ou de direction de départements. À une activité de recherche et peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour préparer une habilitation.	3 ^e éch.	547
			2 ^e éch.	517
			1 ^{er} éch.	496
Enseignant	Assistant doctorant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, chargé d'enseignement (TD, TP). Les assistants doctorants bénéficient d'une décharge d'enseignement pour préparer leur doctorat.		415

(Voir page suivante.)

*Grille de qualification et de rémunération minimum "Enseignant"
au 1^{er} septembre 2019*

Catégorie	Titre	Définition	Coefficient plancher	
Enseignant	Maître de conférences	Titulaire d'un doctorat, assurant des cours, des responsabilités d'encadrement ou de direction de département. Peut bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des activités de recherche pédagogique.	3 ^e éch.	547
			2 ^e éch.	517
			1 ^{er} éch.	496
	Maître Assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, d'un DESS ou d'un master 2, assurant des cours, TD, TP, justifiant d'une expérience d'enseignement significative dans son domaine et pouvant bénéficier d'une décharge d'enseignement pour des travaux de recherche pédagogique.	3 ^e éch.	496
			2 ^e éch.	476
			1 ^{er} éch.	455
Enseignant	Assistant	Titulaire d'un diplôme niveau DEA, DESS ou master 2, assurant des cours, TD, TP.	3 ^e éch.	455
			2 ^e éch.	435
			1 ^{er} éch.	415
	Attaché d'enseignement	Enseignant titulaire d'une ancienne licence, d'une maîtrise ou d'un master 1, chargé d'assurer des cours, TD ou TP.	3 ^e éch.	415
			2 ^e éch.	384
			1 ^{er} éch.	363

Grille de qualification et de rémunération minimum "Personnel administratif et technique" au 1^{er} septembre 2019

Catégorie	Niveau UDESCA/AEUIIC	Définition	Coefficient plancher
Cadre	G Cadre III	Fonction de direction générale.	Négocié
	F Cadre II	Fonction impliquant de larges initiatives et des responsabilités déléguées par la direction nécessitant une compétence étendue, dans un cadre stratégique prédéfini.	547
	E Cadre I	Fonction exigeant une responsabilité de gestion ou technique et/ou une coordination de personnes, compte tenu des orientations stratégiques et des objectifs retenus.	506
Agent de maîtrise	D	Emploi exigeant une connaissance technique importante avec prise d'initiatives et éventuellement animation d'équipe.	404
Employé	C Employé qualifié II	Emploi très qualifié, avec participation aux choix des modes opératoires et des moyens de contrôle appropriés.	348
	B Employé qualifié I	Emploi demandant un travail qualifié avec un suivi de procédures tenant compte de l'organisation d'un service.	328
	A Employé	Emplois comprenant des tâches répétitives, précisées par des consignes. La fonction n'exige pas de qualification particulière.	325

Annexe 1.2

(Numéro réservé.)

Annexe 1.3 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective de travail des professeurs de l'enseignement secondaire libre enseignant dans les établissements hors contrats et dans les établissements sous contrat mais sans être contractuels (ex. IDCC 0390)

« 1. Grilles des professeurs des classes secondaires au 1^{er} septembre 2019

Tableau d'avancement	Licence libre, licence, maîtrise et éducation physique : assimilé niveau II		Baccalauréat et éducation physique : autres niveau III	
Pour un service hebdomadaire de :	18 heures (éducation physique 21 heures)		18 heures (éducation physique 21 heures)	
Échelon	Durée	Indice	Durée	Indice
1	2 ans	330	2 ans	329
2	2 ans	336	2 ans	
3	2 ans	349	2 ans	
4	2 ans	359	2 ans	
5	2 ans	365	2 ans	
6	2 ans	373	2 ans	
7	2 ans	383	2 ans	
8	2 ans	390	2 ans	331
9	2 ans	401	2 ans	340
10	2 ans	412	3 ans	352
11	2 ans	428	4 ans	367
12	2 ans	445	4 ans	383
13	Final	455	Final	398

2. Grilles des enseignants des classes élémentaires, annexées aux établissements secondaires hors contrat au 1^{er} septembre 2019

Tableau d'avancement		Avec CAP ou diplôme homologué de niveau III (27 heures)	Sans CAP (27 heures) ou diplôme homologué de niveau III	Diplôme homologué de niveau II		
Échelon	Durée	Indice		Échelon	Durée	Indice
1	2 ans	329		1	2 ans	329
2	3 ans			2	2 ans	334
3	3 ans	339	329	3	2 ans	348
4	4 ans	348		4	2 ans	358
5	4 ans	367	346	5	2 ans	365
6	4 ans	386	365	6	2 ans	373

Tableau d'avancement		Avec CAP ou diplôme homologué de niveau III (27 heures)	Sans CAP (27 heures) ou diplôme homologué de niveau III	Diplôme homologué de niveau II		
Échelon	Durée	Indice		Échelon	Durée	Indice
7	4 ans	417	385	7	2 ans	384
8	5 ans	435	404	8	2 ans	390
9	Final	445	419	9	2 ans	401
				10	2 ans	412
				11	2 ans	428
				12	2 ans	435
				13	2 ans	445

3. Grille des enseignants des classes préparatoires au 1^{er} septembre 2019

Tableau d'avancement	Classes préparatoires aux grandes écoles niveau I	
Service hebdomadaire : 18 heures		
Échelon	Durée	Indice
1	3 ans	366
2	4 ans	385
3	4 ans	404
4	4 ans	428
5	5 ans	453
6	5 ans	476
7	5 ans	510
8	5 ans	525
9	Final	554

Annexe 1.4 Classifications et rémunérations minimales issues de convention collective nationale des maîtres de l'enseignement primaire privé dans les classes hors contrat et sous contrat simple et ne relevant pas de la convention collective de travail et de l'enseignement primaire catholique (ex. IDCC 1326)

		Classes élémentaires		
		Avec CAP ou diplôme d'instituteur	Sans CAP ni diplôme d'instituteur	Avec diplôme homologué niveau II
Pour un service hebdomadaire de :		27 heures	27 heures	27 heures
Échelon	Durée	Indice	Indice	Indice
1 ^{er} échelon	2 ans	329		
2 ^e échelon	3 ans			
3 ^e échelon	4 ans	338	329	342
4 ^e échelon	4 ans	347		351
5 ^e échelon	4 ans	366	345	366
6 ^e échelon	4 ans	385	364	385
7 ^e échelon	4 ans	416	384	416
8 ^e échelon	5 ans	434	403	434
9 ^e échelon	Final	444	418	444

Annexe 1.5 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective des psychologues de l'enseignement privé (ex. IDCC 1334)

« Article 5 | Fonctions

Le psychologue exerce son activité notamment dans les domaines suivants :

- observation et orientation continues ;
- prévention, dépistage et traitement des inadaptations ;
- réflexion et actions éducatives ;
- recherche psychopédagogique, individuelle et collective ;
- enseignement de la psychologie ;
- formation professionnelle continue ;
- formation initiale et continue des personnels éducatifs ;
- éducation permanente.

Article 6 | Qualification

Le psychologue doit justifier d'une formation sanctionnée par les diplômes ou titres d'enseignement supérieur précisés en annexe 2.

Article 13 | Traitement

13.1. Éléments

Le traitement comprend le traitement de base afférent à l'indice, l'indemnité de résidence et, s'il y a lieu, le supplément familial.

Les temps partiels sont rémunérés au prorata de leur durée effective, sur la base de la durée légale du travail hebdomadaire.

13.2. Classement indiciaire et avancement

Le classement indiciaire et l'avancement des psychologues sont réglés suivant les prescriptions de l'annexe 3 à la présente convention collective.

13.3. Frais professionnels

Les frais professionnels inhérents à l'exercice de la fonction (déplacements, frais de secrétariat...) sont remboursés sur justification.

13.4. Ancienneté

L'ancienneté est prise en compte pour sa totalité en ce qui concerne le temps passé dans la fonction de psychologue dans un organisme relevant de la présente convention. Les autres services accomplis dans l'enseignement catholique sont repris avec une pondération définie à l'annexe 3 de la présente convention.

Le temps de service national obligatoire accompli après l'entrée dans la fonction est pris en compte dans sa totalité.

Annexe 2 Convention collective nationale des psychologues

1. Sont reconnus qualifiés au sens de l'article 6, les psychologues justifiant des diplômes et titres suivants :

- le DESS de psychologie (bac + 5) ou un diplôme reconnu équivalent par la CPN ;
- les diplômes qui seraient reconnus équivalents par la CPN.

2. À titre transitoire, les psychologues, engagés après la date de la mise en application de la présente convention, avec la maîtrise de psychologie ou des diplômes reconnus équivalents, devront obtenir un DESS de psychologie dans un délai de 3 ans suivant la date d'embauche, faute de quoi ils ne relèveront plus de la présente convention.

L'employeur est tenu de laisser au psychologue stagiaire la possibilité d'acquérir cette formation. Dès l'obtention du DEA ou de DESS la qualité de psychologue lui est reconnue et il est classé au 1^{er} échelon de la grille, sans période d'essai.

Au cas où le psychologue n'obtiendrait pas son DEA ou son DESS dans le délai fixé au 1^{er} alinéa, l'employeur pourrait licencier le salarié. Cette non-obtention constituerait en effet un motif réel et sérieux de licenciement.

La CPN se réunira, 3 ans après la date de mise en application de la convention collective, pour statuer définitivement sur les diplômes minima exigés pour l'embauche des psychologues relevant de la présente convention.

Annexe 3 Grille indiciaire

Ancienneté	Échelon	Durée	Indice
Jusqu'à 3 mois	1	3 mois	357
Après 3 mois	2	9 mois	384
Après 1 an	3	1 an	403
Après 2 ans	4	2 ans	426
Après 4 ans	5	2 ans et 6 mois	449
Après 6 ans et 6 mois	6	2 ans et 6 mois	477
Après 9 ans	7	2 ans et 6 mois	521
Après 11 ans et 6 mois	8	3 ans et 6 mois	561
Après 15 ans	9	3 ans et 6 mois	602
Après 18 ans et 6 mois	10	4 ans	643
Après 22 ans et 6 mois	11	4 ans et 6 mois	686
Après 27 ans	12	5 ans	728
Après 32 ans	13	–	768

Annexe 1.6 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective du travail des personnels enseignant hors contrat et des chefs de travaux exerçant des responsabilités hors contrats dans les établissements d'enseignement techniques privés (ex. IDCC 1446)

« Article 2 | Définition du professeur de l'enseignement technique

Est déclaré professeur de l'enseignement technique privé celui qui, remplissant les conditions d'âge, de diplômes, d'ancienneté, d'aptitudes pédagogiques, morales et physiques prévues par la loi et la présente convention, est employé par un ou plusieurs établissements d'enseignement technique privé.

Article 12 | Rémunérations

12.1. Minima

Les rémunérations minimales ainsi que les conditions d'ancienneté sont établies par la commission paritaire nationale.

La grille ci-dessous est applicable depuis le 1^{er} septembre 2019 :

Échelon	Durée minimum	Durée maximum	Post Bac	CAP à Bac
1	2 ans	3 ans	375	339
2	2 ans	4 ans	405	359
3	3 ans	4 ans	426	376
4	3 ans	4 ans	446	396
5	3 ans	4 ans	465	412
6	3 ans	4 ans	485	427
7	3 ans	4 ans	505	442
8	3 ans	4 ans	557	462
9	3 ans	4 ans	561	469
10	3 ans	4 ans	567	479
11			599	513

Les salaires sont obtenus par application à la date considérée de la valeur du point de la fonction publique à l'indice correspondant à l'échelon dans la catégorie du salarié. Les traitements sont annuels et payables par douzième, congés payés inclus.

En cas d'emploi à des niveaux multiples, la proratisation de la rémunération est de règle ; néanmoins, la grille supérieure peut s'appliquer à la totalité de la rémunération.

Le passage anticipé à l'échelon supérieur peut se faire après accord entre le salarié et le chef d'établissement.

12.2. Cas particuliers

Les professeurs qui n'ont exercé que pendant une partie de l'année scolaire reçoivent, au titre des grandes vacances d'été, les 5/18 des traitements qui leur ont été versés pour le service effectif.

Les congés de maladie rémunérés et de maternité sont, pour le décompte des traitements des grandes vacances d'été, considérés comme période d'activité.

Des accords particuliers à chaque établissement règlent, éventuellement, d'une façon forfaitaire, le prix du logement et de la nourriture. S'il est question dans ces accords "d'avantages en nature", sans autre précision, ceux-ci doivent être compris au sens et au taux de la sécurité sociale.

Chapitre 2 Professeurs chefs de travaux

Article 14 | *Définition*

Peut être déclaré chef de travaux de l'enseignement technique privé, tout enseignant qui, justifie d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'enseignement ou la formation et dont les compétences sont reconnues.

Le chef de travaux qui n'assure que les rôles définis et rémunérés par l'État (circulaire 2011-215 du 1^{er} décembre 2011, BO n° 46 du 15 décembre 2011) ne relève pas de la présente convention collective.

Le chef de travaux rémunéré en tant que tel par l'État pour au moins un mi-temps et assurant les responsabilités spécifiques supplémentaires aux rôles définis dans la circulaire n° 2011-215 et définies ci-après, relève de la présente convention collective pour les responsabilités spécifiques dans lesquelles il est un cadre autonome.

Article 15 | *Définition de l'emploi*

15.1. Fonction définie et rémunérée par l'État en référence à la circulaire n° 2011-215 du 1^{er} décembre 2011

Pour toutes les activités de formation professionnelle et/ou technologique mises en œuvre par l'établissement, formation scolaire initiale et formation continue, le chef de travaux est un organisateur et un conseiller sous l'autorité directe du chef d'établissement.

Sa mission peut se décliner sous quatre domaines :

- conseil au chef d'établissement ;
- organisation des enseignements technologiques et professionnels ;
- coordination et animation des équipes d'enseignants ;
- relations avec les partenaires extérieurs.

15.2. Responsabilités spécifiques hors contrat

Le chef de travaux est un collaborateur direct du chef d'établissement ; ses responsabilités spécifiques sont celles faisant l'objet de la présente convention collective. Les paragraphes suivants définissent des responsabilités et non des tâches.

Lorsque l'ampleur des responsabilités le nécessite, le chef d'établissement, dans le cadre du budget adopté par l'OGEC ou le conseil d'administration de l'établissement, met à la disposition du chef de travaux les moyens humains nécessaires : adjoint ou assistant du chef de travaux, chef d'atelier, magasinier ou secrétaire, etc., ainsi que les moyens matériels nécessaires.

Délégation de pouvoirs en matière d'hygiène et de sécurité

En matière d'hygiène et de sécurité, le chef de travaux doit avoir délégation écrite de pouvoirs du chef d'établissement pour la totalité des lieux, plates-formes, installations, aménagements et agencements à usage d'enseignement professionnels et/ou technologiques dans l'établissement. À cet effet, disposant, en qualité de chef de travaux ou de faisant fonction, de la compétence nécessaire, il doit se voir garantir aussi les moyens, l'autorité et l'autonomie indispensables aux termes de la jurisprudence.

Les moyens comprennent notamment un budget suffisant pour les réparations de sécurité.

L'autorité comprend notamment le pouvoir de faire cesser immédiatement une activité non sécurisée et pour le temps nécessaire, ainsi que l'autorité disciplinaire sur toute personne dans les lieux couverts par la délégation.

Recrutement des personnels

Pour les personnels enseignants et non enseignants intervenant dans les enseignements professionnels et technologiques des sections scolaires professionnelles et technologiques et dans leurs locaux pédagogiques, le chef de travaux, obligatoirement :

- définit le profil du poste ;
- sélectionne les candidats ;
- reçoit les candidats en entretien d'embauche ;
- émet un avis circonstancié, au chef d'établissement, sur chaque candidat susceptible d'être retenu ;
- assure l'intégration effective dans l'établissement.

Exécution des budgets pédagogiques de fonctionnement

Validation des demandes et lancement des commandes.

Suivi de la réception des matières et des matériels.

Vérification et imputation des factures.

Suivi régulier du budget prévisionnel.

Préparation des budgets pédagogiques d'investissement

Constitution des dossiers à destination des financeurs et décideurs extérieurs.

Préparation et lancement des appels d'offres, négociation technique et commerciale en suivi.

Exécution des budgets pédagogiques d'investissement

Lancement des commandes.

Suivi et réception des matériels.

Suivi de l'installation et de la mise en service des équipements. Validation de la facturation.

Si besoin, organisation de la formation nécessaire à l'utilisation.

Formation des personnels

Pour les personnels enseignants et non enseignants intervenant dans les sections scolaires professionnelles et technologiques et dans leurs locaux pédagogiques, le chef de travaux analyse les besoins de formation, participe à la mise en œuvre du plan de formation, suit les personnels en retour de formation et s'assure du transfert des acquis de formation.

CFC-CFA

Quand un centre de formation continue et/ou un centre de formation d'apprentis et/ou une section d'apprentissage est annexé au lycée, le chef de travaux est obligatoirement responsable de la coordination avec le secteur scolaire en matière de gestion des ressources humaines et matérielles et de gestion du temps et de l'espace pédagogiques.

Représentations extérieures

Quand le chef d'établissement donne délégation, le chef de travaux représente l'établissement notamment auprès des instances de l'enseignement catholique.

Conseils

Ces responsabilités spécifiques rendent obligatoire pour le chef de travaux sa participation à des qualités au conseil de direction de l'établissement et au conseil de perfectionnement du CFC et du CFA.

Article 18 | Indemnité de responsabilités spécifiques

La base minimale de l'indemnité de responsabilités spécifiques en points d'indice majoré (fonction publique) est déterminée par l'ensemble des éléments suivants :

1. Part fixe : 60 points.

2. Part variable :

Calcul des effectifs pondérés :

– un élève compte pour 1 unité ;

– 1 000 heures/année de stagiaire comptent pour 1 unité ;

– 350 heures/année d'apprenti comptent pour 1 unité.

Effectifs pondérés	Tranches	Avant validation de la formation par la CPN	Après validation de la formation par la CPN
< 400	A	60	85
400 – 1 000	B	70	100
> 1 000	C	80	115

La part variable est modifiée lorsque l'évolution des effectifs pondérés sur plusieurs années consécutives l'impose.

Le passage d'une tranche à l'autre en fonction de l'évolution des effectifs est déterminé par le tableau suivant :

Durée continue totale	Moyenne des effectifs pondérés sur la durée	Tranche d'origine	Passage en tranche	Avant validation de la formation par la CPN	Après validation de la formation par la CPN
3 ans	< 320	B	A	60	85
	< 800	C	B	70	100
2 ans	> 440	A	B	70	100
	> 1 100	B	C	80	115

L'application de ce dernier tableau sur le montant de l'indemnité de responsabilités spécifiques versée par l'établissement n'est pas une modification du contrat de travail, mais est obligatoirement consignée dans un avenant au contrat. »

Annexe 1.7 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective de travail de l'enseignement primaire catholique (ex. IDCC 1545)

« Article 4 | Catégories

1. Maîtres diplômés – qualifiés – de carrière

a) Maîtres diplômés

Est dit maître diplômé :

1. Après son entrée en fonction dans l'enseignement catholique et la signature du contrat individuel de travail, le maître titulaire :

- d'un des diplômes universitaires exigés par la réglementation en vigueur ;
- du diplôme d'instituteur ou du diplôme d'études supérieures d'instituteur obtenu dans l'un des centres de formation pédagogique privés habilités dans l'enseignement catholique.

2. Le maître recruté au plus tard à la rentrée de 1983 et qui a obtenu un agrément définitif après succès aux épreuves du CAP ou de l'examen professionnel.

b) Maîtres qualifiés

Est dit maître qualifié, le maître qui répond aux conditions suivantes :

- avoir enseigné comme maître diplômé pendant 2 ans au minimum ;
- avoir suivi pendant ces 2 ans une formation pédagogique donnée dans l'esprit de l'article 3 ;
- avoir reçu, sur sa demande, la qualification par décision de l'autorité diocésaine après avis de la commission de qualification.

Le maître qualifié a toujours droit de priorité par rapport aux maîtres non qualifiés dans l'attribution des emplois vacants.

Les mots : emplois vacants s'entendent ici au sens d'emplois disponibles.

Maîtres de carrière

Est dit maître de carrière, sur sa demande adressée au directeur diocésain sous pli recommandé avec avis de réception, le maître qualifié justifiant d'une ancienneté de 5 ans après la date d'effet de sa qualification.

2. Maîtres suppléants

Pour assurer les intérimis nécessités par les besoins du service, il est fait appel à des maîtres suppléants titulaires de l'un des diplômes requis pour enseigner par la réglementation en vigueur.

Sont aussi considérés comme maîtres suppléants les maîtres admis au concours interne. L'obtention du diplôme d'instituteur leur permet d'accéder à la catégorie des maîtres diplômés G.

3. Maîtres en agrément provisoire

Est dit maître en agrément provisoire, le maître qui possède les diplômes requis pour enseigner, mais qui n'a pas encore satisfait aux épreuves de l'examen professionnel.

4. Maîtres d'enseignement spéciaux

L'enseignement de certaines disciplines peut être confié à des maîtres d'enseignement spéciaux qui peuvent entrer dans une des catégories énumérées ci-dessus.

5. Maîtres hors contrat

Les maîtres hors contrat accèdent aux catégories de maîtres énumérées ci-dessus s'ils répondent aux conditions prévues.

Toutefois, les maîtres en fonction dans les classes hors contrat à la date de la rentrée scolaire précédant la signature de la présente convention, bénéficient des avantages reconnus aux maîtres diplômés : ils peuvent accéder à la qualification et au titre de maître de carrière dans les conditions prévues ci-dessus.

Article 27 | Classement

À égalité de diplômes, de titres et de conditions d'emploi, les maîtres sont classés dans les échelles de traitement applicables aux maîtres contractuels et agréés.

L'avancement des maîtres hors contrat se déroule conformément au tableau ci-après :

Instituteur hors contrat		
Échelon	Ancienneté	Indice
1	9 mois	357
2	9 mois	373
3	1 an	382
4	1 an 6 mois	389
5	1 an 6 mois	399
6	1 an 6 mois	406
7	3 ans	417
8	3 ans 3 mois	438
9	4 ans	459
10	4 ans	489
11	Jusqu'à la fin	535

* Cette grille prend effet au 1^{er} septembre 2018.

Le classement et l'avancement des maîtres suppléants hors contrat s'opèrent dans les mêmes conditions que pour les maîtres suppléants des classes sous contrat simple. La durée d'un mandat syndical compte pour l'ancienneté. »

Annexe 1.8 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective nationale de travail du personnel enseignant et formateur des centres de formation continue et des centres de formation d'apprentis, des sections d'apprentissage et des unités de formation intégrés à un établissement technique privé (ex. IDCC 2152)

« Article 17 | Emplois

Les emplois s'inscrivent dans des champs professionnels.

Sont définis en annexe : les champs professionnels, avec leurs fonctions et les capacités requises les emplois de :

- formateur ;
- formateur expert ;
- formateur conseil ;
- formateur responsable de dispositif ;
- formateur responsable de projet ;
- formateur responsable de centre ;
- maître-professionnel (école de production) ;
- maître-professionnel responsable d'atelier (école de production).

Les personnels occupant, totalement ou partiellement, un de ces emplois sont considérés comme cadres à l'exception du maître-professionnel.

Article 19 | Base de la rémunération

La rémunération est attachée à l'emploi occupé et la grille ci-dessous est un minimum. La rémunération se compose uniquement d'un brut annuel pour l'année civile exprimé en euros pour un temps complet, brut calculé à partir de la valeur du point définie par la présente convention et d'un indice^[1]. Le brut annuel est automatiquement revalorisé par la seule nouvelle valeur de ce point et à compter de la date d'effet de la revalorisation.

La rémunération du salarié ne travaillant pas un temps complet est calculée au pro-rata. La rémunération est versée mensuellement.

Article 20 | Grille de rémunération

Le traitement annuel, pour la partie conditionnée par la seule ancienneté, est calculé en multipliant la valeur du point d'indice de l'article 21 par l'indice de la grille suivante.

Un formateur assurant une responsabilité de dispositif, de conseil, de projet, de centre, est rémunéré pour la totalité de ses activités dans le centre de formation selon la grille correspondant à sa responsabilité.

Il en va de même pour tous les maîtres professionnels dans les écoles de production.

(Voir page suivante.)

[1] : la valeur du point CFA-CFC est fixée à 76,41 € au 1er septembre 2019.

Années	Formateur	Formateur			Responsable		
		Expert	MP ^[1]	Conseil	Dispositif	Projet/MPRA ^[2]	Centre
1	284	328	332	363	341	379	477
2	289	328	332	363	341	379	477
3	289	332	336	368	346	384	482
4	294	332	336	368	346	384	482
5	294	336	340	373	351	389	487
6	299	336	340	373	351	389	487
7	299	340	344	378	356	394	492
8	302	340	344	378	356	394	492
9	302	344	348	383	361	399	497
10	305	344	348	383	361	399	497
11	305	348	352	388	366	404	502
12	308	348	352	388	366	404	502
13	308	352	356	393	371	409	507
14	311	352	356	393	371	409	507
15	311	356	360	398	376	414	512
16	314	356	360	398	376	414	512
17	314	360	364	403	381	419	517
18	317	360	364	403	381	419	517
19	317	364	368	408	386	424	522
20	320	364	368	408	386	424	522
21	320	368	372	413	391	429	527
22	323	368	372	413	391	429	527
23	323	372	375	418	396	434	532
24	326	372	375	418	396	434	532
25	326	376	379	423	401	439	537
26	329	376	379	423	401	439	537
27	329	380	383	428	406	444	542
28	332	380	383	428	406	444	542
29	332	384	387	433	411	449	547
30	335	384	387	433	411	449	547
31	335	388	391	438	416	454	552
32	338	388	391	438	416	454	552
33	338	392	395	443	421	459	557
34	341	392	395	443	421	459	557
35	341	396	399	448	426	464	562
36	344	396	399	448	426	464	562
37	344	400	403	453	431	469	567

Années	Formateur	Formateur			Responsable		
		Expert	MP ^[1]	Conseil	Dispositif	Projet/MPRA ^[2]	Centre
38	347	400	403	453	431	469	567
39	347	404	407	458	436	474	572
40	350	404	407	458	436	474	572

[1] Maître-professionnel (école de producton).

[2] Maître-professionnel responsable d'atelier (école de production).

Annexe 1 Champs professionnels et emplois

Champs professionnels

L'enseignement technique privé, dans l'apprentissage et la formation continue, a pour objet de préparer les jeunes et les adultes :

- à réussir ou à améliorer leur insertion professionnelle et sociale ;
- à s'adapter aux évolutions ultérieures des emplois ;
- à s'inscrire dans une perspective de formation continue.

Les emplois se situent par la mise en œuvre du projet de l'établissement et du centre, dans l'équipe éducative ou formatrice et en lien avec l'environnement social, économique et professionnel.

Le domaine professionnel de l'enseignement et de la formation s'articule dès lors en quatre champs :

- l'apprenant ;
- les compétences du formateur ;
- l'environnement social, économique et professionnel ;
- l'établissement et le centre dans lesquels s'inscrivent les emplois ci-après définis.

Le domaine professionnel de l'enseignement et de la formation technologiques s'articule en quatre champs, puis en fonctions et enfin en capacités :

L'apprenant

Enseignement/formation

Organiser un plan d'action, des prérequis aux compétences terminales, à partir d'un référentiel.

Préparer et mettre en œuvre des situations pédagogiques.

Évaluer les acquisitions et réguler la formation.

Participer aux procédures de contrôle et de certification.

Éducation

Se situer par rapport aux valeurs définies par le projet de l'établissement.

Prendre en compte les phénomènes relationnels.

Repérer et valoriser des comportements.

Accompagnement

Fournir une aide méthodologique au travail.

Conseiller pour l'orientation du projet personnel et professionnel.

Compétences du formateur

Acquisition

Maîtriser l'histoire et l'épistémologie de la discipline.

Maîtriser l'histoire et les technologies de la pratique professionnelle.

Identifier, analyser et évaluer les concepts et les valeurs au fondement de la discipline et de la pratique professionnelle.

Perfectionnement/maintenance

Se tenir à jour des évolutions de la discipline et de la pratique professionnelle.

Se perfectionner individuellement et collectivement.

Recherche didactique

Maîtriser les principaux courants pédagogiques.

Transformer les pratiques professionnelles en apprentissages.

Veiller au transfert des acquis.

Environnement social, économique et professionnel

(S') informer

Identifier les publics en formation.

Analyser l'offre de formation.

Comprendre les besoins de formation générés par l'évolution des métiers et des pratiques professionnelles.

Être interface

Savoir présenter les formations aux partenaires éducatifs et professionnels extérieurs.

Savoir négocier les périodes de formation en entreprise.

Établissement et centre

S'intégrer dans l'institution

Se situer dans le projet de l'établissement et du centre.

Suivre l'évolution des structures éducatives et de formation.

Se construire un projet personnel et professionnel.

Collaborer à la vie de l'institution

Participer aux activités collectives.

Être porteur de la culture de l'établissement et du centre.

Se responsabiliser

Être mobilisateur dans les limites de l'emploi.

Accepter des responsabilités institutionnelles.

Formateur

Le formateur :

- transmet des savoirs, savoir-faire et des savoir-être à différents publics dans le respect des règles de fonctionnement du centre ;
- évalue les résultats pour réajuster les contenus et adapter l'outil pédagogique ;
- peut assurer en fonction d'une demande d'entreprise des interventions relevant du domaine de sa spécialité ;
- participe aux procédures de validation ;
- peut participer au recrutement des stagiaires ;
- participe au suivi des stagiaires en entreprise ;
- peut participer à la conception d'outils pédagogiques ;

- peut participer à la coordination et à la régulation des activités, des actions et des filières ;
- peut animer une équipe de travail.

Formateur expert

Le formateur expert est un formateur dont le niveau de technicité professionnelle est reconnu (dans sa discipline d'origine ou dans son activité de formateur) ou qui intervient dans les actions des niveaux II et I.

Formateur conseil

Le formateur conseil chargé de relation avec les entreprises (FCRE) est un formateur qui :

- assure les relations avec les entreprises ;
- participe au recrutement des stagiaires ;
- prospecte et identifie les besoins en formation et en recrutement des entreprises ;
- assure les actions de communication et de promotion du centre.

Le formateur conseil en insertion reclassement (FCIR) est un formateur qui :

- aide à résoudre les problèmes à finalité professionnelle des différents publics à la recherche d'un emploi ;
- informe, conseille et aide les personnes à effectuer des choix et à prendre des décisions ;
- met en œuvre des actions individuelles ou collectives pour atteindre des objectifs de reclassement ;
- assure le suivi avec les partenaires institutionnels (ANPE, CLI, maison de l'emploi...).

Formateur responsable de dispositif

Le formateur responsable de dispositif :

- transmet des savoirs, savoir-faire et des savoir-être à différents publics dans le respect des règles de fonctionnement du centre ;
- évalue les résultats pour réajuster les contenus et adapter l'outil pédagogique ;
- peut assurer en fonction d'une demande d'entreprise des interventions relevant du domaine de sa spécialité ;
- participe aux procédures de validation ;
- participe au recrutement des stagiaires et assure leur suivi ;
- organise et anime une équipe de formateurs ou d'enseignants ;
- participe et veille à la réalisation des objectifs définis dans un souci d'amélioration de la qualité de la pédagogie ;
- analyse les attentes et évalue les acquis, les niveaux, les potentialités des usagers ;
- a en charge l'organisation et le suivi d'une formation et des stagiaires ;
- peut présenter les formations à l'extérieur et assurer le contact avec les entreprises et les institutionnels.

Le formateur peut être amené à assurer du FFP. L'ensemble des activités est aménagé de façon à préserver le temps de préparation inhérent aux heures de FFP dans le respect du temps de travail annuel et de la répartition conventionnelle FFP/PRAA.

Formateur responsable de projet

Le formateur responsable de projet :

- est un formateur responsable de dispositif et d'ingénierie ;
- analyse les besoins et en déduit la conception de formations ;

- a en charge la réponse à des appels d’offres ou à des demandes spécifiques d’entreprises.

L’ensemble des activités est aménagé de façon à préserver le temps de préparation inhérent aux heures de FFP dans le respect du temps de travail annuel et de la répartition conventionnelle FFP/PRAA.

Formateur responsable de centre

Le formateur responsable de centre :

- assure, en fonction des délégations directes qu’il reçoit du chef d’établissement auquel il rend compte, la responsabilité administrative, pédagogique et financière, ainsi que la gestion des ressources humaines du centre ;
- représente le centre auprès des partenaires extérieurs ;
- sous l’autorité du chef d’établissement, détermine la stratégie du centre et dirige sa mise en œuvre.

Les trois dernières catégories de formateurs responsables peuvent être amenées à effectuer tout ou partie des activités des autres formateurs.

Maître-professionnel en école de production

Le maître-professionnel :

- transmet des savoirs, savoir-faire et des savoir-être à différents publics selon les modalités pédagogiques des écoles de production, principalement par la réalisation de commandes réelles avec les élèves ;
- accompagne de ce fait un jeune ou un adulte en formation ;
- évalue les résultats pour réajuster les contenus et adapter l’outil pédagogique ;
- participe aux procédures de validation ;
- rend compte de ses activités au maître-professionnel responsable d’atelier en charge de son secteur.

En lien et sous la responsabilité du maître-professionnel responsable d’atelier, il :

- peut prendre en charge la relation clientèle dont la négociation commerciale de commandes réelles qui sont les supports de formation de l’apprenant en école de production ;
- peut participer à la conception d’outils pédagogiques ;
- peut participer à la coordination et à la régulation des activités, des actions et des filières ;
- peut animer une équipe de travail ;
- peut assurer les relations avec les entreprises.

Maître-professionnel responsable d’atelier en école de production

Le maître-professionnel responsable d’atelier :

- transmet des savoirs, savoir-faire et des savoir-être à différents publics selon les modalités pédagogiques des écoles de production, principalement par la réalisation de commandes réelles avec les élèves ;
- évalue les résultats pour réajuster les contenus et adapter l’outil pédagogique ;
- participe aux procédures de validation ;
- organise, anime une équipe, assure l’encadrement d’un ou de plusieurs maîtres-professionnels ;

- prend en charge la relation clientèle dont la négociation commerciale de commandes réelles qui sont les supports de formation de l'apprenant en école de production ;
- a en charge l'organisation et le suivi d'une formation ;
- assure les relations avec les entreprises ;
- participe au recrutement des stagiaires et assure leur suivi. »

Annexe 1.9 Classifications et rémunérations minimales issues de la convention collective des salariés des établissements privés 2015

« Chapitre 3 Classifications et rémunérations^[1]

■ Les grands axes du système de classifications et de rémunérations :

- le système a pour objectif la reconnaissance de la personne et des compétences mobilisées par elle sur le poste qu'elle occupe ;
- le système est fondé sur le poste, élément central (pierre angulaire) du dispositif ;
- le poste est composé de fonctions, rattachées à des strates, aux critères classants spécifiques identifiés par des degrés valorisés en points.

À ces degrés s'ajoutent des éléments de valorisation en points liés à la personne (ancienneté, formation professionnelle, implication professionnelle).

Le nombre de points total (appelé coefficient global) est multiplié par la valeur du point SEP.

Ce produit détermine une rémunération annuelle ;

- la définition du contenu du poste qui peut se décomposer en plusieurs fonctions se fait à l'aide du référentiel de fonctions ;
- les fonctions contenues dans le poste de travail définissent la strate de rattachement ;
- le poste de travail ne peut relever que d'une seule strate ;
- une base commune aux différents postes :
 - deux ensembles de métiers ;
 - une méthode de classification identique pour tous (cf. référentiel de fonctions et tableau des critères classants).

■ Une méthode :

- à partir des éléments découlant d'une démarche organisationnelle qui lui appartient (organigramme, etc.), le chef d'établissement liste les activités réalisées, les identifie dans le référentiel de fonctions et établit la fiche de poste et échange avec le salarié lors de sa présentation ;
- les fonctions ainsi définies permettent le rattachement à une strate ;
- les compétences attendues ou mobilisées pour le poste sont identifiées au moyen des critères classants ; le niveau de ces compétences détermine l'attribution du nombre de degrés. Un poste ayant la même dénomination peut donc être classé différemment en raison de la réalité des compétences attendues et ou mobilisées pour le poste, de l'application adaptée des critères classants à la situation d'emploi et du niveau de responsabilité du salarié.

Section 1 Critères liés au poste de travail

3.1. Référentiel de fonctions

Le référentiel de fonctions constitue un outil de gestion des ressources humaines (GRH) et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

Il sert à construire les fiches de poste.

[1] NDLR : le préambule au chapitre 3 est inséré par l'accord du 8 juin 2017.

Il répertorie les fonctions les plus communément observées dans les établissements appliquant la convention collective.

Chaque fonction est rattachée à une des quatre strates de la grille de classifications.

Il a été construit de telle sorte qu'il puisse s'appliquer à n'importe quel établissement, quelle que soit sa taille : par exemple, dans un établissement de petite taille, un poste pourra comprendre plusieurs fonctions ; à l'inverse, dans un établissement de très grande taille, une même fonction pourra être partagée entre plusieurs postes.

Le chef d'établissement répartit les fonctions entre les différents postes.

Ce référentiel liste les fonctions regroupées en deux ensembles de métiers :

Éducation et vie scolaire

Fonctions pédagogiques et connexes.

Vie scolaire.

Services supports

Fonctions de gestion administratives et financières.

Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements.

Restauration.

Autres fonctions de service.

Autres fonctions techniques.

Pour chaque fonction réalisée, le référentiel de fonctions définit :

- le contour succinct de la fonction ;
- le positionnement hiérarchique ;
- un élément de classification c'est-à-dire une référence à une des quatre strates.

3.2. Détermination de la strate

La ou les fonctions exercées déterminent la strate de rattachement.

Le poste de travail est positionné dans l'une des quatre strates suivant les compétences qu'il requiert.

■ **Strate I** : exécution de tâches ou d'opérations simples répondant à un mode opératoire fourni au salarié. Fait ce qu'on lui demande, comme on le lui demande. La fonction n'exige pas de niveau préalable (formation acquise ou reconnue – Titres de niveau VI ou V).

■ **Strate II** : exécution d'activités complètes et déterminées nécessitant de mettre en œuvre des savoir-faire ou des savoir-agir préalablement acquis. Sait comment faire ce qu'on lui demande de faire. La fonction exige une qualification minimale (formation acquise ou reconnue – titres de niveau V ou IV) et/ou une expérience validée dans une fonction similaire.

■ **Strate III** : réalisation d'activités complexes impliquant de combiner ou de transposer des savoirs, des savoir-faire, des savoir-agir pour répondre avec pertinence à une situation. Sait définir ce qu'il faut faire en fonction d'un objectif général ou d'une situation et sait le mettre en œuvre. La fonction exige un niveau de formation (formation acquise ou reconnue – Niveau III/Niveau II) et/ou une expérience professionnelle.

■ **Strate IV** : fonction stratégique et de mise en œuvre stratégique, impliquant, dans le cadre des délégations reçues, la capacité à se saisir d'enjeux et à construire – sur la base de ces enjeux, des contraintes et des moyens disponibles – les lignes générales d'actions opérationnelles. La fonction exige un niveau de formation (niveau II/niveau I) et/ou une expérience.

En tout état de cause, le poste de travail ne peut relever que d'une seule strate.

Si toutes les fonctions relèvent de la même strate : le poste de travail est automatiquement rattaché à celle-ci ;

Si le poste de travail est composé de plusieurs fonctions relevant de strates différentes :

La strate de rattachement est celle de la fonction majoritaire ou des fonctions majoritaires en temps de travail apprécié sur l'année ;

En cas de temps de travail égalitaire sur des strates différentes, la strate de rattachement est celle la plus favorable au salarié.

3.3. Application des critères classant

Chaque strate est composée de cinq critères classant eux-mêmes composés de trois degrés.

À l'aide du tableau des critères classant (voir annexe n° 3), l'attribution du nombre de degrés se fait selon le niveau de compétences attendu dans la strate de rattachement du poste de travail en matière de :

- technicité/expertise ;
- responsabilité ;
- autonomie ;
- communication ;
- management (pour les strates II à IV).

En cas de recrutement, l'expérience acquise dans le champ de compétences est reconnue au titre des critères classant.

Dans le cadre de la reclassification, la définition des attentes qualitatives liées à un poste de travail et la réponse à ces attentes se traduisent en termes de classification par la détermination des degrés sur un ou plusieurs critères classant.

3.4. Plurifonctionnalité^[1]

Un poste de travail se décompose très généralement en plusieurs fonctions. Mais il n'est plurifonctionnel que s'il est composé d'au moins une fonction relevant de strate(s) supérieure(s).

À ce titre, il est valorisé.

Trois situations sont distinguées :

■ Cas n° 1 : le poste de travail nécessite au moins deux fonctions relevant de strate(s) supérieure(s) :

- si le poste est en strate I ou II : attribution de 50 points ;
- si le poste est en strate III : attribution de 70 points.

■ Cas n° 2 : le poste de travail nécessite une seule fonction relevant de strate(s) supérieure(s) :

- si le poste est en strate I ou II : attribution de 25 points ;
- si le poste est en strate III : attribution de 70 points.

[1] NDLR : l'article a été révisé par l'accord du 8 juin 2017.

Texte du préambule dudit accord relatif à cet article :

« Les parties ont souhaité simplifier en partie le dispositif de plurifonctionnalité et la rédaction de l'article en unifiant les termes utilisés.

Elles prennent comme base 25 points comme élément de valorisation pour les salariés strate I et II (et non plus la valeur du degré) et 70 points pour les salariés de strate III. »

■ Cas n° 3 : travail ponctuel ou occasionnel relevant de la strate(s) supérieure(s) :

Le salarié perçoit une bonification temporaire calculée au *pro rata temporis* :

- sur une base de 50 points, si le poste est en strate I ou II ;
- sur une base de 70 points, si le poste est en strate III.

Cette valorisation s'entend dès lors que le travail est exécuté pendant plus de 1 semaine.

Ce travail est occasionnel dès lors qu'il ne correspond pas à une fonction déterminée dans la fiche de poste du salarié.

Il est occasionnel dès lors qu'il n'excède pas 20 jours consécutifs ou non de travail effectif ou 5 % de l'activité sur l'année pour un contrat de travail inférieur à un mi-temps et pour une fonction non définie dans sa fiche de poste.

Si la situation se reproduit sur la même fonction plus de 2 années de suite, cette situation peut conduire, après échange entre le salarié et le chef d'établissement à une révision de la fiche de poste.

Section 2 Critères liés à la personne

3.5. Prise en compte de l'ancienneté^[1]

Chaque année et tout au long de la carrière, est attribué un nombre de points au titre de l'ancienneté selon les règles suivantes :

- strate I : 6 points dès la 2^e année ;
- strate II : 5 points dès la 2^e année ;
- strate III : 5 points dès la 3^e année ;
- strate IV : 5 points dès la 4^e année.

Pour la détermination du nombre de points liés à l'ancienneté, sont pris en compte^[2] :

- l'ancienneté réelle comme salarié de droit privé dans les établissements relevant des organismes employeurs signataires de la présente convention ou dans un établissement d'enseignement agricole privé, qu'elles qu'aient été les fonctions exercées ;
- la durée du service national obligatoire, s'il a été effectué après l'entrée dans un établissement d'enseignement privé relevant d'un des organismes signataires de la présente convention ;
- les absences maladie indemnisées par l'employeur conformément à l'article 5.6 ;
- les temps de congés pour mandat syndical ou civique ou pour convenance personnelle, s'ils sont employés au service de l'enseignement ou au perfectionnement professionnel.

Pour les salariés à temps partiel, l'ancienneté est décomptée comme s'ils étaient employés à temps complet.

[1] NDLR : l'article a été révisé par l'accord NAO du 17 juillet 2017.

Texte du préambule dudit accord relatif à cet article :

« Pour les salariés couverts par ces dispositions particulières occupant des postes de strates III et IV, les parties signataires ont souhaité également supprimer le plafond de valorisation de l'ancienneté. La valorisation de leur ancienneté doit donc être recalculée à compter de la paie de septembre 2017. En revanche, il n'y a pas d'effet rétroactif à cette modification de rémunération. »

[2] NDLR : outre la durée du congé parental d'éducation dans son intégralité conformément à l'article 1.3.

3.6. Prise en compte de la formation professionnelle^[1]

Les conséquences d'un départ en formation sont prévues et formalisées avant celui-ci notamment dans le cadre de l'entretien professionnel (cf. article 4.2)^[2].

Tout salarié bénéficie d'une formation reconnue et valorisée par période de 5 ans (limité à trois valorisations dans chacune des strates).

■ Cette valorisation s'entend par :

- tout élément convenu entre les parties notamment modification de la classification du salarié (attribution de fonction, révision des degrés au titre des critères classants) ;
- une évolution du poste correspondant au minimum au niveau de classification déterminé par les accords relatifs à la classification après obtention d'un CQP ou d'un titre professionnel.

■ Ou à défaut par :

L'attribution de 25 points.

■ Cette valorisation est attribuée :

- dès la première formation suivie et attestée ;
- dans le mois qui suit la réception de « l'attestation de formation » ;
- une fois par période de 5 ans quel que soit le nombre de formations suivies. Elle est limitée à trois formations dans chaque strate de rattachement.

Les salariés en contrat d'insertion ou de réinsertion (CUI CAE) bénéficiant, en raison de la nature de leur contrat, d'un accompagnement spécifique lié à un projet individualisé sont hors champ de cette mesure.

Conformément aux dispositions de l'article L. 6315-1 du code du travail et de l'accord interbranches EEP Formation du 3 novembre 2015, tous les 6 ans, l'entretien professionnel fait un état des lieux récapitulatif du parcours professionnel du salarié.

[1] NDLR : l'article a été révisé par l'accord du 8 juin 2017.

Texte du préambule dudit accord relatif à cet article :

« Les parties ont souhaité simplifier le dispositif de valorisation de la formation professionnelle.

Elles ne distinguent plus les formations d'adaptation de celles de maintien dans l'emploi ou de développement de compétences.

Le salarié bénéficie d'une valorisation par période de 5 ans quelle que soit la typologie de l'action formation.

Les conséquences du suivi de la formation sont déterminées avant tout départ en formation (cf. art 4.2).

La valorisation de 15 points pour les formations des salariés de strate I disparaît au profit de la généralisation d'une valorisation par période de 5 ans (évolution dans la classification, évolution du poste ou à défaut attribution de 25 points).

Un dispositif de régularisation de la valorisation de 15 points non versés entre le 1^{er} septembre 2015 et le 1^{er} septembre 2017 est créé (voir annexe 4).

Une indemnité compensatrice de 30 points est créée pour les salariés des établissements de moins de 50 salariés qui n'auraient pas bénéficié de formation pendant une période de 6 ans au terme de laquelle un état des lieux est réalisé en application des dispositions du code du travail.

Pour les salariés présents au 7 mars 2014, le terme de la période sexennale est le 7 mars 2020.

Autrement dit, les salariés qui n'auraient pas bénéficié de formation entre le 8 mars 2014 et le 7 mars 2020 bénéficieront d'une indemnité de 30 points. »

[2] NDLR : dans l'accord du 8 juin 2017 est insérée une clause de revoyure dans son article 9, rédigé ainsi :

« Les parties signataires s'accordent sur le principe d'une revoyure après le terme de la première période sexennale d'application des entretiens professionnels (7 mars 2020) pour envisager, le cas échéant, une révision des dispositions des articles 3.6 et 4.2 de la section 9 de la présente convention collective relatives à l'obligation de formation d'adaptation pour les salariés de strate I et de ses conséquences financières.

Cette négociation s'engagera sur la base d'éléments bilanciaux produits paritairement. »

Si au terme de cette période sexennale le salarié d'un établissement de moins de 50 salariés n'a bénéficié d'aucune formation, il bénéficie d'une indemnité de 30 points^[1].

Le refus de départ en formation par le salarié délie l'employeur de cette obligation conventionnelle dès lors qu'il a été informé préalablement des conséquences de son refus.

Un tableau récapitulatif figure à l'annexe 4.

3.7. Prise en compte de l'implication professionnelle

Le chef d'établissement détermine, en application des dispositions légales en vigueur et dans le respect de la jurisprudence, les conditions dans lesquelles les salariés bénéficient de cet élément de reconnaissance de la personne comme composante de la rémunération du salarié (voir l'article 3.8).

Section 3 Rémunération

3.8. Architecture de la rémunération

La rémunération annuelle est calculée par la multiplication d'un coefficient global avec la valeur du point conventionnel désigné point SEP.

Ce coefficient global se compose des éléments suivants :

- un nombre de points liés au poste de travail :
 - points relatifs à la valeur de la strate de rattachement (voir les articles 3.2 et 3.9) ;
 - points liés aux critères classant (nombre de degrés obtenus) (voir les articles 3.3 et 3.9 repris en annexe 5^[2]) ;
 - points valorisant la plurifonctionnalité (voir l'article 3.4) ;
- un nombre de points liés à la personne :
 - points relatifs à l'ancienneté (voir l'article 3.5) ;
 - points valorisant la formation professionnelle (voir l'article 3.6 repris en annexe 4) ;
 - Points découlant de l'implication professionnelle (voir l'article 3.7).

3.9. Nombre de points liés au poste de travail^[3]

Le nombre de points liés au poste de travail comprend les points relatifs à la valeur de la strate de rattachement et les points relatifs aux critères classants.

[1] Cette indemnité ne s'applique pas aux salariés des établissements de 50 salariés et plus. Le dernier alinéa de l'article L. 6315-1 du code du travail leur est applicable (abondement correctif du compte personnel de formation).

Cette indemnité s'applique aux établissements de moins de 50 salariés dès lors qu'aucune mesure corrective ou équivalente ne leur est imposée par la loi. Si l'article L. 6315-1 dernier alinéa venait par exemple à s'appliquer à ces établissements, cette indemnité ne devrait plus s'appliquer pour les situations nouvelles et les dispositions du présent article seraient modifiées en conséquence. Les salariés ayant bénéficié de l'indemnité la conserveraient.

[2] NDLR : cette annexe a été supprimée par l'accord du 8 juin 2017 et insérée dans l'article 3.9, cette référence n'a pas été supprimée.

[3] NDLR : l'article a été révisé par l'accord du 8 juin 2017.

Texte du préambule dudit accord relatif à cet article :

« Les parties ont souhaité corriger le tassement de la grille de rémunérations notamment pour les salariés de strate I (4,5, 6 degrés) créé suite à la mise en œuvre du salarié minimum de branche (SMB).

Elles ont souhaité porter le SMB au niveau du premier niveau de la grille.

De ce fait, les valeurs de base et de degrés sont modifiées.

Des valeurs de degrés différentes dans les strates I et II sont créées afin de concentrer les augmentations de rémunération sur les plus bas salaires en leur permettant notamment de bénéficier des effets des éléments dynamiques de rémunération liés à l'ancienneté, ce que le SMB empêchait jusqu'ici. »

Ce nombre est obtenu ou défini, après rattachement du poste de travail à une des quatre strates de référence :

- par des points correspondant à la valeur de la strate ;
- par des points correspondant au total des degrés obtenus dans les différents critères classants, multiplié par la valeur du degré dans la strate de rattachement.

	I								
Base strate	930								
Valeur degré/strate	4 °	5 °	6 °	7 °	8 °	9 °	10 °	11 °	12 °
	30	28	25	22	20	18	18	18	18
Nombre de points poste de travail	1 050	1 070	1 080	1 084	1 090	1 092	1 110	1 128	1 146

	II										
Base strate	925										
Valeur degré/strate	5 °	6 °	7 °	8 °	9 °	10 °	11 °	12 °	13 °	14 °	15 °
	30	30	27	27	25						
Nombre de points poste de travail	1 075	1 105	1 114	1 141	1 150	1 175	1 200	1 225	1 250	1 275	1 300

	III										
Base strate	850										
Valeur degré/strate	5 °	6 °	7 °	8 °	9 °	10 °	11 °	12 °	13 °	14 °	15 °
	70										
Nombre de points postent de travail	1 200	1 270	1 340	1 410	1 480	1 550	1 620	1 690	1 760	1 830	1 900

	IV										
Base strate	800										
Valeur degré/strate	5 °	6 °	7 °	8 °	9 °	10 °	11 °	12 °	13 °	14 °	15 °
	120										
Nombre de points poste de travail	1 400	1 520	1 640	1 760	1 880	2 000	2 120	2 240	2 360	2 480	2 600

En cas de plurifonctionnalité, à ces minima sont ajoutés des points conformément à l'article 3.4.

Chapitre 4 Emplois, compétences, formation professionnelle et gestion des carrières

La reconnaissance du développement des compétences des salariés est un levier d'implication dans leur travail. Elle constitue pour le salarié l'occasion de sécuriser son parcours professionnel et pour l'établissement un moyen de renforcer son attractivité.

Les signataires s'accordent sur le fait que l'entretien professionnel est un élément central pour appréhender le niveau et l'évolution des compétences du salarié, de favoriser son évolution professionnelle en lui permettant d'en être l'acteur.

4.1. Formation professionnelle

La formation professionnelle constitue un atout pour les salariés et un investissement, tant pour les personnes que pour les établissements. Elle participe aux évolutions des emplois et compétences des établissements et à la gestion des carrières des salariés.

Les droits et devoirs des parties en la matière sont déterminés, sauf dispositions spécifiques contenues dans ce présent chapitre, par l'accord interbranches sur la formation professionnelle tout au long de la vie et ses avenants.

4.2. Conséquences spécifiques de la formation professionnelle sur la carrière et la rémunération du salarié^[1]

Le projet de formation est prévu lors de l'entretien professionnel et formalisé dans le cadre d'une procédure de départ en formation (engagements réciproques) prévoyant ses conséquences.

S'agissant des formations qualifiantes, certifiantes ou diplômantes ces conséquences peuvent être prévues par accord collectif spécifique ou par la commission EEP Formation.

Les salariés de strate I bénéficient, dans l'année qui suit leur embauche ou dans l'année qui suit leur changement de poste, d'une formation d'adaptation à celui-ci.

Des dispositions spécifiques relatives à la prise en compte de la formation professionnelle pour la détermination de la rémunération sont contenues dans l'article 3.6 reprises dans le tableau en annexe 4.

Annexe 1 Fonctions

Table des fonctions par ordre du référentiel

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 01 – Fonction pédagogique	III
Fonction n° 02 – Fonction d'auxiliaire pédagogique spécialisé	III
Fonction n° 03 – Fonction d'auxiliaire pédagogique	II
Fonction n° 04 – Fonction de service auprès des enseignants	I
Fonction n° 05 – Fonction d'auxiliaire de vie scolaire	I
Fonction n° 06 – Fonction de gestion documentaire	III
Fonction n° 07 – Fonction d'auxiliaire documentaire	II
Fonction n° 08 – Fonction d'assistant technique à l'enseignement	III
Fonction n° 09 – Fonction d'auxiliaire technique à l'enseignement	II
Fonction n° 10 – Fonction d'animation d'équipe(s) pédagogique(s)	III
Fonction n° 11 – Fonction d'encadrement pédagogique	III
Fonction n° 12 – Fonction d'encadrement pédagogique	IV
Fonction n° 13 – Fonction de sécurisation simple	I
Fonction n° 14 – Fonction de prise en charge d'un groupe d'élèves ou d'apprenants	II

[1] NDLR : l'article a été révisé par l'accord du 8 juin 2017.

Texte du préambule dudit accord relatif à cet article :

« Les parties réaffirment leur souhait de favoriser les départs en formation.

Elles maintiennent l'obligation de formation d'adaptation du salarié de strate I dans les 12 mois suivant l'embauche ou la modification du poste.

Les parties insistent sur la nécessaire formalisation du départ en formation prévoyant ses conséquences. »

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 15 – Fonction d’animation	II
Fonction n° 16 – Fonction d’animation	III
Fonction n° 17 – Fonction veille/prise en charge généraliste des élèves en difficulté	II
Fonction n° 18 – Fonction prise en charge spécialisée des élèves	III
Fonction n° 19 – Fonction encadrement de la vie scolaire	III
Fonction n° 20 – Fonction encadrement de la vie scolaire	IV
Fonction n° 21 – Fonction de régulation de la vie en internat	III
Fonction n° 22 – Fonction de régulation de la vie en internat	II
Fonction n° 23 – Fonction de responsable d’internat	III
Fonction n° 24 – Fonction secrétariat d’exécution simple	I
Fonction n° 25 – Fonction accueil et/ou standard simple	I
Fonction n° 26 – Fonction accueil et/ou standard	II
Fonction n° 27 – Fonction secrétariat familles/apprenants	II
Fonction n° 28 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers « formation »	II
Fonction n° 29 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers « formation »	III
Fonction n° 30 – Fonction généraliste secrétariat et/ou intendance	II
Fonction n° 31 – Fonction secrétariat de vie scolaire	II
Fonction n° 32 – Fonction connexe : logistique des activités pédagogiques et voyages	II
Fonction n° 33 – Fonction de secrétariat de direction	III
Fonction n° 34 – Fonction comptabilité famille et restauration	II
Fonction n° 35 – Fonction comptabilité fournisseurs et achats	II
Fonction n° 36 – Fonction comptabilité générale	II
Fonction n° 37 – Suivi budgétaire et situations financières	III
Fonction n° 38 – Fonction financière	IV
Fonction n° 39 – Fonction paie	II
Fonction n° 40 – Fonction paie	III
Fonction n° 41 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	II
Fonction n° 42 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	III
Fonction n° 43 – Fonction ressources humaines	IV
Fonction n° 44 – Fonction de gestion de l’unité de restauration	III
Fonction n° 45 – Fonction petite intendance/petites fournitures	II
Fonction n° 46 – Fonction négociation et gestion des contrats	III
Fonction n° 47 – Fonction négociation et gestion des contrats	IV
Fonction n° 48 – Fonction gestion immobilière	III
Fonction n° 49 – Fonction gestion immobilière	IV
Fonction n° 50 – Fonction chargé de communication	III

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 51 – Fonction Responsable de la Communication	IV
Fonction n° 52 – Fonction Relations entreprises	III
Fonction n° 53 – Fonction ménage et nettoyage	I
Fonction n° 54 – Fonction plonge et nettoyage	I
Fonction n° 55 – Fonction assemblage de mets simples	I
Fonction n° 56 – Fonction de service en restauration	I
Fonction n° 57 – Fonction d'aide à l'élaboration des repas	I
Fonction n° 58 – Fonction d'élaboration des repas	II
Fonction n° 59 – Fonction d'encadrement/de supervision d'un service de restauration	III
Fonction n° 60 – Fonction d'approvisionnement de la restauration	II
Fonction n° 61 – Fonction d'approvisionnement de la restauration	III
Fonction n° 62 – Fonction de sécurisation simple des locaux	I
Fonction n° 63 – Fonction de sécurisation simple des locaux	II
Fonction n° 64 – Fonction de gardiennage	I
Fonction n° 65 – Fonction de gardiennage	II
Fonction n° 66 – Fonction de chauffeur	II
Fonction n° 67 – Fonction logistique manutention transport – petit entretien	I
Fonction n° 68 – Fonction travaux d'entretien et de réfection bâtiments/espaces verts	II
Fonction n° 69 – Fonction suivi de travaux et de chantier	III
Fonction n° 70 – Fonction maintenance des équipements	II
Fonction n° 71 – Fonction maintenance des équipements	III
Fonction n° 72 – Fonction informatique et réseau	III
Fonction n° 73 – Fonction ingénierie informatique	IV
Fonction n° 74 – Fonction encadrement d'équipe technique	II
Fonction n° 75 – Fonction encadrement d'équipe technique	III
Fonction n° 76 – Fonction sécurité	II
Fonction n° 77 – Fonction sécurité	III
Fonction n° 78 – Fonction sécurité	IV
Fonction n° 79 – Fonction entretien du linge	I
Fonction n° 80 – Fonction gestion et entretien du linge	II

Table des fonctions par strate

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 04 – Fonction de service auprès des enseignants	I
Fonction n° 05 – Fonction d'auxiliaire de vie scolaire	I
Fonction n° 13 – Fonction de sécurisation simple	I
Fonction n° 24 – Fonction secrétariat d'exécution simple	I

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 25 – Fonction accueil et/ou standard simple	I
Fonction n° 53 – Fonction ménage et nettoyage	I
Fonction n° 54 – Fonction plonge et nettoyage	I
Fonction n° 55 – Fonction assemblage de mets simples	I
Fonction n° 56 – Fonction de service en restauration	I
Fonction n° 57 – Fonction d’aide à l’élaboration des repas	I
Fonction n° 62 – Fonction de sécurisation simple des locaux	I
Fonction n° 64 – Fonction de gardiennage	I
Fonction n° 67 – Fonction logistique manutention transport – petit entretien	I
Fonction n° 79 – Fonction entretien du linge	I
Fonction n° 03 – Fonction d’auxiliaire pédagogique	II
Fonction n° 07 – Fonction d’auxiliaire documentaire	II
Fonction n° 09 – Fonction d’auxiliaire technique à l’enseignement	II
Fonction n° 14 – Fonction de prise en charge d’un groupe d’élèves ou d’apprenants	II
Fonction n° 15 – Fonction d’animation	II
Fonction n° 17 – Fonction veille/prise en charge généraliste des élèves en difficulté	II
Fonction n° 21 – Fonction de régulation de la vie en internat	II
Fonction n° 26 – Fonction accueil et/ou standard	II
Fonction n° 27 – Fonction secrétariat familles/apprenants	II
Fonction n° 28 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers « formation »	II
Fonction n° 30 – Fonction généraliste secrétariat et/ou intendance	II
Fonction n° 31 – Fonction secrétariat de vie scolaire	II
Fonction n° 32 – Fonction connexe : logistique des activités pédagogiques et voyages	II
Fonction n° 34 – Fonction comptabilité famille et restauration	II
Fonction n° 35 – Fonction comptabilité fournisseurs et achats	II
Fonction n° 36 – Fonction comptabilité générale	II
Fonction n° 39 – Fonction paie	II
Fonction n° 41 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	II
Fonction n° 45 – Fonction petite intendance/petites fournitures	II
Fonction n° 58 – Fonction d’élaboration des repas	II
Fonction n° 60 – Fonction d’approvisionnement de la restauration	II
Fonction n° 63 – Fonction de sécurisation simple des locaux	II
Fonction n° 65 – Fonction de gardiennage	II
Fonction n° 66 – Fonction de chauffeur	II
Fonction n° 68 – Fonction travaux d’entretien et de réfection bâtiments/espaces verts	II
Fonction n° 70 – Fonction maintenance des équipements	II
Fonction n° 74 – Fonction encadrement d’équipe technique	II

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 76 – Fonction sécurité	II
Fonction n° 80 – Fonction gestion et entretien du linge	II
Fonction n° 01 – Fonctions pédagogique	III
Fonction n° 02 – Fonctions d'auxiliaire pédagogique spécialisé	III
Fonction n° 06 – Fonction de gestion documentaire	III
Fonction n° 08 – Fonction d'assistant technique à l'enseignement	III
Fonction n° 10 – Fonction d'animation d'équipe(s) pédagogique(s)	III
Fonction n° 11 – Fonction d'encadrement pédagogique	III
Fonction n° 16 – Fonction d'animation	III
Fonction n° 18 – Fonction prise en charge spécialisée des élèves	III
Fonction n° 19 – Fonction encadrement de la vie scolaire	III
Fonction n° 22 – Fonction de régulation de la vie en internat	III
Fonction n° 23 – Fonction de responsable d'internat	III
Fonction n° 29 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers « formation »	III
Fonction n° 33 – Fonction de secrétariat de direction	III
Fonction n° 37 – Suivi budgétaire et situations financières	III
Fonction n° 40 – Fonction paie	III
Fonction n° 42 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	III
Fonction n° 44 – Fonction de gestion de l'unité de restauration	III
Fonction n° 46 – Fonction négociation et gestion des contrats	III
Fonction n° 48 – Fonction gestion immobilière	III
Fonction n° 50 – Fonction chargé de communication	III
Fonction n° 52 – Fonction Relations entreprises	III
Fonction n° 59 – Fonction d'encadrement/de supervision d'un service de restauration	III
Fonction n° 61 – Fonction d'approvisionnement de la restauration	III
Fonction n° 69 – Fonction suivi de travaux et de chantier	III
Fonction n° 71 – Fonction maintenance des équipements	III
Fonction n° 72 – Fonction informatique et réseau	III
Fonction n° 75 – Fonction encadrement d'équipe technique	III
Fonction n° 77 – Fonction Sécurité	III
Fonction n° 12 – Fonction d'encadrement pédagogique	IV
Fonction n° 20 – Fonction encadrement de la vie scolaire	IV
Fonction n° 38 – Fonction financière	IV
Fonction n° 43 – Fonction ressources humaines	IV
Fonction n° 47 – Fonction négociation et gestion des contrats	IV
Fonction n° 49 – Fonction gestion immobilière	IV
Fonction n° 51 – Fonction responsable de la communication	IV

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 73 – Fonction ingénierie informatique	IV
Fonction n° 78 – Fonction sécurité	IV

Table des fonctions par famille

Fonctions pédagogiques et connexes

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 01 – Fonctions pédagogique	III
Fonction n° 02 – Fonctions d’auxiliaire pédagogique spécialisé	III
Fonction n° 03 – Fonction d’auxiliaire pédagogique	II
Fonction n° 04 – Fonction de service auprès des enseignants	I
Fonction n° 05 – Fonction d’auxiliaire de vie scolaire	I
Fonction n° 06 – Fonction de gestion documentaire	III
Fonction n° 07 – Fonction d’auxiliaire documentaire	II
Fonction n° 08 – Fonction d’assistant technique à l’enseignement	III
Fonction n° 09 – Fonction d’auxiliaire technique à l’enseignement	II
Fonction n° 10 – Fonction d’animation d’équipe(s) pédagogique(s)	III
Fonction n° 11 – Fonction d’encadrement pédagogique	III
Fonction n° 12 – Fonction d’encadrement pédagogique	IV

Vie scolaire

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 13 – Fonction de sécurisation simple	I
Fonction n° 14 – Fonction de prise en charge d’un groupe d’élèves ou d’apprenants	II
Fonction n° 15 – Fonction d’animation	II
Fonction n° 16 – Fonction d’animation	III
Fonction n° 17 – Fonction veille/prise en charge généraliste des élèves en difficulté	II
Fonction n° 18 – Fonction prise en charge spécialisée des élèves	III
Fonction n° 19 – Fonction encadrement de la vie scolaire	III
Fonction n° 20 – Fonction encadrement de la vie scolaire	IV
Fonction n° 21 – Fonction de régulation de la vie en internat	II
Fonction n° 22 – Fonction de régulation de la vie en internat	II
Fonction n° 23 – Fonction de responsable d’internat	III

Fonctions de gestion administratives et financières

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 24 – Fonction secrétariat d'exécution simple	I
Fonction n° 25 – Fonction accueil et/ou standard simple	I
Fonction n° 26 – Fonction accueil et/ou standard	II
Fonction n° 27 – Fonction secrétariat familles/apprenants	II
Fonction n° 28 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et des dossiers « formation »	II
Fonction n° 29 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et des dossiers « formation »	III
Fonction n° 30 – Fonction généraliste secrétariat et/ou intendance	II
Fonction n° 31 – Fonction secrétariat de vie scolaire	II
Fonction n° 32 – Fonction connexe : logistique des activités pédagogiques et voyages	II
Fonction n° 33 – Fonction de secrétariat de direction	III
Fonction n° 34 – Fonction comptabilité famille et restauration	II
Fonction n° 35 – Fonction comptabilité fournisseurs et achats	II
Fonction n° 36 – Fonction comptabilité générale	II
Fonction n° 37 – Suivi budgétaire et situations financières	III
Fonction n° 38 – Fonction financière	IV
Fonction n° 39 – Fonction paie	II
Fonction n° 40 – Fonction paie	III
Fonction n° 41 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	II
Fonction n° 42 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel	III
Fonction n° 43 – Fonction ressources humaines	IV
Fonction n° 44 – Fonction de gestion de l'unité de restauration	III
Fonction n° 45 – Fonction petite intendance/petites fournitures	II
Fonction n° 46 – Fonction négociation et gestion des contrats	III
Fonction n° 47 – Fonction négociation et gestion des contrats	IV
Fonction n° 48 – Fonction gestion immobilière	III
Fonction n° 49 – Fonction gestion immobilière	IV
Fonction n° 50 – Fonction chargé de communication	III
Fonction n° 51 – Fonction responsable de la communication	IV
Fonction n° 52 – Fonction relations entreprises	III

Entretiens et de maintenance des biens et des équipements

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 53 – Fonction ménage et nettoyage	I
Fonction n° 67 – Fonction logistique manutention transport – petit entretien	I
Fonction n° 68 – Fonction travaux d'entretien et de réfection bâtiments/espaces verts	II

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 69 – Fonction suivi de travaux et de chantier	III
Fonction n° 70 – Fonction maintenance des équipements	II
Fonction n° 71 – Fonction maintenance des équipements	III
Fonction n° 72 – Fonction informatique et réseau	III
Fonction n° 73 – Fonction ingénierie informatique	IV
Fonction n° 74 – Fonction encadrement d'équipe technique	II
Fonction n° 75 – Fonction encadrement d'équipe technique	III
Fonction n° 79 – Fonction entretien du linge	I
Fonction n° 80 – Fonction gestion et entretien du linge	II

Restaurateur

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 44 – Fonction de gestion de l'unité de restauration	III
Fonction n° 54 – Fonction plonge et nettoyage	I
Fonction n° 55 – Fonction assemblage de mets simples	I
Fonction n° 56 – Fonction de service en restauration	I
Fonction n° 57 – Fonction d'aide à l'élaboration des repas	I
Fonction n° 58 – Fonction d'élaboration des repas	II
Fonction n° 59 – Fonction d'encadrement/de supervision d'un service de restauration	III
Fonction n° 60 – Fonction d'approvisionnement de la restauration	II
Fonction n° 61 – Fonction d'approvisionnement de la restauration	III

Autres fonctions de service

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 62 – Fonction de sécurisation simple des locaux	I
Fonction n° 63 – Fonction de sécurisation simple des locaux	II
Fonction n° 64 – Fonction de gardiennage	I
Fonction n° 65 – Fonction de gardiennage	II
Fonction n° 66 – Fonction de chauffeur	II

Autres fonctions techniques

Dénomination de la fonction	Strate de rattachement
Fonction n° 76 – Fonction sécurité	II
Fonction n° 77 – Fonction sécurité	III
Fonction n° 78 – Fonction sécurité	IV

Fonction n° 01 – Fonction pédagogique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
01	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction pédagogique

Contour succinct de la fonction

Prend en responsabilité, seul, un groupe d'élèves ou d'apprenants, dans le cadre de la mise en œuvre autonome d'un contenu et/ou d'un dispositif pédagogique défini au préalable, contenu dans lequel sa compétence est reconnue.

Le contenu ou le dispositif pédagogique mis en œuvre peut constituer un tout autonome (intervenant sur une matière spécifique...), ou s'inscrire dans une collaboration pédagogique avec des enseignants ou des formateurs (travail de documentaliste par exemple).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement, ou, par délégation, sous celle d'un cadre pédagogique.

Fonction n° 02 – Fonction d'auxiliaire pédagogique spécialisé

N° fonction	Famille(s) de la fonction
02	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'auxiliaire pédagogique spécialisé

Contour succinct de la fonction

Met en œuvre, devant un groupe d'élèves placés sous la responsabilité d'un enseignant présent lors de son intervention, un contenu et/ou un dispositif pédagogique défini au préalable, contenu dans lequel sa compétence est reconnue. L'enseignant responsable peut ne pas disposer de compétence dans ce contenu pédagogique.

Le contenu ou le dispositif pédagogique mis en œuvre peut constituer un tout autonome (intervenant sur une matière spécifique...), ou s'inscrire dans une collaboration pédagogique avec des enseignants (travail de documentaliste par exemple).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement, ou, par délégation, sous celle d'un cadre pédagogique.

Pendant l'intervention, il est placé sous la responsabilité de l'enseignant en charge du groupe d'élèves.

Fonction n° 03 – Fonction d'auxiliaire pédagogique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
03	Fonctions pédagogiques et connexes

Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'auxiliaire pédagogique

Contour succinct de la fonction

Prépare et met en œuvre, devant un groupe ou un sous-groupe d'élèves placés sous la responsabilité d'un enseignant présent lors de son intervention, un contenu et/ou un dispositif pédagogique défini au préalable par cet enseignant auprès d'un groupe ou un sous-groupe de la classe.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité hiérarchique d'un cadre, pédagogique ou non.

Pendant son intervention auprès des élèves, il est placé sous l'autorité de l'enseignant en charge du groupe d'élèves.

Fonction n° 04 – Fonction de service auprès des enseignants

N° fonction	Famille(s) de la fonction
04	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction de service auprès des enseignants

Contour succinct de la fonction

Assiste l'enseignant dans les soins corporels à donner aux élèves, dans la préparation ou le rangement du matériel éducatif, dans la mise en état de propreté des locaux pédagogiques.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité hiérarchique d'un cadre, pédagogique ou non.

Pendant son intervention auprès des élèves, il est placé sous l'autorité de l'enseignant en charge du groupe d'élèves.

Fonction n° 05 – Fonction d'auxiliaire de vie scolaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
05	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction d'auxiliaire de vie scolaire

Contour succinct de la fonction

S'occupe de l'accompagnement, de la socialisation, de la sécurité et de la scolarisation d'enfants en situation de handicap ou d'un trouble de santé invalidant.

L'auxiliaire de vie scolaire peut être amené à effectuer quatre types d'activités :

- des interventions dans les classes définies en concertation avec l'enseignant (aide pour écrire ou manipuler le matériel dont l'élève a besoin) ou en dehors des temps d'enseignement (interclasses, repas...). Il peut également s'agir d'une aide aux tâches scolaires ;

- des participations aux sorties de classes occasionnelles ou régulières : en lui apportant l'aide nécessaire dans tous les actes qu'il ne peut réaliser seul l'AVS permet à l'élève d'être partie prenante dans toutes les activités qui enrichissent les apprentissages scolaires. Sa présence vise également à éviter l'exclusion de l'élève des activités physiques et sportives ;
- l'accomplissement de gestes techniques ne requérant pas une qualification médicale ou paramédicale particulière, est un des éléments de l'aide à l'élève ;
- une collaboration au suivi des projets de scolarisation (réunions d'élaboration ou de régulation du projet personnalisé de scolarisation de l'élève, participation aux rencontres avec la famille, réunion de l'équipe de suivi de scolarisation...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité hiérarchique d'un cadre, pédagogique ou non.

Pendant son intervention en classe, il est placé sous l'autorité de l'enseignant en charge du groupe d'élèves.

Fonction n° 06 – Fonction de gestion documentaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
06	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction de gestion documentaire

Contour succinct de la fonction

Assure, en autonomie, un travail de gestion documentaire et/ou de veille documentaire (voir ci-dessous) ainsi que d'enrichissement du fond. Identifie, met en forme et diffuse et/ou informe et/ou met à disposition de la communauté éducative (équipes pédagogiques, élèves, parents...) les informations susceptibles de les concerner ou de les intéresser.

Veille documentaire : recherche de nouvelles informations/de nouvelles sources d'information auprès de l'environnement de l'établissement et/ou au moyen des ressources disponibles (internet...).

Peut assurer la gestion et le suivi des commandes des manuels scolaires.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement, ou, par délégation, sous celle d'un cadre, pédagogique ou non.

Fonction n° 07 – Fonction d'auxiliaire documentaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
07	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'auxiliaire documentaire

Contour succinct de la fonction

Gère les ressources documentaires de l'établissement ou d'un secteur de l'établissement.

À la demande d'un utilisateur, assure la recherche d'informations spécifiques dans le fond propre de l'établissement, ou auprès des ressources externes accessibles.

Assure, à la demande de l'utilisateur, la mise en forme de ces informations (dossiers...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité d'un cadre de l'établissement (pédagogique ou non).

Fonction n° 08 – Fonction d'assistant technique à l'enseignement

N° fonction	Famille(s) de la fonction
08	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'assistant technique à l'enseignement

Contour succinct de la fonction

Assure à la demande des enseignants, sur la base de ses compétences techniques propres, la préparation technique et/ou technologique des cours.

Peut, le cas échéant, assister d'un point de vue technique, l'enseignant dans le déroulement du cours.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement, ou, par délégation, sous celle d'un personnel de strate IV.

Il peut se voir confier par sa hiérarchie la coordination de la gestion d'équipements techniques (planning d'utilisation de laboratoire et/ou de matériel par exemple...) et de stock de consommables.

Fonction n° 09 – Fonction d'auxiliaire technique à l'enseignement

N° fonction	Famille(s) de la fonction
09	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'auxiliaire technique à l'enseignement

Contour succinct de la fonction

Assure les tâches courantes liées à l'utilisation et à l'entretien du matériel et des espaces techniques pédagogiques (sans lien hiérarchique) avec les équipes pédagogiques (sauf dans le cas d'une intervention au sein du cours lui-même).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction est placé sous l'autorité d'un cadre de l'établissement (pédagogique ou non).

Fonction n° 10 – Fonction d'animation d'équipe(s) pédagogique(s)

N° fonction	Famille(s) de la fonction
10	Fonctions pédagogiques et connexes

Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'animation d'équipe(s) pédagogique(s)

Contour succinct de la fonction

Anime et assure la coordination des équipes pédagogiques ou pastorales et éventuellement d'activités périphériques (emplois du temps...).

Assure le suivi des élèves, la gestion des problèmes disciplinaires ou scolaires...

Selon délégation, la fonction pourra s'élargir aux relations avec les parents, inscriptions, suivi, orientation...

Positionnement hiérarchique

Exerce sa fonction sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement, ou par délégation, sous celle d'un cadre pédagogique.

Fonction n° 11 – Fonction d'encadrement pédagogique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
11	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'encadrement pédagogique

Contour succinct de la fonction

Assure l'encadrement d'une unité pédagogique de l'établissement ou d'un pôle/département formation sous la responsabilité d'un cadre de strate IV ou du chef d'établissement :

Cette fonction comprend : l'encadrement des équipes pédagogiques ou pastorales, le suivi des élèves ou d'apprenants : gestion des problèmes disciplinaires ou scolaires... les relations avec les parents, l'orientation...

Propose les dispositifs pédagogiques (et éducatifs) mis en place dans l'établissement.

Positionnement hiérarchique

Exerce sa fonction sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement.

Voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 12).

Fonction n° 12 – Fonction d'encadrement pédagogique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
12	Fonctions pédagogiques et connexes
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction d'encadrement pédagogique

Contour succinct de la fonction

Assure par délégation du chef d'établissement, la direction d'une unité pédagogique de l'établissement ou d'un pôle/département formation.

Cette fonction peut comprendre, selon les délégations : l'encadrement des équipes pédagogiques ou pastorales, le suivi des élèves ou des apprenants : la gestion des problèmes disciplinaires ou scolaires... les relations avec les parents, les inscriptions,

l'orientation, la responsabilité de l'organisation et du bon déroulement des épreuves des examens et concours nationaux et académiques...

Ingénierie pédagogique :

Conçoit ou fait évoluer l'offre pédagogique (et éducative) et/ou les dispositifs pédagogiques (et éducatifs) mis en place dans l'établissement.

Assure une veille "concurrentielle", réglementaire et environnementale (recherche d'opportunités) sur ces sujets.

Positionnement hiérarchique

Exerce sa fonction sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement.

Voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 11).

Fonction n° 13 – Fonction de sécurisation simple

N° fonction	Famille(s) de la fonction
13	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction de sécurisation simple

Contour succinct de la fonction

Assure par sa présence la sécurité des flux d'élèves en veillant, sous la responsabilité directe d'un cadre présent sur les lieux, à l'application des règles de sécurité et des règles propres à l'établissement.

Peut, dans le cadre de ses fonctions, exercer un contrôle d'accès à l'établissement ou à une partie de l'établissement. En cas de nécessité, alerte le cadre responsable.

Cette fonction correspond par exemple à la surveillance de la (ou des) cour(s), des portails et autres accès, des salles de restauration...

Peut prendre en charge des études surveillées.

Peut assurer le pointage des cartes d'accès au service de restauration.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de cette fonction relève hiérarchiquement de l'autorité de l'encadrant dont relève son poste (s'il exerce plusieurs fonctions).

Pendant l'exercice de la fonction, il est placé sous la responsabilité et l'autorité du cadre en charge de la sécurisation à ce moment-là (cadre éducatif, enseignant ou cadre pédagogique, chef d'établissement).

Fonction n° 14 – Fonction de prise en charge d'un groupe d'élèves

N° fonction	Famille(s) de la fonction
14	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction de prise en charge d'un groupe d'élèves ou d'apprenants

Contour succinct de la fonction

Prend en charge, dans un cadre prédéfini (salle de travail, cour, déplacement extérieur...), un groupe d'élèves. Dans ce cadre, assure leur sécurité et la conformité de

leur comportement avec les règles de vie collectives et instructions particulières qui lui ont été données (règles de travail par exemple...).

Peut prendre en charge des études dirigées.

Peut prendre en charge le suivi éducatif dans le cadre de la gestion des absences ou retards des élèves.

Peut intervenir dans le cadre d'une action éducative spécifique (découpe de la viande, socialisation, propreté, etc.) auprès des élèves de maternelle au moment de leur repas.

Peut prendre en charge la sieste des élèves de maternelle si l'enseignant n'est pas présent sur les lieux.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction relève hiérarchiquement d'un cadre éducatif, ou à défaut, du chef d'établissement, ou par délégation d'un cadre pédagogique.

En cas de déplacement extérieur, il peut être placé sous la responsabilité d'un enseignant responsable du déplacement.

Fonction n° 15 – Fonction d'animation

N° fonction	Famille(s) de la fonction
15	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'animation

Contour succinct de la fonction

L'animation de la vie scolaire consiste en l'organisation et l'animation d'activités complémentaires, à vocation éducative (citoyenneté...), culturelle, pastorale ou tout simplement des activités de loisirs.

Ces animations peuvent être positionnées sur des temps propres ou pour valoriser des temps de prise en charge déjà existants (études par exemple...).

Positionnement hiérarchique

Sous la responsabilité d'un cadre éducatif, d'un cadre pédagogique ou du chef d'établissement.

Cette classification correspond aux situations d'animation dans lesquels s'il s'agit de la simple reproduction d'animation récurrente (y compris pastorale).

Voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 16).

Fonction n° 16 – Fonction d'animation

N° fonction	Famille(s) de la fonction
16	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'animation

Contour succinct de la fonction

L'animation de la vie scolaire consiste en l'organisation et l'animation d'activités complémentaires, à vocation éducative (citoyenneté...), culturelle, pastorale ou tout simplement des activités de loisirs.

Ces animations peuvent être positionnées sur des temps propres ou pour valoriser des temps de prise en charge déjà existants (études par exemple...).

Positionnement hiérarchique

Sous la responsabilité d'un cadre éducatif, d'un cadre pédagogique ou du chef d'établissement.

Cette classification correspond aux situations d'animation dans lesquelles il s'agit de mettre en œuvre un programme d'animation incluant l'ingénierie des animations précitées, leur préparation et leur animation ainsi que l'organisation et l'animation d'activités à vocation pédagogique (soutien scolaire, aide aux devoirs...) ou pastorale.

Note : cette dernière classification correspond à des personnels ayant pour mission la création régulière de nouvelles animations. Elle ne s'applique pas à la création d'une animation isolée.

Voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 15).

Fonction n° 17 – Fonction veille/prise en charge généraliste des élèves en difficulté

N° fonction	Famille(s) de la fonction
17	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction veille/prise en charge généraliste des élèves en difficulté

Contour succinct de la fonction

Prend en compte la personne de l'élève au sein de l'établissement hors des temps de face-à-face pédagogique.

Est capable de prendre en charge les maux "anodins", mais sait signaler aux personnes compétentes (hiérarchie/personnes spécialisées/responsable pédagogique ou direction) les problèmes plus délicats.

Particularité

La définition exacte du contenu de la fonction dépendra, d'une part du projet d'établissement, et d'autre part de l'organisation effective de l'établissement.

Positionnement hiérarchique

Sous la responsabilité d'un cadre éducatif, d'un cadre pédagogique ou du chef d'établissement.

Fonction n° 18 – Fonction prise en charge spécialisée des élèves

N° fonction	Famille(s) de la fonction
18	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction prise en charge spécialisée des élèves

Contour succinct de la fonction

Veille sur le comportement des élèves sous l'angle physique et psychologique et détecte les élèves en difficulté ou en "souffrance".

Établit une prise en charge de la situation des élèves en difficulté ou en souffrance sous l'angle physique ou/et psychologique.

Positionnement hiérarchique

Sous la responsabilité directe du chef d'établissement, ou par délégation expresse, d'un cadre pédagogique ou éducatif.

Fonction n° 19 – Fonction encadrement de la vie scolaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
19	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction encadrement de la vie scolaire

Contour succinct de la fonction

Prend en charge l'organisation et le fonctionnement de la vie scolaire, encadre, accompagne et assure la coordination des différents intervenants de la vie scolaire.

Est l'interface entre la vie scolaire et l'ensemble de la communauté éducative.

Prend en charge les difficultés de vie des élèves et l'instruction des actions disciplinaires au sein de l'établissement.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité, selon le cas, d'un cadre éducatif de plus haut niveau, d'un responsable pédagogique ou du chef d'établissement lui-même.

Selon l'établissement et le périmètre de responsabilité.

Voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 20).

Fonction n° 20 – Fonction encadrement de la vie scolaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
20	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction encadrement de la vie scolaire

Contour succinct de la fonction

Par délégation écrite du chef d'établissement, est responsable de la vie scolaire.

Encadre, accompagne et assure la coordination des différents intervenants de la vie scolaire.

Est l'interface entre la vie scolaire et l'ensemble de la communauté éducative.

Prend en charge les difficultés de vie des élèves et l'instruction des actions disciplinaires au sein de l'établissement.

Positionnement hiérarchique

Le chef d'établissement lui-même.

Selon l'établissement, et le périmètre de responsabilité.

Voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 19).

Fonction n° 21 – Fonction de régulation de la vie en internat

N° fonction	Famille(s) de la fonction
21	Vie scolaire

Strate	Nom de la fonction
III	Fonction de régulation de la vie en internat

Contour succinct de la fonction

Assure le rôle d'adulte et de référent auprès d'un groupe d'internes.

Assure la qualité de vie individuelle et collective des internes et leur sécurité individuelle et collective, dans le respect du règlement de l'internat, du projet de l'établissement et le cas échéant du projet de l'internat.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité du chef d'établissement si celui-ci ne loge pas sur place (strate III) ou placé sous l'autorité hiérarchique du responsable de l'internat ou du chef d'établissement (strate II).

Classification en strate III si la personne est le seul adulte présent sur le site et en charge des internes. Dans le cas contraire : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 22).

Fonction n° 22 – Fonction de régulation de la vie en internat

N° fonction	Famille(s) de la fonction
22	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction de régulation de la vie en internat

Contour succinct de la fonction

Assure le rôle d'adulte et de référent auprès d'un groupe d'internes.

Assure la qualité de vie individuelle et collective des internes et leur sécurité individuelle et collective, dans le respect du règlement de l'internat, du projet de l'établissement et le cas échéant du projet de l'internat.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité du chef d'établissement si celui-ci ne loge pas sur place (strate III) ou placé sous l'autorité hiérarchique du responsable de l'internat ou du chef d'établissement (strate II).

Classification en strate II si la personne n'est pas le seul adulte présent sur le site et en charge des internes. Dans le cas contraire : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 21).

Fonction n° 23 – Fonction de responsable d'internat

N° fonction	Famille(s) de la fonction
23	Vie scolaire
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction de responsable d'internat

Contour succinct de la fonction

Le titulaire de cette fonction est garant pour l'établissement de la responsabilité du fonctionnement de l'internat en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

À ce titre, il prend en charge l'organisation et le fonctionnement de l'internat, assure l'interface entre la période "internat" et les plages d'ouverture de l'établissement, il coordonne l'action des différents intervenants de l'internat et prend en charge les difficultés de vie des élèves dans l'internat.

Il est le garant de la qualité de vie individuelle et collective des internes et leur sécurité individuelle et collective, dans le respect du règlement de l'internat, du projet de l'établissement et le cas échéant du projet de l'internat.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire est placé sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement ou d'un cadre de la vie scolaire.

Fonction n° 24 – Fonction secrétariat d'exécution simple

N° fonction	Famille(s) de la fonction
24	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction secrétariat d'exécution simple

Contour succinct de la fonction

Effectue tous travaux liés aux supports opérationnels de l'établissement, y compris s'ils appartiennent à une catégorie ci-dessous. Il s'agit d'un travail de pure exécution, aux contours parfaitement délimités, effectués sur les instructions et sous le contrôle d'une personne habilitée : courriers standards, lettres type, appels téléphoniques routiniers et/ou sans enjeu, saisie de données qui lui sont fournies relatives à la comptabilité ou à la gestion du personnel ainsi qu'à tout autre aspect administratif de la gestion de l'établissement.

La fonction peut inclure des tâches de reprographie, de tri, de classement...

La fonction s'exerce sans autonomie, sous le contrôle direct d'un encadrant ou dans le cadre de procédures précises.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 25 – Fonction accueil et/ou standard simple

N° fonction	Famille(s) de la fonction
25	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction accueil et/ou standard simple

Contour succinct de la fonction

Accueille et prend en charge les visiteurs et/ou les appels téléphoniques, sans traitement du contenu de la demande.

Assure le suivi administratif éventuel des visites (journal des appels, journal des visites...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 26 – Fonction accueil et/ou standard

N° fonction	Famille(s) de la fonction
26	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction accueil et/ou standard

Contour succinct de la fonction

Accueille et prend en charge les visiteurs et/ou les appels téléphoniques. Traite en autonomie des problèmes simples, reformule les demandes et oriente vers l'interlocuteur qualifié pour apporter la réponse.

Assure le suivi administratif éventuel des visites (journal des appels, journal des visites...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 27 – Fonction secrétariat familles/apprenants

N° fonction	Famille(s) de la fonction
27	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction secrétariat familles/apprenants

Contour succinct de la fonction

Prend en charge toutes les tâches et activités administratives liées aux familles (dossiers d'inscriptions, relations...) ou aux apprenants (dossiers scolaires, pédagogiques et éducatifs...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 28 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers "formation"

N° fonction	Famille(s) de la fonction
28	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et dossiers « formation »

Contour succinct de la fonction

Prend en charge toutes les tâches et les activités en lien avec la gestion des dossiers des enseignants et les relations administratives avec les rectorats.

Participe aux tâches et les activités en lien avec la gestion des dossiers administratifs relatifs aux "formations" et les relations avec les administrations et collectivités locales concernées.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Dans un établissement important, la nature et l'importance des tâches confiées pourront justifier le classement de la fonction en strate III : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 29).

L'importance de l'établissement ne s'entend pas seulement en termes de taille de structure et d'effectifs. Cette notion doit être comprise dans un sens organisationnel et de complexité structurelle ou fonctionnelle. Elle peut entraîner un niveau d'intervention différent.

Fonction n° 29 – Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et des dossiers "formation"

N° fonction	Famille(s) de la fonction
29	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction secrétariat pédagogique et gestion des enseignants et des dossiers « formation »

Contour succinct de la fonction

Prend en charge toutes les tâches et les activités en lien avec la gestion des dossiers des enseignants et les relations administratives avec les rectorats.

Prend en charge et coordonne les tâches et les activités en lien avec la gestion des dossiers administratifs relatifs aux "formations" et les relations avec les administrations et collectivités locales concernées.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 28).

Fonction n° 30 – Fonction généraliste secrétariat et/ou intendance

N° fonction	Famille(s) de la fonction
30	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction généraliste : secrétariat et/ou intendance

Contour succinct de la fonction

Assiste le responsable du service ou le chef d'établissement dans les aspects administratifs courants de la gestion de l'établissement.

Effectue des tâches de secrétariat et/ou d'intendance non couvertes par une autre fonction dans l'établissement.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 31 – Fonction secrétariat de vie scolaire

N° fonction	Famille(s) de la fonction
31	Fonctions de gestion administratives et financières

Strate	Nom de la fonction
II	Fonction secrétariat de vie scolaire

Contour succinct de la fonction

Assure la collecte et la tenue de tous les états de présence ou d'absence

Effectue la saisie informatisée de ces informations, la saisie et impression de relevés de notes

Se charge des relations courantes avec les familles (courriers courants/appels téléphoniques/SMS...), liés aux absences ou retards des élèves...

Positionnement hiérarchique

Fonction exercée en lien fonctionnel ou hiérarchique avec un cadre de la vie scolaire ou un cadre pédagogique.

Concernant le suivi éducatif des absences ou retards, voir fonction 14.

Fonction n° 32 – Fonction connexe : logistique des activités pédagogiques et voyages

N° fonction	Famille(s) de la fonction
32	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction connexe : logistique des activités pédagogiques et voyages

Contour succinct de la fonction

Assure avec/en soutien des enseignants la logistique :

- des activités scolaires. Il pourra par exemple assurer la logistique matérielle des examens, des interrogations orales et écrites, des khôlles ;
- des activités périscolaires (voyages, sortie, projets de classe, stages à l'étranger...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 33 – Fonction de secrétariat de direction

N° fonction	Famille(s) de la fonction
33	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction de secrétariat de direction

Contour succinct de la fonction

Prend en charge le suivi administratif de tous les dossiers de direction générale.

Gère l'agenda et le planning du (des) chef(s) d'établissement ou de son supérieur hiérarchique (lui rappeler les échéances/les dossiers importants/avoir la capacité et l'autonomie pour lui prendre des rendez-vous...).

Apporte des réponses de premier niveau aux interlocuteurs de la direction.

Filtre l'accès à la direction/réoriente éventuellement les interlocuteurs.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 34 – Fonction comptabilité famille et restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
34	Fonctions de gestion administratives et financières : restauration
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction comptabilité famille et restauration

Contour succinct de la fonction

Assure la facturation aux familles – encaissements (scolarité, restauration, internat...).

Effectue le suivi des règlements et relance.

Effectue l'enregistrement comptable des factures.

Peut être responsable de la tenue de la caisse au service de restauration.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 35 – Fonction comptabilité fournisseurs et achats

N° fonction	Famille(s) de la fonction
35	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction comptabilité fournisseurs et achats

Contour succinct de la fonction

Vérifie les factures, enregistre les factures, prépare les règlements...

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 36 – Fonction comptabilité générale

N° fonction	Famille(s) de la fonction
36	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction comptabilité générale

Contour succinct de la fonction

Enregistre la comptabilité générale, pointe les comptes.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 37 – Fonction suivi budgétaire et situations financières

N° fonction	Famille(s) de la fonction
37	Fonctions de gestion administratives et financières

Strate	Nom de la fonction
III	Fonction suivi budgétaire et situations financières

Contour succinct de la fonction

Établit les situations financières, assure le suivi du budget, révise la comptabilité, prépare les états financiers.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 38 – Fonction financière

N° fonction	Famille(s) de la fonction
38	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction financière

Contour succinct de la fonction

Assure à l'établissement une vision financière prospective.

Anticipe les besoins en financements futurs.

Construit les budgets et plans de financement.

Alerte et conseille le chef d'établissement et l'organisme gestionnaire en matière financière.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 39 – Fonction paie

N° fonction	Famille(s) de la fonction
39	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction paie

Contour succinct de la fonction

Établit les paies et les déclarations sociales afférentes.

Gère tous les dossiers connexes à la paie : suivi des plannings de modulation, maladie, congés, prévoyance, retraite, mutuelle...

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si la fonction s'exerce sous le contrôle d'une personne qualifiée, en interne ou en externe.

Si la fonction s'exerce en autonomie : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 40).

Fonction n° 40 – Fonction paie

N° fonction	Famille(s) de la fonction
40	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction paie

Contour succinct de la fonction

Établit les paies et les déclarations sociales afférentes.

Gère tous les dossiers connexes à la paie : suivi des plannings de modulation, maladie, congés, prévoyance, retraite, mutuelle...

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si la fonction s'exerce en autonomie.

Si la fonction s'exerce sous le contrôle d'une personne qualifiée, en interne ou en externe : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 39).

Fonction n° 41 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel

N° fonction	Famille(s) de la fonction
41	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction gestion administrative et juridique du personnel

Contour succinct de la fonction

Gère les dossiers administratifs du personnel.

Produit les états nécessaires au pilotage de la masse salariale.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si la fonction s'exerce sous le contrôle d'une personne qualifiée, en interne ou en externe.

Si la fonction s'exerce en autonomie : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 42).

Fonction n° 42 – Fonction gestion administrative et juridique du personnel

N° fonction	Famille(s) de la fonction
42	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction gestion administrative et juridique du personnel

Contour succinct de la fonction

Gère les dossiers administratifs du personnel.

Produit les états nécessaires au pilotage de la masse salariale.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si la fonction s'exerce en autonomie.

Si la fonction s'exerce sous le contrôle d'une personne qualifiée, en interne ou en externe : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 41).

Fonction n° 43 – Fonction ressources humaines

N° fonction	Famille(s) de la fonction
43	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction ressources humaines

Contour succinct de la fonction

Assure à l'établissement une vision prospective en matière de gestion des ressources humaines : recrutement, gestion des compétences, gestion des âges, masse salariale, gestion de carrières/certification des compétences (VAE)...

Anticipe les besoins futurs en compétences.

Propose et gère le plan de formation.

Fournit aux cadres et encadrants les outils nécessaires à la gestion "terrain" des collaborateurs et à l'évolution de leurs compétences.

Alerte et conseille le chef d'établissement et l'organisme gestionnaire en matière de GRH.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 44 – Fonction de gestion de l'unité de restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
44	Fonctions de gestion administratives et financières : fonction restauration
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction de gestion de l'unité de restauration

Contour succinct de la fonction

Calcule les coûts, détermine les prix de revient...

Assure le suivi du budget de fonctionnement de la cuisine.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 45 – Fonction petite intendance/petites fournitures

N° fonction	Famille(s) de la fonction
45	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction petite intendance/petites fournitures

Contour succinct de la fonction

Assure la distribution, la gestion, la commande de toutes les petites fournitures.

Assure le lien avec des fournisseurs liés à l'établissement par un contrat de maintenance (copieur...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 46 – Fonction négociation et gestion des contrats

N° fonction	Famille(s) de la fonction
46	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction négociation et gestion des contrats

Contour succinct de la fonction

Assure la négociation, la gestion de l'exécution, l'évolution, la renégociation de tous les gros contrats de l'établissement : assurances, restauration, entretien...

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique s'il s'agit d'assister le chef d'établissement ou un cadre de strate IV dans cette fonction.

Si le titulaire de la fonction dispose d'une grande autonomie dans la gestion de ces contrats : voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 47).

Fonction n° 47 – Fonction négociation et gestion des contrats

N° fonction	Famille(s) de la fonction
47	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction négociation et gestion des contrats

Contour succinct de la fonction

Assure la négociation, la gestion de l'exécution, l'évolution, la renégociation de tous les gros contrats de l'établissement : assurances, restauration, entretien...

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si le titulaire de la fonction dispose d'une grande autonomie dans la gestion de ces contrats.

S'il s'agit d'assister le chef d'établissement ou un cadre de strate IV dans cette fonction : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 46).

Fonction n° 48 – Fonction gestion immobilière

N° fonction	Famille(s) de la fonction
48	Fonctions de gestion administratives et financières

Strate	Nom de la fonction
III	Fonction gestion immobilière

Contour succinct de la fonction

Assure la gestion immobilière de l'établissement : travaux de construction ou d'entretien, sécurité...

Gère le budget afférent.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique s'il s'agit d'assister le chef d'établissement ou un cadre de strate IV dans cette fonction.

Si le titulaire de la fonction dispose d'une grande autonomie dans la gestion de ces contrats : voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 49).

Fonction n° 49 – Fonction gestion immobilière

N° fonction	Famille(s) de la fonction
49	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction gestion immobilière

Contour succinct de la fonction

Assure la gestion immobilière de l'établissement : travaux de construction ou d'entretien, sécurité...

Gère le budget afférent.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Cette classification s'applique si le titulaire de la fonction dispose d'une grande autonomie dans la gestion de ces contrats.

S'il s'agit d'assister le chef d'établissement ou un cadre de strate IV dans cette fonction : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 48).

Fonction n° 50 – Fonction chargé de communication

N° fonction	Famille(s) de la fonction
50	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction chargé de communication

Contour succinct de la fonction

Met en place les actions de communication internes et externes. Pour cela, il utilise les outils de production numériques appropriés (multimédia, audio, vidéo, sites, réseaux sociaux, forums, etc.).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 51 – Fonction responsable de la communication

N° fonction	Famille(s) de la fonction
51	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction responsable de la communication

Contour succinct de la fonction

Élabore et assure le suivi du plan de communication de l'établissement en interne et en externe.

Peut concevoir et développer un site internet.

Selon la délégation reçue peut être garant de ce qui est publié sur le site et les réseaux.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité du chef d'établissement.

Fonction n° 52 – Fonction relations entreprises

N° fonction	Famille(s) de la fonction
52	Fonctions de gestion administratives et financières
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction relations entreprises

Contour succinct de la fonction

Prospecte les entreprises dans le cadre de la collecte de la taxe d'apprentissage.

Crée, développe et entretient des liens avec les entreprises et les sensibilise au projet d'établissement et aux projets des élèves des étudiants (stages, recherche d'emploi...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 53 – Fonction ménage et nettoyage

N° fonction	Famille(s) de la fonction
53	Fonctions d'entretiens et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction ménage et nettoyage

Contour succinct de la fonction

Assure le ménage/nettoyage des locaux et des extérieurs (cours).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 54 – Fonction plonge et nettoyage

N° fonction	Famille(s) de la fonction
54	Restauration : fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements

Strate	Nom de la fonction
I	Fonction plonge et nettoyage

Contour succinct de la fonction

Sous l'autorité d'un responsable hiérarchique ou sous le contrôle d'une personne chargée de la coordination de l'activité :

Débarrasse, nettoie et range la salle, l'office et la cuisine.

Assure la plonge.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 55 – Fonction assemblage de mets simples

N° fonction	Famille(s) de la fonction
55	Restauration
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction assemblage de mets simples

Contour succinct de la fonction

Sous l'autorité d'un responsable hiérarchique ou sous le contrôle d'une personne chargée de la coordination de l'activité :

Prépare et dresse des mets simples froids ou chauds par assemblage des différents éléments nécessaires, en se conformant à des normes de réalisation précises.

Le travail s'effectue hors de la présence du public.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 56 – Fonction de service en restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
56	Restauration
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction de service en restauration

Contour succinct de la fonction

Sous l'autorité d'un responsable hiérarchique ou sous le contrôle d'une personne chargée de la coordination de l'activité :

Assure le service de mets sur table, ou sur une chaîne de distribution ou encore dans un point de service...

Procède au ravitaillement des points de distribution.

Assure le service des boissons ou de mets simples dans une cafétéria, un foyer, un point café...

Éventuellement prépare et dresse des mets simples froids ou chauds par assemblage des différents éléments nécessaires, en se conformant à des normes de réalisation précises.

Le travail s'effectue en présence du public.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 57 – Fonction d'aide à l'élaboration des repas

N° fonction	Famille(s) de la fonction
57	Restauration
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction d'aide à l'élaboration des repas

Contour succinct de la fonction

Sous l'autorité d'un responsable hiérarchique ou sous le contrôle d'une personne chargée de la coordination de l'activité :

Aide à préparer, cuisiner des plats, des mets ou des repas comportant un menu unique simple.

Aide à réaliser des plats froids ou chauds relevant de sa partie.

La fonction implique la mise en œuvre de techniques et de règles de fabrication culinaire acquises préalablement.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 58 – Fonction d'élaboration des repas

N° fonction	Famille(s) de la fonction
58	Restauration
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'élaboration des repas

Contour succinct de la fonction

Prépare, cuisine des plats, des mets ou des repas.

Maîtrise et met en œuvre des techniques et des règles de fabrication culinaire lui permettant d'assurer la réalisation de l'ensemble des préparations relevant de sa partie ou la totalité des repas.

Peut assurer partiellement la formation de son personnel ou d'une partie de celui-ci.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 59 – Fonction d'encadrement/de supervision d'un service de restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
59	Restauration

Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'encadrement/de supervision d'un service de restauration

Contour succinct de la fonction

Organise et gère l'ensemble du processus de production des plats, des mets ou des repas dont il est responsable : approvisionnement, fabrication, présentation et distribution dans le respect des règles de sécurité et d'hygiène.

Assure l'encadrement du personnel de cuisine et l'encadrement ou la coordination des personnels de service en salle et de nettoyage.

Est le garant du respect des règles d'hygiène et de sécurité pour l'ensemble des personnels mis sous son autorité (hiérarchique ou coordination).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 60 – Fonction d'approvisionnement de la restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
60	Restauration
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction d'approvisionnement de la restauration

Contour succinct de la fonction

Est en charge de l'approvisionnement (commande, gestion des stocks...).

Peut participer à l'élaboration des menus, en relation avec la personne chargée de la préparation, et celle chargée de la gestion budgétaire de l'unité de restauration.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon le niveau de responsabilité du poste : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 61).

Fonction n° 61 – Fonction d'approvisionnement de la restauration

N° fonction	Famille(s) de la fonction
61	Restauration
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction d'approvisionnement de la restauration

Contour succinct de la fonction

Est en charge de l'approvisionnement (commande, gestion des stocks...).

Peut participer à l'élaboration des menus, en relation avec la personne chargée de la préparation, et celle chargée de la gestion budgétaire de l'unité de restauration.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon le niveau de responsabilité du poste : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 60).

Fonction n° 62 – Fonction de sécurisation simple des locaux

N° fonction	Famille(s) de la fonction
62	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction de sécurisation simple des locaux

Contour succinct de la fonction

Assure la permanence d'une présence physique et assure la sécurité des locaux et des équipements durant les périodes d'ouverture.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...) : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 63).

Fonction n° 63 – Fonction de sécurisation simple des locaux

N° fonction	Famille(s) de la fonction
63	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction de sécurisation simple des locaux

Contour succinct de la fonction

Assure la permanence d'une présence physique et assure la sécurité des locaux et des équipements durant les périodes d'ouverture.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...) : voir fonction de même intitulé, en strate I (fiche fonction n° 62).

Fonction n° 64 – Fonction de gardiennage

N° fonction	Famille(s) de la fonction
64	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction de gardiennage

Contour succinct de la fonction

Assure la permanence d'une présence physique et assure la sécurité des locaux et des équipements hors des périodes d'ouverture.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...) : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 65).

Fonction n° 65 – Fonction de gardiennage

N° fonction	Famille(s) de la fonction
65	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction de gardiennage

Contour succinct de la fonction

Assure la permanence d'une présence physique et assure la sécurité des locaux et des équipements hors des périodes d'ouverture.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon niveau de qualification (notamment en matière de sécurité...) : voir fonction de même intitulé, en strate I (fiche fonction n° 64).

Fonction n° 66 – Fonction de chauffeur

N° fonction	Famille(s) de la fonction
66	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction de chauffeur

Contour succinct de la fonction

Assure le transport des élèves au moyen d'un minibus ou d'un car.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 67 – Fonction logistique - manutention - transport - petit entretien

N° fonction	Famille(s) de la fonction
67	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction logistique - manutention - transport - petit entretien

Contour succinct de la fonction

Réalise de petits travaux d'entretien des locaux.

Effectue des travaux de manutention ou de transport (hors transport d'élèves) en interne ou inter-sites.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 68 – Fonction travaux d’entretien et de réfection bâtiments/espaces verts

N° fonction	Famille(s) de la fonction
68	Fonctions d’entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction travaux d’entretien et de réfection bâtiments/espaces verts

Contour succinct de la fonction

Réalise des travaux d’entretien ou de rénovation impliquant la mise en œuvre de savoir-faire techniques.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l’exerce sous l’autorité d’un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 69 – Fonction suivi de travaux et de chantier

N° fonction	Famille(s) de la fonction
69	Fonctions d’entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction suivi de travaux et de chantier

Contour succinct de la fonction

Prend en charge (en général sous la responsabilité d’un cadre de direction, si ce n’est pas un cadre de direction qui assure cette fonction) de la gestion de l’ensemble des travaux bâtiments de l’établissement : devis, assistance à la sélection des entreprises extérieures, suivi des chantiers, vérification des factures...

Met en œuvre et suivi le plan pluriannuel de travaux.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l’exerce sous l’autorité d’un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 70 – Fonction maintenance des équipements

N° fonction	Famille(s) de la fonction
70	Fonctions d’entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction maintenance des équipements

Contour succinct de la fonction

Assure la maintenance des équipements technologiques équipant les bâtiments selon les procédures définies dans l’établissement.

Fait l’interface avec les entreprises prestataires (accueille et accompagne les entreprises prestataires).

Assiste la direction dans l’évolution des matériels.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l’exerce sous l’autorité d’un supérieur hiérarchique.

Voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 71).

Fonction n° 71 – Fonction maintenance des équipements

N° fonction	Famille(s) de la fonction
71	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction maintenance des équipements

Contour succinct de la fonction

Assure la maintenance des équipements technologiques équipant les bâtiments.

Assure l'interface avec les entreprises prestataires et le suivi de leurs interventions.

Accompagne la direction et lui fait des propositions dans l'évolution des matériels.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 70).

Fonction n° 72 – Fonction informatique et réseau

N° fonction	Famille(s) de la fonction
72	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction informatique et réseau

Contour succinct de la fonction

Assure la maintenance des équipements et des réseaux informatiques.

Assure l'assistance auprès des utilisateurs.

Fait l'interface avec les entreprises prestataires.

Assure la sécurité des réseaux et des équipements informatiques.

Contribue à la veille technologique.

Pour l'assistance des enseignants, voir fonction d'auxiliaire technique et d'assistant technique (cf. supra dans cette étude des classifications).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 73 – Fonction ingénierie informatique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
73	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction ingénierie informatique

Contour succinct de la fonction

Conçoit ou fait évoluer les systèmes informatiques de l'établissement.

Assure la mise en place et la maintenance des matériels et logiciels liés aux systèmes d'exploitation et aux réseaux de l'établissement.

Assure une veille technologique.

Assiste la direction dans l'évolution des matériels.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 74 – Fonction encadrement d'équipe technique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
74	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction encadrement d'équipe technique

Contour succinct de la fonction

Encadre et anime une équipe technique et/ou de nettoyage et entretien.

Planifie les travaux de l'équipe.

Assure le suivi des travaux.

Rend compte des travaux effectués par son service.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon la qualification et la technicité requise : voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 75).

Fonction n° 75 – Fonction encadrement d'équipe technique

N° fonction	Famille(s) de la fonction
75	Fonctions d'entretien et de maintenance des biens et des équipements
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction encadrement d'équipe technique

Contour succinct de la fonction

Encadre et anime une équipe technique et/ou de nettoyage et entretien.

Planifie les travaux de l'équipe.

Assure le suivi des travaux.

Rend compte des travaux effectués par son service.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Selon la qualification et la technicité requise : voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 74).

Fonction n° 76 – Fonction sécurité

N° fonction	Famille(s) de la fonction
76	Autres fonctions techniques
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction sécurité

Contour succinct de la fonction

S'assure de la mise en conformité de l'établissement vis-à-vis de la réglementation (document unique, agrément...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement.

Selon la complexité de l'environnement et la technicité requise dans l'établissement :

- voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 77) ;
- voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 78).

Fonction n° 77 – Fonction sécurité

N° fonction	Famille(s) de la fonction
77	Autres fonctions techniques
Strate	Nom de la fonction
III	Fonction sécurité

Contour succinct de la fonction

S'assure de la mise en conformité de l'établissement vis-à-vis de la réglementation (document unique, agrément...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement.

Selon la complexité de l'environnement et la technicité requise dans l'établissement :

- voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 76) ;
- voir fonction de même intitulé, en strate IV (fiche fonction n° 78).

Fonction n° 78 – Fonction sécurité

N° fonction	Famille(s) de la fonction
78	Autres fonctions techniques
Strate	Nom de la fonction
IV	Fonction sécurité

Contour succinct de la fonction

S'assure de la mise en conformité de l'établissement vis-à-vis de la réglementation (document unique, agrément...).

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité hiérarchique du chef d'établissement.

Selon la complexité de l'environnement et la technicité requise dans l'établissement :

- voir fonction de même intitulé, en strate II (fiche fonction n° 76) ;
- voir fonction de même intitulé, en strate III (fiche fonction n° 77).

Fonction n° 79 – Fonction entretien du linge

N° fonction	Famille(s) de la fonction
79	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
I	Fonction entretien du linge

Contour succinct de la fonction

Assure la réception, le tri, le lavage du linge sale.

Assure la vérification de l'état et remise en état éventuel, le repassage, le rangement, le comptage-inventaire et la distribution du linge propre aux services demandeurs.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Fonction n° 80 – Fonction gestion et entretien du linge

N° fonction	Famille(s) de la fonction
80	Autres fonctions de service
Strate	Nom de la fonction
II	Fonction gestion et entretien du linge

Contour succinct de la fonction

Assure la gestion du stock de linge et le lien avec les fournisseurs.

Assure la réception, le tri, le lavage du linge sale.

Assure la vérification de l'état et remise en état éventuel, le repassage, le rangement, le comptage-inventaire et la distribution du linge propre aux services demandeurs.

Positionnement hiérarchique

Le titulaire de la fonction l'exerce sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique.

Annexe 2 Description des critères classant

Strates de classification	Description générale	Technicité et/ou expertise	Responsabilité	Autonomie	Communication	Management
Strate IV						
3	Fonction stratégique et de mise en œuvre stratégique, des délégations reçues, la capacité à se saisir d'enjeux et à construire - sur la base de ces enjeux, des conférences et des décisions - des lignes générales d'actions opérationnelles.	Possède les capacités lui permettant de diriger la direction de l'établissement, sur un champ de compétences défini, ou sur l'ensemble des problématiques de l'établissement.	Peut suppléer la direction de l'établissement sur son champ de compétences habituel.	La fonction implique une grande autonomie dans la définition ou dans l'organisation de l'ensemble des services ou équipes placés sous sa responsabilité et bien l'organisation de son temps et de son travail.	Doit savoir gérer des relations complexes et peut négocier pour l'établissement dans l'ensemble des champs d'activités de l'établissement.	Assure l'encadrement et la supervision de plusieurs équipes ou d'un secteur de l'établissement.
2	Possède les capacités lui permettant d'être responsable de l'ensemble des sujets liés à la vie de l'établissement.	Assume la responsabilité de l'action et de la mise en œuvre des objectifs et des actions, ainsi que de celles de ses collaborateurs. Est responsable des décisions et actions, ainsi que de celles de ses collaborateurs. Est garant de son action et, le cas échéant, de son avis devant la direction de l'établissement.	Assume la responsabilité de l'action et de la mise en œuvre des objectifs et des actions, ainsi que de celles de ses collaborateurs. Est responsable des décisions et actions, ainsi que de celles de ses collaborateurs. Est garant de son action et, le cas échéant, de son avis devant la direction de l'établissement.	La fonction implique de souvent contredire les attentes des différents acteurs et d'adapter l'établissement, même hors de son domaine de compétences, à la réalité de chacun d'eux, tout en maintenant la cohérence globale des messages.	Est appelé à diriger des collaborateurs et à gérer les relations avec les différents acteurs de l'établissement. Est le garant de la mise en œuvre de son rôle dans son domaine d'activité.	Manager son équipe. Assure la cohérence de l'ensemble des actions dans son domaine d'activité.
1	Possède l'expertise ou l'expérience dans son domaine de compétences lui permettant de participer à la prise de décision sur les sujets touchant à ce domaine de compétences.	Possède l'expertise ou l'expérience dans son domaine de compétences lui permettant de participer à la prise de décision sur les sujets touchant à ce domaine de compétences.	Possède l'expertise ou l'expérience dans son domaine de compétences lui permettant de participer à la prise de décision sur les sujets touchant à ce domaine de compétences.	Possède l'expertise ou l'expérience dans son domaine de compétences lui permettant de participer à la prise de décision sur les sujets touchant à ce domaine de compétences.	Est capable de gérer la communication avec l'ensemble de ses interlocuteurs dans son domaine de compétences.	Encadre son équipe. Encadre les réunions, ou à pôle d'un groupe de travail.
3	Realisation d'activités complexes impliquant de combiner ou de transporter des savoirs, des savoir-faire, ou de les transmettre.	Dispose d'une expertise et d'une expérience dans son domaine d'activité, ou d'un ensemble d'interlocuteurs internes (dont la direction de l'établissement) ou externes.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
2	La fonction implique une expertise reconnue dans un domaine d'activité particulier.	Dispose d'une expertise lui permettant de trouver une réponse appropriée à l'ensemble des situations professionnelles relevant de son domaine d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
1	La fonction implique une expertise reconnue dans un domaine d'activité particulier.	Dispose d'une expertise lui permettant de trouver une réponse appropriée à l'ensemble des situations professionnelles relevant de son domaine d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
3	Exécution d'activités complexes et déterminées nécessitant de mettre en œuvre des savoir-faire ou des savoir-faire acquis. Sait comment faire ce qu'on lui demande de faire. La fonction exige une qualification minimale (titres de formation, niveau II/ ou une expérience professionnelle).	Dispose d'une technicité et d'une expérience lui permettant d'être un référent technique dans son domaine d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
2	La fonction implique de savoir-faire et/ou des savoir-faire variés dans le cadre d'objectifs déterminés.	Dispose d'une technicité et d'une expérience lui permettant de réaliser tous les travaux relevant de son domaine d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
1	Fonction similaire.	Dispose d'une technicité de base dans son domaine d'activité, lui permettant de réaliser les travaux courants qui lui sont demandés.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
3	Exécution de tâches ou d'opérations simples répondant à un mode opératoire fourni ou saisi, ou à un mode opératoire simple. La fonction n'exige pas de qualification préalable. (Titres de niveau V ou VI).	Réalise des travaux d'exécution simples et répétitifs.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
2	La fonction implique de savoir-faire et/ou des savoir-faire variés dans le cadre d'objectifs déterminés.	Réalise des travaux d'exécution simples et répétitifs en utilisant des outils techniques simples et/ou des outils informatiques. Les tâches sont définies par des procédures ou des protocoles. Les moyens sont définis.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.
1	Fonction similaire.	Réalise des travaux d'exécution simples et répétitifs.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable de prendre en charge l'ensemble des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut négocier, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.	Est capable d'encadrer une équipe ou d'un groupe de travail.

Annexe 3 Tableau des critères classant par strate

Strate I

Exécution de tâches ou d'opérations simples répondant à un mode opératoire fourni au salarié. Fait ce qu'on lui demande, comme on le lui demande.

La fonction n'exige pas de niveau préalable (titres de niveau VI ou V).

	Degré 1	Degré 2	Degré 3
Technicité et/ou expertise :	La technicité est limitée, le travail est constitué de tâches simples pouvant être apprises sur le terrain ou par une formation courte. Les tâches sont définies par des consignes précises, les moyens sont définis.	Réalise des travaux d'exécution simples et répétitifs en utilisant des outils techniques nécessitant un petit apprentissage (pouvant être réalisé sur place).	Réalise des travaux nécessitant de mobiliser des savoir-faire variés appris précédemment par la formation ou l'expérience.
Responsabilité :	Responsabilité limitée au contenu des tâches confiées (faire).	Réalise le travail confié avec un niveau de qualité fixé, dans un délai fixé.	Est capable de savoir ce qu'il doit faire en fonction de la situation, sans intervention de son responsable. Le réalise selon le niveau de qualité requis, dans un délai convenable.
Autonomie :	La fonction s'exerce sans autonomie, sous le contrôle direct d'un encadrant ou dans le cadre de procédures précises.	Travaille sous le contrôle de son responsable hiérarchique dans le cadre d'un travail défini.	Réalise seul un travail qui lui a été confié, même si ce travail nécessite une part d'initiative dans son exécution.
Communication :	La fonction n'implique pas d'autre besoin de communication que le rendu compte à son supérieur hiérarchique.	Sait rendre compte des difficultés rencontrées dans son travail, ou des incidents dont il serait témoin.	Sait questionner son responsable pour obtenir toutes les précisions utiles sur le travail demandé. Sait rendre compte du travail réalisé, des difficultés rencontrées, des incidents dont il serait le témoin.
Management :	Le poste n'implique pas de fonctions managériales.		

Strate II

Exécution d'activités complètes et déterminées nécessitant de mettre en œuvre des savoir-faire ou des savoir-agir préalablement acquis.
Sait comment faire ce qu'on lui demande de faire.

La fonction exige une qualification minimale (titres de niveau V ou IV) et/ou une expérience validée dans une fonction similaire.

	Degré 1	Degré 2	Degré 3
Technicité et/ou expertise :	La fonction implique de mettre en œuvre des savoir-faire et/ou savoir-agir variés dans le cadre d'objectifs déterminés.	Dispose d'une technicité et d'une expérience lui permettant de réaliser tous les travaux relevant de son domaine d'activité.	Dispose d'une technicité et d'une expérience lui permettant d'être un référent technique dans son domaine d'activité.
Responsabilité :	Est responsable devant son encadrement du résultat de ses actions, dans la limite de ses capacités techniques. Doit être capable de faire appel à sa hiérarchie dès qu'un problème dépasse sa compétence.	Peut se voir confier des tâches moins courantes qu'il réalisera dans un délai fixé.	Est capable de prendre en charge sur son initiative des travaux qui relèvent de sa compétence, de les réaliser dans un délai fixé, et de rendre compte de son action.
Autonomie :	La fonction implique une autonomie limitée dans la prise de décision sur son cadre d'action (objectifs déterminés, sélection de moyens dans ceux mis à sa disposition, organisation de son travail) et la capacité à mobiliser sa hiérarchie.	Sait réaliser son travail courant sans avoir besoin de son responsable, et sait rendre compte de l'avancement de son travail.	Est capable, avec fiabilité, d'organiser son travail courant, et d'y intégrer des travaux non courants qui lui sont demandés.
Communication :	La fonction implique la capacité à établir des relations constructives avec ses interlocuteurs internes ou externes.	Est capable de prendre en charge des interlocuteurs externes pour des questions simples relevant de son champ d'activité.	Est capable d'accueillir et de prendre en charge tous les interlocuteurs internes ou externes, et de leur apporter une réponse pertinente, pour ce qui concerne son champ d'activité.

		Degré 1	Degré 2	Degré 3
Management :	Peut être conduit à accompagner, voire superviser, des tâches réalisées par un ou des salariés de strate I ou II, sans lien hiérarchique.	Peut accompagner des tâches réalisées par une ou plusieurs personnes.	Peut superviser des tâches réalisées par une ou plusieurs personnes (exemple : formation).	Peut être responsable d'un projet simple et superviser le travail réalisé par une ou plusieurs personnes.

Strate III

Réalisation d'activités complexes impliquant de combiner ou de transposer des savoirs, des savoir-faire, des savoir-agir pour répondre avec pertinence à une situation. Sait définir ce qu'il faut faire en fonction d'un objectif général ou d'une situation et sait le mettre en œuvre.

La fonction exige un niveau de formation (niveau III/niveau II) et/ou une expérience professionnelle.

	Degré 1	Degré 2	Degré 3
Technicité et/ou expertise :	La fonction implique une technicité, voire une expertise reconnue dans un domaine d'activité particulier.	Dispose d'une expertise lui permettant d'apporter une réponse pertinente aux situations professionnelles habituelles ou courantes relevant de son domaine d'activité.	Dispose d'une expertise et d'une expérience lui permettant de se positionner en conseil, sur son domaine d'activité, auprès de ses interlocuteurs internes (dont la direction de l'établissement) ou externes.
Responsabilité :	Est responsable devant sa hiérarchie de l'atteinte des objectifs opérationnels qui lui sont confiés et des champs d'expertise dont il est le garant. Est responsable des résultats et conséquences de ses actions ou décisions. Doit connaître les limites de ses compétences.	Est responsable des conséquences de son travail devant son responsable hiérarchique.	Est, compte tenu de son expertise, le garant du respect des règles de l'art de son travail au sein de l'établissement. Est à ce propos l'interlocuteur des partenaires externes de l'établissement.
Autonomie :	La fonction implique une grande autonomie dans l'organisation de son travail et le cas échéant dans celui de ses collaborateurs, dans le cadre des objectifs opérationnels qui lui sont confiés, de son champ d'expertise et des moyens qui lui sont mis à disposition.	Sait prendre en compte les contraintes des autres acteurs de son établissement dans l'organisation de ses priorités. Sait établir des collaborations et des coopérations avec ces acteurs.	Sait organiser son travail dans le cadre général de l'activité de l'établissement et adapter ses priorités à celles de l'établissement. Sait anticiper les besoins de l'établissement sans que l'on ait besoin de les lui donner explicitement.

		Degré 1	Degré 2	Degré 3
Communication	La fonction implique de savoir traduire les demandes de ses interlocuteurs dans son champ d'expertise et de savoir traduire ses impératifs techniques en enjeux pour ses interlocuteurs.	Est capable d'échanger, sur le mode requis (oral, écrit...) avec l'ensemble de ses interlocuteurs internes ou externes dans le cadre de ses fonctions, dans un domaine précis.	Est capable de prendre en charge l'ensemble de ses interlocuteurs internes ou externes, et de leur apporter une réponse pertinente, dans son champ d'activité. Peut conduire des négociations simples concernant son champ d'activité.	Est capable non seulement de gérer des relations complexes avec ses interlocuteurs internes ou externes, mais peut également conduire des négociations, avec prise d'initiatives, avec ces interlocuteurs, dans son champ d'activité.
Management	Peut être amené à encadrer une ou des équipes de salariés de strate I à III. Peut également animer une équipe projet dans un cadre non hiérarchique.	Peut être sollicité pour prendre en charge la formation d'un nouveau salarié, ou pour superviser, sans lien hiérarchique, le travail d'une ou plusieurs personnes.	Encadre des salariés de strate I et/ou II. Peut être animateur d'un groupe de travail sur un projet simple.	Est capable d'encadrer une équipe technique de même niveau que lui. Peut encadrer des salariés relevant d'une expertise différente de la sienne. Peut être responsable d'un groupe de travail sur un projet complexe.

Strate IV

Fonction stratégique et de mise en œuvre stratégique, impliquant, dans le cadre des délégations reçues, la capacité à se saisir d'enjeux et à construire (sur la base de ces enjeux, des contraintes et des moyens disponibles) les lignes générales d'actions opérationnelles.

La fonction exige un niveau de formation (niveau II/niveau I) et/ou une expérience professionnelle.

	Degré 1	Degré 2	Degré 3
Technicité et/ou expertise :	La fonction implique une expertise reconnue dans un ou plusieurs domaines d'activité et/ou une capacité à appréhender les problématiques spécifiques à plusieurs champs d'activité.	Possède l'expertise ou l'expérience dans son domaine de compétences lui permettant de participer à la prise de décision sur les sujets touchant à ce domaine de compétences.	Possède les capacités lui permettant de suppléer l'absence ou l'indisponibilité de la direction de l'établissement, sur un champ de compétences défini, ou sur l'ensemble des problématiques de l'établissement.
Responsabilité :	Est responsable vis-à-vis de la direction, et/ou de ses interlocuteurs externes (selon délégation reçue) de la mise en œuvre des axes et des objectifs stratégiques qui lui sont confiés. Est responsable des conséquences de ses décisions et actions, ainsi que de celles de ses collaborateurs.	Sait articuler les règles de l'art de son champ de compétences et l'intérêt de son établissement. Est garant de son action et, le cas échéant, de celle de son service devant la direction de l'établissement.	Peut suppléer la direction de l'établissement dans un champ plus large que son seul champ de compétences habituel.
Autonomie :	La fonction implique une grande autonomie dans la définition ou l'évolution des moyens, dans l'organisation du ou des services ou équipes placés sous sa responsabilité et bien entendu dans l'organisation de son temps et de son travail.	Planifie les actions et encadre les personnels relevant de son champ de compétences.	Est en capacité d'engager l'établissement dans des domaines excédant ses champs de compétences propres.

		Degré 1	Degré 2	Degré 3
Communication :	La fonction implique de comprendre les enjeux souvent contradictoires de différentes catégories d'acteurs et d'adapter sa communication à chacune d'elles, tout en maintenant la cohérence globale des messages.	Est capable de gérer la communication avec l'ensemble de ses interlocuteurs dans son domaine de compétences.	Est en capacité de prendre en charge les relations avec l'ensemble des partenaires de l'établissement, même hors de son domaine de compétences.	Doit savoir gérer des relations complexes et peut négocier pour l'établissement dans l'ensemble des champs d'activités de l'établissement.
Management :	Est appelé à diriger des collaborateurs directs. Est le garant du bon management au sein de ce périmètre de responsabilité.	Encadre son équipe. Est amené à animer des réunions, ou à piloter un groupe de travail.	Manage son équipe. Assume la responsabilité du travail dans son domaine d'activité.	Assure l'encadrement et assume la responsabilité de plusieurs équipes ou d'un secteur de l'établissement.

Annexe 4 Formation professionnelle : valorisation et favorisation du départ en formation

Formations suivies et attestées

Types de formation	Formalisation	Valorisation
Formations certifiantes, qualifiantes ou diplômantes Formation en vue du développement de compétences Formation en vue du maintien dans l'emploi Formation d'adaptation au poste ou à la fonction	Engagements réciproques (dans le cadre de l'entretien professionnel ou à tout moment)	Pour toutes les strates, une formation valorisée par période de 5 ans (limité à 3 formations dans chacune des strates) Conséquences convenues avant le départ en formation du salarié : – tout élément convenu entre les parties ; – une évolution du poste correspondant au minimum à la classification déterminée par les accords spécifiques, ou à défaut ; – l'attribution de 25 points

Défaut de formation

Formation d'adaptation au poste ou à la fonction	<p>Pour la strate I et pour la période 1^{er} septembre 2015/1^{er} septembre 2017</p> <p>Indemnité compensatrice pérenne de 15 points pour les salariés n'ayant jamais bénéficié d'une telle valorisation.</p> <p>Cette indemnisation ne concerne que la période 1^{er} septembre 2015 – 1^{er} septembre 2017.</p> <p>Les salariés en contrat d'insertion ou de réinsertion (CUI CAE) bénéficiant, en raison de la nature de leur contrat, d'un accompagnement spécifique lié à un projet individualisé sont hors champ de cette mesure.</p>
<p>Aucune formation au terme de la période sexennale</p> <p>Début de la période sexennale :</p> <p>Le 7 mars 2014 ou la date d'embauche si postérieure</p>	<p>Pour les salariés des établissements de moins de 50 salariés (ETP).</p> <p>Indemnité de 30 points dès le premier mois qui suit le terme de la période sexennale.</p> <p>En cas de modification législative, l'indemnité ne continuerait à être versée qu'aux salariés en ayant déjà bénéficié.</p>

Annexe 2 Temps partiel dans la branche EPNL

« Accord n° 2019-01 du 11 février 2019 relatif à l'organisation du temps partiel dans la branche EPNL

Préambule

Le contrat à durée indéterminée à temps plein est la formule contractuelle de principe dans la relation de travail telle que définie dans le code du travail.

Cependant, les parties au présent accord rappellent que le recours au temps partiel est inhérent à l'activité d'un établissement d'enseignement ou de formation (rythme structurel annuel, hebdomadaire et journalier des établissements [séquencé par la présence des apprenants dans les locaux]).

Les nécessités d'organisation des établissements d'enseignement et de formation liées au rythme scolaire ou universitaire induisent un recours au temps partiel important :

- sur les métiers en interaction ou en proximité avec les apprenants ou liés à la présence de ceux-ci dans les établissements (activités d'enseignement, de formation, d'intervention pédagogique, éducation et vie scolaire, restauration etc.) ;
- ou à l'inverse, sur les métiers ou activités qui ne peuvent s'exercer que lorsque les apprenants ne sont plus dans les établissements (ménage et service).

Dans l'enseignement, il est d'usage de recourir aux contrats à durée déterminée pour les activités d'enseignement ou connexes à celles-ci et pour des interventions ou activités non pérennes ou ponctuelles (cf. définition du CDD d'usage dit CDD'U dans le chapitre 2 de la convention collective EPNL). Ces situations induisent par nature un recours fréquent au temps partiel.

Le recours au temps partiel est lié dans l'enseignement supérieur et dans le second degré technique et professionnel à des interventions de courtes durées de professionnels à haute technicité qui, pour la grande majorité d'entre eux, sont en cumul d'emplois.

Le regroupement en demi-journées est techniquement complexe lorsque le temps a une référence annuelle, il devient d'ailleurs impossible à saisir lorsque le temps de travail comporte des séquences (temps induit et connexe) pendant lesquelles le salarié (enseignant) est totalement libre de son organisation.

Les parties au présent accord souhaitent que le volume horaire du salarié à temps partiel soit augmenté par tous les moyens, dans l'établissement quand cela est possible ou sur un autre emploi quand cela s'avère difficile.

Elles demandent :

- à la CPNEFP, en lien avec l'OPCO, de créer tout dispositif, comme le développement de parcours professionnels, permettant aux salariés à temps partiel, grâce à l'acquisition de compétences nouvelles de bénéficier d'une meilleure employabilité, d'un cumul d'emplois de nature ou de catégorie différentes ou d'une augmentation de leur durée de travail ;
- aux employeurs, en s'appuyant notamment sur les outils développés par la branche, de mettre en œuvre une politique de ressources humaines et une gestion prévi-

sionnelle des emplois et compétences (GPEC) à destination des salariés leur permettant d'atteindre une durée globale d'activité plus importante.

Compte tenu de l'hétérogénéité des métiers, des conditions d'emploi, des besoins organisationnels structurant ou des besoins des salariés, elles ont choisi de ne pas uniformiser les règles et d'éviter toute standardisation.

De nombreux salariés à temps partiel peuvent avoir d'autres activités professionnelles avec lesquelles l'emploi exercé dans les établissements d'enseignement doit s'articuler. Il en est de même des salariés ayant fait le choix d'arbitrer entre temps familial et temps de travail.

C'est pour toutes ces raisons que les parties se sont accordées :

- sur des modalités pratiques de dérogation aux principes généraux légaux gouvernant le temps partiel ;
- sur des règles spécifiques (durée minimale et modalités d'organisation du temps de travail) différentes selon les métiers et/ou la durée du temps de travail ;
- sur les contreparties à cette dérogation et la définition des garanties sociales spécifiques (regroupement des heures d'activité, accompagnement dans leur parcours personnel, priorités d'emploi etc.) ;
- sur deux modalités alternatives de regroupement en "demi-journées" pour les salariés à l'exclusion des personnels d'enseignement et de recherche, surveillants d'examen de l'enseignement supérieur et formateurs.

L'une permet un regroupement en 8 demi-journées maximum séparées par une "pause repas méridienne" et s'inscrivant dans une organisation traditionnelle du travail.

L'autre reprend l'idée développée dans l'accord de 2013 (période d'amplitude de 6 heures) mais en réduisant de 6 à 5 le nombre maximum de regroupements ;

- sur le principe que les modalités de mise en œuvre du temps partiel doivent être déterminées en bonne intelligence et de concert entre le salarié et l'employeur. Ce qui induit que les parties peuvent dans la détermination de ces modalités déroger contractuellement aux règles énoncées par le présent accord.

Les parties au présent accord rappellent que cet équilibre ne s'entend que si :

- le salarié à temps partiel bénéficie d'une équivalence de garanties sociales avec les salariés à temps plein mais également de garanties spécifiques liées à sa situation ;
- les modalités de mises en œuvre du temps partiel sont clairement établies en amont ;
- le consentement du salarié est éclairé (information du salarié sur la nature du contrat, interdiction de la modification unilatérale du contrat de travail) ;
- le salarié à temps partiel bénéficie d'une priorité :
 - sur les postes à temps plein ou à temps partiel lui permettant d'augmenter son volume horaire et par là même sa rémunération mensuelle ;
 - sur un volume d'activité supplémentaire non pérenne par voie d'avenant pour complément d'heures conclu en application des dispositions de l'article L. 3123-22 du code du travail ;
- le salarié à temps partiel bénéficie notamment d'actions de formation tant au niveau de la consolidation que de l'acquisition de compétences nouvelles favorisant ainsi l'employabilité.

Le présent accord :

- révisé les articles des sections de la convention collective EPNL identifiés à l'article 12 du présent accord ;

- annule et remplace l'accord sur le temps de travail du 18 octobre 2013 révisé le 10 mars 2015 conclu dans la branche de l'enseignement privé sous contrat ;
- révisé l'accord relatif à la réduction de la durée effective et à l'aménagement du temps de travail dans l'enseignement privé sous contrat du 15 juin 1999.

Le présent texte est un accord autonome, en application de l'accord de méthode du 6 juillet 2018. Il a vocation, à terme, à être intégré dans le corps de la convention collective EPNL.

Certaines de ses dispositions pourront être ventilées dans plusieurs articles de celle-ci selon le plan défini par les organisations représentatives signataires et les thématiques à regrouper (période d'essai, garanties liées à l'ancienneté, etc.).

Article 1^{er} | Champ d'application

Cet accord s'applique aux employeurs et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective EPNL (art. 2 de la convention collective EPNL).

Est considéré comme salarié à temps partiel le salarié dont la durée du travail est inférieure à la durée du travail fixée conventionnellement pour la branche ou l'entreprise ou à la durée du travail applicable dans l'établissement quel que soit le mode d'organisation de la durée du travail.

Les dispositions légales et conventionnelles relatives au temps partiel ne s'appliquent pas aux salariés en forfait jours et aux salariés en contrat de travail à durée indéterminée intermittent (CDII). Des dispositions légales et conventionnelles spécifiques leur sont applicables.

Section 1 Dispositions générales relatives au temps partiel

Article 2 | Contrat de travail

2.1. Contrat de travail écrit

Le contrat de travail du salarié à temps partiel doit être écrit et répondre aux conditions de forme définies par l'article L. 3123-6 du code du travail^[1] et par la convention collective EPNL (section 2 du chapitre 2 de la convention collective EPNL).

Toute modification du contrat de travail nécessite l'accord exprès des deux parties.

2.2. Avenants pour complément d'heures

Par avenant pour complément d'heures conclu en application de l'article L. 3123-22^[2] du code du travail, employeur et salarié à temps partiel peuvent augmenter temporairement la durée de travail prévue par le contrat de travail initial.

Le refus par un salarié d'accepter un complément d'heures par avenant ou de renouveler celui-ci n'est pas constitutif d'une faute.

Dans le cadre d'un avenant pour complément d'heures, la durée du travail peut être portée temporairement à hauteur du temps plein défini conventionnellement ou par accord d'entreprise.

Les heures accomplies dans le cadre de l'exécution de l'avenant pour complément d'heures sont rémunérées au taux horaire brut contractuel sauf dispositions conventionnelles spécifiques ou accord des parties^[3].

[1] Texte applicable à la date de signature du présent accord.

[2] Texte applicable à la date de signature du présent accord.

[3] En cas de modification des missions induisant une modification de classification le taux horaire brut est revu en conséquence.

Les heures éventuellement accomplies au-delà de la durée déterminée par l'avenant pour complément d'heures donnent lieu à une majoration de salaire de 25 %.

En dehors des situations de remplacement, le nombre maximal d'avenants pour complément d'heures pouvant être conclus est fixé à 4 par an^[1] et par salarié.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3123-6 du code du travail^[2], l'avenant temporaire doit mentionner les modalités de réalisation de ces compléments d'heures (motif du complément d'heures, durée d'application, nombre d'heures de travail et leur répartition tout au long de la durée de l'avenant).

Pour les salariés dont le temps partiel est annualisé ou modulé, la répartition fait l'objet d'un planning prévisionnel spécifique annexé à l'avenant.

Sur les priorités d'emploi et notamment via les avenants pour complément d'heures voir, article 4.

Article 3 | Période d'essai

La période d'essai d'un salarié à temps partiel est identique à celle d'un salarié à temps complet, dans les mêmes conditions d'emploi.

Article 4 | Priorités d'emploi

L'employeur veille à donner la priorité aux salariés à temps partiel qui souhaiteraient accroître leur volume horaire contractuel.

Conformément aux dispositions des articles L. 3123-3 et L. 3123-22, 3° du code du travail^[3] :

- les salariés à temps partiel qui souhaitent occuper un emploi à temps plein ou un emploi ayant une durée de travail supérieure à celle prévue dans leur contrat et notamment égale à la durée minimale légale bénéficient d'une priorité d'emploi sur ces postes ;
- les salariés à temps partiel bénéficient d'une priorité d'emploi sur les compléments d'heures non pérennes par voie d'avenant temporaire.

L'employeur porte, par tout moyen à la connaissance des salariés et du comité social et économique, les disponibilités d'emplois, les compléments d'heures non permanents par voie d'avenant temporaire et le cas échéant un volume horaire disponible de manière pérenne.

Le support d'information dont l'employeur demeure libre fait mention :

- des caractéristiques des postes concernés (la nature du contrat, volume d'heures, la durée de l'avenant temporaire, la rémunération, la classification, la catégorie socioprofessionnelle, les prérequis pour occuper le poste et les compétences attendues) ;
- du droit de priorité qui s'exerce sur des emplois équivalents ;
- et les conditions dans lesquelles les salariés peuvent l'exercer.

Le salarié qui souhaite exercer un droit de priorité formule sa demande par tout moyen permettant de déterminer une date certaine.

L'employeur répond au salarié, par écrit, dans un délai raisonnable à compter de la demande et au regard de la date de prise de fonction.

[1] Année scolaire ou universitaire ou année civile si l'établissement a cette référence.

[2] Texte applicable à la date de signature du présent accord.

[3] Textes applicables à la date de signature du présent accord.

Si l'employeur accepte la demande, les nouvelles modalités d'exécution du contrat de travail sont formalisées dans un avenant, le cas échéant temporaire^[1], à ce contrat. En cas de refus, en raison notamment d'un concours de priorités, l'employeur reçoit le salarié si celui-ci en fait la demande.

Article 5 | Heures complémentaires

Le salarié à temps partiel peut être conduit à effectuer des heures complémentaires dans la limite du tiers de la durée prévue au contrat qu'elle soit hebdomadaire, mensuelle ou annuelle^[2].

À l'intérieur de cette limite, un refus d'effectuer des heures complémentaires ne peut constituer une faute ou un motif de licenciement, si le salarié a été informé moins de 7 jours avant la date d'exécution de ces heures.

Ces dispositions sont mentionnées dans le contrat de travail.

Le taux de majoration de chacune des heures complémentaires accomplies est de :

- 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures prévues au contrat de travail ;
- 25 % pour chacune des heures accomplies entre le dixième et le tiers des heures prévues au contrat de travail.

Lorsque, pendant une période de 12 semaines consécutives ou pendant 12 semaines au cours d'une période de 15 semaines la durée moyenne de travail réellement effectuée par un salarié dépasse de 2 heures au moins par semaine, ou de l'équivalent mensuel ou annuel de cette durée, la durée de travail mentionnée dans le contrat de travail est modifiée. Un avenant est rédigé en conséquence^[3].

Pour les heures complémentaires accomplies au-delà de la durée de travail déterminée par l'avenant pour complément d'heures, voir l'article 2.2.

Article 6 | Interruption d'activité

L'horaire de travail du salarié à temps partiel ne peut comporter, au cours d'une même journée, plus d'une interruption d'activité. Cette interruption ne peut être d'une durée supérieure à 2 heures.

Pour les étudiants et les salariés en cumul d'emplois, une interruption de plus de 2 heures ou plusieurs interruptions d'activité peuvent être prévues sous réserve d'une durée minimale de travail de 3 heures sur la journée concernée^[4].

Les parties peuvent déroger aux dispositions de l'alinéa 1^{er} du présent article. Le contrat de travail énonce la (ou les) raison(s) invoquée(s) par le salarié ainsi que la ou les contreparties à cette dérogation.

Article 7 | Sécurisation des parcours professionnels

Les parties à l'accord s'engagent, au sein des instances et commissions dédiées, à créer tout dispositif favorisant le développement de parcours professionnels, permettant aux salariés à temps partiel, grâce à l'acquisition de compétences nouvelles, de bénéficier : d'une meilleure employabilité, d'un cumul d'emplois de nature ou de catégorie différentes ou d'une augmentation de leur durée de travail.

[1] Dans les conditions déterminées à l'article 2.2 du présent accord.

[2] Cf. la section 2 du chapitre 5 et notamment l'accord relatif à l'ARTT dans l'enseignement privé sous contrat du 15 juin 1999 étendu par arrêté du 23 décembre 1999 (JO du 26 décembre).

[3] Conformément à l'article L. 3123-13 du code du travail dans sa rédaction à la date de signature du présent accord.

[4] Sur les amplitudes cf. article 8.2.

Pour cela, elles demandent à la CPNEFP d'étudier :

- toute mesure permettant de développer l'accès au droit à la formation pour les salariés à temps partiel (catalogue formation, conseil personnel) et leur accès à la formation (actions en réseaux, accès facilité au conseil en évolution professionnelle) ;
- toute mesure permettant de favoriser la formation des salariés à temps partiel (priorités dans le plan de développement de compétences) ou la certification de leurs compétences.

Les parties à l'accord demandent à la CPNEFP de développer toute mesure permettant l'accompagnement des salariés et des entreprises notamment de moins de 50 salariés dans la "démarche compétences" et la dynamique de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (développement des zones de mobilité, développement des outils notamment numériques permettant une recherche d'emploi à temps plein ou complémentaire s'articulant avec l'emploi exercé à temps partiel).

Sur le bilan des actions menées, voir article 11.

Section 2 Dispositions spécifiques à la durée minimale de travail et contreparties organisationnelles subséquentes

Les parties au présent accord ont choisi d'user de la possibilité ouverte à l'article L. 3123-19 du code du travail, de déroger à la durée minimale légale de 24 heures. Afin de tenir compte des spécificités organisationnelles liées à l'activité d'enseignement ou de formation et d'une forte proportion de cumul d'activités sur ces emplois, il est fixé une durée minimale différente par catégories de métiers.

Dans ce cadre et outre les garanties sociales spécifiques dont ils bénéficient (voir section 1), les parties au présent accord ont prévu des contreparties organisationnelles au bénéfice de l'ensemble des salariés dont la durée de travail est inférieure à 24 heures. Ainsi, l'employeur proposera à tous les salariés dont la durée de travail est inférieure à la durée minimale légale, le regroupement de leur activité sur des journées ou des demi-journées, leur permettant ainsi de cumuler plusieurs activités à temps partiel afin d'atteindre une durée globale d'activité égale à un temps plein ou au moins égale à la durée minimale d'activité fixée par l'article L. 3123-27 du code du travail (24 heures).

Article 8 | *Tous les salariés à l'exclusion des personnels d'enseignement et de recherche, surveillants d'examen de l'enseignement supérieur et formateurs*

8.1. Durée minimale prévue au contrat

La durée de travail des salariés à temps partiel, à l'exclusion des personnels d'enseignement et de recherche, surveillants d'examen de l'enseignement supérieur et formateurs (cf. article 9) est au minimum de 17 h 30 par semaine ou son équivalent mensuel ou annuel.

En application des dispositions de l'article L. 3123-7 du code du travail, une durée de travail inférieure à celle fixée au premier alinéa du présent article peut être déterminée dans le contrat de travail. Le contrat de travail ou l'avenant vise dans son préambule ou dans l'article concerné les raisons énoncées par le salarié.

8.2. Regroupement des horaires par journées ou demi-journées

Les salariés à temps partiel bénéficient d'horaires de travail réguliers repris dans un planning annuel remis dans les 15 premiers jours de l'année^[1] ou de la (re) prise effective d'activité.

[1] Année scolaire ou universitaire ou année civile si l'établissement a cette référence.

Ce planning est éclairé par un emploi du temps hebdomadaire.

Les horaires de travail des salariés dont la durée de travail est inférieure à la durée minimale fixée par l'article L. 3123-27 du code du travail (24 heures) sont regroupés en séquences de travail selon l'une des deux modalités alternatives définies ci-dessous :

- regroupement en demi-journées dans la limite de 8 par semaine : sachant qu'une journée est composée de 2 demi-journées séparées par une interruption d'activité méridienne ;
- regroupement en plages d'activité dans la limite de 5 par semaine : pour l'application des présentes dispositions, la plage d'activité s'entend comme une période d'une amplitude de 6 heures consécutives pendant laquelle le salarié réalise son travail quel que soit son positionnement dans la journée.

L'alternative de regroupement d'horaires retenue par les parties figure au contrat de travail.

À titre dérogatoire, pour favoriser notamment le cumul d'activité ou en raison de la situation personnelle du salarié, les horaires peuvent être regroupés selon des modalités différentes. Dans ce cas, le contrat de travail ou l'avenant vise dans son préambule ou dans l'article concerné les raisons énoncées par le salarié.

8.3. Semaines à zéro heure dans les établissements ayant majoritairement des classes sous contrat

Les salariés exerçant dans les établissements ayant majoritairement des classes sous contrat (premier et second degrés) dont la durée de travail annualisée est inférieure à la durée minimale de travail fixée par l'article L. 3123-27 du code du travail bénéficient de 4 semaines à zéro heure par an^[1].

Deux de ces semaines doivent être accolées aux congés payés pris pendant la période de fermeture estivale de l'établissement sauf accord entre l'employeur et le salarié.

Article 9 | *Personnels d'enseignement et de recherche, surveillants d'examen de l'enseignement supérieur et formateurs*

Les enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, chargés d'enseignement, les surveillants d'examen de l'enseignement supérieur et les formateurs correspondent à des catégories d'emploi spécifiques et distinctes.

Compte tenu des contraintes organisationnelles inhérentes aux entreprises et/ou établissements de la branche EPNL, les parties conviennent que la durée minimale d'activité des enseignants, des enseignants-chercheurs, des chercheurs, chargés d'enseignement, des formateurs et des surveillants d'examen de l'enseignement supérieur est fixée comme suit :

9.1. Durée minimale prévue au contrat

Personnel concerné	Durée minimale	Précision
Enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs (enseignement supérieur)	Le cinquième de la durée de travail de référence à temps plein prévue par les dispositions conventionnelles applicables qu'elles soient de branche ou d'entreprise ^[1] .	

[1] Dans le cadre des dispositifs d'aménagement du temps de travail applicables dans les établissements ayant majoritairement des classes sous contrat (premier et second degrés) relevant de la convention collective EPNL, la semaine à zéro heure est une période non travaillée constituée de 6 jours ouvrables consécutifs. Les semaines à zéro heure apparaissent dans le planning annuel.

Personnel concerné	Durée minimale	Précision
Enseignants (1 ^{er} , 2 ^d degré)		
Formateurs	Le cinquième de la durée de travail de référence à temps plein prévue par les dispositions catégorielles de la convention collective EPNL ^[2] .	À défaut, une durée minimale équivalente aux référentiels formation définis dans le cadre d'un appel à projet ou une habilitation.
Les chargés d'enseignement et formateurs en cumul d'emplois	Une heure par journée travaillée ou calculée sur la période d'aménagement du temps de travail prévue par les dispositions conventionnelles applicables qu'elles soient de branche ou d'entreprise ^[3] .	Cette durée minimale est constituée des heures quantifiables de travail (heures de face-à-face pédagogique, heures de présence ou découlant d'une obligation de service [jurys d'examen, visite d'entreprise, stages etc.]).
Surveillants d'examen du supérieur		
<p>[1] Cf. section 2 du chapitre 5.</p> <p>[2] Cf. section 2 du chapitre 5 et notamment l'accord ARTT du 15 juin 1999 étendu par arrêté du 23 décembre 1999 (JO du 26 décembre).</p> <p>[3] Cf. section 2 du chapitre 5.</p>		

9.2. Regroupement des horaires par journées ou demi-journées

En contrepartie à la dérogation à la durée minimale fixée par l'article L. 3123-27 du code du travail (24 heures), les heures quantifiables (heures de face-à-face pédagogique, heures de présence ou découlant d'une obligation de service [jurys d'examen, visite d'entreprise, stages etc.]) font l'objet d'un regroupement sur des journées ou demi-journées.

Ces regroupements sont identifiés dans un planning ou un plan de charge déterminé en fonction de l'activité ou de la discipline concernée.

Section 3 Comité social et économique

Article 10 | Information du comité social et économique (CSE)

Conformément à l'article 4 du présent accord, la liste des disponibilités d'emplois ou compléments d'heures est mise à disposition du CSE par tout moyen.

Dans le cadre de la consultation sur la politique sociale ou le bilan social, et sauf périodicité différente prévue par accord d'entreprise, l'employeur informe le comité social et économique via la base de données économiques et sociales (BDES) :

- du bilan du travail à temps partiel réalisé dans l'entreprise et notamment lorsqu'il est aménagé sur des périodes excédant la semaine ;
- du nombre de demandes individuelles de dérogation à la durée hebdomadaire minimale de 24 heures ;
- du nombre d'avenants pour complément d'heures signés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3123-15 du code du travail^[1], le bilan à temps partiel est également communiqué aux délégués syndicaux de l'entreprise.

Le CSE est informé des recours ou demandes individuelles des salariés à temps partiel, formulées en lettre recommandée avec avis de réception, qui estimeraient ne pas avoir bénéficié d'une égalité de traitement et de la réponse apportée.

[1] Dans sa rédaction à la date de signature du présent accord.

Section 4 Dispositions techniques

Article 11 | *Suivi de l'accord*

Les parties au présent accord souhaitent que la CPPNI, en lien avec la CPNEFP, dresse un bilan pour appréhender les mesures prises dans le cadre de l'article 7 mais aussi sur le recours au temps partiel et les besoins des établissements dans le cadre d'une évolution des modèles économiques.

Article 12 | *Dispositions conventionnelles révisées et supprimées*

Le présent accord annule et remplace l'accord sur le temps de travail du 18 octobre 2013 conclu dans la branche de l'enseignement privé sous contrat et révisé le 10 mars 2015.

Toute référence à cet accord dans le corps de la convention collective EPNL est modifiée (sont notamment visées les sous-sections 2 des sections 3 à 9 de la convention collective EPNL, note de bas de page de l'article 5.3 de la section 9).

Les dispositions suivantes de la section 1 de la convention collective EPNL sont supprimées :

- article 43.1 "Recours au temps partiel" ;
- article 43.2 "Heures complémentaires" ;
- article 43.3 "Interruptions d'activité" ;
- article 43.5 "Garanties reconnues aux salariés à temps partiel".

L'article 13 "Temps partiel" de la section 8 de la convention collective EPNL est supprimé.

Les dispositions suivantes de l'accord relatif à la réduction de la durée effective et à l'aménagement du temps de travail dans l'enseignement privé sous contrat du 15 juin 1999 sont supprimées :

- article 3.4.2 "Droits des salariés à temps partiel" ;
- article 3.4.3 "Heures complémentaires" ;
- article 3.4.4 "Coupures quotidiennes". »

Convention collective nationale

IDCC : **3223 | ENTREPRISES DE TRANSPORT ET SERVICES MARITIMES**
(Personnels navigants officiers)

Accord du 9 décembre 2020

relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente
de négociation et d'interprétation (CPPNI)

NOR : ASET2150186M

IDCC : 3223

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ADF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UFM CFDT ;

CFE-CGC marine,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'article L. 2232-9 du code du travail, les organisations patronales et syndicales de salariés conviennent, après négociations, de mettre en place, par le présent accord, une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI), de définir ses missions, sa composition et son fonctionnement.

Au travers de la création de cette commission, les parties signataires du présent accord se sont assignées les objectifs suivants :

- maintenir un dispositif commun de garanties sociales pour les salariés ;
- prendre en considération les spécificités des entreprises de la branche ;
- assurer une représentation équilibrée des différents secteurs d'activité représentés au sein de la branche : long cours/cabotage national et international, services maritimes, remorquage, navigation côtière ;
- veiller à mener une négociation sociale constructive.

La CPPNI ainsi créée se substitue aux commissions paritaires existantes.

Chapitre I^{er} Champ d'application de l'accord

Le présent accord s'applique aux personnels navigants officiers inscrits à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) et engagés sous contrat de travail français par des

entreprises établies en France (métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Mayotte), dont l'activité principale est l'exploitation de navire ou l'activité de service auxiliaire spécifique au transport maritime listées ci-après.

Sont concernées toutes les entreprises couvertes par la convention collective nationale des personnels navigants officiers des entreprises de transport et services maritimes du 19 novembre 2012 et, notamment, les entreprises classées dans la nomenclature APE sous les codes :

- transports maritimes et côtiers de passagers (APE 50.10 – NAF 611A) ;
- transports maritimes et côtiers de fret (APE 50.20 – NAF 611B) ;
- renflouage maritime (APE 52.22.15) ; dragage ; lamanage.

Le présent accord s'applique aux navires et aux marins entrant dans le champ d'application des dispositions relatives aux conditions sociales du pays d'accueil.

Chapitre II Missions, organisation des réunions et moyens alloués aux négociateurs de la CPPNI

Article 2.1 | Missions de la commission

La CPPNI se réunit en vue des négociations périodiques suivantes :

- négociation annuelle sur les minima conventionnels et les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- négociations triennales sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la formation professionnelle, les conditions de travail, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, l'exposition aux facteurs de risques professionnels et sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;
- négociations quinquennales sur les classifications et l'épargne salariale.

La commission a pour mission de prendre en charge les questions sociales relevant de la branche professionnelle.

À cet effet, elle est l'instance de négociation des accords collectifs, notamment ceux prévus, à titre obligatoire, par la législation en vigueur. Elle émet des avis sur les problèmes d'interprétation de la convention collective et des accords collectifs de branche. Elle exerce les compétences fixées par les accords interprofessionnels sur la formation et l'emploi.

La CPPNI exerce, par ailleurs, les missions d'intérêt général suivantes définies par la loi :

- elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et d'emploi ;
- elle établit un rapport annuel d'activité sur les négociations menées au niveau de la branche, selon les modalités prévues par les textes législatifs et réglementaires. Ce rapport annuel d'activité, versé dans la base de données nationale prévue par l'article L. 2231-5-1 du code du travail, comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise conclus dans le cadre du titre II, des chapitres I^{er} et III du titre III et des titres IV et V du livre I^{er} de la 3^e partie du code du travail, en particulier de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche et formule, le cas échéant, des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées ;
- elle établit un bilan des actions menées en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans son rapport annuel d'activité, conformément aux dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail. Ce bilan est établi, soit à la demande expresse d'une partie demanderesse, soit à la demande d'une juridiction, la CPPNI peut rendre un avis sur

l'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif de branche présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges ;

- en cas de demande de conciliation, la CPPNI peut suggérer des solutions susceptibles de faciliter la résolution du différend entre les deux parties ;
- elle exerce pour la branche professionnelle les missions de l'observatoire paritaire de la négociation collective prévues à l'article L. 2232-10 du code du travail ;
- enfin, en matière d'emploi et de formation, la CPPNI est l'instance décisionnaire en matière de formation professionnelle : elle définit les orientations en la matière dans la branche. Elle est dotée en son sein d'une structure chargée de mettre en œuvre lesdites orientations.

Article 2.2 | Modalités de communication des conventions et accords collectifs d'entreprise à la CPPNI

La CPPNI exerce les missions de l'observatoire paritaire de la négociation collective mentionné à l'article L. 2232-10 du code du travail.

Les accords collectifs d'entreprise mentionnés à l'article 2.1 du présent accord sont adressés par voie postale à l'adresse suivante : Armateurs de France, CPPNI personnels navigants officiers, 47, rue de Monceau, 75008 Paris ou par courriel à l'adresse : cppni-officiers@armateursdefrance.org après suppression par la partie la plus diligente des noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

La CPPNI accuse réception des accords transmis auprès de l'entreprise. Cet accusé de réception ne préjuge en rien de la conformité et de la validité de ces accords collectifs d'entreprise au regard des dispositions du code du travail, et en particulier au regard des formalités de dépôt et de publicité applicables.

Article 2.3 | Composition de la CPPNI

Conformément aux dispositions légales en vigueur, la CPPNI est composée paritairement d'un collège de représentants des organisations d'employeurs et d'un collège de représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ d'application de la branche des personnels navigants officiers des entreprises de transport et services maritimes.

La parité est respectée dès lors que chacune des deux délégations est représentée.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche est composée d'un maximum 2 représentants. La délégation des représentants des organisations patronales représentatives dans la branche ne devra pas être supérieure à la délégation de l'ensemble des organisations syndicales de salariés.

Les membres de la commission sont mandatés par chacune des organisations intéressées pour siéger et prendre position.

Article 2.4 | Organisation des réunions de la CPPNI

La présidence de la CPPNI est assurée par le porte-parole de la délégation des employeurs.

Le secrétariat de la commission est tenu par les services d'Armateurs de France (adresse postale : Armateurs de France, CPPNI personnels navigants officiers, 47, rue de Monceau, 75008 Paris ou par courriel à l'adresse : cppni-officiers@armateursdefrance.org).

La commission est réunie, sur convocation adressée par le secrétariat, au moins quatre fois par an.

Elle est réunie, chaque année, autant de fois que nécessaire sur demande conjointe d'une organisation patronale et d'une organisation syndicale de salariés.

Le calendrier des réunions de négociation est fixé en fin d'année pour l'exercice suivant.

Les convocations aux réunions paritaires se font par courrier électronique.

La convocation contient l'ordre du jour déterminé d'un commun accord par les membres de la commission.

Lorsque des documents sont nécessaires à la préparation et à la tenue des réunions, ces derniers sont transmis par courrier électronique à toutes les organisations syndicales représentatives au niveau de la branche, dans la mesure du possible, au moins 5 jours ouvrés avant la tenue de celles-ci.

Article 2.5 | Moyens des négociateurs de la CPPNI

Les représentants à la négociation du présent accord doivent être mandatés par leur organisation syndicale. Ils doivent en justifier lors des diverses réunions de négociation.

Les réunions de la commission se tiennent à Paris dans les locaux d'Armateurs de France, structure ayant la charge de l'organisation des séances et peuvent se tenir en visioconférence pour tout ou partie des négociateurs.

Dans la limite de deux par organisation syndicale représentative, les membres de la délégation des salariés voient leurs salaires maintenus par leur entreprise. Le temps passé en commission et le temps de trajet pour s'y rendre ne sont pas pris en compte pour le calcul du décompte des heures supplémentaires et sont considérés comme du temps de travail effectif.

Les membres de la délégation des salariés bénéficient également d'un temps de préparation d'une durée de 3 heures et 30 minutes avant la tenue de chaque CPPNI. Ces 3 heures et 30 minutes sont allouées en amont de chaque séance de CPPNI et ne peuvent être cumulées si elles ne sont pas utilisées. Ce temps de préparation doit être pris en concertation avec l'employeur et ne devra pas avoir pour effet de désorganiser le fonctionnement interne de l'entreprise.

Le temps de préparation doit faire l'objet d'une auto-déclaration et de l'envoi d'une feuille d'émargement au secrétariat de la CPPNI en cas de réunion en présentiel.

Pendant le temps de préparation, le salaire des représentants syndicaux mandatés pour siéger à la CPPNI est maintenu.

Ce temps de préparation ainsi que le temps passé en commission permettront aux représentants syndicaux de générer des congés conformément au taux journalier applicable par leurs entreprises en position de « détachement » ou de « mission à terre ».

En cas d'absence de transmission des documents justificatifs mentionnés ci-dessus, il ne sera procédé à aucun maintien de salaire. Il en sera de même si le temps de préparation n'est pas exercé en amont de la réunion de la CPPNI.

En outre, les délégués salariés convoqués à une réunion de la CPPNI doivent, dans un délai raisonnable, tenir leur employeur informé, de la date de leur absence ainsi que sa durée et veiller à signer la feuille d'émargement en séance. Leur présence en réunion ne doit pas conduire à désorganiser les services de l'entreprise. Cette dernière s'efforcera de libérer le délégué salarié pour participer aux réunions, mais compte tenu des dispositions réglementaires et contractuelles en matière d'effectifs, ne pourra modifier son embarquement ou garantir son débarquement.

L'absence pour les temps de préparation et les réunions de la commission de négociation n'est pas imputée sur le crédit d'heures dont le salarié peut éventuellement bénéficier au sein de son entreprise pour l'accomplissement d'autres missions.

Enfin, les représentants de salariés bénéficient d'indemnités de frais de déplacement aux réunions de la CPPNI de façon exclusive à tout autre défraiement, pris en charge par l'organisation patronale Armateurs de France après envoi des éléments justificatifs (conformément aux dispositions de l'accord de branche sur les modalités de défraiements des représentants des organisations syndicales navigants lors de leurs déplacements aux instances paritaires du 30 juin 2011).

Chapitre III Commission d'interprétation

La CPPNI peut être saisie dans le cadre de sa mission d'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif.

Elle a pour rôle de résoudre les difficultés d'interprétation et d'application des dispositions conventionnelles et, par ailleurs, de rechercher amiablement la solution aux litiges individuels qui lui sont soumis.

La saisine de la commission est faite par une ou plusieurs représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche ou des organisations patronales représentatives dans la branche ou à la demande d'un salarié ou d'un employeur par lettre recommandée avec accusé de réception (adressée au secrétariat de la commission en précisant le nom de la commission saisie). Elle est accompagnée de l'objet de la demande, de sa justification et des pièces nécessaires à son examen. Le secrétariat convoque la commission après réception de la totalité des pièces nécessaires à son examen.

La commission se réunit dans un délai maximum de 2 mois suivant la réception de la demande.

Un avis d'interprétation est rendu lorsqu'il existe un accord, à l'unanimité, des membres de la commission d'interprétation. À défaut d'unanimité, la CPPNI dresse un procès-verbal de désaccord faisant état de la position de chaque collègue sur le sujet. Le secrétariat adresse l'avis d'interprétation ou le procès-verbal de désaccord au demandeur pour l'en informer.

Chapitre IV Commission de conciliation

La CPPNI peut être saisie d'une demande de conciliation suite à un différend collectif constituant un problème d'application de la convention collective nationale des personnels navigants officiers des entreprises de transport et services maritimes.

La saisine de la commission est faite par un ou plusieurs représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche ou des organisations patronales représentatives dans la branche ou à la demande d'un salarié ou d'un employeur par lettre recommandée avec accusé de réception (adressée au secrétariat de la commission en précisant le nom de la commission saisie). Elle est accompagnée de l'objet de la demande, de sa justification et des pièces nécessaires à son examen. Le secrétariat convoque la commission après réception de la totalité des pièces nécessaires à son examen.

La commission se réunit dans un délai maximum de 2 mois suivant la réception de la demande.

Il est entendu que si un membre de la commission fait partie de l'entreprise concernée par la demande de conciliation, ce membre ne peut pas siéger lors de l'examen du dossier.

La présence des parties est obligatoire à la commission de conciliation sauf sur justification impérative. En cas d'absence justifiée la réunion peut être reportée.

Article 4.1 | Déroulement de la procédure de conciliation

La procédure de conciliation se décompose comme suit :

1. La commission entend les parties séparément (en premier le demandeur puis le défendeur) ;

2. La commission entend les parties ensemble en vue de les amener à transiger ;
3. La commission rappelle aux parties les conditions et conséquences qu'entraîne une conciliation ;
4. La commission constate la conciliation ou la non-conciliation. Les décisions de la commission sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Article 4.2 | Formalisation de la décision des parties

En cas de conciliation :

- le secrétariat rédige les termes de la conciliation en trois exemplaires ;
- la conciliation est signée par les parties ;
- un exemplaire est remis à chacune des parties et le dernier est conservé par le secrétariat pour archivage.

En cas de non-conciliation :

- le secrétariat rédige un procès-verbal de non-conciliation en trois exemplaires ;
- un exemplaire est remis à chacune des parties et le dernier est conservé par le secrétariat pour archivage.

Chapitre V Dispositions finales

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5.1 | Durée et entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur et produit ses effets au lendemain de la date de son dépôt. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5.2 | Révision

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

L'engagement de la révision est réservé aux organisations signataires ou adhérentes de l'accord si elle est réalisée jusqu'à la fin du cycle électoral au cours duquel l'accord est conclu.

Si l'engagement de la révision a lieu à l'issue du cycle électoral, alors la révision peut intervenir à l'initiative de toutes les organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord.

Si une demande de révision est engagée, elle devra être accompagnée d'un projet mentionnant les points souhaitant être révisés.

Les négociations débiteront dans les 3 mois suivant la demande de révision. Toute demande de révision qui n'aura pas abouti dans un délai de 6 mois à compter de la demande de révision sera caduque.

Article 5.3 | Dénonciation

Conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, le présent accord pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des signataires ou adhérents avec un préavis de 3 mois.

La dénonciation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des autres signataires ou adhérents et déposée par la partie la plus diligente auprès des services du ministère du travail et du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

En cas de dénonciation, l'accord continue de produire effet pendant un délai maximal de 12 mois à compter de l'expiration du délai de préavis. Si un nouvel accord est conclu dans le délai de 12 mois suivant l'expiration du préavis, les dispositions du nouvel accord se substitueront intégralement à l'accord dénoncé.

Article 5.4 | Dépôt

Conformément aux dispositions des articles D. 232-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé auprès du ministère du travail en nombre d'exemplaires suffisants et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 9 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Avenant du 17 décembre 2020

à l'accord du 23 janvier 2020 relatif à la révision de l'accord du 26 mai 2016,
et transformant le CQP « Opti-vision » en diplôme « Opticien spécialisé »

NOR : ASET2150185M

IDCC : 1431

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ROF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CFTC CSFV ;

FS CFTD ;

FEC UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la création du titre à finalité professionnelle d'opticien spécialisé, l'organisme France compétences a demandé à ce qu'une personne morale soit désignée par la CPNE-FP de la branche afin de détenir les droits de propriété intellectuelle afférents, conformément aux dispositions de l'article L. 6113-4 du code du travail.

Les parties au présent accord souhaitent donc compléter le mandat donné au Rassemblement des opticiens de France dans l'article 5 de l'accord du 23 janvier 2020 afin qu'il intègre la question de la détention des droits de propriété intellectuelle.

Tel est l'objet du présent avenant.

Article 1^{er} | Modification de l'article 5

Le titre de l'article 5 de l'accord du 23 janvier 2020 « avenant n° 1 à l'accord du 26 mai 2016 » est complété. Il s'intitule désormais « Enregistrement du diplôme au RNCP et droits de propriété intellectuelle ».

Après l'alinéa 1^{er}, un nouvel alinéa est ajouté :

« La CPNE-FP et les personnes qui la composent désignent le Rassemblement des opticiens de France (ROF) comme détenteur des droits de propriété intellectuelle.

La CPNE-FP pourra à tout moment, désigner sur simple délibération une ou plusieurs personnes morales pour se substituer au ROF comme détenteur des droits de propriété intellectuelle de ce "certificat". »

Article 2 | Effets de l'avenant

Les autres clauses de l'accord du 23 janvier 2020 demeurent inchangées.

Article 3 | Durée de l'avenant et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Article 4 | Révision. Dénonciation de l'avenant

Toute demande de révision ou de dénonciation du présent avenant doit être signifiée selon les règles légales en vigueur.

Article 5 | Dispositions finales

Compte tenu du fait que le présent avenant a vocation à bénéficier à l'ensemble des entreprises de la branche optique lunetterie, quel que soit leur effectif, il n'y a pas lieu de prévoir des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

À l'issue du délai d'opposition de 15 jours, le présent accord sera déposé sur la plate-forme de téléprocédure du ministère du travail accompagné des pièces prévues à l'article D. 2231-7 du code du travail par le représentant légal de l'entreprise.

De plus, conformément à l'article D. 2231-2, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires, sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, par la partie la plus diligente auprès des services du ministre chargé du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant simultanément à son dépôt.

Enfin, le présent avenant sera transmis à France compétences pour enregistrement.

Fait à Paris, le 17 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Avenant du 7 janvier 2021

à l'accord collectif du 9 juillet 2015
relatif au régime de prévoyance des salariés
(maladie, chirurgie, maternité – décès, incapacité, invalidité)

NOR : ASET2150183M

IDCC : 176

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

LEEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNIC CGT ;

FCE CFDT ;

FNP FO ;

FCMT CFTC ;

CFE-CGC chimie ;

UFIC UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Grâce à une gestion attentive du régime de branche, les partenaires sociaux souhaitent améliorer les garanties du régime de branche sans que cela n'entraîne de hausse de cotisation. Par ailleurs, afin de faire face au prolongement dans le temps de la crise sanitaire due à l'épidémie de « Covid-19 », les parties signataires ont convenu, par dérogation aux dispositions de l'accord du 9 juillet 2015 relatif au régime de prévoyance des salariés de l'industrie pharmaceutique, de prolonger les mesures dérogatoires prévues par l'avenant du 9 juillet 2020.

Article 1^{er} | Indemnisation des arrêts de travail liés au « Covid-19 »

Les dispositions de l'article 16.5 prévues à titre provisoire jusqu'au 31 décembre 2020 par l'avenant du 9 juillet 2020 sont modifiées comme suit afin d'être applicable jusqu'au 30 juin 2021 :

« Jusqu'au 30 juin 2021, les arrêts de travail dérogatoire pour les personnes faisant l'objet d'une mesure d'isolement, décidée par l'assurance maladie, en tant que

“contact à risque de contamination” sont assimilés à une incapacité temporaire de travail de l’assuré consécutive à une maladie ou un accident.

Ces arrêts de travail dérogatoires donnent lieu au versement d’indemnités journalières complémentaires tant qu’ils donnent lieu au versement d’indemnités journalières de la sécurité sociale, dans les mêmes conditions notamment de franchise et de niveau d’indemnisation que les arrêts liés à une incapacité temporaire complète de travail ne relevant pas de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles visée à l’article 16.2 ci-dessus. »

Article 2 | Évolution des garanties

La garantie « médecine douce » prévue à l’article 17.2 est modifiée comme suit :

Médecine douce	
Ostéopathe, chiropracteur, acupuncteur, étiope, psychologue et psychothérapeute	30 € par séance, limité à 3 séances par an et par bénéficiaire

Article 3 | Entrée en vigueur et durée

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021.

Par exception, l’article 1^{er} cessera de produire effet le 30 juin 2021.

Article 4 | Entreprises de moins de 50 salariés

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir pour les entreprises de moins de 50 salariés des dispositions spécifiques types telles que prévues à l’article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 5 | Dépôt-publicité

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud’hommes de Paris.

Article 6 | Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l’emploi et de l’insertion l’extension du présent accord.

Fait à Paris, le 7 janvier 2021.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel

SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(établissements et services à but non lucratif)

Accord du 7 décembre 2020

relatif à la promotion et reconversion par alternance (Pro-A)

NOR : ASET2150198M

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

AXESS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSS CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les signataires du présent accord visent l'ouverture du dispositif de promotion par l'alternance aux qualifications répondant aux critères « de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences », requis par l'ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019, pour permettre l'extension de l'accord du secteur.

Le secteur sanitaire, social, médico-social privé à but non lucratif est aujourd'hui confronté à de fortes mutations des métiers, dans un contexte de fortes tensions sur certains d'entre eux, comme en attestent les résultats de l'enquête emploi 2017 réalisée par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications du secteur.

Notre secteur d'activité fait face depuis plusieurs années à des difficultés de recrutements. La crise sanitaire liée à la pandémie ne fait qu'aggraver cette situation. Plusieurs études plus récentes viennent confirmer les résultats de l'enquête emploi.

Sur le secteur des EHPAD, l'étude menée en 2018 par la DREES (Mahel BAZIN et Marianne MULLER, « Le personnel et les difficultés de recrutement dans les EHPAD », études et résultats, n° 1067, DREES, juin.) démontre ces difficultés de recrutements : « Le renouvellement du personnel est fréquent dans les EHPAD, 15 % du personnel ayant moins de 1 an d'ancienneté. Il s'avère difficile de gérer cette situation pour une partie de ces établissements puisque 44 % déclarent rencontrer des difficultés de recrutement, entraînant dans 63 % d'entre eux, la présence de postes non pourvus depuis plus de 6 mois » ou de « faisant fonctions » sur ces postes.

L'ouverture au dispositif de promotion par l'alternance est une garantie de sécurisation des parcours professionnels répondant à trois objectifs stratégiques de la politique emploi formation des branches du secteur :

- garantir la qualité de la prise en charge des personnes les plus vulnérables ;
- accompagner les mutations des emplois liées aux évolutions technologiques économiques et organisationnelles du secteur d'activité ;
- développer des parcours professionnels, favoriser la promotion sociale des salariés et développer l'attractivité du secteur.

Le présent accord, dans toutes ses dispositions, annule et remplace celles de l'accord du 29 octobre 2019 sur la promotion et reconversion en alternance dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif.

Champ d'application de l'accord

Le présent accord est applicable dans le champ dévolu au secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif défini par l'avenant n° 3 à l'accord n° 2005-03 du 18 février 2005.

Article 1^{er} | Objectifs

La reconversion ou la promotion par alternance a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation ou par des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience mentionnés à l'article L. 6313-5.

Article 2 | Publics visés

La reconversion ou promotion par alternance concerne :

- les salariés en contrat à durée indéterminée ;
- les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée conclu en application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, soient les salariés en CDI/contrat unique d'insertion (CDI/CUI) ;
- les salariés placés en position d'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1.

Pour pouvoir accéder à ce dispositif, les salariés ne doivent pas avoir atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au RNCP au grade de licence (niveau 6).

Il est précisé que les infirmiers diplômés avant 2012 sont éligibles au dispositif en application du décret n° 2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la 4^e partie du code de la santé publique.

Il est également précisé que les assistants de service social, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, éducateurs techniques spécialisés et conseillers en économie sociale familiale diplômés avant 2018 sont éligibles au dispositif en application de l'arrêté du 27 mars 2017 portant classification de certains diplômes du travail social selon la nomenclature des niveaux de formation. Le grade licence n'étant octroyé qu'à l'issue d'une formation entamée à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018.

Article 3 | Certifications éligibles

Conformément aux dispositions de l'article L. 6324-3 le présent accord définit les certifications professionnelles éligibles au dispositif.

Après avis de la CPNE-FP, les parties ont établi une liste de certifications correspondant à des métiers en tension dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif et permettant d'anticiper et faire face à des risques d'obsolescence des compétences de certains professionnels. Cette liste a été établie sur la base des résultats des travaux de l'obser-

vatoire prospectif des métiers et qualification et plus particulièrement sur ceux de l'enquête emploi 2017.

Des facteurs externes et internes : évolutions technologiques, évolutions des prises en charge, des pratiques de travail, évolutions législatives, les plans gouvernementaux, etc., impactent directement le fonctionnement de nos établissements.

De fait, notre secteur est traversé par des transformations profondes qui posent un risque d'obsolescence de compétences, voire une menace sur l'emploi de certains professionnels, mais aussi qui ouvrent de nouvelles opportunités pour ces professionnels. Les actions de reconversion par l'alternance pourront accompagner la sécurisation des parcours des professionnels, autour de 3 objectifs :

- garantir la qualité de la prise en charge des personnes les plus vulnérables ;
- accompagner les mutations des emplois liées aux évolutions technologiques, économiques et organisationnelles du secteur d'activité ;
- développer des parcours professionnels, favoriser la promotion sociale des salariés et développer l'attractivité du secteur.

1. Garantir la qualité de la prise en charge des plus vulnérables

Il s'agit de qualifier les professionnels du soin et de l'accompagnement médico-social et social et d'adapter leurs compétences aux nouvelles exigences et attentes sociales de prise en charge, via l'acquisition de certifications visant des prises en charges adaptées aux besoins des publics accueillis en établissement sanitaire ou médico-social. Il s'agit de permettre l'acquisition de qualifications :

- de premier niveau technique (ex : diplôme d'aide-soignant ou d'accompagnement éducatif et social), pour des professionnels agents de services ou animateurs ;
- paramédicales (diplômes de masseur kinésithérapeute par exemple) ou médicotechnique (brevet de préparateur en pharmacie). Ces certifications visent des métiers devenus en tension, car essentiels à la prise en charge de pathologies chroniques avec une optique de préservation des capacités et de l'autonomie des patients.

Par ailleurs et plus spécifiquement, il s'agira de permettre des formations de spécialisation nécessaires à l'exercice de l'emploi, telles que le diplôme d'État (DE) d'infirmier de bloc opératoire.

Les professionnels concernés sont :

- les agents de services ;
- les aides-soignants ;
- les infirmiers ;
- les accompagnateurs éducatifs et sociaux ;
- les animateurs.

Tout autre professionnel du secteur visant une des certifications visant un métier en tension listées ci-après, n'ayant pas atteint le grade de licence (niveau 6).

Les certifications visées sont :

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Agent de service logistique et d'hospitalité en milieu médico-social (ASLH)	3	Format différence	RNCP31882
TP – Agent de service médico-social	3	Ministère du travail	RNCP35028

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
CQP Surveillant de nuit qualifié	3	CPNE-FP Sanitaire social et médico-social	En attente
Certificat de maîtresse de maison		CPNE-FP Sanitaire social et médico-social	Ingénierie en cours
Diplôme d'État d'aide-soignant	3	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP4495
Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social	3	Ministère chargé des affaires sociales	RNCP25467
Brevet professionnel de préparateur en pharmacie	4	Ministère de l'éducation nationale	RNCP1008
Diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière	5	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP230
Diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie médicale	5	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP4858
Diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique	5	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	RNCP2950
Diplôme d'État d'ergothérapeute	6	Ministère chargé de la santé	RNCP18363
Diplôme d'État de psychomotricien	5	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP4861
DE – Masseur-kinésithérapeute	7	Ministère chargé de la santé	RNCP28353
DE – Certificat de capacité d'orthophonie	7	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34160
Certificat de capacité d'orthoptiste	6	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34219
DE – Infirmier de bloc opératoire	6	Ministère chargé de la santé	RNCP34862
DE – Éducateur technique spécialisé	6	Ministère chargé de la solidarité Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34828
DE – Moniteur éducateur (DEME)	4	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)	RNCP492

2. Accompagner les mutations des emplois liées aux évolutions technologiques, économiques et organisationnelles du secteur d'activité

La sécurisation du traitement et du partage des données personnelles et médicales (dans un contexte de prises en charges où le patient a affaire à une multitude d'intervenants) ou encore la sécurisation de prises en charge à distance (en particulier dans le contexte de crise sanitaire) qui reposent sur des technologies « fiables », mais aussi des compétences de gestion de projets bouleversent les fonctions administratives des établissements.

Il s'agit également d'accompagner la structuration des associations, notamment avec la mise en place de fonctions supports en ressources humaines, essentielles dans l'accompagnement des transformations associatives (à ce propos, voir l'étude « Anticiper les impacts RH des regroupements associatifs » de l'observatoire de l'UNIFAF datée du mois de novembre 2015).

Les professionnels qui les occupent (agents administratifs, secrétaires médicales) doivent bénéficier de formations, sous peine d'être en risque en termes d'employabilité. Les nouvelles

technologies ouvrent également de nouvelles opportunités d'évolution qui méritent d'être accompagnées.

Les professionnels concernés sont :

- les agents administratifs ;
- les agents d'accueil ;
- les secrétaires et assistant(s) ;
- tout autre professionnel du secteur visant une des certifications visant un métier en tension listées ci-après, n'ayant pas atteint le grade de licence (niveau 6).

Les certifications visées sont :

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Technicien de l'information médicale (DU)	5	Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse	RNCP30705
Licence professionnelle – Métiers de la santé : technologies (fiche nationale)	6	Université de Bordeaux Université de Bretagne Occidentale-Brest Conservatoire national des arts et métiers Université de Bourgogne-Dijon Université de Montpellier Aix-Marseille université Université de Lorraine Université de Strasbourg Université de Lille. Sorbonne université Université de Besançon Université de Paris	RNCP30114
Secrétaire médicale	4	SOSIM (systèmes opérationnels et services en informatique médicale)	RNCP17204
Secrétaire médicale	4	Institut de communication médicale (ICM)	RNCP29440
Secrétaire médical(e) médico-social(e)	4	ADIEL – ACF alternance – conseil – formation (ADIEL. – ACF)	RNCP25452
Secrétaire médical et médico-social	4	Centre national d'enseignement à distance	RNCP34063
Secrétaire médical – Secrétaire médico-social	4	Croix rouge française	RNCP29378
Secrétaire médical(e) et médico-social(e)	4	Pôle formation santé	RNCP9082
TP – Secrétaire assistant médico-social	4	Ministère du travail – Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)	RNCP5863
BTS – Services et prestations des secteurs sanitaire et social	5	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	RNCP5297
BTS – Assistant de gestion de PME-PMI à référentiel commun européen	5	Ministère de l'éducation nationale	RNCP6989
BTS – Services informatiques aux organisations	5	Ministère chargé de l'enseignement supérieur	RNCP17108
TP – Comptable assistant sanitaire et social	4	Ministère du travail – Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)	RNCP15152

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Licence professionnelle – Métiers de la GRH : assistant (fiche nationale)	6	Université Paris-Sud – Paris 11 Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne Université Paris Descartes – Paris 5 Université Paris 8 – Vincennes-Saint-Denis Université de Pau et des Pays de l'Adour Université de Poitiers Université de Rennes-1 Université de Rouen Université Jean Monnet – Saint-Etienne Université Paul Sabatier – Toulouse-3 Université Clermont Auvergne Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines Université d'Artois Université de Franche-Comté – Besançon Université de Bretagne Occidentale – Brest Université de Bretagne Sud Université de Caen Normandie Université Savoie Mont Blanc – Chambéry Université du Havre Université de Bourgogne – Dijon Université d'Évry-Val d'Essonne Université de Guyane Université de Limoges Université du Littoral Côte d'Opale Université Claude Bernard – Lyon-1 Université Lumière – Lyon-2 Université Jean Moulin – Lyon-3 Université Paris-Est Marne-la-Vallée Université de Montpellier Université de Nantes Université de Lorraine Université Grenoble Alpes Université de Lille Université Haute Alsace – Mulhouse Université de Picardie Jules Verne – Amiens	RNCP29806

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Licence professionnelle – Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi (fiche nationale)		Université de Bordeaux Université de Bourgogne – Dijon Université Paris-Est Marne-la-Vallée Université Panthéon Sorbonne – Paris-1 Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense – Paris-10 Université Paris-13 Université Clermont Auvergne Université d'Orléans Aix-Marseille université Université Grenoble Alpes Université de Rennes-2 Université de Lorraine Université de Reims Champagne-Ardenne Université de Strasbourg Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) Avignon université Le Mans université Université de Lille Université de Tours Université polytechnique – Haut-de-France – Valenciennes	RNCP29805

3. Développer des parcours professionnels, favoriser la promotion sociale des salariés et développer l'attractivité du secteur

L'enquête emploi 2017 réalisée par l'observatoire prospectif des métiers et qualifications du secteur avait déjà mis en avant ces difficultés de recrutements externes. La pandémie n'a fait qu'aggraver la situation.

Il est rappelé que, dans le secteur d'activité, 44 % des salariés du secteur ont un niveau de qualification inférieur ou égal au niveau 3. Il est urgent de permettre à nouveau aux établissements de notre secteur de faire de la promotion sociale pour des salariés qui connaissent déjà les conditions de travail dans nos établissements et qui resteront travailler dans notre secteur une fois formés.

Les professionnels concernés sont :

- les agents de services ;
- les aides-soignants ;
- les infirmiers ;
- les accompagnateurs éducatifs et sociaux ;
- les animateurs ;
- tout autre professionnel du secteur visant une des certifications visant un métier en tension listées ci-après, n'ayant pas atteint le grade de licence (niveau 6).

Les certifications visées sont :

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Diplôme d'État d'aide-soignant	3	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP4495
Diplôme d'État d'ergothérapeute	6	Ministère chargé de la santé	RNCP18363
Diplôme d'État de psychomotricien	5	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS)	RNCP4861
DE – Masseur-kinésithérapeute	7	Ministère chargé de la santé	RNCP28353
DE – Certificat de capacité d'orthophonie	7	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	RNCP34160
Certificat de capacité d'orthoptiste	6	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34219
DE – Diplôme d'État d'infirmier ou d'infirmière, grade de licence	6	Ministère de la santé	RNCP8940
DE – Éducateur spécialisé	6	Ministère chargé de la solidarité. Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34825
DE – Diplôme d'État d'assistant de service social	6	Ministère chargé de la solidarité. Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34824
DE – Assistant familial	3	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DHOS). Ministère chargé des affaires sociales	RNCP4500
DE – Conseiller en économie sociale familiale	6	Ministère chargé de la solidarité. Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34826
DE – Médiateur familial	6	Ministère chargé des affaires sociales	RNCP2028
Mandataire judiciaire à la protection des majeurs		Ministère des solidarités et de la santé	RS2923
DE – Éducateur de jeunes enfants		Ministère chargé de la solidarité. Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	RNCP34827
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université de Poitiers	RNCP30078
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université de Franche-Comté – Besançon	RNCP30078
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université de Bordeaux	RNCP30078
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne	RNCP30078
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université Paris-13	RNCP30078

Certification	Niveau	Certificateur	N° fiche RNCP
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université Jean Monnet – Saint-Etienne	RNCP30078
Licence professionnelle – Intervention sociale : accompagnement social	6	Université Paris Descartes – Paris-5	RNCP30078
Gestionnaire de services de soins infirmiers à domicile	6	Université de Montpellier	RNCP17233
DE – Diplôme d’État supérieur de la jeunesse, de l’éducation populaire et du sport – spécialité « animation socio-éducative ou culturelle » – mention « direction de structure et de projet »	6	Ministère chargé des sports et de la jeunesse	RNCP4910
BP – Brevet professionnel de la jeunesse, de l’éducation populaire et du sport	4	Ministère chargé des sports et de la jeunesse	RNCP28557

Article 4 | Organisation de la formation

Lorsque la reconversion ou la promotion par alternance prévoit des actions de formation, ces dernières associent des enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés dans des organismes publics ou privés de formation ou, lorsqu’elle dispose d’un service de formation, par l’entreprise et l’acquisition d’un savoir-faire par l’exercice en entreprise d’une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les qualifications recherchées.

Article 5 | Durée des actions

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les actions de reconversion ou de promotion par l’alternance doivent réunir deux conditions :

- une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois, pouvant être allongée pour les jeunes de 16 à 25 ans qui n’ont pas validé un second cycle de l’enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d’un diplôme de l’enseignement technologique ou professionnel ;
- une durée de la formation (positionnement, évaluation, enseignements, accompagnement, à l’exclusion des heures de stage, y compris celles prévues par les référentiels de certification) comprise entre 15 % de la durée du contrat avec un minimum de 150 heures et 25 % de la durée totale (soit 455 heures pour un emploi à temps plein pendant 1 an).

Le contrat de travail du salarié fait l’objet d’un avenant précisant la durée et l’objet de la reconversion ou de la promotion par alternance conformément à l’article L. 6324-6 du code du travail.

Afin de prendre en considération la spécificité du secteur sanitaire, social, et médico-social privé à but non lucratif, les signataires décident que, pour les certifications inscrites listées à l’article 3 du présent accord :

- la durée de l’avenant peut être portée jusqu’à 24 mois ;
- la durée des actions de positionnement, d’évaluation, d’accompagnement et d’enseignements généraux, professionnels et technologiques peut être portée au-delà de 25 % et, au maximum, jusqu’à 2 200 heures en demeurant dans la limite maximale de la certification visée.

Pour les personnes âgées de 16 à 25 ans révolus qui n’ont pas validé un second cycle de l’enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d’un diplôme de l’enseignement technologique ou professionnel, afin de compléter leur formation initiale :

- la durée de l’avenant peut être légalement portée, si nécessaire, jusqu’à 36 mois ;
- les signataires décident que la durée des actions de positionnement, d’évaluation, d’accompagnement et des enseignements généraux, professionnels et technologiques peut être portée au-delà de 25 % et, si nécessaire, jusqu’à 2 200 heures, en demeurant dans la limite maximale de la certification visée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux actions d’accompagnement à la VAE. Toutefois, les actions de formation visant une des certifications visées à l’article 3 suivies après passage devant un jury VAE sont éligibles.

Article 6 | Tutorat

6.1. Désignation du tuteur

L’employeur désigne un tuteur parmi les salariés de l’entreprise chargé d’accompagner chaque bénéficiaire de l’action de reconversion ou de promotion par l’alternance.

Le salarié choisi pour être tuteur doit être volontaire et justifier d’une expérience professionnelle d’au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l’objectif de professionnalisation visé.

6.2. Rôle, missions et statut du tuteur

Les dispositions de l’accord « formation professionnelle » en vigueur dans le secteur, relatives à la fonction tutorale sont applicables aux tuteurs pour le dispositif de la promotion et reconversion par alternance.

Article 7 | Financement

Les actions de reconversion ou de promotion par l’alternance sont financées prioritairement sur les fonds de l’alternance par l’OPCO.

Dans un souci de sécurisation des parcours professionnels promotionnels et afin de parvenir « à la garantie de bonne fin » des formations longues certifiantes du secteur, la période de reconversion ou promotion par l’alternance peut être mobilisée, notamment :

- en articulation avec le congé de transition professionnelle dont les critères de prise en charge sont possiblement définis par l’OPCO Santé sur la base des éventuels conventionnements établis par l’OPCO et les commissions de transitions professionnelles ;
- en articulation avec les fonds conventionnels, le cas échéant.

La CPNE-FP établit les montants de prise en charge des actions de professionnalisation en alternance. Cette prise en charge inclut les coûts pédagogiques et les frais annexes. Elle peut également inclure la rémunération pendant la formation.

Article 8 | Dispositions diverses

8.1. Dispositions abrogées

Sont abrogées les dispositions de l’accord du 29 octobre 2019 sur la promotion et reconversion par l’alternance dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif.

8.2. Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Pour l’application de l’article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires du présent accord conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir des stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l’article L. 2232-10-1 du code du travail.

8.3. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

8.4. Suivi de l'accord

Une présentation annuelle des accès à la certification permis par la mise en œuvre de l'accord sera effectuée en CPPNI. Le cas échéant, cette présentation sera suivie d'une révision de la liste des certifications visées.

8.5. Révision et dénonciation

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Toute demande de révision est accompagnée d'une proposition de nouvelle rédaction concernant le ou les articles soumis à révision, et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des autres organisations syndicales représentatives de salariés ainsi qu'aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives. Les discussions portant sur la révision devront s'engager dans les 3 mois suivant la date de réception de la demande. Le présent accord restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un avenant ou d'un nouvel accord.

La dénonciation du présent accord par une ou plusieurs des parties signataires peut intervenir à tout moment et devra être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation devra être motivée. Elle respectera un préavis de 3 mois pendant lequel le texte continuera de s'appliquer. À l'issue du délai de préavis, le texte continuera de produire ses effets pendant 1 an.

8.6. Formalités de dépôt et de publicité

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

8.7. Agrément

Le présent accord et les avenants qui viendraient à être conclus sont présentés à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

8.8. Extension

Les parties signataires conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent accord en vue de le rendre applicable à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

8.9. Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur à la condition de l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles et de son extension.

Il prendra effet au premier jour du mois suivant la réalisation des conditions cumulatives suivantes :

- la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément ;
- la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que la condition suspensive liée à l'agrément ministériel s'appliquera à toutes les entreprises et tous les établissements du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, indépendamment de l'activité concernée.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que l'accord puisse s'appliquer dans les différent(e)s entreprises et établissements relevant du même secteur de manière différente ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Fait à Paris, le 7 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3372 | Convention collective nationale

IDCC : **3090** | **SPECTACLE VIVANT**
(Entreprises du secteur privé)

Avenant du 24 novembre 2020

à l'avenant du 6 septembre 2017
relatif à la révision de la convention collective (article 7.3)

NOR : ASET2150199M

IDCC : 3090

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNES ;
PRODISS ;
SMA ;
FSICPA ;
Scènes,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNAPAC CFDT ;
SFA CGT ;
SNAM CGT ;
SYNPTAC CGT ;
SAMUP ;
FCCS CFE-CGC ;
SNAPSA CFE-CGC ;
FASAP FO ;
F3C CFDT ;
SNACOPVA CFE-CGC ;
SN2A FO ;
FNS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par un avenant du 6 septembre 2017, les parties signataires ont inséré un nouvel article 7.3 aux clauses communes de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé

du spectacle vivant (IDCC n° 3090) intitulé « Article 7.3 “CDD d’usage – liste des emplois” de la branche des entreprises du secteur privé du spectacle vivant ».

Cet avenant a été étendu le 17 février 2020 (avis relatif à l’extension publié au *Journal officiel* du 25 février 2020).

Article 1^{er} | Objet

Le présent avenant de révision a pour objet d’ajouter à la liste des emplois (2) « les autres fonctions suivantes », une ligne 34 rédigée comme suit :

	Famille	Liste des fonctions
34	Prise de son/Éclairage	Technicien(ne) console Pupitreux(euse)

Les dispositions du présent avenant de révision ont vocation à s’appliquer à l’ensemble des entreprises de la branche et tiennent compte des spécificités des entreprises de la branche qui sont à plus de 98 % des entreprises de moins de 50 salariés. Pour cette raison, le présent avenant de révision ne comporte pas de stipulations additionnelles spécifiques pour les seules entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | Durée de l’avenant

Le présent avenant de révision est conclu, comme l’avenant du 6 septembre 2017 qu’il complète, pour une durée indéterminée. À l’issue d’un délai de 5 ans à compter de son entrée en vigueur, les signataires du présent avenant se réuniront afin d’évaluer l’opportunité d’une éventuelle révision.

Article 3 | Dénonciation de l’avenant

Le présent avenant de révision pourra être dénoncé à tout moment par l’une des parties signataires sous réserve du respect d’un préavis de 4 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à l’ensemble des autres signataires par lettre recommandée avec demande d’avis de réception. Les parties se réuniront pendant le délai de préavis pour échanger sur les possibilités de négocier un nouvel avenant de révision.

Article 4 | Entrée en vigueur, dépôt et demande d’extension de l’avenant

Comme le prévoient les articles L. 2231-6, D. 2231-2, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail, le présent avenant de révision sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services du ministère chargé du travail ainsi qu’auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes du lieu de conclusion.

En application des dispositions de l’article L. 2261-5 du code du travail, l’ensemble des parties signataires demande que cet avenant de révision fasse l’objet d’un arrêté d’extension.

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de l’arrêté ministériel d’extension et s’appliquera à partir de cette date.

Fait à Paris, le 24 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3212 | Accords nationaux

ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Personnels intérimaires

Personnels permanents

Accord du 22 janvier 2021

relatif à la période de reconversion ou promotion par l'alternance dite « Pro-A »
pour les salariés intérimaires en contrat à durée indéterminée

NOR : ASET2150143M

Entre l' (les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Prism'emploi,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

FCS UNSA ;

CGT intérim ;

CFTC intérim,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En 2019, près de 2,7 millions de personnes, soit près de 777 000 salariés intérimaires en équivalents emplois temps plein ont travaillé dans l'intérim sur une très grande variété de métiers et de secteurs d'activité et plus particulièrement dans les secteurs de l'industrie, du BTP et du tertiaire. Plus de 75 % de ces salariés intérimaires sont des ouvriers et près de 41 % sont des ouvriers qualifiés. Par ailleurs, près de 48 000 salariés intérimaires étaient en CDI intérimaire à fin 2019 (sources : rapport économique Prism'emploi 1^{er} semestre 2020 et rapport de branche OIR 2019).

Le secteur de l'intérim étant par nature multisectoriel, son niveau d'activité est totalement corrélé à celui des secteurs d'activité qui ont recours à l'intérim.

Or, la crise sanitaire, économique et sociale que traverse actuellement la France a touché la majorité des secteurs professionnels qui enregistrent des baisses d'activité entraînant, par voie de conséquence, une baisse inédite et durable du niveau d'activité des entreprises du secteur de l'intérim. Les effets sur l'emploi intérimaire sont désastreux avec près de 110 000 emplois en

équivalent temps plein détruits (source : baromètre Prism'emploi novembre 2020 par rapport à 2019).

Ainsi (source : baromètre Prism'emploi novembre 2020 par rapport à 2019) :

- dans le secteur du BTP, la baisse de l'emploi intérimaire atteint – 19,9 % ;
- l'intérim industriel, en recul de – 15,9 % reste fortement impacté par les difficultés économiques des filières aéronautiques ;
- dans le commerce et les services, les baisses sont respectivement de – 26,7 % et – 25 % ;
- à rebours des autres secteurs utilisateurs, l'emploi intérimaire se maintient dans les transports-logistique (+ 13,8 %), grâce au développement des activités d'entreposage et de tri postal, porté par l'essor du commerce électronique.

Dans ce contexte inédit, l'accompagnement et l'anticipation des mobilités et des reconversions professionnelles sont au cœur des enjeux de l'emploi et de la formation dans la branche.

Face à l'urgence de la situation, l'adaptation des compétences et des qualifications à l'évolution rapide des besoins de l'économie devient une préoccupation majeure pour les partenaires sociaux de la branche qui ont décidé, par accord du 10 juillet 2020, d'initier une démarche de GPEC de branche en cours de déploiement dans le cadre d'un accord d'engagement de développement des emplois et des compétences (EDEC) conclu avec le ministère du travail.

L'un des objectifs de cette démarche de GPEC de branche est de sécuriser les trajectoires et les reconversions professionnelles des salariés intérimaires grâce à un renforcement de leurs compétences et de leurs qualifications et une meilleure adéquation entre ces compétences et qualifications et les besoins d'emploi identifiés au plus près de la réalité des territoires.

En outre, au-delà de ces analyses conjoncturelles, les entreprises ayant recours à l'intérim recherchent une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Elles sont ainsi en attente d'une maîtrise technique importante et proposent des missions accessibles à des salariés intérimaires disposant de la bonne qualification.

Afin d'accompagner les entreprises de travail temporaire et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETT/ETTI) dans la sécurisation des trajectoires professionnelles de leurs salariés intérimaires, les partenaires sociaux de la branche souhaitent, par le présent accord, favoriser le recours à la période de reconversion ou de promotion par l'alternance, dite « Pro-A », par des actions de formation ou par des actions de validation des acquis de l'expérience, ayant pour objectifs :

- soit la reconversion professionnelle permettant au salarié de changer de métier ;
- soit la promotion sociale ou professionnelle permettant de valoriser le parcours du salarié.

Conformément à la législation en vigueur, la mobilisation de la « Pro-A » par les ETT/ETTI nécessite l'établissement d'une liste de certifications éligibles dans le cadre d'un accord de branche étendu, élaborée à partir de constats de forte mutation d'activité et du risque d'obsolescence des compétences des salariés visés.

En conséquence, sur la base des travaux menés par la CPNE de la branche, les parties signataires du présent accord, conviennent des stipulations suivantes :

Article 1^{er} | Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de préciser les certifications accessibles dans le cadre de la « Pro-A » conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les parties signataires souhaitent également rappeler, dans le cadre du présent accord, les modalités de mise en œuvre de la « Pro-A », ainsi que les conditions de sa prise en charge visées dans l'accord du 29 novembre 2019 en faveur du développement des compétences et des qualifications des salariés de la branche du travail temporaire tout au long de leur vie professionnelle.

Article 2 | *Publics bénéficiaires*

Peuvent bénéficier du dispositif « Pro-A », les salariés intérimaires titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI), tel que mentionné à l'article L. 1251-58-1 du code du travail.

Pour les salariés intérimaires titulaires d'un contrat de mission, tel que mentionné à l'article L. 1251-1 du code du travail, les partenaires sociaux de la branche sont en cours de discussion avec le ministère du travail aux fins d'examiner les conditions de leur éligibilité au dispositif « Pro-A ».

Une fois que ces conditions seront arrêtées, les partenaires sociaux de la branche conviennent de conclure un avenant au présent accord.

Article 3 | *Certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A »*

Article 3.1 | *Principes*

Conformément à la législation en vigueur, la « Pro-A » vise les actions de formation nécessaires à l'acquisition d'une certification, qui peut être :

- soit être le socle commun de connaissances et de compétences professionnelles (certificat CléA et CléA numérique) ;
- soit être l'une des certifications enregistrées au RNCP et figurant dans une liste de branche élaborée sur la base d'éléments d'analyse, permettant de justifier les choix des certifications professionnelles retenues, au vu des constats et anticipations de forte mutation d'activité et de risque d'obsolescence des compétences.

Par ailleurs, en application de la législation en vigueur, les actions de formation complémentaires à la validation des acquis de l'expérience (VAE) visant l'acquisition des certifications mentionnées dans la liste fixée dans le cadre du présent accord, sont également éligibles à la « Pro-A ».

Article 3.2 | *Constats et analyses justifiant les choix des certifications retenues*

Dans le cadre de ses travaux en vue d'élaborer la liste des certifications éligibles à la « Pro-A » pour les salariés intérimaires, la CPNE de la branche s'est appuyée sur les résultats de l'étude « Métiers à enjeux dans l'intérim » produite par l'observatoire de l'intérim et du recrutement (OIR) et de deux études industrie et logistique réalisées par l'OPCO AKTO.

L'objectif de l'étude « Métiers à enjeux dans l'intérim » menée en 2019 par l'OIR, était de déterminer, dans une approche prospective, les métiers à enjeux en matière d'emploi et de compétences dans le travail temporaire et de caractériser les problématiques de recrutement.

Les résultats de cette étude ont permis de tirer les enseignements suivants :

L'intérim étant une forme d'emploi et non un métier en tant que tel, il connaît des dynamiques emplois-compétences qui lui sont propres. Ainsi un métier peut être considéré « en déclin » au sein d'un secteur d'activité – en raison d'une automatisation à venir par exemple – et dans le même temps voire son taux de recours à l'intérim augmenter fortement. À l'inverse, des processus de « réinternalisation » de compétences peuvent conduire à un recul du taux de recours à l'intérim alors que le métier augmente fortement en volume au sein d'un ou plusieurs secteurs d'activité.

Pour mieux appréhender ces dynamiques emplois-compétences spécifiques au travail temporaire, l'OIR a mis en relief 30 premiers métiers à « enjeux », sur lesquels ces dynamiques sont les plus saillantes, en termes de tension, de déclin ou de mutation, au sein des principaux secteurs d'activité ayant recours à l'intérim à savoir, l'industrie, la construction, le transport logistique, le tertiaire et le commerce.

Dans le cadre de ces travaux d'étude, l'OIR a classé les métiers sur lesquels l'intérim est fortement sollicité en fonction de leurs enjeux :

- les métiers en transformation/mutation tels que le préparateur de commandes évoluant en métier d'agent de Picking, qui correspondent à l'évolution et à la transformation de certaines fonctions traditionnelles, de métiers historiques en lien avec les nouvelles technologies ;
- les métiers en déclin/en obsolescence tels que le rémouleur et le poinçonneur dont les domaines d'activité ou la raison d'être sont en voie de disparition en raison notamment de l'évolution des techniques et de la réglementation ;
- les métiers émergents/en développement tels que le community manager, le chargé de conformité, le digital planner qui apparaissent suite à l'adaptation du secteur, de l'entreprise à un environnement changeant (innovations, nouveaux besoins de la société, réglementation,...). Deux critères permettent de qualifier le métier « d'émergent » : les offres de métiers sont en croissance constante et l'intitulé du métier tend vers une appellation commune. Le cas échéant, des formations se mettent en place pour répondre au besoin de professionnels sur le terrain ;
- les métiers en tension souffrant d'une inadéquation effective ou prévisionnelle, souvent à la maille bassin d'emploi, entre les besoins et les ressources que celle-ci s'exprime en termes d'embauche ou d'écart de compétences entre compétences détenues et compétences exigées ;
- les métiers concurrencés par d'autres formes d'emploi (auto-entrepreneuriats, travailleurs détachés...) tels que l'ouvrier du bâtiment ou le chauffeur routier.

Ces analyses ont permis d'identifier les métiers ayant des dynamiques d'emploi très fortes dans l'intérim en termes de tension, de mutation de compétences, d'émergence et de potentiel de croissance.

Dans ce contexte, l'étude de l'OIR a permis aux partenaires sociaux de déterminer une liste suivante de premiers métiers à enjeux dans l'intérim :

Secteurs d'activité	Métiers identifiés
Transport logistique	Le cariste Le chauffeur routier (PL, SPL...) Le préparateur de commande Le manutentionnaire
Commerce	Le cuisinier Le serveur
Construction	Le coffreur/bancheur/coffreur-bancheur Le conducteur d'engins L'électricien Le maçon Le menuisier Le plaquiste

Secteurs d'activité	Métiers identifiés
Industrie	L'opérateur de production/agent de production Le conducteur de ligne Le conducteur d'équipement de production alimentaire Le soudeur Le technicien de maintenance Le tourneur fraiseur
Tertiaire/services	Le comptable L'aide-soignant Le mécanicien Le technicien fibre optique Le community manager Le webmaster

En complément de ces analyses, les deux études sur « Les évolutions des emplois intérimaires dans l'industrie et la logistique » menées en 2019 par l'OPCO AKTO avaient pour objectif d'appréhender les évolutions des besoins en compétences des entreprises industrielles et de la logistique liées aux transitions numérique et écologique et leurs conséquences sur le recours à l'intérim.

Les résultats de ces deux études ont permis de tirer les enseignements suivants :

Le secteur industriel connaît une mutation technologique profonde caractérisée par une interconnexion des machines et des systèmes au sein des sites de production, entre eux et à l'extérieur. Cette industrie du futur « 4.0 » intègre de réelles transformations amenant des solutions nouvelles pour les technologies et les modes d'organisation. Pour les deux secteurs d'activité industriels observés dans l'étude – l'agroalimentaire et l'aéronautique – cette mutation technologique génère de nouveaux besoins en compétences.

Ainsi dans l'industrie alimentaire les mutations technologiques entraînent principalement une réduction du nombre d'opérateurs, un développement des postes de conduite de machine et de conduite de ligne et l'intégration accentuée d'automatisme et d'innovations technologiques dans les fonctions de maintenance.

Ces mutations génèrent des besoins en intérim importants sur les métiers suivants :

- opérateur de production ;
- conducteur de ligne ;
- pilote de ligne de production ;
- technicien de maintenance ;
- et agent de maintenance.

Ces évolutions s'accompagnent également de nouveaux besoins en compétences liés aux impacts du numérique. À titre illustratif pour le métier de conducteur de machine agroalimentaire, ces nouvelles compétences portent sur :

- le suivi de plusieurs lignes de production en simultané en utilisant des outils de contrôle ;
- l'utilisation, la manipulation et l'interprétation des données des nouveaux outils de contrôle (rayon X...) ;
- la réalisation d'une maintenance de niveau 1 voire 2 sur des équipements automatisés et robotisés (compétences en programmation robotique, électromécanique, électronique) ;

- la connaissance et la sensibilisation des opérateurs de production aux respects des consignes de tri et de limitation du gaspillage alimentaire.

Dans l'industrie aéronautique, l'automatisation et la robotisation du processus industriel rendues nécessaires par la montée en cadence, impactent l'ensemble des fonctions de production (usinage, assemblage, soudage...) : la fonction d'assemblage étant particulièrement impactée par cette tendance. De fortes tensions sont par ailleurs identifiées sur les métiers de peintre en aéronautique et de monteur câbleur.

Face à ces évolutions de nouveaux besoins en compétences émergent. À titre illustratif, pour le métier de soudeur aéronautique, ces nouvelles compétences portent sur :

- la maîtrise des procédés et techniques de soudure liée aux nouveaux matériaux ;
- le réglage et la réalisation de la maintenance de premier niveau sur des machines complexes ;
- la compréhension et l'interprétation des données issues des outils numériques pour le contrôle et la conformité des pièces soudées.

Le secteur des activités de la logistique connaît de profondes mutations en lien avec l'accroissement de l'activité, l'intégration croissante des technologies digitales, le développement de l'omnicanal ou encore la plus grande prise en compte des enjeux de RSE et de développement durable.

La mécanisation et la digitalisation accrue des entrepôts entraînent un accroissement des besoins en recrutement sur des métiers tels que :

- le technicien de maintenance qualifié ;
- l'inventoriste ;
- le gestionnaire de stocks ;
- le chef de projet IT/informatique/analyse de données ;
- et le responsable de process informatique.

Même si le recours à l'intérim reste ciblé en priorité sur les métiers les moins qualifiés, les ETT/ETI constatent une augmentation régulière de recours à des salariés intérimaires plus qualifiés. La poursuite de la croissance de la demande devrait générer des besoins en recrutement en hausse qui pourraient augmenter le niveau de recours à l'intérim.

Ces évolutions s'accompagnent également de nouveaux besoins en compétences liées au numérique. À titre illustratif, pour le métier de cariste, ces nouvelles compétences portent sur :

- l'utilisation des interfaces numériques (logiciels) et des outils digitaux identifiant les colis à charger/décharger et leur emplacement ;
- l'interprétation et l'analyse des données des bordereaux numériques de livraison et d'enregistrement (qualité, quantité) et l'alerte en cas d'anomalie ;
- la manipulation de plusieurs types d'engins de levage et de manutention (pour s'adapter aux différents produits) ;
- la manipulation des outils de manutention dans des espaces restreints (containers plus chargés).

Les constats et analyses prospectives contenues dans ces études réalisées avant la crise sanitaire restent d'actualité car elles s'appuient sur des tendances fortes s'inscrivant dans le moyen et long terme.

En outre, en vue d'avoir une approche exhaustive et actualisée, la CPNE de la branche a également recensé des besoins en compétences et en qualifications qui :

- pour une part, relèvent de besoins régulièrement exprimés par les entreprises utilisatrices et constituent des opportunités d'emploi et de parcours professionnels pour les salariés intérimaires en CDI ; et

- pour une autre part, émergent depuis la crise sanitaire et constitueront un volume important de la demande de salariés intérimaires qualifiés dans les prochaines années.

Ainsi les métiers relevant des secteurs d'activité identifiés par l'OIR et l'OPCO AKTO ont été complétés notamment dans le champ du médical, du médicosocial et du numérique.

Article 3.3 | Liste des certifications retenues

Afin de renforcer et de sécuriser les compétences et les qualifications des salariés intérimaires en CDI et de permettre aux ETT/ETI de les positionner ou repositionner sur l'ensemble des métiers identifiés, les partenaires sociaux de la branche souhaitent favoriser la mobilisation de la « Pro-A » sur des certifications professionnelles en lien avec ces métiers cibles.

En conséquence, les parties signataires définissent en annexe du présent accord, la liste des métiers et des certifications professionnelles associées.

Article 4 | Durée de la « Pro-A »

La durée minimale de la « Pro-A » est comprise entre 6 et 12 mois. En application de la législation en vigueur, cette durée peut être allongée jusqu'à 36 mois pour les publics prioritaires suivants :

- les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ;
- les personnes inscrites depuis plus d'1 an sur la liste des demandeurs d'emploi ;
- les personnes bénéficiaires des minima sociaux ou ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion.

Les actions de formation prévues dans le cadre de la « Pro-A » sont d'une durée comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale de la période sans pouvoir être inférieure à 150 heures.

Article 5 | Modalités de mise en œuvre de la « Pro-A »

La mise en place de la « Pro-A » fait l'objet d'un avenant au contrat de travail du salarié intérimaire en CDI qui est déposé auprès de l'OPCO AKTO.

Cet avenant suspend l'exécution du contrat de travail du salarié intérimaire en CDI et prend la forme d'une lettre de mission-formation.

Les actions de formation réalisées dans le cadre de la « Pro-A » peuvent se dérouler :

- soit pendant le temps de travail avec maintien par l'employeur de la rémunération correspondant, pour le salarié intérimaire en CDI, au salaire de la mission en cours ou de la dernière mission sans pouvoir être inférieure à la rémunération mensuelle minimale garantie ;
- soit en tout ou partie en dehors du temps de travail, à l'initiative du salarié intérimaire en CDI ou de l'employeur, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Durant l'action de formation réalisée dans le cadre de la « Pro-A », le salarié intérimaire en CDI doit être accompagné par un tuteur ayant bénéficié d'un accompagnement ou d'une formation spécifique si nécessaire.

Article 6 | Conditions de prise en charge de la « Pro-A »

Les actions de formation réalisées dans le cadre la « Pro-A » sont financées sur les fonds légaux de l'OPCO AKTO destinés à l'alternance, sur la base des conditions de prise en charge fixées par la branche et pilotées par la SPP du travail temporaire.

Le forfait de prise en charge de l'action de formation réalisée dans le cadre de la « Pro-A » est fixé à 17 € de l'heure et finance en tout ou partie :

- les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement mises en œuvre par un organisme de formation externe ;
- les coûts pédagogiques, les frais annexes du salarié ainsi que les salaires dans les limites fixées par la réglementation en vigueur.

Dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur de la liste déterminée par la CPNE de la branche un bilan spécifique de l'impact de ce forfait sera réalisé par la CPNE de la branche. Au vu du bilan, la CPNE de la branche pourra le cas échéant modifier le forfait de prise en charge de la « Pro-A ».

Article 7 | Champ d'application de l'accord

Le présent accord s'applique aux ETT/ETI situées sur le territoire métropolitain et dans les départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer (DROM-COM).

Article 8 | Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le lendemain du jour de la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 9 | Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas, au regard de son objet, de prévoir des stipulations spécifiques en application de l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 10 | Suivi de l'accord

Les partenaires sociaux de la branche confient à la CPNE de la branche le soin de piloter les conditions de mises en œuvre du présent accord et d'en assurer le suivi.

Article 11 | Suivi de l'actualisation de la liste de certifications professionnelles de branche

Afin de pouvoir procéder à l'actualisation de la liste des certifications professionnelles fixée en annexe du présent accord, les parties signataires confient à l'OIR et à l'OPCO AKTO le soin d'éclairer les partenaires sociaux de la branche sur les transformations d'emploi, de compétences et de qualifications constatées dans les secteurs d'activité ayant recours à l'intérim.

La CPNE de la branche qui a un rôle prépondérant dans l'actualisation de la liste des certifications professionnelles, sera chargée d'examiner régulièrement la pertinence de son contenu au regard notamment de l'évolution du contexte économique et des travaux conduits par l'OIR et l'OPCO AKTO.

Article 12 | Révision et dénonciation de l'accord

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 13 | Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail ainsi que les formalités nécessaires à son extension.

Fait à Paris, le 22 janvier 2021.

(Suivent les signatures.)

Annexe Liste des certifications éligibles à la « Pro-A » pour les salariés intérimaires en CDI

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
Logistique/transport	Logistique	Préparateur de commandes	TP préparateur de commandes en entrepôt	RNCP34860 (niveau 3)
			Bac pro logistique	RNCP1120 (niveau 4)
			CAP opérateur logistique	RNCP22689 (niveau 3)
		Magasinier cariste	TP cariste d'entrepôt	RNCP34857 (niveau 3)
			TP agent magasinier	RNCP1852 (niveau 3)
			TP cariste d'entrepôt	RNCP310 (niveau 3)
		Gestionnaire de stocks	TP technicien en logistique d'entreposage marchandises dans l'entrepôt	RNCP31950 (niveau 5)
	Transport	Chef d'équipe	CQP animateur d'équipe en logistique	RNCP25600 (sans niveau)
			TP technicien en logistique d'entreposage	RNCP1899 (niveau 4)
		Responsable logistique	TP technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique	RNCP1901 (niveau 5)
			Master gestion de production, logistique, achats	RNCP17989 (niveau 5)
				RNCP34032 (niveau 7)
		Chauffeur VL	TP conducteur livreur sur véhicule utilitaire léger	RNCP34150 (niveau 3)
		Chauffeur PL	TP conducteur du transport routier de marchandises sur porteur	RNCP1884 (niveau 3)
		Chauffeur SPL	TP conducteur du transport routier de marchandises sur tous véhicules	RNCP1883 (niveau 3)
		Chauffeur TP	TP conducteur du transport routier de marchandises sur porteur	RNCP1884 (niveau 3)
		Chauffeur de bus	CAP agent d'accueil et de conduite routière transport de voyageurs	RNCP2714 (niveau 3)
			TP conducteur de transport en commun sur route	RNCP31085 (niveau 3)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
Industrie	Machines	Responsable d'exploitation de transport de marchandise	TP technicien supérieur du transport terrestre de marchandises	RNCP23623 (niveau 5)
		Agent d'exploitation en transport	BTS transport et prestations logistiques	RNCP12798 (niveau 5)
		Conducteur de machines/ conducteur ou pilote de lignes	Bac pro organisation des transports de marchandise	RNCP34954 (niveau 4)
			CQP conducteur de ligne du secteur alimentaire	RNCP29213 (niveau 4)
			TP conducteur d'appareils de l'industrie chimique	RNCP1841 (niveau 3)
			TP conducteur d'installations et de machines automatisées	RNCP184 (niveau 3)
			CQP pilote de systèmes de production automatisée	RNCP34174 (niveau 4)
			Conducteur de ligne de conditionnement des industries chimiques	RNCP17295 (sans niveau)
			CAP conducteur d'installation de production	RNCP14868 (niveau 3)
			Bac pro pilote de ligne de production	RNCP14689 (niveau 4)
			CQP/CQPM conducteur de systèmes de production automatisée	RNCP23022 (sans niveau)
			Technicien en pharmacie et cosmétique industrielle	RNCP12811 (niveau 4)
			CQP conducteur de ligne – production de boissons	RNCP9415 (sans niveau)
			CQP conducteur de ligne dans la transformation laitière	RNCP24889 (niveau 4)
		Superviseur/animateur/ responsable d'équipe de production	CQP animateur d'équipe de logistique des industries chimiques	RNCP26309 (sans niveau)
			CQP animateur d'équipe de conditionnement des industries chimiques	RNCP26295 (sans niveau)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
			CQP/CQPI animateur d'équipe domaine industriel CQP animateur d'équipe en production CQP/CQPM animateur d'équipe autonome de production CQP animateur d'équipe de production des industries chimiques CQP animateur d'équipe caoutchouc CQP responsable d'équipe de production du secteur alimentaire CQP/CQPM responsable d'équipe autonome	RNCP28250 (sans niveau) RNCP23059 (sans niveau) RNCP28229 (sans niveau) RNCP17293 (sans niveau) RNCP15847 (sans niveau) RNCP28789 (niveau 5) RNCP28230 (sans niveau)
		Opérateur de production	Opérateur de production en électronique Opérateur de production en cartes électroniques Opérateur de production des industries de la santé Opérateur de production au sol de fret ferroviaire CQP opérateur de production dans la transformation laitière Certificat d'opérateur de production CAP conducteur d'installations de production	RNCP4018 (niveau 3) RNCP1351 (niveau 3) RNCP11889 (niveau 4) RNCP23646 (niveau 4) RNCP24886 (niveau 3) RNCP1333 (niveau 3) RNCP14868 (niveau 3)
		Conducteur de production	Bac pro bio-industries de transformation	RNCP7586 (niveau 4)
		Agent de fabrication	TP agent de fabrication industrielle Agent technique de fabrication des industries graphiques Agent technique de fabrication des industries graphiques TP agent de maîtrise fabrication bois bâtiment ameublement	RNCP202 (niveau 3) RNCP6556 (niveau 4) RNCP12805 (niveau 4) RNCP1790 (niveau 4)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
			Bac pro technicien de fabrication bois et matériaux associés	RNCP4099 (niveau 4)
		Animateur QHSE	Licence pro qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement	RNCP30098 (niveau 6)
		Responsable qualité	Titre ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité métrologie-qualité, en partenariat avec l'ITII Île-de-France	RNCP29114 (niveau 7)
	Productique	Opérateur usinage CN	TP opérateur régleur en usinage	RNCP3106 (niveau 3)
			TP opérateur régleur en usinage assisté par ordinateur	RNCP34739 (niveau 3)
			TP opérateur régleur d'usinage en commande numérique	RNCP22894 (niveau 3)
		Technicien d'usinage	TP technicien d'atelier en usinage	RNCP1936 (niveau 4)
			CQP/CQPM technicien d'usinage sur machines-outils à commande numérique	RNCP28243 (sans niveau)
			TP technicien d'usinage en commande numérique	RNCP24806 (niveau 4)
			Bac pro technicien d'usinage	RNCP420 (niveau 4)
		Technicien méthodes	TP technicien méthodes en chaudronnerie et tuyauterie industrielle	RNCP1246 (niveau 4)
			TP technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique	RNCP17989 (niveau 5)
			TP technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique	RNCP1901 (niveau 5)
			TP technicien supérieur méthodes produit process	RNCP34149 (niveau 5)
			TP technicien méthodes et préparation en mécanique générale	RNCP1874 (niveau 4)
			TP technicien méthodes et préparation en mécanique industrielle	RNCP5889 (niveau 4)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
	Ajustage/montage/ assemblage	Animateur d'équipe	Technicien supérieur méthodes produit process	RNCP7159 (niveau 5)
			Technicien supérieur méthodes industrialisation	RNCP1881 (niveau 5)
			CQP animateur d'équipe en production	RNCP23059 (sans niveau)
		Technicien QHSE	Licence pro qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement	RNCP30098 (niveau 6)
			CQP/CQPM ajusteur monteur de structures aéronaves	RNCP24895 (sans niveau)
		Ajusteur/monteur/régleur	Opérateur en mécanique générale : option fraiseur, option tourneur, option ajusteur monteur (CTM)	RNCP17159 (niveau 3)
			TP ajusteur monteur aéronautique	RNCP34505 (niveau 3)
			Fraiseur, tourneur et ajusteur monteur (CTM)	RNCP4630 (niveau 3)
			TP monteur qualifié d'équipements industriels	RNCP7142 (niveau 3)
			Bac pro plastiques et composites	RNCP7585 (niveau 4)
		Pilote d'installation des industries de process	Bac pro procédés de la chimie, de l'eau et des papiers-cartons	RNCP14901 (niveau 4)
		Outilleur/mouliste	Bac pro technicien outilleur	RNCP422 (niveau 4)
			TP mécanicien outilleur en découpage et emboutissage	RNCP245 (niveau 3)
		Chaudronnier	TP chaudronnier	RNCP1853 (niveau 3)
			TP chaudronnier formeur aéronautique	RNCP34135 (niveau 3)
			CQP/CQPM chaudronnier d'atelier	RNCP21801 (sans niveau)
			Certificat de qualification technique 1 ^{er} degré métaux en feuilles, option chaudronnier	RNCP2050 (niveau 3)
			TP chaudronnier aéronautique	RNCP1873 (niveau 3)
			CAP réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage	RNCP27470 (niveau 3)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
		Tuyauteur	TP tuyauteur industriel	RNCP34612 (niveau 3)
		Conducteur régleur d'équipements fabrication mécanique (robot pliage et robot laser découpe)	TP opérateur régleur en usinage assisté par ordinateur	RNCP34739 (niveau 3)
		Soudeur	TP soudeur	RNCP9467 (niveau 3)
			TP soudeur à l'arc électrode enrobée et TIG (tungsten-inert gas)	RNCP1862 (niveau 3)
			TP soudeur assembleur industriel	RNCP34502 (niveau 3)
			Soudeur TIG et semi-automatique	RNCP21655 (niveau 3)
			TP soudeur à l'arc semi-automatique	RNCP1864 (niveau 3)
			CQP/CQPM soudeur industriel	RNCP19460 (sans niveau)
			TP soudeur TIG électrode enrobée	RNCP34738 (niveau 3)
			TP électromécanicien de maintenance industrielle	RNCP5919 (niveau 3)
Maintenance	Technicien de maintenance		MC5 maintenance en équipement thermique individuel	RNCP730 (niveau 3)
			CQP agent de maintenance du secteur alimentaire	RNCP28791 (niveau 3)
			TP électricien d'installation et de maintenance des systèmes automatisés	RNCP32297 (niveau 3)
			TP technicien de maintenance industrielle	RNCP211 (niveau 4)
			Bac pro maintenance des équipements industriels	RNCP3632 (niveau 4)
			CAPA option industries agroalimentaires (IAA), spécialité ouvrier de conduite de machine automatisée de fabrication ou de conditionnement en agroalimentaire (OCMAA)	RNCP2338 (niveau 3)
		Technicien en automatisation	TP technicien d'usinage en commande numérique	RNCP24806 (niveau 4)
		Technicien méthodes	TP technicien supérieur méthodes produit process	RNCP7159 (niveau 5)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
BTP	Fibre optique	Pilote d'installation des industries de process	Bac pro procédés de la chimie, de l'eau et des papiers-cartons	RNCP14901 (niveau 4)
		Mécanicien	TP mécanicien de maintenance automobile CQP mécanicien de maintenance automobile Bac pro maintenance des véhicules	RNCP27118 (niveau 3) RNCP34334 (niveau 3) RNCP19117 (niveau 4)
		Animateur d'équipe maintenance	CQP animateur d'équipe de maintenance des industries chimiques	RNCP26296 (sans niveau)
		Électromécanicien technicien	TP électromécanicien de maintenance industrielle	RNCP5919 (niveau 3)
		Tireur de câbles	TP installateur de réseaux de télécommunication	RNCP30980 (niveau 3)
		Monteur raccordeur	CQP monteur raccordeur FTTH (fiber to the home)	RNCP27065 (sans niveau)
		Technicien fibre optique	TP installateur de réseaux de télécommunication	RNCP30980 (niveau 3)
		Chef de chantier	TP technicien de réseaux de télécommunication	RNCP30999 (niveau 4)
		Maçon traditionnel	TP maçon BP maçon	RNCP435 (niveau 3) RNCP31210 (niveau 4)
		Maçon finisseur Coffreur bancheur Coffreur boiseur Chef d'équipe gros œuvre Chef de chantier gros œuvre	TP maçon TP coffreur bancheur TP coffreur bancheur TP chef d'équipe gros œuvre TP chef de chantier gros œuvre	RNCP435 (niveau 3) RNCP25494 (niveau 3) RNCP25494 (niveau 3) RNCP34282 (niveau 4) RNCP1863 (niveau 5)
	Travaux publics	Maçon TP	TP constructeur professionnel en voirie et réseaux	RNCP391 (niveau 3)
		Maçon VRD	TP maçon en voirie et réseaux divers	RNCP31605 (niveau 3)
		Canalisateur	TP canalisateur	RNCP407 (niveau 3)
		Monteur réseaux souterrains	TP monteur de réseaux électriques aéro-souterrains	RNCP401 (niveau 3)
		Chef d'équipe TP	TP chef d'équipe TP génie civil	RNCP34542 (niveau 4)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
Second œuvre		Chef de chantier TP	TP chef de chantier travaux publics, routes et canalisations	RNCP4855 (niveau 4)
		Technicien/monteur installations thermiques	TP technicien installateur en chauffage, climatisation, sanitaire et énergies renouvelables Bac pro technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	RNCP22270 (niveau 4) RNCP4433 (niveau 4)
		Étancheur	Étancheur/bardeur du bâtiment CAP étancheur du bâtiment et des travaux publics	RNCP32160 (niveau 3) RNCP1141 (niveau 3)
		Technicien CVC	TP technicien de maintenance CVC	RNCP34159 (niveau 4)
		Peintre	TP peintre en bâtiment	RNCP319 (niveau 3)
		Carreleur	TP carreleur	RNCP437 (niveau 3)
		Chef d'équipe	TP chef d'équipe aménagement-finitions	RNCP34141 (niveau 4)
		Chef de chantier	TP chef de chantier gros œuvre	RNCP1863 (niveau 5)
		Électricien bâtiment	TP électricien d'équipement du bâtiment BP électricien CAP électricien	RNCP31116 (niveau 3) RNCP27774 (niveau 4) RNCP30328 (niveau 3)
		Électricien industrie	TP électricien d'installation et de maintenance des systèmes automatisés	RNCP32297 (niveau 3)
	Électricité	Monteur réseaux électriques	BP électricien CAP électricien	RNCP27774 (niveau 4) RNCP30328 (niveau 3)
		Monteur câbleur/monteur électricien	CQP/CQPM ajusteur monteur de structures aéronefs CQP/CQPM intégrateur câbleur aéronautique CAP préparation réalisation ouvrages électriques	RNCP24895 (sans niveau) RNCP24884 (sans niveau) RNCP2436 (niveau 3)
		Électricien tertiaire	TP électricien d'équipement du bâtiment	RNCP31116 (niveau 3)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
		Chef d'équipe	Chef d'équipe d'exploitation et de maintenance d'électrotechnique	RNCP31949 (niveau 5)
		Chef de chantier	Bac pro électrotechnique, énergie, équipements communicants	RNCP427 (niveau 4)
Environnement/énergie	Énergie	Technicien en énergétique	Licence pro métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique (fiche nationale)	RNCP30121 (niveau 6)
Tertiaire	Restauration	Commis de cuisine	CQP commis de cuisine	RNCP31053 (niveau 3)
		Cuisinier	TP cuisinier	RNCP34095 (niveau 3)
		Agent de restauration polyvalent	TP agent de restauration	RNCP280 (niveau 3)
		Serveur	TP serveur en restauration Serveur en restauration CQP serveur en restauration	RNCP34422 (niveau 3) RNCP31402 (niveau 3) RNCP4080 (sans niveau)
		Responsable restauration	CQP responsable point de restauration	RNCP31343 (sans niveau)
	Commerce/vente/ grande distribution	Boucher	CAP boucher Préparateur, vendeur : option boucherie, option charcuterie-traiteur (CTM)	RNCP6993 (niveau 3) RNCP34311 (niveau 3)
		Manager de rayon/chef de rayon	Licence pro commercialisation des produits alimentaires (fiche nationale)	RNCP30055 (niveau 6)
		Commercial/conseiller en vente/ vendeur	Bac pro commerce	RNCP759 (niveau 4)
	Hôtellerie	Agent d'accueil/standardiste	Bac pro métiers de l'accueil	RNCP32049 (niveau 4)
		Employé d'étage	TP employé d'étage en hôtellerie	RNCP32342 (niveau 3)
Gouvernant		TP gouvernant en hôtellerie	RNCP34421 (niveau 4)	
Gouvernant établissement de santé		CQP gouvernant établissement santé	RNCP31317 (sans niveau)	

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
		Réceptionniste	TP réceptionniste en hôtellerie	RNCP34157 (niveau 4)
		Maître d'hôtel	CQP maître d'hôtel	RNCP31339 (sans niveau)
		Agent d'escalier	Agent d'accueil des voyageurs	RNCP34001 (niveau 4)
	Tourisme	Comptable	TP gestionnaire comptable et fiscal	RNCP31677 (niveau 5)
		Gestionnaire de paie	TP gestionnaire de paie	RNCP4113 (niveau 5)
		Assistant RH	DUT Gestion des entreprises et des administrations (GEA), option Gestion des ressources humaines (GRH)	RNCP20652 (niveau 5)
	Secrétariat bureautique	Conseiller commercial/technico-commercial	DUT techniques de commercialisation	RNCP2927 (niveau 5)
		Assistant RH	DUT gestion des entreprises et des administrations (GEA), option gestion des ressources humaines (GRH)	RNCP20652 (niveau 5)
		Commercial/attaché commercial	Licence pro management des activités commerciales	RNCP30095 (niveau 6)
	Banque/finance/assurance	Conseiller banque/assurance	Licence pro assurance, banque, finance : supports opérationnels	RNCP34025 (niveau 6)
		Responsable client/chargé de clientèle	Licence pro assurance, banque, finance : chargé de clientèle	RNCP30181 (niveau 6)
		Conseiller clientèle	TP conseiller relation client à distance	RNCP12504 (niveau 4)
	Relation clients à distance	Conseiller clientèle assurance à distance	BTS management des unités commerciales	RNCP462 (niveau 5)
		Conseiller clientèle banque à distance	BTS négociation et relation client	RNCP474 (niveau 5)
		Superviseur	BTS management des unités commerciales BTS négociation et relation client TP manager d'équipe relation client à distance	RNCP462 (niveau 5) RNCP474 (niveau 5) RNCP32340 (niveau 5)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
Médical		Formateur	TP formateur professionnel d'adultes	RNCP247 (niveau 5)
		Chef de plateau	TP formateur professionnel d'adultes	RNCP247 (niveau 5)
	Médical	Secrétaire médicale	Secrétaire médicale et médico-sociale – assistante médico-sociale	RNCP11893 (niveau 4)
			Secrétaire médicale	RNCP5497 (niveau 4)
		Aide-soignant	Diplôme d'État d'aide-soignant	RNCP4495 (niveau 3)
		Accompagnant éducatif et social	Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social	RNCP25467 (niveau 3)
		Assistant éducatif/aide maternelle/nourrisse	CAP accompagnant éducatif petite enfance	RNCP28048 (niveau 3)
		Infirmier	Diplôme d'État infirmier de bloc opératoire	RNCP34862 (niveau 6)
			Diplôme d'État d'infirmier ou d'infirmière, grade licence	RNCP8940 (niveau 6)
			Diplôme d'État d'infirmier anesthésiste	RNCP18367 (niveau 7)
			Diplôme d'État d'infirmier en pratique avancée reconnu au grade universitaire de master	RNCP31191 (niveau 7)
		Assistant de régulation médicale	Assistant de régulation médicale	RNCP32032 (niveau 5)
		Manipulateur d'électroradiologie médicale	Diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie médicale	RNCP4858 (niveau 5)
		Technicien en imagerie médicale	Imagerie médicale et radiologie thérapeutique	RNCP34541 (niveau 6)
		Auxiliaire de puériculture	Diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture	RNCP4496 (niveau 3)
		Technicien de laboratoire	TP technicien de laboratoire	RNCP7139 (niveau 4)
			Licence pro maintenance et technologies : technique médicale et biomédicale	RNCP25526 (niveau 6)
			Licence pro mention « Maintenance et technologie : technologie médicale et biomédicale »	RNCP25864 (niveau 6)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
Numérique			Licence pro santé, spécialité technicien de l'information médicale	RNCP23007 (niveau 6)
			Licence pro santé, spécialité technicien de l'information médicale	RNCP14737 (niveau 6)
		Technicien réseau fibre	Technicien des réseaux très haut débit	RNCP35001 (niveau 4)
		Automaticien	Responsable opérationnel en automatisme	RNCP14394 (niveau 6)
			Analyste programmeur en automatisme et informatique industrielle	RNCP15160 (niveau 5)
			TP technicien supérieur en automatique et informatique industrielle	RNCP1876 (niveau 5)
		Technicien support informatique/ technicien réseau	Gestionnaire en maintenance et support informatique	RNCP34602 (niveau 5)
		Webmaster/ développeur intégrateur web	Développeur web	RNCP32173 (niveau 5)
		Web designer/ webmaster/web concepteur	Développeur web	RNCP13595 (niveau 5)
		Informaticien de développement/ développeur web	TP développeur web et web mobile	RNCP31114 (niveau 5)
		Développeur d'application	Développeur d'application	RNCP27099 (niveau 6)
		Concepteur développeur d'applications Informatiques	TP concepteur développeur d'applications	RNCP31678 (niveau 6)
		Technicien réseaux	TP technicien réseaux et télécommunications d'entreprise	RNCP226 (niveau 4)
		Développeur DATA intelligence artificielle	Développeur en intelligence artificielle	RNCP34757 (niveau 6)
		Concepteur développeur informatique	Développeur informatique	RNCP34253 (niveau 5)
		DATA analyste/business analyste	DATA analyst	RNCP34964 (niveau 6)

Secteur	Sous-filière	Métier identifié	Diplôme	Code RNCP
		DATA Scientist/chef de projet DATA	DATA scientist	RNCP34545 (niveau 7)
		Administrateur systèmes d'information	Opérateur en cybersécurité	RNCP34975 (niveau 5)
		Architecte en systèmes d'information	Expert en informatique et systèmes d'information (cybersécurité et cloud computing, ou architecture big data)	RNCP34567 (niveau 7)
			Architecte réseaux et cybersécurité (MS)	RNCP32121 (niveau 7)

Brochure n° 3179 | Convention collective nationale

IDCC : 1534 | **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE ET DES COMMERCE
EN GROS DES VIANDES**

Accord du 2 décembre 2020
relatif aux parcours professionnels individualisés

NOR : ASET2150184M

IDCC : 1534

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEDEV ;

Culture viande,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FGA CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Pour garantir la continuité et la pérennité de l'activité des entreprises, notamment au regard de l'évolution des métiers, les partenaires sociaux de la branche définissent la sauvegarde et le développement des compétences comme un des défis majeurs de la filière viande.

Dans ce contexte, ils identifient la nécessité d'agir à la fois sur la préservation des savoir-faire des métiers de la production mais également sur la sauvegarde des compétences des métiers confrontés à de fortes mutations (tels que la maintenance, notamment).

La montée en compétences des salariés dans un environnement de travail changeant, via la formalisation de parcours professionnels individualisés, demeure un élément essentiel de fidélisation des salariés en poste, et permettra ainsi d'assurer la transition des compétences vers de nouvelles générations.

Le présent accord a pour objet de placer le parcours professionnel individualisé au cœur de la stratégie sociale des entreprises de la viande dans une ambition globale de développement de la certification au service de la professionnalisation des collaborateurs, processus indispensable pour assurer la performance de la filière.

À cet effet, il permettra :

- de poursuivre et développer l'activité de la filière viande ;
- d'assurer le maintien dans l'emploi des salariés en apportant les compétences professionnelles nécessaires à leur activité ;
- de permettre aux salariés d'évoluer professionnellement au sein de parcours clairement identifiés et personnalisés ;
- de sécuriser les carrières professionnelles en développant une employabilité la plus large possible ;
- de valoriser des métiers de la viande.

Les partenaires sociaux rappellent enfin que le développement des compétences des salariés dans une perspective de maintien de l'employabilité et de performance de la filière demeure du rôle et de la responsabilité des entreprises de la viande.

Chapitre I^{er} Dispositions liminaires

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord national est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires du présent accord conviennent que les dispositions du présent accord sont pleinement justifiées et applicables pour l'ensemble des entreprises qui relèvent de la branche ICGV.

À cet effet, aucune disposition n'est spécifiquement prévue pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 | Entrée en vigueur de l'accord

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la signature de l'accord, et au plus tard à compter de la publication de l'arrêté d'extension.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Chapitre II Recrutement et intégration

Selon les données du rapport de branche 2019, 11 % de la population de la branche a plus de 55 ans.

Par conséquent, afin de faire face aux départs naturels et de préserver les savoir-faire métiers, la branche doit s'engager dans une politique dynamique pour renouveler ses équipes et ses compétences.

Elle s'engage, en outre, à promouvoir l'emploi durable en recrutant prioritairement en CDI et en limitant la précarité.

L'intégration via l'alternance, le recrutement en CDI et la formation tout au long de la vie professionnelle constituent ainsi les éléments fondamentaux du parcours individualisé que la branche souhaite offrir à ses collaborateurs.

Article 4 | *L'intégration via l'alternance*

Dans le cadre du recrutement et de l'intégration, les actions de formation doivent être organisées en alternance, par l'intermédiaire de l'apprentissage ou des contrats de professionnalisation.

Les parties signataires s'accordent pour désigner l'apprentissage et le contrat de professionnalisation comme un des moyens prioritaires d'intégration des salariés dans les entreprises de la branche.

À ce titre, ils fixent pour chacun d'eux des objectifs concrets de progression.

Article 4.1 | *L'apprentissage*

Alors que les entreprises et les jeunes subissent de plein fouet les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire, encourager l'emploi de ces derniers est plus que jamais nécessaire.

L'intégration des jeunes en apprentissage peut concerner un très large spectre d'emplois de la filière viande tels que la production, la logistique, la maintenance, le commerce, la QHSE ou encore les emplois administratifs, etc.

Ainsi, dans la lignée des ambitions des pouvoirs publics, les partenaires sociaux incitent les entreprises à avoir recours autant que possible à ce mode de formation professionnelle initiale particulièrement adapté aux besoins des entreprises de la branche.

Ils fixent ainsi un objectif de recrutement en contrats d'apprentissage pour la branche sur les 3 années à venir :

- 300 contrats en 2021 ;
- 350 contrats en 2022 ;
- 400 contrats en 2023.

Par ailleurs, les partenaires sociaux se fixent l'objectif qu'*a minima* 60 % des apprentis soient titularisés en CDI à l'issue de leur contrat d'apprentissage.

Au-delà de 2023, la CPNEFP proposera de nouveaux objectifs de recrutement en apprentissage et de titularisation en CDI qui seront validés en CPPNI.

Article 4.2 | *Contrats de professionnalisation*

À l'instar de l'apprentissage, le recrutement de salariés en alternance par le contrat de professionnalisation doit être considéré comme un des moyens prioritaires d'intégration.

En outre, le contrat de professionnalisation permet l'acquisition d'un certificat de qualification professionnelle, d'une certification inscrite au RNCP ou d'une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective de la branche.

À ce titre, les partenaires sociaux rappellent la pertinence démontrée du titre OTIA option viande (opérateur en transformation des industries alimentaires option viande) en matière d'intégration sur les métiers de la production.

Ce titre est éligible au contrat de professionnalisation et d'apprentissage. Il est dispensé par les CFA de branche IFRIA, via le pass IFRIA. Des titres similaires peuvent être délivrés par d'autres organismes de formation.

Ils fixent ainsi un objectif de recrutement en contrats de professionnalisation pour la branche sur les 3 années à venir :

- 800 contrats en 2021 ;
- 1 000 contrats à partir de 2022.

Par ailleurs, les partenaires sociaux se fixent l'objectif qu'*a minima* 70 % des salariés en contrat de professionnalisation soient titularisés en CDI à l'issue de leur contrat de professionnalisation.

Au-delà de 2023, la CPNEFP proposera de nouveaux objectifs de recrutement en contrat de professionnalisation et de titularisation en CDI qui seront validés en CPPNI.

Article 4.3 | Tutorat

Les actions de formation en alternance, par l'intermédiaire de l'apprentissage ou des contrats de professionnalisation, comportent des apports théoriques en salle et pratiques en atelier.

À cet effet, elles donnent une place prépondérante aux maîtres d'apprentissage et aux tuteurs.

Les salariés concernés doivent pouvoir bénéficier de moyens, en termes d'organisation et de disponibilité, pour exercer leurs fonctions de maître d'apprentissage.

Afin d'acquérir des méthodes et outils pour partager son savoir-faire et accompagner la montée en compétences, une formation d'une journée est organisée avant toute prise de fonction de maître d'apprentissage ou de tuteur. Cette formation est renouvelée tous les 3 ans.

Il est ici rappelé que, conformément aux dispositions légales en vigueur :

- un tuteur peut encadrer au maximum 3 personnes s'il est salarié (2 personnes s'il est employeur) ;
- un maître d'apprentissage peut encadrer au maximum 2 apprentis plus 1 apprenti redoublant.

L'exercice de ces fonctions par des salariés de plus de 45 ans doit être encouragé.

Les salariés de plus de 55 ans sont prioritaires et doivent être sollicités en premier lorsqu'une telle fonction doit être mise en place.

Afin de valoriser les missions tutorales et de susciter l'intérêt pour celles-ci, les salariés ayant effectué une ou plusieurs actions tutorales se verront attribuer une prime forfaitaire aux conditions suivantes :

Action de tutorat ou d'encadrement pédagogique	Prime forfaitaire brute par alternant/stagiaire suivi
Alternance 6 mois	70 €
Alternance 1 an	100 €
Alternance 2 ans ou plus	150 €
Tutorat de CQP	50 €

Les salariés cadres et les formateurs professionnels ne sont pas éligibles à ces primes du tutorat.

Chapitre III Parcours professionnels individualisés

À l'issue de leur intégration, les salariés doivent bénéficier de phases de montée en compétences et de professionnalisation par la formation continue.

L'objectif est d'apporter aux salariés les compétences permettant :

- l'accomplissement d'opérations diverses et d'un niveau de complexité croissant ;
- la rotation sur différentes activités mobilisant des compétences de même nature ;
- l'intervention de l'opérateur sur différentes activités mobilisant des compétences distinctes ;

- l'accès aux qualifications de niveaux supérieurs et aux classifications correspondantes ;
- l'acquisition de niveaux de compétences proches de ceux requis par les référentiels emploi/compétences des CQP.

Les parcours d'évolution doivent être individualisés, en tenant compte du potentiel et des souhaits des salariés, et des besoins de l'entreprise.

À chaque étape du parcours correspond un niveau de classification, permettant ainsi aux salariés de bénéficier d'une évolution de leur rémunération en cohérence avec les compétences qu'ils mobilisent.

Article 5 | Formation

Les partenaires sociaux s'accordent sur le fait que la qualification des salariés participe à la performance de chaque entreprise qui doit poursuivre un objectif de professionnalisation de ses équipes.

À ce titre, la formation est un vecteur de qualification et par conséquent de professionnalisation.

Elle participe de l'individualisation des parcours professionnels en ce sens qu'elle amène le collaborateur vers une évolution de ses compétences jusqu'à l'atteinte d'une qualification reconnue par la branche (les CQP, notamment).

Article 5.1 | Entretien d'une dynamique de formation

La dynamique de formation se matérialise par le plan de développement des compétences.

Celui-ci doit faire l'objet d'une attention particulière car, au-delà des formations obligatoires, sa construction doit permettre de prendre en compte l'individualisation des parcours professionnels.

En tant que métiers essentiels, les opérateurs de production doivent particulièrement être ciblés par les actions du plan de développement des compétences.

Article 5.2 | Formation des opérateurs

La complexité des métiers de transformation de la viande implique un investissement régulier en formation sur les enjeux les fondamentaux propres à la filière.

Plus spécifiquement, les opérateurs doivent être régulièrement sensibilisés sur les domaines tels que la qualité, la sécurité, l'hygiène ou encore la bonne utilisation du couteau, le cas échéant.

La liste des formations essentielles sur les principaux postes d'opérateurs est annexée au présent accord.

Article 5.3 | Formation au poste de travail

Compte tenu de la spécificité des métiers de la viande et du nombre restreint de structures de formation pouvant apporter les compétences techniques requises au sein des ateliers, la formation interne au poste de travail doit être considérée comme un outil majeur d'accompagnement et de formation.

L'accompagnement est réalisé en situation de travail selon les méthodes de l'AFEST.

Les salariés occupant cet emploi doivent posséder des compétences techniques en adéquation avec leur périmètre d'activité, et des compétences en matière de pédagogie.

Article 5.4 | Organismes de formation

Au regard de la spécificité des métiers de la viande et afin d'accompagner les entreprises dans leurs démarches formation, la CPNEFP tient à leur disposition un listing des organismes de formation reconnus au sein de la filière viande.

La liste de ces organismes de formation est disponible sur demande auprès de la CPNEFP.

Article 6 | Objectif global de professionnalisation et de certification

Le plus grand nombre de salariés des entreprises de la branche doit pouvoir accéder à une certification, particulièrement aux CQP et plus globalement aux certifications inscrites au RNCP.

L'accès à la certification se fait principalement sur la base du volontariat. En conséquence, les entreprises devront tout mettre en œuvre pour apporter toutes les informations nécessaires aux salariés, leur permettant d'avoir connaissance des outils et démarches de certification existants.

La CPNEFP assistera les organisations d'employeurs et les entreprises dans cette démarche d'information et de communication.

Afin d'encourager le développement des CQP, le présent article modifie l'article 7 de l'accord du 21 mars 2012 portant sur les certificats de qualification professionnelle comme suit :

Tout salarié ayant obtenu son CQP percevra, à cette occasion, une prime de 500 € minimum à l'issue du CQP.

En outre, un entretien avec le manager sera organisé à l'issue de la certification afin de faire le bilan de la montée en compétences du collaborateur diplômé.

Article 7 | Entretiens professionnels au service de l'individualisation des parcours

Les entretiens professionnels organisés en application des dispositions de l'article L. 6315-1 du code du travail constituent le moment privilégié pour aborder et formaliser les perspectives d'évolution professionnelle des salariés.

Ils constituent en ce sens l'outil le plus pertinent permettant l'individualisation des parcours professionnels.

Ils devront déboucher sur l'identification et la planification des actions de formation professionnelle continue permettant d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus.

Article 8 | Accompagnement financier de la branche

En complément des dispositifs de financement légaux (plan de développement des compétences, « Pro-A », CPF), et dans une perspective globale de développement de la certification, les partenaires sociaux proposent la possibilité pour les entreprises souhaitant s'engager dans une démarche de parcours professionnels individualisés de bénéficier de cofinancements via le fonds constitué par la contribution spécifique ICGV.

Article 8.1 | Fonds spécifique ICGV

Le fonds spécifique ICGV, issu de l'accord de branche du 10 mars 2020 relatif à la formation professionnelle, a pour objet le développement de la formation professionnelle continue. Il est géré au sein de la commission financière ICGV d'OCAPIAT.

À ce titre, les partenaires sociaux décident que ce fonds peut être mobilisé à l'issue de parcours d'intégration (par conséquent, à l'exclusion de contrats d'apprentissage et de professionnalisation) dans une logique de développement des compétences, de la professionnalisation et de l'employabilité des collaborateurs en leur garantissant une certification à l'issue de leur parcours.

Au regard des enjeux fondamentaux pour la filière, les métiers identifiés comme prioritaires au cofinancement au regard des besoins en compétences sont ceux des familles :

- de la production ;
- et de la maintenance.

Seuls les projets de parcours professionnels individualisés intégrant une obligation d'évolution de la classification et de la rémunération avec un objectif à moyen terme de certification seront éligibles au cofinancement.

Sont exclues du cofinancement les formations obligatoires liées à l'emploi occupé.

La CPNEFP est en charge de définir et, le cas échéant, réorienter les priorités de financements au fonds spécifique ICGV.

Article 8.2 | Montant du cofinancement

Le montant du cofinancement est plafonné 10 €/heure de formation justifiée pour les métiers prioritaires.

Il est versé à l'issue du projet de parcours professionnel individualisé, sur présentation d'un bilan et des justificatifs associés auprès de la commission financière de la branche ICGV à OCAPIAT, en charge de la gestion du fonds conventionnel ICGV.

Article 8.3 | Procédure

La procédure se déroule en trois étapes :

1. Dépôt du dossier de projet de parcours professionnels individualisés auprès de la commission financière de la branche ICGV ;
2. Présentation du bilan et des justificatifs associés à l'issue du projet auprès de la commission financière de la branche ICGV ;
3. Décision de la commission financière de la branche ICGV pour le déblocage des fonds par OCAPIAT.

Étape 1 : dépôt du dossier de présentation

L'entreprise souhaitant bénéficier d'un cofinancement dans le cadre de la contribution spécifique ICGV élabore un dossier de présentation adressé à la commission financière de la branche ICGV.

Celui doit comporter :

- un projet de parcours professionnels individualisés avec un rétroplanning intégrant une obligation d'évolution de la classification et de la rémunération avec un objectif à moyen terme de certification ;
- un budget prévisionnel des actions de formation ;
- la définition d'une politique de formation formalisée, organisée et prévisionnelle (engagement de la direction ou, le cas échéant, accord d'entreprise relatif à la formation ou au développement des compétences) ;
- l'avis du comité social et économique ;
- l'attestation d'un investissement formation supérieur à l'obligation légale pour les entreprises de 250 salariés et plus.

Ce dossier de présentation est adressé à la commission financière de la branche ICGV. Il figure en annexe du présent accord. La commission financière de la branche ICGV est souveraine dans la validation du dossier.

Étape 2 : bilan du projet

À l'issue du projet de parcours professionnel individualisé, l'entreprise élabore un bilan.

Ce bilan est présenté en commission financière de la branche ICGV, accompagné des justificatifs associés.

La trame de bilan et la liste des pièces justificatives sont annexées au présent accord.

Étape 3 : déblocage des fonds

La commission financière de la branche ICGV est en charge de la validation et de l'attribution du cofinancement sur le fonds spécifique ICGV.

Le déblocage des fonds sera versé à l'issue du projet par OCAPIAT sur accord de la commission financière de la branche ICGV.

Chapitre IV Communication, accompagnement et suivi de l'accord

Article 9 | *Communication métiers*

Le développement d'une communication de valorisation des métiers de la branche viande constitue une des réponses aux besoins en recrutement et permettra de maintenir et développer l'engagement des collaborateurs, essentiel à la performance de l'entreprise.

Ainsi, les partenaires sociaux s'engagent à définir les contours de cette communication de la branche puis la valoriser via différents médias tels que la réalisation de films, de campagnes d'affichage, la création d'un site web dédié ou encore des événements de communication.

Il revient à la CPNEFP d'orchestrer, avec le soutien de l'AGEPEV, l'animation de cette communication.

L'ensemble des actions de communication et de valorisation des métiers sera financé via le fonds paritaire de développement de la politique emploi formation (dit fonds 0,01 % AGEPEV).

La CPNEFP pourra solliciter le concours technique et financier d'OCAPIAT dans ce cadre.

Article 10 | *Accompagnement d'OCAPIAT*

Conformément à l'accord constitutif d'OCAPIAT du 18 décembre 2018, l'OPCO OCAPIAT a notamment pour missions :

- de contribuer au développement de la formation professionnelle ;
- d'apporter un appui technique aux partenaires sociaux des branches adhérentes pour établir la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, ainsi que dans leur mission de développement de la certification ;
- d'assurer un service de proximité aux entreprises et notamment aux TPE/PME afin d'améliorer l'information et l'accès de leurs salariés à la formation professionnelle et de les accompagner dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité ;
- de promouvoir les modalités de formation réalisées en tout ou partie à distance ainsi que celles réalisées en situation de travail et en assurer le financement ;
- à titre général, de conduire toute action ou de développer tout service autorisé par la loi de nature à contribuer au développement des compétences et des qualifications des actifs.

À ce titre, OCAPIAT apporte un soutien technique et financier aux partenaires sociaux dans leur ambition de développement de l'attractivité des métiers.

En outre, et afin d'impulser un véritable élan en matière de parcours professionnel individualisé dans la branche, OCAPIAT désigne, sur demande des partenaires sociaux, un référent national pour la branche ICGV.

Ce référent national, unique interlocuteur de la branche, portera la volonté et l'ambition des partenaires sociaux auprès des services territoriaux d'OCAPIAT.

En tant que relais, il aura à charge d'informer les services territoriaux d'OCAPIAT de l'ensemble des spécificités inhérentes à la branche ICGV et sera force de proposition pour déployer une politique de parcours professionnels individualisés.

Ce référent assurera le secrétariat de la commission financière de branche ICGV en charge de la gestion et du suivi du fonds conventionnel ICGV.

Article 11 | Guide du parcours professionnel de la branche ICGV

Afin de répondre à son ambition de développer la professionnalisation et la qualification au sein de la filière viande, la branche s'est dotée d'un guide du parcours professionnel.

Ce guide, disponible sur différents supports et digitalisé afin de toucher la cible la plus large possible, a vocation à être un outil pratico-pratique pour tout RH, manager mais aussi salarié.

Il s'articule autour de 3 types de fiches :

- les fiches « étapes » du parcours professionnel allant du recrutement à la transmission des savoirs ;
- les fiches « outils » composées de trames, tableaux, check-lists, etc. ;
- les fiches « pour aller plus loin » détaillant plus spécifiquement les dispositifs mobilisables par les entreprises et leur fonctionnement.

L'objectif de ce guide est d'apporter l'ensemble des informations aux entreprises et salariés sur les dispositifs emploi-formation à leur disposition et de leur fournir des outils clé en main pour impulser une dynamique de parcours professionnels individualisés.

Article 12 | Missions de la CPNEFP

Les partenaires sociaux de la branche souhaitent donner à la CPNEFP une nouvelle orientation en lui fixant une ambition davantage opérationnelle.

Par conséquent, outre ses missions prévues à l'article 9 de l'accord relatif aux instances paritaires de branche, la CPNEFP aura également en charge :

- le partage et la diffusion sur le terrain des bonnes pratiques de formation ;
- l'animation de la communication relative à la valorisation des métiers de la viande ;
- le suivi et l'analyse des objectifs fixés par le présent accord en matière d'alternance ;
- la définition des priorités de financements sur le fonds spécifique ICGV, dans la limite des fonds disponibles et au regard du bilan des projets et cofinancements accordés ;
- le listing des organismes de formation conformément à l'article 8.4 du présent accord.

Article 13 | Suivi de l'accord

Le suivi de l'application des différentes dispositions prévues par le présent accord sera opéré par la CPNEFP.

Elle sera chargée de faire remonter à la commission paritaire nationale toute proposition de modification et d'amélioration de l'accord.

Chapitre V Dispositions finales

Article 14 | *Dénonciation et révision de l'accord*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions de la convention collective en vigueur au jour de l'engagement de la procédure de révision. Il pourra être dénoncé à tout moment conformément aux dispositions légales.

Article 15 | *Dépôt et extension*

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, au ministère en vue de son extension, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris, selon les dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Conformément à l'article L. 2231-5-5 du code du travail, l'accord sera publié dans la base de données nationale des accords.

Les parties signataires du présent accord conviennent que Culture viande sera chargé de ces formalités de dépôt et de demande d'extension.

Fait à Paris, le 2 décembre 2020.

(Suivent les signatures).

Annexe 1 Liste des formations de base aux postes d'opérateurs de production

L'objectif de cette annexe est de proposer, pour les principaux emplois repères en production, une liste indicative des formations de base essentielles dès l'intégration d'un nouveau collaborateur.

Nom du module	Contenu du module (à titre indicatif)	Volume horaire à titre indicatif
Hygiène/qualité/environnement	Les bonnes pratiques d'hygiène et le système qualité Traçabilité et gestion des produits non conformes La gestion environnementale	21 heures
Santé et sécurité au travail	Prévention des risques professionnels Postures au poste de travail Consignes d'hygiène et sécurité de l'atelier	28 heures
Viande et process de production	Filière viande Process de production Anatomie et valeurs nutritionnelles Reconnaissance musculaire Techniques de conservation et gestion des stocks	35 heures
Affilage/affûtage	Partie théorique (14 heures en salle) : – le couteau : constitution, angles de coupe ; – le pouvoir de coupe du couteau : prévention des TMS, rendement matière ; – les règles de sécurité et d'hygiène ; – l'affûtage et l'affilage. Partie pratique (l'apprentissage pratique se déroule en plusieurs séquences, au fil de la formation) : – fonctionnement des machines (meules, bandes abrasives) ; – technique d'affûtage et contrôle ; – technique d'affilage et contrôle ; – respecter les règles d'hygiène et de sécurité.	42 heures

Nom du module	Contenu du module (à titre indicatif)	Volume horaire à titre indicatif
Protection animale 3 spécificités au choix : bovins, caprins/ovins, porcs (module optionnel en fonction des postes occupés)	<p>Réglementation sur la protection animale lors de l'abattage</p> <p>Comportement et physiologie des animaux en relation avec le travail des opérateurs</p> <p>Du déchargement à la saignée : bonnes pratiques, choix et utilisation du matériel</p> <p>Indicateurs pour une prise en compte de la protection animale à chaque étape</p> <p>Analyse des pratiques des opérateurs à partir d'une vidéo réalisée au sein de l'entreprise</p> <p>Spécificité de l'abattage rituel</p> <p>N.B. : à l'issue de ce module, le salarié reçoit la certification RPA</p>	7 heures

Annexe 2 Dossier de projet de parcours professionnels individualisés

L'entreprise souhaitant bénéficier d'un cofinancement dans le cadre de la contribution spécifique ICGV élabore un dossier de présentation adressé à la commission financière de la branche ICGV.

Coordonnées : OCAPAT, direction des politiques de branches, 20, place des Vins-de-France, 75020 Paris.

Identification de l'entreprise

Établissement concerné	Nom : _____	Adresse : _____
	NAF : _____	_____
Contact dans l'établissement	Nom : _____	Tél. : _____
	Fonction : _____	E-mail : _____
Numéro adhérent OCAPAT	_____	

Présentation de l'entreprise et de ses enjeux

Établissement concerné	Effectif salarié. Appartient-il à un groupe ? Si oui, lequel ?	
La production de l'établissement	Nature (espèces travaillées...) Quantité (tonnages...)	
Les enjeux de l'établissement	Stratégie, commercial, technologique, organisation du travail, GRH, conditions de travail...	

Présentation du salarié

Prénom :		Nom :	
Date de naissance :		Niveau de formation initiale :	
Poste occupé :		Ancienneté dans l'entreprise :	
Niveau de classification (niveaux + échelon) :		Salaire de base brut mensuel hors primes :	
Ouvrier <input type="checkbox"/> Employé <input type="checkbox"/> TAM <input type="checkbox"/> Cadre <input type="checkbox"/>		Homme <input type="checkbox"/> Femme <input type="checkbox"/>	

Présentation du projet de parcours individualisé

Domaines de professionnalisation visés	Volume d'heures de formation nécessaires	Période de formation	Organisme de formation	Coût prévisionnel	Commentaires
Total			Total		

Finalité du projet	Calendrier global : Début : _____ Fin : _____	
	Certification visée (bloc de compétences, titre, diplôme ou CQP) : _____	
	Niveau de classification prévu à l'issue du projet : _____	Niveau de rémunération prévu à l'issue du projet : _____

Pièces supplémentaires à joindre au présent dossier

Liste des pièces	Jointes au dossier
La copie du PV de consultation des IRP sur le projet de parcours professionnels individualisés, ou à défaut le PV de carence. (Le PV doit au minimum être constitué par la page où figurent les membres présents et excusés, celle qui comprend le point de l'ordre du jour relatif à l'information-consultation sur le projet et la page signée par le secrétaire du CSE)	<input type="checkbox"/>
La définition de la politique de formation formalisée, organisée et prévisionnelle (engagement de la direction ou, le cas échéant, accord d'entreprise relatif à la formation ou au développement des compétences)	<input type="checkbox"/>
Une attestation d'un investissement formation supérieur à l'obligation légale (uniquement pour les entreprises de 250 salariés et plus)	<input type="checkbox"/>
Devis et plannings de(s) organisme(s) de formation	<input type="checkbox"/>
Bulletin de salaire du salarié	<input type="checkbox"/>

Annexe 3 Dossier de bilan

À l'issue du projet de parcours professionnel individualisé, l'entreprise souhaitant bénéficier d'un cofinancement dans le cadre de la contribution spécifique ICGV élabore un dossier de bilan adressé à la commission financière de la branche ICGV.

Coordonnées : OCAPAT, direction des politiques de branches, 20, place des Vins-de-France, 75020 Paris.

Identification de l'entreprise

Établissement concerné	Nom : _____	Adresse : _____
	NAF : _____	_____
Contact dans l'établissement	Nom : _____	Tél. : _____
	Fonction : _____	E-mail : _____
Numéro adhérent OCAPAT	_____	

Bilan du salarié

Prénom : _____	Nom : _____
Date de naissance : _____	Niveau de formation initiale : _____
Poste occupé	
Au démarrage du projet : _____	À l'issue du projet : _____
Niveau de classification	
Au démarrage du projet : _____	À l'issue du projet : _____
Salaire de base brut mensuel hors primes	
Au démarrage du projet : _____	À l'issue du projet : _____
Certification visée : _____	
Volume d'heures de formation : _____	Cofinancement demandé pour le salarié (10 € x nb d'heures de formation) : _____

Pièces supplémentaires à joindre au présent dossier

Le dossier bilan est composé des éléments justificatifs ci-après :

Liste des pièces	Jointes au dossier
Le dossier de présentation du projet (les PJ ne sont pas nécessaires)	<input type="checkbox"/>
La facture de l'organisme de formation (avec le volume d'heures de formation)	<input type="checkbox"/>
L'attestation de présence du salarié	<input type="checkbox"/>

Liste des pièces	Jointes au dossier
Le certificat d'obtention du titre, diplôme ou bloc de compétences le cas échéant	<input type="checkbox"/>
Le bulletin de salaire du salarié	<input type="checkbox"/>

Directeur de la publication : Pierre Romain

165210070-000221

Direction de l'information légale et administrative

ISSN 2266-145X
